

7

9 F





7-9 F. 18

11-52.

2V111. no. 1



HISTOIRE
DES
HELVETIENS,
Aujourd'hui connus sous le nom
DE
SUISSES.

OU
Traité sur leur Origine, leurs Guerres,
leurs Alliances, & leur Gouvernement.

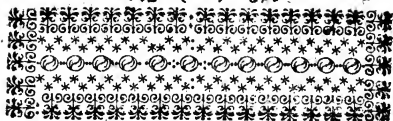
PAR
*M. le BARON d'ALT de Tieffenthal, Avoïer de
la Ville & République de Fribourg, & Com-
mandant Général du Militaire.*

TOME DIXIEME.



A FRIEOURG en SUISSE,

Chez HENRI IGNACE NICOMEDE HAUTT,
Imprimeur de la Ville,
MDCC LIII.



HISTOIRE

Des Helvétiens aujourd'hui connus sous le nom de Suisses.

TOME DIXIEME.

LIVRE I.



Le Cinquième jour de 1593
Janvier on publia une
declaration vérifiée au
Parlement de Paris, par
laquelle le *Duc de Maïen-*
ne, après avoir fait l'apologie de toute
sa conduite, avec beaucoup d'éloquence,
convioit les Princes, Pairs, Prélats, Offi-
ciers de la Couronne, Seigneurs & Députés
de se rejoindre au parti de la sainte union, &
de se trouver dans l'assemblée des Etats le dix-
septième de *Février*, afin de choisir ensemble

Tome X.

A

sans

sans passion & sans intérêt, un remède efficace pour conserver l'Etat & la Religion. Dix jours après parut une exhortation du Légat pour la même fin. Elle parloit plus clairement portant, *qu'il falloit élire un Roi, qui fût de nom & d'effet très-chrétien & vrai Catholique, & qui eût la force de maintenir la Religion & l'Etat.*

Les Seigneurs qui étoient auprès du Roi, entr'autres le *Duc de Nevers*, trouverent bon, puisque le *Duc de Maienne* les invitoit aux Etats, de lui faire quelque réponse qui l'engageât à une conférence. Cet expédient fut suivi de tous avec tant d'ardeur, qu'il n'eût pas été au pouvoir du Roi de l'empêcher, quand il l'eût voulu. C'est ainsi que peu à peu les desseins des Ligueurs se développoient, & que les *Espagnols* par une intrigue trop contraire aux Loix fondamentales de l'Etat, éloignoient insensiblement la couronne de France de la tête de *Claire-Isabelle - Eugenie Infante d'Espagne.*

Pendant que ces choses se passoient ainsi dans le voisinage, le *Vicomte de Silleri* convoqua une Diette à *Solure* le 23. d'*Avril*; où néanmoins ne vinrent que les Députés des Cantons de *Zurich*, de *Berne*, de *Glaris*, de *Bâle*, de *Solure*, & de *Schaffhausen*. L'intérêt du Roi son maître demandoit, qu'il empêchat la levée que le *Duc de Savoie* demandoit des Cantons ses Alliés. *Silleri* en repré-

senta

senta les conséquences, & l'atteinte qu'elle donneroit à l'Alliance qu'on avoit avec sa Majesté Très-Christienne, en concluant qu'il avoit lieu de croire, que les *Suisses* n'accorderoient pas des Troupes à un Prince ennemi du Roi de France, & qui étoit actuellement en guerre avec lui; qu'au contraire il esperoit, qu'on permettroit à *Henri IV.* une levée dont il avoit un extrême besoin pour se soutenir contre les derniers efforts que la Ligue prétendoit faire pour lui ôter la Couronne, que la naissance lui donnoit. Il parut aux Députés des Cantons, qu'ils étoient en trop petit nombre pour délibérer sur la proposition de l'Ambassadeur de France; ainsi ils trouverent à propos de convoquer une Diette générale à *Baden* le Dimanche de *Cantate*, où tous les Cantons envoierent leurs Députés.

Celui de *Zurich* rapporta la proposition que le Ministre du Roi avoit faite dans la dernière Conférence de *Soleure*; mais avant que de passer à la délibération sur ce sujet, il se tourna vers les Députés des six Cantons Catholiques, & les pria de ne point laisser partir les Troupes auxiliaires qu'ils avoient accordées au *Duc de Savoie*, afin de ne pas éterniser la guerre en *France*, ajoutant que de leur côté conjointement avec les Cantons qui s'étoient rencontrés dans la Diette de *Soleure*, ils ne se détermineroient à rien eu égard à la demande

du *Vicomte de Silleri*, que tout le *Corps Helvétique* n'y eût donné son approbation. *Louis Pfeiffer Avoier de Lucerne* prit la parole au nom des Cantons Catholiques, & répondit au Député de *Zurich*; Qu'on n'avoit aucune connoissance dans leurs Cantons de la proposition de l'Ambassadeur de France, encore moins de la destination des Troupes que *Henri IV.* demandoit, qu'ainsi ils étoient les uns & les autres sans instruction sur ce sujet. Quant au secours que le Duc de Savoie exigeoit d'eux, il dit : Qu'ils avoient réfléchi sérieusement sur l'Alliance qu'ils avoient avec ce Prince, & qu'en vertu de ce Traité ils ne croioient pas pouvoir lui refuser des Troupes, qui ne devant servir que pour la défense des pais appartenant au Duc, & nullement offensivement, on ne pouvoit pas avec justice les empêcher de satisfaire à leur engagement, d'autant plus qu'ils n'agissoient dans cette occasion ni contre la paix perpétuelle, ni contre la dernière Alliance qu'on avoit avec la Couronne de France à bien prendre les conjonctures, & la situation du Roiaume qui lui même n'étoit point déterminé sur qu'elle tête on la mettroit. Cette répartie ne déplut pas aux Cantons Protestans, qui aiant appris la conversion de *Henri IV.* furent charmés, dit *Lauffer*, de trouver ce prétexte pour cesser de marquer leur affection à ce Prince, pendant que l'éloignement que les Catholiques faisoient paroître pour une nouvelle Levée, provenoit de la crainte que *Henri* demeurât dans le *Huguenotisme*.

En

En effet ce Prince commençoit à connoître qu'il n'y avoit que deux moïens pour se conserver la Couronne sur la tête. L'un de demeurer ferme dans sa Religion en s'armant de patience, de courage, & pour ainsi dire, en tentant l'impossible. L'autre qui ne pouvoit pas lui manquer, étoit le retour à l'Eglise Catholique. La premiere voie étoit extrêmement longue, pleine de difficultés, & de périls presque insurmontables. D'ailleurs le Légat & les Espagnols profitant de la résolution, où ils voioient les Ligueurs de ne point reconnoître de Roi, qu'il ne fût sincèrement Catholique, ils résolurent de proposer l'élection de l'Infante. Les Catholiques de son parti menaçoient de l'abandonner, s'il n'alloit à la messe. De son côté, il avoit à peine de quoi mettre une armée sur pied. La Noblesse s'ennuioit de prodiguer ses biens, & son sang pour le service d'un Prince hérétique ; & si dans ces conjonctures on eût élu un autre Roi que lui, il est à présumer qu'il eût été reconnu de toute la *France*, au moins de la plus grande partie.

Toutes ces considérations & ces craintes firent de profondes impressions sur l'esprit de *Henri IV.* Il commença donc à faire véritablement espérer sa conversion ; & dès qu'il se fut ouvert sur ce sujet, il y eut des Huguenots même qui l'assûrèrent, qu'on pouvoit faire son salut dans toutes les Religions.

pourvu qu'on crût en JESUS-Christ crucifié, qu'on admît le symbole des Apôtres, & qu'on observât les préceptes du Décalogue.

Les conférences de Surenne, où le Roi avoit amené les Ligueurs, porterent le dernier coup à la résolution de *Henri*. Les Espagnols & le Cardinal-Légat y firent ce qu'ils purent pour faire mettre la Couronne de France sur la tête d'un Prince étranger n'ayant pû réussir de la faire mettre sur celle de l'*Infante*, parce que l'*Evêque de Senlis* s'étant élevé contre cette proposition de *Cajetan* avoit démontré clairement, que la Religion n'étoit qu'un prétexte & un voile pour couvrir l'ambition du Roi d'Espagne. Le Parlement de Paris de son côté à la vûe de cette seconde tentative, rendit un arrêt le 28. de *Juin* par lequel sur les-remonstrances du Procureur du Roi; la Cour, toutes les Chambres étant assemblées, déclaroit; qu'elle n'avoit jamais eu d'autre intention que de maintenir la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, en l'Etat & Couronne de France, sous la protection d'un Roi Très-Christien, Catholique, & François; que n'ayant rien plus à cœur que de faire observer les Loix fondamentales du Roiaume, elle s'opposoit à tous les Traités qui se pourroient faire pour transférer la Couronne de France entre les mains des Princes ou Princesses étrangères, même sous prétexte de la Religion; & les déclaroit non valables & de nul effet, comme étant faits au préjudice de la Loi salique.

Cet arrêt acheva de déconcerter les *Espagnols*, & l'assemblée des Etats n'en fut nullement fâchée. De son côté le Roi profita de ces heureuses dispositions pour s'occuper plus sérieusement du dessein, où il étoit de se faire instruire de la Religion Catholique. Il écrivit de *Mantes* à *René Benoit*, Curé de *Saint Eustache*, & lui manda de l'attendre à *Saint Denis* pour conférer avec lui. Le Légat l'ayant sçu, voulut détourner ce Curé de partir, & tâcha même de lui persuader qu'il ne pouvoit entrer en conférence avec le Prince sans la permission du Pape. Mais *Benoit* n'eut aucun égard à ses remontrances. Il se rendit le 14. *Juillet* à *Saint Denis* avec *Moraines*, Curé de *Saint Meric*. *Chavagnac*, Curé de *Saint Sulpice*, les avoit déjà précédés. Le Roi aiant appris l'arrivée de ces trois Curés, partit de *Mantes* le 18. du même mois, après avoir entendu la prédication du Ministre de la *Faie* pour la dernière fois, & vint joindre les Docteurs à *Saint Denis* le 20. suivant.

Le Légat menaça d'excommunier ces Curés, & voulut les faire passer pour des Apostats. Mais n'ayant pû réussir, il publia lui-même une déclaration, par laquelle il défendoit à tous Ecclésiastiques d'aller à *Saint Denis* sous peine d'excommunication, & ensuite il feignit de vouloir sortir du Roiaume, & de se retirer à *Rome*. Mais on se moqua de sa colère. Le Président le Maître dit : qu'il fal-

loit le laisser aller, n'étant propre qu'à fomentier des troubles.

Malgré les défenses du Légat, les trois Curés travaillèrent à l'instruction du Roi. La première conférence qu'ils eurent avec lui fut le matin du 23. *Juillet*. Les Prélats qui s'y trouverent avec les Curés, étoient l'*Archevêque de Bourges, Philippe du Bec, Evêque de Nantes, Nicolas de Thou, Evêque de Chartres, Claude d'Angennes, Evêque du Mans, & Jacques Davi du Perron, nommé à l'Evêché d'Evreux*. On disputa sur plusieurs articles. Le Roi fit ses objections, & l'on y satisfit si solidement, qu'il remercia les Evêques de ce qu'ils lui avoient appris ce qu'il avoit ignoré jusqu'alors, & il leur protesta, qu'il reconnoissoit dans son changement la bonté & la Puissance de Dieu.

Ensuite les Prélats lui présentèrent un écrit, qui contenoit la forme d'abjuration, qu'il devoit prononcer, pour détester les erreurs qu'il avoit suivies, avec des protestations & des promesses qu'ils prétendoient lui faire signer, avant que de le réconcilier à l'Eglise; mais comme ils y avoient inséré certaines choses, qui ne paroissoient pas nécessaires, & que le Roi, dont le jugement étoit très solide, ne pouvoit goûter; il leur dit: *qu'il lui sembloit en avoir déjà fait assez, & qu'ils devoient être contents*. Il se fit laisser cet écrit pour l'examiner. *Mezerai* dit; qu'on en retrancha tout ce qui n'étoit

n'étoit pas essentiel à la foi; mais qu'il fut toute-
 fois envoyé au Pape, tel qu'il avoit été dressé
 d'abord, afin de mieux persuader sa Sainteté de la
 parfaite conversion de ce Prince. Un Historien
 François rapporte, que les *Ministres Morlas*,
Roltam, *Salettes*, & quelques autres, contri-
 buerent beaucoup par politique à la conver-
 sion du Roi, & qu'un d'entr'eux étant tombé
 d'accord, en disputant contre du Perron,
 qu'on pouvoit faire son salut dans l'Eglise
 Catholique, Apostolique & Romaine, sa
 Majesté prit la parole & dit à ce Ministre :
Quoi ! tombés - vous d'accord qu'on puisse se sau-
ver dans la Religion de ces messieurs - là ? le Mi-
 nistre répondant qu'il n'en doutoit pas, pourvu
 qu'on y veût bien; le Roi répartit très-judi-
 cieusement : *la prudence veut donc que je sois de*
leur Religion, & non pas de la vôtre; parce
qu'étant de la leur, je me sauve selon eux & se-
lon vous; & qu'étant de la vôtre je me sauve bien
selon vous, mais non pas selon eux. Or la pru-
 dence veut que je suive le plus assuré. Il ne restoit
 plus au Roi qu'à faire solennellement son ab-
 juration, & à recevoir l'absolution de son
 hérésie, & des censures de l'Eglise; le jour
 pour cette cérémonie, fut assigné au Diman-
 che 25. de Juillet.

Ces sentimens de *Henri IV.* semblent conti-
 battre le trait que *Stetler* & *Lauffer* rappor-
 tent dans leur Histoire; sçavoir que ce Prince
 envoya à *Berne* & à *Genève* *Joseph du Chêne*,

Seigneur de la Violette, pour représenter à ces deux Républiques, que la cause de son changement ne venoit que du désir qu'il avoit de conserver le Roiaume dans la paix & la tranquillité, & d'empêcher par-là que la tyrannie des Espagnols n'y prît la supériorité; que ce Roi indépendamment de sa conversion protégeroit les Eglises Reformées; & que le Duc de Boüillon qui n'avoit pas suivi son exemple, étoit chargé du soin de maintenir le Protestantisme en France dans ses privilèges & dans ses franchises. Il est vrai, que le Roi accorda quelques choses aux Réformés de son Roiaume, mais ils n'en furent pas contens. Il fut obligé de le faire par politique & par raison d'Etat, autant que par reconnoissance.

Le Baron d'Harnance, qui avoit été fait prisonnier de guerre l'année précédente, & qui s'étoit ensuite rençonné moiennant la somme de huit mille écus d'or par l'entremise de quelques Seigneurs de Valais, s'aboucha avec le Baron de Conforgien qui étoit cette année 1593. de retour à Genève. On espéra, que cette entrevûë feroit naître des sentimens de paix; mais elle n'opéra rien parceque les esprits étoient encore dans une trop grande fermentation des deux côtés; & que d'ailleurs *Henri IV.* n'étant point encore affermi sur son Trône, il étoit l'intérêt de ce Prince de susciter des ennemis au Duc de Savoie pour l'empêcher de faire des progrès en Provence, où il
auroit

auroit pû envoyer les Troupes que les *Genevois* lui occupoient dans son propre pais.

Les Cantons Protestans firent partir leurs Députés pour *Genève*, dans le dessein de les porter à faire la Paix. Ils proposerent les anciens articles, & crurent que les *Genevois* pouvoient bien s'en contenter, en cas que le Duc voulût les accepter ; mais ce Prince fit connoître pas ses réponses vagues qu'il ne renonceroit jamais ni au Vidomat ni à ses prétentions sur *Genève*. *Nicolas de Vateville*, *Baron de Versois* & *Seigneur de Château Villain*, & *Ulric de Bonstetten*, *Seigneur de Jegenstorf*, que les *Bernois* avoient envoyé à *Charles Emmanuel*, remarquerent que ce Prince nourrissoit encore l'espérance de revenir dans le *Pais de Vaud*, & qu'il n'avoit point renoncé à cette conquête.

Pendant les négociations que le Duc de Ne. 1594
vers fit à Rome au sujet de la conversion du Roi, que le Pape regardoit avec un esprit Espagnol & Ligueur, plusieurs villes de France rentroient sous l'obéissance de leur légitime Souverain, *Meaux*, *Aix*, *Lion*, *Orleans*, & *Bourges*, donnerent l'exemple. *Henri IV.* en attira plusieurs autres, tant par la bonté avec laquelle il se comportoit, que par un Edit qui fut vérifié au Parlement, tenu à *Tours* le premier de *Février*. Il y promettoit une amnistie générale, & la restitution des biens

biens & des dignités à ceux qui rentreroient dans leur devoir.

La présence du *Duc de Maienne* retenoit *Paris*. Mais en attendant que cette grande masse fût ébranlée, le Roi pensa à se faire sacrer, tant affin d'ôter l'idée aux peuples, que cela lui manquant il ne pouvoit pas porter la qualité de *Roi de France*, que pour persuader les *François* qu'il étoit bien véritablement rentré dans la Religion de ses Ancêtres. Mais comme il ne pouvoit être sacré à *Reims*, qui étoit au pouvoir de ses ennemis, ni se servir de la Sainte Ampoule que l'on y conserve, on choisit pour cette cérémonie la ville de *Chartres*, & l'on envoya chercher la Sainte Ampoule de *Tours*. C'est une huile qui fut, dit-on, apporté par un Ange à *Saint Martin*, pour guerir ce Saint d'une blessure qu'ils s'étoit faite en tombant. Le 27. de *Février* *Nicolas de Thou* Evêque de *Chartres* fit la cérémonie, de la même manière qu'elle se fait à *Reims*.

Après quoi, le Roi songea à se rendre maître de *Paris*. Le *Duc de Maienne*, sans le vouloir, lui en facilita les moïens. Aiant déposé le *Comte de Belin*, qui en étoit Gouverneur, & qui lui étoit suspect, il mit en sa place le *Comte de Brissac*, & croiant que le bien de la Ligue l'appelloit ailleurs, il s'éloigna de cette ville, dont il recommanda le dépôt au nouveau Gouverneur. Mais en son absence

Brissac,

Brissac, qui voyoit que le parti du *Duc de Maienne* s'affoiblissoit chaque jour, & qu'il y avoit plus d'avantage, & de sûreté à entrer dans celui du Roi, gagna secrettement plusieurs Notables qui étoient dans la ville, & les détermina à concourir avec lui pour en ouvrir les portes à *Henri IV.* Cela fait, il députa *François d'Espinai* au Roi, qui se trouvoit alors à *Senlis*, & il convint avec lui des articles suivans. Que dans *Paris*, dans ses *Fauxbourgs*, & dix lieues aux environs, on ne feroit l'exercice public que de la Religion Catholique, suivant les *Edits* du feu *Henri III.* Que le Roi accorderoit une amnistie générale, dont il n'y auroit que ceux qui avoient conspiré contre sa vie, & celle de son Prédécesseur, qui seroient exceptés. Qu'on conserveroit la vie & les biens aux habitans, qui seroient maintenus dans leurs privilèges. Que tous ceux que le *Duc de Maienne* auroit pourvus de quelque charge, office ou bénéfice, y seroient confirmés, à condition néanmoins qu'ils en prendroient de nouvelles provisions du Roi. Qu'il y auroit permission entière pour tous ceux qui ne voudroient plus demeurer dans la ville, de se retirer en d'autres lieux, & d'emporter leurs biens. Que le *Légat* & le *Cardinal de Pellevé*, aussi bien que les autres *Prélats* & leurs domestiques en pourroient sortir avec leurs équipages, ou y demeurer, s'ils le jugeoient plus à propos; & qu'à l'égard des *Ministres Espagnols*, il leur seroit pareillement libre de se retirer en prenant

-nant des- sauf- conduits , & des passeports , & d'emmener avec eux les garnisons étrangères & Françoises , à qui l'on accorderoit les honneurs de la guerre.

Le Roi aiant consenti à tous ces articles, le *Comte de Brissac* fit publier à son de trompe, une défense de tenir aucune assemblée hors de l'*Hôtel-de-Ville*, ne voulant pas qu'aucune fût composée de plus de cinq personnes, outre les Magistrats qui devoient y être présens, sur peine de la vie contre ceux qui s'y trouveroient au- delà de ce nombre, & de confiscation de leurs biens. Ensuite aiant répandu le bruit que le *Duc de Maienne* envoioit à *Paris* des munitions & des gens de guerre, & qu'il étoit nécessaire d'aller au devant; il envoya les Troupes dont il se défioit du côté de *Beauvais*, comme si le secours devoit tenir cette route-là, & plaça *Alexandre de Monti*, Colonel des *Napolitains*, audelà de la rivière, sous prétexte, qu'il devoit recevoir des vivres de ce côté.

Sur le soir du 21. *Mars*, le Gouverneur aiant assemblé dans la maison du *Prévôt des Marchands*, les Capitaines de quartier, & les principaux d'entre les Magistrats, il leur déclara son dessein, les conditions de l'accord fait avec le Roi, par rapport à la sûreté de la Religion, & à l'oubli du passé, & à la nécessité où l'on se trouvoit réduit de se délivrer des malheurs de la guerre par une bonne Paix. Tous s'étant

s'étant trouvés disposés à suivre les intentions, il les pria d'agir sincèrement, mais sur tout de donner ordre que la réception du Roi se fît sans désordre & sans tumulte. Les assistants ayant consenti à tout, le *Prévôt des Marchands* avec l'*Échevin Langlois* signèrent des ordres, qu'ils envoierent aux Commissaires de quartier en qui ils se fioient, pour les informer que la Paix étoit conclue, que l'accommodement devant être ratifié le lendemain, ils empêchassent qu'il n'arrivât aucun bruit, & pour enjoindre aux bons citoyens de se mettre sous les armes, afin de contenir dans le devoir ceux qui voudroient s'opposer à la Paix. Ces ordres étant donnés avec beaucoup de secret, *Brissac* se rendit de grand matin à la *porte neuve*, sous prétexte de la faire murer, pour ôter toute inquiétude de ce côté-là. Le *Prévôt des Marchands* s'étant rendu en même tems à la *porte Saint Denis*, y laissa pour la garder l'*Échevin Langlois*, & s'en alla à la *porte neuve* joindre le *Comte de Brissac*.

Sur les cinq heures du matin, *Saint Luc* avec les premières Troupes de l'armée du Roi, qui s'étoit rendu à *Saint Denis* dès le soir précédent, arriva près du jardin des *Thuilleries* hors de la ville. Aiant tiré trois fusées en l'air, signal dont on étoit convenu, *Brissac* précédé d'un flambeau alla lui parler, & revint dans la ville rejoindre le *Prévôt des Marchands*. Alors tous deux firent ouvrir entièrement la porte ;

&

& *Saint Luc* ordonnant à ses gens d'avancer, entra le premier dans *Paris* avec sa Troupe le pistolet à la main; après avoir posté cent Soldats en haie le long du Quai près la porte, dont il confia la garde au *Capitaine Taves*, il pénétra ainsi à la tête de quatre cens hommes jusqu'à la *croix du Trahoir*, pendant qu'un second corps de Troupes se rendoit maître du pont *Saint Michel*, & que *d'O* s'emparoit de la porte *Saint Honoré*.

Le *Maréchal de Matignon*, qui conduisoit les Suisses, s'étant étendu le long de la rue *Saint Honoré*, le Roi ne tarda pas à paroître. Il étoit revêtu de ses armes, environné des archers de sa Garde, & accompagné de quatre cens Gentilshommes. Le *Comte de Brissac* étant venu au-devant de sa Majesté, elle ôta son écharpe blanche, la lui mit sur le col & l'embrassa avec beaucoup d'affection. Le *Prévôt des Marchands* & les *Echevins* présentèrent au Roi les clefs de la ville, & ce ne fut alors dans tout *Paris* qu'un cri de joie. Le Roi se rendit à *notre Dame*, suivi d'une grande foule de monde, & sa Majesté y entendit la messe.

Au sortir de l'Eglise, le Roi se rendit au *Louvre*, & étant encore en chemin, il envoya du *Perron*, qui étoit depuis peu arrivé de *Rome*, au Cardinal-Légat, pour lui dire de sa part, qu'il lui étoit libre de demeurer dans *Paris*, ou de s'en aller. Mais qu'il le prioit

prioit de ne se point retirer sans le voir, & sans s'entretenir avec lui, l'assurant qu'il en recevroit plus d'honneur & de satisfaction qu'il n'en avoit jamais reçu de la Ligne. Mais ce Cardinal refusa de venir saluer le Roi, & dit, que puisqu'on lui accordoit une entière liberté, il en feroit usage pour sortir non seulement de Paris, mais encore de tout le Roiaume; & il partit en effet six jours après.

Pendant que ces choses se passoient en France, on tâchoit en Suisse d'accommoder les Genevois avec le Duc de Savoie. Cette contestation entre ces deux Etats étoit un sujet d'inquiétude, qui tenoit le Corps Helvétique dans de continuelles allarmes. Les quatre villes Réformées envoient leurs Députés à Berne, pour travailler à cet ouvrage salutaire; Charles Emmanuel, qui paroissoit incliné à la Paix, eu égard à la République de Berne avoit son Envoié de Roncas dans cette ville; mais comme les intérêts du Roi avoient déjà empêché que l'accommodement ne se fit en 1593: le Vicomte de Silleri y mit cette année encore des obstacles, qui le firent manquer. Les Genevois même ne gouterent aucunement le plan de pacification que les Bernois avoient dressé, parcequ'il les réduisoit à une espèce de Sujettion à l'égard du Duc de Savoie, qui ne leur laissoit que l'ombre de Liberté, ou au moins qui leur rappelloit toutes les années le souvenir de l'ancienne

domination, que ces Princes avoient eüe sur leur ville, en ce qu'il étoit dit dans ce Plan, que les *Genevois* présenteroient au Duc chaque année sur un jour nommé, un faucon & une paire de gand. Ce qui étoit un hommage, qui prouvoit une dépendence, dont ceux de *Genève* ne vouloient pas entendre parler. De sorte que l'Ambassadeur de France aiant fomenté ce scrupule des *Genevois*, & leur en aiant fait connoître les conséquences, les Députés de tous côtés se retirèrent, & on ne fit rien en faveur de cette République pour cette fois là.

Les paisans du Canton de *Bâle* donnerent encore de l'embarras au Corps Helvétique par des assemblées qu'ils firent clandestinement contre leur Souverain. On envoya des Députés pour calmer cette nouvelle contestation, croiant que la douceur étoit le meilleur moien pour les ramener à leur devoir.

1595 L'année suivante l'Empereur des Romains, qui étoit entré en guerre avec celui des Turcs envoya une Ambassade en Suisse, composée de *Hugues Thierri de Hohen-Landenberg* Grand Commandeur à *Altschshausen*, de *Jean Louis de Heidec*, Ballif du Comté de *Hawenstein*, & de *Jean Hager*, Chancelier de l'Evêque de *Constance*. Ces Ambassadeurs firent une longue représentation des malheurs, qui affligoient la Hongrie, & des pertes considérables que les Chrétiens y avoient faites, en concluant à demander
une

une Levée de vint Drapeaux, que les Cantons ne trouverent pas à propos d'accorder fondés sur les circonstances des Etats voisins, & de leur propre Patrie. On eut beau leur représenter la considération distinguée qu'on auroit pour leurs Troupes, & le soin de les faire subsister avec agrément. Ces belles promesses ne purent les porter qu'à concéder à sa Majesté Impériale des munitions de guerre, entr'autres deux cens cinquante quintaux de poudre dont elle avoit un extrême besoin, & dont elle fit ses remerciemens par une lettre qu'elle écrivit aux Cantons le 20. d'Août.

Mais pendant que l'Empereur négocioit avec les Princes & les Etats d'Empire pour trouver les moïens de pousser vigoureusement la guerre contre les Turcs, le Roi de France pensoit de son côté à exterminer le reste de la Ligue. Le Duc de Nemours, qui s'étoit sauvé de *Pierre-Encise*, venoit de mourir dans son Château d'*Aneci*, âgé de vint huit ans. Ce Prince fut si sensible à l'infidélité de *Disimieu* son confident intime, qui livra le Fort de *Pipet*, principal Château de *Vienn*e, au Connétable de *Montmorenci*, que ne pouvant soutenir cette trahison, il en tomba malade d'une maladie fort étrange, & presque semblable à celle de *Charles IX.* Son grand courage résista quelque tems à la violence de ce mal, mais s'en voiant exténué il mourut comme on vient de le dire, non sans soupçon

d'avoir été empoisonné. Le *Marquis de Sorlin*, son frère, lui succéda dans le *Duché de Nemours*, & peu après ce Prince fit la paix avec le Roi.

Le *Duc de Maiemie* ne marqua pas du regret de la mort du *Duc de Nemours*. Il ne l'avoit jamais assez aimé pour en ressentir de la douleur. Les affaires de ce Chef de la Ligue alloient en décadence. Le *Maréchal de Biron* lui enleva *Beaune* ville du *Duché de Bourgogne*, si renommée par ses bons vins. Les villes d'*Autun* & d'*Auxonne* se détachèrent aussi de son parti, & enfin *Dijon* prit les armes en faveur du Roi; mais les habitans ne pouvant pas eux seuls chasser la garnison de la Ligue, ils eurent recours au *Maréchal de Biron*. Il se rendit maître de tous les quartiers de la ville, assiégea ensuite le château, dont il s'empara, & de là il alla mettre le siège devant celui de *Talan*, qui en étoit à un quart de lieuë, où le *Vicomte de Tavannes* s'étoit retiré.

Fernand de Velasco Connétable de *Castille* étoit venu dans la *Franche Comté* dès le mois d'*Avril* avec une Armée de quinze mille hommes d'infanterie & trois mille chevaux. Les *Maréchaux de Montmorenci* & de *Biron* apprehendoit, que le Connétable ne les vint attaquer avec toutes ses forces. Ils ne se trouvoient pas en état de leur résister, c'est pourquoi tous les deux pressoient extrêmement le Roi de s'avancer avec les siennes. *Henri IV.* ne marquoit pas

un grand empressement. Il fallut les caresses de sa Maîtresse pour déterminer ce Prince à venir au secours de ses Généraux. La belle *Gabrielle d'Estrées* désiroit, qu'il conquît la *Franche-Comté* pour son fils, à qui il en devoit donner le Domaine, utile *Dominium utile*; & la Souveraineté aux *Suisses*, afin de les engager à le protéger.

Le Roi ne mena que fort peu de Troupes avec lui, croiant que de celles du *Connétable de Montmorenci* & du *Maréchal de Biron*, aussi bien que de celles de *Lorrains* commandées par d'*Auffonville*, il pourroit composer une armée fort considérable. Le *Connétable de Castille* avoit cependant obligé ce dernier à abandonner tout ce qu'il avoit pris en *Franche-Comté*, & *Tremblecour*, qui s'étoit jeté dans *Vesoul*, de capituler. *Velasco* se préparoit à pousser son bonheur; & pour cet effet à entrer dans le *Duché de Bourgogne*. Il avoit fait faire un pont à *Grai* sur la rivière de *Saône*, outre celui de la ville. Le Roi en ayant eu avis, résolut avec le *Maréchal de Biron* d'aller au devant des *Espagnols*, seulement avec deux cens Maîtres, & cinq cens arquebasiers à cheval, afin de retarder leur marche d'un jour ou de deux. Il ordonna en même tems, qu'on fit un retranchement entre le Château & la ville de *Dijon*, où il mit mille Bourgeois pour le garder. Son dessein étoit ensuite d'aller combattre *Velasco* avec toute son armée à deux

deux ou trois lieues de la ville. L'entreprise étoit téméraire, mais l'événement la justifia.

Le dernier de *Juin* étant à *Fontaine-Françoise*, petite ville entre *Dijon* & *Grai*, il découvrit toute l'armée ennemie, qui descendoit de *Saint-Seine*, & en même tems il se vit attaqué par les Troupes du *Duc de Maienne* commandées par ce Duc & par *Villars-Houdan*. Le Roi eut besoin de tout son bonheur, & de sa destinée. Le *Maréchal de Biron* aiant été culbuté, ce Prince soutint le choc avec cent maîtres seulement, & arrêta l'impétuosité de l'attaque; non content de ce glorieux exploit, il alla lui-même à l'ennemi avec tant de valeur & de conduite, que l'aiant poussé à diverses reprises, il obligea cinq escadrons à se sauver dans le gros de l'armée du *Duc de Maienne*. Le Roi ne les poursuivit pas, c'est en quoi il marqua sa prudence.

Le Duc envoya par trois fois, & la quatrième il alla lui-même, prier le Connétable de venir à une victoire assurée; mais sa gravité Espagnole ne se laissa point émouvoir. *Vélasco* s'imaginant, que le Duc vouloit lui apprendre son métier, il ne branla point, & répondit sur le même ton; qu'il sçavoit bien ce qu'il avoit à faire. Le même jour il décampa, pour se retirer à *Saint-Seine*, & le lendemain il se rendit à *Grai*, dont il refusa l'entrée aux Troupes de la Ligue, & même à leurs blessés. *Henri IV.* fut plus humain. Il en prit tout

tout le soin possible, les fit panser; il envoya même un passe-port à *Villars* pour se faire transporter à *Châlon*, où il se fit guérir de la blessure qu'il avoit reçue dans le combat.

Cette journée fut plus mémorable par les grandes actions du Roi, que par le nombre des combattans, & des morts, car il n'en demeura pas 120. sur la place. Elle lui acquit encore plus d'avantage que de gloire, s'il est permis de s'exprimer ainsi, puisque la conduite insupportable de *Vélasco*, ses défiances, & son inhumanité envers les François acheverent de les détacher de l'Espagne; le Roi leur tendit en échange les bras de si bonne grace, qu'il en ramena une grande partie à son obéissance.

Après que *Henri IV.* eut employé quelques semaines à pacifier la *Bourgogne*, à rétablir le Parlement de *Dijon* qui avoit été interdit, à rappeler les Conseillers qui s'étoient transférés à *Sémur*, il entra avec son armée dans la *Franche-Comté* pour chercher les Espagnols, & s'il remportoit la victoire, pour conquérir cette Province afin d'en faire un présent à sa Maitresse. Il y demeura près de trois semaines, pendant lesquelles il les harcela souvent, pour les tirer de leurs retranchemens, battit quelques Troupes qui s'en écartèrent en deux ou trois rencontres, ravagea tout le Pais, & jeta une si grande épouvante dans *Besançon*, & dans toutes les autres villes, qu'il les eût forcées de recevoir sa Loi, si l'intercession des *Suisses*,

& la contagion qui se mit dans ses Troupes ne lui eussent pas arraché cette conquête.

Nicolas de Vateville Baron de Versoû, Gilbers de Censur, un des principaux membres du Parlement de Dole, & *Benoit de la part du Comte de Champnité*, commandant pour le *Roi d'Espagne*, se présentèrent à la Diette des Cantons pour les faire ressouvenir des engagements où ils étoient entrés afin de maintenir la neutralité dans la *Franche-Comté*. Ils leur représentèrent : que la convention faite à cet égard étoit d'autant plus mal observée dans cette occasion, que les deux Régimens de la Nation sous les Colonels *Gaspard de Galati*, & *Balthasar de Grissach* se trouvoient dans le nombre des Troupes du Roi destinées à faire la conquête de leur Province ; qu'ayant cru jusqu'à présent pouvoir jouir du repos en vertu de leur Traité, ils ressentoient avec la plus vive douleur les actes d'hostilité exercés par les Troupes d'une République, qui les avoit toujours protégés avec tant de générosité.

A la premiere requisition que les *Francs-Comtois* avoient faite au Corps *Helvétique*, par *Benoit Ecuier du Comte de Champnité*, d'empêcher le Roi d'entrer dans leur Province, les Cantons députerent *Ulric Baron de Bonstetten Seigneur de Jegenstorf* & d'*Urtenn*, & *Jean de Meier Avoier de Eribourg*, pour aller faire à sa Majesté de très-humbles remontrances. Les *Suisses* ne voioient qu'avec regret que la *Franche-Comté* devint le théâtre de la guerre ;

& comme ils en appréhendoient les suites, ils ordonnerent à leurs Ambassadeurs de partir incessamment afin de prévenir la marche des Troupes Royales, qu'on soupçonnoit d'être prêtes à entrer dans cette Province. *De Bonstetten* & *de Meier* partirent à cet ordre avec celui de représenter vivement au Roi les intérêts de la Nation, les Traités de l'union héréditaire, ceux que les Rois ses Prédécesseurs avoient si souvent confirmés au sujet de la neutralité pour la *Franche-Comté*, & de prier *Henri IV.* de ne vouloir point permettre qu'elle fût violée.

Ces Seigneurs étant arrivés au commencement d'*Avril*, furent reçus avec beaucoup de distinction par le *Comte de Champnité*, par le *Parlement de Dole*, & par le *Connetable de Castille*, qui leur firent tous les honneurs qui convenoient à leur Caractère, & au sujet pour le quel ils étoient envoyés. Ils partirent ensuite pour le lieu de leur destination; mais ils n'eurent pas plutôt mis le pied dans le *Duché de Bourgogne*, qu'ils furent assaillis par quarante Cavaliers & quelques fantassins du parti de la Ligue, qui voulant ignorer leur Ambassade les traitèrent comme des prisonniers, où qui en ayant été instruits ne leur marquèrent pas la considération, qu'on leur devoit, apparamment par des raisons politiques qu'on n'a pas développés. Ils relâchèrent néanmoins *Ulric de Bonstetten*, mais

ils garderent l'*Avoïer de Fribourg*, sans qu'on ait pû apprendre la cause de cette distinction. Le *Baron de Bonstetten* aiant continué son voiage trouva le Roi à *Fontainebleau*, & lui exposa sa commission; mais ce Prince le renvoia à *Troies*, où il promit de lui donner sa réponse; Ce qu'il fit en présence de l'*Avoïer de Meïer*, que les Ligueurs avoient mis en liberté, après avoir désavoué leurs Cavaliers.

Les Ambassadeurs de retour en *Suisse* rapporterent à la Diette de *Baden*, ce que le Roi leur avoit dit. Mais comme les demandes de ce Monarque, qui après la journée de *Fontaine - Françoise* venoit d'entrer dans la *Franche Comté*, ne répondoient pas à la Relation de *Bonstetten* & de *Meïer*, les Cantons leur ordonnerent de nouveau de se rendre auprès du Roi. *De Vateville*, de *Censur*, & *Benoit* ne leur laisserent aucun repos, qu'ils ne se fussent mis en voiage. Ces trois Députés avoient été envoïés par la Province aux premiers mouvemens que *Henri IV.* avoit fait faire à son armée pour suivre *Velasco*, & lui livrer bataille. Ce Prince retira ensuite son armée, comme on vient de le dire; mais il n'est pas décidé, si ce fut en considération de l'intercession des *Suisses*, ou à cause de la contagion qui faisoit déperir ses Troupes. L'une & l'autre y auront contribué. La premiere pour servir de justification

stification auprès de *Gabrielle d'Etrées* & l'autre par la crainte de perdre son armée, & de ne se plus trouver en état de combattre un ennemi, qui cherchoit son avantage.

Comme *Henri IV.* n'étoit pas parti assez promptement au gré du *Connétable de Castille*, il en rejetta la faute sur les *Suisses*, & leur écrivit une lettre, dont les expressions dures marquoient son ingratitude à l'égard d'une Nation, qui venoit de conserver une si belle Province au Roi son maître. Ce qui fait dire à *Stetler* *Ingratis servire nefas. Il y a du crime à obliger des ingrats.* En effet on ne put pas agir avec plus de générosité, que les *Bernois* le firent avec les *Francs Comtois* pendant cette guerre. Ils retirèrent chez eux leurs femmes, leurs enfans & tous les meubles précieux qu'ils sauverent en *Suisse*, ce qui leur fut rendu après le départ des Troupes du Roi avec une fidélité, que ne mérite pas le reproche, que *Velasco* leur fit. D'autant plus que les *Francs Comtois* aiant donné de grosses sommes d'argent pour les frais de la guerre, le *Connétable de Castille* n'avoit pas raison de se récrier sur la lenteur des *Suisses*, puisque lui-même faisoit un tiers dans la négociation.

Henri IV. en quittant la *Franche Comté* alla à *Lion*, où plusieurs raisons le conduirent ; Deux entr'autres. La première le désir de s'accommoder avec le *Duc de Savoie* ; & la seconde, la nécessité qu'il y avoit de donner ordre

ordre aux affaires du *Dauphiné* & de la *Provence*, où il y avoit une grande mésintelligence entre les Gouverneurs & entre les Généraux.

Le Roi offrit une trêve au Duc, promettant même de lui céder le *Marquisat de Salusses* pour son fils aîné. Il y eut pour cela plusieurs conférences au pont de *Beauvoisin* entre les Ministres des deux Souverains. *Charles Emmanuel* paroissoit fort incliné à la paix, mais la condition de l'hommage que le Roi proposoit, le rebuta. Ce ne fut pas la seule raison, qui empêcha l'accommodement entre ces deux Princes. La *France* avoit des vûes plus intéressantes. La *Bresse* lui tenoit au cœur, & pour avoir cette Province, il falloit que le Roi fit semblant de vouloir recouvrer le *Marquisat* que le Duc avoit repris en 1688.

Le *Baron d'Harmande* Gouverneur du *Chablais* zélé pour le service de son maître, & prévoyant que les armes victorieuses du Légitime Roi de France pourroient bien être employées au recouvrement de ce *Marquisat*, eut quelques conférences à ce sujet avec le *Vicomte de Silleri*, Ambassadeur auprès du Corps Helvétique, par le moien de *Joseph du Chêne*, Seigneur de la *Violette*, qui s'étoit retiré à *Genève*. *Silleri* de son côté en communiqua avec le *Connétable de Montmorenci*, qui étoit alors à *Lion*. Enfin après beaucoup de négociations

on

on convint d'une journée à *Bourgoïin*, petite ville en *Dauphiné*, où le Vicomte le rencontra de la part du Roi de France, & pour S. A. le Baron d'Harmance, le Président Rochette, & Lambert. Il fut conclu de l'avis du Connétable. Que le Marquisat de Salusses demeureroit au Duc de Savoie en toute Souveraineté, avec ses dépendances, artillerie & munitions, à condition que son Altesse relacheroit au Roi le vicariat de Barcelonnette, deux villes de Bresse sur la frontière de France, où Bourg ne pourroit être compris, & cent mille écus, ou bien que le Duc paieroit pour une fois au Roi cinq cens mille écus au choix de sa Majesté, & à condition aussi; qu'il relacheroit à sa Majesté toutes les villes qu'il tenoit en Provence, & le Roi celle qu'il avoit prises depuis la guerre, en Bresse & ailleurs. Enfin que le Duc demeureroit neutre entre les deux Rois de France & d'Espagne. Il y eut encore quelques articles proposés des quels on ne convint pas, comme le Mariage de Henri de Bourbon Prince de Condé avec la Princesse Marguerite de Savoie. Le recouvrement du Pais de Vaud occupé par les Bernois; & la renonciation à la protection de Genève de la part de la France. Dont néanmoins les Députés promirent de traiter, après qu'ils auroient obtenu l'agrément de ce qui avoit été conclu entr'eux à *Bourgoïin*.

Charles Emmanuel mal satisfait des Espagnols, dont il avoit été mollement secouru en plusieurs rencontres, las de la guerre, ébran-

le par les mauvais succès de la Ligue, & connoissant la nécessité de faire la paix avec la France, signa le Traité le sixième de Novembre 1595. Il envoya ensuite le Baron d'Harmance, & la Rochette pour le faire signer par le Roi. Ce premier mourut à Chambéri, ce qui n'empêcha pas que le *Président de la Rochette* ne continuât son voyage. Il trouva le Roi à *Folembrai en Picardie*. Ce Prince lui fit beaucoup de caresses dans l'audience qu'il lui donna, & lui témoigna, qu'il ne désiroit pas moins que son maître une Paix solide, & durable. Il lui dit : *Qu'il consentoit au Traité de Bourgoïin, qu'il alloit ordonner au Vicomte de Silleri de se transporter en Piémont, & de prendre le Maréchal de Biron à Lion, afin de faire part de son agrément à son Altesse.*

La surprise du *Président* fut grande lorsqu'il arriva à *Dijon*, il y yit séjourner le *Vicomte*. Il le pressa de lui en dire la raison qui fut : *Qu'à la conclusion du Traité de Bourgoïin, le Baron d'Harmance avoit donné sa parole, que le Marquisat de Salusses demeurant au Duc de Savoie, son Altesse en feroit hommage au Roi. La Rochette feignit de l'ignorer ou effectivement il n'en avoit point de connoissance. Il eut beau presser le Ministre de France. Il n'en put rien obtenir. De sorte qu'en aiant fait son rapport au Duc, qui avoit passé les Alpes pour venir recevoir à Chambéri le Maréchal de Biron & le Vicomte de Silleri, ce Prince fut*
 fort

fort étonné de ce contretems, & d'apprendre l'obstacle qu'on mettoit à la conclusion de la Paix sur le prétexte de la parole d'un homme que la mort empêchoit de parler. Néanmoins comme la chose étoit de la dernière importance pour lui, & qu'il s'agissoit de mettre au net une idée, qui sembloit naître pour retarder l'accommodement, & la Signature du Traité, sans qu'on scût positivement, si c'étoit là la volonté & l'intention du Roi, Charles Emmanuel commanda au Comte de Martinengue, à Guillaume François de Chabod, Seigneur de Jacob, au Président de Rochette, à Ruffia Général d'artillerie, & à Pierre Borfier son Secrétaire de s'aboucher avec le Vicomte de Silleri, en quelque endroit que ce fût, pour tâcher de mettre fin à ce différend.

Le pont de Beauvoisin dont la moitié est dans le Dauphiné, & l'autre dans la Savoie; fut choisi en 1596. pour le lieu de l'assemblée. Mais on n'y put rien conclure, parceque le Vicomte ne vouloit pas démordre de l'hommage qu'il prétendoit, que le Duc fit au Roi pour le *Marquisat de Salusses*, suivant la promesse du Baron d'Harmanche. Les Ministres de Savoie représenterent le peu de réalité & le peu de fondement, qu'on pouvoit faire sur l'allegation de celui de France, puisque les actes de la Conférence de *Bourgoïn* ne faisoient aucune mention du prétendu hommage, il n'étoit

n'étoit pas sensé de croire que le Baron eût voulu hasarder une promesse de cette conséquence sans un ordre exprès de son maître, qui sûrement ne l'auroit point donné dans une conjoncture, où rien ne l'obligeoit à une démarche si mortifiante.

Le Comte de *Martinengo* envoya à *Turin* *Ruffia*, & *Borsier*, pour apprendre au Duc le mauvais succès de leur négociation. Ce Prince crut, qu'il feroit plus heureux que ses Ministres. Il écrivit au Vicomte de venir à sa Cour, afin d'éclaircir cette contestation. *Silleri* en ayant reçu le consentement du Roi son maître, se rendit à *Suze* le 20. *Juillet* 1596, où il trouva *Charles Emmanuel*. Les caresses qu'on lui fit n'eurent pas un meilleur succès que la Conférence de *Beauvoisin*. Le Vicomte avoit sa leçon. Au lieu de radoucir sa demande, il fit de nouvelles propositions, qui furent, que le Duc cedât au Roi *Cental*, & *Château Dauphin* ou deux villes en *Bresse* au choix de sa Majesté, outre les deux promises par le *Traité de Bourgoign*. Ce procédé persuada S. A. que le Roi ne vouloit pas la Paix, & que l'on ne cherchoit qu'un prétexte de rupture, dont il ne témoigna cependant rien à *Silleri* le laissant partir pour la *France*, pendant qu'il se détermina à envoyer *Chabod* au Roi pour en apprendre la dernière résolution.

Il trouva ce Monarque à *Gailon*, où il fut admis à l'audience & renvoyé à conférer avec *Bellievre* & le *Vicomte de Silleri*. *Chabod* fit son possible pour qu'il plût à *Henri IV.* de ne point exiger du Duc son maître l'hommage du *Marquisat de Salusses*, ni la restitution de *Cental* & de *Château-Dauphin*. On prit alors une autre biais, en lui proposant de remettre la décision du différend à sa Sainteté *Clement VIII.* *Chabod* s'aperçut bien qu'on ne cherchoit qu'à l'amuser. Il répondit néanmoins, qu'il n'avoit point d'ordre de son maître d'accepter la médiation du Pape, qu'ainsi il ne pouvoit consentir à la proposition qu'on lui faisoit. Il envoya *Borsier* à S. A. pour en informer ce Prince, en attendant qu'il pût lui-même lui en faire le rapport.

Il trouva le Conseil étrangement partagé à son arrivée à *Turin*. Ceux qui favorisoient les Espagnols, vouloient la continuation de la guerre autant pour leurs propres intérêts que pour ceux de *Philippe II.* Les autres qui flattoient l'humeur guerrière de *Charles Emmanuel*, le dissuadoient de toutes leurs forces d'entrer dans un Traité, qui faisoit si peu d'honneur à la Couronne de Savoie. Enfin les plus sages, & ceux qui avoient éprouvé les maux de la guerre & qui prévoient ceux qu'elle attireroit encore si on n'y mettoit pas fin, conseilloyent au Duc de s'accommoder avec le Roi à quelque prix

que ce fût. Cet avis aiant prévalu ; Chabod fut renvoyé en *France* avec pouvoir d'accepter la médiation du Pape , à condition néanmoins que sa Sainteté ne prononceroit : Que sur l'hommage que le Roi pretendoit , que le Duc lui fût du Marquisat de Salusses ; & qu'en cas que ce dernier y fût condamné , l'hommage ne seroit que simple , sans autre devoir que de reconnoître la suprématie en faveur du Roi. Quant à Cental & à Château - Dauphin son Altesse offrant un dédommagement en argent ou en Terres , le Saint Pere ne seroit pas en droit de juger sur ce point. Henri IV. ne voulut point de restriction. Ce Prince dit à Chabod le dernier de Mars 1597 que son intention & sa volonté étoient , que le Pape fût Arbitre du différend du Marquisat sans aucune réserve. Et le congédia.

Ainsi il n'est pas étonnant que la ville de Berne & celle de Genève fussent dans des inquietudes continuelles au sujet du Duc de Savoie. On négocioit aussi des deux côtés , & le Président Lambers avoit fait quelques ouvertures de paix ; mais comme tout se mouvoit par les ressorts de la *France* , on ne pouvoit pas parvenir à un accommodement pendant que cette Couronne ne finissoit rien avec le Duc.

Ces délais incommodoient fort le Corp Helvétique , & le voisinage des armées ne lui étoit pas moins à charge. Les - Francs - Comtois étoient dans de continuelles allarmes. Le passage

sage des Troupes Espagnoles pour la *Flandre* ;
 L'armée du *Duc de Lesdiguières*, qui étoit dans
 la *Bresse*, & *Charles Emmanuel* qui n'armoit
 de son côté que pour se faire de meilleures con-
 ditions, inquiétoient extraordinairement cette
 Province. Le *Parlement de Dole* envoya en
 Suisse un de ses membres avec *Nicolas de Vateville* & l'écuier du *Comte de Champnise*. Ces 1596
 Députés se présentèrent à la Diette, & presse-
 rent vivement les Cantons de leur accorder un
 secours de Troupes, fondant leur demande
 sur ces deux mots *Fidèle égard*, qui sont con-
 tenus dans le *Traité de l'union héréditaire* entre
 les *Maisons d'Autriche* & de *Bourgogne*, & le
Corps Helvétique ; ils expliquoient ces mots
 au sens d'un secours réel, & non pas à celui
 d'une simple protection, qui n'emportoit que
 des intercessions, & des représentations. Les
 Députés des Cantons après une longue con-
 sultation trouverent, que la demande des
Francs-Comtois méritoit bien d'être rappor-
 tée à leurs Souverains Seigneurs, & Supérieurs
 avec promesse de rendre raison sur ces deux
 mots. Mais comme on tâdoit à se déclarer,
 le *Cardinal d'Autriche* & le *Comte de Champ-*
nise envolerent une seconde Députation à
Baden, & firent demander par leurs Députés 1597,
 une levée de quatre mille hommes. Les *Suis-*
ses éludèrent cette demande en leur disant :
Que n'ayant point encore examiné d'assez près le
 sens

sens de *Fidèle égard*, ils ne pouvoient pas pour le présent leur donner une réponse positive.

Dans le mois de Novembre suivant on convoqua une Diette sur les vifs empressements du Baron de *Vatteville*, qui comme le chef des Députés, sollicitoit avec ardeur la décision des Cantons. On lui répondit par écrit sous l'agrément des Souverains. Qu'on laissoit les mots de *Fidèle égard* aussi bien que tout le contenu du *Traité héréditaire* dans son sens purement littéral, comme d'ancienneté. Quant au secours, puisque le Roi d'Espagne s'offroit à en faire les frais on s'engageoit à fournir dans le terme de quinze jours pas moins de quatre mille hommes, & pas plus de dix mille pour la défense de la *Franche Comté* uniquement, sans pouvoir employer ces Troupes offensivement hors des limites de cette Province. Que si les Suisses se trouvoient dans le cas d'avoir besoin de leur monde, ils ne seroient point alors obligés d'en fournir pour la *Bourgogne*. Que si au contraire le Corps Helvétique venoit à être attaqué ou molesté dans son propre pais injustement & contre raison, le Roi d'Espagne, ou ses Ministres en *Franche Comté* seroient paier aux Suisses deux mille francs chaque mois pour les frais de la guerre.

Le Baron de *Vatteville* fut charmé de cette déclaration des Députés des Cantons, & il ne pouvoit rien souhaiter de mieux; mais quelques Cantons qui ponderèrent avec plus de flegme les conséquences de ce Resultat,

ne voulurent point y donner les mains. De sorte que l'année suivante les Envoies de la *Franche Comté* aiant réitéré leurs instances, il leur fut dit : *Qu'on s'en tenoit tout court au sens littéral du Traité héréditaire, que si cette réponse ne pouvoit pas les satisfaire, il leur étoit libre d'en demander une explication plus claire de Canton à Canton.* Mais comme cette cruë répartie les jettoit en pleine mer ; la négociation en resta là. Cela n'a pas empêché cependant que les Ambassadeurs de la *Maison d'Autriche* n'aient eu dès ce tems là la liberté de solliciter des Levées dans le *Corps Helvétique*, & qu'elles ne leur fussent accordées pour la défense de l'*Autriche Antérieure*, sans aucune attention à l'expression de *Fidèle égard* ; mais uniquement comme Troupes Capitulées ; même sans obligation de la part des Cantons, puisqu'il est vrai, que tous n'ont pas voulu avoir part à ces levées, lors qu'elles n'étoient pas de leur convenance, ou que l'intérêt particulier prévaloit auprès des chefs, qui vouloient plaire ou faire de la peine à quelqu'un. On a vû lever dans les dernières guerres & dans le dix huitième siècle pour la défense des *Villes Frontières, de Constance, & du Brügau, les Régimens de Büschli, de d'Erlach, de Diesbach ; de Nideröst, de Tiliier & de Meier* : Troupes qui se sont constamment signalées, nommément au siège de *Fribourg* en 1713.

Mais si le *Baron de Vateville* n'avoit pas sujet d'être content de la réponse des *Suisses*, ceux-ci ne l'avoient pas non plus de l'être du défaut de paiement pour leurs Troupes, qui étoient en *France*. *Henri IV.* à cette occasion écrivit aux Cantons une lettre fort consolante, & remplie de belles promesses. Il envoya à la Diette le Colonel *Wichser de Glaris*, pour dire aux Députés que le retardement de la paie provenoit du changement d'Ambassadeur, le Roi rappelant le *Vicomte de Silleri* pour mettre en sa place *François Hautman*, Seigneur de *Morfontaine*. Mais que ce nouveau Ministre, qui étoit sur son départ se mettoit en état de satisfaire exactement toutes les prétentions que les *Suisses* avoient contre la Couronne de *France*.

C'étoit une consolation & un avantage bien grand, que de voir paroître dans les Diettes les chefs des *Corps Helvetiques*. La République en étoit bien mieux servie, parceque l'officier s'en regardoit comme membre, le service étoit en plus grande considération, & le militaire dans une subordination plus exacte. Le Colonel *Wichser* ne fut pas le seul ainsi envoyé à *Baden* par le Roi de *France*; *Jacques de Fegeli de Eribourg*, qui avoit été honoré par *Henri IV.* du collier de l'ordre de *Saint Michel*, à cause de ses bons & importans services, & qui avoit un Régiment dans ses armées, vint à la Diette de la part de *Louis XIII.* & y discuta ce qui regardoit le militaire,

taire, & l'arrérage dû aux Troupes. Néanmoins cette affaire traina en longueur, & l'on n'en vit la fin qu'en l'année 1650, où l'on signa le 19. de *Mai* les articles accordés entre *Charles de l'Aubépine*, *Garde des sceaux de France*, *René de Longueuil*, *Président au Parlement de Paris*, *Sur-Intendant des Finances*; & *Michel le Tellier Secrétaire d'Etat*, *Commissaires députés par la Majesté*, & *Conrad Werdmüller*, *Conseiller & Bourcier du Canton de Zurich*, *Vincent Wagner*, *du Conseil étroit du Canton de Berne*; *Rodolphe Weck*; *Avoier du Canton de Fribourg*, & *Jean Jacques de Staal*, *du Conseil de Soleure*, *Ambassadeurs des Treize loüables Cantons des Liges Suisses*, pour la forme & les termes du paiement des sommes qui étoient dûes de tout le passé jusqu'à la fin de *Décembre* de l'année 1649. Cette somme portoit trois millions, cent cinq mille neuf-cens quatre vints six livres douze sols, que les Commissaires affectèrent au nom de sa Majesté sur les Doüanes de *Lion* & de *Valence*; & les *Fermes* des entrées de *Paris*.

La famille de *Weck* est encore aujourd'hui en grande considération à *Fribourg*. Elle a fourni de sages & habiles Magistrats à la République.

Rodolphe II. Empereur des Romains, qui depuis que les huit Cantons avoient renoncé à l'alliance de *Mulhausen*, ne regardoit plus cette ville comme incorporée dans le Corps Helvé-

rique, demanda à ses habitans leur contingent des contributions, que l'Empire devoit fournir pour faire la guerre aux Turcs, les menaçant d'exécution militaire en cas de refus. Les *Mulhausois* envoierent leurs Députés à la Diette de *Baden* pour y représenter les conséquences de la demande de sa Majesté Impériale, & firent connoître : Que l'Empereur *Charles V.* avoit fait la même démarche non seulement à leur égard, mais aussi à l'égard de la ville de *Bâle* ; que les autres Cantons étoient allés en représentation auprès de ce Prince, qui avoit rejeté la faute de cette méprise sur sa Chancellerie, qu'ainsi on ne feroit jamais conster, que ni eux ni aucun des Cantons eussent été obligé à paier ces sortes de contributions ; Que d'ailleurs étant alliés au Corps Helvétique depuis passé quatre vints ans, ils ne croioient pas être tenus à rien de plus ni à l'égard de l'Empire ni envers sa Majesté Impériale, mais qu'ils devoient être regardés ainsi que les autres Suisses, comme un peuple libre & independant.

Les Députés des Cantons aiant délibéré mutuellement entr'eux sur cette affaire, se trouverent partagés dans leurs sentiments. Ceux qui étoient encore alliés avec *Mulhausen*, opinerent, qu'on devoit interceder pour eux auprès de sa Majesté Impériale, afin qu'il plût à ce Prince de faire cesser toutes poursuites comme contraires à la liberté Helvétique, en attendant qu'on pût dans la premiere Diette prendre des mesures convenables pour sortir les *Mulhausois* de cet embarras.

barras, & empêcher que dans la suite Rodolphe ne donnât plus atteinte aux Franchises de la République, si souvent confirmées par les Empereurs ses glorieux Prédécesseurs.

Les Députés de huit Cantons ne voulurent point consentir à cette intercession regardant *Mulhausen* comme une ville démembrée du Corps Suisse, qui par conséquent ne pouvoit ni ne devoit jouir des privilèges Helvétiques. De sorte que cette ville ne trouva pas dans cette Diette une grande consolation à ses maux.

Dans la suivante, le Comte *Frédéric de Firsberg* Ambassadeur de Rodolphe II. demanda : qu'on obligât la ville de *Mulhausen* à rentrer sous la domination de l'Empire, puisqu'étant déjettée de l'Alliance de la plus grande partie des Cantons, elle ne devoit pas être censée faire membre du Corps Helvétique. Cette proposition du Ministre Imperial intrigua fort les Députés de *Zurich*, de *Berne*, & de *Bâle*. Ils en voulurent démontrer les dangereuses conséquences à leurs collègues, mais ils n'en recurent d'autres réponse si non que l'Alliance avec *Mulhausen* étoit éteinte auprès d'eux. Cette répartie les engagea à envoyer une Ambassade à l'Empereur composée de *Jean George Grebel de Zurich*, & de *François Gûdor de Berne*. Ces Envois eurent une gracieuse audience quant à leurs personnes, mais sans effet au sujet de leur commission. Rodolphe II. les assûra de sa bienveillance promettant de vivre avec eux en bon voisin.

L'in

L'introduction du *Calendrier Grégorien* faite en 1588. aussi-bien que le *Traité* avec l'Espagne que les Catholiques du Canton d'*Appenzel* firent sans la participation des Réformés, excitèrent la discorde parmi ces peuples. On trouva, qu'on ne pourroit mieux assoupir ni prévenir, pour la suite, toute sorte de différens, qu'en divisant tout le Canton en deux parties, c'est à-dire, en *Intérieure*, & en *extérieure*, la Catholique & la Protestante. Cet arrangement fut pris par l'avis des XII. Cantons. On commençoit déjà dès-lors à se mouler sur la politique du siècle, qui a trouvé le secret de concilier l'intérêt de la Religion avec celui du public.

Henri IV. pendant cet intervalle jouïssoit des honneurs du triomphe, dont la Ville de *Paris* avoit honoré la victoire de *Fontaine-Francoise*.
 598 Ce Prince passa tout l'hiver dans le Louvre à écouter les propositions de paix, qu'on lui faisoit, ne pensant pas moins à faire les préparatifs pour la guerre, à se servir de ses intelligences pour désunir les Huguenots, & sur tout à régler ses finances. Quant à la paix, comme il étoit devant *Donerlens*, *Villeroi* de sa part, & *Jean Richardot* de celle de l'*Archiduc*, s'abouchèrent sur les Frontières de *Picardie* & d'*Artois*. Ils convinrent : Que les Rois de France & d'Espagne enveroient leurs Députés à *Vervins*, petite ville de *Tierache* en *Picardie* sur la *Serre*, où le *Légat* du Pape devoit se trouver en qualité de médiateur. Tous

Tous deux y étoient également portés par diverses considérations. *Henri IV.* après tant de fatigues, & de peines, désiroit le repos, & appréhendoit que dans la continuation de la guerre, la fortune ne lui tournât le dos; il craignoit, qu'il n'éclatât quelque faction dans le Roiaume de la part des Grands, ou des Huguenots, ou de la part de sa Maison même, parce qu'il n'avoit point d'enfans. *Philippe II.* se sentoît moribond, & voioit que son fils étoit d'une complexion foible, & sans expérience. Ainsi ces deux Princes étoient résolus de procéder avec plus de sincérité, qu'on n'a coutûme d'en apporter dans de pareilles occasions.

Celui de France nomma pour ses Plénipotentiaires *Pomponne de Bellièvre*, & *Nicolas Brulard Vicomte de Silleri*, tous deux Conseillers d'Etat, & le dernier aussi Président au Parlement. Le Roi d'Espagne avoit donné pouvoir à l'Archiduc de choisir ses Plénipotentiaires. Il nomma *Jean Richardot Président du Conseil du Roi Catholique dans les Pais-Bas*, *Jean Baptiste Tassis Chevalier de l'ordre de Saint Jacques*, & *Louis Verreiken Audiancier*, premier Secrétaire & Trésorier du Conseil d'Etat. Voici la substance des articles le plus essentiels de ce fameux Traité de paix. Il étoit conclu conformément & pour approbation de celui de Chateau-Cambressis; auquel & aux précédens
rien

rien ne doit être innové, que dans les choses à quoi il seroit dérogé par celui-ci. S'il y avoit des sujets des deux Rois qui allassent servir leurs ennemis par mer ou par terre, ils seroient châtiés comme infracteurs & perturbateurs du repos public. Ceux qui avoient été chassés de leurs Terres, offices & Bénéfices à compter depuis l'an 1588, y seroient rétablis, toutefois ils ne pourroient rentrer dans les Terres des Rois sans en avoir des Lettres au grand sceau. En cas que le Roi d'Espagne donnât les Pais-Bas & les Comtés de Bourgogne & de Charolois à l'Infante sa fille, elle & ses terres seroient comprises dans ce Traité, sans qu'il en fallût un nouveau pour cela. Les deux Rois rendroient mutuellement ce qu'ils avoient pris l'un sur l'autre depuis l'an 1559. Sçavoir le Roi Très Chrétien le Comté de Charolois, & le Roi Catholique les Villes de Calais, Ardres, Montbulin, Dourlens, la Capelle, & le Catelet en Picardie, & Blavet en Bretagne; pour sûreté de quoi il donneroît quatre otages. L'un & l'autre se réservoient tous ses droits & actions, à quoi ils n'avoient point renoncé, mais ne pourroient les poursuivre, que par voie amiable & de justice. Cela regardoit la Navarre & le Duché de Bourgogne. Il fut dit aussi. Que ce Traité seroit vérifié, publié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, Chambre des Comptes, & autres Parlements du Roïaume: & le même jour au grand Conseil, autres Conseils & Chambre des Comptes des Pais-Bas.

Les

Les quatre otages pour la sûreté de la restitution des Places furent, *Charles de Croÿ Duc d'Archot*, *François de Mendoza Amiral d'Aragon*, *Charles de Ligne Comte d'Artemberg*, *Chevalier de la Toison d'or*, & *Louis de Velasco*, grand maître de l'Artillerie.

Morfontaine Ambassadeur pour Henri IV. auprès du Corps Helvétique donna avis de la conclusion de la Paix de *Vervins*, aux Treize Cantons assemblés à *Baden* pour la Diette de la *Saint Jean*. Il leur déclara en même tems : Que le Roi son maître les avoit fait comprendre dans ce Traite en considération des grands Services qu'il avoit reçu de la Nation dans l'extrême nécessité, où il avoit été besoin de son secours, & que regardant les Suisses comme ses meilleurs amis, & ses Alliés les plus attachés & les plus fidèles, ce Prince avoit de son côté été soûl de leur repos & de leur tranquillité en leur témoignant par effet le soûl qu'il avoit de leur conservation.

Le Duc de *Lesdiguières* s'étoit emparé du Fort de *Barraux*, ce qui fit que l'Ambassadeur de *Savoie*, qui étoit *Gaspard de Genève*, *Marquis de Lullins*, ne parla plus si haut à *Vervins*. Il tenoit pourtant toujours ferme pour le *Marquisat* ; mais les *Espagnols* ne le soutinrent pas comme ils eussent dû soutenir le Gendre de leur maître, & l'obligerent même de se relâcher. Ainsi quand il fut question de intérêts de la *Maison de Savoie*, on demeura d'accord : Que le Pape seroit le seul juge des différens du Duc avec
le

le Roi. *Que sa Sainteté les décideroit dans un an. Que si elle mourroit avant ce tems-là, il y auroit après sa mort trois mois de Trêve, durant lesquels les parties conviendroient d'autres Arbitres. Que cependant le Duc rendroit la ville de Berre en Provence, qu'il tenoit encore, & qu'il desavoueroit le Capitaine la Fortune, qui s'étoit saisi de Seure, aujourd'hui Bellegarde, en Bourgogne sous son nom. Que du reste il se tiendrait neutre entre les deux Couronnes.*

Quoique les François, les Espagnols, & même les Savoiards fussent extrêmement satisfaits de la Paix, néanmoins les Politiques éclairés jugerent bien, qu'elle ne seroit pas de longue durée entre la France & la Savoie, parceque la contestation au sujet du *Marquisat de Salusses* n'ayant pas été terminée, il restoit toujours par là un levain tout préparé pour une nouvelle guerre. Le Duc en attendant ce qui en arriveroit alla à *Thonon* pour voir le Cardinal de *Médicis*, qui revenoit de sa Légation de France. Après cette entrevûe S. A. s'employa à la conversion de ses sujets de la Province du *Chablais* & du *Balliage du Ternier*, qui pendant qu'ils avoit été sous la domination de Berne avoient suivi la Religion Réformée. *Claude de Granier Evêque de Genève*, *Saint François de Sales*, qui fut son successeur, & le *Pere Cherubin Capucin de Maurienne* firent tant de fruit par leurs excellentes Prédications, Exhortations, & conférences

rences, que la Religion Catholique y fut entièrement rétablie, après en avoir été bannie plus de cinquante ou soixante ans. Spon rapporte : Que le Capucin devoit hautement les Ministres à une dispute ; mais qu'ils ne voulurent pas y consentir autrement que par écrit, que néanmoins les Seigneurs leur firent accepter une conférence, que l'arrivée du Duc empêcha.

Quoiqu'il en soit ce Prince n'avoit point encore renoncé à ses prétentions sur Genève, quoique cette ville eût été comprise dans la Paix de Vervins comme Alliée des Suisses. Il fit consentir la République à une conférence, que se tint à Hermance entre les Députés de l'un & de l'autre parti. Mais il n'y fut rien résolu, laissant plutôt les affaires aussi embrouillées qu'auparavant, étant bien difficile, pour ne pas dire impossible, ajoute Spon, que ces deux Etats opposés d'intérêts & de Religion, pussent trouver les moyens d'une parfaite & solide union l'un avec l'autre.

Cette année comme la précédente on eut bien des embarras à l'occasion des Bandits, qui infestoient le Milanois & les quatre Baliaiges Suisses ultramontains. Ils prirent trente mille écus au Duc de Luxembourg sur la partie inférieure du Lac Major, & lorsque ce Prince voulut en avoir raison du Gouverneur de Milan, le Duc de Feria le renvoia aux Suisses, qui s'assemblerent à ce sujet à Baden, où l'Agent de ce dernier, Alphonse Casal, prétextant

tant le défaut d'instruction à cet égard ne répondit que par des monosyllabes, qui laissent encore aujourd'hui la liberté de croire que ces voleurs tolérés n'étoient pas sans protection. Les *Suisses* pénétrant sans peine ce qui en étoit, firent un règlement, qui moiennant la vie qu'on promettoit aux Bandits mêmes, & en outre une somme considérable en argent suivant l'exigence du cas, leur mettoit les armes à la main les uns contre les autres, & pour soutenir ce Règlement & en procurer l'exécution, ce qui est le plus difficile dans les Républiques désarmées (soit dit par parenthèse) on envoya dans les Balliages des Troupes, qui fournirent les moieus d'extirper cette maudite Race.

Un embarras encore plus grand que celui des Bandits de Milan, fut l'incertitude de la destinée des affaires de *Savoie*, de *Berne*, & de *Genève*, qui malgré la Paix de *Vervins* ne paroissoient point être finies. L'Etat de *Berne* 1599 voulant sçavoir à quoi l'on en étoit, envoya tant à son nom qu'à celui des trois autres villes Protestantes, *Jean Jacques de Diesbach* vers le Roi de France. Son ordre étoit particulièrement de prier sa Majesté de déclarer, à quoi elle auroit la Bonté de se déterminer en cas, que le Duc de *Savoie* voulût encore molester ou *Berne* ou *Genève*; *Diesbach* au retour de son Ambassade rapporta à ses Souverains Seigneurs, qu'il avoit eu l'honneur de parler au Roi dans son cabinet ;

mais

mais qu'au moment qu'il alloit entamer le sujet de sa Commission, le Duc de Nemours étant survenu, l'avoit empêché de continuer ; que le Vicomte de Silleri avec qui il avoit conféré sur cette affaire, après l'avoir long tems entretenu dans Paris, lui avoit enfin donné de la part du Roi une réponse très-peu consolante, à laquelle il avoit été tellement sensible, que dans le fort de sa douleur il avoit dit à ce Ministre, qu'on auroit bien pu ne pas l'arrêter si longtems, si on n'avoit rien de mieux à lui dire.

Stetler & Laufer raisonnent différemment sur ce procédé de *Henri IV.* Le premier en prétend faire une preuve du peu de confiance qu'on doit mettre en la faveur des Grands ; & le second attribue la froideur de ce Prince au trop grand empressement que les Suisses marquoient pour faire paier les arrérages dûs à leurs Troupes. La troisième réflexion pourroit être, que les deux premières ne sont pas sans fondement.

La disgrâce que les villes Réformées venoient d'essuier en France, leur fit naître l'envie de chercher des ressources ailleurs. Elles crurent les trouver en prétendant donner séance aux Députés de *Mulhausen* dans la Diette, qu'on avoit convoquée au sujet des prétentions contre le Roi. Mais les sept Cantons Catholiques, & celui d'*Aâpenzel* s'y opposerent vivement, quoique *Zurich* leur représentât, que les *Mulhausen* étant alliés de la

France, & cette Diette n'étant assemblée qu'au sujet de cette Couronne, ils pouvoient siéger avec autant de droit, que les Valaisans, que comme eux n'étoient alliés que de la plus petite partie des Cantons. Cette raison fut combattue par cette ci ; sçavoir qu'il y avoit une grande difference entre la conduite des uns, & celle des autres ; que les Valaisans s'étoient toujours comporté en vrais Eidgnos, ce qui n'étoit pas arrivé à ceux de Mulhausen. C'est pourquoi leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs leur avoient ordonné de se retirer plutôt que de souffrir que les Députés de cette ville eussent séance avec eux. Cette résolution fut sensible aux amis des Mulhausiens, mais leurs Députés n'en restèrent pas moins à la porte.

La ville de Berne avoit engagé l'année précédente Jacques Christophe de Wartenste, Evêque de Bâle, à une échange extrêmement avantageuse pour elle, & préjudiciable à ce Prélat. Cet Evêque étoit convenu avec Berne, qu'il lui remettroit la ville de Bienne avec ses dépendances, contre de certaines dixmes sur le Tes-senberg, que les Bernois lui céderoient en échange. Ceux de Bienne craignant de perdre leur suffrage à la Diette de Baden, si ce troc avoit lieu, sollicitèrent auprès des Cantons pour être maintenus dans leur ancien état. Les Députés de Fribourg & de Soleure commencerent donc en suite de cette sollicitation des

Biennois

Biennois à se donner des mouvemens en faveur de cette ville dans la Diète de cette année.

„ On trouvoit étrange ce trop grand désir ,
 „ qu'il paroïssoit , qu'on avoit de s'aggrandir
 „ aux dépens d'une ville privilégiée , alliée
 „ au *Corps Helvétique* , & qui jouïssoit des
 „ mêmes immunités que la ville de *Bâle* sui-
 „ vant les Lettres Patentes de *Rodolphe I.* de
 „ l'année 1275. Ces considérations avoient
 „ obligé leurs Souverains Seigneurs & Supé-
 „ rieurs de faire leurs justes présentations ,
 „ dans la ferme croiance , que la ville de *Bien-*
 „ *ne* ne pouvoit pas être privée de ses droits ,
 „ ni distraite de sa propre juridiction , qui
 „ étant fondée sur l'acte de 1275 , & confir-
 „ mée par les Empereurs *Adolphe* , *Henri VII.*
 „ *Sigismond* en 1417. & en 1434 , sembloit ne
 „ devoir pas subir le sort dont elle étoit me-
 „ naçée. Que l'*Evêque de Bâle* quoique Seig-
 „ neur territorial ne pouvoit pas disposer de
 „ la Souveraineté d'une ville , qui avoit elle-
 „ même constamment exercé en bien des
 „ occasions une espèce de souveraineté , ou
 „ au moins paru dans les Diètes Helvétiques
 „ avec un pouvoir égal aux Députés des vil-
 „ les Souveraines. Qu'ainsi aiant de leur côté
 „ avec *Bienne* une alliance de Combourgeoisie
 „ offensive & défensive , ils étoient forcés
 „ d'intervenir , espérant qu'en vertu des ces
 „ mêmes Traités on laisseroit cette ville dans
 „ la jouissance de sa liberté , & qu'on aban-

donneroit le dessein, qu'il sembloit, qu'on
 avoit conçu de la mettre dans un état de sus-
 jettion, comme les autres villes du Canton
 de Berne; de sorte qu'ils prioient, qu'on
 portât cet Etat à se desister de cette échange,
 ou au moins à la suspendre jusqu'à la pre-
 miere conférence, où l'on traiteroit cette
 matière plus amplement. Les Députés
 de Berne répondirent, qu'ils n'étoient pas in-
 struits sur ce fait; que si l'on avoit prévu chez eux,
 qu'il se fût agi de cette échange, on les auroit in-
 dubitablement mis en état de donner une répartition
 convenable; que néanmoins ils ne risquoient rien
 en disant de leur chef, qu'il étoit vrai, que leurs
 Souverains Seigneurs avoient contracté au sujet de
 la Ville de Bienne avec l'Evêque de Bâle, dans la
 persuasion où ils étoient, que personne ne pourroit
 y trouver à redire, puis qu'ils n'avoient rien fait,
 que ce qu'ils pouvoient faire & les uns & les au-
 tres; que ce Traité d'ailleurs ne donnoit aucune
 atteinte aux privilèges, franchises, & immunités
 des Biennois, qu'au contraire il y avoit lieu d'esper-
 rer, qu'ils y seroient mieux conservés & mainte-
 nus que sous la domination des Evêques.

Cette reponse ne tranquillisa ni les Députés
 de Fribourg & de Soleure, ni ceux des autres
 Cantons. Ils sollicitèrent ceux de Berne de
 porter leur Etat à ne point conclure l'échange
 avec Jacques Christophe de Wartensée, avant
 qu'ils eussent eû le tems de s'informer au vrai
 de son importance, & de ce qui pouvoit
 con-

concerner le *Corps Helvétique* en général ou en particulier. Ils écrivirent aussi en ces termes au Louable Canton.

Cette affaire s'agita pendant plusieurs années de Diette en Diette ; enfin après bien des Longueurs, des discours, & des représentations de part, & d'autre, ce troc échoua par le Traité de 1610, dans lequel est contenu tout ce qui regarde les privilèges de la ville de *Bienna*, & les droits de *Evêché de Bâle*.

Les affaires de *Savoie* paroissoient se ménager à l'égard de *Berne* & de *Genève*, car quoique *Charles Emmanuel*, aussi-bien qu' *Albert d'Autriche*, eussent demandé une Lévée de Troupes des Cantons Catholiques, néanmoins ce Prince fit assurer les *Bernois* de sa bienveillance & de son amitié, par le *Comte de Tournon*, son Ambassadeur en Suisse ; ce qui fit juger que le péril n'étoit pas aussi grand, que beaucoup de gens le croioient à *Berne*.

Albert VI. Archiduc d'Autriche, Gouverneur ; puis Souverain des *Pais-Bas*, étoit le sixième des fils de l'Empereur *Maximilien II.* & de *Marie d'Autriche*. Il fut destiné à l'Eglise, & fut d'abord Cardinal & Archevêque de *Tolède*. Il renonça au Cardinalat, & épousa en 1598. *Elisabeth Claire-Eugenie d'Autriche*, fille du Roi *Philippe II.* & d' *Elisabeth de France*, qui lui porta en dot les *Pais-Bas Catholiques*, & la *Franche-Comté*. L'année d'après ils partirent d'Espagne, & arrivèrent dans le *Brabant*

au mois d'*Août*. Ces deux Augustes Epoux avoient abordé à *Gênes*, & en passant à *Milan* le Cardinal de *Dietrichstein* présenta une épée à l'Archiduc de la part du Pape, & la Rose d'or à l'Archiduchesse. On fit à ces Princes tous les honneurs qu'ils méritoient, en passant par la *Suisse*. *Jean Jacques de Diebach*, *Marquard Zehender* & *Jean Rodolphe de Bonstetten* les complimenterent à *Zoffingen*, & leur offrirent les présens accoutumés. De-là passant par *Bâle*, l'*Alsace* & la *Lorraine*, ils se rendirent dans le *Brabant*.

Charles Emmanuel Duc de Savoie, de son côté, quoiqu'il fut mal satisfait de la Paix de *Vervins*, l'observa néanmoins exactement dans tous ses Etats. Le Duc de *Lesdiguières*, qui ne l'aimoit pas, n'en fit pas de même. C'est pourquoi ce Prince envoya *Roncas* son Secrétaire d'Etat en *France* pour en porter ses plaintes à la Majesté, & en même tems pour l'engager à quelque modération au sujet du *Marquisat de Salusses*; mais il ne trouva aucune disposition à cela dans l'esprit du Roi, pas même l'agrément de lui faire la moindre proposition à cet égard. Toutes ces difficultés ne rebuterent point le Duc. Il avoit envie d'aller en *France*, & afin qu'on ne mît pas obstacle à son voiage, il ordonna à *Roncas* de dire : que *Henri IV. ne seroit pas fâché de le voir*, & que peut être trouveroit-on des moyens de pacification, quand

quand les deux Princes en seroient venus à un éclaircissement personnel.

Les Historiens François donnent au Duc de Savoie un autre motif de son voiage. Plusieurs ont cru, qu'il avoit eu part à la conspiration que le Comte d'Auvergne frère uterin de la Marquise de Verneuil, avoit faite contre Henri IV. Ce Roi après la dissolution de son Mariage avec la Reine Marguerite, fit rechercher Marie de Médicis, fille de François Duc de Florence. Mais comme le cœur de ce Prince ne sçavoit être sans aimer, il s'attacha en attendant le succès de sa négociation, à Henriette de Balsac, fille enjouée, remplie d'esprit & très engageante. Elle étoit née de Marie Touchet, qui avoit été Maitresse de Charles IX, par conséquent mere très capable de donner de bonnes leçons à sa fille. Marie avoit épousé le Seigneur d'Entragues, dont Henriette étoit née. On désiroit dans la famille de profiter de la passion du Roi. On tenoit la fille de fort court, & on la gardoit très serrée, affin de ne pas perdre par la jouissance, qui est le tombeau de l'amour, les belles esperances que les vifs empressements du Roi faisoient naître. Henriette ne paroissoit point Novice. Elle secondoit les intentions de ses Parens par une défense si ménagée, mais si charmante, qu'elle amena le Monarque au point de l'obliger à lui donner une promesse de l'épouser : Si dans l'année elle lui faisoit un fils, cette assurance

& un présent de cent mille écus firent le reste. Le Roi lui donna peu de tems après la terre de *Verneuil*, qu'il érigea en *Marquisat*.

Cependant *Henri IV.* envoya le *Marquis d'Alincourt* à Rome, sous prétexte de rendre grace au Pape de la bonne justice, qu'il lui avoit renduë dans l'affaire de la dissolution de son mariage avec la *Reine Marguerite*, mais le vrai but étoit de lui faire part de celui, qu'il alloit contracter dans la *Maison de Médicis*. Il n'est pas croiable combien la *Marquise de Verneuil* eut de ressentiment de se voir trompée, ni avec quel regret elle perdit dans le cruel moment qu'elle apprit cette fatale nouvelle, la flatteuse espérance d'une Couronne. Elle intéressa dans sa douleur le *Comte d'Auvergne*, qui autant par son mauvais naturel que par l'injure que le Roi faisoit à sa sœur, se porta à venger ce déshonneur, en se joignant aux mécontents de la Cour, dont les plus considérables étoient le *Maréchal de Boüillon*, le *Duc de la Trimoïlle*, le *Comtétable de Montmorenci*, le *Duc de Montpensier*, le *Duc d'Epéron*, mais à outrance le *Maréchal de Biron*, & c'est dans ce nombre qu'on prétend que le *Duc de Savoie* se soit mis. On les accusoit d'avoir délibéré d'enfermer le Roi, de lui ravir la Couronne & de la donner à un autre Prince du sang. C'est de cette conspiration dont on croit le *Duc de Savoie* complice; ou du moins, qu'en ayant eu connoissance, il avoit entrepris le

voyage

voiage de *France*, pour voir quel avantage il en pourroit tirer.

Quel que fût le dessein de ce Prince, il partit de *Chambéri* le premier de *Décembre* de cette année 1599, avec une suite de douze cens chevaux, son Conseil, sa Chapelle, sa musique, & son écurie. Les principaux Seigneurs, qui l'accompagnoient étoient *Amedée Bâtard de Savoie*, les *Marquis de Lans*, de *Lullins*, de la *Chambre*, & d'*Aix*. Les Comtes de *Montmajeur*, de *Challant*, de *Vuque*, de *Ponderan*, de la *Monta*, les Barons de la *Serra*, d'*Heiria*, de la *Perriere*, & autres en grand nombre. La *Guiche* Gouverneur de *Lion* reçut le Duc avec beaucoup d'honneur. Il prit la poste jusqu'à *Roianne*, où il s'embarqua sur la rivière de *Loire*. Il trouva le Duc de *Nemours* à *Orleans*, que le Roi lui avoit envoié au devant, & le *Maréchal de Biron* sur le chemin de cette ville à *Fontainebleau*, & deux lieues en deça le Duc de *Montpensier*. A *Pluviers* il prit la poste un peu après minuit, courant à soixante & dix chevaux, & arriva à *Fontainebleau* le quatorzième de *Décembre* à huit heures du matin, au moment que le Roi alloit monter à cheval pour aller à sa rencontre. Après que ces deux Princes eurent resté six jours ensemble à prendre les plaisirs de la chasse, de la promenade, & du jeu, ils vinrent à *Paris* le vingt unième du même mois. Le Roi offrit au Duc un appartement dans le *Louvre*,

mais l'en ayant remercié il en alla occuper un dans l'*Hôtel de Nevers*.

Il n'est point d'adresse, de tour d'habile politique, ni de sage courtisan, qu'il n'employât pour réussir dans ses desseins. L'on peut dire, que si le succès ne répondit pas à ses desirs, sa conduite surpassa sa réputation, & développa en lui un grand Prince en tout genre. Il faisoit sa Cour au Roi avec beaucoup d'assiduité, mais sans aucune bassesse accompagnant ses respects d'une liberté aisée, & les déterences, qu'il rendoit à ce Monarque, étoient si étudiées, qu'elles n'offusquoient point sa qualité de Prince Souverain. On voioit de la grace & de la grandeur dans toutes ses actions. Il témoignoit de l'estime & de la considération pour tous les Grands du Roiaume, un accueil obligeant & poli envers tous les officiers du Roi, un entretien plein d'esprit, & une conversation galante avec les Dames, & partout une libéralité Roiale. Ce fut à la nouvelle année qu'il fit paroître cette vertu, qui caractérise si bien le cœur des Princes. Il fit de riches présens à toute la Cour, qui les reçut avec la permission du Roi; & après avoir fait de si grandes profusions, qu'il sembloit avoir vuidé tout son trésor, on fut étonné de le voir à un bal qu'il donna, tout couvert de pierreries, estimées plus de six cens mille écus.

Avec

Avec tout cela *Charles Emmanuel* ne gaignoit rien sur l'esprit du Roi. Les divers entretiens que ces deux Princes eurent sur le sujet, qui avoit amené le Duc en *France*, qui étoit, au moins dans le public, le *Traité de Bourgoïin*, & les efforts que le *Patriarche de Constantinople* fit pour engager sa Majesté à s'y prêter, furent inutiles. Ce Prélat avoit là-dessus ses ordres précis de sa Sainteté, qui pour l'intérêt de la Religion appréhendoit extrêmement, que les François ne rentrassent dans le *Marquisat de Salusses*.

Le Duc à la fin fit la proposition suivante au Roi. Qu'on lui laissât le *Marquisat* sous l'hommage de la Couronne de France, suivant ce qui avoit été promis dans la Conférence de *Bourgoïin* l'année 1595., ou qu'en équivalent du *Marquisat* en toute Souveraineté, il plût à sa Majesté de se contenter des villes & des châteaux qu'elle occupoit depuis la guerre dans la *Bresse*. Cette proposition n'étant pas agréée, le Duc en fit un autre. Que le *Marquisat* demeurant au Duc en toute Souveraineté, il remettroit au Roi le Fort de *Démont* au pied de l'*Argentiere*, avec l'artillerie, *Roquesparviere*, & *Cental* à condition que sa Majesté le feroit démolir. Qu'outre cela, le Duc relâcheroit tous les Forts, villes & bourgades, qui sont entre *Démont*, *Roquesparviere*, & *Cental*, abandonneroit la vallée de *Barcelonette*, *Terres neuves*, & autres au delà de l'*Argentiere*, le Fort de *Saint Jean*

Jean en Pragelas dans l'état qu'il étoit, Château - Dauphin, & Pont.

On ajouta encore la ville de *Busque* avec la juridiction & le mandement. Et sur ce que le Patriarche dit à son Altesse, que si le Roi se déterminoit à accepter l'une de ces deux propositions, il prévoyoit, qu'il seroit nécessaire que sa Majesté eût un passage pour entrer en *Italie*. Les Deputés de S. A. qui étoient *Dominique Belli*, Seigneur de *Grinsane*, Grand Chancelier de *Savoie*, *Gaspard de Genève*, Marquis de *Lullins*, *Chabod*, Seigneur de *Jacob*, le Commandeur *Berton*, & *Roncas*, Seigneur de *Châtel*. *Argent* offrirent à ceux du Roi, qui étoient le Connétable de *Montmorenci*, le Maréchal de *Biron*, *Rosni Sur* Intendant des Finances, qui est ce fameux Duc de *Sulli* de la Maison de *Bethune*, le Chancelier de *Bellicœur*, & *Villeroi* premier Secrétaire d'Etat Coni avec son mandement, à l'exception de S. *Dalmace*, la vallée de *Sture* jusqu'à l'*Argentiere*, & que les Terres que le Roi occupoit dans la *Bresse* lui demeurassent en toute propriété. Mais le Roi ne voulut point se relâcher de sa première résolution, qui étoit : Ou qu'on lui restituât le Marquisat, ou qu'il fut sequestré entre les mains de sa Sainteté. Le Duc voyant qu'il n'y avoit pas d'autres moïens de se tirer de cette affaire, témoigna du penchant pour la restitution à condition, Que sa Majesté ne mettroit pas pour Gouverneur du Marquisat

quisat une personne désagréable à S. A. Que les garnisons que l'on mettroit dans les places fortes, seroient des Suisses Catholiques. Que le Gouverneur jurerait de rendre le Marquisat à celui à qui S. S. l'ajugeroit. Que les prétentions de S. A. seroient examinées, & jugées par le Pape dans le terme de deux ou trois ans pour le plus tard, afin de sçavoir à qui le Marquisat appartiendrait. Qu'il ne se feroit aucun changement dans le Marquisat que celui des garnisons. Que le Roi rendroit tout ce qu'il avoit pris en Bresse, & que le Duc de son côté remettrait toutes les Places, qu'il tenoit dépendantes de la Couronne de France.

Le Patriarche de Constantinople se chargea de porter ce nouveau Plan au Roi, qui lui répondit : Qu'il ne pouvoit dignement, & avec honneur entrer dans un Traité pour le Marquisat à moins qu'il ne lui fût restitué, parce qu'il avoit été enlevé en tems de Paix sur un Prince Bienfaiteur de la Maison de Savoie & proche parent du Duc, surchargé d'affaires & de révoltes dans son Roïaume, & sous prétexte de lui rendre service, ce que le Duc avoit avoué par ses lettres écrites au Roi Henri III. son Prédécesseur. Qu'il n'y avoit point d'apparence d'accepter la restitution aux conditions proposées, parce que ce seroit plutôt un dépôt fait entre les mains des Suisses, & d'un Gouverneur, qu'une vraie & réelle restitution. Que le Roi promettoit néanmoins en faisant la restitution de

ne donner le Gouvernement du Pais à personne que S. A. eût sujet de soupçonner être son ennemi, & de confier pour les deux premières années la garde des villes à des Suisses plutôt qu'à des François, hors dans les châteaux, où S. M. ne vouloit avoir que des Capitaines, & des Soldats de sa Nation; & qu'après la restitution faite du Marquisat, le Pape comme Pere commun jugeroit le différend.

Cette réponse n'ayant pas satisfait S. A., le Patriarche fit de nouvelles instances auprès du Roi, qui pour dernière résolution dit : Que si le Duc vouloit consentir à une réelle restitution, sa Majesté lui abandonneroit le Marquisat en toute Souveraineté, à condition que S. A. donneroit en échange & en équivalent le Pais de Bresse, compris la ville & citadelle de Bourg, Barcelonnette avec son Vicariat jusqu'à l'Argentiere, le Val-de-Sture, celui de la Perouse avec ses dépendances, & la ville & château de Pignerol avec son territoire. Que toutes les autres villes & terres occupées les uns sur les autres, se restitueroient en même-temps que l'échange se feroit. Que le Duc feroit démolir le Fort de Beche-Dauphin, moyennant quoi sa Majesté promettoit de s'employer pour terminer les différends que S. A. avoit avec les Bernois, & la ville de Genève par la voie de la justice.

Le Patriarche ayant rapporté à Charles Emmanuel ce que le Roi lui avoit dit pour l'*Ultimatum*,

simatum, & que ce Monarque lui laissoit le choix de ces deux propositions, le Duc demanda du tems pour en conférer avec son Conseil & avec ses Ministres. Cependant les articles en furent signés & dressés à Paris le 27. de Février 1600. & il fut dit : Que le Duc se déclareroit le premier de Juin suivant.

Supposé que le Duc de Savoie ne soit pas venu en France pour tremper dans la conspiration, qu'on y avoit faite contre Henri IV. Il n'est pas moins vrai suivant les Historiens François, & l'aveu de ceux qui ont écrit l'Histoire de Savoie, que ce Prince partit de Paris après y avoir pris part. Henri & Charles Emmanuel malgré les démonstrations d'une amitié apparente, trouvoient dans leurs humeurs aussi différentes que leurs intérêts une désunion, qui s'augmentoient de telle sorte, qu'il leur échappoit souvent à l'un & à l'autre des expressions, qui la mettoit au jour. L'Ambassadeur d'Espagne vint voir le Duc pour lui faire un sanglant reproche sur ce que le Roi l'avoit assuré, qu'il n'étoit venu en France que pour le porter à faire la guerre à l'Espagne.

Charles Emmanuel en fut offensé au dernier point contre le Roi, mais n'osant pas s'en prendre à sa personne sacrée, il forma le dessein de s'en venger sur le Maréchal de Biron, qui passoit encore dans le public

public pour son favori. Etant donc un jour à la chasse, il joignit ce Capitaine à l'écart, & commença à se plaindre du Roi en des termes fort aigris dans la croïance, que *Biron* ne les souffrant pas, il auroit occasion de lui faire mettre l'épée à la main.

Mais le Maréchal au lieu de prendre la défense du Roi, se mit à en dire plus de mal que le Duc n'en avoit dit ; même se laissant aller à l'impetuosité de sa colére, il éventa la conspiration, & en apprit toutes les circonstances à ce Prince, qui bien surpris & en même tems charmé d'apprendre ce qu'il n'eût jamais oser croire, se mit aussi tôt de la partie, & offrit aux conjurés tout ce qui dépendoit de lui, de les assister de tout ce qui seroit en son pouvoir, & d'y interesser le Roi d'Espagne. Ce sont les expressions dont *Guichenon* se sert dans cette rencontre.

Trois ou quatre jours après que le Duc eut signé le Traité, il prit congé du Roi, qui le conduisit jusqu'à *Charenton*, & lui donna le *Baron de Lux*, qui l'accompagna par la *Champagne* & la *Bourgogne* jusqu'à l'entrée de la *Bresse*. L'intention de ce Prince n'étoit pas de tenir le Traité de *Paris*, il prétendoit y avoir été forcé par la crainte d'être arrêté. Il se promettoit, ou que le Roi n'oseroit l'attaquer, de peur de passer pour infracteur de la Paix de *Verains*, ou que s'il l'attaquoit, il seroit secouru par l'*Espagne*.

ne, qui avoit intérêt d'employer toutes ses forces pour empêcher l'entrée d'Italie aux François, ou qu'enfin en s'éloignant de Paris la conjuration qu'il avoit cultivée en France viendrait à éclore.

Ces idées si peu réfléchies ne permirent pas à Charles Emmanuel de concevoir, qu'il pouvoit se tromper. Il négligea ses affaires, comme s'il n'eût point eu en tête un grand Roi, qu'il offensoit par ses délais & par sa conduite irrégulière. Il se laissa amuser par les Espagnols, & dans l'attente du Comte de Fuentes, qui devoit venir avec une grosse armée, il n'avoit pas un homme de guerre sur pied, & ses places dans la Bresse, dans le Bugei, & dans la Savoie si mal munies, qu'il n'y avoit rien dans ce procédé qui fût de l'Auguste Maison de Savoie, qui dans les fréquentes circonstances, telles où se trouvoit Charles Emmanuel, sçait si bien prévoir, & prendre les sages précautions qui conviennent. De sorte que le Duc ayant laissé écouler le dernier terme que le Roi lui avoit accordé pour se déclarer sur les propositions qu'on lui avoit faites, ce Monarque irrité d'une pareille manœuvre ordonna au Marquis de Lullins de se retirer de la Cour, déclara la guerre au Duc, & partagea son armée en deux Corps.

Celui qui devoit entrer dans la Savoie par Chambéri, fut sous les ordres du Duc de Lesdiguières, & celui qui étoit destiné pour la

Bresse sous ceux du *Maréchal de Biran*, qui marcha le onzième d'*Août* avec les Régimens de *Champagne*, de *Navarre*, de *Saint Angel*, & les *Suisses*, pour s'emparer de *Bourg*, Capitale de la *Bresse*. Le *Marquis de Lullins* & le *Baron des Alimes*, qui avoient découvert le dessein du *Maréchal*, en donnerent avis au *Comte de Montmajeur* Gouverneur du Pais, qui étoit à *Bourg*. Le *Comte de S. Trivier*, qui avoit vû à *Mâcon* les Troupes passer en révue, l'assûra, qu'il seroit attaqué cette nuit; mais l'avertissement ne servit de rien. *Bourg* fut pétardé à trois heures après minuit le douzième d'*Août* sans que personne fit résistance hors les *Suisses*, qui par leur belle défense dans un Bastion, où ils s'étoient retirés, obligèrent les *François* à leur accorder une Capitulation honorable. Le *Comte de Montmajeur* fut accusé ou d'intelligence avec les ennemis, ou de lâcheté, car sans donner un coup d'épée il se jetta dans la Citadelle, où commandoit *Bourvens*, & les *François* soupçonnerent le *Maréchal de Biran* d'avoir avisé le *Comte* de son entreprise afin qu'elle manquât. Néanmoins après l'avoir pillée & y avoir laissé le *Baron de Lux*, il poursuivit ses conquêtes, prit le pont d'*Ains*, *Pontin*, les *Alimes*, *Ambronai*, *S. Denis de Chaufson*, *S. Rambert*, *Bellei*, *Pierre Châtel*, *Scissel*, la *Fort de la Cluse* & le *Pais de Gex*.

Le *Roi* de son côté s'étoit avancé jusqu'à *Grenoble*, où le *Patriarche de Constantinople* se rendit

rendit le 15. d'Août & remontra à sa Majesté : Qu'il n'étoit pas à propos de faire la guerre à S. A., puisqu'elle étoit dans la résolution d'exécuter le Traité de Paris. Que S. S. qui avoit procuré la Paix générale n'approuvoit pas ce procédé. Qu'en tout cas le Roi ne devoit reprendre que ce qui lui appartenoit, & ne rien entreprendre sur l'ancien Patrimoine du Duc, mais toutes ces remontrances ne firent point d'impression sur l'esprit du Roi, qui renvoia le Patriarche à Lion pour conférer avec ses Ministres.

Sur ces entrefaites le Marquis de Créquy se faillit de la ville de Montmeillan, & Louis de Breton, Seigneur de Crillon avec le Régiment des Gardes prit les Fauxbourgs de Chambéria. Le Roi ensuite vint à Barraux, coucha au Château des Marches, & fit sommer Chambéri de se rendre. Chabod Gouverneur de la Savoie, qui y commandoit, n'étant pas en état de soutenir un siège, de l'avis du Président Rochette demanda du tems pour en donner avis à S. A. On lui donna trois jours ; mais le peuple se voyant à la veille d'être pillé, & sans espérance de secours, n'attendit pas ce terme. Il ouvrit les portes au Roi, qui de là prit Miolans, assiégea ensuite Conflans, qui lui ouvroit le passage pour entrer dans la Tarentaise. Il ne restoit plus que celui de Charbonnières, qui est la clef de la Maurienne. Il y fallut employer plus de tems, parceque Humbert du Saix Seigneur d'Arnens, qui en étoit Gouverneur, rési-

sista courageusement ; mais la brèche aiant été faite, les assiégés après une belle défense, furent enfin obligés de capituler, le dix-neuvième de *Septembre*. *Lesdiguières* après cette conquête poussa jusqu'à *Saint Jean de Maurienne*, & se rendit maître de toute cette vallée jusqu'au *Mont-Cenis* ; de là il passa dans la *Tarentaise*, ou *Briançon*, *Moutiers*, & *Saint Jacquemons* lui ouvrirent les portes ; ainsi toute la *Savoie* fut réduite sous l'obéissance du Roi, à la réserve du *Château de Montmeillan*, & du *Fort de Sainte Catherine* proche de *Genève*. *Sanci* étoit aux environs de ce Fort avec un Corps de Troupes Françaises & Genevoises plutôt pour reconnoître cette Place, & tenir les *Savoiards* en échec que dans le dessein d'en former le Siége.

On étoit surpris, & non sans raison, de ce que le *Duc de Savoie* ne se remuoit point pour résister à un si puissant ennemi, qui se rendoit maître de tout son Pais en deçà des monts, pour ainsi dire, sans coup férir : qu'au contraire il passoit le tems à *Turin* à danser, & à faire l'amour, comme s'il eût été dans une profonde paix. On ne sçait s'il s'attendoit à la médiation du *Pape*, ou au secours d'*Espagne* ou à l'effet de la conspiration ; mais en apparence il étoit comme insensible à tout ce qui lui arrivoit. Voiant cependant enfin qu'il ne devoit plus compter que sur lui-même ; que la *Citadelle de Bourg* étoit investie, le *Château*
de

de *Montmeillan* assiégé, & le *Fort de Sainte Catherine*, qu'il avoit construit contre les *Genévois*, bloqué, il commença alors à se réveiller, & à assembler ses Troupes.

Ce Prince par la bonne opinion, qu'il avoit du courage du *Comte de Brandis*, esperoit, que le *Château de Montmeillan* arrêteroit le Roi pour le moins six mois, étant suffisamment muni de tout ce, qui lui étoit nécessaire pour soutenir un long siège & faire une vigoureuse défense. *Brandis*, qui ne se connoissoit pas, fit d'abord grand bruit, & comme font ces officiers fanfarons, qui s'imaginent n'avoir rien à craindre, il dit : que *Montmeillan* seroit le cimetière des *François*. Il triomphoit ainsi, parce qu'il regardoit comme une chose impossible, qu'on put dresser des batteries pour le battre en brèche. Mais le *Duc de Sully* Grand Maître de l'Artillerie, & en faveur de qui le Roi érigea cette Charge l'an 1601, en charge de la Couronne, trouva le moien de placer du canon, dans un endroit où *Brandis* n'avoit pas prévu, qu'on y en pût conduire. Sa fierté s'anmollit alors tout d'un coup. Il permit, que la *Comtesse de Brandis* conférât avec la *Duchesse de Sully*, ou plutôt avec *Madame de Bethune*, car la *Terre de Sully* sur *Loire* ne fut érigée en *Duché - Pairie* qu'au mois de *Février* 1606 ; & la terreur panique s'augmentant de moment en moment, il capitula le quatorzième d'*Octobre*, pour rendre la Place le

seizième de *Novembre*, s'il n'étoit secouru dans ce tems là. Le Comte aiant donné pour ſièges *Rance* son Lieutenant, & *S Cassin* son neveu, il envoya le Chevalier de *Briqueras*, pour en porter la nouvelle au Duc, qui n'attendoit pas de *Brandus* une défense si ignominieuse dans la meilleure Place de l'*Europe*. La Citadelle de *Montmélian* étoit dans ce tems-là assise sur un haut rocher escarpé de tous côtés avec cinq grands bastions hors de sape & de mine, & des fossés coupés à la pointe du ciseau, & le terrain des environs est tout roc & élevé en pointes de montagnes, qui ne paroissoient au Comte de *Brandus* accessibles qu'aux oiseaux.

Charles Emmanuel se voyant donc pressé partit de *Turin* avec une armée de dix mille hommes de pied, 4500. Arquebusiers à cheval & huit cens maîtres ; il prit la route de la *Val d'Aoste*, passa le petit *Saint Bernard*, & vint camper à *Aixeme* le douzième de *Novembre*. Le Roi alla au devant jusqu'à *Moutiers*, & l'eût attaqué, sans les neiges qui tomberent en abondance pendant la nuit, & mirent comme une barrière entre deux armées. Il ne restoit au Duc, que de faire diversion du côté de la *Provence* ; mais quatre mille Espagnols, que le Comte de *Fuentes* lui avoit donnés, refuserent d'aller plus avant que le *Saint Bernard*, & *Albigni* Lieutenant Général dans les armées du Duc,

Duc, eut bien de la peine à les y faire rester pour garder ce passage.

Au reste la lâcheté de *Brandis* avoit si fort jetté l'épouvante parmi les Soldats, qu'il n'en n'avoit presque plus. Les uns effraies se précipitoient du haut des rochers pour se sauver ; les autres avoient à peine la force de tenir leurs armes, & n'eussent pas eu la hardiesse de tirer sur les assiégeans. Il avoit permis aux François d'entrer par pelotons dans la Place ; il s'y en trouvoit un si grand nombre, qu'ils en étoient les maîtres, & eussent facilement chassé la garnison. Tellement que s'étant laissé réduire dans cet état, il fut contraint de prévenir le terme du Traité, & commença à sortir de la Citadelle dès le neuvième de *Novembre*.

On trouva dans la Place des vivres pour plus de quatre mois, trente pièces de Canon sur leurs affûts & de quoi tirer huit mille coups. *Brandis* s'entretint long tems avec le Roi dans l'Eglise de *Saint Dominique*, & le soir même il donna à souper chez lui au *Marquis le Créqui* & à celui de *Bethune*, *Seigneur de Rôni*. Il se retira depuis en *France*, mais sa lâcheté y étant en opprobre même aux plus lâches, il se réfugia dans la *Terre de Brandis* en *Suisse* ; quelque tems après il fut arrêté prisonnier à *Casal*, & conduit à *Turin*. Les Comtes de *Brandis* ou de *Montmajeur* possédoient aussi la *Terre de Château Goumoens* dans le *Pais de Vaud*, qui est aujourd'hui pos-

sedée par *D'Affri Marechal de Camp* & *armées de S. M. T. C. Louis XV.* & *Lieutenant Colonel des Gardes Suisses.*

Pendant tous ces mouvemens *Tassis*, qui étoit Ambassadeur en France pour le Roi d'Espagne. ne témoignoit point de prendre part aux malheurs du *Duc de Savoie*; mais le *Duc de Sesse* Ambassadeur à Rome, pressoit extrêmement *Clement VIII* d'arrêter le cours de cette guerre, dans la quelle le Roi ion maître seroit à la fin obligé de prendre part n'étant pas de son intérêt ni de celui des Princes d'Italie, que le *Marquisat de Salusses* rentrât sous la domination des François; que quoique la Majesté Catholique n'eût aucune connoissance de ce qui s'étoit passé à *Paris* entre le *Roi de France* & le *Duc de Savoie*, néanmoins il falloit que la Sainteté empêchât, que *Pignerol* ne fût compris dans l'équivalent qu'il faudroit bien enfin donner à *Henri IV.* pour le *Marquisat*. Le Pape à ces propositions s'excusa, sur ce qu'ayant été nommé Arbitre du différend entre les parties belligerentes, & Dépositaire du *Marquisat*, *Charles Emmanuel* étoit entré en soupçon contre la Sainteté, & avoit préféré le voiage de France, en se soumettant au *Traité de Paris*, plutôt que d'attendre son jugement. De sorte que s'il pouvoit de nouveau avec bonne grace se laisser employer dans cette affaire, ce ne seroit que pour engager le *Duc* à tenir la parole,

si *Henri IV.*, qui avoit la victoire en sa faveur, vouloit y condescendre. Que le *Patriarche de Constantinople* étant à la Cour de France, sçavoit ses intentions, qu'il avoit ordre de ne pas outrepasser. Le *Duc de Sesse* ne se laissa point émouvoir à ce vain raisonnement du Saint Pere; il n'ignoroit pas, que le Saint Siége avoit les mêmes interêts dans cette occasion que tous ceux, qui prenoient ombrage des conquêtes du Roi. Il retourna à la charge; parce qu'on vouloit être pressé pour faire ce qu'on souhaitoit avec empressement. *Clement VIII.* résolut donc d'envoyer au Roi le *Cardinal Aldobrandin* son neveu, en qualité de Légat, pour essayer de terminer cette guerre par une bonne paix.

Le Légat n'avoit point voulu partir de Rome, que l'Ambassadeur d'Espagne ne lui eût promis par écrit, que le Roi son maître agréeroit le *Traité*, qu'il pourroit faire, & qu'il retireroit ses Troupes, si le *Duc de Savoie* s'opiniâtroit à ne pas vouloir y entrer. En passant par *Milan* il se fit donner la même assurance par le *Comte de Fuentes*. Le Duc qu'il vit à *Turin*, promit d'acquiescer à tout ce qu'il auroit fait. Son arrivée néanmoins n'arrêta point les opérations des François. Le Roi ne voulut le voir, qu'il ne fût maître de *Montmeillan*. Le vint. cinquième de *Novembre* s'étant rendu à *Chambéri* pour le recevoir, il refusa d'entendre parler d'accommodement & de Trêve. Il permit seu-

lement, que les Députés du Duc le saluassent. C'étoient *François d'Arconnas Comte de Touzaine*, & *René de Lucinge des Alimes*, premier Maître d'Hôtel de ce Prince; ensuite il les renvoia à conférer avec *Villeroi* premier Secrétaire d'Etat, & dès le moment ce Monarque partit pour aller faire le Siège de *Sainte Catherine*.

Cette Place & la Citadelle de *Bourg*, étoient les seules qui restoient au Duc en deça des Alpes. Le Roi se persuadoit, que leur prise le réduiroit à demander la paix. Le Chevalier de *Bouvens*, qui étoit dans *Bourg* résista aux offres & aux menaces de *Henri IV*; mais *Pierre Charruë*, Gouverneur de *Sainte Catherine*, aima mieux suivre l'exemple de *Brandis*, que celui du Chevalier; car trois jours après l'arivée du Roi à *Leluisel*, il capitula le seizieme de *Décembre*. Ce Fort étoit une Pentagone avec cinq bons bastions entourrés d'un grand fossé, élevé au milieu de la pleine dominant sur une vaste campagne, & qui réduisoit les *Genévois* à ne pas oser sortir de leur ville de ce côté-là. La garnison composée de six cens hommes auroit pû se défendre avec honneur si le Commandant en avoit eû lui-même.

Le Roi, qui vouloit ôter cette épine du pied de ses fidèles alliés de *Genève*, reçut favorablement leurs Députés, qui avoient ordre de demander, que pour les bons services qu'ils

qu'ils avoient rendus à la Couronne, & en considération des maux qu'ils avoient soufferts pendant la dernière guerre, il lui plut de remettre ce Fort entre leurs mains pour le raser. Le *Marquis de Rœmi* les introduisit dans le cabinet du Roi. Ce Seigneur étoit de la Religion Réformée, & avoit néanmoins beaucoup contribué à la conversion de *Henri IV.* Lorsque ce Monarque voulut à son tour en faire un Catholique Romain, & qu'il le prit, sur ce qu'il avoit fait pour le déterminer à embrasser la Religion de ses Ancêtres, il dit au Roi, que ce qu'il en avoit fait, étoit pour lui mettre la Couronne sur la tête, qu'il n'en étoit pas de même de lui.

Théodore de Beze, premier Ministre de Genève, que l'âge & le sçavoir rendoient vénérable parmi ceux de son parti, porta la parole, & *Spon* la lui mêt en ces termes dans la bouche : Sire ! l'éloquence des paroles humaines, n'étant pas capable d'exalter vos Loüanges jusques au sommet de vos actions admirables. Et mon stile étant trop rampant, Et ma voix trop foible pour célébrer l'éclat des vertus de votre majesté, que l'univers publiera sans cesse, puis qu'elle ne cesse jamais de produire des actions digne de gloire Et de Loüanges ; je laisserai aux Saints Anges la célébration des éloges, qui lui sont dûs, pour avoir tiré les Eglises du Seigneur de l'oppression, Et acquis aux enfans de Dieu une ample liberté pour le servir selon ses divins préceptes. Et pour l'invoquer

voquer uniquement en Trinité de personnes. Je me contenterai de dire, & d'appliquer aux choses humaines, ce que Simeon disoit pour les divines. Or laisse Créateur en paix ton Serviteur, puisque mes yeux ont eu le crédit d'avoir vu, avant que mourir, le libérateur non seulement de nous vos très humbles Serviteurs, mais de toute la France, & des fidèles en général, qui ont ressenti l'effet de vos précieuses bontés.

A quoi le Roi répondit. *Mon Pere !* ce peu de paroles qui signifient beaucoup, étant dignes de la réputation que M. de Beze s'est acquise à bien dire, je les reçois de très bon gré, & avec tous les tendres ressentimens qu'elles méritent. Je vous dirai, que les Rois mes devanciers aiant toujours tenu votre ville en leur protection, je suis non seulement résolu de les imiter en cela, & dans toutes les autres choses dignes de la gloire d'un Roi de France ; mais aussi de répondre à l'affection cordiale qu'elle a toujours eue pour moi : En quoi je veux, que celui qui vous a présenté, que je tiens par la main, & qui vous aime tant, serve de solliciteur, & que vous parliez à lui des choses que vous désirez de moi ; car elles seront bien difficiles si vous ne les obtenez pas. Et parlant aux Députés à l'oreille, il leur dit ; Je sçai ce que vous désirez le plus de moi, car ils en avoient déjà parlé au Mæquis de Rôni. C'est la démolition du Fort Sainte Catherine qui vous tient au cœur. Bien des gens me veulent persuader de n'en rien faire, mais je vois bien que c'est par un motif d'envie, aussi
n'y

n'y aurai. je aucun égard. Je veux faire pour vous tout ce qui vous accommode. Le Fort Sainte Catherine sera démoli ; & voici un homme à qui vous vous fîes avec raison. En parlant du Marquis de Rôni, à qui je le commande dès à présent.

Dès lors les portes de la ville de Genève furent ouvertes aux François, & il s'y en trouva un si grand nombre, que Rôni fut obligé de les faire retourner au Camp crainte de désordre. Le Maréchal de Biron, qui y étoit venu avec les Ducs de Guise, d'Epéron & d'Elboeuf, se promenant dans la place S. Gervais avec quelques Magistrats au sujet de quelques discours, mit la main sur la garde de son épée, & prenant la parole, leur dit : *voici qui sera pour vous, ou la vie y demeurera*, on le remercia de sa bonne volonté, mais on eut raison ensuite de croire, qu'il l'entendoit d'une autre manière que les Genevois ne l'avoient d'abord compris.

Le Fort s'étant rendu, comme on l'a dit, la garnison en sortit tambour battant, Drapeaux déployés, & trois pièces de Canon. Le Marquis de Rôni exécuta sur le champ les ordres du Roi ; il démolit la forteresse de fond en comble. Les Genevois y travaillèrent avec tant de diligence qu'en moins de trois jours elle fut rendue égale à la terre. Henri IV. donna à la ville six Canons, qui furent trouvés dans la Place. Lambert, qui commandoit dans Alinges en Chablais, se rendit après la reddition

reddition du *Fort Sainte Catherine* au Roi victorieux. De sorte qu'il ne restoit plus à réduire, que la *Citadelle de Bourg*, où le *Chevalier de Bouvens* faisoit des merveilles. Ce brave homme étoit investi dès le douzième d'*Août*, & quoique le *Baron de Lux*, & *Saint Angel* eussent empêché, que le *Baron de Vatteville* & le *Capitaine Vitre Corse* n'y firent entrer des vivres, néanmoins il ne voulut jamais entendre à aucune proposition, résistant aux promesses & aux menaces d'un Grand Roi, qui pouvoit amplement satisfaire & l'une & l'autre.

Dès que le *Fort de Sainte Catherine* eut capitulé, le Roi monta à cheval pour aller au devant de *Marie de Medicis*, sa nouvelle épouse, qui venant de *Florence* étoit à *Lion*, où elle attendoit depuis huit jours le Roi son époux; ce qui fit que sa Majesté différa le siège de la *Citadelle de Bourg*. *Henri IV.* se mit sur le *Rhône* à *Chana* faisant avertir le *Légat* de son départ; celui ci le suivit avec *Arconnas* & des *Alimes*, les deux *Députés* de *S. A.*

Les galères de *Florence* & de *Malthe* avoient conduit la nouvelle Reine à *Marseille*. Elle y aborda le troisième de *Novembre*, accompagnée de la grande *Duchesse de Florence* sa Tante, de celle de *Mantouë* sa sœur, de *Dom Antonio* son frère, & de *Virginio des Ursins Duc de Bracciano*. Le *Connétable de France*, le *Chancelier*, les *Ducs de Nemours* & de *Vendadour*, avec le *Duc de Guise Gouverneur du Lionois*

Lionoïs, & les *Cardinaux de Joieuse, de Gondi, de Givri & de Sourdis*, y avoient été envoyés de la part du Roi, pour la recevoir & grand nombre de Princesses & des plus grandes Dames de la Cour pour lui faire la sienne.

Après la consommation du Mariage, qui se fit le jour même de l'arrivée du Roi, la ville de *Lion* fit une entrée superbe & magnifique pour la nouvelle Reine. Ensuite les cérémonies nuptiales s'accomplirent le dix septième du même mois dans la grande Eglise où le *Cardinal Aldobrandin* fit les fonctions comme Légat, quoique les Lettres n'eussent pas été vérifiées au Parlement.

Le Traité de paix, qui avoit été commencé à *Chambéri*; fut continué à *Lion* entre *Silleri*, qui étoit de retour de son Ambassade de *Rome*, & *Janin*, Président au Parlement de *Dijon*, de la part du Roi, & *Arconnas & des Alimes* de celle du *Duc de Savoie*. La première proposition que ceux-ci firent fut de relâcher le *Marquisat de Salusses à condition*, que le Roi rendoit tout ce qu'il avoit conquis en *Savoie & dans la Bresse*, qui étoit la même proposition que le Légat avoit faite au Roi à *Chambéri*. Les Députés de la Maj. Sté répondirent qu'ils acceptoient ce parti pourvu que *S. A.* payât les frais de la guerre. *Aldobrandin* surpris de cette prompte délibération, & aiant ordre du Pape de tâcher d'éloigner les François autant qu'il pourroit de l'*Italie*; fit une autre proposition : *Savoir de donner*

au Roi la Bresse avec Bourg & sa Citadelle pour l'équivalent du Marquisat de Salusses, qui resteroit au Duc. Mais parceque cette offre n'étoit pas le Traité de Paris, le Cardinal pour la faire agréer, y ajouta le Bugei & le Valromey, dont le Roi fut satisfait en démembrant néanmoins du Marquisat les Châteaux de Cental, de Démon, & de Roquesparviere sous prétexte que ces trois Places dépendoient du Comté de Provence, & n'étoient nullement des dépendances du Marquisat de Salusses. De sorte que pour surmonter cet obstacle il fallut encore offrir au Roi le Balliage de Gex, & cent mille écus pour l'artillerie qu'on avoit trouvée à Carmagnole.

Le Chancelier & Villeroi avoient promis positivement au Légat, qu'on ne démoliroit aucunes Places prises sur le Duc, & il l'avoit ainsi écrit au Pape. Cependant le Marquis de Rôni, comme on la vû, avoit rasé le Fort de Sainte Catherine par ordre du Roi. Aldobrandin en apprit la nouvelle au moment, qu'il alloit signer le Traité de paix. Il en fut si fort offensé que quittant la plume, il déclara hautement qu'il révoquoit tout ce dont on étoit convenu.

Tassis Ambassadeur d'Espagne, qui avoit dans ce Traité, ce qu'il souhaitoit pour les intérêts du Roi son maître, appréhendant une rupture, supplia le Roi de donner une satisfaction au Cardinal-Légat, témoignant que si les choses ne se calmoient, & qu'on vint à continuer la guerre

guerre, le *Roi d'Espagne* seroit obligé de prendre le parti du *Duc de Savoie*. *Henri IV.* irrité de ce discours s'emporta, & animé par *Lesdiguières* & par *Rôni*, qui trouvoient leur compte à faire la guerre, répondit à *Tassis*. *Qu'on ne lui pouvoit rien faire par faiblesse, ni par bravade, & que quand il lui plairoit, il porteroit la guerre au milieu des Etats du Roi d'Espagne.*

D'un autre côté, *Arconnas* & des *Alimes* ne presserent point le Légat de reprendre la négociation. Ils esperoient, que la *Citadelle de Bourg* étant en état de tenir long tems, elle arrêteroit l'armée du Roi suffisamment pour donner aux *Espagnols* celui de faire un effort pour en faire lever le siège, ou que le Duc lui-même iroit à son secours. Les assiégés enduroient beaucoup. Il y avoit plus d'un mois, que la plupart ne vivoient que de chair de chiens & de chevaux. Durant la suspension d'armes que le Roi avoit accordée aux instances du Cardinal, ce Prince avoit permis, qu'on fournît à la garnison cent pains par jour & quelques tonneaux de vin. Ceux qui portèrent ces rafraichissemens, firent connoître aux assiégés, que leurs Députés ne participant point à leur misère, ne travailloient que très lentement à la conclusion de la Paix. Le *Chevalier de Bouvens*, qui dans le fond n'étoit pas immortel, fit sçavoir l'état pitoiable où lui & ses Soldats étoient, & marqua à *Arconnas* & à des *Alimes* par un billet signé de tous

les Capitaines qu'il n'avoit de vivres que pour deux jours, & qu'ils fissent leur compte là-dessus.

LIVRE SECOND.

LE mal des assiégés n'étoit cependant pas aussi grand que le *Chevalier de Bouvens* le repréentoit; il appréhendoit, que les longueurs de la négociation le réduisant à la dernière extrémité; il ne se vît contraint de faire une honteuse Capitulation, ce qu'il cherchoit à éviter, puisqu'il n'y avoit point d'apparence, qu'il pût tenir contre l'armée du Roi, le Duc n'étant pas en état de rassembler assez de forces pour lui faire abandonner le Siège de la citadelle. Cependant *Arcomas* & des *Aliques* en aiant été allarmés, ils proposerent au Cardinal. Légat de reprendre les affaires en main, & d'achever ce qu'il avoit si bien commencé. *Aldobrandin* refusa de s'en mêler à l'avenir, à moins que les Députés ne l'en priaissent formellement, & ne lui donnassent par écrit une déclaration comme c'étoit à leurs prières, & qu'ils signeroient tout ce dont il seroit convenu avec les Plenipotentiaires du Roi. Ceux de Savoie aiant consenti aux conditions, que le Légat demandoit d'eux, il promit de continuer ses soins, & la médiation.

Il ne put résister à son amour propre. La gloire de faire la paix entre deux grands Princes, lui en donnoit assez pour ne pas négliger de prendre les mesures qui pouvoient la faire conclure, & le sacrifice de la démolition du *Fort de Sainte Catherine* ne devoit pas lui coûter beaucoup, puisque par la paix il remplissoit les desirs de toute l'*Italie*, ceux de sa Sainteté, & satisfaisoit à son ministère.

Néanmoins le Cardinal crut, qu'il y avoit encore quelques grimaces à faire ; qu'il étoit de la grandeur Romaine de se laisser faire les avances, persuadé qu'il étoit, que la *France* y trouvoit tant d'avantages qu'elle ne voudroit pas perdre une si belle occasion de réduire le *Duc de Savoie* à n'avoir presque plus rien en deçà des Monts pour risquer une guerre, qui pouvoit lui devenir aussi fatale, qu'elle lui étoit glorieuse jusqu'à cette époque. Le Roi de son côté croioit, qu'il y iroit de son honneur, s'il faisoit la moindre démarche. Les Députés du Duc n'agissoient que par les organes du Légat. De sorte que cette espèce de létargie dans la négociation renvoioit les Conférences, & les Négociateurs à ne sçavoir, où ils en étoient.

Henri IV. dans cette incertitude donna le mouvement aux affaires. Ce Prince commanda au *Marquis de Rani* d'aller à *Paris* pour y faire les préparatifs nécessaires pour la guerre de

Piémont, qu'il vouloit entreprendre après la réduction de la *Citadelle de Bourg*. Le Marquis avant que de partir, prit congé du Légat, & ne lui dissimula point le sujet de son voiage. *Aldobrandin* étonné de cette subtile confidence, & remarquant qu'on avoit autant d'esprit & de pénétration en *France* qu'en *Italie*, répartit : Qu'il avoit bien du regret que son voiage fût inutile, & qu'il n'eût pas été assez heureux de pouvoir faire la paix. Mais qu'il voioit bien que quelque mine, que la Roi fit de la souhaiter, il avoit néanmoins plus d'inclination pour la guerre. Rôni répliqua. Que si la paix étoit bonne avant la démolition du Fort de *Sainte Catherine*, elle l'étoit encore après. & que cela ne devoit pas l'arrêter, puisque le fond où étoit bâti le Fort demeureroit au Duc, qui pour cinquante mille écus en pourroit faire rebâtir un autre. Ainsi en verbiageant, ils entrèrent en matière. Lors qu'on fut convenu de nouveau de l'équivalent du Marquisat de *Salusses* par la cession de la *Bresse*, du *Bugei*, du *Valromei*, & du *Balliage de Gex*, il s'éleva d'autres difficultés que la fausse démarche du Cardinal-Légat avoit donné le tems de faire naître. La première étoit : Que le Roi vouloit toute la rivière du *Rhône* & ce qui seroit sur le bord des deux côtés. 2. Que le Duc de *Savoie* ne pourroit faire aucune fortification à une lieue près des Pais échangés. 3. Qu'il paieroit au Roi cent cinquante mille écus pour les frais de la guerre. 4. Que *S. A.* abandonneroit les Villages

Villages qui sont aux environs de Genève. 5. Elle ne donneroit point passage aux Espagnols pour entrer dans la Bourgogne. 6. Qu'elle démoliroit le Fort de Beche - Dauphin, 7. Et enfin qu'elle restitueroit Château - Dauphin.

De tous ces Articles, ceux que le Duc contestoit le plus étoient le premier, le quatrième, le cinquième, le sixième & le septième. Mais Rôni dit au Légat : *Que le Roi n'en démordroit jamais, Et qu'à moins d'y consentir, il ne falloit point espérer de paix. Aladobrandin qui à quelque prix que ce fût, ne vouloit pas manquer de la conclure, & qui avoit les instances & le consentement des Députés du Duc en son pouvoir, pour sa justification, continua les conférences avec le Marquis de Rôni, & après quelques débats, le Traité de paix fut conclu en Janvier 1601.*

On appella le Comte de Touzaine Et de Lucinge pour le signer ne croiant pas qu'ils dussent le refuser, puisque ces deux Députés avoient eu des ordres précis du Duc de Savoie le huitième du même mois de signer lorsque le Légat le leur commanderoit. Mais quand tout fut conclu, ils s'en excusèrent sur ce que trois jours après la première lettre de S. A., ils en avoient reçu une seconde, qui leur ordonnoit de différer la signature de Traité jusqu'à ce que le Duc eût conféré avec le Comte de Fuentes, les assurant qu'il leur manderoit sa dernière résolution au plus tard dans quatre jours.

Arconas & des *Alimes* devoient sans doute s'en tenir au dernier ordre que *Charles Emmanuel* leur avoit envoié; mais le Légat, qui se voioit sur le point de perdre le fruit de ses peines, & de recevoir un sensible affront, employa raisons, prières & adresse pour leur persuader qu'ils étoient obligés de suivre le premier. Il leur représenta les dangereuses conséquences d'une nouvelle rupture; que le Duc leur ayant commandé de signer par sa lettre du huitième, il ne pouvoit rien être arrivé de nouveau, qui pût obliger ce Prince de changer de résolution par celle du onzième. Qu'ainsi il ne devoient pas se faire un scrupule de signer. Après avoir usé de remontrances & de prières, voyant que tout étoit inutile, il se servit de l'autorité, que le Duc lui avoit donnée sur eux. Il le leur commanda. Les deux Plénipotentiaires en conférèrent avec *Tassis* Ambassadeur d'Espagne, qui étant d'accord avec le Légat, & qui étant bien assuré, que le Conseil d'Espagne approuveroit tout ce qui se feroit, pourvu que le Duc n'abandonnât point le *Marquisat de Salusses*, & que les François n'eussent rien en équivalent dans le voisinage du *Piémont*, leur répondit; Qu'il ne voioit point d'inconvénient à faire ce que le Cardinal *Aldobrandin* desiroit d'eux; que la dernière lettre du Duc ne révoquoit point dans le fond le premier ordre qu'il leur avoit donné n'ayant été vrai semblablement écrit

que

que par un esprit de politique pour faire voir aux François, qu'il n'étoit pas pressé de faire la paix & leur persuader, qu'il avoit encore des ressources devers lui, qui le rendoient maître d'arrêter ou de consentir à la paix.

Arconnas & des Alimes sentoient parfaitement la force de ces raisons par la connoissance, qu'ils avoient de la mauvaise situation des affaires de leur maître, & de celle de la Citadelle de Bourg, qu'ils croioient être sur le point de se voir obligée à capituler. Ils ne trouvoient cependant aucune raison à opposer au dernier ordre du Duc. La désobéissance leur paroissoit une chose si affreuse & en même-tems un pas si glissant pour eux, qu'ils ne sçavoient à quoi le déterminer; lorsque le Patriarche de Constantinople, qui avoit reçu quelque sujet de mécontentement du Duc, & qui étoit bien aise de s'en venger, leur proposa un moien qui leur fit oublier leur devoir & signer le Traité de Paix le dix-septième Janvier 1601. Ce moien fut, que le Légat leur feroit une promesse de sa main: *De faire agréer le Traité à S. A., de les relever de l'indignation de ce Prince, de leur faire conserver leurs emplois & de garantir leurs personnes; déclarant en même-tems que ce qu'ils leur feroit faire étoit par le respect qu'ils devoient à son autorité, & à cause du rang qu'il tenoit dans la chrétienté.*

Le Légat après avoir signé cette promesse ;

rendit aux Députés la déclaration, qu'il en avoit arrachée, lors qu'il s'étoit fait prier de continuer les conférences avec le *Marquis de Rôni*. De sorte que ces Ministres n'ayant plus rien qui les empêchât de signer, le firent comme on vient de le dire, en demandant un mois de terme pour faire ratifier le Traité par le Duc leur maître. Mais comme par l'échange, on donnoit au Roi le *Pais de Bugei*, il y eut quelque contestation sur l'explication & l'étendue du mot *de Bugei*, parce que tout ce qui est depuis la cime du *Mont du Chat* jusqu'à *Seissel*, & qui est des mandemens de *Saint Genis*, d'*Entremont*, d'*Yenne*, & de *Losse*, étoit de tout tems des dépendances de la Province de *Bugei*, & n'avoit qu'un même juge sous les *Ducs de Savoie*, & par cette raison pouvoit être justement prétendu par le Roi. Mais les Députés eurent encore l'adresse en distinguant ce Pais de le conserver à leur Prince. Il est de huit lieues en longueur & de deux en largeur. Sa Majesté se contenta des deux bords du *Rhône*.

Cette difficulté finie la paix fut signée à *Lion*, & il fut convenu, qu'un mois après la publication les deux Princes désarmeroient, & congédieroient leurs Troupes. La substance des principaux articles du Traité est : Que le Duc cédoit & abandonnoit au Roi la *Bresse*, y compris *Bourg* avec ses munitions, & artillerie, le *Bugei*, le *Valromey*, & le *Balliage de Gex*,
avec

avec la riviere du Rhône depuis Genève jusqu'à Lion ; à la réserve du Pont de Grefin , qu'il gardoit pour la commodité du passage. De plus il rendoit la ville , Chatellenie , & Tour du pont de Château-Dauphin , & faisoit démolir Beche Dauphin. Le Roi en échange lui abandonnoit le Marquisat de Salusses , avec les villes de Cental , Démonet & Roque Sparvieres , & lui rendoit toutes les Places qu'il lui avoit prises pendant cette guerre.

On ne voit rien dans ce Traité , qu'il y ait été stipulé au dés avantage des Cantons au sujet des péages sur la riviere du Rhône , qui étant fixés par l'Article IX. de la paix perpétuelle ne scauroient souffrir une augmentation ; mais aussi on n'y voit rien en faveur de Genève , ni du Pais de Vaud. Il semble , que Henri IV. ne se souvint plus de ses fidèles alliés , ou qu'il crut qu'il en avoit assez fait pour eux en faisant démolir le Fort de Sainte Catherine , qui les tenoit en bride , ou que par sa démolition il avoit rempli les conditions de l'Alliance. Il se peut aussi , qu'il fut mécontent de l'indifférence que les Genevois & les Bernois firent paroître , lorsque ce Prince leur demanda du secours pour l'aider dans cette expedition. Les Cantons Protestans s'assemblerent à Arau le douzième de Septembre , pour délibérer sur cette demande du Roi. Après avoir mûrement ponderé , ce qu'il y avoit à faire dans cette rencontre ; ils trouverent , que la guerre ne se faisant que pour la restitution du Marquisat de

F 5

Salusses ,

Salusses, elle ne devoit envelopper que les parties intéressées, & nullement la République de Genève qu'ainsi on auroit mauvaise grace de se mêler d'une chose absolument étrangère à la Suisse. Bâle & Schaffhausen qui n'avoient point d'alliance avec les Genevois s'imaginèrent, que le Roi étoit assez puissant pour soutenir seul ce fardeau; que d'ailleurs armant en faveur de Genève, on donnoit occasion aux Cantons Catholiques de fournir du monde au Duc de Savoie suivant le Traité qu'ils avoient avec ce Prince; mais le raisonnement le plus sensé fut: Que les deux Puissances belligérentes venant à s'accommoder entr'elles, ou que l'Espagne se mettant de la partie comme il y avoit apparence, il pourroit fort bien arriver, que la guerre tomberoit uniquement sur les Cantons Réformés, en cas que le Roi de France eût sa satisfaction particulière. De sorte que ces raisons l'ayant emporté, on insinua aux Députés de Genève de s'en contenter pour cette fois, & d'être persuadés, que ce refus ne provenoit point d'un défaut d'amitié ni d'attention pour leurs avantages particuliers qu'au contraire on tâcheroit de ménager leurs intérêts dans la paix, qui se projettoit entre Henri IV. & Charles Emmanuel, & qu'on feroit tout au monde pour les faire comprendre dans ce Traité. Les Ambassadeurs de France, de Morfontaine; d'Espagne, Alphonse Casal, & de Savoie le Comte de Tournon, se présentèrent à la Diette générale du premier d'Octobre,

d'Octobre, pour observer les intérêts de leurs maîtres. Les Cantons se déterminèrent à présenter leur médiation aux Puissances; mais comme celle du Pape avoit déjà été agréée, on les remercia de leur bonne volonté.

Cette année 1600 finit par la demande que les *Fribourgeois* firent à la Diette, du partage des quatre Balliages qu'ils possédoient en commun avec les *Bernois*. L'*Avoier de Meier* & le *Trésorier Pitbon* eurent cette commission. Ils représentèrent aux Cantons qu'ayant acheté de ceux-ci après la bataille de *Morat* trois Balliages, qu'ils jouissoient dès ce tems-là en communion avec l'*Etat de Berne*; il ne se pouvoit autrement, qu'il ne s'élevât de tems à autre des contestations non-seulement en égard aux affaires civiles & politiques, mais aussi au sujet de la Religion: qu'il étoit même à craindre qu'à l'avenir ces difficultés n'en trainassent des suites très-désagréables & nuisibles au bien & à la tranquillité publique; que pour éviter ces inconveniens ils ne trouvoient point de moien plus sûr pour conserver la paix, l'union & la concorde dans la Patrie que d'en faire un juste partage, priant pour cet effet les Cantons de vouloir engager leurs *Combourgeois de Berne*, à le souffrir. Les *Députés de Berne*, qui ne s'attendoient pas à cette proposition en parurent fort étonnés, & ne voulant rien y répondre ils se contenterent de la laisser insérer dans l'*Abscheid*, avec promesse de la rapporter à leurs *Souverains Seigneurs*, qui sçauroient bien

bien en tems & lieu y faire la réponse convenable.

Les *Bernois* par la même raison, qui faisoit agir les *Fribourgeois*, ne voulurent point consentir à ce partage; car, dit *Lauffer*, trois de ces Balliages sont Réformés, sçavoir *Morat*, *Granson*, & *Schwarzenbourg*, le quatrième, qui est *Echalans*, n'a que peu de Catholiques; qui ainsi il étoit aisé de conclure, que dans une occasion les sujets se porteroient au secours de ceux de leur communion de *Berne*, plutôt qu'à celui des *Fribourgeois*, & que d'ailleurs il étoit à présumer que ceux-ci réintroduiroient leur Religion dans les Balliages, qui leur tomberoient en partage. De sorte qu'ils ordonnerent à leurs Députés; qui alloient à la Diette de *Baden*, de ne point entrer dans la vûe des *Fribourgeois*, mais d'en faire connoître l'inconvenient. Ceux-ci suivant l'ordre qu'ils en avoient, proposèrent de nouveau le partage des quatre Balliages, & aux premières raisons ils en ajoutèrent d'autres, qui devoient engager les *Bernois* à y consentir, & porter les Cantons à les y obliger. On plaïda au long des deux côtés, & on apporta tant de raison de part & d'autre, que les Députés ne trouverent point de meilleur parti que d'exhorter les deux Etats à l'union, à consulter leurs Lettres de Combourgeoisie, & à s'en tenir au précis de leurs Traités, qui leur enseignoient la maniere de gouverner les quatre Balliages

Balliages en paix & en tranquillité. *Lauffer*, qui ést fertile en réflexions. dit que les Députés des onze Cantons ne voulurent pas par ce partage augmenter le chagrin, que les Bernois avoient conçus de la résistance que le Corps Helvétique faisoit à l'échange de la Ville de Bienne avec les dixmes de *Tessenberg*. Défaite qui sied aux uns, mais qui n'a peut-être pas la même grace auprès des autres. car tous sentoient à merveille la convenance de ce qu'on demandoit; les Bernois remercièrent les Députés des Cantons de leur exhortation amicale, & les Fribourgeois persistèrent dans leur système. Ainsi cette affaire en resta là, & l'Avoier de *Meier* & le Trésorier *Pithon* revinrent faire le rapport du peu de succès de leur négociation. La famille *Pithon* a toujours été en grande considération dans la République.

Tacite dit avec raison, qu'il y aura des vices pendant qu'il y aura des hommes; & il prétend qu'une trop vaste ambition doit être regardée comme la source de tous les maux, dont les peuples ont le plus à se plaindre. Le siècle que nous commençons a fourni des révolutions, qui à les bien prendre ne s'éloignent pas du sentiment de ce sçavant Romain. Deux puissantes Maisons, qui vouloient primer dans l'Europe, l'ont fait retentir du bruit de leurs armes, & se sont réduites elles-mêmes bien souvent dans des extrémités si critiques, qu'il a fallu la prudence de deux grands Ministres, les armes d'un Grand

Grand Roi du Nord, & la fameuse Paix de Westphalie pour maintenir entr'elles un équilibre, que l'une & l'autre cherchoient à faire panacher de son côté.

La Suisse se trouva cette année dans la même position, sans avoir touché à ses Limites, & sans s'être laissée ébranler par les agitations & les mouvemens de ces deux puissantes Rivaux. Les amorces qu'on lui a données, ni l'idée d'un agrandissement dont on la flattoit, ne purent la tirer de cet état de contentement que lui procuroit sa propre consistance. Elle mettoit son bonheur à trouver en elle-même de quoi subsister sans envier le sort de ceux qui croient rencontrer dans les grandeurs & le faste une félicité si opposée au génie d'une Nation qui préféroit une sage simplicité aux vanités de ces peuples, qui ne se repaissent que de fumée, & qui sont persuadés que quelque excellence que l'on remarque dans un intérieur bien réglé, il ne sçauroit être bon, s'il n'est soutenu par un bruyant extérieur.

Quoique *Arconas* & des *Alimas* eussent signé le Traité de Paix, la ratification n'en étoit point encore expédiée. Le Légat aiant envoyé *Herminio Valenti*, son Secrétaire, à Rome pour en porter la nouvelle à *Clement VIII*, lui ordonna de passer à *Sonia* sur le *Po*, où étoient le Duc, le Comte de *Fuentes* & l'Ambassadeur d'Espagne résident à Turin, pour tirer de S. A. la ratification du Traité. A

cette

cette nouvelle le Duc s'emporta regardant cette paix comme la chose la plus fâcheuse, qui pût lui arriver, déclama contre les Ambassadeurs & pour avoir outrepassé ses ordres, il jura de les en punir. Il refusa net la ratification. Le *Comte de Fuentes* témoigna de son côté, que le Roi son maître n'auroit pas sujet d'agréer cette paix, mais plutôt de continuer la guerre. *Charles Emmanuel*, qui sentoît tout son mal lui reprocha, que les intérêts du *Roi d'Espagne* aiant été pleinement satisfaits par la sortie des François du *Piémont*, on l'avoit mis en butte aux deux Couronnes en donnant à la *France* plus que le *Marquisat de Salusses* ne valoit, & à l'*Espagne* une barrière pour le *Milan* qu'on avoit formée à ses dépens.

Le *Comte de Fuentes* ne resta pas court ; il rejetta ce reproche sur la conduite du Duc, qui aiant engagé le Roi son maître à lever une grande armée avec des dépenses immenses présentement lui demeueroit inutile, & cela par la raison, dit-il, de l'indolence de S. A. & du peu de soin qu'elle avoit eu de prévenir les armées Françoises lors qu'il en étoit encore tems. C'est à quoi néanmoins l'*Espagne* n'avoit pas pensé. Car cette armée étoit en partie destinée pour la *Flandre*, & en partie pour une expedition dans la *Barbarie*, mais comme l'hiver en empêchoit l'exécution, il s'en fit honneur envers le Duc, qui n'aient
aucune

aucune connoissance de cette destination ne put pas y répondre, parceque en effet le Comte se trouvoit à la tête de quarante mille hommes qui restoient dans l'inaction. Le Duc envoya à Rome *Beli*, son Chance ier; *Fuentes Dom Sanche de Salinas*. Tous les deux écrivirent en *Espagne* pour se plaindre des conditions du Traité, affin de porter le Roi à en procurer un adoucissement. Et le Légat qui voioit l'obstacle, qu'on mettoit à la ratification, dépêcha le *Comte de Tassoni* au Roi, pour supplier sa Majesté de ne se point mettre en peine des démarches du *Duc de Savoie*, que lui même Légat aiant intérêt de faire exécuter le Traité, il ne demandoit que la prolongation du terme, dont on étoit convenu, pour le faire ratifier.

Ce Prélat en quittant *Lion* étoit allé à *Avignon*. Il en partit pour *Gènes*, d'où il donna avis de son arrivée au Duc & au *Comte de Fuentes*. Celui-ci étoit de retour à *Milan*; & *S. A.* à *Turin*, mais l'un & l'autre s'excusèrent sur la Ratification. Le premier pour ne pas donner occasion au Duc de dire que les *Espagnols* l'abandonnoient, & le second dans l'espérance que le Roi d'*Espagne* entreroit dans quelque dédommagement à son égard en considération de la perte d'un si beau Pais, qu'il avoit cédé au Roi pour un équivalent si disproportionné. *Aldebrandin* voiant qu'il n'avançoit pas son ouvrage par ses Lettres partit pour
Tortone,

Tortone, où le Comte s'étant rendu, le reçut magnifiquement, & lui proposa de passer à *Milan*. On y attendit envain le Duc de Savoie; ce qui ayant piqué le Cardinal Légat, il dit au Comte, qu'il ne s'adressoit qu'à lui, puisque n'ayant accepté sa Légation qu'à la prière du Duc de Sesse pour faire plaisir aux Espagnols, il trouvoit fort étrange que leur ayant procuré la satisfaction, qu'ils avoient si ardemment souhaitée, ils s'opposassent présentement si ouvertement à la Ratification du Traité de Lion.

Le Comte de Fuentes repartit, que l'effet de ce Traité ne dépendoit pas de sa signature, que quand le Duc seroit satisfait, il n'auroit plus rien à dire. Sur cette parole on entra en conférence. On fit comprendre au Comte, que le Duc rejettoit la faute sur lui comme s'il empêchoit, que ce Prince ne consentît à l'exécution du Traité. Fuentes au désespoir de ce reproche protesta, que l'empêchement venoit de la part du Duc, puisque le Roi son maître ayant ce qu'il avoit désiré, il n'avoit plus aucun intérêt dans cette affaire. Ce qui se trouva bien ainsi; car peu de jours après le Roi d'Espagne écrivit une lettre de remerciement au Légat, & manda au Comte que son Conseil trouvant plus à propos d'accepter la Paix que de continuer la guerre, il n'avoit qu'à employer son armée, suivant les ordres qu'il en avoit.

Le Duc à cette nouvelle se rendit. Il signa.

le Traité après quelques façons. Le Chevalier de Bouvens remit la Citadelle de Bourg à Pierre d'Escodecas, Seigneur de Bresse Pardailhan que le Roi de France y établit pour Gouverneur. Arconnas ou le Comte de Touzaine fut reçu à Turin avec une extrême froideur ; & le Marquis de Lucinge ou des Alimes, se retira dans sa Terre des Alimes en Bugei pour éviter la juste indignation de son maître. On ne peut imputer les souffrances du Chevalier de Bouvens qu'au Duc lui-même, qui revenant de Paris fit vendre les blés qui étoient dans les magasins, pour paier les Troupes Suisses, espérant que le Chevalier les remplaceroit à la Moisson. Quoiqu'il en soit l'impatience & l'ambition du Cardinal Aldobrandin & le charme d'avoir eu l'honneur de conclure la Paix entre ces deux Souverains, & la trop grande facilité des Ambassadeurs du Duc, acheverent ce grand ouvrage, dont on fit divers jugemens. Les uns disoient : Que le Roi en avoit tout le profit, & le Duc tout l'honneur. D'autres que le Roi avoit poussé les frontières de ses Etats jusqu'à Genève, qu'il s'étoit acquis le passage libre de Allemagne & de la Suisse, & qu'il avoit délivré Lion d'un étrange joug que la Citadelle de Bourg lui imposoit, mais qu'en échange il s'étoit fermé la porte de l'Italie, & le moyen d'y secourir ses Alliez ; au lieu que le Duc en abandonnant la Bresse, le Bugei, le Valromei & le Balliage de Gex, quoique plus fort en revenus que le

Marquisas

Marquisat de Salusses, avoit arrondi ses Etats au de là des Alpes, & s'étoit delivré de la dépense excessive qu'il étoit obligé de faire pour se soutenir dans le voisinage de la France. Enfin parceque le Marquisat étant le motif de la guerre & demeurant en propriété au Duc, on disoit : que le Roi avoit fait une Paix de Duc, & le Duc une Paix de Roi. *Henri IV.* gagna plus de Pais, le Duc plus de Villes fortes. Le Roi augmenta la France, le Duc l'Italie. Le Roi mit ses frontières en assurance, & le Duc retrancha les extrémités pour sauver le cœur. Enfin la bienfiance demeura au Roi, & la gloire à son Altesse, & l'expectative aux Genevois, & aux Bernois.

Les Genevois travaillèrent en vain auprès du Roi, pour qu'il plût à sa Majesté de leur abandonner le Pais de Gex pour la sûreté de leur République. Ils envoierent à Paris Dauphin & Anjorant avec ordre de négocier cette affaire. Ils demandoient à ce Prince ; qu'il leur laissât ce Pais comme une hipothèque pour l'assurance de la somme, qu'ils avoient prêtée à la France, ou comme un équivalent de ce que le Vicomte de Silleri leur avoit promis par le Traité qu'ils avoient conclu avec ce Ministre ; mais le Roi ne voulut point goûter ces raisons disant : que la Bresse, le Bugei, le Valromei & le Pais de Gex aiant été unis à la Couronne par le Traité de Lion, ce dernier n'en pouvoit plus être démembré pour quelque raison que ce fût. Et pour leur ôter toute esperance *Henri IV.*

rétablit incontinent dans ce Balliage la liberté de conscience & la messe fut célébrée dans l'Eglise de *Saint Pierre*. Néanmoins pour leur donner une espèce de satisfaction ce Monarque déclara par Lettres du treizième d'*Août* 1601, que *Genève* quoique non exprimée dans le *Traité de Lion* devoit également y être comprise & jouir des avantages de la Paix. Cette déclaration ne fut pas respectée par les Troupes de *Savoie*. Elles se mirent en possession des Villages de *Foncenai* & de *Thonex*. Elles en voulurent faire autant de celui de *Vandœuvre*, mais elles en furent chassées par un détachement de celles de *Genève*, qui arriverent dans l'instant que le Prêtre alloit entrer dans l'Eglise. Comme *Anjorant*, après la réponse du Roi, qui l'éconduisoit de sa demande, prit son audience de congé de ce Prince, il lui dit qu'il devoit marquer à ses Seigneurs l'extrême chagrin qu'il avoit de ne pas pouvoir tenir sa promesse en leur abandonnant la Seigneurie de *Gex*, comme ils devoient s'y attendre; mais qu'il avoit été contraint d'en agir ainsi. Que cependant il leur rendroit service dans d'autres occasions, & n'oublieroit jamais ceux qu'il avoit reçus de la République. Le Baron de *Lux* prit en suite possession du Balliage de *Gex*, & fit prêter hommage par les sujets au nom du Roi. Les *Genevois* de leur côté firent des jeunes & des prières publiques, en voyant approcher les Idoles de leurs murailles, disoient ils; & c'est ainsi

ainsi qu'ils apprirent à suivre le système des Suisses, qui consiste à ne point se mêler des affaires des Grands.

Henri IV, qui ne pouvoit douter de la fidélité de la Nation, & qui'en avoit expérimenté les effets en plus d'une occasion, où il avoit été témoin de leur bravoure, & de leur attachement inviolable, pensa sérieusement à renouveler l'alliance que ses Prédécesseurs avoient contractée avec le *Corps Helvétique*, & à se les attacher aussi solidement qu'ils l'avoient été aux Rois de France, qui avoient régné avant lui. *Hottman de Morfontaine* en avoit jetté les fondemens, & y avoit mis d'assez grandes dispositions dès le commencement de cette année 1601, pour que l'on fût en état de conclure; mais la mort de ce Ministre survenue à Soleure y apporta quelque retardement. *Méric de Vic, Seigneur de Moran*, qui avoit été nommé pour remplacer *Morfontaine*, vint à la Diette, où il harangua les Treize Cantons & leurs Alliés avec une éloquence étudiée, & se servit de grands termes pour insinuer au *Corps Helvétique* le désir extrême que sa Majesté avoit de renouveler l'Alliance entre la France & la Suisse. Et qu'à son particulier il étoit prêt de répandre son sang, s'il pouvoit par son effusion contribuer efficacement à un ouvrage si salutaire pour les deux Nations, mais que le *Maréchal de Biron*, qui étoit occupé à régler son

nouveau Gouvernement de la *Bresse*, & le *Vicomte de Silleri* à finir le Traité de Paix à *Lion*, étant l'un & l'autre Députés pour mettre la dernière main à l'Alliance des Cantons avec la Couronne de *France*, il n'étoit pas juste que ces deux Seigneurs fussent privés d'un honneur que le Roi leur avoit décerné.

De Vic vit bien, que son éloquence, & le désir réciproque qu'on avoit de renouveler les Traités d'Alliance ne suffisoient pas pour en venir à la conclusion, mais que l'obstacle qui se présentoit, & qui retarderoit cette affaire, étoit le paiement des prodigieuses sommes dont la *France* étoit redevable au *Corps Helvétique* tant pour le militaire que pour les argents avancés. Ce Ministre flatta les Députés, que le *Vicomte de Silleri* y satisferoit, & qu'il y avoit même pour cela quelques millions en or à *Soleure*, qui étoient destinés pour les Cantons. On en crut l'Ambassadeur sur sa parole, & on remit la suite de la négociation au mois d'*Août*. La Diette néanmoins ne s'assembla qu'en *Octobre* à *Soleure*, où *Silleri* étant arrivé, on y traita de l'Alliance & du paiement; mais ni l'un ni l'autre ne furent conduits à leur perfection. Le défaut d'argent mettoit de mauvaise humeur ceux, qu'il avoient prêté de bonne foi, & ceux qui l'avoient gagné au péril de leurs vies, c'étoit un préliminaire que les deux Ministres sentoient bien qu'il falloit accorder, sans quoi le renouvellement

ment de l'Alliance n'auroit pas lieu, ou souffriroit de grandes difficultés. De sorte que la négociation en resta là pendant le reste de cette année.

Le *Maréchal de Biron* étant arrivé à *Soleure* ¹⁶⁰² le quinziesme de *Janvier* de l'année suivante, il demanda la convocation d'une Diette générale pour le vintième du même mois. Rien ne fut égal au faste dont ce *Maréchal* accompagna son Ambassade. L'entrée qu'il fit dans la ville de *Soleure*, au milieu d'un nombre infini de Seigneurs & de Gentilshommes, fit comprendre à tout le monde le degré de faveur où il étoit auprès du Roi, & son crédit supérieur en *France*. Les premiers jours se passerent dans les démarches d'un Cérémoniel réciproque. On fit une attention particulière au discours que ce Chef d'Ambassade prononça en pleine Diette. On y trouva toutes les expressions d'amitié, qui pouvoient partir du maître, au nom de qui il parloit, soutenues par une éloquence également animée & pleine de Noblesse; tout y eût été parfait sans quelques traits d'ostentation que l'on trouva déplacés dans une Harangue, qui ne devoit être employée qu'à consommer un Traité public, & qui laisserent dans les esprits l'idée d'un homme vain & ambitieux, dont la chute ne surprit personne dans la suite.

Quoiqu'il en soit, ce Traité conclu avec les trois Ambassadeurs du Roi & ceux des onze

Cantons, de même que de leurs Alliés, ne différa en rien des précédens dans l'essentiel. Mais *Henri IV.* aiant souhaité que cette Alliance fût d'une plus longue durée que les autres, on convint qu'elle s'étendrait sur tout le Règne de son successeur à la Couronne, sans qu'il fût besoin de la renouveler; précaution qu'une suite fâcheuse d'embarras, trouvés à l'entrée de son Gouvernement, lui avoit fait envisager, comme un objet nécessaire. Du reste tout y fut relatif à la Paix perpétuelle, & aux autres Traités antécédens d'*Ensisheim* en 1444. de celui 1453. avec *Charles VII.* comme la Base de tous les suivans; en voici les copies.

LUDOVICUS PRIMOGENITUS Regis Francorum Delphinus Viennensis, Universis præsentis Litteras inspecturis, salutem. Sicuti pro appunctuatione & mediatione bonæ pacis & amoris inter Nos & Gentes Ecclesiasticos & Seculares, Nobiles Burgenses & habitatores ac subditos Villarum & Communitatum de Basilea, Berno, Lucerna, Solodrio, Ure, Suytz, Undervalden suprà & sub Sylva, Zug, & Glarus, cum omnibus eis adhærentibus, Colligatis, & Confœderatis cõmiserimus ac ordinaverimus per alias Nostras patentes Litteras, Procuratorem Nostrium ad hoc perficiendum, dilectum Nostrium fidelem Consiliarium ac Magistrum

gſtrum Hoſpitii Noſtri Gabrielem de Bernecio, cui dedimus pleniffimam poteſtatem, authoritatem, & mandatum ſpeciale, appunctuandum, pacificandum, & concordandum cum ſupradictis, ſecundum certos articulos, qui per deliberationem Noſtram & Illorum de Noſtro conſilio poſt viſionem debitam per Nos & Ipfos de Noſtro conſilio, & bonam viſitationem dedimus ipſi Gabrieli poteſtatem faciendi nomine Noſtro dictam pacificationem, & amicabilitatem inter Nos & ſupradictos, quæ omnia, ſicuti ad Noſtram notitiam peruenit, facta, appunctuata & concordata, ex parte Noſtra per Ipſum Gabrielem juxta & ſecundum Articulos prædictos, quorum & de omnibus appunctuamentiſ tenorem de verbo ad verbum ſequitur;

In nomine ſanctæ & individux Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritus ſancti, Amen; Cùm Protoplaſti lapſu humana contaminata conditio ſic Cellule memorialis officio ecliptatur, ut ſubitò perdat id, quod memoriæ tenaciter non inſigitur; Ideò neceſſarium eſt, rerum geſta ſcripturarum indicis perhennari; Nos ergò ſubſcripti, Gabriel de Bernecio, Magiſter Hoſpitii, ac locum tenens Delphinatus Sereniſſimi Principis & Domini Domini Delphini Vienneniſis; Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini Caroli, Francorum Regis primogeniti, tanquàm verus legitimus, & indubitatus Procurator ad Nuntius ſpecialis .

& generalis, ità tamen quòd specialitas generalitati non deroget, nec è contra; dicti Domini Delphini ad subscripta ejus & procuratorio nominibus peragenda, specialiter cum pleno ac libero mandato deputatus, parte unà: Andreas Ospernel, Magister Zuniphtharum, Fridericus Schilling. & Henricus Albisen de Basilea; Rudolphus Hofmeister Miles, Scultetus, Rudolphus de Ringgeltingen, & Petrus de Wabron, de Berno; Petrus Golchimit, Minister, & Eglosus Etterli, de Lucerna; Hermanus de Spiegelberg, Scultetus, & Bernhardus de Malren, de Solodrio; Henricus Beroldingen, de Ure; Wernerus Aimen, de Suytz; Johannes Furer, super, & Jenninus Zeniderst, sub Sylva de Undervalden; Jodocus Spiller, de Zug, & Henricus Wust, de Glarus; Veri, legitimi, & indubitati Syndici ac Procuratores, Nuntiique Speciales & Generales, ità tamen, quòd neutrum alteri deroget, dictarum Magnificarum Communitatum, ac earum & Syndicarum nominibus subscripta ad peragenda specialiter Deputati, parte alterà; Notum fieri cupimus harum serie; omnibus & singulis, quos opportunum fuerit quomolibet nosse; Cùm prædictus Dominus Delphinus ad has paucis retroactis temporibus applicuerit partes Allemanniæ, & specialiter propè civitatem Basileensem, cum suo exercitu armigero & hostili, & per conflixum, Sui & Nostræ exercituum; armigerum, non modicæ

modicæ subortæ sint differentiæ & quæstiones inter Ipsum & Nos, ex quibus ex utrisque partibus strages hominum, deprædationes & rapinæ, incendia, & alia innumera grandia & enormia mala subsecuta sunt; Et nisi Altissimo concedente aliquod opportunum interponeretur remedium, in futurum grandiora & pericula majora eveniri posse formidantur, quod Nos prædicti Syndici ac Procuratores, quibus supra nominibus, ex mandato quoque Dominorum & Superiorum Nostrorum prædictorum, cupientes hujusmodi periculis, quantum Nostra sufficeret facultas, & facere possemus, obviare, attendentes quòd Dominica intonat tûba; *Pacem meam do vobis, pacem meam relinquo vobis*; Et ex alio, quod scriptum est: *Ubi pax ibi Deus*; dictas gwerras, differentias & controversias cum adjutorio, & per diligentissimam operam venerabilium, & egregiorum virorum, Dominorum Johannis de Bachenstein, Archimagistri Zagobrien- sis, Sacri Palatii Apostolici Auditoris, & Johannis filioli præpositi, Ecclesiæ Grassensis Clerici, Cameræ Apostolicæ decretorum, Doctorum, Oratorum Sacro Sanctæ generalis Synodi Basiliensis in Spiritu Sancto legitime congregatæ, universalem Ecclesiam repræsentantis; ac etiam Egregiorum & Spectabilium Dominorum, Francisci de Thomatis, Militis, ac utriusque Juris Doctoris, Præsidentis audientiarum generalium Ducatus Sabaudia,

baudiæ; & Johannis Championis, Confiliarii & Magistri Hospitii Illustris Principis & Domini, Domini Ludovici Ducis Sabaudiaë, Oratorum, jam dicti Domini Ducis Sabaudiaë tollere, & totaliter extinguere curavimus, ac ipsa cum omnipotentis Dei adjutorio ad veram pacem atque perpetuam concordiam reduximus in hunc quisequitur modum;

Inprimis quòd præfatus Illustrissimus Princeps, Dominus Delphinus, ob Dei reverentiam, augmentum honoris præcellæ Coronæ Franciæ, instantiamque supplicationem præfatorum Oratorum & Legatorum sacri Consilii dignabitur habere, benevolentiam, amorem, sinceram intelligentiam & veram amicitiam ad prædictis insignes Communitates, cum omnibus suis subditis, Confœderatis, & Collegatis cujuscunque Statûs & præheminentiæ, etiam si Ducali aut Comitatus præfulgeant dignitate, signanter ad illustrem Principem & Dominum, Dominum Ludovicum Ducem Sabaudiaë, ac ad Generosos Dominos Johannem Comitem de Frybourg & de NovoCastro, & Johannem Comitem de Arberia, Dominumque in Vallendis, ac etiam ad Oppida, videlicet Biellum ad Villam Novam, nec non omnes & singulos cives, subditos, incolas, & inhabitatores earum, ita quod sit & inviolabiliter teneatur, nunc & in posterum bona pax & concordia ad dictas Communitates cum suis Confœderatis pariter & suprâ specificatis, ipsorum.

ipforúmque civibus, subditis & incolis quibuscunque perdictum Dominum Delphinum & suas gentes quascunque, & alios quoscunque in societate & servitio suo aut illorum, quorum auxilium intendit existentes, ac si illi, qui se in sua societate, occasione guerræ, communitatibus prædictis monendæ posuerunt ipsas partes non diffidissent;

Item, quòd præfatus Dominus Delphinus prædictis Communitatibus cum suis Confoederatis & Colligatis ipforúmque civibus, subditis & incolis, ac habitatoribus Ecclesiasticis & Secularibus, cum suis Oppidis, Castris, Terris, ac rebus & bonis . . mobilibus & immobilibus quibuscunque dabit securitatem, pacem, & indemnitatem, ità quòd per eum gentes suas & alios prænominatos, siue alios quoscunque sibi adhærentes, benivolos & colligatos, non capiantur, invadantur, aut quomodolibet molestantur, nec quodvis damnum fiet, aut impedimentum;

Item, quòd dictarum Communitatum cum suis Confoederatis ac Dominorum suorum, cives, subditi, Mercatores, Nobiles, & Habitatores quicunque, cujuscunque conditionis, statûs, dignitatis aut gradûs fuerint, cum omnibus bonis & rebus securè possint transire, stare, & redire per Dominia, Terras, Jurisdictiones, gentes armigeras & non armigeras, equestres & pedestres, & alias quascunque, Christianissimi Principis Domini

ni Regis, & Regni Franciæ & dicti Domini Delphini, & eis adhærentium & benivolorum ac Confoederatorum, cessante quâcunque molestiâ reali aut verbali;

Item, quòd dictus Dominus Delphinus operabitur, quòd illi Nobiles, qui ipsam civitatem Basiliensem & alias Communitates prædictas diffidârunt, quorum nomina in responsione fienda specificabuntur, remaneant boni amici, & benevoli dictarum Communitatum, & suorum subditorum ac Confoederatorum, quantum ad illos, qui in hoc obedire ei volunt, quantum verò ad alios, quicumque ex ipsis in hoc obedire dicto Domino Delphino nolunt, idem Dominus Delphinus adjuvabit dictas Communitates contra illos, & guerram faciet illis.

Item, idem Dominus Delphinus providebit cum effectu securiori, modò quò poterit fieri, quod per quæcunque Castra, Oppida, aut alia loca, seu per gentes in eis commorantes aut convenientes; quæ idem Dominus Delphinus de præsentis tenet, aut in futurum tenebit, citra & ultra Rhenum, nullum damnum, præjudicium aut jacturam, dictæ Communitates; & eorum habitatores unâ cum suis Confoederatis & Colligatis, seu subditis, nec non in illis stantes, venientes ad easdem, vel ab illis recedentes patientur directè vel indirectè, in personis & bonis quibuscunque, sed omnes & singuli dicta-

rum Communitatum homines, cum suis Confoederatis, & eorum cives, subditi, & pro quibus respondere habent, liberè & securè ire, venire & redire, ambulare, negociare, & operibus suis intendere possint, ubilibet locorum, absque impedimento & molestatione cujuscunque prædictorum;

Item, quòd dictus Dominus Delphinus cum dictis suis gentibus prætextu & occasione hujusmodi pacis & initæ concordie, non debeat intrare, pertransire, stare, seu morari, in, & per loca, Dominia, Territoria, & jurisdictiones dictarum Communitatum, salvo tamen, quod liceat ambaxiatoribus, peregrinis & mercatoribus Christianissimi Principis & Domini, Domini Caroli, Francorum Regis, & Regni sui, nec non Serenissimi Principis & Domini, Domini Delphini Viennensis, intrare, stare, morari, pertransire & redire, in & per Territoria, Districtus, Jurisdictiones, Terras, Aquas, Passus, & Littora, dictarum Communitatum cum suis Confoederatis, omni molestiâ, tam personali, quàm reali poenitus cessante; Pariformiter liceat ambaxiatoribus, mercatoribus, & peregrinis quibusvis dictarum Communitatum, intrare, stare, morari & redire, in & per Territoria, Jurisdictiones, Terrarum & aquarum passus & littora dictorum Domini Regis & Regni Francorum, ac ipsius Domini Delphini, omni molestiâ & impedimento

mentô personali & reali remotis, fraude quavis in iis penitus prostergaâ.

Item, quòd si casu vel aliô quôvis modô contingeret fieri contrarium eorum quæ prædicta sunt, pro ipsius Principis parte, ipse Princeps promittit & offert se facturum reparationem debitam & condignam, ac integrare & restituere in pristinum statum, aut si casus sit irreparabilis, tacere fieri condignam emendam & satisfactionem;

Item, quòd præfatæ Communitates similiter habebunt benevolentiam, amorem sincerum, intelligentiam, & bonam amicitiam ad ipsum Dominum Delphinum, promittentque securitatem & indemnitatem Suæ Celsitudini, ac ipsius gentibus, & adhærentibus eorum, & si contingat per quosvis ex suis contrarium fieri, teneantur ad emendam & reparationem.

Item, cùm Serenissimus Dominus Delphinus obtulerit, se velle mediare & operam adhibere ad habendam bonam treugam, pacem & concordiam inter Illustrem Dominum Austriæ, Nobiles, ac Communitatum Thurienses ex unâ; Et dictas Communitates cum eorum Confœderatis ex aliâ; quòd hoc idem facere valeat, accedente tamen consensu & assensu utriusque partis, & hoc meliori formâ, quâ fieri possit; Istâ tamen conditione adjectâ, quòd si hujusmodi treuga, pax & concordia, cum consensu partium inveniri
non

non possit, quòd tunc nihilominus omnia supra & subscripta, in suo robore, firma permaneant dolò & fraude penitus cessantibus;

Item, quantum ad priores & alias personas in Sacro Basiliensi Consilio existentes, & ipsum Consilium sequentes, similiter, quantum ad ipsas & alios quoscunque, qui ab eodem consilio recedent, vel ad illud venient, præfatus Dominus Delphinus affecurat eos, quòd nec per ipsum, nec per gentes suas patientur damnum aut jacturam in personis nec in bonis eorum, nec fiat illis aliquod impedimentum, & de hoc concedet eis suas Litteras in forma debita & opportuna;

Item, quòd dictus Dominus Delphinus ordinabit, & taliter disponet, quòd omnes & singuli Capitanei Sui, quos ad præsens habet, jurent de præsentì ad Sancta Dei Evangelia, præsentem concordiam cum omnibus suis clausulis, punctis & articulis inviolabiliter tenere ratam, gratam, atque perpetuè firmam, & non contravenire in toto vel in parte, nec contraveniri procurare quòvis ingenio, vel quæsito colore;

Pariformiter omnes & singuli Capitanei, quos dictum Dominum Delphinum contigeret, in futurum habere seu recipere, quòd illi vel ille statim & in continenti post sui receptionem jurare debeant & teneantur, prout jam supra declaratum est, absque omni con-

traditione & impedimento quòvis, dolo & fraude in his penitus semotis;

Item ultimò, quòd mediantibus omnibus & singulis supradictis, sit bona pax, concordia, & amicitia, benivolentia sincera & bona intelligentia inter præfatum Dominum Delphinum & gentes Suas, & alios de quibus suprà fit mentio, & inter dictas Communitates lige Confoederatorum, & per hoc intelligantur & censeantur abolitæ & extinctæ omnes & singulæ differentiæ, injuriæ aut querelæ, si quæ de præteritis fuerint, aut de præsentis sint, unius ad alteram & alterius ad illam partium, nec in futurum de hujus modi fieri mentio debebit; Et si casu, aut quâvis occasione vel causâ contra hujusmodi concordiam in una vel pluribus ejusdem partibus aut punctis ventum fuerit; non propterea cesset aut rupta esse intelligatur, hujusmodi pax & concordia, sed pars illa, quæ contravenerit, ad satisfactionem debitam compellatur, & ipsa concordia in sua integritate permaneat & perseveret, exclusis quibuscunque ritibus, consuetudinibus & observantiis utriusque partis, per quas hujusmodi concordia violari posset, de jure, vel de facto, omnibus & singulis sinistris interpretationibus inventionibus, dolis & fraudibus in his penitus semotis;

Nos igitur Ludovicus Delphinus Viennensis notum facimus, quòd habitâ super hoc bonâ & maturâ deliberatione cum gentibus
Nostri

Nostri consilii, omnia & singula in prædictis articulis, clausis & capitulis contenta, & sic expedita, appunctuata & concordata nostri parte, per dictum Gabrielem, habemus ratas & gratas, illa & omnia approbamus, ratificamus, & confirmamus tenore præsentium de verbo ad verbum, nihil addendô nec diminuendô, & omnia supradicta promittimus, per Nos & Nostros sub fide & juramento Nostri corporis, & per verbum filii Regis tenere, custodire, & observare dictam pacem, & omnia contenta; Desuper absque eo, quod unquam factô, verbô, seu quôvis modô in contrarium velimus agere seu venire; Et in testimonium præmissorum, sigillum Nostrium magnum cum subscriptione propriæ manûs, apponimus, & apponi fecimus; Datum Ensisheim die 28. Mensis Octobris; Annô Domini MilleSimô, quadringentesimô, quadragessimô quartô; 1444.

LOUYS.

Per Dominum Delphinum in Suo Consilio, in quo erant Domini de Bueil. de Chatillon, d'Estillac, de Malicorne, de Fontaines, du Boisroques, & pluribus aliis præsentibus.

POICTIERS.

CCharles par la grace de Dieu Roi de France à tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Comme ainsi soit que l'estat de la condition humaine soit muable se,

lon les mouvemens divers des affaires du monde, & ny ait ny bas rien qu'une chose qui nous represente limage de la vie bienheureuse de celleste, assavoir la dilection la quelle ne saltere point par les ennemis fortuits ny bien souvent ne se divise par les memes evenemens qui font assister de la raison, ny ne peut sesloigner ny estre corrompue par le long cours des années, certainement Nous estimons estre fort raisonnable & bien seant à nostre humanité clemence & benignité pour conserver la bienveillance paix & tranquillité d'un chacun, de nous munir de ceste dilection ce que Nous voulons de bonCœur voir encores le desirons partant comme ainsi soit que les Bourgmaistres, Advoyers, Ammans, Consuls, Citoyens, Communautés & patriotes des cites, villes, terres cy apres nommées & Cantons de la vieille ligue de la haute Allemagne, sçavoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Schwitz, Underwalden, dessus & dessous le bois, Zug & Glaris, brulans de ceste dilection & dilerans grandemens de s'allier au septre des lis & convenser en nostre Royaume nous ayans nagueres requis de les recevoir dans les bras de nostre amitié & bienveillance & qu'il Nous pleust entrer en bonne intelligence avec eutz; Hor à ces causes desirans universellement la conservation d'un Chacun & principalement de ceux qui sefforcent de vivre en bonne paix & tranquillité après avoir

meurement considéré en Nous mesmes la sincere volonté & entiere affection qu'ont envers Nous les Bourgmaistres & autres susnommez touchant le traicté d'amitié & ils desirent contracter avec Nous & nos subjets afin doister les perturbateurs de la paix, & qui haïssent le repos des hommes, avons traicté & consenty, traictons & consentons avec les susdits Bourgmaistres, Advoyers, Ammans, Conseils, citoyens, Communautéz & patriotes des Cantons de la vieille ligue de la haute Allemagne, scavoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Schwitz, Underwalden dessus & dessous le bois, Zug & Glaris l'amitié, intelligences & Conventions telles que sensuit.

En premier lieu Nous avons promis & promettons par ces presentes pour Nous & Nos Successeurs un accord & convention durable à tous jours, de jamais n'estre contraires par nous ny les subiers de nostre Royaume ny aller allencontre desdits Bourguemestres, Advoyers, Ammans, Conseils, Cystoyens, Communautéz & patriotes des cités, villes, terres & Cantons de la vieille ligue de la haute Allemagne ny contre leurs successeurs, ny donner ayde, secours ou faveur d'aucune personne qui veuille entre prendre contre eulz, ny recevoir ou consentir estre receu par nostre Royaume ou autres lieux de nostre domination aucun qui veuille attenter allencontre deutz.

Item que les susdits habitans subiers desdits citez villes, Terres & Cantons de la vieille ligue de la haute Allemagne Ambassadeurs Gentilshommes, Marchands passages & autres quelconques dudit pays de quelque condition degré & estat ou dignité qui soient , puissent passer & retourner avec tous leurs biens & equipages armez & non armez à pied & à Cheval par nostre Royaume & terres de nostre domination sans recevoir aucun trouble ny facherie réelle ou verbale pourveu qu'à l'occasion de cette permission il ne soit apporté aucun dommage préjudice grief ou incomodité à Nous ou à nos subjets aux Princes de nostre sang à nos confederez ny à nos alliances. Les quelles choses afin quelles soient plus fermes & stables à l'advenir Nous avons en foi & parole de Roy confirmé & corrobore, confirmons & corrobérons de nostre sceau par ces presentes, donné la quatrieme ferie d'apres la feste de paques l'an de nostre Seigneur mil quatre cens Cinquante trois.

Quelques sujets d'inquiétude du côté de l'*Italie*, & l'inconstance des sentimens de *Henri IV.* sur la Religion, avoient obligé les sept Cantons Catholiques d'entrer depuis quelques années, dans une alliance particulière avec l'*Espagne* & la *Savoie*. Ces interêts pouvoient occasionner des contre. tems dans l'exécution de leurs engagements avec la
France,

France, & on chercha à les prévenir par un *Traité* séparé, qui fut signé de part d'autre le même jour. Comme il tient lieu d'une explication conforme aux sentimens des Parties, & qu'il renferme un accord spécial, on a crû, pour une plus grande intelligence, devoir le rapporter ici tel qu'il est.

Comme entre Nous *HENRI IV. Roi de France & de Navarre*, & Nous les *Bourguemestres, Avoiers, Capitaines des Pais, Conseillers, Communautés, Bourgeois & Habitans des Cantons & Alliés de l'ancienne Ligue des hautes Allemagnes*, il s'est fait une étroite Alliance & amitié, ainsi qu'il paroît par le *Traité* fait entre Nous, qui cependant contient quelques points, qui se sont trouvés assez obscurs. Nous le dis *Roi*, & Nous les *Cantons Catholiques*, sçavoir *Lucerne, Uri, Schweitz, Underwalden, Zug, Fribourg, & Appenzel*, avons député des gens de part & d'autre pour les éclaircir & faire le *Traité* suivant, qui aura la même force & vertu que le premier *Traité* que Nous avons fait. L'éclaircissement des Points, dont il s'agit, est tel qu'il s'ensuit.

Premièrement, ce *Traité* sera observé & maintenu en tous ces Points, comme le précédent. & comprendra tout ce que le dis *Roi Henri* possède, soit en *France*, soit en *Navarre* ou autre part, comme aussi ce que le *Duc de Savoie* lui a cédé par le *Traité de Lion* le 17. Janvier 1601. mais sur la demande des *Ambassadeurs* des dits *Cantons*,

Et sur ce qui a été représenté de leur part, le Roi par l'estime qu'il fait de leur fidèle amitié, Et dans le dessein de les obliger, par la présente interprétation, a consenti qu'ils se réservent la protection stipulée de leur part pour les Duchés de Milan Et de Savoie, ainsi qu'ils en ont traité précédemment avec le Roi d'Espagne Et le Duc de Savoie. Et à l'égard des autres Points, où il n'est pas fait mention des dits Duchés de Savoie Et de Milan, les dits Cantons seront obligés, sous leur serment, de les maintenir, Et les faire observer, Et spécialement de ne donner aucun passage, dans les occasions aux ennemis de la France, ainsi qu'ils y sont tenus en vertu de la Paix perpétuelle, Et des autres Alliances contractées avec la Couronne. Les dits Cantons, sous prétexte de leur Alliance avec l'Espagne Et la Savoie, Et pour éviter toute surprise, ne permettront pas, conformément à la Paix perpétuelle, que leurs Troupes soient employées contre le Roi Et la Couronne de France, ni contre les Provinces Et Etats que sa Majesté possède présentement, pour à quoi parvenir, tous leurs Colonels, Capitaines, Officiers préposés Et Militaires, avant que de sortir du Pais, seront tenus de leur prêter serment dans la meilleure forme, d'observer ponctuellement Et avec fidélité, tout ce qui leur sera prescrit à cet égard dans les instructions dont ils seront munis, sous peine d'être châtiés sans rémission dans leurs corps, honneur Et biens; Et s'il arrivoit que quelques uns des dits Officiers ou Soldats eussent contrevenu à leur serment,

serment, & n'eussent point observé ce qui leur aura été ordonné avec tant de soin, les Cantons emploieront toute leur sévérité pour les rappeler, & leur faire subir les peines encouruës par la désobéissance. Si quel qu'un des dits Colonels, Capitaines, Officiers ou autres Militaires, au préjudice des Traités, de la Paix perpétuelle, de l'Alliance, & de la présente interprétation, étoit tombé dans cette contravention par le Conseil, le consentement & le crédit de quelque particulier dans les Cantons, dans quelque rang qu'il pût être, sa Majesté sera des lors quitte, envers le dit particulier, de toutes prétentions qu'il pourroit avoir contre elle, en quoi néanmoins on aura soin que les innocens ne patissent point pour les coupables, afin que l'union, entre les Cantons, n'en soit point troublée, & que par là on obvie à tous les inconveniens qui en pourroient naître.

Ce Traité particulier que les Cantons Catholiques firent avec *Henri IV.* est un effet de celui, qu'on appelloit, *Capitulat*, qui est un ancien Traité qu'ils avoient pour la conservation du *Milanois* avec le Possesseur de ce Duché, quel qu'il fût, ne regardant pas seulement la *Maison d'Autriche Espagnole*, mais telle maison qui en étoit en possession. Les Cantons Catholiques renouvellerent ce Traité du *Capitulat* en 1702. avec *Philippe V. Roi d'Espagne*, qui étoit de la *Maison de Bourbon*. Dès ce tems là on n'en parla plus. Le Prince *Eugene de Savoie* à qui l'Empereur avoit donné

le Gouvernement de *Milan* & de son Duché ne voulut pas faire les premiers pas auprès des *Suisses*, & ceux-ci ne crurent pas devoir les faire de leur côté. De sorte que ce Traité si avantageux à la Nation & au Possesseur de *Milan* paroît éteint pour jamais.

Les *Zuriquois* ne furent pas compris dans l'Alliance avec la *France*. Ils refuserent d'y entrer parcequ'ils n'y voioient pas un assez grand avantage pour leur Etat. Les *Bernois*, dit *Laufer*, étoient mécontents de la guerre de *Savoie* & de la paix de *Lion* conséquemment. Ils appréhendoient aussi pour leur *Pais de Vaud*, qu'ils auroient vû avec plaisir garanti par la *France*, & ils s'imaginoient que les Troupes *Suisses*, qui étoient stipulées par l'Alliance, ne devoient point être employées contre les Huguenots du Roiaume. *Silleri* malgré ces raisons qu' *Albert Manuel Avoier de Berne* & *Michel Ougspurger Trésorier*, lui apportèrent, en procura la Signature le vint huitieme *Avril* sur la promesse d'une lettre annexe que *Jean Jacques de Diesbach* négotia, & par laquelle cet Etat voulut s'assurer de quelques articles qui l'interessoit spécialement. Elle portoit en substance : Que tous les *Pais* & *Habitans*, sous la domination de la République de *Berne*, sans en excepter ceux qui avoient ci devant appartenus à la *Savoie*, seroient compris & entendus dans la Paix perpétuelle, de même que dans le présent Traité, tant pour les immunités, que
pour

pour le secours & l'assistance reciproque. Que l'accord fait avec le Roi Henri III. de la part des villes de Berne & de Soleure, demeureroit dans sa force & sa valeur. Que s'il arrivoit qu'il s'élevât des guerres en France au sujet de la Religion, le Canton de Berne seroit dispensé de lui fournir des Troupes, & pourroit même rappeler celles qu'il auroit alors au service de sa Majesté; & que le cas arrivant, le Roi seroit tenu de leur procurer, outre les paiemens que se trouveroient dûs, toutes les sûretés nécessaires pour repasser les frontières, au moien dequoi les Parties s'engageoient de maintenir le contenu de la Paix perpétuelle & tous les articles de la présente Alliance.

Ce ne fut pas sans peine que ce Canton parvint à une stipulation aussi distinguée; mais il y parvint au grand étonnement des Cantons, qui ont toujours marqué un grand zèle, & un vrai attachement pour la Couronne de France. Plusieurs assemblées du Sénat avoient été occupées à dresser ce projet avec tout le poids & la maturité qu'il exigeoit. Les Députés de Soleure, qui furent Jean. Jacques de Staal & Jean. George Wagner, invités comme bons voisins, d'assister aux Conférences qui précéderent les instructions sur les quelles on devoit traiter à la Cour, y avoient apporté tous leurs soins, & une négociation aussi intéressante, fut confiée, comme on la dit, à la dextérité de Jean. Jacques de Diesbach également

ment estimé dans sa Patrie par son expérience dans le militaire, & par ses grandes lumieres dans la conduite des affaires publiques. Le Sénat voulut le décorer du Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire, & en cette qualité il eut l'honneur d'avoir plusieurs audiences particulieres de *Henri IV.* avant que d'obtenir l'expédition de cette Lettre annexe. On sçut dans la suite, que ces délais avoient eu un autre motif que celui de rendre le succès de cette negociation difficile, ils donnerent occasion au Roi de s'instruire des différens interêts des Cantons, & d'entrer dans des éclaircissemens que ses Ministres n'avoient pû encore lui donner, & dont cet Envoié se trouvoit en état de lui rendre compte d'une maniere à lui laisser les impressions favorables, & conformes à la vérité, que ce Prince conserva pour cette Nation pendant tout le tems de son Règne.

La Satisfaction qu'eut *Henri IV.* de voir renouveler une Alliance, qui en comprenant le Règne à venir, passoit toutes celles qui avoient été contractées jusqu' alors avec la Couronne, lui fit concevoir le dessein d'y ajouter une solemnité extraordinaire. Il souhaita, qu'elle fût confirmée par un serment public, que les deux Parties jureroient à la face de sa capitale, ce qui n'avoit point encore été observée. La proposition fut reçue avec empressement dans les Cantons. La Diette

Diette assemblée à Soleure se hâta de nommer ceux qui devoient composer cette Ambassade, & les Alliés du Corps Helvétique, compris dans le Traité, sçavoir les Grisons, le Pais de Saint Gal, le Valais, les Villes de Mulhausen, de Rothweil, & de Bienne s'y étant joints, tous les Députés, au nombre de quarante, partirent de la Ville de Soleure, qui fut le rendez-vous. La Cour avoit envoyé des ordres sur la route pour qu'il ne manquât rien à la manière de les recevoir. Les villes de Dijon & de Troie furent celles qui s'y distinguèrent le plus. A mesure que les Ambassadeurs approcherent de Paris, ils virent redoubler les égards pour eux de la part d'un Roi, qui fût toujours paroître Grand & affable dans toutes les actions de sa vie. Le Duc de Montbazou fut nommé pour aller au devant d'eux à moitié chemin de Charenton, avec un cortège de cent vingt Gentilshommes choisis; chaque Député en ayant deux à ses côtés. On marcha ainsi jusqu'à la Porte de Saint Antoine, où le Prévôt des Marchands à la tête des Echevins, après les avoir harangué, se joignit à leur entrée dans Paris.

Dés le lendemain, que fut le quinze d'Octobre, le Duc d'Eguillon, accompagné de cinquante personnes de la première qualité, les conduisit au Louvre depuis l'Hôtel du Chancelier, où ils avoient été invités à dîner. La réception chez le Roi ne fut par moins distinguée.

guée. Ils trouverent à l'entrée de la Cour le *Duc de Montpensier*, avec un grand nombre de Chevaliers des ordres du Roi, & le *Comte de Soissons* accompagné des principaux Officiers de la Couronne, les aiant reçus au bas du degré, ils arriverent bien tôt en présence du Roi, au milieu de ses Princes du sang. & d'une Cour nombreuse. Après que *Henri IV.* en les abordant, leur eut touché dans la main en signe d'Amitié & d'Alliance, il répondit dans les termes les plus obligeans au discours que prononça *Jean Rodolphe Sager*, *l'Ancien Avoier de Berne*, comme chef de l'Ambassade. De là ils furent introduits chez la Reine, où ils trouverent un abord également gracieux; & après que le lendemain on leur eut fait voir le Dauphin, âgé pour lors d'environ un an, sur la tête de qui reposoit déjà leur Alliance, on fut occupé pendant quelques jours à mettre la dernière main au Traité, & aux autres actes qui pouvoient y avoir rapport avant que de parvenir au serment solennel, dont la cérémonie se fit le vint du même mois dans l'Eglise Cathédrale de *Nôtre-Dame*, où le concours des Grands & du Peuple ne laissa rien à desirer pour donner à cette action tout le relief, & l'autenticité possible.

Les Députés des Cantons ne purent entendre. sans être sensiblement touchés, les expressions que le Roi emploia dans le discours, qui précéda la prestation du serment. Après
avoir

avoir rappelé les événemens où la Couronne de France avoit trouvé des ressources dans l'amitié, la fidélité & la constance de la Nation *Helvétique*, il les assûra que son retour, en ce qui le regardoit personnellement, étoit assez sincère pour qu'il contribuât de tout son pouvoir à la maintenir dans les Droits. & Privilèges qu'elle s'étoit acquise par sa valeur, & qu'il seroit prêt de marcher en personne pour la défendre dans les occasions. Cette cérémonie mémorable fut suivie d'un repas somptueux, que l'on servit dans le Palais Episcopal. On plaça à la même table d'un côté, tous les Ambassadeurs, suivant le rang de leurs Cantons, & de l'autre, on y vit les *Princes de Conlé, & de Conti, le Comte de Soissons, le Connétable, les Ducs de Montpensier, de Nemours, & d'Eguillon, les Comtes d'Auvergne, de Sommeville, & plusieurs autres Seigneurs de la première distinction.*

Le Roi qui avoit dîné dans un appartement séparé parut dans la salle sur la fin de ce grand repas ; il étoit accompagné des *Cardinaux de Joëuse & de Gondi*, & la vûe de ce spectacle l'ayant porté à donner plus d'ouverture à sa cordialité, il se joignit lui-même aux Seigneurs de sa Cour, pour boire à la santé de ces nouveaux Alliés. Tout se termina par des acclamations publiques, & par des feux de joie, qui parurent cette nuit là dans Paris. L'audience de congé que le Roi accorda peu
de

de jours après à ces Ambassadeurs n'eut rien qui ne répondît parfaitement à l'accueil favorable qu'ils avoient trouvé à leur arrivée & pendant leur séjour à la Cour. La sagesse de leur conduite, leurs discours mesurés & circonspécts, un air de franchise, soutenu d'une grande prudence, y laisserent de leur côté toutes les impressions avantageuses, que ces qualités réunies & éloignées de toute ostentation, devoient faire sur les esprits.

Le *Vicomte de Silleri* qui étoit revenu en même tems en France, pour remplir bien tôt après un des premiers postes dans le militaire, moins étonné que ceux qui n'avoient point été à portée, comme lui, de connoître le caractère de cette Nation, assùroit, qu'il étoit plus difficile de soutenir le flegme & la sagacité des Diettes dans les négociations, que d'être en garde contre les artifices des Cours les plus raffinées.

Après que *Silleri* eu dit au Roi, que *M. de Vic* & lui avoient conclu le Traité d'Alliance entre S. M. & Messieurs des Liges, suivant ce qu'il avoit plu au Roi de commander, *Jean Rodolphe Sager Avoier de Berne* pris la parole, & tint à *Henri IV.* le discours suivant. Très Haut, très Illustre & très puissant Prince, Roi très Chrétien; Allié & Confédéré, les Traités d'Alliance qui ont cy devant esté entre les Roys de France prédecesseurs de votre Majesté de très heureuse memoire, & Messieurs des Liges nos Seigneurs & supérieurs, lesquels avoient pris fin après la

decès

décès du feu Roy Henry III. ont de tout tems été
 reconnus si utiles à l'un & à l'autre Etat, que nos
 dits Seigneurs auroient avec plus d'affection em-
 brassé l'occasion de la favorable recherche que votre
 Majesté a fait faire du renouvellement d'iceux par
 Messieurs de Sillery & de Vic, desquels elle aura
 été plus amplement informée de tout ce qui a été
 négocié & traité pour la conclusion d'un si sain
 œuvre, en plusieurs Diettes & assemblées qui pour
 ce regard ont été tenues à Soleure & ailleurs. Et
 comme il ne reste plus rien pour l'entier accom-
 plissement d'iceluy, que la prestation du serment
 qui en semblables occasions a accoustumé d'être solem-
 nellement fait, nos dits Seigneurs nous ont envoyés
 devers votre Majesté, avec pouvoir de se faire,
 & pour lui témoigner aussi combien ils estiment
 & font état de l'honneur qu'il a plu à votre Majesté
 de leur faire par une telle recherche qui montre
 l'affection & bienveillance qu'à l'exemple de ses
 prédécesseurs Rois elle porte à notre Nation,
 de la quelle comme il se ressentent très obligés,
 aussi nous ont-ils très expressement enjoint de l'en
 remercier très humblement, & de lui offrir de
 leur part en revanche, en toutes les occasions, qui
 se presenteront, leur très humble service, & tout
 ce qu'elle peut desirer & attendre de ses vrais &
 entiers Alliés & Confédérés, conformément & sui-
 vant le dit Traité d'Alliance. Nous nous assurons
 Sire, que tout ainsi que nous promettons au nom
 de nos dits Seigneurs, de garder fidèlement & de
 bonne foy, tout ce qui est contenu en iceluy, que
 Tome X. I aussi

aussi votre Majesté en fera de même, ainsi qu'il appartient à vrais & loyaux amis, Alliés & confédérés. Nous sommes donc comparus aux commandemens de votre Majesté, pour avec elle mettre la dernière main à ce saint œuvre, sur lequel nous supplions Dieu de verser ses saintes bénédictions pour servir premierement à son honneur & gloire, puis au contentement & repos de tous les gens de bien, & particulièrement des deux Etats Alliés. Qu'il lui plaise aussi conserver votre Majesté, & Monseigneur le Dauphin notre nouveau Allié, en toute prospérité, vous donner un long & paisible Règne, très-heureux, & très-longue vie.

Le Roy étant de bout la tête couverte, & tous les assistans tête nue, repondit en cette sorte. Messieurs, j'ay désiré de renouveler les Traités de Paix & d'Alliance, qui ont si long tems & heureusement continué entre les Rois mes prédécesseurs & Messieurs des Liges, pour les grandes estimes, que je fais de la vertu & valeur de votre Nation, la quelle je pense avoir éprouvée plus que pas un de mes prédécesseurs, d'autant qu'aux victoires & heureux succès qu'il a plû à Dieu me donner, j'ai été heureusement assisté de ceux de votre Nation, qui ont participé avec moi en l'honneur de mes victoires, ce qui me fait les aimer & estimer d'avantage. Et partant vous pouvez attendre de moi, toute affection & bien vaillance qui se peut esperer du Prince votre meilleur ami, Allié & Confédéré, & comme j'estime & accepte très-volontiers les offres de votre secours, je promets aussi

aussi en foy & parole de Roy qui n'ay jamais manqué en mes promesses, de vous assister de toutes mes forces & moyens, voire de ma propre personne, à l'encontre de ceux qui voudroient opprimer votre Liberté, ou entreprendre à votre préjudice. Ce que je vous prie croire avec toute assurance, comme procedant de la pure & vraie sincérité de mon cœur, étant près de jurer avés vous le *Traité d'Alliance*, avec intention de l'observer inviolablement en toute rondeur & franchise, comme j'ai donné charge à Monsieur le Chancelier vous dire plus amplement de ma part.

Nicolas de Praroman, Avoier, & Jean Python, Trésorier, furent les deux Députés du Canton de Fribourg.

Loüis XIV. à qui l'Europe décerna le nom de *Loüis le Grand*, comme elle l'avoit donné à *Henri IV*, imita ce dernier Prince, lors qu'il souhaita que l'Alliance, qu'il renouvela en 1663 avec les *Suisses*, fût solemnisée à *Paris*, de la maniere que *Henri* l'avoit fait. On y observa les mêmes cérémonies, & les Ambassadeurs n'y furent pas moins honorés. Tous les Cantons y entrèrent, & *Zurich* ne trouva rien qui dût l'empêcher de se joindre aux autres. Elle est conçue en ces termes.

A Tout soit Notoire : Comme ainsi soit que par ci devant & dès longtems, il y a eu Paix, Amizé, Alliance & bonne intelligence entre les Rois Très. Chrétiens, & les Magnifiques Seigneurs des anciennes Liges des Hautes Allemagnes ; & afin

que la bonne amitié & bonne intelligence fût toujours conservée & non jamais altérée ni interrompue, dès le tems de Charles VII. Il en auroit été fait Accord & Traité par écrit pour durer à perpétuité, lequel Traité fut depuis confirmé par le Roi Louis XI. qui depuis auroit encore ajoûté un autre Traité d'Alliance, qui contenoit d'autres conventions & conditions plus amples & plus expressees, pour assurer un mutual secours des uns aux autres pendant la vie du dit Roi, après le décès duquel le Traité d'Alliance auroit été renouvelé & continué par les Rois Charles VIII. & Louis XII. jusqu'au tems du Roi François I. de ce nom, avec lequel fut fait le Traité de Paix & amitié perpétuelle entre les Rois & la Couronne de France, & tous les Pais des Liges, pour être à jamais inviolablement observée tant d'une part que d'autre. Et peu après fut fait encore un autre Traité plus étroit d'Alliance pendant la vie du dit Roi & quelque tems après, lequel étant expiré, la dite Alliance auroit été renouvelée par les Rois qui ont depuis succédé à la Couronne de France, & auroit toujours heureusement continué au bien commun de l'une & de l'autre Nation. A cette cause Nous Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien, de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Gênes &c. & Nous les Bourguemestres; Avoiers, Landammans, Conseillers & Communautés des Villes, Pais, & Seigneuries des anciennes Liges des Hautes Allemagnes; ensemble les Alliez, Amis, & Combourgeois de Zurich,

rich, Berne, Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, dessus & dessous le Boïs, Zug, avec des Offices extérieurs, Glaris, Bâle, Fribourg, Soleure, Schaffhausen, Appenzel, l'Abbé de Saint Gal, & les Villes de Saint Gal, Mulhausen & Bienne.

A Tous présens & à venir, certifions par ces Présentes, que suivant l'exemple de Nos Prédécesseurs, Nous aurions le deuxième Juillet 1653, huitième Février, deuxième, cinquième, sixième, huitième, dixième, quinzième Mars, & vingtième Avril mille six cents cinquante cinq, & le premier Juin mille six cents cinquante huit, négocié, fait, & conclu une bonne Alliance, Confédération, & mutuelle intelligence pour la sûreté, défense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Roiaumes, Duchés, Principautés, Villes, Pais, & Seigneuries, Droits, Terres, & sujets quelconques, que Nous avons & possédons tant deçà que de là les monts, par nos Ambassadeurs ordonnés de part & d'autre, avec amples, & suffisans pouvoirs pour traiter & conclure la dite Alliance. Mais d'autant qu'il en a été dressé deux Actes ou Instrumens, l'un avec une partie de Nous les diss Cantons, & l'autre avec l'autre Partie, les quels deux Instrumens Nous désirons rédiger en un; & que d'ailleurs il a plu depuis à Dieu par sa bonté & Miséricorde, de faire cesser la guerre entre les Princes Chrétiens, par le moyen de la Paix que Nous, Louis Roi, avons eu agréable de faire en l'année 1659, & notre Mariage

I 3

fait

fait, & célébré en même tems, auquel sa divine Bonté a donné sa bénédiction par un heureux commencement de Lignée. Surquoi Nous, Louis Roi, voulant que notre Fils qui avec l'assistance Divine Nous succedera à la Couronne, soit élevé dans la bienveillance & amitié que les Rois nos Prédecesseurs, & Nous à leur exemple, avons eüe continuellement pour nos très chers, grands amis Alliés & Confédérés des dites Lignes des Hautes Allemagnes, & desirant qu'en cette considération il ait part à la susdite Alliance & Confédération; & Nous les Cantons & Confédérés susdits, voulant complaire à sa Majesté sur ce sujet, pour lui témoigner & à sa Maison Royale, notre affection & observance perpétuelle. Après une mûre délibération Nous Louis, Roi Très Chrétien susdit, par Messire Jean de la Barde Chevalier, Marquis de Marolles sur Seine, Seigneur de Moteux & Langlée, Conseiller ordinaire en tous nos Conseils, & notre Ambassadeur extraordinaire en Suisse. Et Nous les dits Cantons, Alliés & Confédérés ci-dessus, par nos Ambassadeurs commis, ordonnés instruits amplement autorisés, & par Nous commandés, avons en confirmant tout ce qui a été fait & conclu entre Nous respectivement, les dits jours & an que dessus: & tout ce qui a été par Nous Louis, Roi, accordé en suite aux dits Cantons & Alliés, sans rien excepter, pour être le tout exécuté par les Parties dénommées au présent Traité, renouvelé & renouvelons, pour les deux raisons sus dites, la dite Alliance, Confédération & mutuelle intelligence,

gence, la quelle Nous les dites Parties, voulons & entendons être de bonne foi, entièrement & inviolablement observée en toute amitié pure & sincérité entière, en tous ses Points & articles, suivant ce qui sera plus amplement écrit ci après, sans toute fois rien innover, diminuer ni ajoûter au Traité de Paix perpetuelle, fait & passé avec le Roi François Premier, de très-haute & loüable mémoire, & sans Nous en vouloir départir ni y rien changer, si non en ce qui seroit déclaré par le présent Traité, lequel a été convenu & accorde ainsi qu'il en suit.

Premierement. Que Nous recevons l'un & l'autre de bonne foi en vrais & entiers Alliés, sans aucun dol, fraude, ni déception, pour le repos, défense & conservation de nos Personnes, Honneurs, Roiaumes, Duchés, Principautés, Pais, Terres, Droits, Seigneuries & sujets, que présentement Nous avons, tenons & possédons, tant deçà que delà les monts, en quelque part & lieu que ce soit, voulons & entendons que la présente Alliance dure tant & si longuement qu'il plaira à Dieu pour son service, donner vie à Nous Loüis, Roi, & à notre dit Fils, qui avec l'aide de sa Divine Bonté, Nous succedera à la Couronne, & huit ans après le decès de Nous & de notre dit Fils.

II. Et Cependant Nous Loüis, Roi, & notre dit Fils; ni Nous les Cantons des Alliés, en général ou en particulier, n'aurons pouvoir de Nous désister ni quitter la présente Alliance, pour

quelques Capitulations, Contrats, au Conventions faites ou qui pourroient être faites entre Nous des Lignes ou autrement, en quelque sorte que ce soit, renonçons à toutes Capitulations, particulièrement. Et généralement qui pourroient occasionner aucuns de Nous les Lignes, de Nous désister ou départir de la présente Alliance, sinon qu'il y eût causes raisonnables déclarées par droit, suivant le Traité de la Paix perpetuelle.

III. Et si durant cette Alliance Nous Loüis, Roi, ou nôtre dit Fils qui nous succedera, étions envahis ou molestés par Guerre en nos Roiaumes, Duchés, Principautés, Pais, Droits Et Seigneuries, que présentement avons Et possedons tant deça que delà les monts, comme dessus est dit, par qui que ce fût, de quelque état Et dignité, qu'ils puissent être sans nul excepter; Nous pourrons lever des gens de pied des Lignes, pour la tuition, Et défense de nos dits Roiaumes, Duchés, Principautés, villes, Pais, Droits, Et Seigneuries, tel nombre qu'il Nous plaira, toute fois non moins de six millo Et non plus de seize mille, avec le consentement Et non autrement de Nous des Lignes; auxquels Soldats, Nous Loüis, Roi, ou nôtre dit Fils Et Successeurs, pourront élire Et donner des Capitaines suffisans de bonne renommée, selon nôtre vouloir Et intention à nos dépens, de tous les Cantons Et de leurs perpétuels Alliés: étant les dits Gens de Guerre à Nous des Cantons Et Alliés requis Et demandés, Et que iceux ensemble leurs Capitaines, veuillent aller Et marcher au service

service & secours de sa Majesté, Nous ne pourrions & ne devons en aucune maniere les retarder, mais sans aucun délai dix jours après avoir été demandés, les y laisser marcher sans autre mandement ni déclaration.

IV. Et doivent les dits Capitaines & Soldats demeurer & persévérer au service de Nous Loüis, Roi, ou de nôtre dit Fils, & Successeur, tant que la Guerre durera & qu'il Nous plaira, & ne seront des Liges rappelés jusques à ce que la Guerre soit entièrement finie, & eux soldoies aux dépens de Nous Loüis, Roi, ou de nôtre dit Fils, en la façon accoutumée. Mais si cependant Nous de Liges étions chargés de Guerre en nos Pais, Terres & Seigneuries, tellement que tout dol & fraude exceptées, ne puissions donner au Roi Très-Chrétien les dits Gens de Guerre sans nôtre grand dommage & moleste; tel cas avenant Nous en serons pour cette fois francs & quittes, & aurons pourvoir de révoquer iceux Soldats sans nul délai. Et Nous Loüis, Roi, ou nôtre Successeur, à iceux Soldats révoqués, donner congé.

V. Et si tôt que Nous, des Liges serons déchargés de telle guerre faite à l'encontre de nos Pais, comme est dit ci dessus, Nous permettrons en vertu de la présente Alliance à nos dits Soldats & Gens de Guerre, d'aller & retourner au service de sa Majesté, ou de son dit Successeur, à la premiere requête, comme ci-dessus est déclaré, & accordé.

VI. Et s'il advenoit durant la Guerre que sa Majesté Très- Chrétienne, ou son dit Successeur, se trouvat ou voulut se trouver en propre personne en quelque lieu & endroit que ce fût à l'encontre des ses ennemis, elle ou son dit Successeur, pourra lever à ses dépens, tant de Capitaines & Soldats, qu'elle voudra, & que lors lui semblera, toute fois non moins de six mille, & élira les Capitaines d'un chacun Canton de Nous les Liges, & de nos perpetuels Alliés, comme est dit ci- dessus.

VII. Nous Loüis, Roi, ou nôtre dit Fils & Successeur, ne pourrons & ne devons départir les dits Capitaines & Soldats durant la Guerre actuelle, sans l'avis & consentement de leurs Colonels & Capitaines, mais les laisser ensemble. Et toutefois la furie de la Guerre étant passée, les pourrons mettre ça & là en Garnison pour la tuition & defense de nos Villes, Places, Châteaux, & autres endroits de nôtre obéissance, réservé qu'ils seront seulement emploies par terre & non par mer.

VIII. Etant au surplus accordé que nous donnerons à chacun Soldat pour la Solde d'un mois, comptant douze mois en l'an, quatre florins & demi du Rhin, ou la valeur d'autant, selon les Pais es quels le paiement sera fait; & commencera leur paiement à l'heure qu'ils partiront de leurs maisons par commendement de celui qui aura charge de faire la levée pour aller en nôtre service; & la levée étant faite & les Soldats déjà re-

gus au service, leur sera païé la Solde de trois mois, encore que les eussions retenus si longtems en nôtre service, & leur sera païé la Solde du premier mois avant le partement de leur País, & les deux autres es lieux commandés & convenables, ainsi que l'occasion s'en présentera.

IX Et au cas que Nous retenions les dits Gens de Guerre outre les dits trois mois, Nous serons tenus de donner à un chacun de mois en mois & au commencement du mois, quatre florins & demi par mois, comme dit est. Si non quand ils seront licentiés qu'on leur paiera raisonnablement pour retourner en leur País. Et quant aux Capitaines, & Lieutenants, Porte Enseignes & Officiers, ils seront par Nous soldoïés selon la coûtume des defunts Rois nos Prédecesseurs de haute & loüable memoire.

X. Et s'il avenoit que pendant la continuation de la Guerre, par nôtre commandement, ou de nos Lieutenans Généraux en l'armée, il se donnât Bataille, en laquelle eussions victoire par l'assistance des dits Gens de Guerre Suisses, ou bien que les dits Suisses fussent pressés & forcés au combat par nos Ennemis, tellement qu'il s'en ensuivit Bataille, & victoire, Nous Loüis, Roi, comme aussi nôtre dit Successeur, usants de l'inclination naturelle que Nous avons toujours portée & portons à l'endroit de leur Nation, le dit cas venant, voulons & entendons donner aux Soldats la paie d'un mois outre la courante, pour leur appointement ordinaire; ce que Nous serons tenus faire paier & délivrer.

délivrer avant que les licentier & envoyer en leur Pais.

XI. Et pour le regard de Nous des Lignes & de nos Alliés, ou il aviendroit que serions molestés par Guerre en nos Personnes, Pais, sujets & Seigneuries, par quelque Prince ou Seigneur de quelque état on qualité qu'il fût, en ce que présentement nous possédons, sa Majesté sera tenue ou son dit Successeur, après les avoir requis pour la conservation de nos sujets, Pais & Seigneuries, tant que la Guerre durera, de nous envoyer deux cens Lances & douze pièces d'Artillerie sur roues, six grosses & six moyennes, ensemble toutes les munitions à ce nécessaires & appartenantes, le tout aux dépens de sa Majesté.

XII. Et davantage pour l'entretienement de la Guerre, tant quelle durera, sa Majesté ou son dit Successeur, sera tenuë Nous faire donner & fournir en la ville de Lion par chascun quartier d'an, vint-cinq mille écus, fût elle chargée de Guerre ou non. Et si Nous des Lignes aimons mieux au lieu des deux cens Lances, deux mille écus par chascun quartier d'an, outre la dite somme de vint-cinq mille écus, sera à nôtre choix de prendre les deux mille écus au lieu des deux cens Lances; & Nous sera païé cette somme en même sorte & maniere que les dits vint-cinq mille écus, & en ce faisant, sa Majesté ne sera obligée de Nous envoyer aucuns Gens d'armes; & la guerre finie, Nous de Lignes serons obligés à la restitution & renvoi des douze pièces d'Artillerie ci-dessus mentionnées,

tionnées, en cas qu'elles ne fussent perduës, & qu'à nôt're Requête elles eussent été renvoïées.

XIII. Et si sa Majesté, & son dit Successeur, ou Nous, tombions en guerre avec qui que ce soit, est accordé que l'un ni l'autre ne fera Paix avec l'ennemi sans le sçû de l'autre Partie, & sans la comprendre au Traité qui se fera pour Paix ou Treve; néanmoins il demeurera en la liberté, option, & choix de celui qui sera ainsi compris, d'accepter la dite compréhension, ou la laisser, ainsi qu'il avisera pour le bien & commodité de ses affaires.

XIV. L'une ou l'autre Partie ne pourra & ne devra prendre en sa protection ni Combourgeoisie, les sujets de l'autre Partie, ni souffrir ni donner passage aux ennemis adversaires, & bannis, mais iceux de tout leur pouvoir, déchasser & rejeter, selon le contenu au Traité de la Paix perpétuelle, avec leur soin & diligence, ainsi qu'il appartient entre bons amis & Alliés, en outre tenir par tous les passages ouverts, afin que sans empêchement puissions respectivement survenir à nos Pais, Terres & sujets, en quelque part & endroit que ce soit, secourir & aider à nos amis, en vertu de la présente Alliance.

XV. Et afin que les dits sieurs des Liges connoissent clairement la sincère amitié que Nous Louis, Roi, leur portons: Nous voulons & Nous plaît comme fera aussi après Nous nôt're dit Fils & Successeur, dorſenavant, tant que cette Alliance durera, donner annuellement à chacun Canton des Liges

Ligues, outre les deux mille francs qu'ils ont eu par ci-devant du Roi François premier de ce nom, nôtre grand oncle, de haute & loüable memoire, par le Traité de Paix perpétuelle, encore mille francs de cruë, & s'en fera le paiement à chacun des dits Cantons, au tems & terme, en la forme & maniere que les pensions des deux mille francs seront païées : à sçavoir, qu'elles seront païées comptant & sans aucun délai à Lion. au jour de Nôtre. Dame de Chandeleur ; & en défaut de ce que les Ambassadeurs attendissent & demeurassent plus de huit jours au dit Lion. Nous serons tenus leur paier leurs dépens, qu'outre les dits huit jours ils pourroient faire.

XVI. Ensemble Nous voulons & entendons aussi donner annuellement aux Alliez & Confédérés des dits sieurs des Ligues & de Nous, tant que cette Alliance durera ; outre les Pensions générales qu'ils reçoivent presentement, par vertu du dit Traité de Paix, pour augmentation d'icelles Pensions à chacun Allié la moitié de la somme de la Pension générale, la quelle moitié sera païée aux dits Alliez, en la forme & maniere que les Pensions générales sont ordinairement fournies & païées.

XVII. Et est aussi accordé que si par occasion de quelque Guerre, la Traitte du sel étoit à Nous des Ligues refusée des lieux des quels Nous pouvons & avons de coütime d'en avoir ; alors sa Majesté ou son dit Successeur Nous permettra la Traitte du dit sel, & d'autres viures pour nôtre provision & necessité, tous ainsi & au même prix que

que ses sujets l'achètent es Pais de son obeissance. Toutefois quand aux Péages seront traités comme il est accoustumé.

XVIII. Et pour autant que les Traités de Paix & amitié doivent sans aucun changement demeurer en leurs articles, force, & vigueur, & qu'à cause de la justice des personnes qui ont prétentions ou querelles, il se trouve quelque obscurité sur ce, a été conclu que si aucun des Liges avoit ci-après action & demande à l'encontre de sa Majesté ou de son dit Successeur, pour quelque cause que ce soit; alors le Demandeur donnera à entendre sa prétention & querelle à ses Seigneurs & Supérieurs; & si les dits Seigneurs & Supérieurs déclarent & connoissent que la cause soit juste & raisonnable pour être poursuivie, le Demandeur sera tenu le faire entendre aux Ambassadeurs de sa Majesté ou de son dit Fils & Successeur, étant aux Liges; & au défaut d'Ambassadeur, les Seigneurs & Supérieurs du Demandeur en écriront au Roi, le priant & admonestant de satisfaire à leur sujet. Et au cas que sa Majesté lui satisfait tellement qu'eussions raison de Nous contenter, lors le Demandeur comme satisfait se tiendra pour content, sans plus en molester sa Majesté, ni ses Ambassadeurs; mais où sa Majesté ne donneroit provision raisonnable au dit Demandeur sur les prétentions, alors la Partie poursuivante pourra faire venir sa Majesté devant les Juges... & le cinquième, & en cet endroit user de justice. Et au cas que sa Majesté à notre demande n'en-
voïe

voit ses deux Juges, ainsi qu'il est porté par le Traité de Paix, & qu'elle ne voulût repondre . . . est arrêté que les Juges de Nous les Liges, sur la plainte du Poursuivant & Demandeur donneront & pourront donner leur sentence qui aura force & vigueur, tout ainsi que si les quatre Juges avoient sentencé, arrêté & prononcé : & ce qui sera ainsi jugé de bonne foi, sera satisfait & païé, bien entendu que le réciproque s'observera à l'endroit de sa Majesté ou de son dit Successeur & de ses sujets, où ils auroient action à l'encontre des Liges en particulier & en général.

XIX. Et si entre les sujets de Nous Louis Roi, & des Liges avenoit querelle, prétention ou demande, pour quelque chose que ce fût; les Demandeurs seront tenus chercher les Defendeurs aux Lieux & Jurisdicions où ils seront demeurans & residens, auxquels sera fait bonne & brieve justice, selon le contenu de la Paix.

XX. Et suivant que les Traités de Paix d'entre la Couronne de France & Nous des Liges, contiennent comme les Marchands de Nous les Liges doivent être traités, quant aux Peages & subsides demeurera le tout en son entier comme du passé & sans aucune innovation : Et pourront les Marchands, Pelerins, Messagers & autres des deux Parties qui trafiqueront & negocieront des uns aux autres Païs, sûrement & sans aucun empêchement, en corps & en biens, librement & à leur volonté, aller, venir, séjourner & demeurer dans le Pais, de l'une & de l'autre partie, sans fraude ni déception.

XXI. Et au demeurant accordé que le présent Traité, ainsi que le précédent, s'étendra à la tution & défense de toutes les Seigneuries & Terres que nôtre grand oncle François I de ce nom, de haute & loüable mémoire, tenoit & possédoit tant deça que delà les monts, du tems que l'Alliance fut faite entre lui & Nous des Liges, en l'an 1521. pourvuë que Nous Loüis, Roi, ou nôtre dit Successeur, puissions recouvrer les dits Païs, des quels présentement sommes frustrés, de nous mêmes, & sans l'aide des Liges, tellement que lors nos dits Alliés seront tenus en vertu de la présente Alliance, de Nous donner aide & secours pour la conservation des dits Païs, ainsi qu'il est déclaré des Païs & Terres que Nous possédons à présent.

XXII. Et d'autant que les dites Terres & Seigneuries possédées par nôtre dit grand oncle en l'an 1521. ne sont en nôtre possession : Cependant Nous des Liges, refuserons tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & quelque qualité & dignité que ce puisse être, ou soient ceux qui voudroient ce conquérir.

XXIII. En cette Alliance sont de la part de Nous Loüis, Roi, & de nôtre dit Successeur, réservés le Pape, le Saint Siège Apostolique, le Saint Empire, les Rois de Suede, de Portugal, de Dannemarck, de Pologne, la Seigneurie de Venise, & le Duc de Savoie. Et de la part de Nous des Liges, sont réservés le Pape, le Saint Siège Apostolique, le Sacré Collège, le Saint Empire, toutes nos Franchises & Libertés, tous droits

de Bourgeoisie, la Maison d'Autriche & de Bourgogne, & toutes les anciennes Lettres, sceaux, contrats, intelligences, & Confédérations, Paix Civiles & tous nos Alliés & Co. Alliés, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Médicis. Et s'entend la dite réserve au cas que quelqu'un d'entre Nous les dites deux Parties voudroit endommager, envahir ou molester par Guerre les dits réservés.

XXIV. Et si aucuns des réservés des dites deux Parties vouloient envahir, molester ou endommager par Guerre ou autrement, directement ou indirectement, l'une ou l'autre Partie es Roiaumes, Pais, Terres, Duchés & Seigneuries, que de présent elle tient & possède & a droit, tant-deça que delà les monts, lors l'autre Partie sans égard ni considération, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée ou assaillie contre les Agresseurs, molestans ou Assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, Nous des dits Cantons & Alliés déclarons quelle est & sera toujours purement & expressément réservée & préférée à toute autre Alliance des autres Princes & Potentats qui se trouveront postérieurs à l'an 1521. depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient les dits Princes Potentats, & quelque chose qu'il puisse y avoir au contraire, & sur ce Nous les dites deux Parties, à sçavoir Nous Loüi, Roi Quatorzième, Roi Très-Chrétien de France

& de Navarre, Duc de Milan, Comte
 d'Ast, Seigneur de Gènes, &c. & Nous les dits
 Bourguemestres, Avoiers, Landammans, Con-
 seillers, Bourgeois, & Patriots de la grande &
 ancienne Ligue des Hautes Allemagnes, ensemble
 nos dits Alliés, amis & Confédérés, avons accepté,
 conclu, & arrêté cette susdite Alliance, Confédé-
 ration, Obligation, Intelligence auxiliaire, avons
 juré & promis, jurons & promettons par la pré-
 sente pour Nous, & pour nos dits Successeurs de
 l'observer & exécuter de parole & d'effet, ferme-
 ment & inviolablement en tous ses Points & ar-
 ticles, comme ils sont écrits ci devant, & ont
 été accordés conclus, & acceptés par les Ambassa-
 deurs de Nous les deux Parties; ne prétendant
 pas toutefois en ce faisant, d'avoir rien traité
 contre la Paix perpétuelle, ni y touché, ou icelle
 diminuée ni infirmée en aucune chose qui y puisse
 déroger; mais Nous la voulons derechef confirmer,
 & corroborer, & à icelle entièrement demeurer.
 En témoin de ces choses susdits Nous avons de part &
 d'autre commandé d'apposer nos sceaux à ces Pré-
 sentes Lettres, dont l'une est en François & l'autre
 en Allemand, toutes deux de semblable substance
 & teneur. Et non obstant la présente conclusion,
 Nous avons laissé lieu à ceux d'entre nos Alliés,
 qui n'auroient encore accepté la présente Alliance
 d'y entrer, ce qu'ils feront ou pourront faire, &
 se déclarer à leur volonté & commodité. Fait à
 Soleure le quatrième Septembre 1663.

Il est vrai, qu'on prétend, qu'on a gardé dans la solemnisation de cette Alliance les mêmes cérémonies, qu'on observa dans celle qui se fit à *Paris* du tems de *Henri IV.* cependant il me paroît, qu'il est permis d'en douter, & mon scrupule n'est pas sans fondement, car sur les trois propositions que l'Ambassade Helvétique fit faire à sa Majesté Louis XIV. les deux premières ne souffrirent aucune difficulté; les Ambassadeurs Suisses furent traités d'*Excellences*, & ils eurent le pas d'honneur en entrant dans la ville de *Paris*, comme cela étoit arrivé l'année 1602. mais ils ne parlèrent point au Roi le chapeau sur la tête, comme cela devoit être, & comme il conste, que cela se fit à l'égard de *Henri IV.* selon la Relation Françoise, dont les Introduceurs des Ambassadeurs *Messieurs de Berlize & Bonnoeil* se servirent pour prouver aux Suisses que le Roi seul avoit la tête couverte. *Le Roi étant de bout la teste couverte, & tous les Assistans teste nue, repondit en cette sorte*, sont les expressions originales de cette Relation, que les Ambassadeurs de la Nation ne sçurent ni distinguer, ni développer. Les assistans ne peuvent pas être censés les Ambassadeurs Suisses, eux qui étoient les contractans avec sa Majesté; La Cour. les Princes, les Généraux & la haute Noblesse qui environnoient le Trône, sont ces assistans qui étoient tête nue, comme il leur convenoit. Les Députés d'*Uri, de*
Schweitz,

Schweitz, de Bâle, de Fribourg, de l'Abbé de Saint Gal & de la République de Valais en curent bien faire la différence, mais aiant été obligés de se soumettre aux *Majors*; ils cédèrent malgré eux, & on fit cette faute, qui a empêché en 1744. que le *Corps Helvétique* n'ait eu l'honneur de complimenter *Louis XV.* glorieusement Rénant à *Straasbourg*. Les Députés d'*Uri* furent. *Charles, Antoine Püntener, Landamman, & Jean Antoine Schmid* Conseiller. De *Schweitz*, *Loup, Thierry de Rending* ancien *Landamman*. & *Gaspar Abyberg*. De *Bâle*, *Benoit Sozin* *Tribumaitre*, & *Jean Roltolphe Burckhart*, *Chancelier*. De *Fribourg*, *Antoine Pyihon*. & *Jean de Castella*, tous deux *Conseillers*. De l'*Abbé de Saint Gal*, *Fidèle de Thurn*, *Grandmaitre*; & de la *République de Valais*, *Etienne Kalbermatter*, *Chevalier*, & *Gaspar Stockalper* *Chevalier & Chancelier*.

Ces sages Députés représenterent aux autres les conséquences de cette démarche; ils dirent: qu'on auroit mieux fait de parler & de convenir du Cérémoniel dans le Pais, que d'attendre le moment qu'on alloit entrer dans le Louvre pour le régler; cette reflexion fut très à propos renouvelée à *Baden* en 1744. par les Députés de *Berne*, elle servit à éviter la bévue qu'on fit en 1663. cette négociation fut singulière; mais comme les Négociateurs sont encore pleins de vie, il me paroît inutile de la rendre publique; je la conserve dans d'au-

tres ouvrages *, où on la trouvera dans son tems. Cette maison de *Castella*, suivant *M. Leu*, tire son origine de *Chamberi*; on en trouve la Généalogie dans le Dictionnaire de cet Auteur, où on renvoie le Lecteur.

Le seul préambule de ce Traité suffiroit pour faire voir dans quelle considération le *Corps Helvétique* étoit auprès d'un aussi grand Roi, & qui dès-lors annonçoit ce qu'il alloit être à l'égard de toute l'*Europe*. Plusieurs Cantons aiant trouvé, que quelques-uns des articles pouvoient souffrir diverses interprétations, tant par rapport à leurs Etats en particulier, qu'à l'égard de tout le Corps en général, on dressa en même tems deux actes séparés, sous le nom de Lettres annexes, qui devoient avoir la même force que le Traité. On y convient de la liberté, que les Troupes des Cantons Protestans auroient d'exercer leur Religion dans les armées & dans les Garnisons où elles se trouveront au service de la *France*; de leur droit de pouvoir parvenir à toutes sortes de charges & Grades militaires, *sans en excepter aucun*. Ce sont les propres termes de la Lettre annexe du 1. *Février* 1658. De celui de succéder aux Chefs des Compagnies par les sujets du même Canton; de la dispense où seront les Etats Protestans de fournir des secours au Roi, lors qu'il s'agira de faire la Guerre dans le Roiaume à ceux de leur Religion, & que le Roi réciproquement ne

pourra prendre part aux démêlés du *Corps Helvétique* sur le même sujet, que pour les appaiser par son entremise. On y renouvelle le maintien dans la possession de plusieurs biens situés au Pais de *Gex*, en faveur du Canton de *Berne*, conformément à la cession faite par *Henri IV.* aussi bien que les Traités conclus par l'entremise de ce Roi, & précédamment par *Charles IX.* au sujet des intérêts de cet Etat avec la *Savoie*.

Les conditions de ces Lettres annexes ont été observées par les différens Grades où les Officiers de la Nation ont été élevés dans le militaire. On prétend que la mort prévint le *Bâton de Maréchal de France*, que *Loûis XIV.* alloit envoyer à *Jean Loûis d'Erlach*, Gouverneur de *Brisach* & Lieutenant Général dans ses armées. Peu de tems avant sa mort ce Prince l'avoit nommé son premier Plénipotentiaire au Congrès de Paix, qui devoit se tenir à *Nuremberg*. Il avoit servi auparavant dans les armées de *Gustave Adolphe*, & on l'avoit joint au *Duc Bernard*, qui l'année suivante se voyant près de sa fin, le nomma Général en Chef de toute son armée, honneur que *Ebm, de Rosen, & Guillaume Otton Comte de Nassau*, les trois Généraux lui cédèrent sans opposition.

Stoppa, de Reinold, de Zurlauben, de Greder, de Castella, Brendli, Hessi, d'Affri, de Seedorf & tant d'autres qu'on a vû Lieute-

nans Généraux sont autant de preuves de l'observation du Traité d'Alliance de 1663. de la part de sa Majesté, & des flatteuses espérances qu'on peut concevoir pour la suite de parvenir au Grade où tant d'Etrangers sont parvenus sans avoir plus de service, ni de mérite.

Il est clairement démontré par les Alliances ci devant copiées des originaux, & on le verra de même dans celle de 1715. que l'unique objet des Parties contractantes fut toujours d'un côté le service, & de l'autre la liberté du Commerce; ces deux points de vûë étant remplis, il ne reste plus rien à désirer ni de la part de la *France*, ni de celle des *Suisses*; cette Couronne ne peut tirer d'autre avantage de la Nation, que de ses Troupes, & le *Corps Helvétique* n'en peut avoir que du Commerce libre de ses commerçans en général dans le Royaume; car tous ces Traités n'indiquent aucune distinction, & ne permettent pas même qu'on en fasse entre le Marchand & le Militaire Suisse; l'un & l'autre ont le droit d'*intrare, stare, morari, & redire, in & per Territoria, Jurisdictiones &c. Domini Regis & Regni &c. omni molestiâ & impedimento personali & reali remotis.* Ainsi que le porte le Traité d'*Ensûheim* du 28. Octobre 1444. sur lequel tous les autres sont fondés. Les autres articles sont des dérivans, qui découlent naturellement de la source de ces mêmes Traités, & qui en cimentent la durée.

De

De forte qu'il semble, que la dernière Levée accordée à S. M. T. C. par le Canton de *Zürich* en 1752. est devenue ce point décisif, qu'on cherchoit par une Alliance générale; il ne doit même pas demeurer un scrupule de doute à cet égard, paroît-il! On peut néanmoins, suivant moi, réfléchir sur la division, que cette nouvelle façon de servir contre le loüable Sitt me de nos Ancêtres, entraîne après soi. *Philippe de Macédoine* se prévalut d'une pareille conduite des Grecs; si ce ne fut pas absolument pour avoir séparé les Troupes, qui alloient au secours des Alliés, ce fut pourtant par l'éloignement des Cœurs que caufoit le peu de commerce, que les Soldats de la République Grecque eurent, dès qu'on commençat à former des Corps de chaque ville en particulier, qui se regardant comme des Dividus prirent insensiblement ce goût de singularité, qui leur ôtant l'envie de se connoître, en fit enfin un Peuple assujetti pour avoir oublié la façon de traiter ensemble & de se réunir.

Il semble, que le même Génie de singularité s'empare dans un autre Etat de la nouvelle façon de faire le service; on profite de ces inconstances, quand on se livre. Dès qu'on parle de, dit *Montagne*, la ville est renduë; que ce soit par le canal ordinaire, ou par une voie détournée: Le Novateur est celui qui souffre. Le

tems développera le succès de cette conduite.

Malgré la Paix de *Lion* dont nous avons parlé, le *Duc de Savoie* ne désarmoit point, ni le *Comte de Fuentes* ; ce qui faisoit croire, qu'il y auroit bien tôt une nouvelle Guerre entre la *France*, l'*Espagne* & la *Savoie*, quoique le Duc eût envoyé le *Comte de Vique en France* pour assurer sa Majesté : Qu'il ne pensoit point à troubler la Paix, qu'il avoit jurée. Ce que en augmentoit le soupçon étoit, que la *Savoie* fourmilloit de Troupes Espagnoles ; mais le Duc avoit un autre dessein en tête. Il vouloit se rendre maître de *Genève*. Il n'osoit en entreprendre le siège dans les formes, parceque la longueur de cette opération auroient attirés les *Suisses* à son secours, & cela auroit infailliblement causé une Guerre ouverte entre les deux Nations.

Ce Prince résolut donc de la surprendre ; flatté qu'il pourroit la conserver pendant l'hiver avec les Troupes qu'il avoit en *Savoie* ; qu'il se mettroit ensuite en état de résister aux *Suisses*, & à qui que ce fût en cas de rupture, qu'il auroit le tems de mettre ses places dans le *Piemont* en sûreté ; que l'abondance des neiges, qui couvroit les Alpes ; en faisoit la plus grande ; & que d'ailleurs personne ne se défiant de son entreprise dans une saison si rigoureuse, il pouvoit la hasarder en toute confiance. La longueur & la froideur des nuits paroissoient

paroissoient la favoriser. La Lune, qui n'éclaireroit pas, étoit encore un puissant motif qui le pressa & l'engagea à cette escalade. Outre ces considérations, *Charles Emmanuel* croyoit être persuader qu'en se saisissant de *Genève*, il ne contrevenoit pas au *Traité de Vervins*. Car quoique les Alliés des Suisses y eussent été compris, le Duc soutenoit, que cette ville n'étant alliée que de quelques uns des Cantons, elle ne pouvoit être comprise sous cette réserve. Ce Prince disoit encore : *Que la Paix ayant été faite par la médiation du Pape, il n'étoit par croiable que son Légat l'eût pu comprendre dans le Traité.* Raisons peu solides dont il se repaissoit, ou pour satisfaire son ambition, ou pour rentrer dans la possession d'une ville qu'il croioit lui appartenir légitimement.

Albigni Gouverneur de Savoie, fit les premiers préparatifs de cette grande opération ; mais il ne put pas observer un si grand secret, qu'il n'en transpirât quelque chose. Quelques François, qui venoient de *Thonon*, découvrirent les mouvemens qui se fesoient contre *Genève*. Ils en avertirent leurs amis, qui étoient dans cette ville, mais qui ne voulurent pas les en croire se reposant sur la Paix de *Vervins* & de *Lion*, quoi qu'ils n'eussent pas lieu d'y mettre leur confiance, en considérant que les Savoiards en s'emparant des Villages de *Foncenai* & de *Thonon* couvoient un feu qui devoit bien tôt éclore.

Le *Gouverneur de Bonne*, qui étoit un Gentilhomme de Savoie, nommé de *Bernoliere*, avoit remarqué un endroit proche la Porte de la monnoie, d'où la sentinelle & le Corps de Garde étoient éloignés. Il descendit pendant une nuit obscure dans le fossé, frappa au pied de la muraille de toute sa force avec un cailloux, & voyant que ce grand bruit n'éveilloit personne & ne causoit aucune alerte, il jugea, après avoir réitéré quelques fois son stratagème, qu'il seroit facile dans cet endroit de poser des échelles en suffisance sans être entendu ni sans être appercu pour y tenter l'escalade & se rendre maître de la ville en y faisant entrer un grand nombre de Soldats avant que la Bourgeoisie & la Garnison fussent en état de se mettre sous les armes.

Bernoliere aiant fait son rapport, & aiant fait connoître au *Duc de Savoie* la facilité qu'il avoit trouvé à s'emparer de *Genève*, ce Prince en résolut l'entreprise. Mais pour ne la pas manquer, & pour ne pas donner lieu aux *Genevois* de soupçonner son dessein, il leur fit dire par *Charles de Simiane*, Seigneur d'*Albigni*, sur les plaintes qu'ils lui avoient portées au sujet de l'irruption que ses Troupes avoient faite dans les Terres de la République, que l'intention de son maître & la sienne avoit toujours été de vivre en Paix avec la ville de *Genève*, & que S. A. entendoit que les Traités fussent religieusement observés

servés. Le *Président Rochette* vint quelques jours après cette déclaration d'*Albigni*, & quelques jours avant l'escalade à *Genève*, sous prétexte de chercher les moïens de rétablir la liberté du commerce entre les deux Etats; mais ses ordres positifs étoient d'observer la contenance des *Genevois*, & de découvrir si l'on avoit connoissance de ce qui se tramoit. De sorte que cette conduite du *Duc de Savoie* ralentissant la vigilance de ceux de *Genève*, on n'y fit plus la garde si exactement, & on ne voulut pas même ajoûter foi aux différens avis qu'on reçut de l'entreprise que ce Prince méditoit. On traita de visionnaire un Paisan du village de *Chêne*, qui le jour de la nuit de l'escalade, vint en avertir les *Genevois*.

Cependant les Troupes destinées à cette exécution défilôient dans le *Focigni*, & s'approchoient sans bruit de *Genève*. Le *Baron de Laval d'Isère* à la tête de son Régiment, composé de François fugitifs, Gens à tout entreprendre, n'attendoit que le moment de marcher à l'assaut. *Brunalieu* son Lieutenant-Colonel, suivi de quelques autres Officiers de sa Troupe, avoit visité les endroits de la ville, qui lui paroissoient les plus foibles. Il prit la hauteur des murailles, & aiant mesuré pendant la nuit la largeur des fossés après en avoir fondé la profondeur, il assûra d'*Albigni* que l'entreprise ne pouvoit manquer pourvû qu'on y apportât de la diligence. Ils étoient assûrés
d'ailleurs

d'ailleurs , que le *Sindic* de la garde qui étoit d'intelligence avec le *Duc de Savoie* , ne poseroit point de sentinelle dans l'endroit de l'escalade , ni près delà. De sorte que tout paroissant favoriser & faciliter la trahison , quelques officiers vinrent à *Genève* le jour qui précédoit l'exécution prétextant d'acheter des chevaux , mais remettant la conclusion du marché au lendemain , il dirent , comme par énigme , *qu'on se reverroit.*

En effet *Simiane* fit avancer ses Troupes dès les six heures du soir du 21. *Décembre* , des environs de *Bonne* , de la *Roche* , & de *Bonneville* Il avoit sa Compagnie des Gardes , le Régiment de *Laval* . d'*Isère* , quatre Compagnies de Cavalerie , & quelques Gentilshommes de *Savoie* . Les *Espagnols* & les *Napolitains* , qui étoient à *Anneci* devoient faire l'arrière-garde & marcher au premier ordre. On avoit choisi trois cens hommes entre les plus déterminés des Troupes de *Savoie* . Ils étoient armés de toutes pièces. Le casque en tête , le pistolet à la ceinture , & le coutelas à la main ; une partie le mousquet & la demi-pique. A mesure qu'ils avançoient , ils arrétoient les *Païsans* crainte qu'ils n'allassent donner l'allarme à la ville. Il y en eut pourtant qui s'étant échappés vinrent avertir les sentinelles ; mais elles n'y firent pas attention. La Patrouille même , qu'on faisoit faire toutes les nuits hors de la ville , aiant fait la faute
de

de ne pas pousser jusqu'à l'*Arve*, n'aperçut point les ennemis qui couloient le long de cette rivière. De sorte que tout sembloit conspirer à la perte & à la destruction de *Genève*.

Charles - Emmanuel ne doutant pas du succès de son entreprise, après avoir donné les ordres nécessaires pour la conservation de *Pignerol*, en partit en poste. & se rendit au *Pont des Tremblières*, petit village à une lieue de la ville, pour être présent à cette expédition, & animer par sa présence les moins assurés. Mais il arriva trois heures trop tard pour pouvoir se mettre à la tête de ses Troupes, n'ayant pas pu passer par la précaution que *d'Albigni* avoit prise de faire garder les passages.

Ce Général cependant à la tête de douze cens hommes, marcha le long de l'*Arve*, & arriva à la faveur du bruit de ses eaux dans la Plaine de *Plain Palais*. Ceux, qui devoient escalader, s'avancèrent vers la dernière guérite du côté de la monnoie; & pour sçavoir s'ils n'étoient point découverts, ils frappèrent la muraille de quelques coups de pierres, comme *Bernolier* avoit fait ci-devant. Ils avoient les échelles en suffisance; des claies pour remplir le fossé; des hâches d'acier pour couper les barreaux de fer; des marteaux pour rompre les ferrures; des tenailles pour arracher les cloux; & des pétards pour enfoncer

foncer les portes. Il ne leur manquoit rien. Les échelles étoient peintes en noir pour n'être point apperçues dans l'obscurité de la nuit. Elles étoient faites de plusieurs pièces, qui s'emboïtoient les unes dans les autres, pour être plus aisément portées par les mulets, & pour être plus facilement raccourcies, ou allongées. L'extrémité d'embas étoit garnie d'une pointe de fer pour être enfoncée dans la terre & pour y demeurer plus ferme. Celle d'en haut qui devoit reposer contre la muraille, avoit une poulie couverte d'un drap feutré pour couler plus aisément & sans bruit.

Il étoit une heure après minuit du vint-deuxième *Décembre* 1602, lorsque les Savoyards commencerent à monter, tout étant dans un profond sommeil & dans un grand silence dans la ville de *Genève* : jusques là-même que *Sonnas*, *d'Azignac*, *Chaffardon*, & d'autres au nombre de huit, qui étoient entrés les premiers, s'étant glissés dans la ville par la *Tartasse*, qui est une Porte dans le dedans de la ville qu'on laissoit toujours ouverte, se promenoient dans les rues deux à deux pour voir si le peuple étoit bien endormi, & si ce grand silence n'étoit point un amorce qui auroit pû leur devenir funeste.

D'Albigni, qui étoit resté au pied des échelles, fit avertir le Duc que les plus braves étoient entrés sans résistance. Ce Prince fit alors avancer les Espagnols & les Napolitains
pour

pour venir jouir du fruit de la victoire & de la prise de *Genève*, pendant que d'un autre côté il envoya des Courriers pour porter la nouvelle de l'heureux commencement de l'escalade; ce qui fit répandre le bruit de sa prise dans la *Savoie*, dans le *Piémont*, & dans le *Dauphiné*.

D'Albigni avoit raison de s'en croire maître, deux cens de ses Soldats des plus résolus étant actuellement dans la ville. Les uns se tenoient couchés sous les arbres du rempart, les autres le long des maisons de la *Corraterie* en attendant qu'ils fussent en assez grand nombre pour pouvoir faire main-basse dans *Genève*. *Bernolier* par une imprudence qui sauva la République, s'étant fait donner le mot du guet par une sentinelle qu'il tua, & jeta dans le fossé se mit en faction en sa place, & lorsque la Ronde arriva, il lui en fit de même. Le *Porte-Falot* se sauva, & avertit le Corps de Garde; & en même tems la sentinelle de la *Tour de la monnoie* ayant entendu le bruit donna l'allarme. Le caporal étant accouru, aperçut quelques hommes, aux quels il cria, *qui vive?* & n'ayant point de réponse il tira son coup sans effet. Les *Savoiards* se jetterent sur lui, & le tuerent. La sentinelle de la *Tour* en même tems fit feu pour avertir le Corps de Garde.

Bernolier & les autres Capitaines voiant qu'ils étoient découverts, & qu'il n'y avoit plus

moien de retarder l'attaque, se croiant d'ailleurs assez forts dans la ville, résolurent sur le champ de donner. Ils partagerent leur monde en quatre corps. Le premier marcha vers la *Porte neuve*. Le second vers celle de la *Tarzasse*. Le troisième au *Corps-de-Garde de la Monnaie*, & le dernier à la *Maison de ville* avec ordre à celui-ci de ne point agir que la *Porte neuve* ne fût pétardée, & que le secours ne fût entré dans la ville. Le combat fut grand à la *Porte neuve*. Le *Corps-de-Garde* fut d'abord forcé, & la première porte enfoncée; mais un Soldat de Genève aiant eû la présence d'esprit d'aller couper la corde où pendoit la *Herse* à la seconde *Porte*, les Savoiards y furent arrêtés, & donnerent le tems aux Habitans de les venir charger avec tant de furie qu'ils ne purent pas y tenir.

Bernolier aiant été tué, on ne songea plus qu'à regagner les échelles. Les autres Corps n'aiant pas été mieux traités, la déroute fut générale & les Troupes du Duc battues de tous côtés. Le massacre fut grand, *Guichenon* fait monter le nombre des morts de la part de S. A. à cinq cens hommes tués ou dans la ville ou dans les fossés, entr'autres de *Gruffi*, de *Cornage* & de la *Tour-Paien*. *Attignac*, *Sonnas*, & *Chaffardon* furent faits prisonniers, & condamnés à être pendus; ce qui fut exécuté le lendemain. Le Conseil des Soixante ordonna

ordonna que leurs têtes, & celles des autres qui avoient été tués dans la ville, fussent coupées & rangées sur la muraille du rempart proche de l'endroit où l'escalade s'étoit donnée & leurs cadavres jettés dans le *Rhône*. Punition semblable à celle qu'on fait en *Angleterre* à ceux, qu'on y fait mourir pour crime de haute trahison; ainsi que les *Genevois* avoient regardé l'entreprise du *Duc de Savoie*.

On voit par la vigoureuse défense des *Genevois* en cette occasion, ce que peut sur le cœur des hommes l'amour de la Liberté & celui de la Patrie. Il semble, que *Genève* devoit périr, ou au moins rentrer sous la domination de la *Savoie*. Le Duc même arrivant au moment que d'*Albigni* avoit fait sonner la retraite n'en désespéroit pas. Ce Prince ne marqua aucune surprise de voir un si noble dessein échoüé, dit *Guichenon*, projeté avec tant de jugement, ménagé avec un si grand secret, & commencé si heureusement. Il repassa les Alpes au plutôt, & laissa ses Troupes dans le *Focigni*, le *Chablaix* & *Ternier* pour y être en quartier d'hiver, après avoir envoyé le *Comte de Tournon*, & *Carron* son Secrétaire, ses Ambassadeurs en Suisse, pour faire comprendre aux *Bernois*, qu'il n'avoit point eu la pensée de faire de la peine au *Corps Helvétique* par son entreprise sur *Genève*, puisqu'il n'avoit cherché dans cette occasion que de se mettre en possession d'un bien qui lui appartenoit.

partenoit. Ces Ambassadeurs ajoutèrent, que la crainte que S. A. avoit eüe que *Lesdiguieres* ne s'emparât de *Genève* au nom du *Roi de France*, avoit été un des plus forts motifs de son entreprise. Ces vaines paroles ne persuaderent personne dans l'Etat de *Berne*. Le *Comte de Tournon* remarqua bien, par le peu d'accueil qu'on lui fit, que son Ambassade n'étoit pas agréable. On lui insinua que son séjour pourroit déplaire au peuple, dont on n'étoit pas toujours maître des premiers mouvemens dans une République.

Un Anonyme François, qui fit imprimer à *Paris* en 1619. l'*Histoire de France* chez *Mettayer Imprimeur du Roi*, avant que de rapporter l'Escalade de *Genève*, s'exprime sur les droits de Souveraineté, que le *Duc de Savoie* pretendoit sur cette ville dans les termes suivans, que je copie dans leur stile & dans leur orthographe, affin de ne pas reveiller la verve des Critiques. „ Ceste ville est tant importante, „ dit-il, à ses Etats qu'elle mérite bien, sinon „ de rompre, au moins d'escorner la Paix, „ de laisser dormir la Loy pour quelque temps „ & de tourner le tableau. Elle est assise au „ bout du Lac Lemman, qui lui sert de fossé du „ costé du septentrion. Elle a le Rosne qui „ passe au bout de la ville du costé d'Occi- „ dent, & à l'Orient & au midy tous les pays „ de Savoye, les grandes & riches plaines „ des balliages de Thonon & Tornier, & les „ pays

20 pays de Chablais & Faucigny. Si par droit
 20 de voifinance elle doit appartenir à quel-
 20 qu'un ; ce ne peut eſtre qu'au Duc de Sa-
 20 voye. Et pour ce de tous temps elle a eſté
 20 eſtimée de ſes dependances, & Cefar l'ap-
 20 pelle la derniere ville de Savoye, pourveu
 20 qu'on ſoit d'accord que les Allobroges
 20 ſoient pluſtoſt les Savoifiens, que les
 20 Dauphinois. *Extremum oppidum Allobrogum*
 20 *proximūque Helvetiorum finibus eſt Geneva.*
 20 Cæſar. Bello Gallico. Lib. 1.

20 Il y a de grandes pretentions comme Sou-
 20 verain du Comté de Genevois, & Vicaire
 20 perpetuel de l'Empire. Il ſouſtient que ſi
 20 bien l'Eveſque de Genève eu quelque au-
 20 ſtorité abſoluë, ç'a eſté ſans prejudice de la
 20 Souveraineté, qui eſt touſiours demeurée
 20 à ſes Predeceſſeurs comme Comtes de Mo-
 20 rienne ou Ducs de Savoye, & que durant
 20 les grandes & longues diſputes à qui com-
 20 manderoit en la ville entre l'Eveſque & le
 20 Comte de Genève, pour les quelles ils ſont
 20 venus tant de fois aux armes, les Ducs de
 20 Savoye ont touſiours empesché, que la
 20 ville ne demeurast oppreſſée ſous la violen-
 20 ce du plus fort, & que par l'arbitrage, qui
 20 fut rendu par un Archeveſque de Vienne,
 20 ſur la conteſtation d'entre Humbert Eves-
 20 que; & Amedée Comte de Genève, le
 20 droit du reſſort & de la Souveraineté a eſté
 20 indubitable ſans controverſe aux Princes

de Savoye. Que l'Empereur Charles IV. ayant donné à Amedée V. appelé le Comte Ver, le tiltre de Vicaire perpetuel de l'Empire, ce fut avec expresse condition, que l'Evesque & la ville de Genève dependroit de sa Souveraineté. Que ce tiltre de vicaire perpetuel leur est accordé par tous les Princes de l'Europe sans contention, & en ont jouy de tout temps sous les confirmations des Empereurs Maximilian I. Charles V. & ses Successeurs.

Que le Comte Amedée VIII. de ce nom estant venu trouver l'Empereur Sigismond en la ville de Lyon, recut de lui, pour le mérite de ses Predecesseurs & le sien, le tiltre de Duc, avec confirmation de sa Principauté sur les villes de Lausanne & Genève, qui pour le desir de se rendre libre & secoüer le joug legitime du Prince, sembloit rechercher d'entrer en la ligue des Suisses, comme les autres villes de Valays, & que le Pape Martin V. approuva cette gratification. Que cette erection se fit en la ville de Montluel, les Officiers du Roy à Lyon ne voulans permettre, qu'un acte de Souveraineté & de telle consequence, se feist en une ville qui ne recognoissoit autre Souveraineté que le Roi : Que sur la plainte faicte au Pape des entreprises de jurisdiction Souveraine en la ville de Genève, par Pierre de la Baume l'Evêque, le Pape Leon X.

usa

usa de son auctorité, pour maintenir celle
du Duc Charles III. Que le mesme Duc
empecha & s'opposa à l'Alliance que la ville
de Genève feist avec les Suisses, & obtint
declaration des treize Cantons en l'Assemblée
de Payerne, à ce que telle confederation
ne fut entretenüe, au prejudice de la
Souveraineté du Duc, sur ceste ville.

La ville de Genève, qui pour maintenir
sa liberté, trouve toute proposition de servitude
fascheuse & estrange, a tousiour detesté la
domination de Savoye. Elle produit toutes
ses Archives, desenterre toutes les preuves
de son antiquité, & dit que de tout temps
elle a esté Colonie Romaine & ville d'Empire :
Que l'Aigle Imperial levé au plus hault
portal du principal Temple de Genève, est
plus ancien que la maison de Genève. Qu'estans
survenues les tempestes sur l'empire Romain,
& ce grand corps s'estant brisé & rompu en
plusieurs pieces, les Evesques de Genève, aus
quels le peuple avoit refusé contre les violences
& les oppressions de plusieurs Comtes & Barons,
qui d'Officiers s'estoient faits Seigneurs
hereditaires, mesmes Comtes de Genevois,
de simples administrateurs & protecteurs,
se rendirent Souverains : si que la puissance
Souveraine demeura aux Evesques, les
quels en ont jony en telle sorte, que les
Comtes mesmes de Savoye & de

Genevois leur ont fait hommage des Baronnies de Ternier, Remilly, Montfaucon, & du Comté de Genevois.

Que Thomes III. Comte de Savoye s'estant emparé du Comté & de la personne de Guy Comte de Genève, du quel il avoit épousé la fille quoyque promise à Philippes Auguste, declara qu'il ne pretendoit rien aux droits de Regale de l'Evesque de Genève, & ne les disputeroit jamais. Que tant s'en faut que les Ducs de Savoye ayent exercé aucune jurisdiction Souveraine sur la ville de Genève, qu'il se trouve qu'un Evesque a donné grace de la vie à un Criminel à la requeste mesmes du Duc Louys fils d'Amedée VIII. Que les Ducs de Savoye ne peuvent fonder aucun droit sur le vicariat perpetuel, comme donné par surprise, & revoqué avec cognoissance de cause par le mesme Empereur, lequel sur la plainte que luy en fist ou Evesque de Genève nommé Ardutius declare, qu'en c'est endroit il avoit esté surpris, & aneantit tout ce qu'il avoit donné au Comte de Savoye son cousin, luy deffend de contrevenir à ceste revocation sur peine de son indignation & mille marcs de pur or.

Que de mesme tout ce qu'ils ont obtenu au prejudice de l'Evesque de Genève par l'Empereur Sigismond n'a esté effectué. Car le mesme Empereur defendit au Duc
de

„ de Savoye d'attenter aucunement sur les
 „ Regales de Genève. Que pour le regard
 „ de la sentence du Pape Leon X. outre ce
 „ qu'il n'estoit juge competant de cest affaire,
 „ & ne pouvoit aucunement deroger aux
 „ Bulles & Lettres Imperiales, n'y mesmes
 „ aux confirmations de tant de Papes ses Pre-
 „ decesseurs, tout cela se fit par une menée
 „ du Duc Charles allié à la Maison de Mé-
 „ dicis, ayant fait saisir les bénéfices de Suse
 „ & Pignerol appartenants à Pierre de la Bau-
 „ me Evesque de Geneve, pour l'intimider
 „ & faire qu'il ne s'opposast trop vivement à
 „ la procedure de Rome, craignant de ne
 „ jouyr de ses bénéfices.

„ Que la sentence de Payerne ne fait point
 „ de conséquence pource qu'il n'y avoit per-
 „ sonne suffisamment instruit de la part de l'E-
 „ vesque sur le fait de Souveraineté. Aussi
 „ les Seigneurs des Ligues n'en voulurent
 „ rien déterminer expressement. Que le Duc
 „ en fut tacitement débouté, ayant esté dit
 „ que l'Alliance de Genève avec Berne &
 „ Fribourg, tiendrait, ce qu'ils n'eussent dit
 „ au moins que par provision, s'ils n'eussent
 „ jugé que ceux de Genève avoient droit
 „ de Souveraineté pour pouvoir contracter
 „ Alliance, & qui plus est fut le Duc Char-
 „ les condamné aux despens de vingt un mille
 „ escus pour la guerre par luy faite contre
 „ l'Evesque & la ville de Genève.

„ Ainsi les parties n'estant pas d'accord de
 „ leurs faits, le differend ne se peut vuidér
 „ sans preuve. Le Duc ne veut autre pro-
 „ duction que son tiltre de Duc & de Souve-
 „ rain de Genevois, &c. &c.

En effet, il semble que le *Roi de Sardaigne*,
Duc de Savoie, non obstant les Traités subse-
 quens, & l'abandonnement que ses glorieux
 Ancêtres ont fait du *Pais de Vaud* & de la Ré-
 publique de *Genève*, comme on le verra dans la
 suite de ce Tome, n'estime pas être lié à une
 renonciation entiere sur ces Pais. La préten-
 tion que forme encore ce Roi sur le *Pais de*
Vaud par la nomination à l'*Evêché de Lan-*
sanne, qu'il à tâché d'introduire plusieurs fois,
 comme on l'a vû dans le Tome précédent, est
 une suite du discours que le feu *Roi Victor* tint
 à *M. Supersaxe Evêque de Sion*. *Mon Evêque*
de Sion voilà un Pais qui m'appartient comme mon
Chapeau, il faut que j'en fasse tous les jours un sa-
cristice au Seigneur.

Si la reprise de ce Pais est le point de vûe
 de la Cour de *Turin*, il paroît evidemment
 que la pretenduë nomination à la Prevôté du
grand Saint Bernard en est un achéminement,
 & d'autant plus à observer, que n'étant fon-
 dée sur aucun titre valable, elle gagna néan-
 moins faveur à la Cour de *Rome* contre les
 Bulles les plus autentiques de Pontifes, qui
 en investissent les Chanoines Régaliars du
Montjoux.

Henri

Henri IV. bien-loin de penser à se rendre maître de *Genève*, fut très- charmé que *Charles- Emmanuel* eût échoué dans son entreprise. La lettre que ce grand Roi écrivit aux *Genevois* à ce sujet le huitième *Janvier* 1603, en 1603 est un témoignage bien avéré. Elle est conçue en ces termes. „ Très- chers & bien-
 „ Aimés. J'ai entendu avec un très- grand
 „ déplaisir l'entreprise faite sur votre ville par
 „ les Gens du Duc de Savoie; & aiant sçû
 „ comme vous les avés courageusement re-
 „ poussés & chassés, je vous dirai que c'est
 „ le plus grand contentement que je pouvois
 „ recevoir : je vous ai promis mon assis-
 „ stance pour votre conservation, je m'en
 „ suis déclaré de bouche, lors que j'ai vû le-
 „ dit Duc, & ceux qui m'ont été envoyés
 „ de sa part. Se présentant donc l'occasion,
 „ comme elle fait maintenant, je suis bien
 „ résolu de vous en faire encore plus de dé-
 „ claration par les effets, dont je vous prie
 „ vous tenir pour assurés, esperant que Dieu
 „ me fera la grace de faire valoir les sermens,
 „ & les promesses qui m'ont été faites par les
 „ Traités de Vervins & de Lion. Je ne vois
 „ pas encore assez clair aux projets que le
 „ Duc peut faire pour l'avenir, ni aussi au
 „ besoin que vous pourrés avoir de mon se-
 „ cours, qui ne vous sera ni refusé ni différé.
 „ Aussi n'ayant pas encore entendu la résolu-
 „ tion que vous avés prise en cette affaire avec

nos autres Alliés & Confédérés des Liges,
je différencierai à vous déclarer plus avant mes
sentimens, jusqu'à ce qu'ayant appris les
vôtres, je puisse mieux juger du remède
qu'il faudra apporter dans une chose de si
grande importance. Vous me ferez un
plaisir très sensible de me donner sou-
vent & particulièrement avis de ce qui
s'offrira, & à quoi vous serez résolu tou-
chant ce dernier mouvement. Ce qu'at-
tendant je vous dirai que si le Duc vous as-
siège à force ouverte ou autrement, je vous
promets d'employer toute ma puissance, &
s'il est besoin je n'épargnerai pas même ma
personne pour vous défendre & secourir
contre lui & tous ceux qui l'assisteront.
Partant avertissés moi diligemment de tout
ce qu'il fera. J'écris dès à présent &
commande à tous les Gouverneurs & Lieu-
tenans Généraux de mes Provinces qui sont
proche de vous, qu'ils veillent soigneuse-
ment à votre conservation, & qu'ils vous
assistent si vous êtes pressés, de tout ce qui
sera en leur pouvoir, comme si c'étoit pour
la conservation des plus importantes Places
de mon Roiaume qui soient en leurs Gou-
vernemens. Je prie Dieu, très chers &
bons amis, qu'il vous ait en sa sainte & digne
sauve garde. Ecrit à Paris, le huitieme
Janvier 1603. signé, Henri, & plus bas de
Neuf. Ville.

On ne douta pas en *Suisse*, que le Duc de Savoie ne voulût venger le déboire qu'il avoit eû devant *Genève*, & qu'il ne pensât sérieusement à se rendre maître de cette République. Les Cantons Protestans dans cette vûe s'assemblerent le vintième *Janvier* dans la ville d'*Arau*, où ils conclurent, que les *Zuriquois* enveroient à *Genève* quatre cens hommes sous la conduite de *Holtzhalb*, & les *Bernois* six cens sous celle de *Samüel Müller* & de *Nicolas de Mullenen*.

Les *Genevois* renforcés d'une nombreuse Garnison, tant des Troupes de leurs Alliés que de quelques François, qui eurent permission du Roi de venir à leur secours, se maintinrent contre celles dont ils étoient environnés, chasserent ceux, qui s'approchèrent de leur ville, couperent les Arbres aux environs pour ôter le moien à leurs ennemis de tenter une deuxième escalade, & firent des courses dans la *Savoie*, surprirent la ville de *Saint Genis d'Aôte*, où ils mirent le Baron de *Villars*, Général de leurs Troupes, pour Gouverneur, & tinrent *Chambéri* si fort en respect, qu'ils appréhendoient à tous momens d'essuier le même sort de *Saint Genis*. La mort du *Marquis de Nesle*, qui en avoit formé le dessein, sauva cette ville d'un tour de réciprocity qui auroit vengé les *Genevois* de celui que d'*Albigni* leur avoit joué.

Cependant *Henri IV.* qui dans le fond ne jugeoit pas l'escalade de *Genève* digne d'une Guerre

pernicieuse, qu'ils ne devoient pas hésiter un moment sur le choix qu'il y avoit à faire dans les conjonctures présentes, Que quoique les prétextes fussent non-seulement specieux mais fort justes & les moïens peut être faciles, les effets n'en étoient pas moins terribles, & le succès incertain. Que la guerre loin de ses frontières pouvoit à la vérité devenir profitable pour le bien d'un Etat, & qu'alors il sembloit, qu'on pouvoit l'entreprendre sans rien craindre, surtout quand il n'étoit pas possible de l'éviter; mais que dans cette occasion où le Duc paroissoit être lui même fatigué d'une guerre qui ne lui avoit pas réussi, & où l'on pouvoit compter, que ce Prince ne refuseroit pas d'entrer dans une négociation de paix, qui suivant les apparences seroit avantageuse à la République, il trouvoit, qu'il étoit de la prudence & de la saine politique de ne pas laisser échapper une circonstance si favorable pour le bien, le repos & la tranquillité publique.

Ces raisons persuaderent les Genevois. Ils devinrent tous pacifiques & ne pensèrent plus qu'à cimenter la Paix d'une manière à pouvoir en jouir à jamais. C'étoit bien le meilleur parti, qu'ils pussent prendre. Le discours de l'Ambassadeur leur ayant ouvert les yeux, ils frémirent seulement alors à la vûe du danger qu'ils avoient évité. Ils connurent dans ce moment les suites funestes, qu'auroit eu pour leur liberté l'escalade si elle avoit réussi. Ils comprirent à merveille, que le mal qui en auroit

auroit résulté ; ne seroit tombé que sur eux. Que la part qu'on prenoit à leur victoire ne provenoit , que de ce qu'ils l'avoient remportée , & que si leur ville eût été prise, *Charles-Emmanuel* en seroit resté le tranquille Possesseur à l'exemple de tant d'autres Pais, qui avoient passés d'une domination à une autre sans que les Alliés , qui paroissoient les plus intéressés à leur conservation, eussent fait la moindre démarche en leur faveur. Ils comprirent en un mot, que le mal d'autrui n'est qu'un songe, & que la sagesse exigeoit d'eux, qu'ils ne se missent plus au hazard d'une pareille aventure.

Les *Genevois* penserent donc sérieusement à traiter d'une paix honorable & avantageuse pour leur Etat. Le *Duc de Savoie*, qui étoit bien autant sollicité par les *Espagnols* que par sa propre défaite, entra en négociation. On commença par une suspension d'armes, suivie d'une Trêve, qui donna le tems aux Cantons médiateurs de *Glaris*, de *Bâle* ; de *Soleure*, de *Schaffhausen*, & d'*Appenzel* de s'entremettre & de parvenir à faire avec le secours du Comte de *Fuentes* une Paix continuë en vingt-quatre Articles.

Ce Comte voyant que les *Genevois* arrêtoient le Traité par des difficultés qu'ils faisoient naître, & qu'on étoit même sur le point de se séparer sans avoir rien fait, ordonna à *Don Sanche de Luna* mestre de Camp de Savoie d'envoyer

d'envoyer Sébastien Culebro Capitaine Espagnol à Genève pour déclarer au Magistrat de cette ville, que si l'on continuoit de la part de la République à s'opposer à la paix avec le Duc de Savoie, sa Majesté Catholique comme Alliée de S. A. & aiant son Pais sous sa protection, ne pouvoit moins faire que de l'assister de toutes ses forces dans la guerre, qu'apparemment on avoit dessein de faire à ce Prince.

La France d'un autre côté, comme on vient de le dire, voulant éteindre ce feu naissant, qui pouvoit causer un grand incendie, faisoit fortement parler son Ambassadeur. De sorte qu'après les débats ordinaires dans ces occasions, les Genevois ennuiés de cette guerre, dont le succès dépendoit du secours incertain de ses voisins, considérant que les espérances fondées sur une assistance étrangère sont ordinairement mal assurées, & jugeant que les Cantons Catholiques ne romproient pas avec le Duc de Savoie à leur considération, se laisserent adoucir, & consentirent aux propositions que les Députés des cinq Cantons Arbitres firent à Rumilli, lieu du Congrès; Enfin la Conférence aiant été transportée à Saint Julien proche de Genève, on y conclut la Paix le vint-unième de Juillet 1603. Les principaux articles de ce Traité furent, „ Le réta-

„ Genis prise par les Genevois sur le Duc ;
 „ l'abolition à tous ceux qui avoient suivi les
 „ deux Partis, la confirmation des immunités
 „ & exemptions de ceux de Genève pour les
 „ biens qu'ils ont dans les Etats de S. A. Que
 „ le Duc ne pourroit faire assembler de Gens
 „ de Guerre, fortifications, ni tenir Garni-
 „ son à quatre lieues près de Genève ; enfin
 „ ce Traité, ainsi que les Genevois, devront
 „ être compris dans la Paix de Vervins suivant
 „ la déclaration de Henri IV. „

-Dés ce tems là les *Genevois* jouïrent presque
 d'une constante tranquillité avec leurs voisins.
 Ils ne conservèrent de colere que pour s'in-
 quiéter eux-mêmes. Les fréquentes révolu-
 tions qu'on y a vû entre le Sénat & le Peuple
 en fût une preuve convaincante. La der-
 niere en 1734. 35. 36. & 37. fut apaisée
 par la médiation du *Roi de France* & de l'Etat
 de *Berne*. Le *Comte de Lautrec* y fut envoyé
 de la part de *Loüis XV.*, & de celle de
Berne *Isaac Steiger Avoier* & *Charles Emmanuel*
de Vatteville Trésorier du Pais Allemand, deux
 Seigneurs d'un mérite distingué, & le premier
 un des plus sages & des plus habiles hommes
 de la République des Suisses, mort dans cette
 réputation en 1749. On connut dans cette
 négociation, ce que peut la *Démocratie* dans un
 Etat libre. Il n'est guères possible, qu'un
 peuple composé de différentes Nations, ac-
 quiere ce désir d'union & de concorde, que
 l'on

Pon trouve parmi un peuple continué par une constante & même postérité. C'est la reflexion que le charitable Anonyme de *Genève* me fait faire en m'envoiant ces deux vers de *Lucrèce* :

*Sunt aliquot quoque Res , quarum unam dicere
causam*

Non satis est ; verùm plures , unde una tamen fit.

Il ajoute pour remplir son idée. „ Tous
„ les troubles , qui sont arrivés à *Genève* dans
„ les années 1734. & les suivantes, viennent
„ des Natifs & Habitans, qui font les trois
„ quart de la Ville , & qui par l'étroite liaison
„ qu'ils ont avec les Bourgeois, ont une
„ grande Influence sur les Deliberations des
„ Conseils généraux. Les Natifs & Habitans
„ sont mécontents , & n'osent le dire. Ils
„ n'ont point de Procureur qui parle pour
„ eux. Il est inui, qu'un Procureur Général
„ ait jamais parlé en leur faveur. Ils sont
„ toujours le tier absent non ouïs.

„ Depuis la Réformation jusqu'en 1707.
„ ils avoient joui de tous les droits, dont ils
„ n'étoient pas exclus par les Edits. L'on se
„ feroit épargné bien des chagrins en 1734. si
„ suivant la maxime *Divide & impera*, l'on
„ avoit detaché les Natifs & Habitans des Bour-
„ geois ; en declarant ; que l'on rendoit aux
„ Natifs & Habitans tous leurs anciens droits.

„ Depuis l'an 1707. toutes les Requêtes,
„ qui ont été présentées contre eux au sujet

des Maitrises, ont été decretées sans avoir été communiquées à Partie. Si l'on leur a rendu les Maitrises, ils en ont l'obligation aux Bourgeois.

„ Ils se croient méprisés : Ils voient avec chagrin que 500. nouveaux Bourgeois étrangers d'une naissance souvent équivoque, sont plus favorisés que les Natifs ; & que l'on n'a jamais donné la Bourgeoisie à un Natif. Depuis 50. ans, l'on a reçu plus de 600. nouveaux Bourgeois, dont à peine il y en a 50. Natifs.

„ L'on leur fait paier des impots établis sans les consulter, & observer des Edits communiquées aux seuls Bourgeois, comme si par un long silence ils s'étoient desistés de leurs Droits. Il n'y a point de prescription contre les Droits de la Généralité.

„ Si les Natifs & Habitans ont autant de Droit de disposer de leur Bien que les Bourgeois, rien n'empêche qu'ils ne soient consultés quand il s'agira de contributions publiques pour ne pas dire que leur concurrence sera nécessaire.

„ Enfin ils souffrent avec peine les rigueurs de la Chambre du commerce, des Maitres jurés, & des sergents Bourgeois. Les Natifs & Habitans ont un si grand ascendant sur l'esprit des Bourgeois, que l'on ne reussira jamais à établir de nouveaux impots sans la concurrence des Natifs & Habitans.

GENEVE est une Ville des anciens *Allobroges* sur les frontières de la *Savoie*, située sur le *Rhône*, à l'extrémité du *Lac Léman*. Elle donna son nom à la Province de *Genevois*, qui appartient aujourd'hui à la *Savoie*, & qui a le *Chablais* & le *Focigni* au Levant, le *Rhône* au couchant & en partie au Septentrion, & la *Savoie* propre au midi. La Ville de *Genève*, qui se gouverne en forme de République, étoit autrefois le Siège d'un Evêché suffragant de *Vienne*. L'Evêque fait aujourd'hui sa résidence à *Anneci*. Les Auteurs Latins l'ont nommée diversement; *Januba*, *Genabum*, *Janoba*, *Genva*: Mais son véritable nom est, *Civitas Genevensium*, *Geneva*. C'est une très-jolie ville, bien fortifiée, & dont la situation est admirable. Elle est bâtie partie sur une colline & partie dans la pleine, qui a le Lac au Septentrion. Le *Rhône*, qui sort de ce Lac entoure la ville au couchant, & la divise de cette agréable partie dite *Saint Gervais*, qui est proprement dans le pais de *Gex*. Au dessous de la Ville, le *Rhône* reçoit la rivière d'*Arve*, qui est un autre rempart que *Genève* a au midi. L'Eglise de *Saint Pierre* est bâtie sur la colline. C'est la Cathédrale, qui sert aujourd'hui de Temple aux Reformés, qui sont maîtres de *Genève*. On y voit diverses places, une belle Maison de Ville dont l'escalier est singulier, un arsenal en très-bon ordre, de vastes promenoirs, & de jolies rues, sur tout le long

du Lac. Celles que l'on nomme *les rivières ou ruës basses*, font trois ruës différentes; car elles ont dans le milieu un passage pour les chevaux & les carosses. On y avoit entre deux des boutiques, qui font une nouvelle ruë de chaque côté jusqu'aux maisons, avec de grands toits qui sont soutenus sur des piliers; de sorte qu'on y est toujours à couvert des injures du tems. *Genève* est une ville marchande, & dont le terroir est fertile en vins. Elle étoit la dernière ville de la Province des *Romains*, comme une forte barrière entr'eux & les *Helvétiques*, du tems de *Jules César*.

La paix étant conclue & ratifiée, les Troupes qui avoient été envoyées en Garnison, eurent ordre de reprendre le chemin de leurs pais. Elles ne firent pas grand chose de remarquable, dit *Stetler*, si non qu'elle apprirent par expérience, que deux Nations ne conviennent pas en semble enfermées dans une même ville. Les *Suisses* & les *François*; ces derniers commandés par le *Baron de Confortien* & le *Marquis de Villars*, en étant venus souvent aux mains & donnant des preuves réciproque de leur courage, en donnoient en même tems de leur mésintelligence.

En même tems que les Troupes Bernoises arriverent dans *Berne*, il y arriva aussi *Henri de la Tour Vicomte de Turenne*, *Duc de Bouillon*, & *Maréchal de France*, qui soupçonné d'avoir trempé dans la conspiration du *Maréchal*

Maréchal de Biron, à qui le Roi avoit fait couper la tête, évitoit par la suite la juste colére de ce Monarque. *Jean-Jacques de Diesbach* alla au devant du Vicomte avec une nombreuse Noblesse, jusqu'à *Morat*, d'où il le conduisit à *Berne*, où le Maréchal fut agréablement reçu & extraordinairement accueilli, comme un Prince extrêmement connu & aimable. Cette reception qui étoit une répétition de celle qu'on fit à *Berne* en 1572. aux enfans de l'*Amiral de Chatillon*, ne fut désaprouvée de personne, non plus que l'avoit été la première, quoique les Ambassadeurs de France eussent pû, ce semble, se récrier contre un accueil si gracieux à l'égard de Gens, qui par leur conduite avoient si grièvement offensé les Rois *Charles IX.* & *Henri IV.* On regarda la protection que les *Bernois* donnerent aux enfans de l'*Amiral*, & les honneurs qu'ils firent au *Vicomte de Turenne*, comme une chose qu'ils pouvoient faire dans leur Capitale, & dans leur Canton, où la Souveraineté, qu'ils y exercent, les mettoient à l'abri de la critique des Ministres des Princes étrangers, & de leurs Co-Alliés. Voilà comment on pensoit dans ce tems-là. Dans celui-ci, la Souveraineté ne doit pas avoir moins de privilèges, ni les Ambassadeurs plus de délicatesse, d'abord qu'on reste dans les simples bornes d'une tolérance, qui ne décide de rien, & qui ne porte la guerre nulle part. Il ne paroît pas même,

que l'Etat de *Berne* ait consulté *Bellièvre* ni de *Vic*, pour sçavoir de ces deux Ministres des deux Rois, dont on vient de parler, s'il convenoit aux *Bernois* de se comporter comme ils firent en ces deux occasions.

Quoiqu'il en soit, le séjour du *Vicomte de Turenne* à *Berne*, n'empêcha pas les *Fribourgeois* de solliciter de nouveau à la Diette le partage des quatre Balliages, se plaignans de ce que *Bernard de Werd*, Ballif à *Echallens*, avoit voulu procurer une pluralité parmi le peuple de ces pais là, qui n'agréoit pas au Souverain d'Alternative. Les Cantons se donnerent bien des mouvemens pour cette affaire; mais n'ayant pas pu persuader les *Bernois* à y donner les
 104 mains, on les renvoia à la Diette de l'année suivante, où l'on ne trouva pas d'autre remède à la réitération des plaintes de l'Etat de *Fribourg* que de lui mettre devant les yeux les Traités & les *Abscheid*, qui tranchoient la question. Ainsi finit cette affaire, quoique reprise en d'autres occasions avec aussi peu de succès.

Celle de *Mulhausen* ne réussit pas mieux. Les Cantons Protestans avoient fait une nouvelle tentative auprès des huit Catholiques, pour les engager à recevoir cette ville en amitié & la laisser rentrer dans la *Confédération Helvétique*. D'un autre côté l'Empereur prétendoit, que la *Ville de Mulhausen* rentrât sous sa domination, & vouloit l'arracher à l'union
 Confé-

Confédérale. La chose en étoit déjà parvenue au point, que sa Majesté Impériale vouloit suivre l'union héréditaire, sçavoir que cette contestation fût décidée par le droit, où elle avoit sommé les Cantons Réformés de se sifter, & où néanmoins ceux-ci ne trouverent pas à propos de comparoitre. Les Députés de l'Empereur & ceux de *Mulhausen* vinrent à ce sujet à la Diette de *Baden*. Les premiers firent connoître, combien il seroit injurieux au *Traité de l'union héréditaire*, si les Cantons Réformés pouvoient décliner la voie du Droit, qui étoit indiquée par la *Confédération*; & firent sentir les fâcheuses conséquences qui en dériveroient, non seulement dans cette occasion, mais dans toutes celles qui pourroient se présenter dans la suite au sujet des Contestations que les *Traités* les plus clairs & les plus unis en apparence, font naître dans le tems qu'on y pense le moins. Ils se plaignirent aussi de ce qu'on disoit, que sa Majesté Impériale vouloit employer la force de ses armes pour parvenir à se faire obéir par ceux de *Mulhausen*. Les Envoies de ceux-ci qui se voioient en danger de perdre l'amitié du *Corps Helvétique*, & de se voir exclus entièrement de l'Alliance des Suisses, firent de très-humbles instances auprès des huit Cantons Catholiques, pour obtenir leur pardon, & pour pouvoir rentrer dans leurs bonnes grâces & dans leur Alliance. Les Cantons Réformés joignirent leurs prières à celles des Députés de *Mulhausen*; mais les

les uns & les autres ne purent obtenir que de bonnes paroles sans effet. La proposition de l'Empereur fut reçue *ad Referendum*, les Députés des Cantons en général n'ayant pas ordre d'y répondre. Les Protestans voiant leurs bons offices inutilement employés en faveur de *Mulhausen* auprès des Catholiques, recommanderent cette ville à *Henri IV.*

Le Comte de *Fuentes* d'un autre côté n'ayant pu réussir à empêcher l'Alliance qu'on avoit conclüe l'année dernière avec le *Roi de France*, se proposa de faire naître des troubles dans les *Grisons*, qui le vengeroient du peu d'attention que les *Ligues Grises* avoient faites de ses remontrances, & des peines & mouvemens qu'il s'étoit donné pour prévenir un Traité si désavantageux pour les intérêts du Roi son maître. Le Gouvernement de *Milan* & du *Milanois* dont il étoit pourvu, favorisoit extrêmement son dessein & lui donnoit occasion de répandre ses Emissaires sans qu'ils y parût de l'affectation.

LIVRE TROISIEME.

LEs *Grisons* n'avoient jamais voulu entrer dans aucun engagement avec l'*Espagne* au sujet du *Milanois*, quoiqu'ils en eussent été sollicités par différentes reprises. Ce
refus

refus constant piquoit d'autant plus le *Comte de Fuentes*, qu'ils n'avoient pas fait la même difficulté avec la *France*, & que les *Grisons* étoient encore à la veille d'entrer dans un nouveau Traité avec la *République de Venise*. Ce qui déplaïsoit infiniment à la Cour d'*Espagne*, parceque cette Alliance pouvoit l'arrêter dans le dessein, où elle étoit de se rendre maitresse de l'*Italie*. Mais comme la Noblesse & les Principaux des *Grisons* adhéroient au parti *François & Vénitien*, le Comte connut parfaitement, qu'il falloit ne s'adresser ni aux uns ni aux autres, mais trouver un milieu, qui lui fournit les moïens d'affoiblir ce parti, ou de le détruire entièrement. Il n'ignoroit pas que les motifs les plus pressans, & ceux qui font mouvoir le cœur humain avec le plus de vélocité, sont la Religion & l'interêt public. *Fuentes* préfera ce dernier jugeant, qu'il feroit plus d'effet sur l'esprit du peuple que le premier. Il envoya donc des gens affidés dans les *Grisons*, qui remplirent les Communautés de discours séditieux en représentant, que les charges étant devenues vénales depuis un certain tems, & les emplois les plus distingués & les plus lucratifs ne se donnant plus qu'à prix d'argent, il n'étoit pas étonnant de voir que ceux, qui y étoient parvenus de la sorte, cherchassent à s'indemniser des grosses sommes qu'ils avoient données, par des concussions & en opprimant le peuple. Qu'il étoit de la gloire de la Nation de ne pas souffrir,

dans

dans le Corps de la République un mal qui la déshonoroit, & au quel on pouvoit remédier en faisant une recherche sévère de la conduite de ceux qui étoient à la tête des affaires publiques. Qu'il seroit ensuite aisé d'entreprendre une Réforme dans l'Etat en obligeant ceux qui avoient été dans ces Emplois dès l'année 1585. à rendre Compte de leur gouvernement, & des deniers publics qu'ils avoient eus entre les mains.

Ces remontrances eurent leur effet. Huit cens hommes prirent les armes, & marchèrent droit à Coire, pour forcer la Régence à se soumettre à un Règlement qu'ils firent suivant les insinuations, que le *Comte de Fuentès* avoit fait faire par ses partisans. Ils insistèrent particulièrement pour se faire rendre un compte exact de l'administration des emplois dès l'époque indiquée ci-dessus. Comme cette demande intéressoit les Chefs & les plus riches d'entre les *Grisons*, & que le peuple se flattoit d'avoir part aux amandes pécuniaires qui faisoient l'objet de cette recherche, on ne fut pas surpris des désordres qu'on vit naître à ce sujet.

Les quatre Cantons Protestans n'en eurent pas plutôt avis, qu'ils envoierent leurs Députés pour tâcher de couper racine à un mal qui avoit besoin d'un prompt secours. Ils voulurent faire entendre raison à Gens qui sentant leur tort n'étoient plus capables d'en avoir. Ils eurent beau leur représenter, que ce pré-

texte,

texte de réformer l'Etat n'étoit qu'une ruse dont se servoient les *Espagnols* pour détruire la République par elle-même, en enveloppant le citoyen innocent avec le coupable, s'il y en avoit. Qu'ils devoient mesurer leur démarche & ne point donner ainsi aveuglément dans des apparences qui n'avoient rien de réel; que le désir que le *Comte de Fuentes* marquoit de leur nuire. C'étoit prêcher à des sourds. On ne fit aucune attention aux exhortations des Députés des villes Protestantes; ce qui obligea le *Corps Helvétique* d'envoyer en *Grisons* une Députation, composée des Cantons de *Zurich*, de *Berne*, de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, de *Glaris* & de *Schaschausen*; mais elle y agit aussi infructueusement que la précédente. On ne s'en rebuta également pas. On en fit une troisième moins nombreuse. Les Députés de *Zurich* & de *Glaris* y allèrent au nom & de la part des Confédérés. Ceux-ci furent plus heureux. Ils remarquèrent, que le peuple ne cherchoit que de l'argent, moiennant quoi voyant qu'on appaiseroit les troubles, on trouva cet expédient; qui fut de conseiller à ceux qui avoient possédé les Emplois dès l'année 1585. de faire un don gratuit à ce peuple insatiable, sous prétexte de rembourser les frais qu'il avoit soutenus. Tout fut alors tranquille; l'argent fut livré; les proposés justifiés; le projet du *Comte de Fuentes* anéanti, & l'Alliance avec la République de Venise

Vénise conclue dans la Diette tenuë à *Davos* dans le mois d'*Août*.

Dom Pédro Henriquez Azevedo n'ayant pas réüssi à broüiller les *Liges Grises* par la ruse, conquist le dessein de les mâter par la force. Dans cette vûë il fit construire un Fort contre la teneur du Traité que les *Grisons* avoient fait en 1531, avec *François II. Duc de Milan*, qui portoit, que ce Prince ni ses Successeurs ne bâtiroient à perpétuité aucune Forteresse dans les environs ; où avoit été le château de *Mûß*, qu'on avoit détruit. Celui que le Comte fit bâtir sur la hauteur de *Monteccio* fermoit le passage du côté de la *Valtelline*, & de la vallée de *Chiavenna* tenant le pais dans une continuelle inquiétude. Il fit en suite tirer un retrachement depuis le Lac au pied de *Monteccio* jusqu'à l'endroit où la *Tour Olonia* étoit ci devant, afin d'arrêter les bateaux & les Barques qui commerçoient en *Italie*. De sorte que cette Province souffroit dans son commerce & ses habitans en leur liberté. Les *Grisons* virent parfaitement l'idée du Comte de *Fuentes* & le danger où ils étoient du côté des *Milanois* ; ils avoient appris, que ce Comte avoit conseillé au Roi son maître de s'emparer de *Final*, de *Monaco*, & de la *Valtelline*, s'il avoit envie de mettre l'*Italie* sous sa domination. Ils crurent, qu'ayant bâti le Fort de *Monteccio* & fermé l'entrée du Lac proche *Olonia*, il alloit commencer ce grand dessein par la prise de la *Valtelline*. Dans

Dans cette persuasion ne se voyant pas en état de résister seuls aux *Espagnols*, ils eurent recours aux *Suisses* leurs Alliés, & envoierent *Thomas de Schauenstein*, grand Jurisconsulte, à la Diette du neuvième de *Novembre*, qu'on avoit assemblée à *Baden*. Ce sçavant homme plus propre à donner une décision de Jurisprudence, qu'à négotier une affaire politique, s'avisa de présenter un mémoire, qui déplut extrêmement aux Députés de quelques Cantons Catholiques, parce qu'il y parloit d'une façon à les faire soupçonner d'être d'intelligence avec le *Comte de Fuentes*, & de lui avoir inspiré les moiens dont il s'étoit servi pour inquiéter les *Grisons*.

Il est vrai, que les Cantons Catholiques avoient de leur côté obtenu des Lettres annexes à l'Alliance qu'ils avoient faite avec *Henri IV.* Les générales regardoient tout le *Corps Helvétique*, & portoient la confirmation des privilèges que les Rois de France avoient accordés à la Nation en général. Les particulières étoient en faveur des Catholiques, & des Protestans. Ceux-ci avoient obtenu, qu'ils ne seroient point obligés de servir en France contre ceux de leur Religion; & le Roi permettoit aux premiers de continuer l'Alliance de *Milan* & de *Savoie*, pourvu que ce fût sans préjudice de celle qu'ils venoient de faire avec la France. Mais cette liberté dont ils avoient usé pour continuer le capitulat, ne pouvoit pas les

con-

convaincre, ni les rendre suspects auprès des *Grisons* au point où *Thomas de Schauenstein* paroissoit vouloir les noircir. Aussi les Cantons Catholiques, qui en étoient piqués au vif, rompirent la séance, & ne voulurent plus entendre parler de celle des *Liges Grises*, quoique les Députés des Cantons Réformés fissent tout leur possible pour les radoucir, & leur faire comprendre, qu'il n'étoit pas de la sagesse politique de faire attention au discours d'un Envoié, qui n'étant point fait au stile ni aux manieres Helvétiques, avoit commis une faute d'impétitie qui ne devoit pas réjaillir sur ceux qui l'avoient envoyé, ni empêcher qu'on continuât à prendre les mesures qui convenoient dans ces conjonctures si intéressantes non seulement pour les trois *Liges Grises*, mais aussi pour toute la Nation Suisse.

Cette prudente représentation n'eut aucun effet. Les Catholiques ne voulurent rien écouter, & par cette désunion on ne chercha point de remède au mal, qui augmentoit, & qui causa dans la suite un repentir, qui n'y apporta aucun soulagement. Car le *Comte de Fuentes*, qui vouloit absolument forcer les *Grisons* d'entrer dans un Traité pour la conservation du *Milanois* en faveur du *Roi d'Espagne*, & voyant qu'il ne pouvoit y parvenir par la douceur, emploia la rigueur en 1604 interdisant au commencement de l'année 1604. tout commerce avec les *Liges*; mais comme

comme cette défense devenoit insupportable au *Milanois* même, qui en souffroit plus que les *Grisons*, il fut obligé de la lever, & de permettre tout de nouveau l'entrée des marchandises dans le Duché.

Henri IV. ne trouva pas faisable, que la Cour d'Espagne en agit de la sorte avec les *Grisons*, & que par les entreprises hardies du *Comte de Fuentes* à leur égard, elle les tint dans une espèce de servitude & de dépendance, comparable à celles où les Princes d'Italie se trouvoient. Ce Prince ordonna à son Ambassadeur en Suisse, *Emeric de Vic*, de se présenter à la Diète de *Baden* convoquée dans le mois de *Février*, & de remontrer fortement au Corps Helvétique les dangereuses conséquences des entreprises du Roi d'Espagne contre un peuple libre, tel que sont les *Grisons*. De se rappeler les Alliances qui les unissoient avec eux. De considérer les suites que pouvoient avoir les démarches du Gouverneur de *Milan*, non-seulement en interdisant le commerce & en fermant les passages du *Milanois*, mais en souffrant que les Forts, qu'il avoit fait construire, subsistassent encore. Que ce joug, qu'on imposoit aux Lignes Grises, étoit un exemple à craindre pour eux, qui seroit dans son tems mis en exécution avec d'autant plus de facilité qu'ils se verroient privés du secours de ceux là même auxquels il le refusoient aujourd'hui. Qu'ils devoient réfléchir sur l'ancienneté & la fidélité de l'Alliance, qu'ils avoient avec le Roi, qui étoit

commune aux Grisons, devoit les porter à leur donner toute l'assistance dont ils avoient besoin, & ne point écouter les fausses insinuations des Espagnols, qui ne tendoient qu'à les désunir, & à sapper leur liberté par la discorde qu'ils tâchoient de mettre parmi eux. Jean Guler, Député des Grisons, appuya de son mieux la représentation de l'Ambassadeur de *Henri IV.* Il rappella tous les maux que le Comte de *Euentes* faisoit à la République; combien il étoit mortifié de l'Alliance qu'on avoit faite avec la *France & Vénise*, & ce que devoient appréhender les *Suisses* de la puissance du *Roi d'Espagne*, s'ils permettoient, que ce Monarque détruisît sa Patrie. Il conclut à demander un conseil dans cette rencontre épineuse, & à sçavoir ce que les Cantons feroient en cas qu'on fût attaqué.

Les Députés des sept Cantons Catholiques répondirent assez sèchement à cette demande en disant : Qu'ils n'avoient point oublié l'insulte que leur avoit faite le Docteur de *Schauenstein*, qui les ayant rendus suspects d'intelligence avec le Gouverneur de *Milan*, les mettoit en même tems hors d'état de donner un conseil, qui seroit toujours regardé avec méfiance de la part de ses Souverains Seigneurs & Supérieurs. Que d'ailleurs ils avoient été averti trop tard dans leurs Cantons au sujet du Capitulat que l'Espagne desiroit faire avec eux, pour avoir pu être instruits sur cette affaire. Mais que quant à leurs sentimens en particuliers,

siculiens, ils croioient, que le *Traité du Capitulat*, tel que demandoit le Comte de Fuentes au nom du Roi son maître ne devoit pas leur faire de la peine, ne leur paroissant pas, qu'il fût incompatible ni avec l'*Alliance* qu'on avoit avec la France, ni avec celle que les *Lignes Grises* avoient faite avec la République de Venise. De sorte que par leur opinion, tresté à le refuser, il étoit évident, qu'ils n'évitent pas une guerre; qu'ainsi aiant une si belle option, ils étoient les maîtres en Grisons de se faire tel état que leur sagesse & leur bon gouvernement en décideroient pour leur propre bien. Que néanmoins, (ajoutèrent les Députés Catholiques) ils étoient prêts de les assister de leur conseil & de leurs forces, en cas que le Comte de Fuentes ne voulût pas entendre raison sur la démolition des Forts, qu'il avoit fait construire contre la teneur du *Traité de 1531*, pourvu que leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs en fussent priés ou par Lettre ou par Ambassade.

Les Cantons Catholiques trouvoient dans leur façon de penser de ce tems-là, qu'il y avoit du danger à trop irriter l'*Espagne*, comme il étoit dangereux de ne pas assez ménager la France. Il leur sembloit, qu'ils devoient chercher à ne désobliger ni l'une ni l'autre de ces deux Puissances. Maisons, qui se disputoient la prééminence dans l'*Europe* sans avoir encore pu atteindre leur but, & il paroissoit à ces Cantons, que leur intérêt demandoit ce ménagement. Celle d'*Autriche*

ne les avoit point négligé. Celle de *Bourbon* cherchoit avec empressement leur amitié. Les *Grisons* leur sembloient trop ténaces. Ainsi comme *de Vic* ne pouvoit rien trouver à redire, ni à blamer dans cette sage politique, il prit un autre parti; ce fut de solliciter conjointement avec *Jacques de Vallier*, Gouverneur du Comté de *Neufchâtel* pour la *Duchesse de Longueville*, une Députation des Députés des Cantons, par devant qui il prétendoit faire connoître clairement, que le projet du Capitulat avec l'Etat de *Milan* étoit directement opposé à l'Alliance de la France. Qu'ainsi ce projet aiant besoin d'une modération, & d'être mis en regle, il prioit les Députés de l'examiner avec lui, avec *de Vallier* & les Envois des *Grisons*, & d'en raïer ce qui ne seroit pas trouvé convenable & qui pourroit déplaire au Roi son maître comme étant contraire aux Traités ajoutant. Qu'on pourroit en même tems chercher les moïens d'aider les *Ligues Grises* sans préjudice de l'Alliance qu'on avoit avec la couronne de France.

Les Députés étant assembles *de Vic* s'efforça de démontrer la contrariété des deux Traités. Ce qui n'est jamais difficile, quand on attaque toutes les paroles, & qu'on leur donne un sens, qui quelque fois n'est pas celui que les Parties contractantes ont eu en vûë. Quoiqu'il en soit, l'Ambassadeur aiant crû avoir satisfait à sa preuve, conseilla pour éluder la conclusion du Capitulat, d'envoyer à *Milan*

une

une Députation de la Diette au nom du *Corps Helvétique*, qui tâcheroit de finir agréablement les contestations, qui étoient survenues entre le Comte de *Fuentes* & les *Ligues Grises* : d'autant plus qu'elles faisoit de la peine & au Pape & aux Princes de l'Italie. Qu'il ne doutoit pas, que le Comte ne se rendit, quand il verroit l'unanimité des Cantons, & qu'il connoitroit par là qu'ils n'abandonnoient pas leurs Alliés.

Quoique rien ne fût plus avantageux pour le bien public que la proposition de l'Ambassadeur de France, les Députés des Cantons ne prirent ni les uns ni les autres aucune résolution, se contentant de dire, qu'ils en feroient leur rapport à leurs Souverains respectifs. De sorte que cette affaire qui au sentiment des plus sages ne devoit souffrir aucun délai, fut encore renvoyée jusqu'à la Diette de la *Saint Jean*, où les *Grisons* firent de nouvelles instances auprès des Cantons, pour les porter à envoyer une Ambassade à *Milan* afin d'obliger *Azevedo* à faire démolir le *Fort Fuentes*; ainsi nommoit-on la forteresse, qu'il avoit fait bâtir pour tenir en bride la *Valtelline*;

On envoya des Députés de quatre Cantons au nom du *Corps Helvétique*, aiant à leur tête le *Bourguemaitre de Zurich*. Le Comte connoissant la différence des sentimens des Envoies, se servit du même moien dont avoit usé l'Ambassadeur

ambassadeur de France, pour leur persuader, que le Traité du Capitulat n'avoit rien, qui fût contraire à l'Alliance, qu'ils avoient avec *Henri IV.* On examina ce Traité. On avoit les idées récentes de l'explication que *de Vic* lui avoit donnée; *Fuentes* prouva par les contraires. On se laissa convaincre. Le *Fort Fuentes* ne fut point démoli puisqu'il subsiste encore aujourd'hui; & le Comte persista dans son dessein de forcer les *Grisons* au Traité du Capitulat.

Lauffer prétend, que ce qui fit réussir le Comte, fut le renouvellement de ce même Traité du Capitulat, qui se fit le vint-huitième d'*Avril* de cette année 1604. entre le *Roi d'Espagne*, comme *Duc de Milan*, & les sept Cantons Catholiques, ceux d'*Appenzel* s'étant joints à *Lucerne*, *Uri*, *Schweitz*, *Unterwalden*, *Zug*, & *Fribourg*. Les quatre dixains dans la République de *Valais*, sçavoir *Goms*, *Visp*, *Raren*, & *Brig*, avoient dans le commencement consenti à ce Traité avec l'*Espagne*; mais *de Vic*, & les quatre villes Protestantes de la *Suisse* les en détournèrent, quoique *Hildebrand Jost Evêque de Sion*, le Capitaine du Pais & le Chapitre y fussent inclinés, & eussent même déjà dressé le projet du Traité. Mais aiant été communiqué à l'Ambassadeur de France & aux Etats du Pais, il faut bien, que ce Plan n'ait pas été approuvé, puisqu'il n'est fait aucune mention des *Valaisans* dans
le

le renouvellement avec les Cantons Catholiques.

L'affaire de *Mulhausen* ne caufoit pas moins d'embarras aux Cantons Réformés que celle de la *Valteline*. Ils avoient sollicité par différentes reprises les Catholiques de vouloir rendre à cette ville leur ancienne amitié, & de permettre qu'elle rentrât dans la Confédération Helvétique, sur tout parceque l'Empereur ne cessoit de la répéter. *Jean Louis de Heideck, Avoier de Walt hut* vint encore à *Baden* à la Diette de *Saint Jean*, & demanda au nom de sa Majesté Impériale, que le Corps Helvétique eût à lui abandonner *Mulhausen*, comme étant une Ville dépendante du Balliage de *Haguenau*; & au cas que quelques Cantons en fissent difficulté, qu'on eût à nommer un Juge qui décideroit cette question suivant Droit & équité.

Les cinq Cantons répondirent, qu'il ne convenoit pas à l'Empereur de demander une décision sur la question, si tel ou tel endroit appartenoit au Corps Helvétique. Que sous ce prétexte il pourroit se faire ajuger tous les Cantons l'un après l'autre, & que de cette manière il parviendroit à la fin à dissoudre la Confédération. Ils représentèrent ensuite aux Cantons Catholiques les fâcheuses suites de cette prétention de l'Empereur en les priant de recevoir les *Mulhausiens* comme auparavant dans l'Alliance générale des Suisses. Mais comme ceux-ci refuseront d'y donner les mains, les Protestans

sur ce refus voulurent sçavoir, ce qu'ils pou-
voient attendre d'eux en cas que l'Empereur pro-
cedât par voie de fait contre la Ville de Mulhausen.

Lauffer tire leur réponse de l'indisposition
que l'affaire des Grisons, celle de Valais, &
le traité avec le Milanois, avoit fait naître
dans l'esprit des Cantons Catholiques contre
les Réformés. Ils répondirent : que la Ville
de Mulhausen étant exclue de leur Alliance, son
sort ne les touchoit plus, & que leur Religion
n'étant pas celle de Mulhausen, cette Ville ne de-
voit pas se promettre aucun secours de leur part.
Les Députés Protestans aiant néanmoins réité-
ré leurs prières & leur intercession en faveur
de leurs Alliés, & n'aiant rien pû obtenir de
l'obstination des Catholiques, David Tschar-
nes un des Députés de Berne s'échauffant dit :
„ tous les jours se suivent, mais ils ne se ressem-
blent pas. „ Cette menace ne parut pas en
place au Député de Zurich. Il crut la corri-
ger en demandant au nom de son Souverain
le renouvellement de la Confédération Helvétique.

1605 Les Députés Catholiques répondirent avec
un flegme admirable, que leurs pieux ancêtres
en faisant cette Confédération, avoient juré de
l'observer à perpétuité, qu'ainsi il leur paroissoit
aujourd'hui inutile de la renouveler avant qu'on
eût terminé certaines contestations au sujet de la
Religion, & autres affaires politiques, qui de-
mandoient une fin ; qu'alors, quand on seroit con-
venu

venu amiablement ou par voie de Droit de toutes ces choses, on verroit l'union générale rétablie parmi les Cantons, & on pourroit en toute sûreté procéder au renouvellement de l'Alliance, mais qu'au paravant on ne trouvoit pas ce lien que la confiance fait naître, & qui cependant est si nécessaire pour resserrer ce nœud d'une vraie amitié confédérale.

Stetler fait une sage réflexion dans ces circonstances : Les frères, dit-il, se fâchent quelque fois ensemble, quand on sème la zizanie parmi eux ; mas le lait, qu'ils ont sucçé de la même mere, les réunit d'abord. & ils ne demeurent pas longtems dans cet état violent. Cela est vrai, lors qu'il n'y a point de levain qui entretienne l'inimitié, mais quand il y en a, l'animosité subsiste jusqu'à ce que la cause soit ôtée.

Les Grisons aiant continuellement devant les yeux un levain amer en regardant le *Foro Fuentes*, insterent plusieurs fois dans les Diettes générales des Suisses pour tâcher d'en procurer la démolition, mais le Gouverneur de Milan avoit des vûes trop étenduës pour se laisser aller à la sollicitation de Suisses. Ce n'est pas seulement aux Liges Grises à qui il en vouloit, mais aussi aux Princes d'Italie, qu'il cherchoit de réduire sous la domination Espagnole. A ce sujet il rechercha la maison de *Malespine*, qui étoient les anciens *Marquis d'Italie*, & prétendit de ceux, qui en possedoient

les fiefs, qu'ils eussent à lui montrer leurs titres, & ensuite à lui en prêter hommage en faveur du Roi son Maître. *Alberic de Malespine* avoit eu trois filles de *Lucrèce*, fille de *Sigumond d'Est*, qu'il avoit épousée. L'aînée fût mariée à *Scipion de Fiesque*, Comte de *Lavagne*; *Richarde de Malespine* fut mariée l'an 1515. par dispense du Pape *Leon X.* avec *Scipion de Fiesque*, veuf de sa sœur aînée. Ce Seigneur mourut l'an 1520. ne laissant qu'une fille, qui épousa vers l'an 1540. le Comte *Vitalino Visconti de Borromeo*. *Richarde* fit une seconde alliance avec *Laurent Cibo*, Comte de *Ferentille*, qui devint *Marquis de Masse*. Sa troisième sœur *Thadée Malespine* épousa le célèbre *Bojardi*, Comte de *Scandino*. Ces Seigneurs possédant les Terres de la *Maison de Malespine* tombée en quenouille, se recrièrent vivement contre la conduite & la recherche que leur faisoit le Comte de *Fuentes*; ils démontrèrent, que si elle avoit lieu, le Duc de *Parme* & de *Plaisance*, le Grand Duc de *Toscane*, la République de *Vénise* & celle de *Gènes* ne seroient pas en sûreté. Ces cris redoublés arrêterent *Azevedo*. Il sentit le danger, qu'il y avoit à pousser sa recherche trop loin, vû qu'elle pourroit devenir désavantageuse pour le Roi d'Espagne, qui lui sçauroit peut-être mauvais gré d'avoir compromis son autorité dans une affaire de cette conséquence.

Il n'eut pas la même indulgence pour les *Grisons*. Il y continua ses négociations & crut absolument, que par ce moien il parviendrait à les forcer de souffrir le *Fort de Monteccio* & à entrer dans le *Traité du Capitulat*. Les Cantons en général convenoient, que la démolition de ce *Fort* étoit nécessaire pour la tranquillité de toutes les *Liges*, & *Suisses*, & *Griſes*; mais les Catholiques penchoient toujours du côté du *Traité* entre le *Milanois* & les *Grisons*. On voioit même, qu'ils cherchoient à l'avancer.

Les quatre Villes Protestantes, & *Glarus* s'assemblerent en particulier à *Arau*, où elles conclurent d'écrire sérieusement à tout le *Corps Helvétique* pour représenter le danger qu'il y avoit pour la *Suisse* à souffrir, que le *Fort Fuentes* subsistât. Que le *Gouverneur de Milan* cherchoit par là non seulement à forcer les *Grisons* de faire ce qu'il prétendoit d'eux, mais encore à accoutumer les *Suisses* à la domination Espagnole. Que les chaines, qu'on préparoit à une Nation, ne se forgeoient pas du même jour; qu'une maille s'attachoit à l'autre, & qu'insensiblement en regardant avec nonchalance cet enchainement on y étoit pris par sa propre faute. Que cette insensibilité ne feroit pas honneur aux *Suisses* auprès des Nations étrangères, qui concevroient au juste mépris d'une conduite si fort opposée au sentimens de vigueur & d'activité des Ancêtres, Q'ainsi

Qu'ainsi on devoit s'employer *unitis viribus* à tirer une épine, qui pénétoit jusqu'au cœur de la Nation.

En second lieu les Protestans trouverent à propos d'écrire en particulier aux Cantons de *Fribourg*, de *Soleure*, & d'*Appenzel*, qui aiant été compris dans le Trinité de 1531, qu'on fit avec *François Sforce* après la guerre de *Musß*, où il est stipulé, qu'on ne bâtiroit à perpétuité aucune Forteresse aux environs des endroits, où étoit actuellement celle de *Fuentes*, ces trois Cantons en leur faisant bien comprendre l'importance de cette affaire, ne manqueroient pas de se joindre aux Réformés, & agiroient efficacement auprès des autres pour qu'ils prissent tous ensemble la défense d'un Traité qu'on avoit juré d'observer inviolablement.

On convint encore à *Arau* d'écrire à *Louis le Fèvre*, Seigneur de *Caumartin*, qui avoit relevé *Emeric de Vic* dans l'Ambassade de France en Suisse, pour le prier d'engager ces trois Cantons à s'unir aux Réformés, & pour le supplier d'ailleurs d'exhorter les *Grisons* à la paix & à la tranquillité. Mais toutes les représentations les plus fortes furent inutiles auprès des Cantons Catholiques. Le parti Espagnol l'emporta au grand regret des Protestans. Les premiers permirent même cette année le passage, suivant le dernier Traité du Capitulat, aux Troupes qu'*Albert Archiduc d'Autriche* envoioit en *Flandre*: mais les Cantons

tons Protestans le refuserent pour faire connoître aux Catholiques le peu de fond, qu'ils faisoient sur cet Article du Traité. C'est ce qui obligea le *Comte de Fuentes* de chercher encore avec plus d'empressement & de Zèle à se conserver une communication & un passage du *Milanois* dans le *Tirol* par la *Valtelline*.

Il faut rendre justice à qui elle est dûe. La *Suisse* doit sa tranquillité à la vigilance & aux soins que les Cantons Protestans, surtout celui de *Berne*, ont toujours fait paroître dans les occasions, qui comme celle dont on parle, auroient fait de la *Suisse* un passage éternel pour les Troupes étrangères allant en *Italie* ou venant de ces Pais là. Nôtre Pais auroit été un Pais de sujettion, exposé à toutes les misères & tous les malheurs que les autres, qui n'ont pas sçu ou pas voulu observer une exacte neutralité, ont éprouvé cruellement. La *Suisse* ne seroit pas en état de supporter un tel passage ; car quoique en général on y puisse vivre assez agréablement, on n'y est pas dans une situation à prodiguer ses danrées, ni à les partager avec d'autres, qu'avec ses Compatriotes. J'en appelle au témoignage de *Stanian* Ministre tranquille & prudent de la Cour d'Angleterre Résidant à *Berne*. Voici comment il s'explique dans son *Etat de la Suisse* : *Mais quoique ce Pais soit connu par tout pour être montagneux, ceux-là se trompent fort, qui croient que ses montagnes sont des rocs nus, comme*

me celles de Gènes. Elles en sont si différentes, que bien que la plus grande partie en soit couverte de neige pendant tout l'hiver, il y en a pourtant peu qui soient stériles. Elles portent presque toutes jusqu'aux sommets de bons pâturages tout l'été pour de vastes troupeaux de bétail; & l'on voit croître du bled en quelque endroits, où l'on diroit que la terre est trop rapide pour qu'un homme pût y grimper, & l'air trop froid pour laisser mûrir le grain.

Voilà comment sont faites les parties les plus montagneuses de la Suisse; mais il y en a d'autres, où il y a plutôt des collines que des montagnes, & même il y a quelques endroits, où l'on trouve des Plaines d'une assez grande étendue. Le Comté d'Argau dans le Canton de Berne est un Pais plat, & abondant en grain. Celui qui est situé entre Moudon & Morat dans le Pais de Vaud est également fertile, & fait une perspective beaucoup plus riante. Je nomme ces deux Plaines comme les plus beaux morceaux du Canton de Berne, quoique l'on puisse dire avec vérité, que plus des deux tiers de ce Canton en général soient un bon Pais, qui produit du bled non-seulement en assez grande quantité pour ses Habitans, mais aussi de quoi enfourner à ses voisins. De même il croît beaucoup de grain dans les Cantons de Zurich, de Soleure & de Fribourg, comme aussi dans les petits Etats de Bâle, & de Schaffhouse, que l'on peut appeler les Plaines de la Suisse, en comparaison des autres Cantons. Cependant il

fais

faut avouër, que dans ces Cantons mêmes la terre est généralement pierreuse, & de peu de rapport, tellement que ce que les Habitans en tirent se doit uniquement à leur travail. Et comme la nécessité est la mere de l'industrie, elle a rendu les Suisses les plus habiles Laboureurs de l'Europe.

Les autres Cantons, sçavoir Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Glaris, & Appenzel n'ont pas assez de bled de leur propre crû pour l'usage de leurs Habitans, & même en quelques-uns il n'en croît point du tout. Pourtant l'indigence de ceux-ci pourroit bien être suppléée parce que les autres Cantons produisent de trop, s'ils moissonnoient toujours à proportion de ce qu'ils sement, mais les montagnes qui les entourent, engendrent tant de pluies, de grêles & de tempêtes, que les fruits de leurs terres sont souvent brisés par des orages, ou gelés par des pluies froides. En sorte que leurs récoltes sont souvent mauvaises, & manquent quelque fois entièrement. C'est pour cette raison que les Suisses sont obligés d'acheter toutes les années plus ou moins de grain de leurs voisins, & d'en faire des magasins dans leurs Balliages, afin d'être pourvus contre la disette, & de pouvoir en fournir les plus pauvres du peuple à un prix médiocre.

Cette description, de ce que la Suisse produit, est une leçon que tous les Cantons doivent étudier pour se garantir des maux, qu'un passage de Troupes étrangères pourroit causer dans le Pais, & en même tems un avis salutaire

salutaire à ces mêmes Troupes de ne point s'exposer dans un Pais si stérile pour y mourir de faim & de misère. Si l'on en croit *Stannian* Mais c'est surtout un avertissement de ne rien contracter par des Traités d'Alliance, qui puisse donner occasion aux Princes avec lesquels l'on traite d'exiger la passage pour leurs armées au travers de la *Suisse*.

Les quatre Cantons Protestans n'ayant rien pû faire en faveur des *Grisons*, crurent être plus heureux en faveur du *Maréchal de Boüillon*. Ils envoierent une Ambassade à *Henri IV.* pour prier sa Majesté de recevoir ce Duc en grace & de lui pardonner son crime; mais le Maréchal se comportoit si mal, & avoit si peu de soin de mériter son pardon, que les Ambassadeurs revinrent en *Suisse*, peu satisfaits de l'accueil que le Roi leur fit à ce sujet. En effet les amis de ce Maréchal, soit qu'ils en eussent des ordres de lui, soit qu'ils agissent de leur propre mouvement, croiant bien qu'il les avoueroit s'ils réussissoient, faisoient quelques assemblées de Noblesse & distribuoiént de l'argent pour lever des Troupes, mais c'étoit si peu, qu'il paroissoit bien, que ces avances ne sortoient que de la bourse de quelque petit particulier. Néanmoins pour animer leurs Partisans ils publioient à tout moment des nouvelles supposées du Maréchal; tantôt que si l'on tenoit ferme jusqu'au mois d'*Octobre*, il éclateroit de grandes choses en sa faveur;

faveur ; tantôt qu'on le verroit en *France* plutôt que ses amis ne l'attendoient , & que ses ennemis ne désiroient ; une autre fois , que le sujet de son retardement n'étoit que l'attente des Troupes Allemandes avec les quelles , il se verroit en état d'entrer dans le cœur du Roiaume , & de livrer bataille à quiconque oseroit s'opposer à ces forces. Ces discours qu'on avoit soin de répandre jusques dans le *Louvre* ne pouvoient pas engager *Henri IV.* à accorder aux villes Réformées de la *Suisse* la grace , qu'elles lui demandoient pour un sujet , qui continuoit si publiquement dans sa conduite criminelle ; & si elles furent peu contentes du voyage de leurs Ambassadeurs , elles n'en doivent attribuer la cause qu'au peu de réflexion , qu'elles firent en les envoyant.

Le *Baron de Luxe* , Gouverneur du Duché de Bourgogne , de *Boisse* , Gouverneur de Bresse , & de *Nereftan* ne purent pas non plus se glorifier de la commission , que *Henri IV.* leur donna pour demander aux *Genevois* une Place dans leur ville , où il pût faire bâtir un arsenal afin , disoit il , de mettre la *Bourgeoisie* dans un état de défense & en sûreté contre les entreprises pareilles à celles , qu'elle venoit d'essuyer. Le Conseil fut partagé dans ses opinions. Ce qui prouve bien l'esprit de République. La saine opinion l'emporta néanmoins. On ouvrit les yeux à cette dangereuse proposition.

& on connut, qu'un arsenal établi de la part du Roi dans la ville de Genève n'étoit pas moins à craindre que les échelles de Savoie appuyées aux murailles de leur ville. On supposa la bonne intention de *Henri IV*; mais on appréhenda un repentir irréparable, & quelque chose de plus. De sorte que dans ce débat le Conseil renvoia la chose par devant les Deux cens, & ceux ci remirent la délibération de cette affaire de la dernière importance au Conseil général. Le *Baron de Lux* comprit aussi bien que de *Boiffé*, & *Nereftan* que ce renvoi étoit une honnête défaite. Ils partirent sans attendre de réponse, & l'on n'en parla plus.

Pierre de Brederode envoyé de la part des Etats Généraux aux quatre villes Protestantes, ne fut pas mieux reçu dans la proposition. Ce ministre demandoit à faire un emprunt de quarante mille florins pour soutenir la guerre contre les *Espagnols*; mais les trois Cantons de *Zurich*, de *Bâle*, & de *Schaffhausen* ne voulurent pas y donner les mains. On écrivit aux Etats une lettre polie, mais on ne leur donna point d'argent.

Quand *Philippe second Roi d'Espagne* se vit débarrassé des ennemis du dehors, par la Paix de *Cambrai*; il se donna toutes les peines imaginables pour maintenir dans ses Etats l'unité de l'ancienne Religion Catholique, & sans avoir égard ni à la personne ni à la qualité, il fit agir avec la dernière rigueur contre ceux
qui

qui étoient suspects, & cela par le moien de l'inquisition établie en *Espagne*.

Afin de pouvoir agir avec la même activité dans les *Pais-Bas*, où les Etats, en vertu de leurs privilèges, ne vouloient pas permettre que l'Inquisition fût établie, il érigea du consentement du Pape plusieurs Evêchés comme à *Middelbourg*, & dans les autres endroits, afin que l'on pût avoir plus facilement l'œil, & veiller de plus près sur ceux qui changeoient de Religion. Mais comme par ces procédés rigoureux, il chagrina fort le peuple, qui à l'imitation des François & des Anglois aspiroient à une Réformation dans l'Eglise; que par l'erection de ces Evêchés, il déplaisoit aux Catholiques, parce que pour l'entretien des nouveaux Evêques, il avoit appliqué la plupart des revenus de plusieurs riches Abbayes; que d'ailleurs il n'étoit pas aimé dans les *Pais-Bas*, où l'on étoit mécontent de sa conduite, parceque loin d'être populaire, comme l'Empereur son pere, il affectoit une gravité Espagnole, odieuse à ceux du Pais; & qu'au lieu de *Flamans*, il ne se servoit que d'*Espagnols* pour ses Ministres & pour ses confidens, on en murmura hautement, ce qui fut cause, que le Roi rappella *Antoine de Granvelle* Cardinal, qui gouvernoit tout à sa fantaisie dans le Pais, & fit *Marguerite Duchesse de Parme*, sa sœur naturelle, Gouvernante des *Pais-Bas*.

Ensuite *Guillaume, Prince d'Orange*, homme ambitieux & rusé, aida beaucoup aussi à fomentier tous ces désordres. Car comme *Philippe* étoit résolu de partir pour l'*Espagne*, & qu'il vouloit donner ordre aux affaires du Gouvernement, ce Prince faisoit tous ses efforts, afin que *Christine, Duchesse de Lorraine*, fût faite Gouvernante des Pais-Bas, parce qu'espérant d'épouser sa fille, il croioit par-là avoir tout le maniment des affaires. Mais *Marguerite de Parme*, ayant été établie Gouvernante, & *Philippe* n'ayant pas voulu consentir à ce mariage, le *Prince d'Orange* en conçut un chagrin très-vif, & tâcha en le traversant, de lui faire connoître jusqu'où s'étendoit son pouvoir.

Entre les mécontents se trouvoient aussi les *Comtes d'Egmont & de Horn*; avec quantité d'autres, qui avoient grand crédit parmi le peuple, & qui étoient excessivement jaloux de l'autorité des *Espagnols*. La plupart des Nobles aspiraient aussi au changement; en partie par la haine qu'ils avoient contre ces étrangers, & en partie par une humeur turbulente, qui leur étoit naturelle; mais particulièrement encore à cause de leur pauvreté, & des dettes, dont plusieurs étoient accablés, ayant été réduits en cet état, parce que ne voulant pas céder aux *Espagnols* en pompe & en magnificence, ils avoient été contraints de dépenser beaucoup au delà de leurs revenus.

D'un

D'un autre côté les Ecclesiastiques étoient très-mal satisfaits de *Philippe*, parce qu'il créoit de nouveaux Evêchés, comme un l'a dit, à l'entretien des quels il vouloit employer les revenus des abbaies; par où il choquoit non seulement ceux, qui étoient en possession de ces Bénéfices; mais aussi les autres qui y prétendoient après leur mort. Car les Abbés étoient élus par les Religieux des Abbaies; au lieu que les Evêchés étoient à la disposition du Roi.

Mais toutes ces étincelles n'eussent pas été suffisantes pour exciter un embrasement si terrible, si la Religion ne s'y étoit jointe. Car c'est elle, qui peut remuer le plus puissamment les esprits de la populace, & qui peut servir d'un prétexte spécieux à ceux, qui naturellement aspirent aux nouveautés.

Ceux qui avoient abandonné la Religion Romaine étoient les maîtres dans les *Pais Bas*. Une partie d'entr'eux avoit reçu la Confession d'Augsbourg; une autre suivoit la doctrine des Réformés, & enfin il y en avoit, qui s'étoient laissé aller aux visions des Anabaptistes. L'Empereur *Charles-Quint* avoit fait publier là-dessus des défenses très-expresses, & en avoit même fait punir sévèrement quelques-uns pour intimider le reste: mais cela n'avoit fait qu'agrir les esprits, & ne servit qu'à l'avancement de ces nouvelles Religions. Il est vrai, que *Marie, Reine de Hongrie*, sœur

de *Charles Quint*, qui étoit alors Gouvernante des *Pais-Bas*, croioit, qu'on devoit en user envers ces gens-là avec plus de douceur & de modération; mais *Philippe* avoit résolu d'exterminer entièrement par la rigueur tout ce qu'on appelloit, *hérésies*; soit par le zèle qu'il avoit pour la Religion Romaine, soit parce qu'il cherchoit à obliger par là le Pape, dont la faveur lui étoit nécessaire pour les desseins qu'il avoit formés. C'est pourquoi il renouvella les placards de *Charles Quint* sous des peines encore beaucoup plus rigoureuses; & pour les faire executer, il érigea un Tribunal Ecclesiastique à la maniere de l'Inquisition d'Espagne, dont le nom seul jetta la fraieur par tout. En effet cette Inquisition est un Tribunal extrêmement rigoureux; sur un soupçon très léger ou même mal fondé, ou même sur une fausse accusation, on peut être arrêté & puni, sans qu'on connoisse son crime, ni même ses délateurs, quoiqu'on fasse paroître clairement son innocence.

Ce qui donnoit une plus grande horreur aux *Flamands* pour l'Inquisition, c'étoit non seulement, parceque ni les privilèges, ni la faveur des Rois, ni toutes sortes d'intercessions ne pouvoient rien obtenir auprès de ce Tribunal, mais encore parceque cette Nation est tout à-fait libre dans ses discours, aiant pour ainsi dire, le cœur sur les lèvres. Outre cela le commerce l'oblige de converser avec
des

des peuples, qui ont des Religions différentes; au lieu que les *Espagnols* & les *Italiens* étant naturellement dissimulés, il leur est très aisé de cacher leurs sentimens.

D'ailleurs il y en a qui croient, que les *Espagnols* étoient bien aises de la révolte des *Pais-Bas*, afin d'avoir lieu de les opprimer par les armes, de les dépouiller de leurs privilèges, & de dominer sur eux à leur fantaisie. Après cela il pouvoient les faire servir comme d'une place d'Armes pour porter la guerre en *France*, en *Angleterre*, en *Allemagne* & dans les Roiaumes du *Nord*.

Cependant il est très certain, que les Princes étrangers n'ont pas peu contribué à entretenir ce feu, & à en augmenter l'ardeur, particulièrement *Elisabeth Reine d'Angleterre*, qui voiant que la puissance de l'*Espagne* donnoit de la terreur à toute l'*Europe*, tâchoit de lui préparer tant d'occupation chez elle, qu'il ne lui prît plus envie d'aller opprimer les autres.

La Semence de ces troubles germoit déjà dans les cœurs, lorsque *Philippe II.* partit pour l'*Espagne* en 1559. après avoir disposé le Gouvernement de telle maniere, que la Régente avoit la Souveraine puissance conjointement avec le Conseil d'Etat : auquel, outre le *Prince d'Orange*, le *Comte d'Egmont*, & plusieurs autres, le *Cardinal de Granvelle* avoit aussi séance. Celui ci, *Bourguignon de Na-*

tion, étoit un fin politique, sur le quel *Philippe* se reposoit entierement : comme en effet étant sur son départ, il laissa un ordre secret à la Gouvernante de se régler selon les Conseils de ce Prélat.

Dés qu'on eut remarqué dans le Gouvernement, que le *Cardinal de Granvelle* y faisoit tout ce qu'il vouloit, les autres Seigneurs des *Pais Bas* en témoignèrent aussi. tôt leur ressentiment, & résolurent de s'opposer à lui en toutes manieres : particulièrement à cause qu'il faisoit de grandes instances pour faire exécuter ponctuellement le commandement du Roi touchant l'établissement des nouveaux Evêques & l'extirpation des Religions étrangères ; au lieu que ces mêmes Seigneurs étoient d'avis, qu'on usât de douceur & de tolérance.

Granvelle par une telle conduite se rendit si odieux à tout le monde, qu'à la fin le *Prince d'Orange*, le *Comte d'Egmont* & le *Comte de Horn*, écrivirent au Roi, que, si l'on n'étoit le *Cardinal*, il n'y avoit plus moien de conserver le repos dans les *Pais Bas* : & ils poussèrent les choses si loin, qu'à la fin le Roi consentit à sa déposition en 1564. Mais quoique *Granvelle* fût hors du Conseil ; la Régente ne laissoit pas de se régler selon les avis du Président, & du *Comte de Barlemont*, qui prenoient la même route que lui ; ainsi après une courtoise les mécontentemens recommencerent ;
de

de sorte qu'on disoit alors, que le Corps du Cardinal s'étoit retiré du Conseil, mais que son esprit y étoit resté. C'est pour quoi les divisions & la mésintelligence ne cessoient point, & les placards qu'on avoit publiés au sujet de la Religion ne pouvoient être mis en exécution, le peuple s'y opposant de plus en plus. Ce fut dans cette conjoncture que la Régente & le Conseil résolurent d'envoier le Comte d'Egmont en Espagne, pour y faire un rapport exact de l'état des affaires; & pour voir si Philippe ne pourroit pas imaginer quelque autre expédient plus convenable.

Quand ce Comte fût arrivé à Madrid, le Roi lui fit un accueil assez favorable pour la personne; mais il lui fit entendre, qu'il ne vouloit rien relâcher de sa sévérité au sujet des Religions. Outre cela il se figuroit, que la douceur de la Régente étoit cause, que le mal étoit déjà si profondément enraciné. C'est pourquoi il voulut, qu'on renouvelât les placards sous des peines plus rigoureuses qu'auparavant; & qu'on introduisît absolument le Concile de Trente dans les Pais-Bas. Cette sévérité jointe au bruit qui couroit, que Philippe II. s'étoit abouché avec Charles IX. pour chercher ensemble tous les moiens d'exterminer les Hérétiques, fit soulever ouvertement le peuple. Quelques-uns d'entre les Nobles commencerent les premiers, parce qu'ils s'étoient ligués ensemble pour s'opposer à l'In-

O 5

qui.

quisition, avec promesse de se secourir mutuellement en cas que quelqu'un d'eux fût arrêté pour la Religion. Cependant ils protestoient tous, qu'ils n'avoient point en cela d'autre but que la gloire de Dieu, la grandeur de leur Roi, & le repos de leur Patrie. Cette Ligue, qu'on nommoit ordinairement *le Compromis*, fut dressée par *Philippe de Marnix, sieur de Sainte Aldegonde*, & fut signée par environ quatre cens Gentilshommes, dont les principaux étoient *Henri de Brederode*, *Loüis Comte de Nassau*, frère du Prince d'Orange, & les Comtes de *Culembourg* & de *Berg*. Tous ceux-ci s'étant trouvés ensemble à *Bruxelles* en 1566. présentèrent une requête à la Régente, où elle étoit suppliée de révoquer les placards, qu'on avoit publiés au sujet de la Religion.

La Régente leur répondit avec douceur & civilité, mais néanmoins en termes généraux leur promettant de s'informer de l'intention du Roi là-dessus. On rapporte, que le Comte de *Barlemont*, qui étoit alors auprès d'elle, lui dit „ *Madame, il ne faut pas se mettre en* „ *peine de ces gens-là, ce n'est qu'une troupe de* „ *gueux.* „ De là vient aussi que depuis, ce nom de *Gueux* est devenu fort célèbre; & qu'ensuite les Nobles portèrent une besace, comme une marque particulière de leur Ligue.

Dans ces entrefaites on répandit plusieurs libelles, qui servirent à aigir encore davantage

tage les esprits. Et parce que les Députés, qu'on avoit envoïés en *Espagne* pour obtenir quelque adoucissement au sujet des placards, y avoient été très mal reçus, & que *Philippe* ne vouloit pas avoir la moindre condescendance pour les supplications de ses sujets; la sédition éclata enfin si ouvertement, qu'on commença à prêcher publiquement les nouvelles Religions avec un grand concours de peuple, & qu'une partie de la populace s'emporta jusqu'à piller les Eglises & à bruler les images.

Mais quoi que le *Prince d'Orange* & le *Comte d'Egmont* fissent tous leurs efforts pour étoufer la sédition, & pour appaiser le peuple, le Roi ne laissa pas pourtant de les soupçonner d'être les auteurs de tous les désordres. C'est ce qui les obligea à chercher toutes sortes d'expediens pour se tirer du péril, sans cependant pouvoir se résoudre à prendre là dessus un dernier parti.

La Régente aiant assemblé quelques Troupes, tâcha par ses caresses & par toutes sortes d'artifices de réduire les mutins; entre lesquels il s'en trouva plusieurs, qui cherchèrent à rentrer en grace par leurs soumissions & par leurs bons services.

Cette Princesse eut beaucoup de bonheur dans cette entreprise; car avec très peu de peine, & par la punition d'un très petit nombre de personnes elle rétablit le repos & la tran-

tranquillité dans le Pais. Néanmoins le bruit s'étant répandu, qu'une grande armée d'Espagnols étoit en marche pour venir dans les *Pais-Bas*, il y eut quantité de Bourgeois & particulièrement d'artisans, qui se sauverent dans les Pais voisins; & le *Prince d'Orange* même ne se croiant pas en sûreté se retira en *Allemagne*.

La Gouvernante conseilloit bien au Roi de venir lui-même dans les *Pais-Bas*, sans y amener une grande armée, afin que par la présence favorable il mît fin à tous ces desordres; mais les avis du *Duc d'Albe* prevalurent; & on résolut suivant son sentiment de se servir de cette occasion contre les *Flamans*, pour les faire plier sous le joug pour intimider les autres par leur exemple.

En 1568. ce Duc vint dans les *Pais-Bas* par la *Savoie* & par la *Bourgogne*, amenant avec lui une armée considérable. D'abord qu'il fut arrivé, il fit saisir les *Comtes d'Egmont & de Horn*, comme auteurs secrets de tous ces troubles. Il déclara aussi comme crime de Lèze-Majesté le Compromis, ou la Ligue des Nobles, la requête qu'on avoit présentée, & toutes les insolences de ceux qui avoient pillé les Eglises, & avoient brisé les images. Pour juger tous ces fraits il établit un Conseil de douze personnes, d'où on ne pouvoit appeller, C'étoit cette assemblée, qu'on nommoit ordinairement le *Conseil de Sang*.

Outre

Outre cela il fit ajourner le *Prince d'Orange*, & les autres Seigneurs, qui s'étoient retirés du Pais; & faute de comparoitre il les fit condamner, comme criminels de Lèze-Majesté, & confisqua tous leurs biens. Il exerça la même sévérité contre plusieurs personnes de basse condition. Là-dessus la fraieur s'étant répandue par tout obligea quantité de monde à sortir de Pais par troupes; & d'ailleurs on bâtit en plusieurs villes diverses Citadelles, dont la principale fut celle d'*Anvers*.

Pendant que le *Duc d'Albe* en usoit avec tant de rigueur dans le *Pais-Bas*, le *Prince d'Orange* avoit amassé beaucoup de Troupes en *Allemagne*, dont une partie commandée par le *Comte Louis* son frère, entra en *Frise* & défit le *Comte d'Arenberg*, qui en étoit Gouverneur. Peu de tems après le *Duc d'Albe* marcha lui même en personne contre le *Comte*, après avoir fait trancher la tête aux *Comtes d'Egmont & de Horn*. Ensuite le *Prince d'Orange* fit une irruption dans le *Brabant* avec une puissante armée; mais le *Duc d'Albe* l'en chassa bien-tôt & dissipa toutes ses forces.

Ces heureux succès l'enflerent tellement, qu'il se fit ériger une statue magnifique à *Anvers*, & qu'il introduisit de nouvelles impositions, afin de réduire les *Pais-Bas* avec l'argent, qu'il tiroit de la bourse de ses habitants. Il exigea le centième denier de ce que chacun possédoit; le vingtième de tous les immeubles

immeubles, & le dixième de tous les biens meubles, qui seroient vendus. Cela mit tout le monde au désespoir.

Pendant que le *Duc d'Albe* pressé par la nécessité d'argent vouloit extorquer ces nouvelles taxes, & qu'il étoit prêt de faire exécuter ceux de *Bruxelles*, qui en refusoient le paiement en sa présence même, quelques Habitans des *Pais-Bas*, qui s'étant retirés, pour éviter la persécution, faisoient la course avec vingt-quatre vaisseaux de moyenne grandeur, subsistoient de leurs pirateries, & pour ce sujet ils étoient nommés les *Gueux de la mer*. On apprit, qu'ils avoient pris la *Brille* le premier d'*Avril* de l'année 1571. sous la conduite du *Comte de la Marck*. Les autres villes de *Hollande*, tant par la haine, qu'elles avoient contre les Espagnols, qu'à cause du dixième denier, se révolterent toutes; excepté les deux villes d'*Amsterdam* & de *Schoonhoven*, qui demeurèrent encore quelque tems fidèles aux Espagnols.

Ce fut une grande imprudence au *Duc d'Albe* durant l'espace de quatre ans de ne s'être pas mieux assuré des côtes de la mer. Les villes, qui venoient de se soulever, prirent le *Prince d'Orange* pour leur Gouverneur, & lui prêterent le même serment, que s'il étoit venu de la part de leur Souverain; voulant faire voir par là qu'ils s'étoient révoltés contre le *Duc d'Albe* seulement, & non pas
contre

contre le Roi. Environ ce même tems il s'assembla une si grande quantité de Capres, tant de *France*, que d'*Angleterre*, qu'en quatre mois il en parut devant *Flessingue* une Flotte de cent cinquante voiles, qui dans la suite fit beaucoup de mal aux *Espagnols*.

Le *Duc d'Albe* ne put s'opposer d'abord à tous ces malheurs, tant parceque le *Comte de Berg* s'emparoit alors de plusieurs places en *Gueldres*, en *Frise*, & en *Over-Issel*, qu'à cause que le *Comte Louis de Nassau* avec le secours des *François* avoit surpris la Ville de *Mons*; car ce *Duc* croioit, qu'il lui étoit plus important de reprendre cette place. Le *Prince d'Orange*, qui venoit de ravager le *Brabant* avec une armée, qu'il avoit nouvellement amenée d'*Allemagne*, aiant tâché inutilement de faire lever le siège se retira en *Hollande*, après quoi la ville se rendit par composition.

Le *Duc d'Albe* tâcha de réduire par la force les villes qui s'étoient soulevées. En effet entr'autres il fit piller *Malines* & *Zutphen*, sacagea *Narden*, & après un très long siège emporta la ville de *Harlem*. Enfin ce Gouverneur aiant rempli les *Pais-Bas* de confusion & de désordres, par ses violences à contre-tems, & par ses cruautés inouïes, se vantant lui-même que dans le tems de six ans, il avoit fait perir plus de dix-huit mille personnes par la main du bourreau, il fut rappelé en *Espagne* l'an 1573.

Après

Après son départ des *Pais-Bas* on envoya en sa place *Loüis Requesens*, homme d'un naturel un peu plus doux. Celui-ci fut malheureux au commencement de sa Régence. Aiant envoyé une Flotte pour secourir *Midelbourg*, elle fut entierement ruinée à sa vûë, après quoi cette place se rendit au *Prince d'Orange*. Celui-ci néanmoins ne laissa pas d'éprouver aussi quelques revers de fortune. Le Comte *Loüis* son frère, qui amenoit une armée d'*Angleterre*, fut battu par les Espagnols sur la *Bruiere de Mooker*, près de *Grave*, & fut tué dans la bataille avec le Comte *Henri* son frère; mais après cette victoire les Soldats Espagnols commencerent à se mutiner, faute de paiement, & se retirerent à *Anvers*, où ils resterent jusques à ce qu'on leur paiât tout ce qu'on leur devoit de leurs montres. En même tems les Espagnols entreprirent le siege de *Leyden*, qui souffrit la faim jusques à la dernière extrémité; mais enfin la digue de la *Meuse* aiant été percée, on inonda le pais, à la faveur d'un vent Nord-Ouest, & d'une haute marée; de sorte que les Espagnols furent contrainsts de se retirer avec beaucoup de perte en 1574.

L'année suivante l'Empereur tâcha par son entremise de tout appaiser; & pour ce sujet il moienna une entrevûë à *Bréda*, où se trouverent des Députés de part & d'autre; mais cette négociation ne produisit aucun fruit.

Ensuite

Ensuite les Espagnols après un siège de neuf mois, durant lequel *Requesens* mourut, prirent la ville de *Kirikzée* en *Zéelande*. L'an 1576. après sa mort le conseil d'Etat prit le soin du Gouvernement ; à quoi le Roi d'Espagne voulut bien consentir.

Au reste la haine, qu'on avoit aux *Pais-Bas* contre les Espagnols, s'augmentoît de plus en plus ; particulièrement depuis que les Soldats, qui n'étoient point payés, commencèrent à se mutiner, & à commettre toutes sortes d'insolences. Le Conseil les déclara ennemis, & permit aux Habitans de prendre les armes contr'eux. Durant ces troubles les Espagnols pillèrent les Villes de *Mastricht* & d'*Anvers*, ce qui porta les autres à entrer en négociation avec le *Prince d'Orange* à *Gand* ; la conclusion fut, que les Provinces firent la Paix entr'elles ; qu'elles annulerent les Edits du *Duc d'Albe*, & qu'enfin elles se liguerent ensemble pour chasser tous les Espagnols des *Pais-Bas*.

Le Traité fut ensuite ratifié par le *Roi Philippe*, quoiqu'en son ame il fût bien résolu de rompre cette union, & dans cette vûe il envoya *Dom Jean d'Autriche* pour Gouverneur aux *Pais-Bas*. Le *Prince d'Orange* avertit bien les *Flamands* de ne se pas fier à lui ; Néanmoins il fut reçu à la pluralité des voix ; après qu'il eut envoyé la milice Espagnole hors du pais. Le *Prince Guillaume*, ni

ceux de *Hollande* & de *Zélande* n'étoient pas satisfaits de cet accommodement. En effet les défiances & les mécontentemens éclatèrent bien-tôt contre *Dom Juan*; ce qui ne fut pas sans fondement, comme la suite le fit voir; Il se faisit à l'improviste du Château de *Namur*, sous prétexte de mettre sa personne en sûreté contre les embûches secrètes qu'on lui dresseoit. Là-dessus les Habitans fort irrités prirent les armes, pour le chasser de cette place, & se rendirent maîtres de la plupart des Fortereffes, où il y avoit encore Garnison Allemande; après quoi ayant démoli toutes les Citadelles, ils appellerent le *Prince d'Orange* à *Bruxelles*, & le firent *Grand Ballif du Brabant*.

Cet agrandissement du *Prince d'Orange* lui attira l'envie des autres Seigneurs, qui formerent un parti contre lui pour rendre la balance égale. Ceux-ci, dont le *Duc d'Arscot* étoit un des principaux, appellerent *Mathias Archiduc* pour Gouverneur aux *Pais-Bas*; celui-ci étant venu d'abord, fut aussi reçu par ceux du parti du *Prince Guillaume*, à condition que ce dernier feroit son Lieutenant, & que l'Archiduc ne pourroit rien faire sans le consentement des Etats. Cet accord se fit en 1577.

D'un autre côté *Dom Juan d'Autriche* reçut un secours d'*Italie*. *Alexandre Duc de Parme* étant venu aux *Pais-Bas* avec un nombre
confi-

considérable de vieilles Troupes Espagnoles, battit l'armée des Etats près de *Gemblours*, & se rendit maître de *Louvain*, de *Philippe Ville*, de *Limbourg*, & de plusieurs autres places. Les Etats ne se sentant pas assez forts pour venir à bout de leurs desseins, demandèrent la protection d'*Henri III. Roi de France*. Leur offre aiant été rejetée, ils s'adressèrent au *Duc d'Alençon* frère d'*Henri*, qui l'accepta d'abord, & se rendit aux *Pais-Bas*, où il ne put rien faire alors, parce qu'il y avoit de la division entre les Provinces, & que les Seigneurs du Pais étoient dans une telle dissension entr'eux; qu'alors on ne pouvoit sçavoir, qui étoit maître ou valet.

Il arriva encore un nouveau sujet de troubles entre les Etats, parceque sur les instances des Réformés on leur avoit permis le libre exercice de leur Religion. Cela fut à la vérité fort au gré de ceux de *Gand* & de plusieurs autres; mais ceux d'*Artois*, de *Hainaut* & des autres places *Walonnes*, qui étoient fort zélés pour la Religion Catholique, s'y opposerent avec beaucoup de chaleur, de sorte que peu-à-peu ils se séparèrent des autres Provinces, & firent une nouvelle faction, qu'on nommoit alors *le parti des mécontents*.

Ce fut au milieu de tant de désordres, que *Dom Juan d'Autriche* mourut, laissant, jusqu'à nouvel ordre le Gouvernement au

Duc de Parme, à qui le *Roi Philippe* le confirma depuis. D'abord qu'il fut installé, la première chose qu'il fit, ce fut d'emporter d'affaut la ville de *Mastricht*, & de ramener par accord l'*Artois*, le *Hainaut*, & la *Flandre Wallonne* à l'obéissance du Roi.

Quand le *Prince d'Orange* vit, que c'en étoit fait de la pacification de *Gand*, & qu'outre cela les Grands du Pais, qui étoient jaloux les uns des autres, ne pourroient être dans une parfaite union, & que les peuples ne s'accorderoient jamais au sujet de la Religion, il songea à se mettre en état de sûreté, & à affermir sa Religion. Dans ce dessein en 1579. il donna occasion à une assemblée des Etats de *Hollande*, de *Zélande*, de *Gueldres*, de *Frise* & d'*Utrecht*. Ce fut dans cette dernière ville, qu'ils s'unirent en un Corps, & qu'ils convinrent ensemble de ne rien résoudre soit en paix, soit en guerre, soit à l'égard des impositions de l'Etat, que d'un commun consentement, s'engageant outre cela à défendre la liberté de la Religion. C'est cette union d'*Utrecht*, dans laquelle entrèrent depuis *Over-Issel* & *Groningue*, qui a été la base fondamentale de la République des Provinces Unies Des *Pais-Bas*. Cependant leurs affaires étoient encore en un état si déplorable, que les Etats firent alors représenter dans leur première Médaille un vaisseau sans voile & sans gouvernail

nail agité çà & là par les flots de la mer, avec cette inscription. *Incertum quò fata ferant.*

Guillaume de Nassau IX. de ce nom, Prince d'Orange né en 1533. fut reconnu par les Etats Généraux des Provinces unies, comme le chef de leur République, qui lui doit sa gloire & son établissement. Il étoit grand Capitaine & sage politique, prudent dans les Conseils, sage dans les adversités, secret dans ses desseins, & très habile à decouvrir ceux des autres.

C'est là le précis de l'établissement de la *Republique de Hollande*, qui fut gouvernée sous cette forme, jusqu'à ce qu'elle en a remis de nos jours les rênes à un Grand Prince, qui la régit avec beaucoup de Sagesse & de Grandeur sous le nom de *Stathouder* au grand contentement, mort en 1751. Et c'est à cette même République, que les trois Cantons de *Zurich*, de *Bâle*, & de *Schaffhausen* refuserent de donner de l'argent en 1605.

Il y a une grande conformité entre le sort des deux Républiques de la *Suisse* & de la *Hollande*; car & l'une & l'autre ont appartenu à la Maison d'Autriche; cette dernière entierement, & la premiere en partie. Les violences & les persécutions des Gouverneurs les ont mises en liberté, & en ont fait deux corps Souverains independans de leurs anciens maîtres. Le *Cardinal de Granvelle* & le *Duc d'Albe* ont fait en *Hollande*, ce que de

Gesler & de Landenberg ont fait en *Suisse*. Ils ne diffèrent qu'en ce que les *Suisses* ne donnerent pas le tems à ses Gouverneurs de faire mourir tant de monde, comme en a fait périr le *Duc d'Albe* par la main du bourreau.

Il semble, que le Canton de *Berne* a voulu réparer par le Traité d'Union qu'il fit en 1712, le vint-unième *Juin*, le peu de complaisance qu'on eut pour la République de *Hollande* un siècle auparavant. Ce Traité consiste en vint articles, & en contient un séparé, comme il s'en suit :

Les *Etats Généraux des Provinces-unies*, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut : Comme les *Sieurs de Brockhüsen, van Alphen, Heinsius, Commingh, Ploos van Amstel, de Burum, Steenberg, & Stenbuisen*, Nos Députés, & le *Sieur de Pesme de St. Saphorin*, autorisé de la part de la *Loüable République & Canton de Berne*, en vertu de Leurs autorisations, ont conclu, & signé, ici à la *Haïe*, le vint-unième du mois de *Juin* de la présente année mille sept cens douze, le Traité d'étroite & perpétuelle Union défensive, entre Nous & la *Loüable République & Canton de Berne*, dont la teneur s'ensuit.

Les *Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas*, & les *Seigneurs l'Avoier, petit & grand Conseil de la Loüable République & Canton de Berne*, aiant depuis long-tems eu réciproquement les uns pour les autres une véritable

Et sincère amitié Et une entière confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile Et convenable de contracter ensemble une étroite Et perpétuelle union défensive, qui puisse servir à leur maintien Et conservation réciproque, Et à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié Et de confiance qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont autorisés les Sieurs de Brockhuisen, van Alphen, Heinsius, Commingh, Ploos van Amstel, de Burum, Steinbergen, Et Steinhuisen leurs Députés, Et la Louable République Et Canton de Berne le Sieur de Pesme de S. Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations sont convenus des articles suivans.

I. Il y aura à perpétuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'une part, Et le Louable Canton de Berne de l'autre, en vertu de la quelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir réciproquement un fidèle soin de leurs intérêts mutuels, Et de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, Et de s'entre secourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du L. Canton de Berne à la défensive du Pais de L. H. P. Et à celles de leurs Barrières, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de Paix, Et cela, soit que leurs dits Pais Et Barrières fussent attaquées,

attaquées, soit que L. H. P. fussent obligées d'entrer en Guerre pour la défense de leurs Pais ou Barrières. L. H. P. seront de plus dans le pouvoir d'employer les Troupes du L. Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Roiaume de la Grande Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le L. Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au Service de L. H. P. non seulement les seize Compagnies de Berne, qui avoient déjà été avouées par le L. Canton dans le projet de Capitalation ci. devant fait, mais encore huit autres Compagnies, commandées l'une par un Bourgeois de Berne & les sept autres par des sujets du Canton. Il avouera toutes les dites vingt-quatre Compagnies & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le L. Canton de Berne puisse rappeler en nul tems les cas marqués dans l'article sixième du présent Traité.

IV. Le L. Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à L. H. P. en cas qu'elles fussent attaquées, ou en péril inévitable de l'être, une nouvelle Levée de quatre mille hommes, sans que le dit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on lui demandera la dite nouvelle Levée, il ne fût lui même en Guerre, ou dans le péril éminent d'y entrer, & quand ces Troupes seront levées, il leur fournira les recrues nécessaires.

V. D'autre part L. H. P. s'engagent au L. Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la ville de Berne, & à celles de tous les Etats qui sont sous la Domination, & sur lesquelles elle a Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la ville de Genève, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont la Comté Neuchâtel & Vallangin, Bienne, la Neuve ou Bonneville & Münsterthal.

VI. Si le L. Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses sujets, ou de ses Combourgeois, & de sa Barriere, L. H. P. leur fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paie présente des vingt quatre Compagnies tant de Berne, que des sujets du L. Canton, qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé régulièrement de mois en mois pendant tout le tems que la Guerre durera. Mais si le L. Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vît dans le péril inévitable d'une Guerre si redoutable, qu'il se crût dans la nécessité absolue, & indispensable de rappeler ses Troupes, qui seront au service de L. H. P. elles seront obligées de les lui renvoyer à sa premiere demande au choix du L. Canton, soit une partie; soit toutes les vingt quatre Compagnies, qui sont présentement à leur service; & cela soit que L. H. P. fussent elles-mêmes en Guerre ou non, mais avec cette restriction, que si L. H. P. étoient en Guerre, & que le L. Canton ne s'y trouvât de sa

part engagé qu'avec d'autres parties du L. Corps Helvétique, ce dont Dieu veuille le préserver, sans qu'aucune Puissance étrangère assistât ni directement ni indirectement les dites parties du Corps Helvétique, avec lesquelles il seroit en Guerre, le dit L. Canton se devra en ce cas contenter du subside sans pouvoir rappeler ses vingt quatre Compagnies. De plus, quand même le L. Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangère L. H. P. ne seroient point dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'elles fussent elles-mêmes en Guerre, ce qu'elles pourroient alors avoir de Troupes du Canton de surplus que les vingt quatre Compagnies. Mais quant aux dites vingt quatre Compagnies que le dit L. Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne rappeler, par rapport même à des Guerres étrangères, que lors qu'il se trouvera engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse pas se dispenser de rappeler ou toutes ou une partie des vingt quatre Compagnies; ce sera toujours à lui à connoître si la nécessité éminente requiert, qu'il les rappelle, & lors qu'il les demandera, L. H. P. les lui renvoieront incessamment, sans y pouvoir apporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables envers les Princes & Etats, par où les dites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & les assistances nécessaires.

Si une partie ou toutes les vingt quatre Compagnies sont dans le cas susdit rappelées par les
L.

L. Canton L. H. P. s'engagent de le paier & de les entretenir pour le service du dit Canton pendant tout le tems qu'il sera en Guerre, & ce que leur coutera ledit entretien, sera défalqué sur le subside, qu'elles s'engagent à lui paier ; cette défalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour s'en aller en Suisse, jusques au jour qu'elles en repartiront pour revenir dans les Etats de L. H. P. avec cette observation, que si L. H. P. jugeoient à propos de se prévaloir dans la suite du pouvoir qu'elles ont par l'article onzième du présent Traité, de réduire en tems de paix les dites vingt quatre Compagnies à cent cinquante hommes chacune, elles ne seroient obligées de paier & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que le dit L. Canton rappelleroit que sur le pied de la réduction qui en auroit été faite par L. H. P. avant le dit rapel, bien entendu qu'elles seront toujours païées complètes sur le pied de la dite réduction avec l'Etat major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rappellera avec la gratification qui est accordée au Capitaine pour sa paie, & pour celle de ses Officiers. Mais si le Canton se contente soit pour une partie, soit pour tout, du subside, alors on le lui paiera, ainsi qu'il a été dit au commencement de cet article, sur le pied, que les Compagnies sont présentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de L. H. P. quoique employées pour la défense du L. Canton, & reviendront ensuite dans les Etats
de

de L. H. P. d'abord que le L. Canton ne sera plus dans la nécessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de L. H. P. seront mises dans trois ou dans deux Régimens au choix de L. H. P. si c'est dans trois, deux Régimens seront composés chacun de huit Compagnies, uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Régiment seront indifferemment commandées par des Bourgeois ou sujets du Canton. Si on n'en compose que deux Régimens chacun de 12. Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre Régiment, les quatre Compagnies, qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront entrer dans le dit Régiment, resteront toujours à des Bourgeois dudit Berne, & les autres seront indifferemment données à des Bourgeois de Berne & à des sujets du Canton.

IX. L. H. P. ne seront dans l'obligation qu'à près que la paix sera faite, de mettre les Compagnies du L. Canton de Berne dans deux ou trois Régimens; mais en attendant que cette séparation se fasse, les Compagnies du Régiment de Mai, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être données qu'à des Bourgeois de Berne, & le L. Canton de Berne aura dès à présent la nomination des Capitaines du dit Régiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies, soit des Bourgeois de Berne, soit des sujets du L. Canton,

Canton, qui sont répandues dans divers Régimens Suisses au service de L. H. P. Les huit Compagnies déjà avouées par le Canton, & commandées par des Bourgeois, resteront toujours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois, ou à des sujets du dit Canton, & non à d'autres. Mais du reste jusques à cette séparation des Compagnies, qui sont dans divers Régimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de L. H. P. seront conservées en tems de paix, mais L. H. P. auront le pouvoir de les réduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorsque L. H. P. feront de nouvelles Levées dans le Canton de Berne, en vertu de l'engagement que le L. Canton prend dans le présent Traité, le dit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles Levées, mais il s'engage à n'en choisir que d'expérimentés & de capables.

XIII. L. H. P. pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été élus par le L. Canton de Berne, les Officiers de l'Etat-Major.

XIV. Lors qu'un Régiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans

sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Régiment seront nommés, & le L. Canton de Berne aura le droit de donner la dite Compagnie à l'un des deux Capitaines Lieutenants, nommés par le Colonel.

XV. L. H. P. donneront pour les nouvelles Levées la même somme, qui a été donnée aux Capitaines Suisses, qui en ont fait de particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées, sera la même qui a été faite par les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au service de L. H. P. avec cette observation, que sans y rien changer par rapport à la paie, cette Capitulation doit être mise le plus clairement qu'il sera possible, afin qu'il ne puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution; & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la manière la plus avantageuse, pour les deux parties contractantes. Cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du L. Canton, soit avec la Suisse en général, soit avec quelque partie en particulier, sont ici réservées. Les Troupes du L. Canton de Berne ne pourront pas aussi être employées au préjudice des Alliances que les L. Cantons ont, soit avec la Couronne de France, soit avec la Sérénissime Maison d'Autriche; mais comme ces Alliances sont de même que le présent Traité d'Union uniquement défensives, le L. Canton

Canton de Berne ne permettra pas, que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'elles s'en servent contre les Etats de L. H. P. ni contre leurs Barrières.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne, sera en droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du projet qui avoit été proposé pour le faire conjointement avec sa dite Majesté. & avec L. H. P.

XIX. Les autres parties du Corps Helvétique Protestans, auront aussi le droit d'entrer dans ce Traité, en proportionnant les secours de L. H. P. en leur faveur, aux Troupes qu'ils s'engageront de donner.

XX. L'échange des Ratifications du présent Traité se fera dans deux mois au plus tard, & plutôt s'il se peut. Ainsi fait & conclu entre les soussignés Députés de L. H. P. & le Sieur de Pesme de S. Saphorin, autorisé à cet égard de la part de la Louable République & Canton de Berne. A la Haie le vingt - unième Juin 1712. La Ratification est du 12. Octobre de la même année de la part des Etats Généraux.

Les Etats Généraux des Provinces Unies, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme les Sieurs de Bræckhuisen, van Alphen, Heinsius, Coningh, Ploos van Amstel, de Burum, Steenberg, & Steinhuisen, Nos Députés, & le Sieur de Pesme de S. Saphorin, autorisé de la part de la L. République & Canton de Berne,

Berne, en vertu de leurs autorisations, ont conclu & signé ici à la Haie le 21. du mois de Juin de la présente année 1712. conjointement avec le *Traité de l'étroite & perpétuelle Union défensive entre Nous & la L. République & Canton de Berne l'Article séparé dont la teneur s'ensuit.*

Comme avant la conclusion & signature du *Traité d'Union*, conclu & signé aujourd'hui entre L. H. P. & le L. Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé par cet article séparé, qui aura la même force, comme s'il étoit inséré dans le *Traité principal*, que L. H. P. ne seront point obligées par le dit *Traité* de fournir à la République de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse, les secours y stipulés; mais si des Puissances étrangères prenoient occasion de cette Guerre, pour attaquer soit la dite République, soit les Etats qui sont sous sa Domination, & sur les quels elle a Droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barrière; L. H. P. seront alors obligées à remplir les conditions du *Traité*.

Le présent article sera ratifié en même tems que le *Traité principal*. Ainsi fait & conclu entre les soussignés Députés de L. H. P. & le Sieur de S. Saphorin, de la part du L. Canton de Berne. A la Haie le 12. d'Octobre 1712.

Si est ce qu'ayant vu & examiné le dit Article séparé, Nous l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes.

tes, promettant sincèrement & de bonne foi, de le garder, observer & exécuter; sans aller au contraire, en quelque manière que se soit directement ni indirectement. En foi de quoi Nous avons fait attacher à ces présentes Notre grand sceau, les signer par le Président de Notre assemblée & sousigner par Notre Greffier. A la Haie le douzième jour d'Octobre 1712.

On ne voit pas trop à quoi devoit servir cet article séparé puisqu'au jour de sa Ratification, il n'y avoit plus personne en campagne; que les Cantons Catholiques avoient été battus à *Filmerguen*, & que la Paix avoit été signée à *Arau* le dix-huitième de *Juillet* entre les Parties belligérantes presque trois mois avant que l'Article séparé eût été ratifié à la *Haie*. On l'a apparemment voulu opposer à l'*Arcanum*, qui est encore une acte admirable, dont on parlera dans la suite lorsqu'on en aura occasion. Au reste les réflexions que mérite ce Traité d'étroite & perpétuelle Union, sont palpables. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux & lire pour les sentir. Elles se tirent des avantages que les deux Nations trouvent dans ce Traité. La *Hollande* une nombreuse & vaillante Troupe, qui l'a bien servie en toutes rencontres. L'Etat de *Berne* un subside généreux & un secours infailible dans la nécessité, qui est tout ce que la *Suisse*, qui manque d'argent, aussi bien que tant d'autres Pays, peut désirer.

Il y avoit bien bien . tôt quatre ans que le *Duc de Bouillon* étoit tombé dans la disgrâce de *Henri IV.* ce Prince , parmi les divertissimens de la Cour , à qui la naissance d'une seconde
 1606 Fille de *France* fournit un nouveau sujet de fête , pensoit sérieusement à faire rentrer ce Duc dans une soumission entière & non conditionnée. Il contestoit avec le Roi par ses apologies , par ses négociations , & par l'intercession de divers Princes de sa Religion , non pas de son devoir , qu'il disoit être tout prêt de rendre à sa Majesté , mais de son innocence , & de son honneur qu'il étoit obligé de défendre. En effet on ne l'avoit pû convaincre d'aucune conjuration , non pas même de la dernière , quoiqu'on eût sujet de le soupçonner de toutes. Le Roi voioit avec plaisir , qu'il n'eût point écouté les instantes sollicitations des Espagnols. Il se rappelloit les grands services , qu'il lui avoit rendus dans sa pressante nécessité , & il désiroit encore d'en tirer à l'avenir de très . considérables dans les entreprises qu'il méditoit contre la Maison d'Autriche. D'un autre côté *Henri* connoissoit bien , que pendant que le Maréchal seroit éloigné de la Cour , le parti Huguenot seroit toujours en défiance & en haleine. Et néanmoins il lui importoit pour son honneur que toute l'*Europe* , qui avoit été imbuë de cette affaire , vit , que ce n'étoit pas injustement qu'il l'avoit poussée. Ainsi le seul moien qu'il trouvoit

trouvoit de contenter tout ensemble la réputation & sa clemence, étoit de l'obliger à lui venir demander pardon, & à lui remettre la ville de *Sedan*. *Henri* vouloit l'avoir en sa puissance, du moins pour quelques jours, afin que tout le monde vît, que ce Maréchal tenoit la vie & les biens de sa bonté.

Le *Duc de Boiillon* s'étoit enfin déterminé de reconnoître sa faute; il la nommoit toute fois imprudence & précipitation, plutôt qu'infidélité; & quoiqu'il témoignât un désir impatient de se revoir auprès du Roi, il ne laissoit pas d'en retarder le moment sous prétexte, qu'il ne pouvoit paroître en Cour dans le tems qu'il n'étoit point légitimé, & qu'il restoit encore dans l'esprit du Monarque des soupçons sur sa conduite, qui pourroient se réveiller par les Conseils du *Duc de Sulli*, qui le croiant son ennemi déclaré, pourroit fort-bien persuader au Roi de retenir *Sedan* sous prétexte du bien de l'Etat.

Voilà où en étoit la négociation. Le Roi avoit son honneur engagé à avoir *Sedan*, tandis que le Maréchal s'opiniatroit à ne s'en point déffaisir. Il n'y avoit donc plus que la force, qui pût terminer cette affaire; & ce fut pour cela, que le Roi demanda deux Régimens, composés de six mille hommes au *Corps Helvétique*, qui les accorda sans beaucoup de difficulté à *Caumartin* son Ambassadeur. Les Cantons Protestans réserverent néan-

moins, que leurs Troupes ne serviroient pas contre ceux de leur Communion. *Niclas de Praroman, Avoier de Fribourg*, fut nommé Colonel d'un des Régimens. L'autre fut sous les ordres de *Gaspar de Galati de Glaris*. Ils partirent de Suisse le vingt quatrième de Mars.

Il faut remarquer, que dans le Conseil du Roi, le *Marquis de Villeroi* & le *Duc de Sully* étoient de différens sentimens sur cette entreprise. Le Duc vouloit, que le Roi la fit en personne, tandis que le Marquis s'efforçoit sous main de l'empêcher. Celui-ci tâchoit d'en faire paroître les difficultés fort grandes, & les suites encore plus à craindre, déclarant la place imprenable, & les intelligences du *Maréchal* au dedans & au dehors du Roiaume très-dangereuses.

Il représentoit, que le parti Huguenot étoit prêt à se soulever, toute l'*Allemagne* sur le point de prendre les armes, & l'*Angleterre* disposée à passer le mer, ajoutant qu'il y avoit de grandes Levées en Suisse & aux *Pais-Bas*, qui marcheroient au premier son du Tambour.

Mais *Henri IV.* ne fit pas attention à tous ces discours, qu'il méprisa comme de vaines imaginations en disant; que s'il y avoit de la vrai semblance dans tout ce qu'on disoit, il falloit se hâter de prévenir ses ennemis, sans leur donner le tems de s'assembler. Lors qu'il fut à *Donchery*, qui est à une lieue de *Sedan* petite ville

ville bien fortifiée dans le *Rotelois*, & qu'il eut lui-même reconnu la ville, qu'il vouloit avoir en son pouvoir, le Maréchal, qui avoit toujours entretenu la négociation, demanda à conférer avec *Villeroi*, avant que *Sulli* fût arrivé. Il n'avoit jamais eu la pensée de prendre les armes contre son Roi, mais de suspendre les choses dans la crainte où il étoit, qu'il ne fût trompé. Le *Marquis de Villeroi* ne souhaitoit rien tant que de conclure avec le Maréchal, afin de ravir au *Duc de Sulli* le mérite & la gloire de cette expédition. Ainsi dès la seconde conférence qu'il eut avec le Maréchal, ils convinrent „ de remettre *Sedan* „ au Roi, & qu'il y mettroit un Gouverneur „ & une garnison pendant quatre années. De „ l'autre côté le Roi pardonnait le Maréchal „ entièrement & sans réserve de tout ce qu'il „ pourroit jamais avoir dit ou fait ; dont ce „ Prince lui fit expédier les Lettres d'abolition, „ & les envoya au Parlement pour les vérifier, „ le dispensant de la comparoissance personnelle, & d'autres formalités accoutumées. „

Le lendemain dernier jour d'*Avril* le *Duc de Boissillon* comptant sur le crédit du *Marquis de Villeroi*, & sur la protection de la Reine, qui désiroit s'en faire une créature, vint à *Donchery* trouver le Roi à son lever, lui demanda pardon, & lui prêta de nouveau le serment de fidélité. Le jeudi suivant, le Courier aiant rapporté de *Paris* les Lettres d'abo-

lition vérifiées au Parlement, le Roi fit son entrée dans *Sedan*, & y établit *Nettancours* pour Gouverneur. Il étoit de la Maison des Comtes de *Vaubecourt*, très Noble & des plus anciennes de *Champagne*. Cela fait *Henri IV.* reprit le chemin de *Paris*, où il voulut être reçu en Triomphe. Les deux Régimens Suisses eurent à peine le tems de faire parade. Ils revinrent sur leurs pas fort fâchés de n'avoir rien pû faire pour le Service du Roi.

Ce Prince peu après son retour de *Sedan* manqua de périr dans la *Seine*. Il revenoit de *Saint Germain* à *Paris* dans son carosse, où étoient avec lui la Reine, la *Princesse de Conti*, le *Duc de Montpensier*, & le *Duc de Vendôme*. Il n'y avoit point alors de Pont à *Neulli*. Il arriva, qu'un des chevaux au lieu d'entrer dans le *Bac*, alla dans l'eau & y entraîna le Carosse dans un endroit assez profond. Les Gens, qui suivoient à cheval, se jetterent aussi - tôt dans la rivière, & sauverent heureusement le Roi. Ils eurent le bonheur de retirer aussi les autres personnes. La Reine fut le plus en danger. La *Chataigneraie* la retira ; ce bon service lui mérita peu de tems après d'être Capitaine de ses Gardes. La *Marquise de Verneuil* à son ordinaire égaia la conversation sur cette aventure, & dit au Roi, que si elle eût été là, elle eût crié, la Reine boir. cette raillerie ne fut point goûtée de *Marie de Médicis*. Elle ralluma son ressentiment

ment contre cette Maitresse de *Henri*. Mais le Roi avoit le cœur tendre, & aucunnement la force de réprimer l'audace de la Marquise en faveur de l'Himen.

Il n'en étoit pas de même des *Espagnols*. *Henri* conservoit contre cette Nation un ressentiment, qu'il ne pouvoit cependant pas faire éclater personnellement dans les circonstances où se trouvoient les affaires de l'*Europe*. Il crut donc leur susciter des ennemis en faisant représenter aux Cantons Protestans & aux Grisons le danger qu'il y avoit à laisser subsister le Fort de *Fuentes*, dans l'endroit où le Gouverneur de Milan l'avoit fait placer. Ce Fort a cinq grands Bastions Roiaux, & est une furieuse bride pour tout le Pais. *Caspar* convoqua une Diète à *Arau*, où se trouverent les Députés des deux villes de *Zurich* & de *Berne*, & *Pascal* Envoié du Roi dans les *Grisons* y fit aller ceux des trois *Liges Grises*. Les deux Ministres emploierent toute leur éloquence pour persuader les Confédérés à porter leurs armes dans le *Milanois* offrant de la part du Roi leur maître de contribuer aux frais de la guerre par la somme de trente mille écus. Mais les deux Cantons ne se laisserent point ébranler, se retranchant sur ce que l'Alliance, qu'ils avoient avec les *Liges Grises*, étoit défensive & nullement offensive; qu'ils se prêteront à tout dès que leurs Alliés seroient attaqués, & que l'enne-

mi ieroit entré dans leur pais ; mais que si les *Grisons* pensoient à faire une irruption dans une Souveraineté étrangère , ou qu'ils fussent déterminés à se rendre maître du *Fort Fuentas* de vive force & les armes à la main , dans ces deux cas ils ne leur devoient aucune assistance suivant les conditions stipulées par le Traité. Que d'ailleurs ils considéroient, que les Cantons Catholiques s'étoient engagés par celui du *Capitulat* d'aller au secours du *Milanois* , au cas que ce Duché fût attaqué , ou molesté ; & si d'un autre côté ils venoient eux mêmes comme ennemis dans ce pais , il leur sembloit, que cette démarche causeroit suivant toutes les apparences une Guerre intestine dans la *Suisse* , & pourroit fort bien aussi entrainer la destruction entière de la Confédération Helvétique. Qu'ainsi il valoit mieux ne point prendre les armes , la chose n'étant pas si absolument désespérée , qu'il n'y eût encore quelque espérance de pacification par le moien de la médiation de quelques amis, de quelques Puissances , ou de quelques Etats , qui trouveroient bien le secret de pacifier cette contestation , & de terminer ces difficultés.

Les Députés des *Grisons* voiant , que ceux des deux villes n'étoient pas déterminés à se joindre à eux pour attaquer le *Duché de Milan* , demandèrent , qu'on leur fournît au moins des Troupes pour garder le *Comté de Chiavenne* , la *Valtelline* , & autres Seigneuries frontières

frontières du *Milanois*, puis qu'on ne pouvoit assez se précautionner contre les Espagnols, dont on étoit en continuelle défiance. Les *Bernois* s'offrirent d'abord à donner deux Drapeaux. Les *Zuriquois* n'en voulurent donner qu'un. *Caumartin* de son côté n'étoit point satisfait de cette proposition des *Grisons*, & déclara, qu'il ne fourniroit aucun subside pour la subsistance de ces Troupes. Enfin les *Grisons* aiant encore vivement représenté qu'ils avoient sujet de craindre une Révolution de la part de leurs propres gens, causée par les intrigues & les menées de la Cour d'Espagne, les Cantons Protestans les assurèrent, qu'en ce cas ils viendroient à leur secours, & leur enveroient du monde pour leur défense. Comme l'idée du *Comte de Fuentes* n'avoit jamais été d'en venir à une guerre ouverte, mais que son dessein étoit de détruire les *Grisons* par eux-mêmes, les Troupes Suisses ne marcherent point cette année, quoique les Pratiques Espagnoles eussent leur suite, comme on le verra dans l'année 1607. qui suit.

1607

Mais avant que d'en parler, peut-être ne seroit-il pas hors de propos d'en venir à ce qui arriva à *Vénise* & aux *Pais-Bas*; car ce qui interesse les Républiques, & ce qui peut-avoir du rapport avec la nôtre, ne doit pas être censé hors de matiere, puisque le Gouvernement des unes & des autres a une certaine

liaison, qui les implique assez souvent dans les mêmes cas.

Quant à la première le Pape, qui étoit *Paul V.*, se plaignoit de ce, que la Seigneurie de *Vénise* avoit fait mourir un certain Chanoine, qui étoit convaincu d'avoir violé une enfant d'onze ans & ensuite de l'avoir égorgée. En second lieu de ce qu'elle détenoit dans ses prisons deux autres Ecclésiastiques, sçavoir un Chanoine de *Vicence* & l'Abbé de *Nervesa*. Le premier pour avoir *Inchioré*, c'est à dire, noirci d'ancre la porte de la maison d'une de ses parentes. Ce qui est une injure atroce à *Vénise*. On disoit, qui c'étoit, parceque cette fille avoit été sage à son égard. Le second parce qu'il étoit accusé d'inceste avec sa propre sœur, d'assassinats, d'empoisonnement, de vols sur les grands chemins, de magie & de plusieurs autres crimes.

Paul V. s'offensoit encore plus de trois ou quatre decrets, que la République avoit faits contre les immunités de l'Eglise. Par celui de l'an 1602, elle avoit exclus les Ecclésiastiques, sous quel titre ou prétexte que ce fût, du droit de la prélation emphiteutique. Par un second de l'an 1603, elle avoit défendu de bâtir aucune Eglise, Couvent, ni Hôpital, sans la permission du Senat, sous peine contre les contrevenans de bannissement, & de confiscation du fond & de l'Edifice. Par un troisième de 1605, elle avoit étendu à toutes

tes les villes & Terres de son obeissance celui, qu'elle avoit fait dès l'an 1536. pour la ville de *Vénise*; scavoir qu'il ne fût permis à aucun Ecclesiastique de laisser, donner, ou engager aucuns biens à l'Eglise, & que s'il se trouvoit, qu'elle en possédât quelques-uns de cette sorte, ils en fussent distraits, & le prix rendu à qui il appartiendrait. A quoi il fût ajouté, que désormais on ne pourroit donner aucun bien fond aux Ecclesiastiques, ni aux Religieux, sans le consentement du Sénat, qui le permettroit avec connoissance de cause, & en gardant les mêmes solemnités qui s'observent pour l'alienation du domaine public.

Les deux premiers decrets s'étoient faits du tems de *Clement VIII.* Le troisième avoit été renouvelé durant la vacance du Saint-Siège. *Paul V.* déclara à l'Ambassadeur de *Vénise*, qu'il vouloit que ce dernier fût aboli. L'Ambassadeur en aiant écrit au Sénat rapporta pour réponse à sa Sainteté; que ce decret ne contenoit rien de contraire à la liberté Ecclesiastique; qu'il ne regardoit que les séculiers, sur les quels la République avoit la Puissance Souveraine; qu'il n'étoit pas juste que les biens fonds destinés à nourrir les sujets de l'Etat, qui en portent les charges, tombassent en main morte; & que le Sénat n'avoit rien ordonné en cela que ce que les Empereurs *Valentinien & Charles-Magne*, les Rois de France,

France, depuis *Saint Loüis* jusqu'à *Henri III. Edouard III.* Roi d'Angleterre, l'Empereur *Charles V.* & plusieurs autres Princes très-chrétiens avoient ordonné en pareilles matieres.

Mais le Pape bien loin de se contenter de ces raisons, leur demanda, qu'ils eussent à lui remettre les prisonniers; & il envoya deux Brefs à son Nonce adressés à *Marin Grimani, Duc de Vénise*, qui lui ordonnoient de faire l'un & l'autre, sous peine d'excommunication & d'interdit. Quand ces Brefs arrivèrent à *Vénise*, le Duc étoit à l'agonie, ainsi on en différa l'ouverture jusqu'à l'élection d'un nouveau, qui fut *Leonard Donati*. Sous l'autorité de celui-ci le Sénat fit la réponse suivante au Pape. „ Qu'il ne voioit rien dans son „ decret, ni dans sa conduite qui blessât le respect „ dû au Saint Siège, & qui ne fût des droits de „ sa Souveraineté sur le temporel. „ En même tems le Sénat nomma *Duodi* Ambassadeur extraordinaire, pour aller rendre raison de ses démarches au Saint Pere.

Dans ces tâcheuses conjonctures l'Ambassadeur de France *Fréne Canaie* & le Cardinal *Delfin* n'oublierent rien pour adoucir le Saint Pere. Mais d'un côté les Cardinaux de la faction Espagnole, & de l'autre l'Ambassadeur du Roi Catholique, appelé *Ferdinand Pactco, Duc d'Ascalone*, l'irritoient, & l'échauffoient sous le spécieux motif de la Religion

&

& de son honneur engagé. Ce dernier cherchoit à se venger de quelque mécontentement qu'il avoit reçu des *Vénitiens*, & croioit par-là signaler la Puissance du Roi son maître en *Italie*.

Duodi aiant tardé à venir à *Rome*, trouva les choses fort échauffées. Ainsi malgré tous les devoirs qu'il tâcha de rendre aux Cardinaux, & toutes les raisons qu'il put apporter, il vit quelque tems après son arrivée, lçavoir le dix-septième *Avril*, une Bulle affichée dans les Places publiques de *Rome*, qui déclaroit, que le Duc & le Sénat de *Vénise*, pour leurs entreprises contre l'autorité du Saint Siège, les droits de l'Eglise, & les privilèges des Ecclesiastiques, avoient encourus les censures portées par les Saints Canons, par les Conciles, & par les constitutions des Papes; leur ordonnoit de remettre les trois prisonniers entre les mains de son Nonce; déclaroit leurs decrets nuls & invalides, leur commandoit de les révoquer, & les raier & de les biffer de leurs Archives & Registres, & de faire publier par toutes leurs Terres, qu'ils les avoient abolis & ce dans vingt-quatre jours, qu'on leur accordoit pour tout délai, à faute d'obéir il les déclaroit excommuniés eux, leurs auteurs, consultants, adhérens; & si après les vingt quatre jours fixés ils soutenoient l'excommunication d'un esprit endurci, il aggravoit la sentence, & soumettoit la Cité & l'Etat de *Vénise* à l'interdit. Cela fut cause, que *Duodi* se retira sans prendre

dre congé du Pape, & qu'il emmena avec lui *Nani* Ambassadeur ordinaire de la République.

Cette Bulle fulminante fut envoyée à tous les Evêques de l'Etat de *Vénise* pour être publiée. Le nombre de ceux qui obéirent se trouva le plus petit. Le Sénat y avoit donné si bon ordre, que ce grand coup de foudre ne mit le feu nulle part. Le service Divin se fit toujours dans l'Eglise à portes ouvertes, & l'administration des Sacrements continua à l'ordinaire. Les anciens ordre Religieux restèrent immobiles, mais presque tous les nouveaux sortirent des Terres de la Seigneurie; particulièrement les *Capucins* & les *Jésuites*.

Pendant que les deux partis pensoient à armer; l'un pour attaquer & l'autre pour se défendre, les gens de Lettres commencèrent la guerre par divers écrits, qu'ils mirent au jour. Les plus signalés de la part de la République; furent *Pol Joave* Religieux de l'ordre des *Servites*, on le nomme vulgairement *Fra-Paolo*; *Sean Marsile Neapolitain*, Docteur en Théologie, & *Fulgence Confrere de Pol Soave*. De la part du Saint Siège, le Cardinal *Bellarmin* & le Cardinal *Baronius* furent ses plus ardens défenseurs.

Il étoit à craindre, qu'il n'y eût un bien plus dangereux choc. Le Pape assembloit des Troupes dans le Duché de *Spolette*, &

en

en avoit donné le commandement général à *Raimuce Farnèse, Duc de Parme*. Il comptoit bien de faire valoir ses censures par la force du glaive, & d'abord il ne respiroit que combats & prises de villes; mais c'étoit là une ardeur de vieillard, qui se ralentit bientôt, quand il eut senti les frais de la dépense, & les soins de la conduite d'une si grande affaire, avec l'embarras où il s'étoit plongé.

Les deux plus puissans Rois de la Chrétienté; celui de *France* & celui d'*Espagne*, lui offroient à l'envi leurs forces; mais il voioit bien, qu'en même tems ils ménageoient les *Vénitiens*, & qu'ils ne tendoient qu'à faire un accommodement, & à s'en attribuer l'honneur & la gloire. *L'Espagne* lui avoit écrit une Lettre très obligeante, mais elle avoit en-voié à *Vénise François de Castro*, pour y être son Ambassadeur extraordinaire. Le Roi de France agissoit aussi auprès de sa Sainteté par d'*Alincourt* son Ambassadeur ordinaire; mais sur la fin de l'année 1606. il fit partir le *Cardinal de Joieuse* pour négotier avec les *Vénitiens* le Traité, qui avoit déjà été fort avancé par *Fréne Canaie* son Ambassadeur ordinaire.

Le Cardinal arrivé à *Vénise* cette année 1607. ne trouva pas de plus grande difficulté que le rétablissement des *Jésuites*. Le Sénat persuadé, qu'ils avoient non seulement animé le Pape à jeter l'interdit, mais encore fait agir toutes sortes de ressorts pour débaucher

cher le peuple & les autres Religieux, avoit fait informer contr'eux sur quelques faits criminels, soit qu'ils en eussent été convaincus, ou non, & les avoit bannis de toutes les Terres par un decret solennel. Ainsi il se roidissoit à ne leur pas rouvrir la porte, au moins jusqu'à ce que par une conduite toute contraire à la précédente, ils eussent effacé les défiances, qu'il en avoit conquës.

Quant au reste des conditions, on en convint assez facilement. *Le Sénat promit de remettre les prisonniers, & de ne point faire exécuter ses decrets, jusqu'à ce que les parties en fussent demeurées d'accord, de revoker tous les Edits faits contre l'interdit, & de rappeler tous les ordres Religieux qui s'étoient retirés, exceptés les Jésuites.* Le Pape de son côté promit de lever les censures, & de recevoir la République dans son affection paternelle. Le Cardinal de Joieuse & le Marquis d'Alincourt, Procureurs du Roi en cette médiation, promirent de soulcrire à ces conditions, & se portèrent garans envers le Saint Pere de leur exécution; & le Pape en recevant cet écrit de leurs mains, devoit donner au Cardinal le pouvoir de lever les censures.

Le Cardinal de Joieuse alla en poste à Rome avec ces articles. Le lendemain de son arrivée, qui fut le dix huitième de Mars, Paul V. l'aïant admis à son Audiance, ce Pontife fit encore de grands efforts, au moins

en apparence, pour le rétablissement des *Jésuites*. Il y alloit de son honneur de ne les pas abandonner à la face de toute l'*Italie*, puisqu'ils avoient été obligés de se retirer pour avoir embrassé son parti. Le Cardinal se faisoit fort de l'obtenir, si l'on vouloit remettre cette affaire en son entière disposition; mais le Pape ne le jugea pas à propos. Le Cardinal du Perron se trouvant à Rome s'employa à le persuader, & à lui faire connoître, qu'il ne devoit pas rompre avec les *Vénitiens* à cause des *Jésuites*, puisque leur rappel ne lui étoit pas absolument refusé, mais seulement différé. Le Pape fit semblant de se rendre à ces raisons; mais on sçut dans la suite, que les Espagnols avoient obtenu du Saint Pere que ces instances ne seroient que pour la forme, dequoi les *Vénitiens* avoient été avisés par la Cour d'Espagne.

Les Espagnols avoient eu toute la part, qu'ils pouvoient souhaiter dans les mouvemens secrets de cette affaire. Ils vouloient en outre y paroître en public. Les François s'y opposoient, & ce ne fut pas la moindre difficulté, qui en retarda l'exécution. Car les Espagnols résolus d'y entrer, ou de la rompre, demandoient tantôt que les censures fussent levées à Rome, tantôt ils tâchoient de faire joindre de nouvelles conditions au Bref du Pape. Tantôt enfin ils vouloient persuader, qu'il falloit obliger les Evêques, qui n'avoient pas

obéi, de venir à *Rome* demander l'absolution de sa Sainteté. Tout cela n'ayant réussi, ils s'efforcèrent de lui donner l'allarme, en faisant dire, que le *Sénat* protesteroit contre la délivrance des prisonniers. Mais le *Cardinal de Joieuse* rassûra le Pape, & lui fit comprendre, que ces bruits n'étoient que de vaines rumeurs. Enfin comme ils eurent inutilement travaillé, ils s'aviserent de demander, que le *Cardinal de Sapate* ayant hautement pris les intérêts du Saint Pere, fût associé au *Cardinal de Joieuse* pour l'exécution du Bref. Mais celui-ci fit entendre tout net, qu'il laisseroit plutôt la négociation imparfaite; & même l'abandonneroit absolument, que de souffrir qu'un autre quelqu'il fût partageât cet honneur avec lui.

Voici donc comment l'affaire fut terminée. Après que le *Cardinal* fut retourné à *Vénise*, & qu'il eut concerté avec la République, on prit le vint unième *Avril* pour cette action. Ce jour-là, le matin, avant toutes choses, les deux prisonniers furent conduits à l'Hôtel du Duc, où ils furent remis entre les mains d'un Docteur, commis de sa Sainteté pour cet effet, en présence de témoins. Ensuite le *Cardinal* entra seul dans le *Sénat*; & lors qu'il y eut été quelque tems, on appella deux témoins. devant les quels il fit lire par un héraut le Bref de l'interdit & de l'excommunication. Après cette lecture il donna l'absolution en forme, avec le signe de la croix,

au Sénat & à tous ceux qui avoient encourus les censures. Il en fut dressé un acte signé par les témoins qui y avoient assisté.

La chose ainsi accomplie & les portes étant ouvertes, le *Comte de Castro*, Ambassadeur d'Espagne vint se réjouir avec le Sénat de sa réconciliation avec le Saint Pere; & le Cardinal alla célébrer la Messe Pontificalement dans l'Eglise Patriarchale, où le Sénat & le *Comte de Castro* assisterent, le peuple y accourant de toutes parts avec une joie indicible. Les Evêques qui n'avoient pas déferé aux censures furent aussi absous.

Le Sénat combla de bonnes pensions ceux, qui avoient écrit pour la défense de sa cause, & les prit sous sa protection; mais elle ne fut pas assez grande pour garantir *Fra. Paolo* de l'entreprise de certains assassins, qui l'ayant guetté long tems, l'attrapèrent un jour comme il s'en retournoit à son Monastère, & le blessèrent de plusieurs coups de stilet, dont pourtant il guérit. *Fra. Paolo* attacha son stilet à un autel dans l'Eglise de son couvent, ainsi qu'un *ex voto*, avec cette inscription *Dei Filio liberatori*. Non pas tant peut être pour consacrer sa reconnoissance envers Dieu, que pour immortaliser l'horreur de cet Assassinat, & pour irriter la haine du public contre ceux, qu'il croioit en être les Auteurs.

On étoit las dans les *Pais-Bas* d'une guerre de plus de quarante ans. Les deux Partis en

avoient chacun diversement ressenti les incommodités, & tous les deux en redoutoient les événemens. Les Espagnols y avoient dépensé des sommes immenses & plus perdu d'hommes, que ces pais-là ne valaient. Ils ne voioient nulle apparence de les réduire par la force, & craignoient même qu'ayant en *Hollande* de trop grands avantages, cette Province ne se jettât sous la domination de la *France*, ce qui probablement eût entraîné les autres, qui leur restoient. Mais la plus grande appréhension des Espagnols étoit, que les *Hollandois* ne ruinaissent entièrement leur commerce des *Indes*. Il leur avoient pris ou brûlé dans l'espace de trois ans plus de trente gros Gallions, & tout récemment le 15. d'*Avril*, ils avoient battus leur Amiral *Dom Juan Alvarez d'Avila*, dans le port même de *Gibraltar*. Cette défaite & les considérations soutenues par la crainte de perdre les *Indes* & leurs forces maritimes hâterent le Conseil d'Espagne d'accepter la Trêve.

D'un autre côté les Provinces unies se voioient accablées de dettes; presque abandonnées des *Anglois*, & dans l'appréhension de l'être des *François*, qui s'ennuioient de fournir aux frais de la guerre; on s'imagina, que la paix apporteroit des monts d'or. Outre qu'étant allarmées des progrès du *Marquis de Spinola*, qui entr'autres Places, avoit pris *Grole* & *Rhimbergue*, on fit sentir des dispositions

dispositions pacifiques de part & d'autre. Les *Archiducs* commencerent les premiers à sonder les Esprits par le moien de *Walrave*, de *Witenhorst* & de *Jean Gevart* leurs Envoies. Ceux-ci conférerent en premier lieu avec quelques particuliers des Etats; ensuite ils se présenterent dans l'assemblée des Etats mêmes, où aiant représenté les misères de la guerre, & fait l'éloge de la douceur, & des bonnes intentions des *Archiducs*, ils proposerent la réunion des Provinces-unies avec les autres sous l'obéissance de leur ancien maître. Ce discours ne fut pas du gout des Etats, qui les renvoierent avec une réponse contraire à leur désir. Sçavoir, que par le decret fait à *Utrecht* l'an 1579, le Roi d'Espagne étoit déchû du droit de Souveraineté sur ces Provinces, & qu'elles avoient été unies en un corps, & déclarées Etat libre & République. Ce qui avoit été confirmé par une prescription de plus de vingt-cinq ans, & par plusieurs Princes & Etats, avec lesquels ils avoient fait divers Traités & Confédérations.

Les *Archiducs*, à ce qu'on-croit, n'avoient fait cette tentative que par honneur; aussi leurs Députés déclarerent-ils incessamment aux Etats, que l'intention de leurs Princes n'étoit point de gagner, ou de prétendre aucun avantage sur les Provinces-Unies, mais de les laisser telles qu'elles étoient & de traiter sur ce pied-là.

La proposition ne déplut pas aux Etats.

Les *Archiducs* pour montrer qu'ils agissoient de bonne foi, emploierent à cette négociation le *Pere Jean Neien*, ou *Nei*, *Général des Cordeliers*, qui étoit né en *Flandre*, & avoit été élevé dans la Religion Protestante jusqu'à l'âge de vingt-deux ans. Sa maniere d'agir paroissoit être si sincère, que malgré son changement & son habit, les *Hollandois* avoient beaucoup de confiance en lui.

Il leur apporta des Lettres fort obligeantes de la part des *Archiducs*. Ces Princes offroient entr'autres choses, pour ôter toute défiance & toute crainte de surprise, de ne députer pour traiter que des originaires des *Pais-Bas*; de tenir les Conférences dans tel endroit qu'il plairoit aux *Etats* de choisir; de leur accorder une Trêve de huit mois, & d'en faire agréer les conditions par le *Roi d'Espagne*. Les *Etats* acceptèrent la Trêve à la commencer le quatorzième de *Mai*. Les Lettres de ratification furent aussitôt échangées de part & d'autre & la publication s'en suivit.

La difficulté fut d'avoir celle d'*Espagne*; *Loüis Verreiken*, Secrétaire d'Etat des *Archiducs* l'apporta le quatorzième de *Juillet* à la *Haie*; mais comme au lieu d'être en parchemin elle n'étoit écrite que sur le papier, sousignée *Jo el Rey*, & scellée uniquement du petit sceau, & qu'en outre on y donnoit aux *Archiducs* la qualité de Seigneurs des *Pais-Bas*, & qu'on y avoit omis la condition,

Qu'on

Qu'on traiteroit avec ces Provinces comme les tenant pour Pais libres, les Etats la trouverent imparfaite tant pour la forme que pour la substance.

Henri IV. aiant eu avis par les Etats, qu'ils avoient accepté la Trêve, & craignant que la négociation ne se pouffât au désavantage de ses interêts, il résolut d'y avoir part & de s'en rendre l'Arbitre; ainsi il envoya le *Président Janin*, & *Paul Choard Busenval*, pour y travailler conjointement avec *Elie de la Planche Russi*, pour communiquer avec les Etats & leur servir de Conseil. Le *Roi d'Angleterre* y voulut avoir ses Ambassadeurs; le *Roi de Dannemarc* suivit cet exemple, & les Princes Protestans y envoierent aussi.

La ratification d'*Espagne*, qui fut portée à *Madrid* & rapportée à la *Haie* avec quelques changemens, mais non pas avec tous ceux que les Etats avoient désirés, ne les contenta pas entierement. Ceux qui ne souhaitoient pas la paix, prirent delà occasion de former beaucoup d'obstacles, qui firent passer quatre mois en contestation. Néanmoins au commencement de *Novembre*, les Etats sur les instances du *Pere Nei*, passerent outre; mais ils posèrent pour leur point fixe, & immuable. *Qu'il ne seroit point touché au fondement de leur liberté, & au droit de Souveraineté*, qu'ils s'étoient acquis aux dépens de ce qu'ils avoient de plus cher au monde. Les Archiducs prolongent

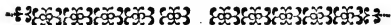
gerent sur ce pied là le Trêve pour six semaines, & la Cour d'Espagne la ratifia comme on vient de le dire.

Les Etats des Provinces Unies vouloient s'assurer le secours de la France & de l'Angleterre, en cas que le Traité de paix se rompît. C'est pour quoi ils avoient fait plusieurs instances auprès des Ambassadeurs des deux Rois pour qu'ils entraissent dans une Ligue défensive pour leur conservation. Le Roi de France l'accorda le premier, & la signa le deuxieme *Janvier* 1608. malgré la contrariété qu'il trouva dans son Conseil, que le zèle pour la Religion portoit à favoriser les Espagnols dans cette occasion. Les Ambassadeurs du Roi de la *Grande Bretagne*, ne la conclurent que quatre ou cinq mois après. Enfin ce ne fut pas sans difficulté, qu'on parvint simplement à une Trêve pour douze ans, qui fût publiée à *Anvers* le quatorzième d'*Avril* 1609. Elle portoit en substance. Que les *Archiducs traiteroient avec les Hollandois en qualité*, & comme les tenant pour Provinces libres, sur les quelles ils n'avoient rien à prétendre. Qu'il y auroit cessation de tous actes d'hostilité, mais que dans les pais éloignés elle ne commenceroit qu'un an après. Que le commerce seroit libre par mer & par terre; que le Roi d'Espagne la limitoit néanmoins dans les terres qu'il avoit en Europe, n'entendant point que les Etats pussent commercer dans les *Indes Orientales & Occidentales*, sans son

son expresse permission. Que chacun garderoit les Provinces & les Places qu'il tenoit alors. Que ceux dont les biens avoient été arrêtés ou confisqués à cause de la guerre, ou leurs héritiers en auroient la jouissance pendant la Trêve, & y rentreroient sans aucune formalité de Justice. Que les sujets des Etats auroient dans le *Pais du Roi Catholique*, & des Archiducs, la même liberté pour la Religion, qui avoit été accordée aux sujets du Roi de la Grande Bretagne par le dernier Traité de paix. Réciproquement, les Etats promirent, qu'il ne seroit fait aucun changement dans les Villages de Brabant, qui dépendoient d'eux, où il n'y avoit auparavant que l'exercice de la Religion Catholique. Les Ambassadeurs de France en donneroient leur écrit de garantie.

Le Baron de Puffendorf prétend, que les *Hollandois* retinrent le commerce des *Indes Orientales*, au grand regret des *Espagnols*. Entre les motifs, qui portèrent les Etats à accepter la Trêve, il semble, qu'un des principaux fut, qu'ils tenoient les *François* pour suspects ; craignants qu'ils n'envahissent la *Flandre*, avant qu'on y eût pourvû, & qu'ainsi cette conquête ne fût la cause de leur décadence à l'avenir. Outre cela la grande autorité que le Comte *Maurice* avoit en tems de guerre étoit fort préjudiciable à leur liberté. C'est précisément depuis cette Trêve, que la *Hollande* peut passer pour une vraie & légitime République. *Mezerai* n'appuie pas mal

ce sentiment de *Puffendorf*. Il dit : Qu'il y alloit trop de l'honneur du Roi après tant de peine qu'il avoit prise, & trop aussi de son intérêt, qui étoit de désarmer la Flandre, la quelle il avoit dessein d'enlever, pour ne pas conclure cette affaire. Belle leçon pour les Républiques qui sont en contestation entr'elles mêmes, ou qui ont quelque chose à démêler avec des Médiateurs.



LIVRE QUATRIEME.

LEs *Vénitiens* voyant le Pape sous les armes, comme on l'a remarqué ci-devant ; ils penserent aussi à se mettre en état de défense, & croiant pouvoir soutenir, au moins en partie, la justice de leur cause, ils envoierent *Jean Baptiste Padavinus*, *George Schar*, & un Gentil-homme Lorrain à *Berne*. Ces Députés représenterent les raisons, qui avoient porté le Saint Pere à prendre les armes temporelles contre la République de *Vénise*, & à se servir des spirituelles pour l'obliger à condescendre à ses ordres, & à ses volontés. Que ces sortes d'atteintes données à la liberté & aux droits d'une République Souveraine, qui en étoit en possession depuis plusieurs siècles, devenoient d'un exemple à craindre pour les autres, qui seroient traitées avec la même rigueur, si l'on ne s'opposoit

posoit pas de bonne heure aux entreprises du Saint Siège d'une maniere à se mettre à l'abri des inquiétudes, qu'il pourroit causer dans la suite à tous les Etats libres. Qu'ils ne doutoient pas, que celle de *Berne* en considérant avec sa sagesse ordinaire les conséquences du traitement, que la Cour de Rome leur faisoit, ne leur donnât les secours nécessaires, & les Troupes que l'Alliance entre *Vénise & Berne* exigeoit. Qu'ils les prioient en outre d'envoier leurs Députés munis d'instruction & de pouvoir suffisant à la Diette, afin que conjointement avec les Cantons de *Zurich*, de *Bâle*, & de *Glaris*, on pût y consulter mûrement sur cette matiere, & prendre les justes mesures, que paroïssoit meriter un cas de cette importance. La Représentation de *Padavinus* fut extrêmement goûtée par les Deux cens à *Berne*; on lui donna toutes les marques d'une pleine satisfaction, & beaucoup d'esperance pour la guerre contre le Pape. Mais comme elle s'affouplit par la crainte qu'on avoit de toutes parts d'en venir aux mains, & par la médiation du Roi de France, ainsi que nous l'avons dit; cette affaire n'eut pas d'autre suite auprès des Cantons Protestans.

Les *Vénitiens* aiant fait la même démarche auprès des *Grisons* ensuite de l'Alliance, qu'ils avoient contractée, il y avoit peu de tems avec les *Lignes*, donnerent occasion à une Révolution

lution entière dans le Pais. Le peuple féroce se souleva par les intrigues du *Comte de Fuentes*, qui outré des Traités, que les *Grisons* avoient faits avec la Couronne de France & avec la République de *Vénise*, cherchoit tous les moïens, & épioit toutes les occasions pour trouver l'heureux moment de les rompre, & de les engager ensuite à entrer avec les Cantons Catholiques dans le Traité du *Capitulat*. La discorde qu'il avoit abandonnement semée dans les *Grisons*, lui faisoit attendre un éclat terrible dans leur Pais. Les plus sages d'entr'eux & les plus pénétrants voioient bien la tempête, qui se préparoit à tomber sur leur Patrie, mais ils ne croioient pas l'orage si prochain; ils se flattoient au contraire, qu'on l'éviteroit toujours par une sage prévoyance de tous les maux qui accompagnent inséparablement les révolutions, qu'on voit arriver dans les Etats, où le peuple est en droit de dire *veto* ou *protestor*. Dans cette vûë, ils portèrent les *Liges* à envoyer *Paul Florin*, & *Thomas de Schauenstein d'Ehrenfels*, Chevalier, premièrement à *Zurich*, & ensuite à *Berne*, où ces Députés renouvellerent toutes les plaintes, qu'ils avoient déjà faites ci devant en plusieurs rencontres au sujet du *Fort Fuentes*, & à l'occasion des insinuations dangereuses que le *Comte Azevedo* avoit faites contre leur Gouvernement. Ce qui mettoit les *Grisons* dans une crise effroyable,

ble, & dans une situation, qui demandoient non-seulement une prompte délibération, mais qui méritoient encore la compassion de leurs fidèles Alliés. Que pour cela ils avoient ordre de leurs Seigneurs & Supérieurs de leur parler à cœur ouvert, & de leur demander comment ils devoient se comporter dans ces circonstances; s'ils devoient porter la guerre dans le *Milanois* & obliger par la force des armes le Comte à la démolition du *Fort Fuentes*? & en ce cas, ce qu'ils pouvoient espérer de la part du Canton de *Berne* pour les aider à faire le siège de cette place frontiere, ne doutant point que leur amitié ne leur fournît dans cette pressante nécessité les moyens de satisfaire aux Traités d'Alliance, qui unissoient les deux Nations par des Liens si indissolubles.

L'Etat de *Berne* ne jugea pas à propos de répondre sur le champ à cette proposition. Elle parut d'une consequence à mériter une sérieuse réflexion, & afin de ne rien faire à la précipitée, on se réserva de l'examiner plus amplement; après quoi on écrivit au Conseil des quinze établi à *Coire* depuis les troubles; *Qu'ils devoient se rappeler, que dans le tems qu'ils avoient mis six Drapeaux de Troupes Grisettes pour garder les frontieres de la Valte-line, les deux Cantons de Zurich & de Berne avoient promis d'y joindre deux Drapeaux chacun de trois cens hommes, avec cinq cens, & même*
mille

mille écus en argent pour suppléer au paiement que les Lignes ne feroient pas , à condition toujours , que ces Troupes ne serviroient que défensivement , & ne seroient point employées à faire aucune irruption dans le Milanois. Que les deux villes avoient encore offert de leur donner trois mille muets de bled pour l'entretien des Troupes , moyennant qu'on leur en paiât la valeur ; & qu'en cas que la France & la République de Venise contribuassent aux frais de cet armement , ils esperoient que leurs Troupes auroient leur part de l'argent que ces deux Puissances fourniroient.

Mais la Révolution qui arriva dans le tems , qu'on s'y attendoit le moins , empêcha toutes ces précautions , & on fut obligé de changer de système. Car pendant que les *Vénitiens* armoient pour se mettre en état de défense contre le Pape , & que le bruit des armes retentissoit jusqu'aux frontieres des *Grisons* , & ceux-ci y aiant mis dix-huit cent hommes pour les garder , l'*Ambassadeur de Venise* demanda un pareil nombre de Troupes & le passage pour celles des Alliés , qui devoient venir à leur secours. Cette demande , qui n'étoit cependant faite qu'en vertu de l'Alliance que les deux Républiques venoient de conclure ; parut une occasion favorable aux *Espagnols* pour faire un soulèvement général du peuple *Grison* contre les Partisans de la France & de Venise. Les premiers qui prirent les armes furent ceux de la Jurisdiction de
Belfort.

Belfort. Ceux-ci avoient accepté le Traité du *Capitulat* sans la participation & sans le consentement des autres Jurisdictions de leur Ligue, même contre la teneur de leur propre Alliance; c'est pourquoi ils furent déjà en 1604. mis en suspens par les autres Jurisdictions dans une Conférence tenuë pour ce sujet à *Davos*. Ainsi il n'est pas étonnant, qu'ils aient pris les armes pour se venger de l'affront, qu'on leur avoit fait en les mettant dans l'interdit. La Jurisdiction de *Schiers* suivit l'exemple de celle de *Belfort* & insensiblement quelques autres se mirent de la partie; elles envoierent ensuite des Députés dans les trois Ligues pour exhorter tout le monde à s'armer pour la défense de la Patrie, & pour s'opposer au passage des *Lorrains*, dont néanmoins il n'étoit point question, & aucun n'avoit marché. Mais le peuple, qui se laisse facilement leurrer, & qui n'a pas de plus grand plaisir, que de pouvoir trouver à gloser sur la conduite de ses Supérieurs, crut en avoir ici l'occasion. Tout le monde fut dans peu de tems sous les armes, & les Jurisdictions, à l'exception de celle de *Mafon*, qui étoit occupée à garder son propre Pais, vinrent à *Coire*, où il est impossible de décrire les impertinences & les insultes, qu'ils firent au Conseil des Quinze, sous prétexte qu'ils avoient vendu argent comptant le passage aux Alliés tout au travers des *Grisons*. Ils tinrent

tinrent les Etats dans ce tumulte armés jusqu'aux dents , & décréterent de refuser le passage aux Confédérés , parce qu'il n'y avoit aucun article dans l'Alliance, qui en fit spécifiquement mention ; & que lors qu'on avoit lu le Traité au peuple , on ne lui avoit pas fait connoître , que les Alliés eussent la liberté de passer dans leur Pais. Ils firent encore d'autres ordonnances pour le bien de la Patrie , disoient ils ; les faisant munir du sceau de l'Etat ; & après avoir établi une chambre de justice , à qui ils laisserent cent hommes pour faire exécuter les décrets , ils retournerent chez eux.

Les Cantons aiant appris la Révolution , qui venoit d'arriver en *Grison* , y envoierent *Léonard Holzhalt* & *N Hirzel de Zurich* , *Melchior Hessi* , & *Josse Pfendler de Glaris*. Ces Députés trouverent les choses extrêmement embrouillées , & le peuple dans sa première fureur ne les respecta pas comme le Caractère d'Ambassadeurs l'exigeoit. On oublia le droit des gens , & personne dans ces premiers momens ne voulut lier conversation avec eux. Le Lendemain de leur arrivée , le *Bourguemaitre Gesel* & quelques Conseillers vinrent leur faire visite , & lorsque les Députés Suisses demanderent , à qui ils devoient s'adresser pour exposer leur commission , ils leur répondirent avec douleur , que le pouvoir de les entendre leur étoit ôté , que la

populace

populace s'étoit choisi un Capitaine, nommé Jänni, à qui elle avoit joint deux cens hommes, par devant les quels ils pouvoient faire leur exposition.

Ils allerent trouver Jänni, qui les écouta en présence des deux Bourguemaitres. Ils représenterent : Que le Corps Helvétique prenoit beaucoup de part à la triste situation de leurs chers Alliés des Liges Grises, & qu'il étoit extrêmement surpris, qu'un peuple aussi sage se fût porté aux extrémités, où ils le trouvoient dans des conjonctures aussi délicates que l'étoient les présentes. Jänni sans les laisser poursuivre les renvoia par devant les deux cens hommes ses adjoints, où les Députés des Cantons, après avoir repris le discours, qu'ils avoient tenu au Capitaine, continuerent en disant, que la chambre, qu'on avoit établie, ne pouvoit, ni ne devoit subsister; que la Lettre aux trois sceaux étoit le directoire pour ces sortes de cas, où il étoit question de punir ceux, qui avoient enfreint les Traités, qu'on n'avoit qu'à l'observer exactement sans s'en écarter par de nouvelles introductions si préjudiciables au bien public. Qu'il ne paroïssoit pas non plus que cette tumultueuse assemblée fût une preuve du désir de tranquilliser les Esprits, & de procurer l'avantage de la Patrie; qu'il sembloit plutôt, qu'on avoit formé le dessein de la perdre, & que l'envie & la haine avoient seules part à une levée de bouclier si extraordinaire. Qu'on leur conseilloit donc de désarmer, & d'éviter une dépense superflue, s'ils ne vouloient pas, que l'on conçût de leur conduite

*une opinion désavantageuse. Qu'ils se flat-
toient d'une réponse satisfaisante, & telle qu'ils
pussent la rapporter sans chagrin à leurs Souve-
rans Seigneurs & Supérieurs.*

Les deux cens hommes ne firent que rire de l'exposition des Députés Suisses, & ne la trouverent pas digne d'une Répartie. Ils furent ainsi obligés de partir de Coire fort peu satisfaits de la maniere, dont on les avoit reçus. Ils étoient en chemin pour se rendre dans la *Ligue Haute*, qu'ils rencontrèrent en armes sous quatre Drapeaux. Le Grand Juge, nommé *Florin*, voulant leur faire quelque accueil en fut empêché par cette populace effrénée, & lorsque les Députés se mirent en devoir de les exhorter à la paix & à la douceur, ils ne firent pas semblant de les entendre. Ils n'eurent pas un succès plus heureux auprès des autres Liges. Celle des *Dix Droitures*, qui parut d'abord la plus traitable, devint ensuite la plus acharnée, de telle sorte qu'elle fit trainer en prison les Capitaines *Basselga* & *Scarpatt* en présence même des Députés, quoique ces deux Officiers eussent présenté une Caution suffisante. Elle fut même assez hardie pour envoyer un détachement de ces mutins devant le Palais Episcopal pour en arracher *Beli*, qui y étoit au nom de sa Majesté Impériale. Ce Ballif eut beau représenter la *Franchise de la Maison*, où il étoit, le cautionnement pour sa personne de l'Evêque &

du

*du Haut Chapitre ; qu'il n'étoit point du nombre des Confédérés , mais personne publique & Ministre de l'Empereur. Tout ne fut pour ces séditieux , que verbiage ; ils pétardèrent la porte , & l'ayant enfoncée ils se faisirent avec violence de l'infortuné *Beli* , & le mirent dans le cul d'une basse fosse.*

Environ minuit ils tinrent conseil , & décidèrent d'en faire de même à différentes personnes de considération ; dont les uns se rendirent volontairement dans les prisons , & les autres se mirent en sûreté par la fuite. La chambre de justice augmentée jusqu'au nombre de dix sept cens Juges , fit le procès à *Jean de Guler* , Chevalier & Colonel Général des Troupes de la *Valteline* & de *Chiavenna*. Ce Seigneur fut condamné à un bannissement perpétuel , & ses biens confisqués au profit du public. Ils ne traitèrent pas mieux d'autres membres de la République. Le *Bourguemaitre Baviere* & le *Banneret Tscharnier* furent emprisonnés. *Jean-Baptiste de Salis* & le *Chancelier Gugelberg* avec le *Docteur Rubniel* se retirèrent dans les Pais étrangers pour éviter la fureur de leurs Compatriotes.

Les Députés des Cantons n'ayant pas pu tenir dans un Pais si rempli de révoltes , reprirent le chemin de la *Suisse* , & ayant fait une fidèle relation de l'horreur qui régnoit dans les *Grisons* , aux Députés du *Corps Helvétique* convoqués à *Baden* le Lundi après *Quasimodo* , ce

recit causa une si grande irritation parmi eux, qu'il fut décrété par une partie des Députés d'écrire fortement & vivement à cette populace soulevée, qu'elle eût à poser les armes, à mettre les prisonniers en liberté, & à lui envoyer cette Lettre par une estafette. Les autres opinoient à une seconde Ambassade, & les troisièmes disant : *qu'ils n'étoient pas suffisamment instruits sur une matiere de cette importance*, on en remit le résultat à la premiere Diette fixée au dernier du mois de Mai à Baden.

Cette Conférence aboutit à fort peu de chose. On se contenta d'exhorter les *Grisons* à la paix & à la concorde, en leur faisant connoître, que le meilleur parti étoit de soumettre leur contestation à l'usage établi parmi les Confédérés. Les réponses furent différentes. Quelques uns étoient disposés à suivre le Conseil des *Suisses*. D'autres souhaitoient, qu'ils vinssent à main armée rétablir la paix parmi eux. Le *Chevalier de Guler*, & *Antoine Sonnewick* se rendirent à la Diette pour porter leurs plaintes tant en leur nom, qu'en celui des autres fugitifs contre l'injuste procédé de leurs Compatriotes ; offrant de justifier leur conduite par devant un juge impartial suivant les Alliances & les Traités, avec promesse d'accepter sans retour leur jugement.

Les Cantons à cette proposition trouverent à propos de nommer une seconde Députation composée des Députés des Etats de
Zurich.

Zurich, & *Lucerne*, de *Schweitz*, & de *Glarus*. Mais au moment qu'ils alloient partir, & que le lieu où ils devoient se joindre étoit actuellement déterminé, on apprit, que les *Grisons* avoient fait couper la tête à deux de leurs prisonniers. Cette rigueur fit changer de sentiment à la Diette, & dans la crainte que leur Députation ne fût encore mal reçue dans un Pais, où la raison ne régnoit plus, la pluralité opina à réprimer la force par la force. En conséquence de quoi on ordonna au *Ballif de Sargans* de se saisir des passages, & de tenir sa milice prête à marcher au premier ordre, qu'il en recevrait. On députa en même tems six Envoies des Cantons, dont l'expérience dans le métier de la guerre étoit connue, pour dresser un plan afin de sçavoir de quelle façon on l'entreprendroit.

Ce Plan contenoit ce qui suit : „ Les Con-
 „ fédérés ne chercheront point à donner at-
 „ teinte aux Franchises des Grisons, mais ils
 „ tâcheront plutôt de les leur conserver. Les
 „ deux Religions resteront in *statu quo*. Les
 „ Troupes Suisses qui entreront dans les Gri-
 „ sons n'agiront pas d'abord par voie de fait,
 „ mais elles proposeront auparavant un ac-
 „ commodement à l'amiable sous les con-
 „ ditions, que la chambre de Justice établie
 „ à Coire sera cassée aussi-bien que les arrêts
 „ qu'elle aura prononcés; qu'on fournira des
 „ sauf-conduits à ceux qui voudront plaider

leur cause par devant un Tribunal impartial; qu'on châtierait les coupables, & qu'on fera paier les frais par ceux qui seront convaincus d'être les auteurs des troubles; que par de sages réglemens on préviendroit toute révolte qui pourroit s'exciter à l'avenir; que chaque Jurisdiction enverroit ses Députés munis d'un pouvoir suffisant & absolu pour terminer toutes les contestations; & qu'en attendant, les Troupes resteroient dans leur Camp marqué prêtes à marcher & à agir au premier commandement; que si l'on étoit obligé d'en venir aux mains, les Députés, qui suivroient l'armée, accorderoient la protection Helvétique à tous les Grisons, qui se rendroient au Conseil des Suisses; qu'après la guerre heureusement terminée on feroit religieusement observer les articles ci devant énoncés; qu'au cas qu'une Puissance étrangère voulût s'impliquer dans cette affaire, les Confédérés tâcheroient de l'en empêcher de toutes leurs forces, que les Cantons auroient la liberté de prendre des volontaires à leur solde; que l'armée seroit distribuée en deux corps pour pouvoir agir séparément; que les Cantons se déclareroient indispensablement le sixième d'Août, & que le treize du même mois les Troupes commandées se mettroient en mouvement pour marcher au lieu de leur destination, pendant

pendant qu'on tiendrait un autre corps prêt
 à suivre les premiers, si la nécessité le re-
 queroit ; que le Canton de Zurich fourni-
 roit les vivres pour la subsistance de l'ar-
 mée aux frais de chaque Canton à propor-
 tion des Troupes qu'il auroit données, &
 dont les Chefs auroient soin de leur faire
 observer une exacte discipline ; enfin qu'on
 prieroit la Maison d'Autriche, & le Comte
 de Fuentes de n'assister les Grisons ni par la
 voie des armes ni par leurs Conseils. „ Les
 Députés, qui étoient pourvus de pleins pou-
 voirs, agréèrent ce Plan, & n'y trouverent
 rien à redire. Ceux de *Zurich*, de *Bâle*, &
 de *Schaffhausen* le reçurent *ad Referendum*, ne
 doutant pas que leurs Souverains Seigneurs
 & Supérieurs ne l'approuvassent aussi.

Pendant que les *Suisses* s'arrangeoient, &
 qu'ils prenoient toutes les précautions conve-
 nables pour éviter & faire la guerre, les cho-
 ses commençoient à changer de face dans les
Grisons. Les Partisans de la *France* & de la
République de Venise, après être revenus de
 leur abattement & de ce premier étourdisse-
 ment que cause une Révolution inopinée,
 commencèrent à se remettre en considérant
 les maux dont leur Patrie étoit menacée, si
 l'on n'appliquoit pas au plus vite les remèdes
 nécessaires, & qu'on ne coupât pas chemin à
 un mal qui perdoit visiblement la République.
 Les honnêtes Gens, & ceux qui jugeoient

des choses sans passion, virent toute l'horreur dans la quelle la populace avoit plongé les trois Liges. Ces ordonnances inconsiderées qu'elle avoit nouvellement faites contre la teneur des Traités & des Alliances, contre toute raison & équité, leur déplaisoient d'autant plus, qu'elles tendoient à la destruction des bonnes familles & à la ruine de tout le Pais.

Les Troupes, qui gardoient la *Valtelline* & le Comté de *Chiavenne*, concurent à merveille, que cette révolte de la populace ne pouvoit aboutir qu'au malheur des Liges & à une confusion étrange, qui renverteroit les Loix fondamentales de l'Etat, le bon ordre, & à la fin la liberté même. Elles n'eurent pas plus tôt fait ces sages réflexions, qu'elles se proposerent de délivrer leur Patrie de cette Tirannie naissante. Pour en venir à bout, elles tirèrent des Liges, où elles laisserent autant de monde, qu'il en falloit pour les garder, & marcherent ensuite droit à *Coire* tambour battant & Drapeaux déployés.

Leurs Partisans s'y joignirent, & tous ensemble ils formerent un Corps assez considerable pour se faire craindre & respecter en arrivant dans cette ville. Ces Troupes se saisirent d'abord de la Chancellerie, s'emparerent des nouvelles ordonnances, les mirent en pièces, & en firent d'autres conformes aux Alliances & aux Traités que la République avoit

avoit conclu avec les Princes & les Puissances étrangères. *George Béli* & le *Capitaine Bacelga* aiant été convaincus d'avoir reçu de l'argent & des présens du Ministère Espagnol furent condamnés à avoir la tête tranchée. Après quoi la chambre de Justice fut transférée de *Coire* à *Ilantz*.

Tous ces troubles n'empêcherent cependant pas la tenue des Etats, qui s'assembloient toutes les années dans le mois de *Juillet* à *Davos*, où les Officiers de la République rendent leurs comptes, & où les Appellations sont portées au tribunal du Haut Juge. Ceux de *Coire* qui composoient la Chambre de Justice se trouvant oisifs & dans l'inaction, hazarderent néanmoins d'envoyer quarante de leurs sergens à *Davos* pour se saisir de *François Paravicin*. Les Habitans de ce dernier endroit outrés de l'affront, que leur faisoient des gens, à qui on avoit ôté tout pouvoir, & dont on avoit transporté la Jurisdiction à *Ilantz* par l'établissement d'une nouvelle Chambre, qui venoit tout récemment d'être confirmée à la pluralité des suffrages des Communautés, & fondés sur le Résultat que ces mêmes Communautés avoient fait d'agréer les *Suisses* pour Médiateurs dans leurs dissensions; ces habitans, dis-je, désarmerent ces quarante hommes de *Coire*, pendant qu'ils s'ennivroient dans un cabaret, & leur enleverent *Paravicin*, qu'ils mirent eux-mêmes

sous bonne & sûre Custodie, en attendant qu'on eût informé de sa conduite auprès des *Valtelins*, dans le pais desquels il étoit né.

Les Sergens honteux de se voir sans armes, & privés de leur prisonnier, se retirèrent en faisant de cruelles menaces, & arriverent par différentes routes à *Coire*, où ils souleverent non seulement les Juges déposés, mais aussi une partie du peuple qui étant joint par la Ligue des *dix Droitures*, à l'exception de celle de *Meienfeld*, vinrent tous ensemble les armes à la main à *Davos*, pour avoir satisfaction de l'insulte & de l'avanie que les Sergens y avoient reçus.

Ceux de *Davos* aiant appris cette nouvelle émûte s'assemblerent de leur côté pour se mettre en état de résister & de repousser ceux qui les attaqueroient. Ils se barricaderent le mieux qu'ils purent dans cette pressante nécessité, en distribuant leur monde dans les postes les plus propres à se bien défendre, & ils attendirent avec tranquillité l'événement de cette levée de bouclier. Les Ennemis parurent sur le soir, & se tinrent tranquilles pendant la nuit, mais le lendemain après midi aiant la tête échauffée de vin, ils tinrent un Conseil, où ils résolurent de forcer les États assemblés de leur livrer les dernières ordonnances, qu'on avoit faites à *Coire*, & les autres titres qu'ils vouloient avoir en leur Puissance. Cette résolution prise, ils avancerent
dans

dans le Bourg, vinrent se présenter devant la maison de ville, & demanderent, sans cependant commettre aucune violence, qu'on eût à leur livrer les papiers dont on vient de parler. On leur dit, *qu'on ordonneroit au Chancelier de lire à haute voix, ce qui avoit été fait à Coire, afin qu'ils eussent par là la communication qu'ils souhaltoient.*

A peine le Chancelier eut-il commencé à lire que ce peuple armé, qui ne se contentoit pas de cette simple lecture, marcha, en avant, faisant mine de vouloir enfoncer les portes de la Maison de ville, & d'arracher par force ce qu'on refusoit de leur donner de bonne grace. Ceux de *Davos* à ce mouvement se préparoient à les bien recevoir, & à leur faire paier cher leur entreprise. On s'attendoit à un furieux combat & à une effusion de sang horrible, lorsque *Florius Sprecher*, Chevalier, & *Salomon Buel*, Landamman, deux Vénérables Vieillards, se jettant au milieu des deux Partis prêts à s'égorger, arrêterent cette premiere fureur, d'où dependoit le salut de la Patrie. Ces deux hommes, que leur intégrité rendoit respectables, & qui étoient en grande vénération parmi le peuple, parlerent avec tant de force & d'énergie, que le calme suivit de près; insensiblement les esprits se tranquilliserent, & enfin les armes tombèrent des mains des plus acharnés à la perte de leur Pais. On se sépara sans aigreur.

Chacun

Chacun retourna chez soi, & ceux de *Davos* pour marquer leur parfaite réconciliation traduisirent eux-mêmes *François Paravicin* dans les prisons de *Coire*. Peu de chose émeut une populace & peu de chose l'appaise. Celui qui fait temporiser rend le peuple la dupe de son inconstance & de son irrésolution. Il n'y a en lui que le premier mouvement à craindre. Le *Marquis de Botta* en est un exemple bien récent. Les Républiques sont sujettes à ces sortés d'événemens. Une femme, qui met un bonnet de Grenadier sur sa tête, une moustache postiche sous le nez, & le sabre à la main, est capable de faire une Révolution dans un Etat. Cela n'est pas nouveau; mais il est certain, qu'il ne fait jamais bon s'exposer à la fureur du peuple.

Dans ces circonstances les *Suisses* assemblés à *Baden* au commencement du mois d'*Août*, apprirent, que la *Haute Ligue* avoit résolu à la pluralité des suffrages de se soumettre à la Médiation du *Corps Helvétique*, & de finir agréablement les contestations, qui réduisoient leur Pais dans un état si misérable. Les Députés de *Zurich* assurèrent, que les deux autres Lignes étoient dans les mêmes dispositions; qu'elles s'y étoient déterminées sur les fortes représentations, que leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs leur avoient faites à différentes reprises, & que ces deux dernières enveroient même leur Députés à la présente Diette;

Diette; c'est cependant ce qui n'arriva pas; mais quelques Grisons fugitifs se présentèrent, faisant connoître que malgré la bonne volonté des Juridictions de *Davos*, de *Coire*, & de *Meienfeld*, la Chambre de Justice ne laissoit pas que de continuer ses extorsions; qu'elle avoit récemment condamné *Lucius Gugelberg* à vingt mille écus d'amande & le *Podesta Hertlin* à vingt cinq mille. Qu'ainsi comme il n'y avoit nulle apparence, que cette espece de tyrannie cessât si tôt, ils prioient instamment les Confédérés de leur assigner un Tribunal impartial, afin d'y pouvoir justifier leur conduite.

Le *Landamman Guler*, au nom de ceux de *Davos*, & le Lieutenant de *Meienfeld*, qui étoient envoiés à la Diette, représenterent aux Cantons; que leurs Juridictions avoient toujours, témoigné un grand chagrin de voir les troubles, qui détruisoient les Liges, qu'elles n'y avoient aucune part, qu'elles avoient fait tout leur possible pour en empêcher les suites malheureuses; & que pour en donner des preuves convaincantes elles avoient renvoié les Gardes, qu'elles avoient données à la nouvelle Chambre d'Ilantz, étant absolument résolûes de suivre les sages conseils des Cantons mais que comme ce parti qu'elles venoient de prendre, indisposoit extrêmement les autres Juridictions contr'elles; & qu'on les menaçoit fortement de la Maison d'Autriche, les Juridictions de *Davos* & de *Meienfeld* seroient charmées de sçavoir
des

des Confédérés & de leurs Alliés le secours qu'elles auroient à en attendre en cas, qu'il fût vrai que la Maison d'Autriche voulût leur faire la guerre.

La réponse des Cantons fut un éloge sur le parti prudent, que les deux Jurisdictions avoient pris dans ces circonstances; on leur promit une assistance réelle, & on leur donna une assurance positive: *Que les Suisses ne permettroient jamais (autant qu'il seroit en leur pouvoir) qu'aucune Puissance étrangère, ni intérieure donnât la moindre atteinte à leurs Droitures & à leurs Franchises.*

Le nouvel Ambassadeur de France *Eustache de Refuge*, maître des Requêtes, & *Alphonse Casal* Ministre de la Cour d'Espagne, vinrent à peu près dans ce tems là à *Baden*, & tinrent dans la Diette un langage différent. Le premier présenta un mémoire, par lequel il exhortoit les *Suisses de vivre en bonne intelligence & en paix avec les Grisons; de les protéger, & d'observer exactement le Traité d'Alliance conclu en 1602. Qu'il ne s'agissoit ici point de la Religion, puis qu'il n'y avoit eu aucune difficulté à ce sujet dans les Liges, mais que ce qui avoit causé les troubles étoit le prétexte du passage, qu'elles avoient accordé aux Troupes du Roi par le Traité susdit. Que tout ce qui avoit été négocié à cette occasion, l'avoit été par la médiation & le concours des Catholiques & des Protestans. Qu'ainsi ils voioient clairement par une conséquence, qui se présentoit d'elle même; que les premiers ne souffriroient nul dommage,*
quand

quand même ce passage devoit avoir son effet. Qu'il étoit aisé de découvrir la source de la dissension, qu'on tâchoit de semer parmi les Confédérés; que c'étoit à eux à n'en faire aucun cas, & à s'en garantir par une union, & une concorde capable de prévenir le danger d'une guerre contre les Grisons; vû que par des circonstances fatales qu'on ne prévoit pas d'abord, il en pourroit résulter une intestine infiniment plus dangereuse pour le Corps Helvétique. Qu'ils devoient se rappeler, ce qu'ils avoient promis par la dernière Alliance, qu'ils avoient faite avec le Roi; ce qui étoit un point, contre lequel ils ne devoient pas permettre, que leurs Députés insinuassent la moindre chose aux Grisons, mais qu'il falloit plutôt solliciter à s'y conformer exactement, & dans tout son contenu. Enfin ajoûtoit ce mémoire, il n'y a rien dans cette exposition qui puisse révolter les cœurs. On voit d'où partent les mauvaises insinuations qui ont broüillé les affaires. La prudence & la sagesse du Gouvernement n'ont à y opposer que l'union & la prévoiance, qui feront la sûreté de leurs Alliés & de leurs voisins en mettant leur propre Pais hors de rüque & de danger.

Alphonse Casal par une conduite à peu près semblable, jettoit la cause des troubles, qui s'étoient élevés dans les Grisons, sur les pratiques des Ambassadeurs de France & de Vénise, & en diculpoit le Comte de Fuentes. Pendant que les trois Liges, disoit ce Ministre, ont vécu en bonne intelligence & dans l'ancienne union avec le
Duché

Duché de Milan, la paix & la tranquillité ont régné sans altération entre les deux Nations ; & les Liges elles mêmes ont goûté le plus doux repos, tandis qu'elles ne se sont point éloignées des Traités & du contenu de la Lettre aux trois sceaux. Mais dès le moment qu'elles se sont embarrassées dans de nouveaux Traités, & dans des Alliances étrangères, la discorde s'est emparée de l'intérieur de l'Etat, elle a affoibli les leurs propres, & a procuré les altercations dont on est témoin. Il ajouta que les Gens sensés & les vrais citoyens avoient tâché de remédier aux maux, qui en résultoient, par des ordonnances, qui enlevoient les dangereuses conditions contenues dans l'Alliance de 1602. Que la pressante nécessité les avoit portés à une violence salutaire, & de laquelle dépendoit le bien de la Patrie, mais que ceux des Dix Droitures, & de Sclovis, qui s'étoient constamment opposés au Traité du Capitulat avec l'Etat de Milan, avoient renversé cet ouvrage, qui seul pouvoit rompre les fers, qu'on leur forgeoit insensiblement. Qu'on avoit accusé le Comte de Fuentes d'avoir avancé de l'argent à George Béli pour exciter la première Révolution, mais que c'étoit là une pure calomnie, aussi bien que de dire, que l'Evêque de Coire eût réclamé sa protection & son secours. Qu'on prouveroit bien plus facilement, que les Chefs des Troupes, qu'on avoit mises aux frontières de la Valteline, avoient déjà conclu entr'eux dès le mois de Mars la démarche, qu'ils venoient de faire en envoyant dire au Conseil des Liges qu'on ne
devoit

devoit accorder à la République de Venise ni le passage pour des Troupes étrangères, ni les six Drapeaux Grisons, qu'elle demandoit ; & qu'au cas qu'on ne voulût pas écouter leur proposition, ils se verroient contrains d'en faire leur rapport par devant les Communautés du Pais. Ainsi Casal conclut en priant très instamment les Cantons de mettre fin à la Tirannie, dont on usoit contre tant d'honnêtes Gens, & contre ceux qui se sacrifioient pour le bien & le salut de la Patrie ; sans quoi il les assûroit, que le Gouverneur de Milan ennuyé des ces troubles & de ces révoltes réitérées, seroit obligé de se servir des moiens, que Dieu lui avoit mis en main, pour rétablir le calme dans son voisinage. Le Ministre Espagnol voulut ensuite animer les Cantons contre la France, en leur représentant les vexations, qu'elle leur faisoit au sujet de leurs arrérages, & des sommes qu'elle leur retenoit, après qu'ils avoient répandu tant de sang pour le Service de cette Couronne

Ce raisonnement d'Alphonse Casal, & le Mémoire d'Eustache de Refuge, partagerent les sentimens des Confédérés assemblés. Les Députés de Zurich opinerent à épargner l'effusion du sang, qui ne pouvoit pas manquer d'arriver, si l'on continuoit dans le dessein de porter la guerre dans les Grisons ; & ils furent d'avis, qu'on renvoiât cette contestation à la décision du Droit suivant les Alliances. Les autres Cantons Protestans & leurs Alliés de la même communion entrèrent dans le senti-

ment des *Zuriquois*, disant que leurs *Souverains Seigneurs* avoient à la vérité consenti à fournir leur contingent pour cette entreprise, mais qu'ayant dès lors appris, que les troubles commençoient à s'appaiser dans les *Liges*, ils avoient ordonné à leurs *Députés* de proposer dans cette *Diette* un accord amiable entre les *Parties*, au cas qu'elles ne fussent pas entièrement pacifiées de leur propre mouvement.

Les cinq *Cantons Catholiques* opposerent à cela, qu'ils étoient bien surpris du changement subit & inopiné, qui paroissoit dans le raisonnement des *Protestans*, ajoutant qu'à la vérité l'invitation, de la quelle s'étoient servis les *Zuriquois*, pour assembler la *Diette*, marquoit quelque apparence de paix entre les *Grisons*, mais que l'absence des *Députés des Ligues*. (Le seul *Amman Wecker* étant là au nom de la *Jurisdiction de Waldbourg*,) prouvoit évidemment une continuation de troubles, dont la fin paroissoit encore bien éloignée puisqu'on étoit si négligent de la part des *Grisons* à faire connoître le vrai état des choses, *Wecker* ne disant rien de consolant de son *Pais*. Que pour eux, ils abhorroient autant le sang que les autres *Cantons*, & n'appréhendoient pas moins la guerre; mais que dans cette occasion les uns & les autres n'ignoroient pas que l'armement prémédité, & conclu ensuite dans la dernière *Diette* sous l'approbation de chaque *Etat* en particulier, n'avoit principalement en vûe que de soutenir l'*Ambassade*, qu'on envoioit dans les *Liges*, afin de la faire respecter.

• *ſpecter, & d'engager ces peuples à recevoir plus facilement les propositions de paix, qu'elle avoit ordre de leur faire, avant que d'en venir aux voies de fait, aux quelles on ne devoit recourir qu'à la dernière extrémîté ſuivant le ſentiment unanime. Qu'il n'y avoit rien à gagner ſur l'eſprit de Gens, qui malgré les exhortations ſalutaires, qu'on leur avoit faites, s'abandonnoient à tous les mouvemens de leur impétueuſe paſſion; qui contre le droit divin & celui des Gens inſultoient leurs Chef, & qui par un eſprit de révolte & d'intérêt avoient dépeuplé leur Pais des plus braves citoyens & de ceux qui s'étoient le plus diſtingués dans la République par leurs ſoins inſatigables & par un travail continuél pour le bien de la Patrie. Que les Cantons en général n'avoient aucun profit particulier en vûe dans toute cette entrepriſe; que le but unique des uns & des autres étoit le rétabliffement de la paix parmi les Grifons, & la conſervation de leurs Franchiſes. Que quant aux Catholiques, ils ſeroient fort bien paſſés d'être impliqués dans cette affaire, à laquelle ils ne s'étoient prêtés que ſur les preſſantes ſollicitations des Cantons Réformés; que cependant ils ne pouvoient aſſés s'étonner de voir mollir ces derniers qui cherchoient actuellement à ſe tirer d'un pas où ils avoient eux mêmes engagés les autres. Que toute l'Europe étoit parfaitement inſtruite des conſcluſions, qu'on avoit priſes dans la dernière Diette. Qu'ils leur laiſſoient à penſer quel honneur & quelle réputation acquereroit le Corps Helvétique dans les Pais étrangers, ſi par*

une conduite diamétralement opposée au dernier Résultat on se portoit à un autre dans le tem. même, où les Grisons devenoient plus opiniâtres & plus acharnés les uns contre les autres, Que les menaces qu' on leur avoit faites de les réduire les armes à la main deviendroient un sujet de mépris, si l'on n'avoit pas le cœur d'en venir à l'exécution. Qu'on obligeroit les fugitifs innocemment persécutés à se pourvoir d'un secours étranger qui sûrement ne leur seroit pas refusé, mais qu'on prioit les Cantons de réfléchir sérieusement sur les suites, qu'une telle assistance pourroit avoir pour le Corps Helvétique. Qu'au contraire si les Confédérés marquoient pour l'exécution la même ardeur qu'ils avoient témoigné pour l'entreprise, ils s'attireroient l'estime d'une infinité de personnes qui seroient convaincues par cette démarche, que c'est la même chose auprès des Suisses de dire & de faire, dicere & facere idem mihi. Que par toutes ces raisons ils ne pouvoient pas avec honneur se départir de ce qu'avoit été résolu dans la dernière Diette, à moins de vouloir se décréditer auprès de toutes les Nations. Les Députés de Fribourg, & de Soleure déclarerent, qu'ils attendoient l'unanimité des sentimens pour la suivre, & faire ce qu'elle auroit décidé pour le bien des Grisons, & l'honneur du Corps Helvétique. Mais que si l'on persistoit dans cette diversité de sentimens ils rapporteroient l'une & l'autre opinion à leurs Souverains Seigneurs, qui choisiroient celle qui leur paroîtroit la plus convenable dans ces conjonctures. Mais

comme

comme ni les cinq Cantons Catholiques ni les quatre Protestans ne voulurent point démordre de leurs sentimens, on se sépara sans avoir rien conclu. On fit dire à l'*Amman Wecker*, que puisque la premiere Chambre de justice avoit été déposée; & qu'on en avoit établi une autre, on n'avoit pas pû suffisamment examiner cette affaire pour en décider convenablement, qu'ainsi on se voioit obligé de la renvoyer *ad Referendum*.

On se rassembla à *Baden* le deux de Septembre pour mettre la dernière main aux affaires des Grisons. La Haute Ligue, craignant autant que les deux autres, que les Suisses n'envoiasent des Troupes dans leur Pais, manda à la Diette, qu'elle prioit les Cantons de ne point encore agir par voie de fait; & qu'on avoit résolu de se soumettre à tout ce que le Corps Helvétique décideroit amiablement. *Meier*, Bourguemaitre de Coire, envoyé de la part des trois Ligues, parla sur le même ton. Il dit : Que les Grisons avoient déterminé par une grande supériorité de suffrages de confier la décision de leurs difficultés à la prudence des Confédérés dans l'espérance néanmoins, qu'ils ne donneroient aucune atteinte à leurs Franchises, & que rien ne se passeroit sans l'approbation de leur Conseil & des communautés; de sorte qu'il supplioit les Députés au nom des trois Ligues de faire une Députation pour travailler à cet accommodement le plutôt qu'il seroit possible. Cet Envoié dit encore, que la chambre de Justice

Dieu étoit nouvellement composée de seize Juges intégrés de chaque Ligue, ce qui faisoit pour l'avenir le nombre de quarante huit membres.

Les Députés des Cantons s'arrêterent longtemps sur la proposition du *Bourguemaitre Meier*, & ce ne fut pas sans contestation, qu'ils consentirent à la fin de travailler pacifiquement sous les conditions suivantes. „ Que
 „ la premiere chambre de justice appelée autrement la chambre ardente seroit anéantie,
 „ ses decrets cassés & que dans la suite elle
 „ ne seroit composée que de cinq juges de
 „ chaque Ligue, qui seroient le nombre de
 „ quinze en tout. Que ces Juges seroient
 „ choisir parmi ceux des Grisons qui auparavant n'auroient point été membres de la
 „ dite chambre, ni du nombre des Satellites;
 „ que ceux - ci seroient pour toujours réformés. Que ce Tribunal auroit le pouvoir
 „ de prononcer définitivement sans en faire
 „ le rapport au Conseil ni aux Communautés, sans préjudice néanmoins de leurs
 „ Franchises & de leur Jurisdiction pour les
 „ faits qui les concernent; & que la ville de
 „ Meienfeld seroit l'endroit, où l'on établiroit
 „ la Chambre.

Les Cantons Protestans en attendant la résolution des Grisons sur les conditions, que la Diette générale leur avoient prescrites, eurent une particulière à *Arau* le douzième de *Septembre* pour délibérer sur ce qu'il y auroit à faire

à faire en cas, que les Grisons ne voulussent pas agréer les conditions qu'on leur avoit imposées. Ils résolurent entr'eux de ne point se déserter du parti qu'ils avoient pris de traiter cette affaire par voie d'accommodement amiable, & d'envoyer des Députés en Grisons pour leur persuader d'accepter la proposition des Cantons, & leur déclarer qu'on rassembleroit ceux-ci à *Baden* le onzième d'*Octobre*; qu'en attendant le Canton de *Zurich* écriroit à la Chambre de suspendre ses arrêts & ses punitions jusqu'à ce que les Députés du Corps *Helvétique* fussent arrivés dans leur Pais.

Mais les Grisons, devenus sages à leurs dépens, n'attendirent pas l'Ambassade des Suisses; car comme les Députés des Cantons devoient les uns aller à *Ragaz* le onzième *Octobre*, & les autres se rencontrer le même jour à *Baden*, on reçut une Lettre du Conseil des trois Liges, dans laquelle il étoit dit aux Confédérés, qu'on avoit rempli exactement les conditions qui leur avoient été prescrites en établissant une autre chambre & en y nommant des Juges impartiaux & neutres, qui avoient actuellement donné un libre accès indifféremment à tout le monde, & si fort avancé leur commission, qu'ils avoient déjà fait un travail dont ils pouvoient répondre à Dieu & à toute la Terre.

En effet les Grisons d'abord après la tenue des Etats à *Davos*, avoient nommés d'autres Juges, & réformé les Satellites. Ceux d'*Ilanz*

de leur côté avoient donné aux fugitifs la liberté de rentrer au pais les aiant en même tems rétablis dans leurs biens & dans leurs emplois au grand contentement du peuple, & aiant donné des sauf conduits à tous ceux qui voudroient venir se justifier en leur présence; de sorte qu'après avoir équitablement examiné tous les faits, qui avoient produit cette étrange Révolution, le tout s'appaisa moiennant un juste discernement des coupables, qui furent punis les uns en argent, les autres par un bannissement dont ils furent relevés dans la suite avec la liberté de revenir au pais quand bon leur sembleroit. Ainsi furent terminés tous ces troubles fâcheux qui manquerent de perdre les *Grisons*, & leur liberté. La médiation des *Suisses* resta en arriere, & leur maniere d'agir fut désapprouvée en bien des articles. La lenteur de leur délibération & l'inconstance qu'ils y firent paroître ne mériterent pas l'approbation que les Diettes des *Suisses* s'attiroient ordinairement. Celle d'*Arau* eut ses critiques aussi, parce qu'il sembloit que dans une affaire générale, une Diette particuliere étoit hors de saison, & marquoit une singularité très désapprouvable.

1608 L'année 1608. ne se passa pas tranquillement non plus. Il restoit encore un levain d'aigreur parmi les *Bourgeois de Mulhausen*, qui intrigua les Cantons Réformés, en y impliquant en quelque façon les Catholiques, à

Lucerne

Lucerne près. Un des *Fininger* vivoit encore avec plusieurs autres de ses complices. Comme tous ensemble ils étoient bannis à perpétuité de leur Patrie, sans avoir la moindre espérance de retour, ils ne demandoient pas mieux que de faire éclater leur vengeance en cherchant les occasions de nuire à leurs Compatriotes, & en leur faisant perdre leur liberté. Dans ce pernicieux dessein ils éclaterent dans le voisinage en plaintes très-amères, disant par tout qu'on les avoit chassés injustement, & qu'on s'étoit saisi contre toute équité de leurs biens & de leurs emplois. Ces discours firent impression sur l'esprit des Cantons Catholiques, qui n'avoient point désapprouvé la conduite des deux frères *Fininger*, comme on la vû ailleurs; & auprès de *Maximilien Archiduc d'Autriche*, qui dès longtems auroit été charmé de voir rentrer la ville de *Mulhausen* sous son obéissance. Les Exilés se procurerent une lettre de recommandation des Cantons Catholiques, qui s'intéressoient à leur grace, pour la Régence des Pais antérieurs d'Autriche, tendante à lui inspirer de mettre en sequestre les biens, que les *Mulhausiens* possédoient dans les Terres d'Autriche, afin que par cette voie on leur fît avoir leur pardon, ou qu'on leur fournît les moiens de plaider de nouveau leur cause, en faisant connoître leur innocence & en tâchant de justifier leur conduite passée.

La Régence ne se fit pas prier longtems, comme il est aisé de le comprendre; elle accorda cet arrêt, & assigna ensuite les *Mulhausiens* par devant une Commission établie à *Neubourg* dans le *Brigau*, pour y plaider contre les Bannis, qui avoient obtenu la saisie. Les Cantons Protestans s'émurent à cette nouvelle, & furent extrêmement irrités de la conduite extraordinaire de *Autrichiens*, vû que la sentence contre les révoltés de *Mulhausen* aiant été prononcée en 1587. par les *Suisses*, ils ne prétendoient pas, que la Régence *Autrichienne* eût le droit de la casser, ou de la controller. Celle-ci pensoit différemment, & regardoit l'action des exilés comme une question de droit, parce que ceux-ci aiant procuré la saisie riére les Terres de la domination des *Archiducs d'Autriche*, elle prétendoit : Qu'il lui appartenoit de décider si la saisie avoit été bien ou mal demandée en faisant abstraction du decret de 1587. qui étoit pour la Régence un fait étranger, qui dans le cas présent ne devoit mériter aucune attention de sa part, ni empêcher son droit de *Judicature*.

Les Cantons Réformés n'en prirent pas moins la résolution d'envoyer leur Députés à *Neubourg* conjointement avec ceux de *Mulhausen*, avec ordre non-seulement d'assister ces derniers, mais de se porter Parties contre les demandeurs. En second lieu de faire un rapport exact & circonstantié des raisons, qu'on avoit eues

euës de châtier les bannis de *Mulhausen*, ensuite d'insister vivement auprès des Commissaires, pour les porter à abandonner la protection de ces gens-là, & à laisser subsister la juste sentence, qui avoit été prononcée contr'eux. Les Députés des Cantons avoient encore ordre de déclarer nettement aux Commissaires Autrichiens, qu'ils ne se soumettroient à aucun accommodement ne voulant pas mettre leur droit en compromis, & qu'au cas qu'ils continuassent à siéger, & qu'ils persistassent à vouloir la saisie en faveur des bannis, ils devoient les assurer, que les Confédérés useroient de représailles dans leur Pais, en faisant saisir tous les biens, qui étoient possédés par les Autrichiens dans leurs Cantons pour en faire un dédommagement à ceux de *Mulhausen*, qui auroient été privés des leurs. Qu'en attendant on prendroit toutes les mesures convenables pour saisir les exilés par tout où l'on pourroit les trouver; & enfin qu'on aviseroit *Henri IV. Roi de France, Allié de la ville de Mulhausen*, du procédé irrégulier de la Régence d'Autriche.

Ces remontrances n'arrêterent point les Commissaires dans leur fonction. Ils s'en tinrent à la saisie accordée en faveur des bannis; & quoique les Cantons Protestans portassent leurs plaintes à ce sujet dans différentes Diettes, ils ne purent obtenir d'autre réponse, si non qu'on devoit les admettre à pouvoir plaider librement leur cause par devant un Tribunal impartial. Ce qui étoit une justice, qu'on

qu'on ne sçauroit refuser avec équité aux gens même les plus criminels.

Les Cantons peu satisfaits de cette proposition écrivirent au Roi en lui faisant une description naïve de tout ce fait ; ce qui porta *Henri IV.* à le recommander à l'*Archiduc Maximilien* en lui insinuant de lever la saisie, que la Régence & ensuite la Commission de *Neubourg* avoient permise. Après quoi ils s'assemblerent à *Arau* dans le mois de *Mars*, où ils prirent le parti d'écrire à la Régence pour la solliciter à faire cesser les poursuites. à lever la saisie, & à chasser les bannis de leur voisinage en vertu du Traité de l'Union héréditaire.

Mais ni la lettre du Roi, ni celle des Cantons Protestans ne purent faire la moindre impression sur l'esprit de *Maximilien* ; au contraire ce Prince envoya à la Diette de la *Saint Jean* 609 de l'année suivante 1609. *Meier* Licentié en Droit pour représenter au nom de l'*Archiduc* : Qu'il ne doutoit pas que les Cantons ne rappellassent dans leur mémoire, que plusieurs personnes, chassées de *Mulhausen*, s'étoient plusieurs fois annoncées auprès de l'*Archiduc* son maître pour lui faire connoître l'injustice & la violence dont on avoit usé envers eux en leur confisquant leurs biens & en les condamnant le plus injustement du monde à ne jamais reparoitre dans leur Patrie ; qu'ils avoient ensuite très humblement supplié ce Prince de leur faire rendre justice en leur désignant un Tribunal

Tribunal par devant lequel ils pussent alléguer leurs raisons justificatives. Que Maximilien, comme étant un Prince juste, n'avoit pas pu s'empêcher d'entériner la demande de ces infortunés, dans la vûë, que s'ils prouvoient clairement leur innocence, ils fussent remis en possession des biens, qu'on leur avoit ôtés; que si au contraire ils n'étoient point trouvés fondés dans leur exposition, par les preuves qu'il convenoit à ceux de Mulhausen d'apporter par devant le Tribunal de la Jurisdiction de qui dépendoient les Terres saisies, ils fussent alors éconduits pour toujours, & la tranquillité rendue à tout le monde.

Les Cantons répondirent, que cette affaire les regardoit en particulier & nullement la Ville de Mulhausen. Qu'ils avoient jugé sur la conduite de ces rebelles; que leurs Députés à ce sujet avoient rendu justice d'une manière même trop douce, & que ce n'étoit, que parce qu'ils s'étoient rendus fugitifs, qu'on n'avoit pas pu les châtier suivant leur mérite. Que la sentence étant définitive, & sans appel, elle n'avoit pas besoin de révision, & ne pouvoit être renvoyée à un nouvel examen. Que si cependant on étoit dans le dessein de ne la point laisser subsister, & si dans cette intention on vouloit user de violence, les cinq Cantons prendroient dans ce cas les plus justes mesures pour se mettre en état d'opposer la force à la force. Qu'au reste on abandonnoit à la prudence & au sage discernement du Prince Maximilien le soin de faire
les

les réflexions convenables sur les suites qui pourroient en résulter.

Les Protestans revinrent à la charge, & représenterent aux Cantons Catholiques, que dans l'affaire dont il étoit question, il s'agissoit beaucoup moins de la révision de la sentence prononcée en 1587. que du desir que l'on marquoit, ce semble, assez clairement de désunir les Suisses en les exposant à faire un faux pas, dont ils auroient lieu de se repentir quand il n'en seroit plus tems. Qu'ainsi il étoit de la prudence d'examiner cette affaire délicate avec toute la maturité possible, & de ne pas épouser avec tant de chaleur les interets d'un parti, qui pour plusieurs raisons ne méritoit ni leur protection ni de si fortes recommandations de leur part. A quoi l'on répondit tranquillement, qu'on n'avoit recommandé que ceux d'entre les *Mulhausiens*, qui aiant été chassés de leur Patrie, méritoient naturellement une juste compassion; mais que puisque cette conduite sembloit leur faire de la peine, & qu'on s'étoit dès longtems débarrassé de ceux de *Mulhausen*, il n'y auroit plus aucune difficulté à ce sujet, étant fort indifférent pour les Cantons Catholiques de quelle façon cette affaire se termineroit.

Sur cette réponse les Cantons Réformés envoierent une Députation à *Ensisheim* pour engager la Régence à relacher les biens qu'elle avoit fait saisir, & la prier de n'agir plus de la sorte à l'avenir. La Députation n'eut pas tout le succès dont elle s'étoit flattée; & la
ville

ville de *Mulhausen* bien loin de trouver la satisfaction qu'elle defiroit, crut encore avoir sujet de se plaindre du procédé trop rigoureux de la Régence Autrichienne à son égard.

La ville de *Genève* se tira avec plus de bonheur d'une seconde surprise, à la quelle le *Duc de Savoie* avoit encore consenti cette année 1609. *Loüix de Comboursier*, Seigneur du *Terrail*, étoit un Gentilhomme François de bonne maison & brave de sa personne. Le Roi *Henri IV.* l'avoit choisi pour être cornette de la Compagnie du *Dauphin*. Mais *du Terrail* aiant pris querelle au *Louvre* avec un Gentilhomme, qu'il tua sous les yeux du Roi, qui étoit à la fenêtre, quitta incessamment la *France*, & se retira en *Flandres* auprès des *Archiducs*, où il fut très bien reçu. Il y fit trois entreprises sans effet, deux sur *Berg-Op Zoom*, & l'autre sur l'*Ecluse*.

Pendant la Trêve, qu'il y avoit entre l'*Espagne* & les *Provinces Unies*, il alla en pèlerinage à *Lorette*, avec un *Bourdellois*, nommé *la Bastide*, grand Ingenieur de son métier. En passant par *Turin*, à leur retour, ils saluerent le *Duc de Savoie*, qui s'ouvrit à eux sur le dessein, qu'il avoit de s'emparer de *Genève* par quelque surprise. Ils lui offrirent leurs services, qui furent acceptés avec de grandes démonstrations d'amitié & de reconnaissance, ce Prince aiant fait présent à *du Terrail* de 700. ducats, & d'un ouvrage curieux

curieux enrichi de pierreries de la valeur de 300. écus d'or, *la Bastide* de son côté reçut 260. philippes.

Du Terrail qui s'amusa à jouer à la paume à *Chambéri*, étant tout en sueur, se fit essuier pour se rafraichir ; ce fut pendant ce tems là que *la Bastide*, & quelques autres lui présentèrent le plan de *Genève*, discourant entr'eux assez bas comme gens qui parloient d'affaires importantes. Le valet *du Tripot*, qui lui chauffoit une chemise, excité par la curiosité ordinaire à tous les Domestiques prêta l'oreille, & entendit, qu'ils parloient de *Genève*. Il comprit, qu'il s'agissoit de quelque entreprise sur cette ville aiant entendu ces mots de *du Terrail*. *Ils sont pris, ils ne s'en peuvent dédire.* Le valet, qui avoit un frere à *Genève*, communiqua son soupçon à un Marchand de cette ville là, qui étoit alors à *Chambéri*, le priant de l'en avertir, affin qu'il évitât le danger dont on étoit menacé. Le marchand ne se contenta pas d'exécuter fidèlement sa commission ; il donna encore avis aux Magistrats de la Patrie de tout ce qui se tramoit ; & ceux ci prirent si bien leurs mesures, que *du Terrail* & *la Bastide* furent arrêtés à *Yverdun* dans le pais de *Vaud*, d'où ils furent ensuite conduits à *Genève*. *La Bastide* appliqué à la question avoua d'abord tout le projet. Et mit par là *du Terrail* dans la nécessité de l'avouer aussi. *Du Terrail* eut la tête tranchée au *Molard* le 17
Avril

Avril 1609, malgré l'intercession de *Mr. de Lesdiguières*, à la famille du quel il appartenoit. *La Bastide* fut pendu deux jours après. Les parens de *Terrail* vinrent demander son Corps, mais comme il étoit déjà enterré on le leur refusa. On mit les vers suivant dans une Chapelle de *Savoie* ou de *France* à l'honneur de *du Terrail*.

*Cavaliers accourés aux tristes funeraillès ;
De ce grand du Terrail, de qui l'injuste sort ;
Après l'avoir sauvé de cent & cent Batailles,
Dans une pleine paix l'a conduit à la mort.*

Le dessein étoit de prendre en *Savoie* cinq grands batteaux plats, sur les quels on a coutume de charger du bois pour *Genève*, & de mettre dans chacun deux cens Soldats rangés si adroitement sous le bois, que personne ne pût s'en appercevoir. On devoit ensuite entrer dans le port, & faire sur le champ main basse sur les Commis, qui sont chargés de visiter les barques qui y arrivent; après ce début il étoit question de se rendre maîtres de la *Porte de Rive*, pour faire entrer la Cavalerie; qui avoit ordre de s'y trouver à l'heure dont on étoit convenu. Cette Cavalerie s'assembloit à *Anneci* sous prétexte des nœces du *Duc de Némours*; & par là il sembloit, que les *Genevois* ne pouvoient pas manquer de tomber sous la domination du *Duc Charles*.

Toma X.

U

Emme

reçut, que *Dom Pedro de Tolède* Ambassadeur du Roi Catholique en *Allemagne*, devoit aller à *Paris* pour proposer au Roi le Mariage de *Madame de France* l'ainée avec le *Prince d'Espagne*, & celui du *Dauphin* avec l'*Infante*. *Dom Pedro* arriva un jour avant *Chabod*; mais *Henri IV.*, qui d'un côté avoit ses raisons pour ne point écouter la proposition du Roi d'Espagne, & de l'autre ne jugeant pas qu'il fût encore tems de se déclarer au sujet de celle du Duc de Savoie, renvoia *Chabod* en *Piémont* sans rien conclure. Mais cette année 1609, le Roi étant déterminé à frapper un grand coup dans l'*Europe*, ordonna à *Claude de Bullion*, *Marquis de Gaillardon*, qui étoit allé en *Savoie* pour certaines affaires, de découvrir ses intentions au Duc, & de lui proposer la conquête du *Milanois* à son profit, à la réserve de quelques places qu'il laisseroit aux *Vénitiens*. Le Duc trop charmé de ces belles offres y consentit avec un plaisir indicible. Le Marquis le fit aboucher avec *Lesdiguières*, & dès lors il fut conclu entre le Roi & le Duc une Ligue offensive & défensive, dont le mariage de son fils avec l'ainée de France, devoit être comme le sceau.

Charles Emmanuel avoit demandé pour la dot la *Bresse*, le *Bugei*, le *Valromei*, le *Pais de Gex*, & que sa Majesté renonçât à la protection de *Genève*. Mais le Roi ne voulut constituer que la même dot, qui avoit été don-

née à *Marguerite de France*, Epouse d'*Emmanuel. Philibert*. Cependant *Henri IV.* pour dédommager le Duc de ce qu'il perdoit avec l'*Espagne* par cette Alliance, offrit au *Prince Philibert* une pension de cent - cinquante mille livres; soixante mille au *Prince Cardinal*, & vint quatre mille au *Prince Thomas*.

Le dessein de réduire la *Maison d'Autriche* dans les bornes de l'*Espagne*, & de ses pais héréditaires ne parloit point tant de l'esprit du Roi, que de celui de la plupart des Princes de la Chrétienté; & les Protestans surtout le sollicitoient sans cesse d'y travailler. Ses Généraux le desiroient pour avoir du service, & les Huguenots afin d'empêcher la Ligue entre les deux Couronnés de *France* & d'*Espagne*, qui ne pouvoit tendre qu'à les exterminer. C'est ce que ces derniers prévoioient avec crainte. Les Catholiques au contraire n'oublioient rien pour l'en détourner, se joignant aux intentions de la Reine, ils entretenoient une correspondance avec le Conseil d'*Espagne* par le moien de l'Ambassadeur de *Florence*; & se faisoient forts de marier le *Dauphin* & la fille aînée de *France* avec les deux enfans du Roi *Philippe*. Comme il leur étoit resté quelques sentimens de la Ligue, ils croioient même, que c'étoit une œuvre de piété de ne pas blâmer ouvertement ses plaisirs pour le retenir dans l'inaction du côté de la guerre, qu'on appréhendoit, qu'il n'entreprît contre la *Maison*

son

son d'Autriche. Mais *Henri IV*, qui dans les autres choses déferoit beaucoup à leurs avis, ne se communiquoit guères à eux pour ce qui regardoit l'entreprise qu'il méditoit.

Pour y parvenir il avoit fallu, premièrement établir une parfaite tranquillité dans ses Etats; donner le tems aux factions de s'éteindre, & aux deux Religions de compatir & de s'accoutumer à vivre ensemble sans défiance. Il avoit fallu paier ses dettes, rétablir la confiance que la mauvaise administration des finances avoit fait perdre; avoir de l'argent, des munitions, des armes, de l'Artillerie, & des hommes qui lui fussent fidèles; & de plus interesser dans son parti tous les Princes & les Etats qui pouvoient faire réussir son entreprise. Les Rois de *Suède* & de *Dannemarc* lui avoient engagé leur parole depuis passé quatre ans. Les *Provinces Unies* en faisant la Trêve avec l'*Espagne*, l'avoient assuré de la rompre quand il lui plairoit. Le *Duc de Savoie*, les Princes Protestans d'*Allemagne*, & plusieurs villes Impériales aussi-bien que le *Duc de Baviere* entroient dans cette Ligue. Ce dernier sur l'assurance qu'on le feroit *Roi des Romains*, lorsque l'Élection de l'Empire seroit renduë libre. On promettoit aux *Vénitiens* quelques villes du *Milanois*, & celles du Roiaume de *Naples* sur le *Golphe Adriatique*. Aux *Suisses* le *Tirol*, la *Franche-Comté*, & l'*Alsace*. Le *Pape* même s'étoit laissé ébloûir par l'espérance, qu'on

lui donnoit de réunir le *Royaume de Naples* au Saint Siège, ce qui lui eût donné un moien de faire de beaux établissemens pour le Népôtisme. C'est de cette façon que tous les Princes & les Etats Chrétiens se fussent accommodés des dépouilles de la *Maison d'Autriche*. *Henri IV.* pour ne pas faire naître contre lui la même jalousie que tout le monde avoit contr'elle, n'eût pas gardé un seul village, & n'eût voulu pour son partage que la gloire, qui est encore le système d'aujourd'hui avec cette différence que la gloire n'est plus l'unique objet des guerres. Le Roi prenoit pour prétexte de son armement le dessein d'assister l'*Electeur Palatin*, & les autres Princes d'*Allemagne* qui avoient intérêt au recouvrement des Duchés de *Juliers* & de *Bergh*, que la mort de *Jean-Guillaume, Duc de Clèves*, abandonnoit à la gloire d'*Henri IV.* & à la poursuite de ses grands desseins. Ce Prince avoit projeté d'y aller en personne avec une puissante armée, composée de quarante mille hommes d'Infanterie Française, de dix mille *Suisses*, & de dix mille chevaux. A ce sujet de *Refuge* convoqua une Diette à *Soleure* le troisième de *Septembre*, pour demander cette Levée au *Corps Helvétique*, qui la lui accorda gracieusement, mais elle n'eut point de suites, parce que le Roi ne desiroit alors que d'en être assuré pour le tems qu'il en auroit besoin.

Jean-Guillaume, Duc de Clèves, étoit fils
du

du Duc Guillaume, qui l'étoit de Jean Duc de Clèves, Comte de la Marck, & Seigneur de Ravensstein. Jean avoit épousé Marie, fille & héritière de Guillaume Duc de Juliers & de Bergh, & Seigneur de Ravenbourg. Dans le Contrat de mariage il fut dit : „ Que ces terres demeurent „ veroient toujours unies dans la personne d'un „ seul Possesseur. „ Afin d'être mieux en état de les défendre contre les voisins, qui devenoient trop puissans.

La Succession du Duc Jean-Guillaume étoit extrêmement litigieuse entre ses héritiers, tant à cause des diverses dispositions des Ducs ses Prédécesseurs, que des constitutions des Empereurs, toutes contraires les unes aux autres. Jean-Guillaume mourut le 25. Mars de cette année 1609. âgé de 47. ans, sans laisser d'enfans de Jacqueline de Baden, fille de Philippe, Marquis de Baden; ni de sa seconde femme Antoinette de Lorraine, fille de Charles II. Duc de Lorraine, qu'ils épousa en 1599. Cette mort fut la source des guerres d'Allemagne. Car, comme on vient de le dire, les constitutions des Empereurs, les unes rendoient ces Duchés fiefs masculins, & quelques autres les faisoient tomber en quenouille. Frédéric III. avoit concédé ces Terres à Albert de Saxe, pour les grands services que ce Prince avoit rendus à l'Empire, en cas, que ceux qui les possédoient alors vinssent à mourir sans héritiers mâles. Maximilien I. avoit par deux fois ratifié cette

concession. Dès lors ce fut tout le contraire ; car quand *Guillaume*, fils du *Duc Jean* & frère de *Sibille* mariée à *Jean Frédéric* qui fut *Electeur de Saxe*, épousa *Marie d'Autriche*, *Reine de Hongrie* & sœur de *Charlequint*, en 1545, cet Empereur lui accorda, & ses Successeurs lui confirmerent ; „ *Que s'il ne laissoit point de*
 „ *fils de ce mariage, les filles qu'il en auroit, se-*
 „ *roient habiles à succéder en tous ses Etats.*
 „ *L'ainée premièrement, ensuite les cadettes con-*
 „ *secutivement l'une à l'autre, & que s'il n'y en*
 „ *avoit aucune en vie lors du décès du pere, ces*
 „ *Principautés appartiendroient à leurs enfans*
 „ *mâles.* La même condition avoit été mise dans le contract de *Sibille*, sœur de *Guillaume* en 1526, lors que le *Duc Jean* leur pere la maria avec *Frédéric Electeur de Saxe*, qui depuis fut vaincu, & privé de son Duché par l'Empereur *Charles V.*

Guillaume, fils du *Duc Jean*, avoit un fils, scavoir ce *Jean Guillaume*, qui venoit de mourir, & quatre filles qui furent *Marie-Eléonor*, *Anne*, *Madelaine*, & *Sibille*. La première avoit épousé *Albert - Frédéric Duc de Prusse* en 1572, dont il ne resta que des filles. La seconde avoit été mariée à *Philippe-Louis Duc de Neubourg*, qui eurent *Wolfgang* & quelques autres mâles. La troisième fut femme de *Jean, Duc des Deux Ponts*. Elle mourut avant son pere, mais elle laissa des fils. La cadette eut en mariage *Charles d'Autriche*,

triche, Marquis de Burgau, dont il n'y avoit point d'enfans. De *Marie Eléonore*, & d'*Albert* vinrent plusieurs fils, mais qui moururent jeunes, & quatre filles; dont l'ainée, nommée *Année*, épousa *Jean-Sigismond de Brandebourg*, qui fut *Electeur & Duc de Prusse*. La Cadette épousa *Jean George*, frère de *Chrétien*, *Electeur de Saxe*.

Jean-Sigismond prétendoit l'entière Succession pour son fils, *George-Guillaume*, qui étoit issu d'*Anne*, fille de *Marie-Eléonore*, l'ainée des quatre sœurs. Les trois autres sœurs, ou leurs enfans y vouloient aussi avoir part. Le *Duc de Neubourg* prétendoit, que les Etats de *Jean-Guillaume* appartenoint tous de justice à son fils *Wolfgang*, parce qu'il étoit l'ainé des mâles issus des quatre sœurs, & que *George de Brandebourg* n'étoit que fils d'une fille de l'ainée de ces quatre sœurs. Mais le *Duc de Saxe* demandoit aussi l'entière Succession, se fondant sur la donation des Empereurs *Frédéric & Maximilien*, la quelle il soutenoit être bonne ces fiefs étant masculins; & il disoit : Que les Empereurs Successeurs des deux nommés, n'en n'avoient pas pu disposer autrement au préjudice des Loix, & des coutumes de l'Empire, ni contre la nature de ces Terres. Le *Duc de Saxe* y avoit encore deux autres prétentions; l'une en faveur de *George* son frère, qui avoit épousé la quatrième fille de *Marie-Eléonore*. L'autre pour les Princes

de la branche de *Veimar* & de celle de *Ko-bourg*, issues de *Jean-Frédéric Electeur de Saxe*, dépouillé par *Charlequin*, & de *Sibille*, sœur de *Guillaume II. Duc de Clèves & de Juliers*, Pere de *Jean Guillaume*. *Charles de Gonzague de Clèves, Duc de Nevers*, se présenta, fondé sur ce qu'il étoit cousin du côté de sa mere, & qu'il portoit le même nom. Le *Comte de la Marck* y prétendit aussi; mais ces deux derniers ne poursuivirent pas avec beaucoup de chaleur. Ce fut *Volfgang*, fils aîné du *Duc de Neubourg*, qui entra le premier dans le Pais pour faire valoir les droits de sa mere. Le *Marquis de Brandebourg* envoya d'abord après son frère *Ernest*, pour ceux de son fils. Ces deux Princes n'ayant pas pû s'accommoder ensemble, firent une transaction par l'entremise du *Landgrave de Hesse*; par la quelle ils promirent de vuidier tous leurs différens à à l'amiable, d'employer conjointement leurs forces contre ceux qui à leur préjudice voudroient se saisir des Duchés de *Juliers* & de *Bergh*; & de les administrer par indivis, mais sans préjudice des droits de l'Empereur, & des autres prétendans. Peu après l'assemblée des Etats du Pais se tenant à *Duffeldorp*, le Roi de France envoya la prier d'agréer ce Traité, & se déclara assez ouvertement pour ces deux Princes.

Mais l'*Empereur Rodolphe II.* dans le cas de litige actuel se croiant, juge naturel & Souverain
sur

sur la contestation concernant les fiefs qui relèvent de l'Empire, soutenoit : *Que le séquestre lui appartenoit jusqu'au moment, qu'on en auroit jugé définitivement.* Ainsi il fit assigner toutes les Parties par devant lui par un acte du vint. quatrième de *Mai 1609*, & donna commission à l'*Archiduc Léopold, Evêque de Strasbourg & de Passau* de mettre les Duchés entre ses mains. La Ville de *Juliers* le reçut aiant été surprise par son Senéchal, qui s'étoit évadé des Etats de *Dusseldorp* : Mais la plupart des autres places se donnerent aux deux Princes. Alors les actes d'hostilité commencerent entr'eux & *Léopold*, & l'Empereur donna plusieurs mandemens. Il parut ensuite des manifestes & des Apologies, que les uns & les autres répandirent dans toute l'*Europe*.

Les intérêts des Princes d'*Allemagne* se trouverent extrêmement impliqués dans cette affaire. D'un côté ils appréhendoient presque tous également, les Catholiques comme les Protestans, que *Rodolphe II.* sous prétexte du séquestre ne se rendît maître des Duchés, & qu'il n'en fit un nouveau fleuron pour son Auguste Maison. D'un autre côté les Princes Catholiques craignoient; que s'ils restoitent entre les mains des Princes Réformés, ceux-ci ne devinssent trop puissans, & qu'ils n'en fussent opprimés. Dans cette crainte ils firent entr'eux une Ligue défensive; le *Duc de Bavière* s'en fit le chef, & y attira les Electeurs
de

de *Maience* & de *Trèves*. Ils envoierent ensuite leurs Agens à *Rome* & en *Espagne*, pour demander l'assistance du *Pape*, & du *Roi Catholique*. Aiant eu une réponse satisfaisante ils s'assemblerent à *Wirtzbourg*, où *Léopold* se rencontra. Cette démarche du *Duc de Bavière* ne s'accordoit guères avec la Ligue qu'il avoit faite avec *Henri IV*, à moins qu'il n'eût en vûë de se faire plus aisément nommer *Empereur* par ce moien que la Cour de France ne voioit peut être pas avec déplaisir.

En effet un mois après la Conférence de *Wirtzbourg* les Electeurs Catholiques s'étant rendus auprès de l'Empereur à *Prague*, où il étoit alors, dans le dessein d'élire un *Roi des Romains*, encore du vivant de ce Monarque, dans l'appréhension qu'après la mort de *Rodolphe II*. les Protestans n'en voulussent élire un de leur Religion, il y eut des Electeurs assez hardis pour nommer le *Duc de Bavière*. Les *Jésuites*, qui espéroient de gouverner ce Prince, quand il auroit la Couronne Impériale sur sa tête, y contribuerent de tout leur crédit. Mais cela même & la grande puissance de la *Maison d'Autriche* ramenerent la plupart des suffrages en faveur de *Ferdinand Archiduc* & cousin de l'Empereur *Rodolphe*.

1610 Environ ce tems là les Protestans étoient assemblés à *Hal en Suabe*; où il se trouva quatorze Prince de cette Religion, plus de vingt Seigneurs

Seigneurs qualifiés , & les Députés de toutes les grandes villes Protestantes. Entre ces Princes on y vit l'*Electeur de Brandebourg*, *Frédéric-Louis Duc de Neubourg*, & *Chrétien Prince d'Anhalt*. Ce dernier aiant été envoyé à la Cour de France par les deux autres, rapporta : *Que le Roi embrassoit ouvertement leur parti, & qu'au Printemps il marcheroit en personne à leur secours* Pour preuve de quoi, le *Prince d'Anhalt* mena avec lui *N. de Thumeri-Boissise*, qui devoit en assurer l'Assemblée de *Hall* de la part de *Henri IV.*

Ce qui se traita à *Hall* fut tenu secret, les Princes écrivant leurs délibérations eux-mêmes sans les vouloir confier à leurs Secrétaires. On crut néanmoins avoir deviné, qu'ils y avoient résolu de chercher les moyens de retirer la ville de *Donavert* d'entre les mains du *Duc de Bavière*, qui l'avoit prise sous prétexte, qu'elle avoit été mise au ban de l'Empire pour quelques violences qu'elle avoit faites aux Catholiques. En second lieu de satisfaire le *Duc de Saxe* sur ses prétentions pour la Succession de *Juliers* & de *Bergh*. Troisièmement de faire l'élection d'un *Roi des Romains*, & enfin de cimenter leur Ligue contre celle que le *Pape* & la *Maison d'Autriche* pourroient former pour les exterminer.

La crise étoit des plus délicates & pour les Catholiques & pour les Réformés. *Henri IV.* avoit déclaré à ces derniers, qu'il n'entendoit point,

point, qu'on changeât rien dans les *Païs de Clèves & de Juliers* au sujet de la Religion. D'un autre côté *Henri* disoit au Nonce du Pape: qu'en assistant les *Princes Protestans* ce n'étoit que dans la vûë de les obliger par ses bons services à bien traiter les *Catholiques* dans leurs *Duchés*, & peut-être à devenir *Catholiques* eux-mêmes. Cette déclaration donnoit de l'ombrage aux *Protestans*, & ne satisfaisoit pas les *Catholiques*. Le Nonce ignorant les intentions du Pape ne pouvoit garder le silence sur la façon d'agir extraordinaire de *Henri IV*, & ceux qui conservoient encore quelques sentimens de l'ancienne Ligue, paroissoient disposés à en entreprendre une nouvelle. Il y eut même quelques remuemens à la *Flèche* dans l'*Anjou*.

On ne pouvoit plus douter, que le Roi n'eût de plus grands desseins, que ceux de soutenir les *Prétendans* aux *Duchés de Juliers & de Bergh*. Ce Prince avoit plus de trente mille hommes d'infanterie sur pied, & six mille chevaux, tous gens d'élite, qui marchaient actuellement du côté de la *Champagne*. *De Refuge* Ambassadeur en *Suisse* avoit levé deux Régimens de cette Nation, chacun de trois mille hommes; le premier commandé par le vieux *Gaspar Galati*. Le second par *N. N.* mais tous les deux étoient sous les ordres du *Maréchal de la Châtre*. Ces Troupes allèrent joindre l'armée du Roi à *Châlon*, où elles passèrent en revûë.

Le *Duc de Lesdiguières*, qui avoit été fait Maréchal de France après la mort du *Maréchal d'Ornano*, avoit douze mille hommes d'infanterie, & deux mille chevaux. Le *Duc de Savoie* & les *Vénitiens* le devoient joindre avec une armée de trente mille combattans. Les Princes d'*Allemagne*, Protestans, n'en avoient guères moins, & les *Provinces-Unies* fournissoient seize mille hommes. Les Rois de *Dannemarc* & de *Suède* s'étoient chargés des armées navales; ils devoient avoir une flotte de cent & vingt vaisseaux de ligne.

La *Maison d'Autriche* ne paroissoit pas s'alarmer d'un armement si considérable, ni d'un Ligue si forte, qui paroissoit toute prête à engloutir non seulement les Terres de sa domination, mais une partie de l'Univers. Cependant elle ne branloit point; l'*Empereur*, ni le *Roi d'Espagne* ne faisoient pas le moindre mouvement, & tout étoit tranquille chez eux. On auroit dit: qu'ils s'attendoient à un événement, qui alloit renverser tous ces projets, qu'on méditoit pour sa perte & pour son humiliation.

Les Auteurs ennemis de cette Maison ont écrit, qu'elle étoit bien assurée de son fait. Que l'événement imprévu & tragique qui arrêta ces armées prodigieuses, étoit entre ses mains, & qu'elle étoit maîtresse des ressorts qu'on devoit faire jouer. D'autres ont crû, qu'ils étoient dans le mauvais sang de France,

France, même dans la Maison Royale ; la preuve qu'ils en apportent, c'est l'avis qu'une certaine Demoiselle, nommée *Anne de Comans*, donna d'une horrible conspiration sur la personne du Roi ; ils ajoutent : *Qu'après la mort de ce Grand Monarque aiant persisté à tenir ce langage, on eut interet à la faire passer pour folle, & que dans cette idée on l'enferma si étroitement qu'elle le devint en effet.*

Quoiqu'il en soit, il est constant, que les François & les ennemis de *Henri IV.* avoient tramé des conspirations de tant de sortes, & de tant côtés, qu'il étoit bien difficile qu'il pût échapper à l'une ou à l'autre. Le couronnement de la Reine fut l'innocente occasion de la réussite de la dernière. Les flatteurs de cette Princesse ne cessoient de l'irriter contre le Roi son époux au sujet de l'amour, que ce Prince avoit nouvellement conçu pour la jeune *Princesse de Condé*. Ils lui faisoient craindre, que cette inclination ne portât le Roi à de fâcheuses extrémités ; mais *Henri IV.* naturellement bon & juste n'en étoit pas capable. Aussi n'oublia-t-il aucun soin, ni aucune marque de tendresse, pour ôter ces soupçons injustes de l'esprit de la Reine. Il lui laissa la Régence du Roiaume ; mais parce qu'il la tempéra par un Conseil, & par des ordres nécessaires, cette précaution déplut extrêmement à ceux qui vouloient entretenir la Reine dans des sentimens, dont ils comp-

toient

toient tirer tout l'avantage. Ils lui inspirerent donc de demander au Roi qu'elle fût sacrée & couronnée *Reine de France* avant son départ.

Il faut avouer, que cette demande étoit bien inconsiderée & tout à fait hors de saison, puisque les armées étoient déjà en pleine marche, & qu'on avoit demandé par avance le passage sur les Terres de l'*Archiduc*.

Il falloit, que les Troupes défilassent incessamment, parceque le moindre retardement pouvoit devenir nuisible & extrêmement préjudiciable aux vûes de sa Majesté. D'ailleurs la Cérémonie du couronnement, outre qu'elle étoit dispendieuse dans un tems, où l'on avoit besoin de tout son argent, ne convenoit point avec l'embarras où l'on se trouvoit du soin d'une guerre, qui devoit terminer le sort & la fortune de tant de différentes Puissances. Néanmoins, comme *Henri IV.* ne pouvoit rien refuser aux importunités, quand elles étoient pressantes, il se laissa gagner, & accorda cette satisfaction à la Reine, n'en prévoyant pas assez les conséquences, ou ne pouvant les éviter.

La Reine fut donc couronnée le douzième de *Mai* dans l'Eglise de *Saint Denis*, avec les cérémonies ordinaires, & une pompe au delà de l'expression. Le Roi lui-même voulut bien se charger d'y faire les honneurs, & de donner tous les ordres. L'entrée de la Reine

dans *Paris* avoit été renvoyée au quinziesme de *Mai*, trois jours après son couronnement. On fit deffer des portiques, des arcs de triomphe, des inscriptions, des Statuës & des échafauts dans les ruës par où elles devoit passer, & l'on préparoit un superbe festin dans le Palais. Pendant qu'on prenoit ces mesures, le Roi accablé d'un cruel chagrin & d'une mélancolie profonde, dont il ne pouvoit deviner la cause, sentoit en lui-même une tristesse, qui sembloit le préparer au malheur qui lui arriva. On eût dit, qu'il avoit déjà le poignard dans le sein. On l'entendit soupirer & prononcer des paroles de mauvais augure. Mais il ne put pas éviter son dernier moment. Son heure étoit venue, & il semble, que tous les avis que le Ciel lui donnoit, n'étoient pas tant pour le sauver du péril, que pour faire connoître aux hommes, qu'il y a une Souveraine Puissance, qui dispose de l'avenir.

Il y avoit longtems que ce monstre exécrationnable, qu'on nommoit *François Ravailac*, avoit formé la résolution de le tuer. Cet homme abominable étoit natif d'*Angoulême*, âgé d'environ trente deux ans, fils d'un *Procureur*. Il avoit d'abord suivi la profession de son Pere, mais s'en étant ensuite dégouté, il se jetta dans les *Feuillans*; il y fut quelque tems Novice, & comme il donna dans des rêveries extravagantes il en fut chassé. Peu de tems après étant soupçonné de meurtre, il fut mis en prison.

prison. Au sortir de là n'ayant pas pû être convaincu du crime dont on l'accusoit, il reprit la procure, & perdit un procès pour lui même; ce qui le mit dans la nécessité d'apprendre à écrire aux petits enfans du menu peuple d'*Angoulême*. Enfin tous ces différens caprices lui égarent l'imagination, & irriterent de plus en plus son humeur atrabilaire & son penchant à la mélancolie noire. Dès sa jeunesse, les chaleurs de la Ligue, les libelles, & les sermons des Prédicateurs lui avoient tellement échauffé l'esprit, & y avoient imprimé une si grande aversion contre le Roi, qu'il s'étoit mis dans la tête, qu'on peut tuer sans crime, ceux qui mettent la Religion Catholique en danger, ou qui font la guerre au Pape. Il étoit si fort absorbé dans ces idées, qu'il ne pouvoit entendre prononcer le nom de Huguenot sans frémir & sans entrer en fureur.

Le Lendemain de l'entrée de la Reine, le Roi devoit faire le mariage de *Mademoiselle de Vendôme*, l'ainée de ses filles naturelles; le jour suivant étoit destiné pour le festin des nocces, & le sur lendemain il s'agissoit de partir pour l'armée; mais la veille de l'entrée, qui étoit un *Vendredi*, peu avant les quatre heures du soir, comme il alloit à l'Arsenal sans Gardes, pour parler avec le *Duc de Sulli*, & qu'il lisoit une lettre, un embarras de quelques charettes ayant arrêté son carosse dans le

& aiant couvert le visage du Roi mort, ils tirèrent les rideaux & prirent le chemin du *Louvre*, où ils firent appeller un chirurgien pour cacher un moment la tragique fin du Grand Roi que la *France* venoit de perdre. On mit son Corps tout sanglant sur un lit avec assés de négligence. Il y fut exposé pendant quelques heures à la vûë de ceux qui vouloient le voir ; mais aucun de ceux qui avoient intérêt à leur fortune, ne s'y trouva. Ils pensèrent à leurs affaires pour oublier entièrement celui, qui ne pouvoit plus rien pour eux. Ainsi il n'y eut qu'un moment d'intervalle entre les adorations & l'oubli ; c'est ce qui justifie parfaitement la pensée du Sage : *Vanitas vanitatum*. Tout n'est que vanité.

Les défauts de *Henri IV.* ont été en quelque manière effacés par l'éclat de ses grandes actions, de ses Victoires continuelles, & de ses hautes entreprises ; par la bonté qu'il témoignoit avoir pour son peuple. par la considération qu'il avoit pour sa Noblesse, & par une affection singulière pour sa bonne ville de *Paris*, mais surtout par sa valeur éprouvée en tant de combats, & par sa Clémence manifestée en tant d'occasions. Ces deux vertus vraiment Royales disputèrent toujours entr'elles, laquelle des deux procuroit le plus de gloire au Roi, & à la quelle des deux il étoit le plus redevable de ses bons succès.

perpétuel pour décider des différens, qui pourroient naître parmi les Princes, afin de les maintenir dans une Paix constante ; mais la mort aiant fait évanouir ce projet, qui n'étoit pas si facile à exécuter, chaque Partie, qui y devoit jouer son rôle, prit les mesures convenables pour ses intérêts, qui par la mort de *Henri IV.* prenoient tout une autre face.

Charles Emmanuel crut, que les siens exigeoient encore une tentative sur *Genève*. Le *Comte de Fuentes* avoit congédié les Troupes Espagnoles qu'il avoit dans le *Milanois*, de sorte qu'ils étoient en sûreté de ce côté-là. Il ne devoit pas appréhender que la *France*, avec laquelle il venoit de faire une Ligue, s'opposât au dessein qu'il méditoit, & les *Genevois* depuis le Traité de *Saint Julien* aiant négligé d'entretenir leurs fortifications & de se fournir de vivres, le Duc s'imagina que l'occasion étoit favorable pour se rendre maître de leur ville. Ce Prince fit donc passer son armée en *Savoie*, & marqua assez par cette démarche, qu'il en vouloit à *Genève*. Le *Marquis de Courbousson* de la *Maison de Montgomeri*, & le fameux *Capitaine Gaucher*, si célèbre dans l'Histoire, lui vinrent offrir leurs services pour cette expedition.

D'un autre côté le bruit s'étant repandu que la guerre alloit recommencer en *Suisse*, les Protestans de *France* envoierent à *Genève* deux mille hommes, suivant *Guichenon*, sous

la conduite du *Prince de Soubize*, du *Marquis de Belhune*, neveu du *Duc de Sulli* & de *Detmarts* fils de la femme de ce *Duc*. La *Reine*, qui étoit *Régente* du *Roiaume*, le trouva mauvais, au rapport de *Spon*; mais *Anjorrand* Député de la *République* auprès de cette *Princesse*, lui ayant représenté, que par le *Traité de Soleure*, il étoit porté que *S. M.* permettroit à ses sujets, qui professoient la *Religion Réformée*, de secourir *Genève* de leurs personnes & de leurs biens, la *Reine* s'en contenta.

L'*Histoire de Savoie* rapporte le contraire. Elle dit, que la *Reine Régente* écrit à *Bellegarde*, *Gouverneur du Duché de Bourgogne* & au *Marquis d'Alincourt*, *Gouverneur de Lion*, de prendre garde à la démarche du *Duc de Savoie*. En même tems elle dépêcha à ce *Prince Joubert*, *Comte du Barrais* pour sçavoir le sujet de la marche de ses *Troupes* dans la *Savoie*. Le *Duc* répondit. „ Qu'ils ne s'informoit jamais pourquoi les *Princes* voisins mettoient des *Gens de guerre* sur pied dans leurs *Etats*, étant libre à chacun de faire chez soi ce qu'il lui plait; néanmoins pour témoigner à sa *Majesté* le respect qu'il lui vouloit rendre, il déclaroit, que son dessein étoit de rétablir les *Evêques* de *Genève* & de *Lausanne* dans leur *Sièges*. „ La *Reine* n'ayant pas été satisfaite de cette réponse, puisque cela ne se pouvoit pas, sans faire la guerre aux *Genevois* & aux *Bernois*, elle envoya la *Vierge* en *Piémont*; mais son voyage fut inutile.

Le *Maréchal de Lesdiguières* fut plus heureux. Il représenta au Duc les inconveniens, & les malheurs, que son entreprise alloit causer aiant la *France* pour ennemie, s'il faisoit la guerre à ses Alliés, & dans un tems où il ne se pouvoit rien promettre des *Espagnols*. *Charles Emmanuel* comprit la force de ses raisons. Il désarma; & les *François* & les *Suisses*, qui étoient venus au secours de *Genève* étant longtems restés dans cette ville, & ne voyant aucun acte d'hostilité de la part de la *Savoie*, s'en retournerent chacun chez eux.

Le Canton de *Berne* n'avoit pas été dans l'inaction pendant que l'armée du Duc étoit en *Savoie*. Cette admirable activité des *Bernois* provenoit de la crainte, qu'ils avoient de perdre le charmant Pais de *Vaud*, qui est le plus beau Fleuron de leur couronne, comme l'envie du *Duc de Savoie* pour s'en remettre en possession, étoit fondée sur des prétentions qu'il croioit bien légitimes sur une Province, qu'il n'avoit abandonnée que par force, & dont la reprise n'auroit rien gâté dans son arrangement.

Dès que le *Sindic Savazin* eut avisé l'Etat de *Berne* du soupçon, que les *Genevois* avoient conçu que l'armée de *Savoie* n'étoit dans ce Pais, que dans le dessein de s'emparer de leur ville; on assembla les Deux cens, & on décréta d'envoyer quatre mille quatre cens hommes dans le Pais de *Vaud* pour être prêts à tout événement

de le défendre contre les Troupes de Savoie. Les Officiers, qui les commandoient, furent *Rodolphe d'Erlach*, *Nicolas de Mullenen*, *Jean Rodolphe de Vatteville*, *Josse de Bonstetten*, *Jean Rodolphe Horn*, *Gaspar de Graffenried*, & *Jacques Wis*.

Avant le départ de ces Troupes on avoit envoyé dans le *Pais de Vaud* *Jean Jacques de Diesbach*, & *Antoine d'Erlach*, en qualité de Conseillers de Guerre & pour engager les *Valaisans* à garder leurs passages, afin que les *Espagnols*, qu'on appréhendoit devoir se joindre aux Troupes Savoïardes, & celles-ci, ne passassent pas par leur Pais pour pénétrer dans le *Pais de Vaud*. On fit la sommation ordinaire aux Alliés sçavoir aux trois *Lignes Grises*, aux *Biennois* & aux *Neufchâtelois*. Les *Bernois* firent aussi part des mouvemens du *Duc de Savoie* à l'*Electeur Palatin*; & lorsqu'on crut, que la chose alloit devenir sérieuse, on somma les Cantons Catholiques, *Glarus*, *Appenzel* & *Saint Gal* de se préparer à faire marcher leurs Troupes dès que le cas de la Confédération l'exigeroit.

Les Généraux *Bernois* après avoir considéré les forces qu'ils avoient à combattre, ne crurent pas, que celles qu'ils avoient à leur opposer, fussent suffisantes. Ils en aviserent leur Etat en demandant, qu'on leur envoiât du Renfort. Les deux cens de Berne y donnerent les mains sans difficulté. On leva encore
trois

trois Mille hommes, qu'on fit marcher sous les ordres des deux Colonels de *Diesbach*, & d'*Erlach* aiant sous eux les Capitaines *Jean-François de Luternau*, *Samuel Erlach*, *Jean-Jacques d'Erlach*, & *Antoine Archer*. Ces Troupes des plus lestes & des mieux armées allèrent occuper les passages contre la *Savoie* & la *Franche-Comté*, pendant que les autres étoient campées dans une position à se transporter où le danger les auroit appelées.

Pendant qu'on faisoit ces dispositions militaires dans le *Pais de Vaud*. Les Cantons assemblés à *Baden*, à l'instance des Députés de *Berne* examinoient le Traité de 1564. que les onze Cantons avoient fait avec le *Duc de Savoie*. Comme ce concordat avoit été agréé par les deux Parties, confirmé & ratifié par les Rois de *France* & d'*Espagnols*, les Députés de *Berne* demanderent aux Cantons d'y être maintenus, & les prièrent de leur donner les secours nécessaires, en cas de rupture avec la *Savoie*.

Les Cantons de *Zurich*, de *Bâle*, & de *Schaffhausen* promirent un secours actuel, en assurant les *Bernois*, qu'ils étoient prêts à sacrifier leurs biens, leur sang & leurs vies pour le service de leur République. Celui de *Zurich* leur déclara en particuliers qu'il y avoit non-seulement six Drapeaux prêts à marcher, mais encore vint autres en cas que la nécessité l'exigeât.

Les cinq Cantons s'en tinrent à la lettre des Traités & des Alliances, & ne s'engagerent qu'à

qu'à l'assistance qui y est stipulée. *Glaris* & *Appenzell* marquerent un vif empressement à concourir à tout ce qui pouvoit procurer le bien du *Corps Helvétique* ; mais *Fribourg* & *Soleure* prièrent les Députés de *Berne* d'être persuadés que leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs accompliroient parfaitement les Traités de *Combourgeoisie* & tout ce que les Alliances demandoient d'eux. Il n'y eut que les *Saint Gallois*, qui à cause de leur commerce dans la *Savoie*, où ils craignoient la faisie de leurs marchandises, s'ils accordoient des Troupes aux *Bernois*, ne voulurent contribuer que par une somme d'argent.

On convint ensuite d'envoyer une Deputation au *Duc de Savoie*, composée de ceux de *Zurich*, de *Lucerne*, de *Glaris*, & de *Soleure* ; on sollicita en même tems les *Lucernois* de rappeler les Troupes qu'ils avoient au Service du Duc. C'est ce qu'ils promirent de faire, en cas que ce Prince fit quelque acte d'hostilité contre qui que ce fût du *Corps Helvétique*. Et comme *de Refuge* Ambassadeur de France donna avis pendant cette Diette, que la Reine Régente avoit fait des représentations sérieuses au *Duc de Savoie* en faveur des *Genevois*, & qu'elle avoit pris leur ville sous sa protection, on ordonna aux Députés de passer à *Soleure*, & de conférer avec ce Ministre leur enjoignant d'écrire à cette Princesse en cas que l'Ambassadeur le leur conseillât. L'Etat de *Berne* en son
particu,

particulier envoia. Née de *Loüis*, Seigneur de *Denns*, au Roi & à la Reine pour leur recommander très humblement les intérêts de la ville de *Genève*, & les supplier de donner ordre pour faire paier les subsides suivant les Traités & les Lettres annexes. De *Loüis* fut très gracieusement reçu par leurs Majestés, & rapporta des réponses très-favorables en faveur de la République de *Berne*, & en faveur de celle de *Genève*. En effet la Régente fit de si fortes remontrances, que les ennemis de ces deux Etats n'osèrent pas pousser plus loin leur entreprise, & que l'*Archiduc Albert d'Autriche* arrêta les *Francs-Comtois*, qui faisoient quelques mouvemens, leur ordonnant d'observer une exacte neutralité.

Bientôt les Députés partirent pour leur destination. Celui de *Zurich* étoit *Ulric Wolf*, celui de *Lucerne*, *Leger de Pfeiffer*; de *Glaris* *Henri Schwartz*, & de *Soleure* l'Avoier *Pierre de Suri*. Après avoir pleinement conféré avec l'Ambassadeur de France en passant par *Soleure*, comme leurs ordres le portoient, ils continuèrent leur voiage, & arriverent à *Turin*, où ils exposèrent leur commission à *Charles-Emmanuel* lui même; & sur la priere qu'ils firent à ce Prince de désarmer, il leur dit en substance : Qu'il n'avoit pris les armes que pour la défense de ses propres Etats : Que quand les *Bernois* & les *Genevois* désarmeraient, il seroit prêt à en faire de même. Que les premiers étoient la cause

cause de tous les troubles & des frais prodigieux qu'ils lui causoient en lui retenant le Pais de Vaud, qu'ils ne pouvoient pas posséder légitimement en vertu du Traité qu'ils avoient fait avec son Prédécesseur le Duc Emmanuel-Philibert, puisqu'ils l'avoient rompu, & qu'ils y avoient contrevenu en s'emparant des Villes de Gex, de Thonon & de Ternier, qu'ils avoient très mal traitées. Que des ce tems là les Bernois n'avoient pas daigné lui faire la moindre soumission, ni cherché à convenir avec lui à ce sujet, quoiqu'ils y fussent obligés par un concordat fait à Nion. Que d'ailleurs cette République ne l'avoit jamais qualifié d'Allié dans les Lettres qu'elle lui avoit écrites; qu'au reste celle de Genève avoit si peu observé le dernier Traité de Saint Julien, que l'on voioit par la conduite des uns & des autres qu'ils avoient donné toutes les occasions possibles au renouvellement d'une guerre.

Avec cette réponse peu satisfaisante, & qui ne marquoit nulle apparence de paix, les Députés partirent de Turin, & se trouverent à Berne le vint cinquieme d'Avril. On crut, qu'on n'avoit qu'à se préparer à la guerre, lorsque le Duc fit répéter aux Cantons assemblés à Baden, par le Baron de Tornette, Chevalier des ordres de St. Maurice & de St. Lazare, tout ce qu'il avoit déclaré à leurs Ambassadeurs à Turin, en y ajoutant qu'il avoit ordre de leur dire, que son Altesse avoit à la vérité désarmé, mais que ce Prince n'instoit pas moins pour la restitution du Pais de Vaud, qu'ainsi.

qu'ainfi il dépendoit des Cantons de choisir ou la Paix ou la guerre, puisqu'il leur offroit de la part de son maitre d'une main la branche d'olivier & de autre l'épée tranchante. Ce Ministre exalta les forces du Duc, & finit son discours par des paroles menaçantes, qui resterent sans effet.

Les Députés de *Berne* répondirent sagement à ce discours du *Baron de Tornette*, en faisant connoître les raisons qui les avoient portés à prendre les armes, le tort que le *Duc de Savoie* avoit dans toute sa conduite à leur égard, & le peu de fondement qu'il avoit à demander la restitution du *Pais de Vaud*, puisque les Traités excluient ce Prince pour toujours de ses frivoles prétentions; & ils dirent hardiment au Baron, que le *Duc* son maitre ne devoit jamais s'attendre à cette restitution; que la République de *Berne* ne mettoit ni ne mettroit jamais le droit sur ce *Pais* en compromis, encore moins en contestation.

Les Cantons ne décidèrent point sur les raisons réciproques, que les Ministres de part & d'autre venoient d'alléguer. Ils prirent le tout *ad Referendum*, & expliquant le désarmement du *Duc de Savoie* en bonne part, ils exhorterent les *Bernois* d'en faire de même. C'est à quoi ils se conformerent, comme nous l'avons dit plus haut, sans cependant que le *Duc* abandonnât son dessein sur le *Pais de Vaud*, qu'il perdit de vûë pour un moment, parce-

parceque les Troupes que l'Etat de *Berne* mit sur pied empêcherent celles du Duc d'agir; c'est ainsi qu'une épée retint l'autre.

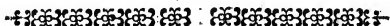
Les *Bernois* rendirent ensuite leurs actions de grace à la Régente, pour les bontés qu'elle leur avoit témoignées dans cette rencontre; mais ils protestèrent contre ce qu'avoit fait *Varenne* son Envoié auprès du Duc de *Savoie*; aiant flatté ce Prince que sa Majesté la Reine favorisoit ses prétentions sur le *Pais de Vaud*, en promettant d'ailleurs de le soutenir dans toute autre occasion, où il auroit besoin de son assistance. Les *Bernois* prièrent la Régente de considérer : que la longue possession dans laquelle ils étoient de ce *Pais*, les *Traités* qui avoient été faits à cet égard, & la renonciation formelle que la Couronne de *Savoie* y avoit faite, étoient pour eux des titres & des fondemens, qu'on ne pouvoit pas renverser avec justice. Qu'ainsi ils esperoient que sa Majesté elle même par un effet de son équité naturelle ne permettroit pas, qu'un droit si incontestable fut mis en compromis. Ils envoierent en Cour les copies vidimées de ces *Traités*, & la Reine vit les Ratifications des Rois de France & d'Espagne.

Les *Bernois* se récrierent aussi contre les Cantons, de ce qu'ils avoient offert leur médiation dans cette affaire, & dans une occasion où les *Traités* n'en souffroient aucune entre le Duc de *Savoie* & leur Etat, ajoutant : Qu'ils auroient plutôt dû esperer d'être maintenant
dans

dans leur juste possessoire, & de voir ce Prince éconduit de ses prétentions mal fondées. Que ce n'étoit pas là le chemin qu'il falloit prendre pour arriver à une paix solide ; que les démarches du Duc n'en donnoient aucune apparence, puisqu'il réveilloit des choses, qui ne demandoient plus de discussion, & qui étoient finies par des Traités, dont l'observation devoit être sacrée.

Ces raisonnemens n'imposèrent point silence au Duc de Savoie. Les Barons de Tournette, & de Villette, & François Valdenga instèrent tout de nouveau à la Diète de Baden assemblée le 21. Octobre 1612. pour solliciter une décision sur ses prétentions sur le Pais de Vaud, afin que l'on pût vivre en paix & d'un côté & de l'autre. Les Députés de Berne sans s'éloigner de leur système, persévérèrent dans leur possessoire, & ne voulurent point entrer en discussion avec les Ministres de Charles-Emmanuel ; mais comme ceux-ci persistoient à demander une définition de la part des Cantons, on ne jugea pas à propos de la donner sans une instruction plus particulière à ce sujet, qui méritoit bien une sérieuse attention, puisqu'il s'agissoit de laisser remettre le pied dans le plus beau Pais de la Suisse à un Prince, qui ne seroit pas resté en si beau chemin. Ainsi tous les Députés convinrent unanimement, que cette demande du Duc de Savoie, & la réponse des Bernois seroient ajoutées à l'Abscheid pour en faire un fidèle rapport. Cette indifférence

des Cantons ne contribua pas moins à une entière pacification entre les Parties, que les conjonctures, qui déterminèrent enfin le *Duc de Savoie* à renoncer pour lui & ses Successeurs à toutes les prétentions qu'il formoit sur le *Pais de Vaud*.



LIVRE CINQUIEME.

Charles-Emmanuel au sujet de la mort de *François de Gonzague, Duc de Mantouë & de Montferrat*, son beau-fils avoit des occupations, qui l'empêchoient de poursuivre ses prétentions sur un Pais, que les *Bernois* ne vouloient pas lui rendre. *François de Gonzague* avoit épousé *Marguerite de Savoie*, fille aînée du Duc de ce nom ; & n'avoit eu de ce mariage, qu'un fils, nommé *Loüis*, qui mourut dans le berceau, & une fille appelée *Marie*. Le Duc aiant appris la mort de son beau-fils, fit partir le *Prince de Piémont* pour visiter la *Princesse Marguerite*, & pour la consoler dans son affliction. Peu de jours après il envoya *Bernardin Parpailla, Comte de la Bâtie*, en qualité d'Ambassadeur auprès d'elle.

Cette mort avoit partagé les esprits dans la Cour de Mantouë. Ceux qui croient, que la *Princesse Marie* devoit succéder au Duc son pere, reconnoissoient déjà la Duchesse sa
mere

mere pour Régente de ce Duché. Les autres se déclaroient en faveur de *Ferdinand de Montouë*, Cardinal & oncle du défunt, qui étoit à Rome au moment de la mort du Duc son neveu. Les Politiques jugeoient, que *Charles. Emmanuel* aiant des prétentions, sur le Duché de *Montferat*, se prévaudroit de cette conjoncture pour les faire valoir, en soutenant celles de sa fille & de sa petite-fille. On pensa dès-lors à faire le mariage du Cardinal avec *Marguerite* sa Belle-sœur, dont le *Comte de la Bâtie* fit les premières ouvertures à la *Duchesse de Mantouë*.

Le Cardinal de son côté pensoit de même ; & à ce dessein il avoit envoyé à *Turin Hercules de Marlian*, Gentilhomme Mantoüan, qui en fit la proposition au Duc de Savoie, avec offre en considération de cette Alliance de lui abandonner cinq villes dépendantes du *Montferrat* enclavées dans le *Piémont* ; & il assura S. A. de la part de son Eminence, que le changement arrivé dans sa Maison par la mort du Duc François, n'altereroit point l'Union entre les deux Etats. Le Cardinal Justinien, ami particulier de *Ferdinand*, prévoyant les désordres qui alloient arriver en *Italie*, le portoit de toutes ses forces à ce mariage ; & s'étoit assuré de la dispense auprès de *Paul V* ; mais le *Comte de Chieppi*, chef du Conseil du Cardinal de Mantouë, traversa cette négociation. Il le fit venir à Mantouë, pour dissiper les partis qui se

Y 2

formoient,

formoient, & pour s'opposer à l'autorité que la Duchesse commençoit à avoir. Néanmoins ce Prince refusa de prendre la qualité de Duc, parce qu'on croioit la Duchesse enceinte; En sorte que dans cette opinion, elle signoit toutes les Lettres & Patentes.

Le Prince de Piémont étoit encore à Mantouë, lorsque le Cardinal y arriva de Rome. L'entrevûë de ces deux Princes n'eut rien que de poli & de gracieux à la maniere des Grands, qui sous ce superbe manteau, couvrent souvent de grands desseins, qu'ils font éclore, quand ils sont parvenus à leur maturité. Dans cette occasion, pendant que le Cardinal temporoisoit, le Duc de Savoie se préparoit à la guerre. Il envoya à Milan Gui Aldobrandin, Comte de Saint George, pour disposer Dom Juan de Mandozze, Marquis de Ynoiosa, Gouverneur de cette ville, à favoriser ses armes. Le Cardinal, qui en eut vent, commença à revenir de sa létargie. Il écrivit à Rome, en France, en Espagne, à Venise, & à Florence, pour s'assurer d'un secours, en cas d'attaque. Il fit conduire ensuite la Duchesse de Mantouë & la Princesse sa fille dans le Château de Goito, sous prétexte, qu'il n'étoit pas de la bien-séance, qu'une jeune & belle veuve demeurât dans le même Palais avec celui, qu'on publioit devoir devenir son second mari; mais son vrai motif étoit de l'éloigner de la Cour, & de préparer le Duc son père au refus qu'il prétendoit lui faire

en cas, que ce Prince voulût ravoïr la Duchesse sa fille. *Jules-César Marquis de Malespeine*, que le Cardinal lui avoit donné pour la servir, étoit plutôt son garde que son Conducteur.

Dans ces conjonctures le Comte de *Martignengue* & celui de *Luzerne* vinrent à *Mantouë* de la part du *Duc de Savoie*, pour prier le Cardinal de lui rendre la Duchesse sa fille, & la Princesse *Marie*. Le prétexte de la grosseffe de la Mere servit d'excuse pour ne donner ni l'une ni l'autre, la fille ne pouvant pas aller en *Piémont* sans sa Mere. *Antoine de Lève, Prince d'Ascoli*, que le *Marquis d'Ynoiosa* avoit envoïé à *Mantouë* pour complimenter le Cardinal, jugeant que ce refus mortifieroit le *Duc de Savoie*, & l'engageroit à une guerre, parla avec le *Prince de Piémont* & avec le Cardinal pour chercher quelques moiens qui pussent prévenir ce malheur. Il représenta toutes les raisons, qui devoient détourner le Cardinal de rompre avec le Duc, Prince belliqueux & puissant, disant : Que l'Empereur ni le Roi d'Espagne n'étoient pas disposés à la guerre. Que les secours qu'il attendoit de France, étoient incertains. Que le Duc étoit armé, & lui au contraire dépourvu de toutes les choses nécessaires pour se défendre. Que le refus de rendre la Duchesse, & la Princesse sa fille réveilleroit les prétentions que le Duc formoit sur le *Montferrat*. Et que comme le mariage du Duc François en avoit

arrêté la poursuite, une seconde Alliance avec sa veuve y serviroit d'obstacle perpétuel, & le feroit jouir en paix de ses Etats. Que s'il ne pouvoit se résoudre à ce mariage, il ne pouvoit pas honnêtement refuser de renvoyer la Duchesse, & la Princesse Marie, ou de les faire conduire à Milan comme en dépôt entre les mains du Roi d'Espagne leur Oncle.

Le Comte de Martinengue, qui avoit accompagné le Prince de Piémont dans cette conférence, prit la parole, appuya vivement le discours du Prince d'Ascoli, & s'attacha principalement à proposer le mariage, à condition que l'on rendroit justice au Duc de Savoie par rapport à ses prétentions legitimes sur le Montferrat, sans quoi il ne croioit pas, que l'on pût rien conclure. Le Cardinal répartit : Que son intention n'étoit pas de rompre avec le Duc. Qu'en cas d'attaque, il étoit persuadé que ses amis ne l'abandonneroient pas. Qu'il ne pouvoit consentir que la Duchesse sa Belle sœur sortit de ses Etats, jusqu'à ce que l'on fût certain de sa grossesse. Que pour la Princesse Marie sa Nièce, il ne souffriroit jamais, qu'elle lui fût ôtée, prétendant d'en avoir la tutelle & le soin de son éducation. Que pour le mariage proposé il n'y avoit point de répugnance, pourvu que la chose se fit avec honneur sans l'obliger à démembler son Etat ; ce qui lui seroit honteux, parceque ses ennemis auroient sujet de dire, qu'on lui auroit fait acheter une femme ; entre qu'il souhaitoit que cela se fit avec l'agrément

ment du Roi d'Espagne, & qu'un des Princes de Savoie épousât Eleonor de Gonzague sa sœur, à laquelle il donneroit cent mille écus de dot. Le Prince de Piémont ne gouta pas cette dernière proposition; & cependant après cette conférence tout paroïssoit disposé à un accommodement entre le Duc & le Cardinal. Le Comte de Martinengue fit tous ses efforts pour le conduire à une heureuse conclusion; mais les confidens & les flatteurs du Cardinal l'en détournèrent, en inspirant à ce Prince de recourir à l'Empereur pour avoir la tutelle de la Princesse Marie, afin d'avoir un prétexte plus spécieux de la retenir. Le Duc de Savoie fut si indigné, de ce procédé, qu'il rappella le Prince de Piémont.

Cette indisposition des deux Cours s'augmentant de jour en jour, elles en vinrent enfin à une guerre ouverte; & ce fut à ce sujet, que le Duc de Savoie ne voulant pas augmenter le nombre de ses ennemis se détermina à faire la paix avec la République de Berne.

Ce Prince remarquoit, que les Cantons Catholiques étoient moins inclinés pour lui que pour le Roi d'Espagne, qui avoit pris le parti du Duc de Mantouë; que le double mariage que la France avoit fait avec l'Espagne lui rendoit la continuation de son secours aussi incertaine que les troubles intérieurs de ce Roïaume; que les Princes d'Italie n'osoient pas remuer dans la crainte de déplaire aux

Espagnols ; que la République de *Vénise* étoit la seule , qui l'assistât en lui avançant les sommes d'argent dont il avoit besoin en partie. Pénétré de toutes ces raisons & considérant d'ailleurs que l'Etat de *Berne* pouvoit lui être d'un grand avantage dans la situation où il se trouvoit, tant par rapport aux Troupes qu'il en pourroit tirer , qu'à cause du passage de celles qu'il pourroit avoir d'ailleurs , il résolut à la fin de terminer amicalement toutes les difficultés , qu'il avoit avec cette République.

Isaac Vague Ministre de la Grande Brétagne s'employa efficacement dans cette négociation, & la conduisit avec tant de bonheur & de prudence, qu'ayant déjà entamé cette matiere l'année 1616 , il la perfectionna au commencement de 1617. De sorte que cet Agent ayant porté les deux Parties non seulement à faire la paix , mais encore à conclure une alliance entr'elles , l'Etat de *Berne* en considération de ce que le *Duc de Savoie* renonçoit à toutes ses prétentions sur le *Pais de Vaud* , accorda à ce Prince un Corps de trois mille hommes aux frais de la République ; le Colonel fut *Antoine d'Erlach* , qui avoit sous lui les Capitaines *Nicolas de Mullenen* , *Rodolphe d'Erlach* , *Jean-Rodolphe de Vattenville* , *Nicolas de Diesbach* , *Jean-Rodolphe Wagner* , *Pierre Zeender* , *Abraham Jenner* , & *Jacques de Gruieres*. Ces Troupes partirent le 24. Juin 1617 ,

& passerent par la *Savoie* pour se rendre en *Piémont*.

Après que *Isaac Vaque* eut terminé cette affaire, comme on vient de le dire, *Jean Baptiste de Gabaleon*, Chevalier & Conseiller aulique du Duc de *Savoie*, arriva à *Berne* muni de plein pouvoirs de la part de *Charles Emmanuel*, & du *Prince de Piémont*, qui signerent l'un à *Vercel* & l'autre à *Maseran* la renonciation au *Pais de Vaud* pour eux & leurs Successeurs à perpétuité. Cet acte aiant été remis pas préliminaire entre les mains des *Bernois* le 23. *Juin*, 1617. on convint dans l'assemblée des Deux Cens des Articles concernant le *Traité d'alliance* entre la *Savoie* & la *République*; en voici la teneur suivant le rapport de *Lauffer*, dont l'impression comme aiant été faite par ordre & par autorité, doit servir ici d'acte de vérité; car *Stettler* ne les indique point.

Premierement. *Toutes sortes d'hostilités cesseront dès à présent entre les Parties.* II. *Il y aura une paix stable, & une vraie amitié entr'elles. Et au cas que l'une ou l'autre vinssent à être attaquées, celle qui aura besoin du secours de l'autre aura soin de le lui demander, & il lui sera envoyé dans le terme peremptoire d'un mois après la sommation faite.* III. *Dans ce cas l'Etat de Berne sera obligé de donner au Duc de Savoie non plus de 4200. sous quatorze Drapeaux, & non moins de 2100. sous sept Drapeaux; les quelles*

Troupes ne seront point employées à servir sur mer, ni à aucun assaut. En Campagne elles ne seront point séparées, mais bien dans les garnisons. IV. La nomination du Colonel sera au choix du Duc de Savoie, sous la condition que ce soit un Citoyen de Berne & agréable à l'Etat. Les Capitaines seront nommés par la République, & la paie des Soldats & des Officiers sera réglée sur le pied du service de la Nation. V. Les Troupes jouiront des mêmes privilèges, franchises & Jurisdictions, que celles de la Nation qui servent en France. VI. En échange, en cas que le Canton se trouve enveloppé dans une guerre, le Duc enverra à son secours & à ses fraix au plus deux cens Cuirassiers, cent Cavaliers & deux mille hommes d'infanterie; & non moins, de deux cens Cuirassiers & quinze-cens fantassins, s'il n'aime mieux donner par mois un subside de vint quatre mille livres tournoises. Si le Duc est lui même en guerre, alors il ne sera tenu à rien. VII. La paie commencera dès le moment que les Troupes partiront de Berne, & quand même elles seroient renvoyées avant le terme de trois mois, elles percevront néanmoins la solde, comme si elles avoient servi pendant trois mois. Et après chaque Bataille gagnée, on leur fera donner la paie de victoire. VIII. Si la solde n'étoit pas régulièrement payée de mois en mois on la leur laissera parvenir sur le pied de la dernière revue, qui se fera dans les dix premiers jours de chaque mois, au défaut de quoi les Capitaines ne seront pas obligés de passer en revue pendant ce dit mois.

mois, & recevront néanmoins leur paie sur le pied de la dernière revue. On devra avoir soin des malades & ne les point priver de leur solde pendant leur maladie. IX. Si le Canton se trouve en guerre ou à la veille d'y entrer, il ne sera point engagé à envoyer ses Troupes au Duc, & en ce cas ce Prince sera tenu de les renvoyer à la première sommation, quand même elles seroient actuellement dans ses Etats. X. Si le Duc demandoit au Canton le secours stipulé dans le même tems que d'autres Confédérés le lui demanderont aussi en vertu des Traités, alors le Canton ne sera obligé d'envoyer au service du Duc que 2100. hommes. XI. Les Troupes de deux Parties auront leur Juges & leur Jurisdiction en particulier tant pour le Civil que pour le criminel. XII. On donnera libre passage aux Troupes auxiliaires de part & d'autre, & on le refusera aux ennemis de l'une & de l'autre Partie. XIII. Il y aura libre commerce entre les deux Nations, & on n'érigera point de nouveaux Péages, ni de nouveaux impôts. On laissera chacun tranquille dans la profession de sa Religion, & personne ne devra être molesté à ce sujet. XIV. La ville de Berne ensuite de cette alliance jouira de toutes les immunités & franchises, dont les autres Cantons jouissent dans les Etats de son Altesse. XV. Le Duc de Savoie ne pourra bâtir aucune forteresse aux frontières, ni avoir des Barques armées en guerre sur la Rivière d'Arve jusques dans le Pais de Valais, & ne pourra pas augmenter les garnisons dans les Places le long du lac

lac au delà de ce qu'elles sont. XVI. Les contestations qui pourront survenir entre les Parties, seront décidées dans la ville de Lausanne par quatre Arbitres choisis dans les Cantons, & un sur Arbitre qui sera tiré au sort. XVII. Les prétentions particulières seront recherchées par devant le Juge du défendeur. XVIII. Il ne sera pas permis de se charger de dettes étrangères pour se faire de la peine les uns aux autres. XIX. Aucune Partie ne donnera azile aux ennemis ou aux Bannis de l'autre. XX. Aucune Partie ne fera la paix sans le consentement de l'autre dans les guerres qui les auront intéressées toutes les deux. XXI. La République de Genève sera aussi comprise dans le présent Traité; & celui de Saint Julien fait avec elle en 1603. sera religieusement & inviolablement observé. XXII. Enfin, la présente Alliance durera pendant l'espace de vingt ans, & deux années avant sa fin les Parties s'avertiront réciproquement pour convenir entr'elles s'il leur est avantageux de la renouveler.

Après le départ des Troupes pour le Piémont, les Ambassadeurs de Berne partirent aussi pour Asti, où étoit le Duc de Savoie, & où l'on étoit convenu de jurer l'Alliance de la part du Canton. Pour cette cérémonie furent nommés Abraham Sturler Trésorier du Pais Romand, Jean Jacques de Diesbach, François. Louis d'Erlach, Baron de Spietz; & François Güder du petit Conseil, & du Grand Antoine Tillier, & Beat Louis Michel. Ces Seigneurs

neurs reçurent le serment de son Altesse dans la grande salle de l'Hotel du Comte Gui de Saint George, en présence du Prince de Piémont Victor Amedée, & son frère le Prince Thomas, de Charles Marquis de Baden, du Maréchal de Lesdiguières, du Duc de Rohan, d'Antoine Donati, Ambassadeur de la République de Venise, d'Isaac Vaques Agent de la Grande Bretagne, & d'une très-nombreuse Noblesse. On ne peut rien ajouter à la magnificence de cette Fête. On régala splendidement les Ambassadeurs de Berne, & le Duc les accabla de civilités en leur faisant mille accueils.

Charles. Emmanuel, envoya de son côté à Berne pour y recevoir le serment de la République Gaspar de Genève, Marquis d'Olulin & de Pancalier, Intendant ou Lieutenant Général du Duché d'Aoste, Colonel des Gardes, & Général des Suisses; Hector Milliet, Seigneur de Challes, Conseiller d'Etat, & premier Président de Chambéri, Claude de Vidonne, Seigneur de Charmois & de Marelatz, Conseiller d'Etat & Colonel, & Thomas Bergere, Seigneur de Villars de Basse. Ces Seigneurs étoient accompagnés d'une brillante Noblesse de Savoie. La Cérémonie ne se passa pas avec moins de magnificence à Berne qu'à Asti. On n'épargna rien pour témoigner aux Ambassadeurs du Duc toutes les Marques d'une véritable réconciliation, & d'un respectueux attachement pour la personne de ce Prince.

Il est vrai, que cette Alliance fut extrêmement avantageuse pour les deux Puissances, qui l'ont contractée; mais il paroît, à mon sentiment, que le *Canton de Berne* en a tiré les plus grands avantages dans la tranquille possession du *Pais de Vaud*, & dans l'établissement de ses Troupes au service de *Savoie*, qui dès-lors a continué jusqu'à nos jours à quelque peu d'intervalle près; mais la nécessité n'eut pas moins de part à cette sage conduite que la politique, car depuis le changement de Religion, l'État se trouva surchargé de peuple & de jeunesse. Les loix fondamentales n'admettent que deux cens quatre vints dix neuf membres pour composer la Magistrature, & il se trouve communément fix à sept cens prétendans pour la remplir à chaque vacance. Les Canonics ne subsistent plus, les Couvents sont détruits, & les deux sexes ne peuvent pas rester dans l'oïveté. Pour suppléer à ces défauts le Souverain fit le Decret, dont on a déjà parlé, qu'aucun membre des Deux cens ne parviendroit à un Ballyage sans être marié. Ce fut là la consolation des filles, qui se trouverent occupées. On chercha ensuite dans les différens services de quoi dédommager les jeunes Cavaliers, qui ne pouvoient pas être employés dans l'intérieur de la République, & pour contenter ceux qui ne pouvoient parvenir ni à l'un ni à l'autre, on créa un État Extérieur & des emplois

plais détachés des Deux cens. Mais toutes ces choses se firent au grand avantage des citoyens, & pour en être parfaitement convaincu, il n'y a qu'à consulter la Capitulation que la République de Berne fit avec celle de Hollande. En voici les Articles.

I.

Leurs Hautes Puissances avanceront pour la levée d'un Compagnie six mille Livres de France, à trois Livres pour l'Ecu en espèce, qui seront ensuite rabatuës aux Capitaines à raison de deux cens cinquante Livre par mois, à commencer du jour que la Compagnie sera complete; sans que les Capitaines soient obligez de payer aucun intérêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans le pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'Assemblée dans une Ville de la dépendance des sept Provinces Unies, la plus à portée de Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée, au lieu d'Assemblée la paye ordinaire commencera, & afin que le Capitaine puisse payer ses Officiers, il jouira de la moitié de la gratification, dès qu'il aura cent hommes, mais si les nouvelles Levées ou Recrues étoient ou arrêtées en chemin par les Pays ou elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eut de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances auront les égards convenables.

III. *Leurs Hautes Puissances donneront aussi, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus par homme pour les frais des frontières de Suisse en Hollande.*

IV. *Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers de Suisses, & il sera permis au Capitaine de remplir l'autre tiers par des Hauts Allemans, savoir des Cercles de Saube, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplacer par des bons hommes, tels qu'ils sont obligez de les avoir suivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez, bien entendu que les Compagnies devront être complètes à la Revuë générale, qui se fait au printems, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revuë générale jusqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite Revuë générale plus de monde que le complet de leurs Compagnies, auquel cas seul, & en le faisant voir préalablement, ils pourront congédier ce qu'ils ont de surplus, & les Capitaines seront obligez de marquer distinctement dans les Rolles de Revuë que Leurs Hautes Puissances seront en droit de faire, toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, soit desertion, mort, ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revuë précédente, & dont ils prétendront*

dront la paye pendant ledit terme de deux mois ;
 Et de confirmer le contenu des Rolles par serment ;
 si les Capitaines negligent de prendre le soin ne-
 cessaire pour la conservation de leurs Compagnies ,
 Et qu'ils causent par là de la desertion , ou bien s'ils
 donnent des Congez depuis la Revuë du Printems
 jusques au 15. de Novembre , à moins que ce ne soit
 les Congez de ce qu'ils auront de plus que le Com-
 plet de leurs Compagnies , ils seront mis au Con-
 seil de Guerre , Et cassez ou punis autrement sui-
 vant l'exigence du cas Et suivant les Loix Militai-
 res de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira à ses dépens à la Com-
 pagnie les armes Et les habiss.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pour-
 ra être congediée que trois ans après qu'elle aura
 commencé à jouir de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances payeront en tems
 de guerre pour chaque homme seize Livres , quatre
 Sols de France, c'est treize Livres, dix Sol. d'Hol-
 lande par mois, à compter douze mois dans l' Année :
 Mais en tems de Paix Elles pourront diminuer
 ladite paye de dix Sols d'Hollande par homme , sans
 la pouvoir mettre plus bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvue de
 tous les Hauts. Et Bas Officiers nécessaires ; à
 savoir : D'un Capitaine , d'un Capitaine Lieute-
 nant , Lieutenant , d'un Sous Lieutenant , d'un
 Enseigne , de six Cadets , de quatre Sergeants , de
 quatre Bas-Officiers savoir : Un Fourrier, un Porte-
 Enseigne , un Capisaine d'Armes Et un Prévot ;

Item d'un Secrétaire ; d'un Chirurgien , de quatre Trabants , de six Corporaux , & d'autant d'Apointez en tems de guerre ; mais en tems de Paix, les Capitaines ne seront obligez d'avoir que quatre Corporaux & autant d'Apointez ; il devra de plus avoir quatre Tambours avec un Pffre , & le Capitaine sera obligé de payer lesdits Hauts Bas-Officiers aussi bien que les Soldats de sa Compagnie sur le pied suivant ; Savoir , en tems de Paix au Capitaine - Lieutenant cent Livres par mois , à trois Livres pour un Ecu en espèce , au Lieutenant septante cinq , au Sous-Lieutenant soixante , à l'Enseigne cinquante , aux deux premiers Sergeants , chacun vingt & quatre , aux deux derniers Sergeants vingt chacun , aux quatre Bas Officiers chacun dix & huit , aux Corporaux chacun quinze , aux Apointez quatorze chacun , aux Trabants chacun quinze , aux Cadets dix & huit chacun , & les Capitaines seront obligez de faire le décompte aux Soldats sur le pied de douze Livres huit Sols par mois , dont ils leur payeront chaque semaine la valeur de quarante Sols & trois quarts de France , ce qui est la même paye qu'ils ont eüe jusqu'à présent. En tems de guerre les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine - Lieutenant cent & vingt Francs , aux Lieutenants nonante , aux Sous-Lieutenants septante & cinq , aux Enseignes soixante , & à chacun des Cadets vingt Livres , ils bonifieront aussi dix Sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix , mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine , bien entendu ,

du, que tout cela est bon argent de France à trois Livres pour l'Ecu en espèce ou pour cinquante Sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cents hommes effectifs, on payera aux Capitaines vingt & sept hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie qui devoit être de deux cents hommes effectifs, n'en avoit que cent & septante cinq, le Capitaine jouïroit toujours de sa gratification de vingt & sept hommes, & seroit outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvu qu'ils ne surpassassent pas deux cents hommes.

XI. Mais si une Compagnie, qui devoit être de deux cents hommes, n'en avoit pas au delà de cent & septante quatre effectifs, le Capitaine perdroit alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'au dessous de cent & soixante, il perdrait alors toute sa gratification & ne seroit payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'elles ont été pendant quelque tems à cent & septante huit hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas-Officiers, comme aussi ses Tambours, Pifres & Trabants, on payera outre les effectifs vingt & sept hommes de gratification.

XIV. Et même lors qu'une Compagnie sur le pied de cent & septante huit hommes n'auroit réellement que 152. hommes, le Capitaine, outre le payement des effectifs, jouïra encore de la gratification de vingt & sept hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au dessous de cent & cinquante deux hommes le Capitaine ne jouirois que de la moitié de la gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de cent & quarante hommes, le Capitaine perdrait toute la gratification & ne seroit payé que pour les présens effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à cent & cinquante hommes & non à moins, & alors Elles ne payeront que vingt & cinq hommes de gratification, comme il a été réglé après la Paix de Ryswyk.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de Gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformément au droit qu'elles ont par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'elles s'engagent par le même Traité de conserver sur pied, Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'elles renformeront deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regiments tant de Bourgeois de Berne que des Sujets du Canton, sera payé au Colonel, à raison de six cents Rix-Dalers à cinquante sols la piece, par mois en tems de guerre, & quatre cents en tems de Paix; & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & Personnes comprises dans l'Etat Major; le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix & en tems de guerre. Le Colonel ne sera pas

pas en droit de demander augmentation des Gages, en cas qu'il fut trouvé à propos de mettre le Regiment à trois ou quatre Bataillons.

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de vacance, soit dans les nouvelles levées, des Colonels, Lieutenants, Colonels & Majors, qui dans les nouvelles levées, devront être pris parmi les Capitaines, choisis par le Canton; & qui dans les vacantes devront être remplis, pour les deux Regimens, composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat, & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y eut des raisons particulières très-pressantes & très fortes, qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vacquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera; les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertance, qui en sera donnée par l'Officier-Commandant du Regiment, au Colonel Général; lequel terme étant expiré, sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par le rang & l'ancienneté pour remplir la place vacante, sera censé d'en être pourvu, & sera en vertu de cette Capitulation admis au Serment; bien entendu que les Etats de la Province;

qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major, ayent été assemblez pendant lesdites six semaines, s'ils ne l'avoient pas été, ils devront remplir lesdites Charges aux conditions susdites à leur première Séance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déjà formées; soit de ceux qui se formeront à l'avenir, lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines apartiendra audit Loüable Canton sous l'astriçtion marquée dans le quatorzième Article du Traité d'Union, qui contient : Lors qu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Régiment, & le Capitaine Lieutenant de de la Compagnie vacante, pourvû que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenants seront nommez, & le Loüable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel, & immédiatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel enverra au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il enverra en même tems la copie au Colonel - Général, & six semaines au plus tard après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conféré la dite Compagnie, devra presenter au Colonel - Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expédiera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou
des

des Provinces respectives les Actes nécessaires, le quel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article quatorze du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille ou dans un Siège, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination

XXII. Les Capitaines des Régiments du Loïable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel - Général; bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observés, autant que le bien du Service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois Semaines, au plus tard, l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois Semaines faire expédier son attache: Mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours faire reconnoître l'Officier qui aura été présenté par le Capitaine, de telle manière, qu'au plus tard six Semaines après qu'il y aura eu une place d'Officier subalterne vacante, ladite place devra être remplie, c'est à quoi les Co-

Z 4

lonels

lonels & Commandants des Regiments seront obligez de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, ou le Colonel Général soit hors au païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois Semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Reglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Reglement, ce qui sera réglé par le Colonel, de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de guerre seront donnez gratis par L. H. P. à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvétique en jouit par tout. sans que l'on puisse en distraire, personne du Conseil de guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera rendue suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les assesseurs pour les Conseils de guerre, qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens, mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII.

XXVII. Chaque Compagnie doit être régulièrement & entièrement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les Recrues de sa Compagnie à ses fraix, mais en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de guerre, le Capitaine aura deux mois pour la retablir, & sera payé cependant sur le pied de la Revuë, qui aura précédé l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenüe, soit d'extrêmes fatigues & marches dans des mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines aient le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, Service, pain de Munition, Hôpitaux pour les Malades, Blessez & Estropiez, les Officiers & les Soldats, seront traités de la même manière, que le sont les autres Officiers & les Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province, employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il aura avancé pour eux ou pour le Regiment, ils traiteront eux-mêmes avec les Solliciteurs qu'ils choisiront; & on ne pourra

point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens qui ont été fait par leurs Nobles Puissances du Conseil d'Etat, en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus que l'on doit payer aux Capitaines pour chaque Solaat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. Florins par Bataillon pour les chariots de Bagage, subsisteront toujours en tems de guerre, & l'on passera conformément à la même resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages, qu'ils seront obligez de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances, en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne le payeront, qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Loüable Canton ne pourront point être employées sur Mer, ni être transportées par Mer dans les Pays étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'égard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leurs Garnisons, ils seront sujets aux mêmes Orâres & Reglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les sous. signez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin, autorisé à cet effet de la
part

part de la L. République & Canton de Berne.
A la Haye le 8. Janvier 1714.

(L.S.) *W. J. van
Brockhuysen.*

(L.S.) *J. L. de Pesme
de St. Saphorin.*

(L.S.) *J B de Reede.*

(L.S.) *A. Heinsius.*

(L.S.) *Avelters.*

(L.S.) *A. E. v. Haren.*

(L.S.) *H. v Ifelmude.*

(L.S.) *E. Graminga.*

(L.S.) Scélé du Petit Sceau de
L. H. Puissances.

Ce fut cette année 1611, que les broûlles 161
ries au sujet de la ville de *Bienne* entre l'Etat
de *Berne* & l'Evêque de *Bâle* se terminèrent
enfin, & qu'on en vint à un accommodement
amiable par le soin des Cantons de *Zurich*,
de *Lucerne*, de *Schweitz*, de *Glarus*, de *Bâle*,
de *Schafhausen*, de *Fribourg*, & de *Solenre*.
Cette Combourgeoisie, & le Traité que le
Canton de *Berne* a fait avec une partie des su-
jets du *Prince de Pourrentrui* ont causé des con-
testations réitérées entre ces deux Souverains.
Cette protection rend le *Freiberg*, qui en
jouït, extrêmement fier de ses privilèges.
L'autorité de l'Evêque en a souffert plus d'une
fois. On a vû des Troupes nombreuses sou-
tenir le sujet contre son Souverain, & obliger
celui ci à prendre le parti de la douceur dans
des

des occasions où peut-être la sévérité auroit été un acte d'équité, & en même tems de politique qui dans d'autres rencontres auroit contenu des sujets rebelles dans leur devoir, en empêchant une Révolution, qui à forcé l'épée aux reins le *Prince Evêque de Bâle* de se jeter entre les bras de la *France*. Cette démarche est à peu près semblable à celle, qu'a observé en dernier lieu la *République de Genève* en réclamant la médiation de cette puissante couronne. Il n'est pas impossible, que quel qu'autre Prince Ecclesiastique ne suive encore la même route au cas qu'on le serre de trop près.

Quelque abstraites que soient ces réflexions, j'ose dire qu'elles ne sont pas tout à fait sans fondement, puisque l'expérience les justifie comme on le verra dans le Traité suivant.

Traité entre sa Majesté le Roi très-chretien de France & de Navarre. Et son Altesse Monseigneur le Prince Evêque de Bâle. Conclu à Soleure le 11. Septembre 1739. & ratifié à Versailles le 22. du même mois.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité conclu, arrêté & signé en Notre Nom, le onzième de ce mois de Septembre, par notre amé & féal le Sr. Barberie de Courteille, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel,

tel, Notre Ambassadeur en Suisse, en vertu du plein-pouvoir que Nous lui en avions donné pour cet effet, avec les Sr. Baron de Roggenbach, Conseiller & Ministre d'Etat, Président de la Cour de Justice de Notre très cher & bien-ami Cousin l'Evêque & Prince de Bâle, pareillement muni de ses pleins-pouvoirs, duquel Traité la Teneur s'ensuit.

Au Nom de la Très-Sainte & individue Trinité, le Pere, le Fils, & le Saint Esprit. Ainsi soit-il.

Les Troubles qui désolent les Etats de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, depuis plusieurs années, lui ayant fait chercher des moyens de convenance pour les appaiser, & pour y rétablir la Tranquilité, sans qu'il ait pû jusqu'à présent y réussir, même avec le concours des Cantons Catholiques; il seroit parvenu à faire connoître au Roy, par son Ambassadeur en Suisse, le désir qu'il a toujours eu, depuis son Election, de contracter un Traité particulier avec Sa Majesté, qui sans préjudicier à l'Empereur, ni à l'Empire, au Traité de Paix de Westphalie, aux Concordats faits entre le St. Siège, & la Nation Germanique, & enfin aux Statuts particuliers du Chapitre de Bâle, pût lui procurer l'avantage de ramener la Paix dans ses Etats, en inspirant à ses Peuples, l'obéissance qu'ils lui doivent. Le Roy ayant égard à la triste Situation où ledit Prince & Evêque de Bâle se trouve,

trouve, & voulant lui donner à cette occasion une marque de Sa Bienveillance Royale, & de Son Affection particulière pour sa Personne, & pour Son Chapitre, a bien voulu consentir au present Traité. A cet effet, SA MAJESTÉ LOUIS XV. Par la Grace de Dieu, Roy très Chrétien de France & de Navarre d'une part, a nommé le Sieur Dominique Jacques de Barberie, Chevalier, Marquis de Courteille, son Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse; & MONSIEUR LE PRINCE EVEQUE DE BASLE, d'autre part, le Sr. Baron de Roggenbach, son Conseiller & Ministre d'Etat, Président de sa Cour de Justice, pour convenir, en vertu de leurs pleins pouvoirs des articles suivants.

Art. I. Que ce Traité n'ayant pour but & objet principal, que le Rétablissement & la conservation de la Tranquillité intérieure des Etats réciproques, & la défense de leurs frontières, on conviendra incessamment de moyens encore plus efficaces pour en constater la sûreté, en fermant & fortifiant les passages, par lesquels les Sujets mutins, ou autres ennemis, pourroient pénétrer dans les Etats respectifs, pour y causer du dommage.

Art. II. Qu'à cet effet, & pour éviter tout trouble & tout embarras dans les deux Etats, on n'y permettra point l'entrée des criminels d'Etat, assassins, voleurs domestiques, & per-

turba-

turbateurs du repos public, déclarés tels par le Roy à l'égard de ses Sujets, & par le Prince Evêque de Bâle à l'égard des Siens, de même que des Deserteurs de leurs Troupes, à l'occasion desquelles il sera fait un accord plus particulier, & au cas que les uns ou les autres, vinssent à se réfugier dans le Royaume, ou dans les Etats de Monsieur le Prince & Evêque de Bâle, on s'oblige & on promet de part & d'autre, de les saisir, & de se les remettre de bonne foi à la première réquisition.

Art. III. Que si pour remédier aux troubles intérieurs, qui désolent aujourd'hui l'Evêché de Bâle, Monsieur le Prince Evêque avoit besoin de Troupes, soit Cavalerie, soit Infanterie, Sa Majesté s'oblige de les lui fournir, & de l'aider de ses forces, suivant que la nécessité le demandera, & le plus promptement qu'il sera possible.

Art. IV. Les Sujets de Monsieur l'Evêque de Bâle, jouiront en France dans tous les Païs que le Roi possède, & possèdera, des mêmes Privilèges dont jouissent les Suisses, qui sont actuellement en alliance avec le Roy, comme aussi les Sujets de Sa Majesté de quelque Etat & condition qu'ils soient, pourront aller, séjourner, demeurer, trafiquer & négocier, sûrement & sans aucun empêchement, en corps & en biens, librement, & à leur volonté, dans toute l'étendue des Etats de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, dans
les

lesquels ils jouiront de toutes les mêmes Prerogatives, & Privilèges, accordés en France, par le present article, aux Sujets dudit Prince & Evêque de Bâle.

Art. V. Le Prince Evêque de Bâle observera toujours pendant la guerre une exacte Neutralité, ainsi qu'il a fait jusques à present, & continuera en tous tems, de permettre aux Officiers Suisses, où Alliés des Suisses, qui sont au Service du Roi. de faire des Recrues dans la Portion de ses Etats, qui ne fait pas partie de l'Empire.

En foi de quoi, Nous Ministres Plénipotentiaires du Roi & de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, munis des pouvoirs nécessaires à cet effet, avons signé le present Traité & y avons apposé le cachet de nos armes; promettant de part & d'autre, que les Ratifications seront fournies en bonne & dûë forme, dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la Signature du present Traité, ou plutôt, s'il est possible. Fait à Soleure le onzième Septembre mil sept cent trente-neuf,

(L.S.) DE BARBERIE DE COURTEILLE.

(L.S.) DE ROGGENBACH.

*Convention entre le Roi très-chretien & Son Altesse Monseigneur le Prince Evêque de Basle.
Pour la Restitution reciproque des Deserteurs.
Fait à Soleure le 11. Septembre 1739.*

JAQUES

JACQUES SIGISMOND, par la grace de Dieu, Evêque de Bâle, Prince du St. Empire, &c.

A tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient : Salut.

COMME Nous venons de conclure un Traité avec le Roi très-chrétien, pour le Rétablissement de la Tranquilité dans Nos Etats, & qu'en conséquence du deuxième article dudit Traité, Nous avons fait une Convention particulière avec Sa Majesté, pour la Restitution réciproque des Déserteurs, dont le double ratifié du Roi, qui Nous a été donné en échange du Nôtre, est de la teneur suivante.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : *Salut.* Ayant vû & examiné le Traité conclu, arrêté & signé en Notre Nom le 11. de ce mois de Septembre, par notre amé & féal le Sr. Barberie de Courteille Conseiller en nos Conseils, Maître des Réquêtes Ordinaire de notre Hôtel, Notre Ambassadeur en Suisse, en vertu du plein pouvoir que nous lui en avons donné pour cet effet, avec le Sr. Baron de Roggenbach, Conseiller de Ministre d'Etat, Président de la Cour de Justice de Notre très-cher & bien-amié Cousin l'Evêque & Prince de Bâle, pareillement muni de ses pleins-pouvoirs, duquel Traité la Teneur s'ensuit.

Nous Souffignés, Dominique Jacques de Barberie, Chevalier Marquis de Courteille, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, & le Baron de Roggenbach, Conseiller & Ministre d'État, Président de la Cour de Justice de Monsieur le Prince Evêque de Bâle. En vertu des Ordres & Pouvoirs que Nous avons de Sa Majesté tres chrétienne d'une part, & de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, Nos Seigneurs & Maîtres d'autre part, pour traiter de la restitution réciproque des Deserteurs : *Sçavoir Faisons*, à tous ceux qu'il appartiendra, que Nous sommes convenus de ce qui suit, & avons dressé le present Traité pour être observé de bonne foi.

Art. I. Tous Cavaliers, Fantassins & Dragons, qui désertent à l'avenir des Troupes de Sa Majesté tres-chrétienne, & de celles de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, pour passer dans le Pais ou Places de l'une ou de l'autre Domination, seront réciproquement arrêtés pour être rendus; & pour cet effet il en sera donné avis, le plutôt que faire se pourra, au Gouverneur, Commandant, ou autres Officiers de la plus prochaine Place de guerre de la Domination d'où ils auront déserté, afin qu'on les envoie reprendre, conformément à ce qui sera expliqué ci-après.

Art. II.

Art. II. Le Gouverneur, Commandant, ou autre Officier d'une Place, qui aura été averti de la détention de quelques Déserteurs, fera obligé de les faire chercher au plutôt, & d'envoyer en même tems l'argent pour les frais de la prison, & pour payer la simple subsistance : *Savoir*, pour chaque Cavalier, Fantassin, ou Dragon, deux livres de pain par jour, qui sera payé au prix qu'il vaudra pour lors dans la Place où sera le Déserteur.

Art. III. Les Déserteurs seront rendus au même état qu'ils auront été arrêtés, c'est à dire, avec leurs habits & armes, supposé qu'ils ne les aient pas vendus avant que d'avoir été arrêtés.

Art. IV. Les chevaux des Cavaliers & Dragons Déserteurs, soit qu'ils soient affectés à la monture desdits Déserteurs, ou qu'ils les aient pris à des Officiers, ou à d'autres Cavaliers ou Dragons, seront pareillement rendus de bonne foi, & de part & d'autre, avec les équipages qu'on leur aura trouvé en les arrêtant. Auquel effet il en sera aussi donné avis au Commandant de la Place la plus prochaine, afin qu'il les envoie chercher, en payant la nourriture desdits chevaux, qui sera réglée selon le prix que les fourrages vaudront en ladite Place, sans que l'on puisse demander plus d'une ration de fourrage par jour par cheval.

Art. V. Pour engager les Habitans & Sujets des Etats respectifs, d'arrêter les Deserters; il est déclaré, que l'Officier qui viendra chercher le Deserteur, payera 30. livres de France de recompense, à celui ou à ceux qui auront arrêté un Deserteur à pied, & soixante livres aussi de France pour un Deserteur à cheval.

Art. VI. Il sera défendu aux Officiers de part & d'autre, de poursuivre, d'entrer, ou de faire poursuivre & enlever les Deserters de leurs Troupes, hors des Terres de l'obéissance de leurs Maîtres respectifs. Ils pourront cependant requérir les Habitans du lieu de ladite Domination étrangere de les arrêter, & conduire dans la Place la plus prochaine de la Domination où ils auront été arrêtés.

Art. VII. Et pour prévenir tous inconveniens, l'on aura soin immédiatement après la ratification de la presente Convention, de la faire publier de part & d'autre, dans les villes & lieux où il conviendra, & particulièrement dans les Villes frontieres des Etats des deux Puissances contractantes, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

Art. VIII. Après la Publication de la presente convention, seront faites des défenses rigoureuses aux Habitans des Pays qui sont sur les Frontieres & autres, d'acheter les Chevaux, Montures, Armes, Habits, ou aucune chose des Deserters; de même de leur
donner

donner aucun azile ou passage, ni de les receller ou faciliter dans leur désertion, sous peine d'une amende de vingt-cinq écus, faisant soixante quinze livres de France, & ce au profit du Capitaine dont sera le Deserteur, & de lui restituer tout ce qu'il en aura acheté.

Art. IX. Si les Habitans du Plat-Pays sont dûëment convaincus, d'avoir coopéré ou donné azile à un Deserteur, ou de ne l'avoir pas arrêté lorsqu'il y sera passé, ils payeront une amende de vingt-cinq écus, comme ci-dessus, au Capitaine de la Compagnie dont le Deserteur sera, à laquelle ils seront condamnés par les Juges ou Officiers des lieux qu'il appartiendra, outre la Correction arbitraire, selon l'exigence des cas, & lesdits Officiers & Juges seront obligés de rendre leur Jugement incessamment, & sans forme de procès.

Art. X. La presente Convention sera exécutée, à compter du jour que les Ratifications réciproques auront été échangées, ce qui sera fait dans l'espace d'un mois, ou plutôt s'ils est possible, & sera la presente Convention publiée par tout où besoin sera, immédiatement après l'arrivée des Ratifications, pour être observée & exécutée trois mois après la publication.

En foi de quoi, Nous Ministres Plénipotentiaires du Roi, & de Monsieur le Prince Evêque de Bâle, munis de pouvoirs nécessaires

res à cet effet, avons signé la présente Convention, & y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Soleure le onzième Septembre mil sept cent trente-neuf.

(L.S.) DE BARBERIE DE COURTEILLE,

(L.S.) DE ROGGENBACH,

La cause de cette Alliance est si récente dans la mémoire des hommes, & les écritures pour & contre la conduite du *Baron de Ramschwag*, ci-devant Ministre de l'*Evêque de Bâle* sont entre les mains de tant de monde, qu'on ne croit pas, qu'il soit nécessaire de rappeler ici une révolution si présente, & dont la fin tragique pour les auteurs fait encore fremir tous ceux, qui y pensent. Il y en a, qui sont dans l'opinion, que le *Baron de Ramschwag* auroit pu prévenir l'effusion du sang & la révolte des sujets par un ministère moins sévère, moins altier, & plus suivant les maximes Helvétiques. Il y en a, qui croient, que le sujet doit se taire, quand le Prince parle; c'est un nouveau système en *Suisse*. Cependant les événemens nous apprennent, que la plupart des rébellions ont été causées par les effets d'une domination trop dure, qu'on n'attribue pas au Souverain dans le Monarchique, mais dans les Républiques aux Magistrats. Il y en a enfin, qui sont dans le sentiment, qu'une médiation bien entendue auroit

auroit rétabli la tranquillité dans les Etats du *Prince de Pourrentrui* sans en venir aux extrémités qu'on a vûes, & qu'elle auroit conservé l'autorité du Gouvernement & les privilèges du peuple sans rien diminuer de leur force.

Le passage conditionné qu'on accorda aux Alliés du Prélat, & l'avertissement de ne point comprendre dans la punition les sujets revoltés contre le Prince, qui sont protégés, ont arrêté la marche des Troupes des Etats Catholiques, qui alloient au secours de l'*Evêque de Bâle*; ont suspendu le renouvellement d'Alliance, que celui-ci a demandé réitérément, & ont opéré le Traité, que nous venons d'exposer. Dieu veuille, que les suites ne fassent pas connoître, que la prudence humaine a ses défauts, qu'elle sçait errer, lorsqu'elle n'est plus accompagnée de cette prévoyance, qui soutient les Républiques, & qu'elle donne trop de confiance à ses propres forces & à sa grandeur. Car si le premier Article du Traité entre *Sa Maj. Très-Chrét.* & l'*Evêque de Bâle* devoit avoir son effet; il est tout naturel de croire, qu'on ne fermera pas les passages, ni qu'on ne les fortifiera pas contre l'*Alsace*. En second lieu, il ne faut pas douter, qu'on ne tâche de supprimer ces combourgeoisies odieuses & à charge aux Souverains de nos jours. Ceux

dès siècles passés les permettoient pour former une liaison entre les États voisins, mais aujourd'hui on les regarde comme une tache d'huile sur le manteau Royal.

Dès que la Paix fut conclue entre le *Duc de Savoie* & le Canton de *Berne*, la *Suisse* entra dans un état de repos quant à l'extérieur. Il n'y eut dès ce tems là que quelques allarmes causées par l'approche & le voisinage des armées étrangères, qui la mirent en mouvement pour garder ses frontières & une exacte neutralité entre les Puissances qui se trouvoient en guerre; c'est ce qu'on verra en abrégé dans la suite, après qu'on aura parlé des troubles de la *Valtelline* qui précèdent.

La mort imprévue d'*Henri IV.* dont on a parlé dans son époque, causa en *France* de grandes broüilleries, & répandit la consternation de toute part, parce que cette couronne étoit engagée dans une nouvelle guerre avec l'*Espagne*. Ce qui paroissoit d'autant plus fâcheux, que la *France* n'avoit pour chef qu'un enfant de neuf ans en la personne de *Louis XIII.*, & une femme en celle de *Marie de Médicis* sa mere, qui étoit Régente du Roïaume. Cependant comme l'*Espagne* n'étoit pas trop portée à la guerre, on vit bientôt cesser toutes les appréhensions, par le moyen d'un double mariage, qui fut arrêté & conclu entre le Roi de France

France & l'Infante d'Espagne & entre le Roi d'Espagne & la Princesse de France.

Il ne fut pas nécessaire de renouveler sous ce Règne l'alliance avec les Cantons, parceque le précédent Traité, comme on l'a vû, y avoit compris le Successeur de *Henri IV* pour tout le tems de sa vie. Le choix que la Reine fit d'un nouvel Ambassadeur en *Suisse*, dans la personne de *Pierre de Castille*, y produisit bientôt un avantage, que les deux Parties désiroient avec une égale ardeur. Ce fut l'accession du Canton de *Zurich* au Traité d'alliance, pour laquelle cet Etat avoit marqué jusqu'alors tant d'éloignement.

Cette République accoutumée depuis long 161
gues années à voir fleurir le commerce dans son pais, exacte jusqu'au scrupule dans le détail de sa Police, & encore plus attentive à la conservation de ses dogmes, dont quelques-uns la distinguoient des autres, avoit cru pouvoir se procurer un Gouvernement plus tranquille, renfermée en elle-même, spectatrice des démarches de ses voisins, & ne voulant avoir d'autre part aux affaires du dehors, que celle que pouvoit lui donner sa médiation.

Soit que les nouvelles tentatives de la part du *Duc de Savoie* sur le *Pais de Vaud*, comme la remarque *Vogel*, l'eussent persuadée combien il étoit nécessaire de penser

comme le Canton de *Berne*, pour en imposer à un Prince, dont la *France* avoit sujet de se plaindre de son côté, soit que les *Bernois* eux mêmes, se fussent joints à l'Ambassadeur, pour agir plus efficacement ; le discours de ce Ministre prononcé à la Diette générale de *Baden*, fit tant d'impression sur les Députés de ce Canton, que leur retour à *Zurich* fut suivi quelques mois après de sa réunion ; de sorte qu'il n'y eut aucun Etat du *Corps Helvétique*, ni de ses Confédérés, qui ne se trouvât alors compris dans l'alliance avec la *France*.

Pierre de Castille avoit prêché l'union & la concorde entre les Cantons, dans la circonstance où il prévoioit, que les intrigues de la Cour d'Espagne alloient causer de nouveaux troubles parmi les *Grisons*. Et comme la *France* avoit intérêt de se mêler de cette affaire, son Ministre disposa les esprits dans la Diette de *Baden* à prendre des engagements, qui fussent conformes aux vûes du Roi son maître. Il donna en même tems avis au *Corps Helvétique* du double mariage entre les Enfans des deux Couronnes, & assûra les Cantons des bons sentimens, de la bienveillance, & de l'amitié de *Louis XIII*, & de la Régente à l'égard des Confédérés. Les *Suisses* firent à l'Ambassadeur les complimens ordinaires sur son entrée d'Ambassade, le remercièrent de son beau discours

& de l'assurance qu'il leur avoit donnée de la part de leurs Majestés de l'amitié de ces Princes , & lui firent les protestations les plus sinceres d'un attachement réciproque d'où dépendoit leur bonheur & leur tranquillité.

L'année suivante , après que les *Bernois*¹⁶ eurent renouvelé la combourgeoisie avec le *Motier - Granval* , ils envoierent une Députation à *Fribourg* , composée de quatre membres de leur petit & grand Conseil , sçavoir du premier *Claude Wierman* & *David Amman* & des Deux - Cens *Simon Wurstenberger* & *Samuel Zebender* , pour traiter du partage des quatre Bailliages médiats pour lequel les *Fribourgeois* faisoient des nouvelles instances. Ces Seigneurs furent reçus très - cordialement & avec une démonstration d'amitié fort sincère ; mais on ne détermina rien sur leur proposition , ni sur le mémoire qui l'accompagnait ; l'Etat de *Fribourg* envoya ensuite ses Députés à *Berne* pour y répondre , & tâcher de finir une affaire qui leur tenoit si fort au cœur. Ce furent *Nicolas de Diesbach* , *Avoier* , le *Bourguemaitre Gottrau* , & le *Banneret Bauman* du Conseil privé ; avec *Pancrace Pithon* des Soixante. Leur négociation fut infructueuse , & l'on ne remarqua pas , que ces deux Ambassades aient procuré aux deux Villes la tranquillité qu'elles esperoient sur leurs difficultés. *Stetler* fait une réflexion

xion sur ce sujet, qui me paroît fort sensée. Plus on s'assemble, dit-il, plus on trouve de gens, qui se plaisent à faire naître des difficultés dans les affaires. L'expérience démontre qu'il y a dans les Etats certains Emplois qui donnent à ceux, qui les possèdent, & qui en sont revêtus, une rente fixe sur les contestations qu'ils savent adroitement entretenir & prolonger sous prétexte du bien public, qui est la bête de somme qui porte le fardeau.

514 Dès le commencement de l'année 1614. le mécontentement des Princes du Sang, qui eut entr'autres prétextes celui du mariage projeté du Roi, ayant fait craindre à la Reine une faction dans le Roïaume, capable de troubler sa Régence, ses premiers soins furent de s'assurer d'un prompt secours de la part des Cantons. *Pierre de Castille* en fit la demande dans la Diette, qui se tint à Soleure à l'entrée du Printems, & on lui accorda la levée ordinaire de six mille hommes.

La confiance & les égards redoublèrent dans les Cantons pour la personne de l'Ambassadeur. Les Troupes accordées furent levées avec une diligence extrême, & on en forma deux corps de Régimens, dont le premier fut donné à *Gaspard de Galati*, & l'autre à *Jacques de Pegeli* du Canton de Fribourg, dont on a déjà parlé ci-devant. Ce secours fut employé dans les différens mouvemens, que

que le parti des Huguenots , réveillé en *France* , obligea le Roi de faire du côté de la *Loire* , de la *Seine* , & de l'*Oise* , jusqu'à ce que le Roïaume fut pacifié par le Traité de *Lou-dun* conclu en 1616.

Ce furent les bons services que la Nation rendit au Roi pendant cette guerre , qui obligerent *Louis XIII.* à former un Régiment complet de ses *Gardes Suisses* le 12. de *Mars* 1616. Ce Corps monta pour la première fois la garde pour sa Majesté dans la ville de *Tours* , où elle se trouvoit alors. Il y avoit longtems avant même le Règne de *Louis XIII.* que quelques compagnies de la Nation avoient eu cet honneur ; mais il n'y avoit point encore de Régiment formé comme il l'est aujourd'hui depuis l'époque , que nous venons de rapporter. Ceux , qui ont lu les mémoires du *Maréchal de Bassompierre* , *Colonel Général des Suisses* , auront pu s'instruire des belles actions , que les Régimens de *Galati* & de *Fegeli* firent dans les différens sièges que le Roi entreprit , & dans les autres occasions , où ils furent employés. C'est principalement à ce tems qu'il faut fixer la stabilité du service en *France* , que l'on augmenta ou diminua dès lors selon les différens besoins de l'Etat.

La République de *Vénise* à qui le secours des *Suisses* n'étoit pas moins nécessaire qu'à la *France* , avoit fait faire de nouvelles instances

stances non seulement auprès des *Grisons* pour prolonger l'alliance que ces deux Etats avoient contractée ensemble , mais elle en-voia encore *Gregoire Barbarigo* noble Vénitien auprès des deux Cantons de *Zurich* & de *Berne* pour les engager conjointement , s'il étoit possible avec ceux de *Bâle* & de *Schaffhausen* à entrer dans un Traité défensif , particulièrement contre le *Pape* & le *Roi d'Espagne* , comme aussi pour la conservation des Gouvernemens Aristocratiques , aux quels il paroïssoit qu'on en vouloit.

Les *Grisons* , qui appréhendoient de voir renaître les troubles intestins , le prièrent de ne plus penser à ce renouvellement d'Alliance , ils l'assûrèrent néanmoins d'une bonne correspondance & d'un bon voisinage avec la République. *Barbarigo* fut plus heureux en *Suisse* ; les deux Cantons de *Zurich* & de *Berne* entrèrent dans ses vûes , & conclurent
 615 l'Alliance avec *Vénise* le 6. *Mars* 1615. *Bâle* & *Schaffhausen* trouverent , qu'il ne leur convenoit pas de donner les mains à aucun Traité sans le consentement des autres Cantons.

L'*Empereur* , à qui cette alliance ne plaisoit pas , écrivit au *Corps Helvétique* , assemblé à *Baden* , pour lui remontrer : Que ce Traité donnoit atteinte à l'Union Héréditaire , qu'il avoit avec la *Maison d'Autriche* ; qu'ainsi on devoit prendre garde de ne faire aucune négociation , qui pût être contraire aux interets & à la
 réputation

réputation de Sa Majesté Impériale ou à la Majesté de l'Empire. Les Cantons ne tarderent pas de répondre pour lui dire : Que bien loin de contrevenir au Traité de l'Union Héritaire, ils se feroient toujours un devoir de l'observer exactement dans tous ses points, ne doutent pas un instant que Sa Majesté Impériale & la Maison d'Autriche n'en fissent de même de leur côté.

Cette conduite de l'Empereur à l'égard des Cantons ne les empêcha pas de se porter médiateurs entre les *Princes d'Autriche* & les païsans du *Frickthal*, qui commençoient à lever l'Etendard de la rébellion au sujet des nouveaux impôts, que ces Princes vouloient mettre sur la Province. Ils envoierent leurs Ambassadeurs à *Ensisheim*, où ils négocierent avec tant de bonheur, qu'ils terminèrent heureusement cette mauvaise affaire au contentement des Ducs & de leurs sujets.

D'un autre côté les *Bernois* & les *Zuriquois* s'emploierent auprès des *Grisons* pour les engager à donner passage aux Troupes, qui devoient marcher au secours des *Vénitiens*; mais leur proposition bien loin d'être goûtée, causa de l'inquietude dans le Pais, & fit murmurer beaucoup de monde. C'est ce qui déterminâ la Diette de *Baden* à prendre le parti de s'opposer au passage de ces petits corps de Troupes, qui traversoient la *Suisse* pour aller joindre les armées d'*Italie*, en foulant

foulant le pais, & en dévorant la substance du Païsan. On donna les ordres nécessaires à tous les Cantons, pour que ces courreurs fussent renvoïés dès la frontière, & qu'on ne leur permît pas l'entrée de la Suisse.

Au reste les troubles que le *Prince de Condé* caufoit en France, tenoient les Confédérés dans une soigneuse vigilance. Le grand crédit, que le *Marquis d'Ancre* avoit acquis sur l'esprit de la Reine, éloignoit les Grands de la Cour. Ils étoient jaloux de se voir surpasser par un étranger, qui paroïssoit avoir beaucoup plus son propre intérêt à cœur que celui du Roïaume. Le Traité de *Loudon*, qu'on venoit de conclure, n'avoit pas si absolument calmé les mécontentemens, qu'on avoit de l'orgueilleuse Régence du *Marquis d'Ancre*, qu'on n'en vît renaître des étincelles à *Péronne*, où il y eut une espèce de révolte. Ce favori venoit d'être pourvû du Gouvernement de la *Normandie*. Les Princes en conquirent de la jalousie, & il y en eut, qui se retirèrent pour se mettre à l'abri de la trop grande puissance d'un homme, qui vouloit s'élever en les abaissant.

Le *Prince de Condé* fut arrêté. Les *Ducs de Maienne* & de *Vendôme*, & le *Marquis de Caucres*, qui devoient l'être aussi, eurent la précaution de sortir de *Paris*, pour se mettre en lieu de sûreté.

Le Roi justifia l'arrêt du *Prince de Condé* par

par une déclaration du fixième de *Septembre* ; où il se plaint amèrement contre ce Prince. *Louis XIII.* en fit donner avis au *Corps Helvétique* dans une Diette, que son Ambassadeur convoqua à *Soleure*, où ce Ministre demanda une levée de six mille hommes, non seulement pour faire rentrer les Princes dans leur devoir, mais aussi pour reprendre quelques Places, qu'on avoit enlevées en *Picardie*. Les Députés des Cantons de *Zurich*, de *Berne*, de *Schweitz*, de *Glaris*, de *Bâle*, de *Schaffhausen*, & d'*Appenzel extérieur*, répondirent : Que comme la lettre de *Castille* étoit arrivée trop tard dans leurs Cantons, où l'on n'avoit pas eu la moindre connoissance de sa proposition, ni de ce qui s'étoit passé en *France*, leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs n'avoient pas été en état de leur donner une instruction convenable sur cette demande. Desorte que leurs ordres portoient uniquement d'écouter & de rapporter. Ceux de *Lucerne*, d'*Uri*, d'*Underwalden*, de *Zug*, de *Fribourg*, de *Soleure*, & *Appenzel intérieur* dirent : Qu'ainsi compris par la lettre de sa Majesté, & par la proposition claire de son Ambassadeur, que la levée, que le Roi demandoit, étoit conforme aux *Alliances*, ils y donnoient avec plaisir les mains, en consentant qu'elle se fit au plutôt. Les autres Cantons suivirent leur exemple, & donnerent aussi leur approbation dans le mois d'*Octobre* suivant. Mais un bruit s'étant répandu, que ces Troupes seroient employ

ées contre les Huguenots du Roïaume, les quatre villes Protestantes ne voulurent pas laisser partir leur contingent. La ville de *Bâle* permit néanmoins au *Capitaine Keller* d'y conduire sa Compagnie ; & en la place de *Henri Holtzhalb Bourguemaitre de Zurich*, qui devoit commander cette nouvelle levée, on en donna le commandement à *de Gréder* citoyen de *Soleure*.

Les mouvemens que le *Duc de Nemours* faisoit sur les frontières de la *Suisse* du côté de la *Franche Comté*, & de la *Savoie*, étoient encore un sujet d'inquietude pour le *Corps Helvétique*. On ne sçut pas d'abord à quoi ils aboutiroient. Ce ne fut que par le moïen de *François de Croïson*, envoyé à *Berne* de la part de ce Prince qu'on apprit, que la cause de son armement étoit, que le *Duc de Savoie* l'ayant empêché d'épouser la *Princesse d'Avemale*, & l'ayant amusé dans sa Cour pendant cinq années dans l'esperance de lui procurer un mariage plus avantageux, il s'étoit vu frustré de l'un & de l'autre malgré ces belles promesses. Le *Duc de Nemours* étrangement irrité de cette conduite du *Duc de Savoie* à son égard avoit passé dans le parti des *Espagnols* en dépit de son Souverain, & avoit assemblé un corps d'armée dans le *Genevois*, avec lequel il agissoit pour se venger de son maitre. Mais le *Prince de Piémont*, qui survint avec des forces supérieures, l'obligea à abandon-

ner la *Savoie*, à passer le *Rhône* & à se retirer vers les frontières de la *Franche Comté*, où il comptoit, que le *Marquis d'Olliani* se joindroit à lui avec les Troupes qu'il commandoit, & que par ce moïen il pourroit avoir sa revanche.

François de Croïson fut très bien reçu à *Berne*. On l'assûra de la part de l'Etat, qu'on auroit toute la considération possible pour le *Duc de Nemours*; mais comme on ne se rapportoit pas entierement aux belles paroles de cet Envoïé, on trouva à propos de faire garder les passages dans le *Pais de Vaud*, & d'y envoyer des Troupes pour sa sûreté. *Jean Jacques de Diesbach* eut ordre de se transporter à *Gex*, où il eut une conférence avec les deux Gouverneurs de la *Bresse* & de *Bourgogne*, sçavoir les *Marquis de la Brosse*. & de la *Riviere*, qui l'assûrèrent de la part du *Duc de Bellegarde* Gouverneur du Duché, qu'on étoit occupé à prendre les mesures nécessaires contre les desseins que les *Ducs de Savoie* pourroient avoir contre la *France*, ou contre le *Pais de Vaud*.

Pendant que le *Duc de Nemours* attendoit les Troupes, que le *Marquis d'Olliani* lui devoit amener du *Comté de Bourgogne*, & qu'il comptoit au moïen de ce secours de faire un grand effort en se saisissant de la *Savoie*; le *Traité* qu'il avoit fait avec l'*Espagne* aiant été intercepté, le *Marquis de Lens* s'empara d'*An*

naci & de *Rumilli* dans le *Genevois* ; & le *Prince de Piémont* aiant joint ces deux Généraux , ils contraignirent le Duc , qui s'étoit approché de la *Savoie* , de se retirer dans la vallée de *Cheiseri* , où le secours des *Espagnols* lui aiant manqué , & se voiant d'ailleurs menacé du *Maréchal de Lesdiguières* , de *Bellegarde* & d'*Alincourt* , Gouverneurs du *Duché de Bourgogne* , & de *Lion* , il traita avec le *Prince de Piémont* , qui le fit rentrer dans son devoir.

Mais ce qui agita le plus le *Corps Helvétique* ce furent les intrigues du *Connétable de Velasco* , qui avoit succédé au *Comte de Fuentes* dans le *Gouvernement du Duché de Milan*. Le *Connétable* avoit intérêt d'empêcher que les *Grisons* ne donnassent le passage au travers de leur Pais aux Troupes , qui devoient aller en *Italie* en faveur des *Vénitiens*. *Jean de Bembo* , *Doge de Venise* avoit envoyé à *Zurich* *Jean Baptiste Padavino* pour engager cet Etat à travailler à rendre service à la République à ce sujet. Les *Zuriquois* convoquerent une Diette chez eux , à laquelle les Députés de *Berne* assistèrent. Ces deux Cantons s'assemblerent encore peu de tems après à *Arau* , où ils convinrent de traiter cette affaire avec *Gueffier* Ambassadeur de France auprès des *Grisons*. On lui envoya une Députation pour lui représenter le danger qu'il y avoit pour la France même de trop favoriser les *Milanois* dans cette occasion ; qu'il valoit mieux por-
ter

ter les *Liges* à se rendre à la juste demande qu'on leur faisoit, & qu'il étoit de son ministère de ne pas tant flatter les intrigues des Espagnols. Il ne paroît pas, que cette représentation ait infiniment touché l'Ambassadeur, au contraire on s'apperçut, qu'il avoit causé dans la haute *Rhétie* une maladie épidémique, qui sembloit avoir attaqué le corps de la République, qui commençoit à se gangrener, & à menacer une ruine prochaine.

Le Connétable de *Velasco* se joignit dans cette rencontre à l'Ambassadeur de *Gueffier*. Il empêcha les *Liges* de s'unir d'amitié avec la République de *Vénise*, & trouva par ce moyen le secret de procurer l'avantage du Roi son Maître contre les intérêts de la France, des *Vénitiens*, & des *Grisons* mêmes, qu'il amusoit par l'espérance de la démolition du Fort de *Fuentes*, & par d'autres belles promesses qu'il n'avoit pas envie d'exécuter.

On ne comprit pas trop en Suisse la politique du Ministre de France, qui paroissant favoriser les *Espagnols* au dépens des Alliés du Roi son Maître, mettoit par là le *Corps Helvétique* dans la nécessité de prendre des mesures pour sa propre tranquillité. En conséquence de ces démarches il fut question à la Diète de *Baden* de délibérer au sujet du passage que le Chevalier de *Gabaleon* Envoyé de *Savoie*, demandoit au nom du Duc son Maître pour un corps considérable de Troupes. On con-

vint unanimement : Qu'on rapporteroit cette proposition aux Etats, & que lorsqu'il s'agiroyt dans la suite de pareilles demandes, on convoqueroit une Diette générale pour entendre les Ambassadeurs, qui les feroient, afin de connoître par les motifs, qu'ils allégueroient, s'il seroit l'avantage des Cantons d'accorder ou de refuser le passage.

Malgré ces sages précautions, Pierre de Tolède nouveau Gouverneur de Milan, l'obtint de quelques Cantons pour quatre mille Vallons & mille chevaux, qu'il vouloit employer suivant les apparences en faveur de Ferdinand Archiduc d'Autriche alors en guerre contre les Vénitiens, qui, comme tout le monde sçait, sont entourrés du Duché de Milan, qui appartenoit en ce tems là au Roi d'Espagne, du Pais des Grisons, & des Terres d'Autriche.

La République avoit actuellement Ferdinand sur les bras, & elle apprehendoit d'avoir bien-tôt l'Espagne. Desorte qu'elle ne pouvoit espérer de secours étranger que par le moïen des Grisons. Elle étoit en bonne correspondance avec le Duc de Savoie ; mais le Duché de Milan, qui separe les Etats de ce Prince d'avec ceux de Venise, empêchoit le secours que le Duc devoit à la République suivant l'Alliance, qu'il avoit avec elle. Celle de Zurich & de Berne imposoit à ces deux Cantons la même obligation à l'égard de

de *Venise*. Mais l'obstination des *Grisons* à ne point donner le passage, rendoit les effets de cette Alliance tout à fait inutiles.

La *Démocratie*, qui formoit alors comme aujourd'hui le Gouvernement des *Liges Grises*, mettoit cette brave Nation dans une espèce d'impossibilité de prendre un parti solide dans les fâcheuses circonstances, où elle se trouvoit. La Religion & la Liberté étoient l'une & l'autre en danger chez elle. Toute l'*Europe* étoit attentive avec raison, à ce qui la regardoit, puis qu'elle l'entraîna dans ces démêlés le *Pape*, les Rois de *France* & d'*Espagne*, le *Corps Helvétique*, avec les *Ducs d'Autriche* & de *Savoie*.

La *Démocratie* donne le pouvoir au peuple de déclarer la guerre, de faire la paix, de créer des Loix, & de faire des Alliances. Ce peuple assemblé dans tous ses membres, est le Souverain, qui ne cède aux Tribunaux, & aux chambres qu'il a établies qu'une puissance subordonnée.

Les Communautés des *Grisons* se sont alliées par le désir de la liberté. Elles formerent ensuite par l'union des trois Provinces une République, qui est néanmoins entr'elle dépendante & indépendante. I. Parce que les Loix locales subsistent dans chaque Ligue sans le concours des autres. II. Parce que les affaires de moindre importance se traitent par les Chefs des Ligues dans les Diétines ou

Diettes particulieres qu'on appelle dans le Pais *Bei-Tagen*. III. Parce que les plus importantes sont traitées dans les Diettes générales qu'on nomme *Bunds-Tag*. Ces dernières s'assembloient tour-à-tour dans chacune des trois Liges. Les matieres, qui doivent y être discutées, sont premierement proposées aux Communautés, où chaque personne habile au Gouvernement, suivant les constitutions de l'Etat, a droit de suffrage. La pluralité devient un Decret, que les Députés n'oseroient enfreindre, ni outrepasser. Dans les Diettes générales la pluralité produit le même effet que dans les particulieres, avec cette différence que les *Majora der Bunds-Tagen* (pour parler en terme du Pais) sont la décision Souveraine, au lieu que ceux des *Bei-Tagen* ne sont que les sentimens de chaque Communauté en particulier, qui soumis à subir le suffrage du plus grand nombre ne sçauroient avoir l'effet de la Suprême Puissance.

Lauffer fait ses Commentaires sur les mouvemens, qui se firent dans les *Grisons*, & en attribue les événemens & les troubles au Gouvernement Démocratique. Voici comment il parle. Comme les trois Liges jouissent d'une entière liberté, dit-il, & qu'elles ont tous les avantages de la Démocratie ; elles sont indispensablement réduites aussi à en supporter tous les désagrémens avec patience. *Xenophon*, continue
Lauffer,

Lauffer, n'a jamais approuvé cette Régence dans Athènes sa Patrie ; néanmoins il n'a point blâmé les moïens dont les Athéniens se servoient pour maintenir le pouvoir de la République dans son équilibre, qui consiste à ne point laisser élever les Puissans, afin que leurs richesses & la considération q'elles leur attirent, ne les mettent pas en état de fouler les petits, & de s'emparer du Gouvernement. Il n'est donc pas étonnant, que les Grisons se soient opposés à ceux, qui vouloient prendre un vol trop haut, & qui paroissent vouloir devenir leurs maitres. Cependant, ajoute le même Historien, tout le monde conviendra, que la Puissance Suprême étant entre les mains du peuple, il n'est pas difficile d'y semer la zizanie, & de pêcher en eau trouble, parce que ce même peuple étant par lui même ignorant, soupçonneux, & inconstant, il ne sçauroit se précautionner contre les appas qu'on lui présente. Les Grisons avoient cru prévenir ce mal par des ordonnances & des decrets rigoureux contre ceux, qui seroient capables de se laisser corrompre par promesses, par présents, ou par les pensions des Princes étrangers. Mais ces decrets salutaires étoient trop foibles pour pouvoir contenir la cupidité des Légulateurs mêmes. La liberté de faire des Loix, leur donnoit celle de les abolir, & l'idée flatteuse de la Souveraineté leur faisoit perdre celle des devoirs qu'elle exige d'eux. Ils se perdirent si fort dans la maniere de faire les Souverains, qu'ils ne sçurent bien - tôt où ils en étoient. Les Communautés

prirent les armes , & formerent avec violence des
 chambres des justice non - seulement pour punir
 les particuliers , qui leur déplaisoient , mais aussi
 pour châtier d'autres Communautés dont la con-
 duite ne leur étoit pas agréable. Celles , contre
 qui l'on prétendoit agir , ne voulurent pas se sou-
 mettre à la décision des chambres , qu'on venoit
 d'établir. Elles en nommerent de leur côté, & de
 cette sorte le Pais des Grisons devint un Pais rem-
 pli de troubles & de confusion. Est il surpre-
 nant , poursuit Lauffer , qu'un semblable Gou-
 vernement tombe dans l'Anarchie & dans le dé-
 sordre ? une Régence , dont le pouvoir suprême
 réside dans tant de milliers d'hommes , n'est pas
 capable de se conduire avec le secret nécessaire , ni
 de prendre les résolutions convenables , encore
 moins de les exécuter , quand même elles seroient
 prises avec la prudence , & la prévoiance que les
 grandes affaires exigent. La Démocratie manque
 de tout. On n'y a ni trésor , ni magasin. La
 milice est obligée de faire la guerre à ses propres
 dépens , & comme elle est dans la nécessité de se
 pourvoir de vivres ou par la force , ou auprès de
 ses amis , elle est bien - tôt fatiguée d'un soin , qui
 lui rend la vie si dure & le métier , qu'elle fait si
 onéreux. Et si par malheur un Drapeau aban-
 donne la Troupe , on voit dans l'instant l'Armée
 au risque de se voir entièrement dispersée. De
 sorte , conclut Lauffer , que la Puissance de
 cette brave Nation , est comme un torrent , qui
 ravage la Campagne avec grand bruit , & qui en
 se

se retirant ne laisse que de foibles marques de son séjour dans les endroits , où il a passé.

Je ne vois pas quel lustre *Lauffer* prétend donner aux États *Aristocratiques* par le mépris affecté , qu'il fait des *Démocratiques*. Ces derniers en conservant leur liberté , & en la défendant contre les Tirans ; avec qu'elle sagesse n'ont - ils pas conduit cette entreprise ? de quelle prévoiance n'ont - ils pas usé ? & qui peut se plaindre de leur secret impénétrable ? aurions - nous mieux fait ? ou pour parler comme il convient , aurions - nous sçu faire ce qu'ils ont fait avec tant de gloire & de prudence ? on est redevable aux États *Démocratiques* de la Confédération Helvétique ; c'est eux qui ont commencé le brillant de la Nation.

Il est sans doute vrai , qu'il y a dans chaque Etat une maniere propre de Gouvernement , & qu'il y a dans tous quelques Loix ou quelques usages , qui distinguent les noms , le nombre & la puissance de ceux , qui en remplissent les premières places ; mais il y a cela de commun à tous , que l'ordre général y est maintenu par une Puissance Supérieure & Souveraine , soit qu'elle réside en une seule , ou en plusieurs personnes. Comme les États *Monarchiques* sont de plusieurs sortes , les *Républiques* sont aussi de diverses especes , car il y en a qu'on appelle *Aristocratiques* , où le gouvernement est entre les mains des per-
sonnes

sonnes du premier rang : & il y en a qu'on appelle *Démocratiques*, où des personnes du commun du peuple peuvent être appelées au gouvernement. On donne aussi le nom d'*Oligarchies* à quelques-unes, où le gouvernement est entre les mains de peu de personnes, pour les distinguer des autres où ceux qui gouvernent sont en plus grand nombre. Ainsi ces diverses sortes de gouvernement dans les Républiques les distinguent les unes des autres ; mais elles ont toutes cela de commun, que c'est par l'élection, qu'on en remplit les premières places, soit que cette élection se fasse par un certain Corps, qui en a le droit, soit par d'autres voies.

On doit convenir, que l'Etat *Monarchique* étant le plus universel & le plus ancien, il est le plus naturel & le plus utile ; qu'il est aussi le plus conforme à l'esprit de la Loi divine, & à la conduite de Dieu sur les hommes. Puisque c'est celui, que Dieu choisit, quand il voulut former un peuple, sur lequel il devoit faire éclater sa conduite toute puissante pour figurer une autre peuple, qu'il vouloit former de toutes les Nations du monde, & qui ne devoit avoir aussi qu'un seul Prince, dont le Regne s'étendit dans tout l'Univers & à tous les siècles.

Cela n'empêche pas, que l'on ne voie des troubles dans la *Monarchie*, comme il arrive des dissensions dans l'*Aristocratie* ; & si l'on
ne

ne trouve pas l'union dans la *Démocratie*, on ne doit pas se flatter d'une concorde plus parfaite dans les autres États, car & les uns, & les autres ont leurs défauts & leurs embarras.

Le passage que les Cantons Catholiques avoient accordé à cinq mille *Vallons*, pour le service des *Espagnols*, comme on l'a dit plus haut, engagea les Républiques de *Zurich*, de *Berne* & de *Venise* de chercher les moïens de mettre les *Grisons* dans les intérêts de cette dernière. Il sembla d'abord, que tout alloit au gré des *Vénitiens*, que les Communautés étoient portées à leur rendre service, & à se déclarer pour eux. Les Députés des *Grisons* assemblés à *Ilantz* ne firent aucune difficulté de permettre à l'Ambassadeur de *Venise* & à ceux de *Zurich* de se présenter par devant les Communautés du Pais. Ils parurent à *Grub* & dans d'autres endroits, où la pluralité des suffrages leur fut favorable, parce que les conditions de l'Alliance, qu'on vouloit renouveler, étoient plus agréables au peuple, que les précédentes. On ne changeoit rien eû égard à la République de *Venise*. Les articles, qui la concernoient, restèrent *in statu quo*. C'étoit ne point effaroucher les *Grisons*; mais en faveur de ceux-ci l'Ambassadeur de *Venise* augmentoit la pension de dix-huit cens Ducats, & promettoit d'entretenir dix-huit Drapeaux de la Nation aux frais de
la

la République, en cas que les *Grisons* se prêtassent unanimement à la conclusion de ce Traité, qui devoit durer pendant l'espace de vint ans. Il s'engagea encore au nom du Sénat de païer aux Communautés l'argent d'alliance, de leur laisser parvenir les gratifications, qui sont en usage en pareil cas, & d'en ajouter même de nouvelles.

Ces belles promesses eurent un tel effet, que l'Ambassadeur de *Venise* comptoit déjà dix-neuf suffrages pour lui dans la *Haute Ligue*, cinq dans celle de la *Maison Dieu*, & celle des *Dix Droitures* paroïssoit fort inclinée à ne se point séparer des deux autres. Mais le Ministre de *France*, quoiqu'il eût ordre de sa Cour, de ne se point opposer aux desseins des *Vénitiens*, ne laissa pas que de traverser leur négociation, & fit comprendre par les Interprètes du Roi, *Antoine Molina*, & *Antoine Paul*, qu'on ne devoit pas traiter légèrement une matière de cette importance, qui méritoit bien un certain tems pour y réfléchir sérieusement.

Cette conduite de *Gueffier* parut donner beau jeu aux Espagnols. *Alphonse Cassati*, Ambassadeur de cette Couronne, fit agir puissamment dans les *Grisons*. Il y envoya son Secrétaire d'Ambassade, *Maximilien Mor*, pour contrebalancer les efforts des *Vénitiens*; mais celui-ci n'ayant pas réussi, il alla lui-même à *Ceïre*, assembla une Diette extraordinaire

naire à ses frais, & proposa aux *Liges* d'entrer dans une Alliance perpétuelle avec le Duché de *Milan* ; mais malgré son argent, & tous ses efforts il ne put obtenir que onze suffrages parmi les Communautés ; & la *France* s'y étant opposée de toutes ses forces, on vit bien, que l'*Espagne* ne réussiroit jamais à faire un Traité si préjudiciable à cette première Couronne.

Ce contraste fit un effet singulier. Les deux Ministres se joignirent alors pour empêcher les *Vénitiens* de conclure avec les *Grisons* l'Alliance que ceux-ci étoient prêts de faire. On fit prendre les armes à cinquante *Engadins*, qui aiant ramassé dans leur marche d'autres Partisans François & Espagnols, vinrent le viat-cinquième d'*Avril* à *Coire* insultar ceux, qui étoient du parti des *Vénitiens*. Le nombre des Mécontents s'étant augmenté, donna occasions à la Ligue des *Dix Droitures* de convoquer une Diette à *Davos* le cinquième de *Juin*. La *Ligue Haute* s'assembla aussi de son côté ; & comme elle avoit accepté à la pluralité des voix l'Alliance des *Vénitiens*, elle envoya à *Davos* une Députation pour demander le secours confédéral, en cas qu'elle vint à être attaquée ou molestée, & pour exhorter en même tems ceux des *Dix Droitures* d'entrer dans ce Traité, qui leur paroissoit extrêmement avantageux pour la Patrie.

Les *Dix Droitures* se plaignirent au Canton
de

de *Zurich* de la tumultueuse assemblée de *Coire* ; mais elles ne purent pas tenir contre les fortes remontrances de l'Ambassadeur de *France*, qui les détermina malgré les représentations de la *Ligue Haute*, à ne point conclure avec le Ministre de *Vénise*. Celui-ci frappé de ce contre-coup, se récria amèrement sur la conduite des *Dix Droitures*, qui l'avoient ainsi flatté d'une espérance trompeuse.

Rodolphe de Planta, le chef du parti contraire aux *Vénitiens*, leva le masque, & se mit à la tête des *Engadins*, qu'il conduisit à *Coire*. La *Ligue* de la *Maison Dieu* suivit de près avec toutes ses forces ; & la première chose que ces Troupes assemblées firent, ce fut d'envoier ordre à *Padavins* Ambassadeur de *Vénise*, qui étoit à *Thufis*, de se retirer, & de sortir des *Grisons*. Mais comme ce Ministre ne voulut pas obéir, *Planta* marcha à *Firftenau* pour l'obliger de se soumettre au commandement, qu'il lui avoit fait faire, & se saisit de la tête du Pont du côté de deça, pendant que ceux de la *Ligue Haute* occupèrent l'autre côté. *Padavino* voyant les *Grisons* armés les uns contre les autres à son sujet, & remarquant qu'il n'y avoit pas de sûreté pour lui à rester plus longtems dans un Pais remplis de troubles & de factions différentes, se laissa persuader par ses amis d'abandonner la partie, & de se retirer à *Schams* & delà à *Morbegno* dans la *Valtelline*, où

ceux

ceux de la *Maison Dieu* lui aiant fait dire de sortir, parce qu'ils ne vouloient pas permettre, qu'il habitât dans les *Grisons*, ni dans aucun endroit de sa dépendance, il se retira à *Bergamasco* dans le *Pais Vénitien*.

Sur ces entrefaites la *Ligue de la Maison Dieu* dressa quelques articles, dont elle vouloit une observation très exacte. Il fut ordonné. I. De se soustraire entièrement aux négociations & aux insinuations des Princes & des Puissances étrangères. II. De s'en tenir précisément au contenu des *Alliances confédérales*, & de suivre de point en point le *Concordat*, appelé le *Kessel-Brief*, & la réforme qui en avoit été faite. III. De refuser le passage, & l'audience par devant les Communautés à toutes les Puissances & à tous les Souverains sans distinction. IV. De faire rendre compte de leur conduite à ceux, qui avoient reçu des pensions ou des présents, & d'examiner sévèrement tous ceux, qu'on soupçonnoit d'avoir agi contre les intérêts & le bien de la Patrie. V. Enfin de n'accorder aucun suffrage ni actif ni passif aux *Ecclesiastiques* des deux Religions dans ce qui concernoit les affaires civiles & politiques de la République.

Ce dernier article regardoit principalement les *Ministres Réformés*, parce qu'ils étoient ennemis de la *Faction Espagnole*. On érigea en outre une chambre de Justice à *Copre*, en laquelle présidoit *Lucius Beli Botrguemaitre*; cette chambre entreprit de châtier non seule-

ment les particuliers , mais aussi les Communautés entières , qui avoient donné leur consentement pour conclure l'Alliance avec les *Vénitiens*.

Ces broüilleries intestines causerent de grandes inquiétudes aux Cantons Protestans. Comme elles étoient fomentées par le crédit des Ministres des Puissances étrangères , ils connurent bientôt les conséquences , qui pourroient en résulter. Ils écrivirent très sérieusement là-dessus aux *Grisons* assemblés à *Coire* , en les conjurant instamment de vivre en paix & de rendre le repos aux peuples. Ils firent ensuite de vives représentations à l'Ambassadeur de *France* sur les suites qu'alloit causer dans les *Grisons* le mouvement , qu'il donnoit à ces troubles , le priant de considérer à quel malheur il exposoit ce pais , s'il continuoit à les soutenir. Ce Ministre répondit en date du huitième de *Juillet* : *Qu'il ne sçauroit approuver l'Alliance , que les Grisons prétendoient faire avec les Vénitiens.*

D'un autre côté les *Liges Hautes* & des *Dix Droitures* se plaignirent aux Cantons Réformés de ce , que la chambre de Justice établie à *Coire* agissoit directement contre l'unanimité des résolutions confédérales , & qu'elle y donnoit atteintes intolérables. La Chambre en rejetta la faute sur ceux , qui vouloient forcer l'Alliance avec les *Vénitiens* , & dont les pratiques l'obligeoit à les châtier , comme
des

des perturbateurs du repos public & des ennemis du bien & de la gloire de la République. En effet la chambre continua ses séances, & punit les particuliers & les Communautés sans cependant attenter à la vie de personne, mais en exigeant d'eux des sommes considérables en argent. La Chambre porta son audace si loin, qu'elle osa procéder contre *Jean de Pflug* son Evêque; mais une partie des Juges, comme étant ces feudataires, refusèrent de siéger, & l'autre partie fit entendre, *Qu'elle étoit prête de se ranger du côté de l'Evêque, & de soutenir son bon droit les armes à la main*

Cette division mit le comble à la fureur du peuple. Il se laissa aller à sa passion immodérée, prit les armes, & vint tambours battans & Drapeaux déployés, au secours de la Chambre. Ces mutins allèrent même à l'Hôtel de l'Ambassadeur de *France* pour lui demander une partie des frais de l'armement. Ce Ministre éluda cette demande par son prompt départ, qu'il prétexta d'un ordre de sa Cour.

Malgré ces circonstances critiques on ne laissa pas de venir à bout de convoquer une Diète générale dans les *Grisons*. On choisit *Davos* pour l'endroit de l'assemblée. Il y fut d'abord question de l'administration des pais, qui étoient encore soumis sans avoir aucune part à la révolution présente. On y

agita encore quelques autres affaires, qui n'étoient pas d'une moindre conséquence. Ceux, qui avoient été mis à l'amande par la Chambre de Justice de *Coire*, demanderent révision de la sentence, prétendant qu'on en suspendit l'exécution. La Diette les renvoya par devant les Communautés en leur accordant la suspension. En second lieu *Jean de Porta* Ministre Réformé représenta en son nom & en celui de ses Confrères les suites que pouvoient avoir les négociations des Puissances étrangères dans le Pais, priant les Magistrats de les prévenir, & de veiller sur la conduite de ceux qui pouvoient y avoir part. Il se plaignit encore très vivement des menaces, que certaines gens faisoient contre les Ministres Protestans, & fit connoître que *Rodolphe & Daniel de Planta*, Pere & fils en étoient les Auteurs. Les Députés lui dirent : *Qu'il pouvoit porter ses plaintes par devant les Communautés, où résidoit le pouvoir Suprême.* Ensuite on examina celles que les Réformés de la *Valtelline* faisoient contre les Catholiques Romains de cette Province ; mais ceux-ci aiant répondu : *Qu'on ne leur avoit donné aucune connoissance, ni aucune citation à ce sujet.* La Diette de son autorité privée, & sans autre examen confirma les anciens Decrets, qui avoient émanés par rapport à la Liberté & au libre exercice de la Religion. On finit par l'Academie, qu'on prétendoit établir à *Sondrio.*

Sondrio. Les sentimens furent partagés. Il y en eut, qui la souhaitoient, afin que la jeunesse pût apprendre la Langue Italienne, & se rendre sçavante dans les arts liberaux. Les autres vouloient, qu'on ne pensât point à cet établissement, puis qu'on n'avoit pas permis aux *Jésuites* d'enseigner, & qu'en 1584. cette proposition aiant causé une espèce de rébellion dans le pais, il en pourroit bien arriver de même dans le cas présent. La troisième opinion fut, qu'on devoit ériger des écoles publiques pour les deux Religions. Et la conclusion de la Diette porta, qu'on établiroit l'Académie aux frais des Balifs ou *Podesta* de la *Valtelline* & du Comté de *Clèves*, c'est-à-dire qu'ils paieroient les Professeurs de leurs propres deniers, sans que la Province fût obligée d'y rien contribuer.

Les *Valtelains* Catholiques désapprouverent fort le Decret de la Diette, qui portoit confirmation du libre exercice de la Religion. Cette décision leur parut abusive pour avoir été donnée en leur absence, & sans avoir été ni entendus ni cités. Le Chancelier, *Antoine Marie Paravicin* assembla le Conseil à ce sujet à *Morbegno*, où il y avoit un *Podesta* Catholique, & non à *Sondrio*, où naturellement il devoit être convoqué. On y chercha les moyens d'empêcher l'établissement des Ecoles publiques, & on ne crut pas pouvoir en trouver un meilleur, que de recourir au

Pape pour réclamer sa protection dans une occasion comme celle-ci, qui devoit intéresser le Saint Siège, puis qu'il s'agissoit de prévenir un mal, qui alloit au détriment de la Religion. *Paravicin* sous prétexte de ses affaires particulières se transporta à Rome, & fit ses très humbles représentations à *Paul V.*, qui étoit assis sur la chaire de *Saint Pierre*. Ce Pontife ou trop politique ou trop indolent répondit au Chancelier en peu de paroles. *Je protégerai toujours la Religion Catholique*, dit-il, *mais je ne veux point allumer de feu en Italie. Vivés en paix, & aïés patience.*

Dans ces entrefaites ceux de la Ligue de la *Maison Dieu*, qui s'étoient récriés contre les Decrets de la Chambre de Justice de *Coire*, obtinrent par leurs Députés une révision de ces mêmes Decrets, soumise au Jugement d'un Tribunal choisi dans les deux autres Ligues. Il s'assembla à *Ilantz* dans le mois de *Décembre*, & les Juges, qui avoient prononcé à *Coire*, aiant été dûement cités, & n'aïant point comparus, on cassa leurs sentences, & on libéra les plaignans du paiement de l'amande à laquelle ils avoient été condamnés, à l'exception des Capitaines, qui avoient servi dans les Troupes de *Venise*, & qui furent obligés de paier une petite somme d'argent pour peine de leur désobéissance; mais la Chambre de Justice de *Coire* pi-
quée

quée au vif du jugement de celle d'*Ilantz* ; annulla de son côté tout ce , que cette dernière venoit de faire , & condamna *Jean de Travers* , *Hartman de Planta* , & *Jacques Curtabatt* , qui avoient plaidé la causa des mécontents , chacun à mille Ducats d'amande. Comme ceux-ci ne voulurent point se soumettre à cette condamnation , on vit renaître la division sans sçavoir où il falloit s'adresser pour avoir une décision , qui eût la force d'un Decret Souverain.

La liberté de conscience que la Diette de *Davos* confirma , fut la malheureuse étincelle , qui alluma le feu cruel de la guerre dans la *Valteline* , & qui engagea les Puissances voisines à y prendre part ; car en 1618. les troubles recommencerent dans les *Grisons* avec tant de véhémence , que les *Engadins* se mirent à la poursuite des Partisans Espagnols , & allerent à main armée raser la maison de *Rodolphe de Planta* , poussant même jusqu'à *Coire* dans le dessein de maltraiter ceux , qui étoient soupçonnés d'avoir reçu des pensions & d'avoir négocié avec les *Espagnols*. Les trois Liges se joignirent aux *Engadins* , & érigerent une nouvelle Chambre de Justice à *Thufis* , où ils firent trancher la tête à un des principaux Partisans de la Cour d'Espagne ; ils firent aussi le procès aux deux de *Planta* , *Rodolphe* & *Pompée* , à *Jean Antoine Geogier* , & à *Lucius de Mont* Grand Juge du Païs , qui furent

furent tous les quatre condamnés à mort par contumace ; mais *Nicolas de Rusca*, Archiprêtre, qui n'eut pas la précaution de se sauver comme les autres, fut mis cruellement à la torture, où il mourut au milieu des tourmens. La Chambre procéda encore contre l'*Evêque de Coire*, poussa ce Prélat jusqu'à l'obliger à abandonner son Evêché, & à renoncer à ses rentes. Les *Grisons* voulurent justifier leur conduite auprès des *Cantons Suisses*, & envoierent pour cela une Apologie, qui fut reçue différemment, suivant que chacun envilageoit ce procédé dur & inouï.

D'un autre côté les Exilés se présentèrent à la Diette de *Baden* convoquée le 9. de Novembre 1618. pour prier les Cantons de leur procurer un Tribunal impartial & neutre, où ils pussent plaider leur cause en toute sûreté, & obtenir par ce moien la restitution des biens, qu'on leur avoit confisqués. Les trois Liges envoierent des Députés à *Baden* pour s'opposer à la demande de leurs Compatriotes. De la *Haute* fut nommé *Joaachim de Montalte* Juge du Pais ; De la *Maison Dieu*, *George Meier*, Lieutenant de Coire ; & des *Dix Droitures* *Rodolphe Comte de Salis*, *Landamman de Schiers*. Ces trois Députés insisterent le plus sur les plaintes, qu'on avoit portées contre l'Evêque, ajoutant : Que comme il avoit refusé sur ces accusations de com-
paraître

paroitre par devant la Chambre de Thufi, où il avoit été cité par deux fois ; on s'étoit vu dans l'obligation, suivant droit, de porter sentence par contumace contre ce Prélat, & de le priver de la Dignité Episcopale. Que la Chambre aiant ordonné à la Ligue de la Maison Dieu, comme Avoiere de l'Evêché de Coire, d'insinuer au Chapitre de procéder à l'Election d'un autre Evêque, le Chapitre l'avoit refusé alléguant, qu'il ne pouvoit pas l'entreprendre sans le consentement du Nonce Apostolique. Que les Ligues n'aient au reste donné aucune atteinte aux franchises de l'Eglise, ni aux droits du Chapitre, & que la confiscation qu'elles avoient faite des biens propres du Prélat n'aient rien de contraire à la justice, puisqu'on n'avoit pas mis la main sur ceux de l'Evêché, les Ligues avoient lieu de se flatter, que les Cantons leur rendroient leur ancienne amitié, & les conserveroient dans la fidélité des Alliances.

Les Députés Suisses écoutèrent tranquillement les raisons des deux Parties ; & après les avoir entendues ils crurent, que l'équité exigeoit d'eux, d'engager les Ligues à casser leur Chambre de Justice, d'accorder un Tribunal impartial aux Exilés, de les fournir de sauf conduits, & de leur administrer, suivant la louable coutume de leurs Ancêtres, bonne & briève justice. Mais les sept Cantons Catholiques envisagerent la chose encore plus sérieusement ; comme ils avoient

à cœur les intérêts de l'*Espagne*, ils avertirent les *Liges Grises* de satisfaire incessamment au desir de la *Diette*, au défaut de quoi ils emploieroient tous les moyens nécessaires pour détruire une *Chambre*, qu'on n'étoit pas d'humeur de souffrir. Quant aux *Députés* des villes *Protestantes* ils dirent : Que comme ils n'étoient pas instruits sur la façon d'écrire aux *Liges*, ils prenoient ce projet de lettre ad *Referendum*.

Cependant la menace des *Cantons Catholiques* n'accéléra pas la paix. Les troubles continuerent dans les *Grisons*, parce que les *Espagnols* menaçant de leur côté de faire une irruption dans la *Valteline*, on se voioit dans la nécessité de se tenir sur ses gardes. Les avis sûrs qu'on en avoit dans les *Liges* augmentoient la crainte, les factions, & la discorde. En effet en 1619. quoique la chambre de Justice de *Thufis* eût pris fin, les affaires ne laisserent pas de rester sur le même pied. Comme l'on pensoit différemment sur les délibérations de cette *Chambre*, particulièrement sur le motif qui l'avoit portée à punir les plus considérables d'entre les *Compatriotes*, on en vint à une *Diette*, qui fut convoquée à *Coire*. Le désordre n'y fut pas moins grand que dans les précédentes. On s'y plaigoit de la hauteur de *Rodolphe de Planta*, & du dessein qu'il méditoit avec ses complices d'exterminer la Nation par le moyen de la faction *Espagnole*, qu'il entretenoit dans les

les Liges avec l'argent, qu'il avoit reçu à *Milan* pour ce sujet.

Les Cantons de *Zurich*, de *Berne*, & de *Glarus* y envoierent leurs Députés, qui furent joints par ceux de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Unterwalden*, de *Zug*, & de *Soleure*; *Henri de Vallier* y fut envoyé de la part de l'Ambassadeur de France; & de concert avec celui de cette Couronne, qui résidoit dans les *Grisons* & avec les Députés des Cantons, ils entendirent les Parties tout au long; mais au lieu d'appaïser l'animosité, qui régnoit entr'eux, on la vit pousser à un point, qui obligea la Diette à se dissoudre & les Députés à retourner chez eux, vû que certains Cantons aiant suscité une affaire au *Landamman Joder*, qui avoit présidé l'année précédente dans la Chambre de Justice, ce Magistrat fut arraché avec violence de l'Assemblée par ses adversaires, & conduit en prison; *Meier Boïrguemaitre de Coire* s'étant rendu fugitif de son côté, on ne put plus continuer les séances; & de là les Communautés prirent occasion de se mutiner de nouveau & de se ranger sous leurs Drapeaux.

Ce fut alors une révolution générale dans le pais. On prit les armes de tout côté, & dans ces violens mouvemens, on convint d'établir une nouvelle Chambre de Justice dans le Bourg de *Tafas*, à laquelle on donna pour Président *Joachim Meïsser*. Cette

Assemblée

Assemblée procéda encore avec la même rigueur contre les exilés ; qui faisoient l'objet de la haine publique. On y joignit *Antoine Molina*, Interprète de l'Ambassade de France, *Jean Curad* & *Fabius Prévôt*, qui furent déclarés ennemis de la Patrie & comme tels notés auprès des Cantons avec prière de les saisir, & de les remettre à la Chambre en cas qu'ils se fussent réfugiés dans leurs terres. La rigueur avec laquelle on en agissoit, déterminâ les pros crits à se défendre. Ils formèrent un parti, qui se grossit par une grande quantité de *Rhétiens* & de *Valtellins* ; & dans peu s'étant trouvé en état de se mettre en campagne, avec le secours de leurs amis. Ils prirent une sanglante vengeance de ceux là même, qui croioient les exterminer.

La VALTELINE devint le théâtre de la guerre. Cette Province en Latin appelée *Vallis Tellina* ou *Valturena*, est une partie de l'ancienne *Rhétie*. Elle est située entre les *Venitiens*, le *Milanois*, le *Tirol* & les *Grisons*, dont elle fait partie depuis 1512. La *Valtelline* est pour ainsi dire la clef de l'*Italie*, qui joint le *Milanois* & le *Tirol*. Elle prend son nom de la ville de *Teglio* ou *Telino*, & c'est l'ancien pais des *Vénnoïretes*, au pied des Alpes. Elle se divise en trois parties, qu'on appelle *Terzero di sopra*, *Terzero di Mezzo*, & *Terzero di sotto*. Les principales villes & Bourgs où les Ballifs ou Podestas, que les *Grisons*

y envoient, font leurs résidences, font *Sondrio*, *Tiran*, *Tell*, *Morbégno*, & *Trabona*. Le *Terzero di sopra*, ou le Tiers supérieur comprend onze Paroisses, qui sont celles de *Tiranno*, *Sondal*, *Groß*, *Grossito*, *Werff*, *Matz*, *Tovo*, *Liwer*, *Serno*, *Villa Stafora* & *Biranzono*. Il y a à *Matz* le siége d'un Archevêque. Entre le Tiers supérieur, & celui du milieu il y a la Communauté de *Teglio* avec sa dépendance divisée en trentes petites contrées, qu'on nomme *Contradule*. Elle ne fait partie d'aucun Tiers, & a pour Capitale *Teglio*. Les meilleurs villages en sont *Boaltio*, *Saint Jacques*, *Rigola* &c. Le Tiers du milieu comprend dix huit Paroisses, qui sont *Sondrio*, la *Vallée de Malenck*, *Chivro*, *Ponte*, *Trisivio*, *Montagna*, *Colda*, *Monte di Sondrio*, *Castiono*, *Pastalesio*, *Berbenn*, *Buffito*, *Piattda* avec le *Val d'Ambria*, *Faedo*, *Albosagia*, *Cajolo*, *Cidrasco* avec le *Val de Madra*, *Fusina* avec *Colorina*. Le Tiers inférieur est divisé en deux parties, qui sont celle de *Morbégno*, & de *Trabona*. Le *Morbégno* comprend les douze Paroisses suivantes. *Morbégno*, *Turcula*, *Talamona*, *Bem* & *Taida*, *Albareda*, *Gérola*, *Pédésina*, *Rasura*, *Cosio*, *Régoli*, *Dalébio* & *Plantédio*. Le *Trabona* comprend onze Paroisses, qui sont celles de *Trabona*, *Bulio* & *Vilipenta*, *Ardenm*, *Dazio*, *Clivio*, *Mello*, *Cereun*, *Cuc*, *Campovico*, *Mantello*, *Dubino*. Ce pais à dix lieües d'Allemag-

ne de longueur ; mais sa largeur est fort inégale. Il est fort fertile en excellent vin, sur tout le bord droit de l'*Adda* le long de la *Val-lé*. Les Habitans de la *Valteline* parlent Italien. Elle faisoit autrefois partie du *Duché de Milan*, & fut gouvernée par des Officiers, qui demeuroient à *Trivisio*, *Morbégno*, & *Tirano*. En 1404. *Maſtin* le jeune, *Duc de Milan*, fit présent de la *Valteline* à l'Evêché de *Coire*, parce qu'il en avoit reçu de grands bienfaits pendant son exil, lorsque *Jean Galeas* l'avoit chassé de son pais. Mais les Ducs régnans de Milan depuis *Jean Galeas*, demeurèrent toujours en possession de la *Valteline*, jusques à ce que *Maximilien* Duc de Milan en fit présent aux *Grisons* en 1512., parce qu'ils avoient aidé à arracher le *Milanois* d'entre les mains des *François*. Les *Grisons* furent confirmés dans cette possession par *François I. Roi de France* en 1516., & en 1531. par le Duc *François Sforce*.

Les *Espagnols* & le Duc de *Savoie* las de se faire la guerre, avoient enfin fait la paix à *Pavie* par la médiation de la *France* ; & dès ce moment là l'*Italie* jouïſſoit d'une profonde tranquillité. Le Roi d'*Espagne* pour témoigner au Duc le désir qu'il avoit de l'entretenir, rappella *Dom Pédro de Toléde*, & le *Marquis de Mortara*, qui entre tous les Ministres de Sa Majesté Catholique en *Italie* avoient toujours eu le moins d'inclination
pour

pour la paix. *Dom Pédro* fut remplacé par *Dom Gomez Alvarés de Figueroa* & de *Cordioe*, *Duc de Féria*, que le Roi envoya à *Milan* le croiant d'un esprit plus modéré & moins entreprenant que son Prédécesseur ; mais sa conduite ne répondit pas à l'espérance qu'on en avoit conçue, soit, qu'il eut des ordres secrets de la Cour, soit que l'ambition naturelle de ceux de cette nation le portât à chercher les occasions d'étendre la domination du Roi son maître, on vit bientôt, lorsqu'on s'y attendoit le moins, le feu de la guerre se rallumer en *Italie* par les motifs que nous allons rapporter.

La Réforme avoit gagné une partie des *Grisons*, & on y avoit embrassé les nouvelles opinions ; mais les *Valtelins* s'étoient presque tous maintenus dans la profession de l'ancienne Religion Catholique, Apostolique, & Romaine. C'est pourquoi ils tâchoient de secouer le joug des *Grisons* pour retourner sous celui des *Ducs de Milan* leurs anciens maîtres, poussés à ce changement par le *Duc de Féria*, qui étoit bien aise de susciter une guerre entre ces peuples pour trouver ensuite l'occasion de se saisir de cette vallée, comme étant nécessaire aux Espagnols pour avoir le passage libre d'*Italie* en *Allemagne*. Cette usurpation dès longtems méditée fut cause, que le Duc par des intrigues secrètes engagea les *Valtelins* Catholiques à prendre les armes contre les Protestans.

Jacques Robustel, le Docteur *Jean Marie Parravicin*, & le Capitaine *Jean Guichiard* formerent ce dessein. Ils regardoient *Hercules de Salis* & *Ulysse* son fils comme leurs ennemis déclarés, & les plus considérables du parti contraire. *Robustel* particulièrement ambitionnoit le nom glorieux, de Défenseur de la Foi & d'exterminateur de la Religion Protestante. Ses Amis & ses Parens, qui étoient en grand nombre dans ces quartiers, ne contribuoient pas moins à l'entretenir dans ces idées que les insinuations adroites du Ministre d'Espagne. A ce sujet

1620 *Robustel* marcha le 9. de *Juillet* 1620. avec des Troupes choisies à *Tirano*, se rendit maître de cette ville, massacra le Podesta, qui y étoit au nom des *Ligues*, & n'épargna parmi les Réformés ni hommes, ni femmes, ni enfans, qui se rencontrèrent sous le fer de ses Soldats. De-là passant à *Teglio*, il en vint aux mêmes extrémités en inspirant à *Azon* & *Charles Besta* ses Cousins d'en agir avec la même cruauté à l'égard de ce peuple.

Le massacre y fut grand comme dans toute la *Valtelline*, où il y avoit des Réformés. On ne respecta pas même *Sondrio*, ni les Députés que cette Ville envoya à *Robustel* pour traiter amiablement avec ce Chef. *Martiani* Gentilhomme Protestant, mais d'ailleurs de bonnes mœurs, qui étoit du nombre des Envoies, fut tué contre le droit de gens, qui

défend

défend de maltraiter les Ministres & les Ambassadeurs de quel rang qu'ils puissent être. *Paravicin* même n'en agit pas de meilleure grace avec *Hercules de Salis*, qui étant tombé entre ses mains, fut privé de la vie, quoiqu'on lui eût promis sûreté au rapport de *Stettler*.

Ce furent là les fruits des pratiques du *Duc de Féria*. La France étoit immobile, & les *Suisses*, qui étoient les plus intéressés à parer le coup, que l'*Espagne* portoit à la Confédération Helvétique, demeuroient comme interdits, & dans ce saisissement ils regardoient avec patience *Robustel* à la tête du Gouvernement du pais, qui s'étoit déclaré en sa faveur. Ce sont les effets ordinaires du prétexte de la Religion, de l'intérêt particulier, & de la discorde qui régne entre les Etats, qui ne savent pas, ou qui ne veulent pas concevoir, que l'union intérieure est l'unique remède à ces maux violens, qui déchirent la République.

Rodolphe de Planta de son côté parut avec ses patriotes & les Communautés de *Dissentis*, de *Laax*, & d'autres inclinés à se mettre de son parti. L'on vit en même tems les hostilités commencer dans l'*Engadine*, & une partie du pais des *Grisons* prêt à essuier la vengeance, que les Proscrits vouloient tirer d'une chambre, qui avoit poussé son autorité prétendue au delà de la considéra-

ion, qu'elle devoit avoir pour le repos public. Car si d'un côté les *de Planta & Robustel* se laissoient trop animer du désir de se venger, il est certain, que de l'autre on avoit trop peu ménagé des Gens, qu'on ne pouvoit pas offenser impunément. Les ennemis de la paix & des *Grisons* jouïssotent seuls de la satisfaction, qu'ils avoient de la réussite de leurs intrigues.

On vit bientôt aussi les Communautés voisines, la *Brigaille*, *Davos*, *Langwis*, *Saint Pierre*, & la petite *Abbaïe* prendre les armes, dès qu'elles furent informées de l'irruption de *Rodolphe de Planta* dans l'*Engadine*. Elles occuperent les passages, & mirent des Troupes dans les frontieres, pendant qu'avec un Corps assés considerable elles allerent au devant de l'ennemi, l'attaquerent brusquement, & l'ayant chassé de différens postes elles s'emparerent de *Sondrio*, de deux châteaux forts, & du Couvent qui en étoit tout proche. Elles demanderent ensuite du secours aux villes Protestantes de la *Suisse*, & du Canton de *Glaris*; mais comme la désunion se mit de la partie, elles furent obligées de se retirer & d'abandonner leur conquête, quoiqu'il ne leur eût pas été difficile de se rendre encore maitresses de *Morbegno*, si elles avoient sçu vivre en bonne intelligence. Ainsi la *Valtelline* demeura au pouvoir des Catholiques.

Zurich

Zurich & Berne pressés par la Ligue des Dix Drcitures se déterminèrent à envoyer le secours confédéral, tant pour couper racine à la rébellion, comme ils appelloient la levée de bouclier des Catholiques, que pour arrêter les *Espagnols*, dont les Troupes avoient déjà pénétré dans la *Valteline*. Les *Zuriquois* mirent neuf cens hommes sur pied, sous le commandement de *Jean Jacques Steiner*, qui avoit sous lui les Capitaines *Gaspar Schmid*, & *Guillaume Stucki*. Les *Bernois* donnerent deux mille & cent hommes, dont le Colonel fut *Nicolas de Milinen* & ses Capitaines *Josse de Bonstetten*, *Jean Rostolphe Wagner*, *Abraham de Graffenried*, *Abraham Binder*, *David Sturler*, & *Barthelemi de Rermerstal*. Ces Troupes partirent le 25. *Juillet*, contre le sentiment des deux Ambassadeurs de France, de *Miron* & de *Gueffiers*. Mais comme la Ligue haute n'étoit pas d'accord entr'elle pensant différemment sur les circonstances présentes, & des troubles qui agitoient les *Grisons*; que d'un autre côté les Partisans *Espagnols* ne regardoient pas de bon œil le secours que les deux Cantons envoioient dans leurs pais; & que la Ligue haute avoit sollicité les *Suisses Catholiques* de refuser le passage aux Troupes de *Zurich* & de *Berne*, elles furent arrêtées près de *Mellingen*. Cette ville avoit reçu garnison *Lucernoise* avec quelques milices des *Balliages libres*.

Cette circonstance causa une Diette générale, qui fut convoquée à *Baden*. La principale matière, qu'on y traita, fut le refus du passage, dont les *Zuriquois* & les *Bernois* se plainquirent amèrement. Ils prétendoient : Qu'on avoit eu tort de le refuser à leurs Troupes dans cette occasion, où ne s'agissant uniquement que d'une médiation en faveur d'un Allié commun, on n'étoit pas en droit d'en empêcher l'effet, d'autant moins que les deux Cantons de *Zurich* & de *Berne* aiant part à la Souveraineté de *Mellingen*, tout comme les six autres Etats, qui partageoient avec eux le Suprême pouvoir, il n'étoit pas en la puissance de ces derniers de mettre obstacle à l'usage d'un droit, qu'on ne pouvoit leur disputer qu'avec une extrême injustice ; qu'ainsi il étoit d'une conséquence infinie pour tous les Corrégeus d'éviter une démarche telle qu'on venoit de la faire, & qui pouvoit dans la suite tourner au préjudice de chaque individu.

Ces représentations ne touchèrent pas les Cantons, qui s'opposoient au passage des Troupes *Zuriquo-Bernoises*. Ils tinrent ferme au contraire, & par cette fermeté ils obligèrent les *Zuriquois* de proposer aux *Bernois* de se replier sur *Vindisch*, où il seroit facile de passer la rivière. Ceux-ci voyant que les Cantons opposans consentoient à la proposition des Députés de *Zurich*, ils s'y déterminèrent aussi avec protestation néanmoins, qu'elle ne préjudicieroit point à leur droit de Souveraineté

veraineté, & qu'ils en pourroient réclamer en
 sens & lieu. Desorte que cette petite armée
 au lieu de forcer la ville de *Mellingen* de lui
 donner passage, se retira, comme on vient
 de le dire, & alla passer au *Bach de Vindisch*,
 d'où traversant un district du Comté de *Ba-*
den, elle marcha du côté de *Zurich*, & delà
 à *Coire*, où elle arriva le 11. d'*Août*, & où
 elle reçut avec grand étonnement une lettre
 de la part du Landamman, du Magistrat &
 des Chefs des Troupes des Communautés de
Dissentia, de *Lugnitz*, d'*Obersachs*, de *Fals*,
 de *Mafax*, de *Rustée*, & de *Calanka* par la-
 quelle on prioit les Commandans de *Zurich*
 & de *Berne* d'abandonner leur dessein, &
 de procurer la médiation du Corps Helvétique.

Cette démarche marquoit visiblement de
 la désunion entre les Communautés de la
Rhétie; & le peu de concorde qu'on remar-
 quoit entre les Cantons Suisses fit naître l'i-
 dée d'une conférence à *Zug* entre *Zurich* &
 les cinq Etats de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*,
 d'*Underwalden*, & de *Zug*: Singulièrement
 par rapport à la manière hantaine, dont on
 avoit demandé le passage à ceux d'*Uznach*,
 qui dépendoient de *Schweitz* & de *Glarus*.
 On s'assembla le 15. d'*Août*, & il parut d'a-
 bord, que les choses alloient au gré des esprits
 pacifiques, parce que l'on croïoit, qu'en
 retirant les gardes des frontières de *Zurich* &

des cinq Cantons , on enleveroit par là le sujet de la défiance, qui sembloit régner entre ces Etats voisins. Mais comme on flatta trop quelques Communautés, qui étoient sous les armes ; que l'Ambassadeur de France, qu'on avoit ci-devant accusé d'une trop grande partialité, étoit revenu dans les *Grisons* avec d'autres sentimens ; que les cinq Cantons vouloient y envoyer leurs Troupes à l'imitation des *Zuriquois* & des *Bernois* ; qu'on prétendoit tout de nouveau établir un Tribunal neutre, & que les Catholiques Romains cherchoient leur sûreté, on retomba dans l'ancien désordre, & l'on se trouva dans le même Labyrinthe, quoique les Exilés eussent préféré une médiation générale du *Corps Helvétique*, & une modération dans les discours de Religion.

Pendant ces entrefaites le Régiment de *Berne* marchoit à grandes journées du côté de *Cleven* pour arriver ensuite dans la *Valteline*. Celui de *Zurich* prit par la *Haute Engadine* & tous les deux joignirent dans le Comté de *Wurms* ou *Bormio*, *Jean Guler*, Chevalier, qui commandoit les *Grisons*. Le 23. d'Août les *Grisons* descendirent la montagne, les *Zuriquois* & les *Bernois* marcherent par la Vallée de *Prétigou*, & vinrent en présence des ennemis retranchés. *Jean de Médicis*, qui étoit à la tête de trois Compagnies de Cavalerie, laissa passer les *Suisses*, qui attaquèrent le retranchement

retranchement d'où aiant chassé les *Valtelins*, & pris quelques canons, ils se rendirent maîtres du Bourg *Molina*, qu'ils brulerent; ensuite aiant emporté *Bormio* l'épée à la main ils pardonnerent les habitans, qui se soumirent de bonne grace, & ne punirent que les auteurs des troubles, dont on rasa les maisons, entr'autres celle de *Jean-Baptiste Foliani*, qui en étoit un des principaux.

L'Armée combinée fière de tant de victoires, en voulut profiter. Les Ennemis s'étoient retirés dans le Bourg de *Tirano*, qui étoit en assés bon état de défense. Les *Bernois* avoient l'avant-garde en décampant le 1. de *Septembre*, pour aller attaquer les *Espagnols* sous la conduite de leurs Guides. Ils arriverent à *Tirano* en assés mauvais ordre, & ne prévirent point, qu'ayant à faire à des Troupes aguerries, ils pouvoient être traités comme elles l'avoient été à *Molina* & à *Bormio*. Peut-être qu'enivrés de leur succès ils eurent trop bonne opinion de leur victoire, & que leurs ennemis seroient encore épouvantés de leur dernière défaite. Dans cet état les *Bernois* débouchèrent par un chemin étroit & resserré, & arriverent à la vûe des *Espagnols* sans avoir eu le tems de se remettre, ni de se former en ordre de bataille. Ceux-ci les attaquèrent avec tant de furie, & firent un feu si terrible de leur mousqueterie, pendant que la Cavalerie les couvroit,

que dans un instant on vit tomber une partie des *Bernois* morts, tandis que l'autre fut poussée dans la Rivière, qui passoit au pied des murailles de *Tirano*. Le plus grand nombre cependant se replia sur les *Zuriquois* à l'aide des quels il revint à la charge avec tant de valeur, que les *Espagnols* furent obligés de céder à leur tour, & de se battre en retraite jusques dans la ville, où ils furent en sûreté. La perte fut grande des deux côtés, & l'on regretta dans les deux Armées les Officiers de marque qui périrent dans cette action. *Nicolas de Milinen*, *Josse de Bonstetten*, *Rodolphe Wagner*, *Abraham de Gruffenried*, *David Sturler*, & *Barthelemi de Remerstal* furent du nombre des morts. La mort de *Nicolas de Milinen* fut une véritable perte pour l'Etat de *Berne*. Il y étoit fort considéré tant par rapport à son mérite personnel, que pour l'attachement qu'il avoit à la Religion Protestante, qui fut en partie la cause, que les *Bernois* se déterminèrent à envoyer leurs Troupes au secours des *Grisons Réformés*. *Jean Frisching*, *Banneret*, qui arrivoit tout récemment au Camp pour apporter la solde du second mois fut aussi trouvé parmi les morts. Desorte que si les *Espagnols* avoient sujet de pleurer leur perte, les *Bernois* avoient raison de regretter les braves hommes, qu'ils avoient perdus de leur côté.

Les *Grisons* défilant le long de la montagne
se

se retirèrent après le combat ; Les *Zuriquois* & les *Bernois* gagnèrent *Bormio*, & quitterent bien-tôt après les Troupes des *Ligues*. Les uns passerent à *Venise*, & les autres retournerent dans leur premier camp près de *Zutz*, & comme ils manquoient d'argent & de vivres, le trésor aiant été pris par les *Espagnols* à l'affaire de *Tirano* ; ils sortirent enfin de la *Valteline*. Leur retraite mortifia fort les *Vénitiens* à cause du passage, qui leur étoit coupé par là. Ils offrirent de l'argent & des Troupes sous la conduite de *Jean-Baptiste Lionelli* & de *Pierre Vico*, pourvû que les *Zuriquois* & les *Bernois* voulussent rentrer dans la *Valteline* ; mais leurs Chefs aiant péri dans la Bataille, personne ne voulut se charger de cette entreprise, vû surtout que les Cantons de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Unterwalden*, & de *Zug*, aiant envoyé des Troupes dans les *Grisons* à la sollicitation de quelques Communautés, celles de *Zurich* & de *Berne* considérerent prudemment, Qu'un retour dans la *Valteline*, comme le desiroient les *Vénitiens*, ne pouvoit aboutir qu'à une desunion entre les *Suisses*, & au grand préjudice du Corps *Helvétique* ; c'est pourquoi quittant l'*Engadine*, elles passerent par le *Prétigau* pour se rendre à *Maienfeld*, où elles attendirent les ordres de leurs Souverains Seigneurs, & Supérieurs.

A l'occasion de cette fâcheuse affaire les *Suisses* convoquerent une Diette à *Baden*.

On y proposa une Ambassade composée des Cantons neutres, & qui jusques là n'avoient point pris d'intérêt dans les troubles des *Grisons*, afin de tâcher par ce moien de rétablir la paix, & l'union parmi ces Peuples; mais les sept Cantons Catholiques étant du sentiment, *Qu'il falloit par préliminaire accommoder les contestations entre Zurich & les cinq Etats; entre Berne & Fribourg au sujet du partage des Balliages médiats, & entre Schweitz & Glaris, & qu'après cet accommodement on se prêteroit volontiers en faveur des Liges Grises*, la chose fut sursize, & l'Ambassade n'eut pas lieu, quoi qu'il semble, que la proposition des Cantons Catholiques n'eût rien en elle-même que d'avantageux pour le *Corps Helvétique*, & de fort raisonnable d'ailleurs, puisqu'il n'est rien de si naturel, que de chercher son propre repos, avant que de vouloir le procurer à ses voisins.

Ce fut là un défaut de politique & une indolence de conduite, qui donna occasion à beaucoup de raisonnemens. La disgrâce que les Troupes des deux Cantons avoient essuïée auprès de *Tirano* réveilla les Etats des frontieres de la Suisse, & il s'en trouva dans la Nation même, qui cessent de blâmer l'invasion faite par les Exilés dans la *Valtelline*, la regardant comme une nécessité à laquelle on les avoit poussés l'épée dans les reins. D'un autre côté le *Duc de Savoie* pre-
noit

noit ombrage des avantages des *Espagnols*, & croïoit appercevoir dans ceste guerre un intérêt, qui ne concernoit pas uniquement la Cour d'*Espagne*. La *France* où le Ministère avoit changé par la mort du *Maréchal d'Ancre*, prit aussi d'autres sentimens sous celui du *Connétable de Luines*.

Ce Ministre regarda les *Espagnols* tout d'un autre œil dans la *Valteline*, que ne les avoit vû son Prédécesseur. Il considéra les *Grisons* comme des Alliés de la Couronne, qu'il ne devoit pas laisser passer sous la domination *Espagnole*; mais comme la paix, qui étoit entre les deux Cours, empêchoit les François d'agir à force ouverte, le Roi envia le *Maréchal de Lesdiguières* & le *Marquis de Bullion* vers le *Duc de Savoie*, afin de prendre avec ce Prince les mesures les plus convenables dans ces conjonctures. On convint en présence de l'Ambassadeur de *Venise*: Que l'on essaïeroit par la douceur de disposer les *Espagnols* à abandonner la protection des *Valtellins*, & à les laisser sous l'ancienne domination des *Grisons*. Que si les *Espagnols* le refusoient, S. M. T. C. y emploieroit ses armes, & inviteroit les *Vénitiens*, les *Suisses*, & tous les Princes d'*Italie* de se joindre à elle, pour ne pas souffrir cette usurpation.

Les *Suisses* de leur côté, malgré le peu de succès qu'avoit eu le projet d'envoier une Ambassade vers les *Grisons* eu égard aux rai-
sons,

sons, qu'on a apportées, se déterminèrent néanmoins, à la sollicitation de gens zélés pour la Patrie & de la République de *Valais*, à faire cette démarche dans l'intention d'employer tous les moyens les plus efficaces pour rétablir le repos & la tranquillité parmi ces peuples, & pour parvenir à leur faire rendre la partie de la *Valteline* que les Espagnols & les Proscrits occupoient. Lorsque les Députés, qui étoient des Cantons de *Zurich*, de *Berne*, de *Glarus*, de *Bâle*, de *Schaffhausen*, & du *Roden extérieur d'Appenzel*, furent arrivés à *Coire*, leur premier soin fut d'entrer en négociation sur le sujet qui les amenoit. Mais aiant été obligés de se rendre à *Ilantz*, parce que *Coire* étoit un endroit suspect à bien des personnes, ils remirent là sur le tapis les ordres qu'ils avoient du *Corps-Héloétique*. Il fut ensuite question singulièrement d'entendre les plaintes de la *Ligue Haute*, qui se récria en pleine séance, en présence de *Gueffiers* Ambassadeur de France, & de ceux des Suisses, contre la Chambre de Justice & contre l'Alliance de *Venise*, demandant que l'une & l'autre fussent supprimées, & qu'on s'en tint au *Concordat de Milan*. Les Liges de la *Maison Dieu* & des *Dix Droitures* insisterent uniquement sur le retour de la paix & de la tranquillité dans le pais promettant de se soumettre à tout ce que la justice exigeoit d'eux; elles firent sentir cependant,

pendant, qu'elles étoient extrêmement sensibles au procédé de la *Ligue Haute*, qui dans des circonstances si dangereuses & si critiques se séparoit du commun intérêt de la Patrie.

On exhorta les *Liges* de considérer leurs véritables intérêts, de ne point donner prise aux Etrangers sur leur liberté par une défection, qui pouvoit les conduire à leur perte totale ; on leur représenta, que la moitié du chemin en paroïssoit malheureusement faite par l'irruption des Troupes Espagnoles dans la *Valtelline* ; que les Puissances voisines regardant cette guerre comme intéressant leur politique & leur situation, elles se verroient obligées peut-être d'y prendre part ; & que comme cela ne pouvoit arriver qu'au grand préjudice de la Nation, on leur conseilloit pour le bien de la paix de renvoyer la Diette à *Coire*, où naturellement elle devoit être, & où l'on traiteroit les choses avec plus d'apparence d'un heureux retour de concorde, que nulle part ailleurs.

La *Ligue Haute* désapprouva constamment cette dernière proposition. Elle persista avec fermeté à vouloir la Diette à *Ilantz*, priant les Députés des Cantons de ne point épargner les coupables ; de faire dédommager les Communautés, & les particuliers des pertes qu'on leur avoit fait souffrir ; qu'ensuite on réglât une manière de vivre, qui mit les *Liges* à l'abri de nouveaux troubles, & qui garantit la Nation des surprises

surprises de ceux qui attentoient à leur liberté & à la tranquillité publique ; que dans cette vûe elle déclaroit ne vouloir avoir aucun commerce avec la basse Engadine ni avec la Vallée de Môtier, parce que ces peuples se laissoient trop aisément gagner par les insinuations flatteuses du Duc de Féria Gouverneur de Milan. La Ligue Haute supplia encore les Députés des Cantons & l'Ambassadeur de France de s'employer sérieusement à la faire rentrer dans la possession de la Valteline promettant d'en partager les revenus indifféremment à chaque Citoyen avec une égalité dont personne n'auroit lieu de se plaindre, concluant qu'il falloit continuer la Diette dans l'endroit où l'on étoit.

Ce discours ne resta pas sans réplique : Il s'éleva de grandes contestations à ce sujet ; & de Gueffier aiant exigé , *Que les Grisons en général n'eussent pas la liberté dans la suite de faire aucune Alliance sans le consentement du Roi son Maître.* Les Catholiques Romains répondirent : *Que cette demande étant contraire aux franchises & à la Souveraineté de la Nation, ils ne pouvoient pas y consentir, non plus qu'au transport de la Diette à Coire ; c'est ce qui engagea les trois Ligues, après une sérieuse réflexion, à convenir d'un commun accord de rester à Ilantz, & d'y continuer les séances. Elles se soumirent unanimement à la médiation des Ambassadeurs de France & de Suisse, avec la réserve que les deux Ligues de la*

Maison

Maison Dieu & des Dix Droitures firent : *Que les matières de Religion seroient traitées suivant l'usage établi dans leur pais, & qu'on ne toucheroit pas aux Loix locales.* Mais l'Ambassadeur du Roi, piqué que la *Ligue Haute* eût refusé sa proposition, ne voulut point consentir à être employé dans cette négociation ; & sous quelque léger prétexte il partit d'*Ilantz* pour se rendre à *Coire*.

Les Députés des Cantons ne furent pas d'accord entr'eux non plus. Les différentes idées qui se présentoient tant d'un côté que de l'autre ne purent faire naître qu'une confusion, qui rompit la Diette. On dressa à la vérité quelques articles d'accommodement ; mais comme les *Grisons* les trouverent contraires à leur liberté & à leur Religion, ils n'eurent pas lieu. De sorte que cette Diette, qu'on avoit regardée comme un Congrès de pacification, devint plutôt un sujet & une occasion de discorde, & de méintelligence. Les Députés partirent assez mécontents de leur Ambassade, & emmenerent avec eux les Troupes de *Berne* & de *Zurich*, qui n'avoient pas été fort agréables dans les *Grisons*.

La *Ligue Haute* voyant qu'aucune médiation n'avoit encore pû réussir dans le pais, députa *Lucias de Mont* & *Jean Antoine Giovier* à *Lucerne* auprès d'*Alphonse Casal* Ambassadeur du Roi d'Espagne, pour en obtenir une lettre de recommandation au Gouverneur de Milan.

afin

afin de rendre ce Ministre favorable au dessein qu'elle avoit de renouveler l'Alliance avec le Roi son Maître. Mais comme les Communautés Protestantes n'avoient pas consenti à ce renouvellement du Concordat *Gaspar Schmid*, & *N. Tschorsch*, qu'on avoit nommés pour aller traiter de cette affaire avec le *Duc de Féria*, ne voulurent point s'y prêter, voiant la résolution de ceux de la *haute Engadine* de rester fermes dans la liberté de conscience, & de ne point se compromettre avec le *Milanois*, quoique cependant ils ne refusassent pas de soumettre leurs contestations à l'entière disposition du *Corps Helvétique*. Les uns & les autres avoient leur vûë, & tous ensemble n'étoient guères au fait de leur propre intérêt, parce que l'animosité & les différentes Religions aigrissoient si fort les cœurs & les esprits, qu'il étoit difficile de discerner ce qui convenoit, ou ce qui ne convenoit pas.

Cette situation empêcha encore l'effet d'une seconde Ambassade que les Cantons envoient vers les *Grisons*. La *Ligue Haute* voulut attendre le succès qu'auroit la sienne auprès du *Duc de Féria*, & les autres convoquerent une Diette à *Coire* pour le 8. de Janvier 1621. Desorte que dans cette circonstance les Députés de *Zurich* furent obligés de retourner sur leurs pas, & l'on ne put faire autre chose en *Suisse*, que d'exhorter les

les Grisons par une lettre très cordiale, de prendre garde de ne point entrer dans quelques nouveaux Traitez au préjudice de leur liberté, de l'Alliance Helvétique & de celle qu'ils avoient avec la Couronne de France ; mais d'attendre tranquillement l'amiable médiation de l'Ambassadeur du Roi & de ceux des Cantons.

Pendant que les Suisses faisoient leur possible pour pacifier les Grisons, la République de Venise envoya le Signor Priuli, Ambassadeur extraordinaire, à Louis XIII. pour prier ce Monarque de s'intéresser dans sa juste cause. Le Roi, comme on l'a vu, avoit déjà envoyé le Maréchal de Lesdiguières & le Marquis de Bullion vers le Duc de Savoie, avec lesquels ces deux Envoies avoient conféré ; & ce fut en exécution de cette Conférence, que Louis XIII. envoya François de Bassompierre Chevalier de ses Ordres, & Colonel Général des Suisses, à Madrid. Ce Seigneur trouva le Roi Philippe III. attaqué de la maladie, dont ce Prince mourut le dernier de Mars sur les 9. heures du matin.

Bassompierre avoit causé de la jalousie au Connétable de Luines. Ce dernier ne vouloit point de favori du Roi, que lui même ; mais comme le Colonel Général des Suisses avoit gagné les bonnes grâces de Louis XIII., il n'étoit pas de la politique du Connétable de rompre d'une manière éclatante avec un homme que son Maître estimoit. C'est pourquoi

il lui fit proposer par de Rousselai, par le Cardinal de Gondi & par le Maréchal de Schomberg : Que s'il vouloit s'éloigner de la Cour, il lui feroit paier en son absence tous ses appointemens avec la dernière exactitude, & que dans quelque tems, qu'il ne vouloit pas lui limiter, il le feroit rappeler avec honneur, & feroit ensuite tout ce qu'il pourroit pour lui.

Ce discours lui aiant été réitéré à Xaintes ; il répondit sans hésiter à de Rousselai, qui lui parloit de la part du Connétable : Que toutes les fois que celui-ci lui feroit donner un Gouvernement, il y iroit résider. Que s'il lui donnoit un Emploi dans les Armées, il se rendroit incessamment à son Poste ; Enfin s'il l'envoioit pour Ambassadeur extraordinaire, il s'en acquiteroit le mieux qu'il lui seroit possible, préférant en tout le service du Roi au séjour de la Cour.

Le Connétable fut charmé de la réponse de Bassompierre, & ce fut en conséquence qu'il engagea le Roi à lui confier l'Ambassade d'Espagne pour redemander à Philippe III. la *Valtelline*, qui venoit d'être usurpée sur les Grisons par le Duc de Féria, comme on vient de l'apprendre.

Le Duc de Luines resta donc seul en faveur, & eut la Direction de toutes les affaires ; mais comme ni lui, ni ses deux frères n'avoient pas assez de capacité pour fournir à tout, il fut contraint de céder la place au Cardinal de Richelieu, le plus beau & le plus cruel gé-

nie de son tems, qui eut ensuite l'administration du Royaume de France jusques à sa mort, & qui en disposa en maître sous *Louis XIII.*

Philippe III. Roi d'Espagne avoit été sollicité par le Pape *Gregoire XV.*, qui tenoit alors le siège de Rome, de pacifier la *Valtelline*, & de faire cesser le scandale que les troubles y causoient. Ensorte que *Bassompierre* n'eut pas beaucoup de difficulté à persuader *Philippe IV.*, qui avoit succédé à son pere, d'entrer dans le Traité que le Roi de France & le Duc de Savoie exigeoient de lui. Il fut arrêté le 25. d'*Avril*, & signé le 26. du même mois par le Comte d'*Olivarés* & *Don Balthasar de Zuniga* de la part de l'Espagne, & *François de Bassompierre* & de *Fargis* Ambassadeur ordinaire du Roi de la part de la France. Ce Traité porte en substance. Que toutes les garnisons étrangères sortiroient de la *Valtelline*: Que les choses seroient rétablies dans le même état, qu'elles étoient avant la révolution: Que l'on démoliroit tous les Forts bâtis depuis la guerre; Et enfin qu'il y auroit un parfait oubli & une entière abolition du passé.

Le Duc de Savoie s'interessoit dans ces mouvemens de la *Valtelline* par plusieurs raisons; car outre la générale, qui étoit commune à toutes les Puissances voisines, de s'opposer à la grandeur & aux conquêtes des Espagnols en *Italie*, le Duc appréhendoit, que

Le Roi d'Espagne s'étant acquis le passage de la Valteline; n'étoit plus besoin de celui de la Savoie; d'où il arriveroit que l'amitié de S. A. lui tiendroit moins au cœur comme moins nécessaire; d'ailleurs ce Prince étoit trop mal satisfait des Espagnols pour seconder leurs desseins.

Louis XIII. ordonna à de Gueffier son Ambassadeur auprès des Grisons de leur communiquer le Traité de Madrid, de les exhorter à ne plus écouter les sollicitations des Espagnols, & à protester solennellement contre tout ce que la Ligue Haute auroit contracté avec le Duc de Féria, singulièrement parce que cette négociation avoit été entreprise sans la participation, & sans le consentement des deux autres Ligues.

L'Ambassadeur se servit en même tems de cette occasion pour se justifier auprès de ces Peuples, sur le rapport, que les Députés de la Ligue Haute avoient fait à leur retour de Milan, que ce Ministre avoit lui-même conseillé aux Espagnols d'entreprendre dans la Valteline l'irruption, qu'ils venoient de faire. Les Politiques & ceux qui connoissoient l'intérieur de la Cour de France ne se laisserent point éblouir par la Harangue de Gueffier. L'inclination qu'on connoissoit à la Régente pour la Nation Espagnole, & la soumission du *Marechal d'Ancre* aux volontés de cette Princesse, laissent un levain dans les cœurs, qu'on ne pouvoit pas aisément arracher par de belles paroles.

paroles, & ne disculperent point auprès d'eux un Ministre, qui leur paroissoit avoir agi en conséquence.

Quoiqu'il en soit, la *Ligue Haute* ne conclut pas moins son Traité avec l'*Espagne*, & pour se mettre en état de le soutenir, elle mit un Corps de 1500. hommes sur pied, & reçut un Ambassadeur Espagnol dans son quartier pour s'en servir dans les occasions, où elle auroit besoin de son conseil. Les articles du Traité portoient : *Qu'il y auroit paix perpétuelle entre les Milanois & les Grisons ; & qu'on la renouvelleroit de douze en douze ans. Qu'on ne souffriroit dans la Valteline que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Que la Jurisdiction Ecclesiastique seroit dévolüe à l'E. vêque de Côme. Que la Valteline recevroit le Cancile de Trente, & se serviroit du Calendrier Grégorien. Que les Proscrits Réformés auroient la liberté de venir habiter sette vallées chaque année pendant deux mois, pour y jouir de leurs biens & de leurs patrimoines ; mais qu'il ne leur seroit pas permis d'y demeurer avec leurs femmes, & leurs enfans. Que le Fort de Rive resteroit pendant cinq ans en la puissance du Gouverneur de Milan, au bout desquels on le feroit démolir avec celui de Buschlas ; mais que les autres, qui sont dans la Valteline, demeureroient au pouvoir des Milanois pendant l'espace de huit ans, sous la condition que les clefs de Tirano & Morbégno seroient entre les mains des Podestats*

de la Ligue. Que le passage ne seroit accordé que défensivement au travers des Grisons, & que les Troupes n'y passeroient qu'au nombre de 200. hommes à la fois & sans armes ; mais qu'elles pourroient traverser la Valteline armées de toutes pièces. En échange le Duc de Féria promettoit aux Grisons une pension annuelle de 1500. Ducatons en espèces. Qu'il n'exigeroit d'eux pas moins de douze Drapeaux, & pas plus de vingt-quatre. Que la solde seroit sur le pied des Troupes Suisses. Qu'il entretiendrait quatre stipendiaires de chaque Ligue dans le Collège de Milan. Enfin qu'on donnoit deux mois de tems aux deux autres Ligues pour entrer dans le présent Traité, à défaut de quoi elles en seroient exclues pour toujours, accordant en outre le passage aux Troupes de ceux qui seroient entrés dans cette Confédération au travers du Milanois, pour aller au service des Princes d'Italie, qui voudroient les employer.

Ce Traité causa une grande altération parmi ceux de la Ligue Haute même, qui voloient, qu'il conduisoit insensiblement la Nation sous la Domination Espagnole. Les deux autres Ligues en marquerent hautement leur mécontentement, & la rage fut poussée si loin, que des personnes de considération aiant juré la mort des Auteurs de cette Confédération, m'assacrèrent Pompée de Planta dans son château de Riedberg, & quelques autres de ses Partisans dans la basse Engadine.

La

La *Maison Dieu*, & les *Dix Droitières* protestèrent formellement contre le *Capitula*, exhortèrent la *Ligue Haute* de s'en déporter, de considérer les Alliances confédérales & de ne se point séparer d'eux dans ces conjonctures. Mais ces protestations n'ayant pas pu avoir leur effet, les deux Ligues ne virent point d'autres moïens que de courir aux armes & d'en venir aux mains avec leurs Compatriotes. Ils les chargerent avec tant de valeur au Pont de péage auprès de *Thufis*, qu'ils obligèrent ceux de la *Haute Ligue* à leur céder le champ de bataille avec perte. Cet heureux succès anima ceux de *Davos* & de *Prétigou*. Ils prirent les armes, & vinrent joindre les Troupes des deux Ligues victorieuses, qui étoient occupées à chercher l'occasion de couper l'Armée des Cantons Suisses Catholiques. Ceux-ci s'en appercevant abandonnerent les environs de *Thufis*, & se retirèrent du côté d'*Ilantz* pour être plus à portée des frontières de leur Pais, & en état de s'y jeter en cas qu'ils y fussent contrains.

Les *Engadins* de leur côté pénétrèrent dans la Seigneurie de *Retzius*, en pillèrent le château, & de là passant à *Richenau* vinrent joindre le gros de l'Armée, qui en s'augmentant tous les jours commençoit à devenir formidable & à tenir la campagne avec supériorité & avec avantage. Les Chefs déclarèrent à l'Ambassadeur de France : Qu'ils n'avoient

D'autre dessein dans la guerre, qu'ils entreprenoient malgré eux, que de maintenir la liberté des deux Religions dans la Rhétie, aussi bien que le Traité confédéral, & les Alliances, qui avoient été faites par le consentement général des trois Lignes Grises. De Gueffier loua leur entreprise, & les assura du secours de Sa Majesté le Roi son Maître; après quoi les Engadins & ceux de Davos allerent camper à Valendos, où ils furent attaqués par les Uraniens & les Zugois, quoiqu'il leur fut ordonné par la Diette de Baden d'observer une exacte Neutralité. Le combat fut d'abord sanglant & à l'avantage des assaillans, parce que aiant été secourus par les autres Suisses, il ne leur fut pas difficile de pousser leurs ennemis pendant une nuit sombre, qui empêchoit les combattans de se connoître. Mais les Engadins aiant mis le feu à une maison pour éclairer leurs actions, la fortune paroissoit leur devenir favorable, & ce ne fut que par la trop grande supériorité, qu'ils se virent forcés de se retirer après un combat, qui avoit duré pendant 7 heures.

Cette défaite n'abattit point le courage des vaincus. Les Troupes des deux Lignes les étant venuës joindre, elles marcherent toutes ensemble le 3. d'Avril 1621. à Flums, où elles passerent la nuit, & envoierent sommer les Suisses de rendre le butin, qu'ils avoient fait à l'affaire de Valendos; mais n'aiant obtenu aucune réponse, l'Armée décampa le

4., & marcha droit à *Ilantz*, dans la disposition de livrer bataille. Les *Suisses* n'osèrent pas s'y engager. Ils se retirèrent avec ceux de *Masox* & de *Dissentis*. Le 5. les deux Armées firent un mouvement, ce qui obligea les *Masoxains* de se séparer des *Suisses*. Les premiers se jetterent dans la vallée de *Médéla*, les derniers prirent par *Tavetsch*, où les *Grisons* les poursuivirent, pendant que les *Prétigovains* aiant passé la montagne malgré la quantité de neige, dont elle étoit couverte, alloient couper le passage, & mettre les *Suisses* entre deux feux; mais ceux-ci aiant été avertis de leur marche, ils prirent la fuite, & abandonnerent non seulement le butin, qu'ils n'avoient pas voulu rendre, mais aussi une partie de leurs armes. Les *Grisons* s'arrêterent aux frontières de la *Suisse* ne voulant pas suivre leurs ennemis dans leur propre pais, quoique les *Zuriquois* fussent venus à leur secours jusqu'à *Ems*.

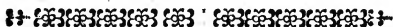
La retraite des *Suisses Catholiques* réduisit la *Ligue Haute* à la soumission. Elle rentra dans la Confédération, & renonça au Traité avec l'*Espagne*. Mais les *Masoxains* animés & séduits par *Antoine Giori* & par d'autres partisans du *Duc de Féria* ne voulurent point s'en départir. Ils y persisterent, & demanderent des Troupes au *Duc* pour se mettre en état de se défendre, en cas qu'on vint les attaquer dans leurs montagnes.

Les deux Liges , après des succès si heureux , retournerent triomphantes à Coire. Leur Armée campa à Ems , où les Députés des Cantons Protestans arriverent de *Wesen* y ayant laissé ceux des Cantons Catholiques , qui après avoir appris la fâcheuse aventure de leurs Troupes , reprirent le chemin de leur pais , ne jugeant pas à propos de s'exposer au caprice d'un peuple , qui n'avoit pas lieu d'être satisfait de leur conduite. On convint au Camp de renvoyer les Troupes , & de n'y garder que les Drapeaux & l'artillerie avec un détachement de dix hommes par Compagnies pour leur sûreté. On nomma ensuite un Notable de chaque Jurisdiction avec plein-pouvoir de traiter avec l'Ambassadeur de France , & avec ceux des Suisses , pour terminer amiablement les troubles , qu'on avoit si souvent vû renaitre.

Les Notables , après avoir par préliminaire conféré ensemble , députerent trois Magistrats de la *Ligue Haute* , & deux de chacune des autres Liges pour venir déclarer aux Ambassadeurs , *Que la Ligue Haute aiant reconnu son tort en avoit donné des preuves convaincantes par un retour sincère à l'Union confédérale , & que ses Drapeaux étoient actuellement transportés dans le Camp d'Ems , où ils étoient arborrés à côté des leurs. En second lieu que les trois Liges sous le bon vouloir de l'Ambassadeur de France & de ceux des Cantons avoient décrété.*

*I. D'envoier en Suisse trois Députés à la première Diette, qu'on y convoqueroit, ou si l'on tar-
doit trop à l'assembler, d'informer clairement les
Cantons des raisons pressantes, qui les avoient
obligés à prendre les armes, à rappeler les Trou-
pes Suisses Catholiques de leur pais, & à faire re-
noncer la Ligue Haute au Traité soit au Capi-
tulat de Milan, avec priere au Corps Helvé-
tique de ne donner aucun azile à leurs Sujets dés-
obéissans, mais de leur tendre main pour repren-
dre la Valteline. II. D'écrire à l'Archiduc
Léopold pour le supplier religieusement le Traité
de l'Union héréditaire, comme de leur côté ils
étoient résolus de le garder scrupuleusement, de
renvoier leurs Sujets désobéissans dans leur pais,
& de leur rendre la Vallée de Moûtier, dont
il s'étoit emparé, afin qu'environ 1500. person-
nes, qui en avoient été chassées, pussent librement
revenir dans leur Patrie. III. Enfin de prier
le Gouverneur de Milan de refuser sa protection
à leurs Sujets désobéissans, & de leur rendre la
Valteline avec assurance, qu'en ce cas là ils viv-
roient de leur côté dans une bonne union & par-
faite intelligence avec l'Etat. Ces Députés a-
jouèrent, qu'ils avoient encore ordre de prier
les Ambassadeurs d'employer leurs bons offices au-
près du Roi de France, de la République de Ve-
nise, du Duc de Savoie, de la République de
Valais, & des Princes Allemans, afin d'en ob-
tenir un prompt secours dans le besoin. Il n'y
eut qu'une seule voix sur ces propositions,*
 & le

& le prudent Decret des Ligues fut unanimement approuvée.



LIVRE SIXIEME.

LE Duc de Féria ne faisoit aucune réflexion sur le Traité de *Madrid*. L'accord apparent des Rois de France & d'Espagne ne lui sembloit pas un motif suffisant pour négliger au détriment du Roi son maître les intelligences qu'il conservoit dans les *Grisons* ; & il ne croioit pas d'ailleurs que la retraite des Troupes des *Cantons Catholiques* dût l'empêcher de se servir des moïens , qui soutenoient son espérance. Il regardoit cette retraite comme un événement que la guerre produit tous les jours , mais qui n'est pas absolument irréparable. Il étoit bien assuré , que ces mêmes *Cantons Catholiques* ne lui manqueroient pas dans l'occasion ; que l'*Archiduc Léopold* faisoit des préparatifs considérables pour rentrer dans les *Grisons* avec une Armée capable de s'en rendre maître ; que les *Masoxains* ne lui défendroient pas l'entrée de leur Vallée ; enfin le Duc de Féria n'ignoroit pas , que les *Grisons* pressés par le besoin d'argent , en avoient demandé à l'Ambassadeur de France , & que ce Ministre les avoit renvoïés jusqu'à l'arrivée de *Guillaume ou François*

çois de Monthelon, que la Cour envoioit pour Ambassadeur extraordinaire auprès du *Corps Helvétique*. Ce refus, qui fut fait malgré les pressantes sollicitations des *Vénitiens* auprès de *Gueffier*, jetta les *Grisons* dans une consternation d'autant plus grande, qu'ils apprirent dans le même tems, que les *Espagnols* s'étoient rendus maîtres de la Vallée de *Mafsox*, où ils n'avoient trouvé aucune résistance; & qu'ils étoient actuellement en marche pour s'emparer des passages du *Comté de Clèves*, & des autres endroits qui pouvoient leur faciliter la conquête de leur Pais.

Dans cette triste situation les *Lignes* s'adresserent aux Députés des Cantons Réformés pour en obtenir du secours en hommes & en argent; mais comme ceux-ci voioient la défaite dont s'étoit servi l'Ambassadeur de *Gueffier*, & que ce Ministre n'en vouloit pas démordre, ils crurent, qu'ils pouvoient bien de leur côté user du prétexte ordinaire *ad Referendum*. De sorte que les *Grisons* connurent dans cette occasion la vérité du proverbe trivial; *Qu'on ne doit pas toujours compter sur ses amis*.

Sur ces entrefaites les *Espagnols* pénétrèrent dans la *Ligue Haute* avec le secours de quelques Troupes Suisses tirées des environs de *Bellinzona*. C'est à cette occasion, qu'on assembla une Diette, où les Cantons Catholiques ne voulurent pas se rencontrer, alléguant

quant l'inconstance naturelle des *Grisons* & leur ingratitude à leur égard ; deux vices dont on ne se corrige difficilement ; outre , dirent-ils , qu'ils étoient charmés d'abandonner la pacification de ces troubles domestiques à l'habileté du Ministre de France, qui parviendrait bien sans leur ministère à les terminer heureusement.

La désunion du *Corps Helvétique* n'accommodoit pas les affaires des *Grisons* ; car quoiqu'ils eussent eu le bonheur de repousser les *Espagnols* de la *Vallée de Masox* , l'*Archiduc Léopold* armoit fortement de son côté , & étoit prêt à se rendre maître de leur pais. Ce Prince leur avoit déjà refusé la liberté du commerce , & marquoit par toutes ses démarches , qu'il n'attendoit que le moment favorable pour commencer les actes d'hostilité. Ce fut à cette occasion , que les Liges prièrent instamment les Cantons Protestans assemblés à *Arau* de leur fournir des Troupes & de l'argent. *Stettler* assure , qu'on y marqua beaucoup de bonne volonté , & que les Etats Réformés furent fort en peine pour le salut de leur Confédérés. Mais il ne dit pas , que la représentation des *Liges Grises* ait eu un autre effet.

Dans ces circonstances *François de Montbois* Ambassadeur extraordinaire de *Louis XIII.* arriva en *Suisse* au commencement du mois de *Mai 1621.* Il apporta une lettre du Roi adressée

adressée au *Corps Helvétique* datée de *Saint Germain en Laie* le 22. *Mars*. Ce Monarque exhortoit les Confédérés de s'emploier vivement en faveur des *Grisons*, de tenter toutes les voies amiables à ce sujet, & si elles ne suffisoient pas, de ne pas hésiter un moment à prendre les armes pour le salut d'une Nation, qui leur étoit si étroitement alliée, & dont la conservation leur importoit autant qu'à la *France*. *Montbolon* ensuite passa à *Arau*, où il trouva les Cantons Réformés assemblés. Il leur recommanda en particulier les intérêts des Liges, après quoi il partit pour les *Grisons*, où il trouva que les *Espagnols* s'étoient emparé des passages du côté du *Tirol* & de la *Valteline* pour être en état de pénétrer dans le pais. A cette vûe il tâcha d'arrêter les ennemis en envoyant un Gentilhomme au *Duc de Féria*, pour lui faire les représentations convenables en conséquence du Traité de Madrid. Le Duc reçut l'Envoié avec beaucoup d'égard, & le renvoia chargé de complimens pour l'Ambassadeur & d'une lettre pour *Louis XIII.*

L'*Archiduc Léopold*, à qui *Montbolon* avoit aussi envoyé un Gentilhomme, ne répondit pas avec la même politesse. Il entra dans une grande colére, & se répandit en injures contre les *Grisons*. De sorte que l'Ambassadeur voiant tant d'irritation & si peu de bonne foi dans les démarches du *Duc de Féria*,

se détermina , suivant ce qui avoit été résolu à *Madrid* , de se rendre à *Lucerne* auprès du du Nonce Apostolique pour y attendre les Députés des Cantons Catholiques , qui devoient s'y assembler , afin de délibérer si le Traité de *Madrid* , que le Roi de France leur avoit fait communiquer , leur pouvoit être agréable , ou non.

Les esprits étoient trop divisés pour oser espérer un heureux succès des négociations qu'on entreprenoit. Les promesses de la *France* , & la protection dont elle assûroit les Liges ne suffisoient pas pour remédier à un mal pressant. Les plus éclairés d'entre les *Grisons* le voioient bien , & ils s'attendoient à une révolution prochaine , qu'ils regardoient comme inévitable. Car l'achoppement étoit toujours le rétablissement de l'*Evêque de Coire* , & l'unique exercice de la Religion Catholique Apostolique & Romaine , que le Nonce proposoit à *Montholon* Ambassadeur extraordinaire & à *Miron* Ambassadeur ordinaire du Roi. Ces deux Ministres ne voulurent pas positivement se déclarer sur cette proposition , mais ils laisserent appercevoir une façon de mystère , qui les rendoit toujours maîtres de la négociation. Le Nonce , qui étoit *Alexandre Comte de Scapi* , prit de là occasion d'insister sur l'exécution du Traité de *Madrid* dans la persuasion qu'avec le temps les obstacles cesseroient , & qu'il pourroit

pourroit trouver un moment favorable pour faire une seconde tentative, qui lui réussiroit. Il dit donc en pleine séance : *Que le Souverain Pontife ne voioit qu'avec une extrême douleur ce sujet de discorde, qu'il ne lui convenoit pas de souffrir, vu qu'il pouvoit être la source d'une cruelle guerre entre les deux plus puissants Princes de la Chrétienté, en mettant toute l'Italie en combustion.* Mais ce détour du Légat ne fit aucun effet dans la Diette. On dissuada aux Cantons la garantie du *Traité de Madrid*; & chacun le fit suivant les intérêts qu'il y avoit. La France cherchoit l'abaissement de la *Maison d'Autriche*, & c'est pour cela qu'elle s'opposoit à son aggrandissement. Les Grisons exilés n'y trouvoient aucun avantage, parce que le *Traité* ne faisoit aucune mention particulière d'eux. Les *Valtellins* apprehendoient de rentrer sous la domination des Ligues. Les Autrichiens & les Espagnols bien loin de vouloir céder les conquêtes qu'ils avoient faites sur les *Grisons*, se préparoient au contraire à en faire de nouvelles. C'est pourquoi *Adrien Thomdsin* Ambassadeur d'*Albert VI. Archiduc d'Autriche*, pour interrompre la Diette, réveilla l'ancienne querelle de la présséance entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, quoiqu'on l'eût voulu prévenir à *Madrid*, en convenant de n'envoyer à *Lucerne* qu'un Ambassadeur de la part du *Duc d'Autriche* & non de celle d'Es-

pagne Mais pendant qu'on informoit les deux Cours intéressées dans cet incident, *Albert* mourut sans postérité le 13. *Juillet* 1622. âgé de 62. ans; & comme le pouvoir du Ministre cessoit par la mort du Principal, les Ambassadeurs ne se rassemblèrent plus. De sorte que pendant cet intervalle les Partisans du *Duc de Féria* agirent vivement auprès des Cantons Catholiques, en leur représentant le danger qu'il y avoit pour eux d'entrer dans une garantie, qui pourroit avoir des suites fâcheuses & désobliger peut-être l'un des deux Rois par quelques démarches irrégulières. Que d'ailleurs les Grisons ne méritoient pas, qu'ils s'exposassent au risque d'être inquiétés pour une Nation, qui avoit marqué si peu d'égard pour eux; & enfin que le libre exercice de la Religion n'étant point assez assuré, il ne leur convenoit point de prendre un parti, dont ils auroient lieu de se repentir.

Ces représentations jointes à l'inclination qu'on avoit pour les Espagnols engagèrent enfin les Cantons Catholiques à répondre sur cela : Qu'ils ne s'étoient que trop mêlés des affaires des Grisons sans en retirer d'autres fruit, qu'une extrême ingratitude de leur part, sans parler de la dépense considérable qu'on avoit faite à ce sujet. Que d'ailleurs la chose étant entre les mains des premières têtes de l'Europe, savoir du Pape, & des Rois de France & d'Espagne, il étoit de la bienséance de l'abandonner tout uni-
guement à leur décision.

C'est

C'est ainsi que finit la fameuse Diette de *Lucerne*, sur laquelle toute l'Europe avoit les yeux ouverts, & qui sembloit devoir décider du sort de la *Rhétie*. Mais dans ce Congrès, comme dans beaucoup d'autres, on cherchoit à se prévaloir des conjonctures. Les *Suisses Catholiques* vouloient l'unité de la Religion Romaine; Système qu'ils ont soutenu depuis la prétendue Réforme, & dont ils n'ont jamais voulu démordre. Les *Cantons Protestans* pensoient différemment. Ils n'oublioient rien pour introduire les nouvelles opinions; & ils croioient y parvenir en établissant la liberté de conscience. Les *Grisons* étoient partagés; & cette désunion en causant leur aveuglement fournissoit aux *Espagnols* le moyen de les subjuguier, comme ils le firent. Le *Duc de Savoie* n'aimoit pas la Cour d'Espagne, il vouloit plaire à celle de France. Il avoit ses vûes. Le *Pape* auroit souhaité la paix; & la conduite de son Nonce ne nous permet pas d'en douter. La France peut être étoit alors le moins en état de conseiller absolument aux *Cantons Catholiques* d'accepter la garantie du *Traité de Madrid*. Les troubles du Roïaume, la guerre contre les Huguenôts, & le siège de *Montauban*, où *Louis XIII.* étoit occupé, & où les *Suisses*, qui étoient à son service, firent des merveilles sous la conduite de leurs Colonels & sur tout de leur Colonel Général de *Bassompierre*.

pierre, ont fait croire à bien des gens que les Ambassadeurs François dissuadoient sous main aux *Suisses Catholiques* la garantie, dont on vient de parler. Ce qui paroît être combattu par les conditions, que de *Montholon* présenta aux *Grisons* pour parvenir à la restitution de la *Valtelline*. Premièrement d'annuler la sentence de bannissement qu'on avoit portée contre l'Evêque de Coire, & de rétablir ce Prélat dans son siège Episcopal avec tous les revenus qui y sont annexés, en lui laissant le libre exercice de sa Jurisdiction spirituelle & temporelle. En second lieu, de rétablir l'Abbaie dans les Dix Droitures, & les Curés dans leurs bénéfices en leur restituant les revenus, qu'on avoit donné aux Ministres, ou qu'on avoit employés aux choses profanes. Il étoit dit encore, que la Religion Catholique seroit réintroduite dans les trois Liges singulierement dans Coire, & que les Decrets, qu'on avoit fait contr'elle, seroient annullés; qu'il seroit libre aux Religieux d'exercer leur Mission dans tout le pais sans aucun empêchement. Que les Catholiques condamnés à la mort pour crime seroient administrés & enterrés suivant l'usage de l'Eglise Romaine. Que les Ecclesiastiques ne seroient jugés que par l'Evêque & son Officialité. Que la contestation survenue à Zizers, Underfas, & Trims au sujet de la Religion, seroit terminée à l'amiable. Qu'il seroit permis de fonder des Collèges, des Cloîtres, & des Eglises nouvelles. Que les exi-

les Catholiques Grisons seroient rétablis dans leurs biens, & pourroient retourner librement chez eux. Que dorénavant il n'y auroit point d'autre Religion dans les trois Liges que la Catholique, Apostolique & Romaine. Que le Couvent des Dominicains & les Eglises Paroissiales de Morbégno, dont on s'étoit emparé depuis douze ans, seroient rendus à leurs légitimes Possesseurs. Que l'Evêque de Côme exerceroit toutes les fonctions Episcopales dans la Vallée de Morbégno. Enfin qu'il y auroit un pardon général sans aucune restriction ni exception ; & que les decrets portés contre les Catholiques par les Chambres de Justice de Thufis & de Davos ne pourroient leur porter aucun préjudice sous quel prétexte que ce pût être.

De Gueffier assûroit positivement les Grisons, que la restitution de la *Valtelline* dépendoit de l'agrément des Articles, qu'il leur proposoit. Ce Ministre s'adressa aux Chefs des Liges, aux Prédicans, & même aux *Valtelins Réformés*, qui avoient été bannis de leur pais ; mais comme il connut, que ces articles leur paroissoient trop durs & trop contraires aux nouvelles opinions, il les flatta d'un adoucissement en promettant des sommes considérables d'argent en dédommagement, & qu'il iusteroit, pour qu'on permit aux Réformés de bâtir un Temple dans la ville de *Tirano* & le libre exercice de leur Religion dans le Palais de *Sondrio*.

Les Grifons répondirent d'abord uniment ; Qu'ils avoient accepté le *Traité de Madrid*, qui les empêchoit de prêter l'oreille à d'autres propositions. Mais l'Ambassadeur ne pouvant se contenter de cette réponse, & demandant une déclaration par écrit, ils la lui donnerent dans les termes suivans. *Que dans la Rhétie l'exercice des deux Religions, Catholique & Reformée, y étoit permis, & qu'on n'y génoit aucunement les consciences. Que les Catholiques y avoient des Eglises, des Couvents, & des Collèges, où ils pouvoient faire le service divin suivant leur usage, auquel on ne mettroit aucun empêchement, moiennant qu'on ne cherchât pas à introduire dans le pais des Religieux, qui en étoient exclus par les Loix. Que l'Evêque de Coire ne pouvoit pas se plaindre, qu'on eût donné atteinte à sa juridiction temporelle ; mais qu'étant lui même un membre de l'Etat, il paroïssoit équitable, qu'il se soumit comme tel aux Decrets & à la décision des Tribunaux, quand il se trouvoit en contention avec les Communautés, ou avec les particuliers. Ce que ses Prédécesseurs n'avoient jamais refusé de faire fondés sur les Loix fondamentales de la République, auxquelles aucun membre, qui la composoit n'avoit jusqu'à présent osé désobéir. Que l'Evêque ne trouveroit aucune contradiction dans sa juridiction spirituelle auprès des Catholiques. Que les matieres Matrimoniales étoient soumises aux Réglemens, qu'on avoit faits à ce sujet en 1527. Que le*

Calendrier

Calendrier Grégorien n'avoit pas été reçu de tous les Catholiques, nommément dans le Valais. Qu'ils laissoient parvenir les revenus de l'Eglise à leurs Ministres, comme les Catholiques à leurs Prêtres. Que les Decrets à l'occasion des dixmes avoient été exactement observés dès l'année 1537., en laquelle on les avoit émanés. Qu'en égard au Couvent dans les Dix Droitures, puisque les Habitans de cette Ligue avoient embrassé les nouvelles opinions, il étoit naturel, à ce qu'il paroïssoit, que le Ministre, qui leur prêchoit l'Évangile en tirât les rentes. Que les Catholiques n'avoient point été bannis du pays par rapport à leur Religion; & que leur Religion n'étoit point la cause, qu'on ne leur permettoit pas d'y rentrer. Que la confiscation de leurs biens avoit été employée au profit des Communautés & à soutenir les frais publics. Qu'ils ne pouvoient pas consentir, qu'il n'y eût dans la Valteline & dans le Comté de Borinio que la seule Religion Catholique: Qu'à l'égard de cet article il s'en tenoient uniquement au Traité de Madrid. Que les Dominicains, ou autres Religieux pouvoient demeurer tranquillement dans le Couvent de Morbégno, pourvu qu'ils ne fussent point réfractaires aux Loix. Que le Pouvoir de l'Evêque de Côme avoit eu ses bornes & ses restrictions dans la Valteline, pendant que cette Province étoit sous la domination des Grisons, comme il constoit par les Decrets; & que personne ne s'étoit jamais avisé de contredire ni d'em-

pêcher ce Prélat dans les fonctions de son Ministère, qui de droit lui convenoient suivant les Lettres Patentes du pais. Enfin qu'ils ne puniroient personne dans la Valteline que du consentement de l'Ambassadeur, à qui ils recommandoient le bien de la République.

Après avoir remis cette réponse à l'Ambassadeur de France, les Grisons firent une Apologie, qu'ils présenterent encore à ce Ministre pour être envoyée au Roi son Maître. Elle contient beaucoup de plaintes, & est remplie d'invectives contre les *Valtelins*, qu'ils appellent rebelles. Elle commence par une misérable & fade allusion à Eve & au serpent qui la trompée, & finit dans le même goût. Comme l'Histoire n'apprend pas que de *Gueffier* en ait fait usage, on a cru, qu'il étoit inutile de grossir ce Tome par un récit, qui n'a rien d'essentiel pour l'intelligence de cette Cronologie. Il suffit de dire, que cette Apologie renferma un stile très mordant comme le sont tous ces sortes d'ouvrages, qui tendent à dénigrer une Nation, contre laquelle on croit avoir sujet de se plaindre. En tout cas, si l'on est curieux d'en sçavoir le précis, on renvoie le Lecteur à *Stetler* & à *Lauffer*, qui l'ont rapportée tout au long dans leur *Histoire de la Suisse* à l'époque de 1621.

A la suite de l'Apologie dont on vient de parler, *Lauffer* raconte un trait du Duc de Férar,

Féria, que *Stetler* paroît ignorer, ou auquel du moins il ne semble pas avoir fait attention. *Lauffer*, dis-je, nous apprend, que deux jours après, que les *Grisons* eurent remis leur réponse aux articles que l'Ambassadeur leur avoit proposés, un Marchand de *Milan* nommé *Julius César Cicer*, qui sous prétexte de son commerce avoit obtenu un sauf-conduit, parut en Conseil à *Coire* le 20. d'*Août* déclarant : Que le Duc de *Féria* lui avoit fait connoître à son départ de *Milan*, qu'il étoit disposé à traiter avec les *Grisons* touchant la restitution de la *Valteline*, pourvu que ceux-ci envoiasent des Députés à ce sujet, & qu'on voulût bannir la Religion Protestante de cette Province. Que le Duc étoit surpris, que l'on donnât tant de crédit aux paroles de l'Ambassadeur de France, qui, comme tout le monde le sçavoit, n'étoit rien moins qu'en état d'y satisfaire, puisque le Roi son Maître étoit assez embarrassé par les démêlés, qu'il avoit avec les *Huguenots* de son Roïaume, & par le siège de *Montauban*, qui lui réussissoit si mal. Que les *Grisons* devoient considérer, que *Louis XIII.* ne pouvant leur donner aucun secours dans ces conjonctures, & que leur Pais n'ayant aucune Place forte, il étoit ouvert de tous côtés à l'ennemi, qui pourroit l'attaquer, quand il voudroit.

De Gueffier fut sensible à cette hardie représentation du Marchand Milanois, & après avoir témoigné combien elle lui dé-

plaisoit, il demanda, qu'elle lui fût communiquée par écrit. C'est à quoi *Jules César Cicer* consentit très volontiers.

Quant aux *Grisons* ils ne furent point irrités de ce discours, qu'ils regarderent d'un œil d'indifférence & sans y faire la moindre attention. Ils eurent certainement raison d'en agir de la sorte, puisque quatre jours après ils apprirent, que le *Duc de Féria* avoit fait une irruption dans le *Comté de Clèves* avec un corps de 3000 *Napolitains*, que leur Milice avoit eu le bonheur de repousser vigoureusement.

D'un autre côté les *Zuriquois* avoient déjà entrepris dès le mois de *Juillet* d'assembler les Cantons à *Baden*; mais les Catholiques refuserent de s'y rencontrer sous prétexte, qu'ils avoient remis l'affaire des *Grisons* à la décision du *Pape* & des Rois de *France* & d'*Espagne*. De sorte que cette pauvre Nation se trouvoit dans un étrange embarras se voyant abandonnée de tout le monde, tandis que le Ciel & la Terre sembloient conspirer contr'elle, & avoir résolu son entière extinction.

Les Cantons Protestans s'assemblerent cependant encore à *Bremgarten*, pour délibérer sur les moïens d'assister les *Grisons* dans leur nécessité. Les deux Ambassadeurs de *France* de *Montholon* & de *Miron* s'y trouvent. On y lut quelques lettres particulières adressées

adressées aux Députés, par les quelles on leur donnoit avis des mesures, qu'on avoit prises à la Diette de Coire, pour se défendre contre la trop grande puissance des *Espagnols*; qu'on s'y étoit déterminé à prendre les armes & à chercher du secours auprès des Alliés. Il fut ensuite question de répondre aux deux Ambassadeurs sur la proposition, qu'ils avoient faite à la Diette de la *Saint Jean* en pleine Assemblée du *Corps Helvétique*. Les *Cantons Protestans* avoient déjà délibéré là dessus à *Arau*, où il fut convenu de la réponse suivante. *Que comme il auroit plu au Roi Très - Chrétien de se porter Médiateur dans les affaires des Grisons, & de contribuer à leur pacification en cherchant les moiens de leur faire rendre la Valteline, qu'on leur avoit enlevée contre toute justice & pure usurpation, & qu'à ce dessein Sa Majesté avoit eu la bonté d'envoyer le Seigneur de Bassompierre en Espagne, les Cantons Reformés ne pouvoient se dispenser d'en marquer leur satisfaction par l'intérêt, qu'ils prenoient au repos & la tranquillité des Liges Grises leur Allies. Qu'ils auroient cependant souhaité, que les Cantons Catholiques eussent voulu concourir avec eux pour leur donner une réponse concordante & unanime; mais qu'ayant plu aux Catholiques en cette occasion de se séparer des Réformés, & de répondre à Lucerne en particulier au Seigneur de Montholon, ils ne pouvoient que garder un profond silence sur cet-*

se conduite. Que de leur côté ils étoient en état de déclarer les sentimens & la résolution de leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs, moiennant que les Ambassadeurs les édifiassent suffisamment sur les trois points suivans. Premièrement s'ils étoient convenu au sujet du Traité de Madrid avec le Nonce du Pape, & avec le Président de Dôle. En second lieu, en cas que les Cantons Protestans confirmassent le dit Traité, & que les Cantons Catholiques ne voulussent y adhérer, si le Concordat de Madrid auroit également lieu. Troisièmement de quels moyens on pourroit se servir pour obliger les Grisons à se conformer à ce Traité, s'ils refusoient d'y satisfaire ?

Montholon répondit sur le premier ; Qu'il n'avoit jamais pu venir à bout de parler en personne avec le Président de Dôle, mais qu'il en avoit prié le Légat, qui s'étoit chargé de cette négociation, le Caractère d'Ambassadeur d'Espagne, que le Président prenoit, l'ayant empêché d'en venir à une explication avec lui. Que cette difficulté avoit non seulement retardé cette affaire, puis qu'on avoit été obligé d'en donner avis aux deux Cours, mais que la mort de l'Archiduc Albert ayant éteint le pouvoir du Président, ce Ministre n'avoit par conséquent pas pu agir plus outre. Quoiqu'il eût reçu ordre du Roi Catholique de ne paroître dans le Congrès qu'en qualité d'Ambassadeur Archiducal. Qu'au reste Adrien de Thomdlin n'étant pas favorable au Traité.

et, on n'avoit rien pu conclure à cet égard.

Sur le second point il dit, Qu'il ne lui convenoit pas d'en donner un éclaircissement, puisque le Président de Dôle, le Nonce, l'Evêque de Coire, les Bannis des Grisons, les Valtelins, & les Cantons Catholiques, qui n'avoient pas absolument refusé la confirmation du Traité de Madrid, trouvoient, qu'on n'y avoit pas assez pourvu à la sûreté de la Religion Catholique. Qu'au reste le Roi son Maître lui avoit ordonné spécialement de veiller aux intérêts des Catholiques; qu'ainsi il étoit persuadé, qu'il étoit nécessaire pour le bien & la tranquillité de la Rhétie, que les Cantons Protestans agissent fortement auprès des Grisons pour que ces peuples leur fussent favorables, & ne regardassent pas de si près à cet égard, car en irritant ceux qui faisoient profession de la Religion Romaine, on risquoit de voir tomber la négociation, ce qui paroïssoit être conforme au desir des Espagnols.

Quant au dernier Article; les Ambassadeurs de France ne furent pas en état de donner une réponse positive, parce que les moyens de porter les Grisons à se conformer au Traité de Madrid, dépendoient des circonstances; Que cependant ils étoient convaincus, qu'on y parviendroit aisément, sans qu'on fut obligé d'employer la violence, qui seroit le moyen, dont on ne se serviroit que dans l'extrême nécessité.

Quoique la déclaration de Montholon ne
fut

fût pas entièrement satisfaisante, & qu'elle ne donnât pas aux Députés des Cantons Réformés tout l'éclaircissement & la lumière qu'ils auroient pû désirer, ils déclarerent néanmoins, ensuite du Résultat de la Diette d'*Arau*, que leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs acceptoient avec plaisir le *Traité de Madrid*. Ils prièrent les Ambassadeurs d'y tenir la main, de ne point permettre qu'on y donnât atteinte, & d'employer leurs bons offices pour tâcher de réintroduire la bonne intelligence & une solide paix parmi les *Grisons*. C'est ce que *de Montholon* & *de Gueffier* promirent d'exécuter.

Après cette explication les Députés des Cantons partirent pour *Zurich*, & afin d'y prendre de concert les mesures convenables pour agir conformément à leur engagement en cas qu'on se vît obligé d'en venir à l'exécution. Ils trouverent dans cette ville *Leonelli Ambassadeur de Venise*, qui les assûra de la part sincère, que la République prenoit dans cette affaire; ce qui causa aux Députés autant de satisfaction, qu'ils eurent de chagrin d'apprendre par les avis, qu'ils reçurent des *Grisons*, que ces peuples étoient à la veille de se mettre en campagne, pour tâcher de reprendre par la force des armes les pais dont leurs ennemis s'étoient emparés. La conjoncture ne leur paroissant pas favorable, ils écrivirent aux *Grisons* par le conseil des Ambassadeurs

Ambassadeurs de *France* & de *Venise*, pour les exhorter à demeurer tranquilles, à prendre patience pour quelque tems, & à se conserver dans une parfaite concorde, en attendant qu'on eût arrangé les choses de façon à pouvoir espérer un heureux succès de cette entreprise. Mais les *Grisons*, qui courroient à leur malheur, ne firent pas attention à la sage remontrance des *Cantons Protestans*.

Lauffer attribue à la *Maison d'Autriche Allemande* & *Espagnole* non seulement le dessein de subjuguier la *Rhétie* pour se conserver un libre passage du *Milanois* dans l'*Empire*, afin de se rendre maîtresse d'une partie de l'*Europe*; mais il prétend encore, que par cette conquête elle avoit en vûe de brider tellement les *Suisses*, qu'ils seroient obligés de plier devant elle, sans oser l'arrêter dans le cours de ses victoires, quoique une partie d'entr'eux eût constamment suivi la fortune de cette Auguste Maison. Voici comment *Lauffer* s'explique là dessus : Dès le moment que les deux *Maisons d'Autriche d'Allemagne* & d'*Espagne* eurent convenu entr'elles de supporter la même destinée, & de ne se point séparer d'intérêt, elles dirigèrent leur projet & leurs forces à la conquête non seulement de l'*Empire* & de la *Hollande*, mais de l'*Europe* entière. En *Allemagne*, rien n'échappoit à leurs souhaits. *Frédéric* Roi de *Bohême* aiant perdu une sanglante bataille aux pieds des murailles de sa Capitale,

pitale, & avoit été obligé d'abandonner son Royaume. Le parti Protestant vivoit dans la désunion, & regardoit la destruction des plus puissantes Maisons d'Allemagne avec indifférence. Et quand même l'un ou l'autre Prince, à qui le rapide bonheur de cette Maison faisoit de la peine, pensoit à s'y opposer, la Puissance de l'Empereur lui étoit si fort supérieure, qu'il n'avoit d'autre sort à attendre que celui d'y succomber. C'est pourquoi les Autrichiens ne trouverent pas un meilleur moyen pour donner des fers à leurs voisins, que de s'emparer de la Valteline & de la Rhétie, afin de se conserver la passage d'Italie en Allemagne & d'Allemagne en Italie, afin de tirer avec le tems de bons soldats des Grisons, & afin qu'en entourant de toutes parts la Suisse, elle fût obligée de se ranger sous les Loix, & de les regarder faire.

Il paroît, que Lauffer a trop bonne opinion de sa Patrie dans cette occasion, en insinuant que les Suisses aient été un si fort empêchement aux conquêtes, que la Maison d'Autriche méditoit de faire. Ces Peuples, il est vrai, ont eu le bonheur de combattre heureusement pour leur liberté, mais leur bonheur ne decidoit pas du sort de l'Europe. La valeur est de tout pais.

Quoiqu'il en soit, les Autrichiens tombèrent dans le Prétigon & dans la basse Engadine, & sous la conduite de Rodolphe de Planas ils s'emparèrent non seulement de cette Province,

Province, mais ils se rendirent aussi maîtres de la Ville & du Comté de Cléven. La *Haute Engadine* se rendit par accord, & promit une fidélité inviolable à la *Maison d'Autriche*. Quelques *Grisons*, qui étoient dans l'Armée ennemie, menacerent les Troupes *Zuriquoises*, qui se trouvoient encore dans le Pais; ce qui obligea cette République à les rappeler pour sa propre sûreté, & pour garder ses frontières.

L'*Archiduc Léopold* voulut justifier cette invasion. Ce Prince écrivit d'*Innsbruck* le 27. Octobre 1621. aux *Cantons Protestans*, pour faire comprendre que les *Prétigovins* & *Engadins* l'avoient forcé à s'emparer de leur pais par la violence, qu'ils avoient faite dans son Château de *Ratzuns*, où ils étoient venus à main armée au nombre de trois cens, & où ils avoient commis les actes d'hostilité les plus cruels en pillant & ravageant tout ce qu'ils avoient trouvé sous leurs mains. Qu'ensuite aiant brûlé *Borinio*, malgré la capitulation que cette ville avoit faite avec eux, ils avoient encore menacé de faire une irruption dans le *Tirol*. Que ces raisons étoient si frappantes, qu'elles ne souffroient aucune discussion à ce sujet.

Le *Canton de Zurich* ne l'entendit pas de la sorte. Cet Etat répondit à *Leopold* d'une manière à lui faire comprendre parfaitement que ses démarches ne pouvoient pas être a-

gréables aux *Cantons Réformés*, & qu'on a voit raison de lui faire sentir, qu'il auroit mieux fait de se porter Médiateur avec eux, que de prendre les armes contre une Nation qui jouïssoit de l'*Alliance Helvétique*, & qui par conséquent étoit en droit de profiter des avantages de l'*Union héréditaire*.

Non content de cette représentation; *Zurich* convoqua sur le champ une Diette générale à *Baden*, où *Jean Joëchim de Pintener d'Uri*, au nom du *Comte de Burglavizar*, Ambassadeur extraordinaire d'Espagne, se répandit beaucoup en plaintes sur les affaires des *Grisons*, faisant en échange l'apologie du *Duc de Féria* en disant: Que ce dernier avoit été forcé de faire une irruption dans la *Rhétie* pour faire respecter le Roi son maître, & pour la conservation de ses païs. Qu'il avoit été contraint d'immoler son penchant naturel à la douceur, à la tranquillité, & aux besoins de l'Etat, de même qu'à la nécessité de faire un exemple par la punition de gens inquiets, qui troubloient le repos de la République: Ce que les *Cantons* ne pouvant ignorer, il se flattoit, qu'ils chercheroient comme lui, tous les moyens convenables pour vivre en bons voisins, & pour conserver des deux côtés une parfaite intelligence.

Ensuite après la lecture d'une lettre de la Diette de *Coire*, adressée au *Corps Helvétique*, dans laquelle les *Grisons* faisoient un narré de leur triste situation; les Députés de *Zurich*

rich prirent la parole, & dirent : Que l'état déplorable, où se trouvoient les Liges Grises, devoit d'autant plus toucher la République des Suisses, qu'elle y étoit intéressée par l'union étroite qui les lioit avec elle, par le danger évident qui les menaçoit en cas, que celles ci succombassent sous les efforts des deux Puissances, qui portoient la guerre dans la Rhétie, & enfin par l'expérience qu'on avoit des desseins si souvent manifestés contre la Nation Helvétique, & qui dans cette occasion se développoient visiblement par les malheurs, qui arrivoient à leurs Confédérés, & par le peu d'attention que les Autrichiens marquoient pour l'observation des Traités ; car s'ils avoient des prétentions légitimes contre les Grisons, ne devoient-ils pas chercher à les terminer par la voie du Droit, qui leur seroit ouverte suivant équité & justice ? Ces considérations, ajoutèrent les Députés, méritent bien un soin tout particulier en faveur des Liges, qu'on ne sçauroit abandonner sans se livrer soi-même entre les mains de leurs ennemis. Elles méritent, qu'on oublie quelques légers sujets de méfintelligence, qui auroient pu altérer l'union Helvétique, & qu'on ne s'occupe d'orénavant que de la nécessité de procurer un prompt secours à un peuple affligé & allié. Que pour parvenir à ce but ils avoient ordre de proposer trois moïens, qui avoient parus à leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs les seuls dont on pût se servir efficacement dans les conjonctures présentes. Première-

ment d'envoyer une Députation aux trois Ministres, qui résidoient à Lucerne pour les engager à une suspension d'armes & à l'observation du Traité de Madrid. En second lieu de députer à l'Archiduc Léopold à Inspruck, pour lui demander la même chose, & en même tems la liberté du commerce entre les deux Nations en lui proposant un accommodement amiable ou suivant Droit. Troisièmement de tenter par les Députés de tous les Cantons une négociation auprès des Grisons pour tâcher de ramener la tranquillité & la paix dans leur pays. Que ces moyens innocens ne pourroient pas compromettre le Corps Helvétique, ni donner occasion à personne de s'en offenser.

Les Bernois entrèrent dans les sentimens des Zuriquois ; mais les Cantons Catholiques ne voulurent point se désister de leur opinion. Ils parlerent longtems & vivement sur les affaires des Grisons ; ils se plaignirent des reproches qu'on leur avoit fait dans le tems, qu'ils avoient été au secours des Liges, & conclurent comme dans d'autres Diettes, à ne se point mêler d'une négociation qui étant entre les mains des trois Puissances les plus redoutables de l'Europe, ne devoit pas permettre aux Suisses d'y entrer pour la moindre chose, vû que par là ils s'exposeroient au risque de déplaire à l'une ou à l'autre. On leur fit cependant des sollicitations si pressantes, & les Cantons Protestans leur firent en-
visager

visager la situation des *Grisons* sous une face si affreuse & si digne de compassion, qu'ils consentirent enfin à envoyer vers les Ambassadeurs à *Lucerne*, où ils ne purent rien obtenir, pas même une Audiance gracieuse de *François de Montholon*, quoique ce Ministre eût ordre de sa Cour de s'intéresser pour les *Grisons*.

Tant de délibérations & de Diettes donnerent le tems aux *Autrichiens* de s'emparer de la *Rhétie*. Le Général de *Balderan* & *Rodolphe de Planta* assemblèrent un Corps de 8000. hommes, d'autres disent de 6000. Cette Armée fut destinée à faire le siège de *Coire*, Capitale des *Grisons*. On s'y préparoit, lorsque ceux de *Meienfeld* envoierent au camp huit Députés pour apprendre le sort que les Ennemis leur destinoient, & pour sçavoir si en vertu de l'*Union héréditaire*, ils ne pouvoient pas espérer d'être traités avec un certain ménagement. *Balderan* fit d'abord quelques difficultés; mais réfléchissant sur l'importance de ce Poste, il flatta les Envoies, qu'il n'innoveroit rien par rapport à la Religion, & leur promit un traitement tel qu'ils le désiroient pour les affaires civiles & politiques. Cette promesse ayant enlevé toute crainte, & les *Meienfeldnois* se reposant sur la foi du Général Autrichien, ils ouvrirent leurs Portes à ses Troupes; qui ne furent pas plutôt entrées, qu'elles se saisirent

des Corps de Gardes, des Archives, & enfin du Château, où elles obligerent la Bourgeoisie de porter ses armes, & tout ce qu'elle avoit de plus précieux en bijoux & en argenterie. *Balleran*, après cette expédition, fit conduire l'artillerie, qu'il avoit trouvée dans le Château, au siège de *Coire*, se servant ainsi des propres armes de ceux de *Meienfeld* pour faire la conquête de leur Province.

Les *Zuriquois*, à la requiſition des *Glaronois* qui étoient les plus expoſés aux armes Autrichiennes, convoquerent une Diette générale à *Baden*, dès qu'ils eurent avis des progrès, que les ennemis faiſoient dans les Lignes. Les Députés, qui avoient été envoyés à *Lucerne*, firent leur rapport; ensuite ceux de *Zurich* aiant renouvelé les plaintes, que les *Grifons* ne laiſſoient point tarir dans ces fâcheuſes conjonctures, ils demanderent aux *Catholiques* conjointement avec les Députés des autres Cantons *Proteſtans*, une déclaration poſitive ſur la conduite qu'ils garderoient, en cas que les choſes tournaffent d'une façon à intereſſer le Corps Helvétique pour lui même dans la guerre, que la Maïſon d'Autriche ſembloit vouloir pouſſer au delà de la Rhétie.

Cette queſtion fut longtems agitée; mais enfin on ſe déterminà à envoyer une Ambaſſade à l'Archiduc *Léopold*, qui étoit à *Enſisheim*, & une autre au Duc de *Féria* à *Milan*, pour engager ces deux Princes à la reſtitution des
paix

païs qu'ils avoient conquis, & à rétablir la paix.

On députa aussi vers de *Miron à Solure*, pour lui représenter la triste situation de la *Rhétie*, & combien il importoit à la *France*, qu'elle fût secourüe pour son propre intérêt. Les Députés eurent ordre en même tems de se plaindre du peu d'accueil que de *Montbailon* avoit fait à leurs Ambassadeurs à *Lucerne*, & de proposer : *S'il ne seroit pas à propos d'envoyer à Louis XIII. pour faire connoître à ce Monarque l'état pitoiable & malheureux des Grisons* : à l'égard de ceux-ci on convint de leur faire part des résolutions, qu'on venoit de prendre, & de les avertir de ne point agir offensivement contre les Troupes de l'*Archiduc*, quoiqu'elles fussent entrées dans leur pays, afin de ne point empêcher le succès des négociations qu'on entreprenoit. Les Députés des *Cantons Catholiques* déclarèrent en outre, qu'ils persisteroient dans leur précédente réponse ; mais que dans les occasions, où il s'agiroit du salut de la Patrie, ils seroient toujours disposés à accomplir fidèlement ce que les Traités & la Confédération exigeoient d'eux.

Dans ces circonstances *Léopold* envoya *Christian Schmidlein à Baden*. Ce Ministre y arriva sur la fin de la Diette, mais assés à tems pour avoir audience des Cantons. Il représenta dans la dernière séance, *Que l'Archiduc*

Son Maître n'étoit entré dans les Grisons que pour le maintien de ses droits & prérogatives : Que l'hostilité, que ces peuples avoient commise à son égard en pillant son Château de Retzuns, l'avoit obligé de prendre les armes, & de rompre la Trêve, que les Grisons n'avoient pas respectée eux mêmes ; mais que cette voie de fait ne devoit avoir aucune influence sur les affaires de la Nation, ni ne devoit donner aucune atteinte à l'Union héréditaire, qu'il étoit résolu d'observer scrupuleusement à l'égard du Corps Helvétique & des Grisons, qui n'avoient point trempé dans le pillage de Retzuns. C'est de quoi il avoit ordre positif d'assurer les Cantons de la part de l'Archiduc son Maître, qui ne cherchoit qu'à bien vivre avec les Confédérés.

Il paroît par ce trait de politique, qu'on possédoit dès lors l'art de demander peu pour avoir beaucoup, & que sous prétexte du refus d'une partie on s'emparoit sans scrupule du tout. Leçon que Léopold a laissé à la postérité, & dont un grand Roi a merveilleusement su profiter au désavantage de sa Maison.

Christian Schmidlein ajouta, que la Régence d'Ensisheim lui avoit ordonné de représenter la conséquence des bruits qui se répandoient, que certains Cantons permettoient la levée de quelques Troupes en faveur de ceux, qui cherchoient à broüiller les Cartes en Empire. Que cette conduite sembloit d'autant plus répréhensible, qu'elle
alloit.

alloit directement contre les Constitutions & les Traités, & qu'elle soumettoit les Partisans à la même peine que ces broüillons méritoient. Qu'il étoit bien aise d'en avertir les Cantons, afin qu'ils y missent ordre par une sage prévoyance qui les distinguoit si fort des autres peuples.

Les Suisses ne se récrièrent pas infiniment sur ce discours du Ministre de Léopold. Ils se contenterent de dire : Qu'ils auroient été charmés, que ce Prince se fût épargné la peine de faire cette invasion, & qu'il eût appuyé ses aroits & ses prétentions par une voie plus douce ; mais que puisqu'on les assûroit, que la chose en resteroit là, & que l'Archiduc vouloit être religieux observateur de l'Union héréditaire, ils prioient ce Prince d'être convaincu, qu'ils en agiroient de même à son égard dans l'espérance, que les hostilités cesseroient de sa part. Qu'au reste ils ignoroient parfaitement cette prétendue levée de Troupes, qu'ils n'avoient accordées ni contre la Maison d'Autriche, ni contre aucun Membre de l'Empire. Mais qu'ils donneroient ordre de garder les passages dans le Comté de Sargans, & qu'ils en confieroient l'inspection aux deux Cantons de Schweitz & de Glaris. Ainsi finit la Diette en attendant le succès qu'auroient les Ambassades de Milan & d'Ensisheim.

Les Ambassadeurs étoient partis à la fin du mois de Novembre pour le Milanois. Jérôme de Cassate les reçût parfaitement bien à Altdorf au nom du Duc de Féria. Ce Ministre rési-

doit dans cette Capitale du Canton d'*Uri* ; & y faisoit les affaires du Roi d'Espagne.

Gaspar de la Tour les complimenta à leur arrivée à *Milan* le 5. de *Décembre*. Ce Seigneur à la tête d'une nombreuse Noblesse les accompagna jusques dans l'Hôtel, qu'on leur avoit préparé, & les laissa ensuite dans la liberté de recevoir la visite des Députés des *Liges Grises*, qui vinrent auprès d'eux pour leur recommander leur Patrie opprimée, & abandonnée aux Troupes Autrichiennes & Espagnoles.

L'Ambassadeur de *Venise* vint le lendemain les saluer au nom de sa République ; & le 7. de *Décembre* ils eurent audience du Duc de *Féria*. Ils y furent conduits par le *Signor de la Tour*. On ne peut rien ajouter aux politesses dont ils furent accablés. Le Duc leur parla en Langue Espagnole, & leur dit : Qu'il se sentoit extrêmement flatté d'une Ambassade si illustre, qui le combloit d'honneur, & dont il conserveroit le précieux souvenir pendant le reste de ses jours ; Qu'à la vérité il avoit résolu de ne plus entrer en aucune négociation à l'occasion des *Liges*, mais que la présence des Ambassadeurs d'un Corps aussi respectable, que l'étoit le Corps Helvétique, lui inspiroit d'autres sentimens, & l'obligeoit en leur considération à la reprendre ; Que dans cette vue il ordonneroit à ses Ministres de répondre catégoriquement & avec exactitude sur la proposition qu'ils lui avoient faite de la part
de

de leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs les Cantons Suisses.

Les Grands Juges *Flörin* & *Schmid*, le Bourguemaitre *Gugelberg*, & l'Amman *Juvalta*, Députés des Grisons, vinrent au retour de l'Audience auprès des Ambassadeurs Suisses pour leur apprendre, où ils en étoient avec le Duc de *Féria*. Ils leur dirent : Qu'ils avoient été admis deux fois à parler avec ce Ministre ; mais qu'ils n'avoient pas sujet d'être consolés de la déclaration, qu'il leur avoit faite.

Que le Duc leur avoit fait entendre, qu'il ne pouvoit pas en conscience ni avec équité pour les intérêts du Roi son Maître leur restituer la *Valtelline*, que néanmoins il écouterait la proposition d'un équivalent en argent, si l'on étoit autorisé à la lui faire. Que cette déclaration du Duc de *Féria* les mettoit dans une inquiétude terrible, & réduisoit leur Patrie à la dernière désolation. Que dans cette dure nécessité ils avoient leur recours, & mettoient leur espérance dans la bonté & dans l'assistance du Corps Helvétique. Qu'ils prioient les Cantons d'oublier le passé & tout le désagrément, qu'ils avoient essuïé dans la *Rhétie* pour ne se rappeler que l'ancienne amitié, que les Alliances avoient si longtems entretenuës avant les malheureux troubles qui désoloient leur Nation.

Les Suisses touchés de cette représentation, s'emploierent avec plaisir à rendre les services, qui dépendoient d'eux à un peuple en faveur de qui ils avoient passé les Alpes. Ils
demandèrent

demandèrent un mémoire, sur lequel ils pussent travailler avec le *Duc de Féria*; & ce mémoire consistoit principalement en deux points. Le premier: Qu'il plût au *Duc* de retirer ses Troupes de la *Valtelline* & des *Comtés de Clèves* & de *Borinio*, & de leur rendre ces *Pais* avec la *Souveraineté* que les *Grisons* y exerçoient, avant que les *Espagnols* s'en fussent rendus les maîtres. En second, Qu'au cas que le *Duc* voulût traiter avec eux au nom du *Roi d'Espagne*, ils y étoient autorisés sans avoir besoin de nouvelles instructions.

Mais ce qui inquietoit les *Députés Suisses* aussi-bien que les *Grisons*, c'étoit la proposition que le *Duc de Féria* avoit faite au *Grand Juge Schmid*, au *Capitaine Gaspar de Schavenslein*, & au *Capitaine Dusch*, Envoies particuliers de la part des *Ligues*. Ceux-ci rapportèrent, Que le *Duc* leur avoit demandé le passage au travers des *Grisons* & du *Comté de Sargans*, pour aller en *Alsace* avec un Corps de 4000. *Fantassins* & 500. *Maîtres*, sous promesse d'une bonne discipline militaire, & sous la garantie de l'*Archiduc Léopold* suivant l'assurance qu'en donneroit *Charles Stredele* *Ministre* de ce *Prince*. Cette proposition intéressoit non seulement les *Ligues Grises*, mais aussi le *Corps Helvétique*, & elle étoit d'une conséquence pour les uns & pour les autres. Les *Ambassadeurs* des *Cantons* la sentirent parfaitement, & comme ils n'avoient aucune instruction à

ce sujet, ils conseillèrent à ceux des *Grisons* de se consulter eux-mêmes dans cette occasion, où ils ne pouvoient pas leur donner un conseil convenable.

Le Duc, qui de son côté voioit leur embarras, pressoit extrêmement ce passage. Le *Grand Juge de Mont*, l'*Amman Gaspar de Galsar*, & deux autres Envoies de la *Maison Dieu* lui firent les représentations les plus vives à ce sujet ; mais ce Prince ne les écouta point favorablement, & ne voulut pas leur donner le tems d'en aviser leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs, ni permettre qu'ils en parlassent avec les Ambassadeurs des Cantons. Et lors qu'ils le prièrent d'empêcher le désordre & le pillage que ses Troupes faisoient dans le Comté de *Clèves*, & de leur rendre à des conditions recevables la *Valtelline* & les autres pais, dont il s'étoit emparé, le Duc leur dit : *Qu'ils eussent auparavant à lui accorder sa demande, qu'ensuite il leur donneroit une réponse sur la leur.* Les Députés s'excusèrent à cet égard sur l'insuffisance de leur pouvoir, mais de *Féria* n'y voulant pas faire attention, il les menaça de forcer le passage ; ajoutant qu'il étoit actuellement maître de la plus grande partie de la *Ligue de la Maison Dieu*, & que ne lui étant pas difficile de s'emparer du reste, ils risquoient par un refus opiniâtre & hors de saison de s'attirer tous les malheurs d'une guerre, dont ils seroient mé-

me responsables à leur Nation, puis qu'il les avertissoit, qu'ils ne devoient pas se reposer sur les négociations, qu'on avoit entamées.

De Mont & de Gabalsar communiquèrent leur triste situation aux Ambassadeurs des Cantons, & leur firent comprendre l'extrême embarras, où ils se trouvoient. Car d'un côté ils ne pouvoient pas avec honneur abandonner de vûë la restitution de la *Valteline*, & de l'autre ils fremissoient à celle de tous les malheurs, qu'ils avoient à attendre des Troupes Espagnoles, & les reproches que la Nation leur feroit, si le *Duc de Féria* exécutoit ses menaces. Mais comme on apprit dans ces entrefaites, que les Lignes s'étoient déterminées à accorder le passage, les Ambassadeurs Suisses voiant, que leur conseil ne pouvoit avoir aucune influence dans cette rencontre, ils abandonnerent poliment ceux des *Grisons* à leur propre conduite.

Le lendemain fête de *Saint Etienne*, *Gaspar de la Tour* à la tête d'une nombreuse Noblesse s'étant rendu à l'Hôtel des Ambassadeurs Suisses, les conduisit à l'audiance du *Duc de Féria*, qui leur donna sa réponse par écrit. *Platonius* la rapporte en ces termes. Qu'ils avoient aisément pû juger par la réception gratuite, qu'on leur avoit faite, combien leur arrivée lui avoit causé de joie, & avec quel empressement il desiroit de satisfaire leurs Souverains Seigneurs & Supérieurs en tout ce qui dépendoit

de son Ministère : Que c'étoit - là un témoignage public, qu'il avoit donné de sa considération pour le Corps Helvétique. Que quant aux affaires des Grisons, il étoit de notoriété publique, que leurs troubles volontaires qui les avoient agités jusqu'à présent, & l'oppression dans laquelle ils avoient tenus les Catholiques Romains au grand scandale de toute la Chrétienté, étoient la vraie cause de la protection, qu'il étoit obligé de leur donner, pour les délivrer d'une tyrannie qui demandoit un prompt secours de son côté. Que pour cet effet on avoit cherché tous les moyens convenables dans l'espérance d'en venir à une heureuse médiation, mais que dès le moment que Sa Sainteté, & les Rois Catholique, & Très Chrétien en avoient eu pris soin, & qu'ils étoient engagés dans une négociation avantageuse pour la Nation Grisonne, cette même Nation avoit attaqué sans raison & sans sujet les Troupes du Roi son Maître ; & introduit, sans respect pour les Eglises, des nouveautés dans la Valteline & dans le Comté de Borinio ; Que cette conduite des Grisons, & la prière que les Valtelins lui avoient faite de les secourir dans leur calamité, l'avoient forcé de se rendre à leurs desirs. Qu'au reste puisque Dieu avoit beni ses démarches, & que les Grisons en sentoient les effets, il étoit tout disposé sur leur requisiuon à entrer dans un accommodement avec eux suivant l'intention de sa Cour, & les circonstances dans lesquelles on se trouvoit de part & d'autre, sous la condition expresse né-

suumus

ammoins qu'on ne généroit en aucune façon ni la conscience ni la Religion des Catholiques. Qu'au surplus il auroit tous les égards possibles pour l'intercession du Corps Helvétique.

Après cette explication ainsi donnée, le Duc régala superbement les Ambassadeurs. Il étala la magnificence de ses meubles & de sa vaisselle : On but copieusement à la santé du Roi, de la Reine d'Espagne, & des Cantons. Une musique martiale accompagna le dîné, qui ne finit que fort tard suivant l'usage des Suisses, & au grand déplaisir de la sobriété Espagnole : La chère fut splendide & l'accueil des plus gracieux.

On communiqua aux Députés des *Grisons* ce qu'on avoit fait avec le *Duc de Fèria* ; & on leur fit entendre, qu'à l'avenir ils n'eussent point de conseils à demander sur des choses, qu'ils avoient actuellement traitées avec la Cour d'Espagne, & sur tout qu'ils usassent de précaution, afin de ne rien faire qui pût préjudicier au *Corps Helvétique*, ni à la *France* dans le Traité qu'ils paroissent être à la veille de conclure avec le *Duc de Fèria*.

Les *Suisses*, qui après cet avertissement n'avoient plus rien à faire à *Milan*, eurent leur Audiance de Congé ; dans laquelle ils rappellerent leur commission en priant le Duc d'accorder aux *Grisons* en considération de leurs Souverains Seigneurs, une suspension d'armes, la retraite des Troupes des endroits qu'elles

qu'elles occupoient , la restitution des pais conquis , & la liberté du commerce. Le Duc répondit : *Que quant au premier point , il y avoit environ deux mois , que ses Troupes n'avoient pas branlé de leurs quartiers , qu'elles n'agiroyent pas non plus , pourvu que les Grisons ne leur en donnassent pas occasion ; que d'ailleurs étant engagé avec le Duc d'Autriche , il ne pouvoit sans son consentement & sans son avis conclure absolument la moindre chose , malgré le désir qu'il avoit de leur faire plaisir. Qu'en égard aux deux autres articles qu'ils demandoient , ils n'ignoroient pas qu'on étoit actuellement en négociation à ce sujet. Qu'au reste il consentoit volontiers à la liberté du commerce , en cas qu'il plût à l'un ou à l'autre Canton & même aux particuliers d'acheter du blé ou du vin dans la Valtelline , ou qu'on y voulût amener des dandrées ou autres marchandises pour les y vendre. Après quoi le Duc aiant touché chaque Ambassadeur dans la main , suivant l'usage de toutes les Ambassades Helvétiques , on se sépara de la meilleure grace du monde.*

On voit par le récit circonstancié de cette négociation , que les Suisses n'eurent pas lieu de s'en louer , & que leur Ambassade fut à peu près sans effet. Les Grisons firent encore pis. Le Duc de Fria les obligea à un nouveau Traité , par lequel ils permirent la liberté de conscience , s'allierent avec l'Espagne , accorderent à perpétuité à S. M. Ca-

tholique le passage par leur pais, abandonnerent toute la Souveraineté, qu'ils avoient sur la *Valteline* moiennant 25000. Ducats paiables tous les ans par les *Valtelins*, dont le Roi d'Espagne demeuroid caution en faveur des *Grisons*.

Ce Traité irrita tous les *Princes d'Italie*, & sur tout les *Vénitiens* & le *Duc de Savoie*. Ces deux Puissances résolurent de faire une Ligue avec la *France* pour contraindre le Roi d'Espagne à la restitution de la *Valteline*, qu'elles ne pouvoient pas souffrir entre ses mains vû le préjudice que cela leur causoit, & eu égard au grand avantage que les Espagnols en tiroient. *Louis XIII.* faisoit en ce tems là la guerre en *Languedoc* à ses sujets de la Religion prétenduë Réformée, & n'étoit pas en état de rompre avec l'*Espagne*. Mais la Paix aiant été faite à *Montpellier*, le
 1622 *Duc de Savoie* se rendit le 17. de Novembre 1622. à *Avignon*, où le Roi étoit avec sa Cour, & où se fit le projet d'un Traité secret entre le Roi, les *Vénitiens*, & le *Duc de Savoie*, pour procurer l'exécution de celui de *Madrid*.

Les *Suisses* envoiés à l'*Archiduc à Ensisheim* ne furent pas plus heureux, que ceux qui avoient traité avec le *Duc de Féria*. *Leopold* leur répondit à peu près dans les mêmes termes, qu'on leur avoit parlé à *Milan*. De sorte que cette fâcheuse affaire devenant tous
 les

les jours plus critique & plus embrouillée par le peu de bonne intelligence qu'il y avoit parmi les Cantons , il fallut que des Puissances plus redoutables , & mieux unies vinssent au secours d'une Nation , qui n'étoit plus en état de s'aider soi-même , & qui n'avoit presque plus d'assistance à espérer de ses Alliés.

La chose réussit, mais non pas sans peine ; car le *Roi d'Espagne* , aiant eu quelque vent de cette puissante Ligue qui se formoit contre lui , crut pouvoir détourner l'orage en remettant les Forts & toutes les Places, qu'il tenoit dans la *Valtelline* entre les mains du Pape *Grégoire XV.* jusqu'à ce que les raisons des intéressés eussent été entendues , pour en être ensuite jugé par Sa Sainteté suivant justice & équité. Le Pape aiant accepté le dépôt envoia dans la *Valtelline* *Dom Horace Ludovico* , *Duc de Fiano* son frère. Général des Troupes de l'Eglise, qui mit garnison dans les Forts de la *Valtelline* , de *Chiavenna* , & de *Rive*.

Le Roi Catholique non content d'avoir intéressé par cette démarche le Saint Pere dans sa cause, chercha encore un moien de détacher le *Duc de Savoie* de la Ligue, en lui proposant le mariage de la Princesse *Marie de Mantoue* sa petite fille avec le *Prince Philiberto* son fils , avec promesse de lui donner le *Montferrat* en dot , après la mort du *Duc*

Ferdinand, & du *Prince Vincent* son frère, qui suivant les appatances étoient hors d'espérance d'avoir des Successeurs. En cela les *Espagnols* agissoient par un autre mouvement ; car ces deux Princes mourans sans Lignée, la succession des Duchés de *Mantouë* & de *Montferrat* regardoit le *Duc de Nevers*, comme le plus proche Parent des *Gonzagues*, dont les *Espagnols* avoient intérêt de diminuer la Puissance, à cause de l'attachement qu'il avoit pour la *France* ; outre que par ce moien le *Montferrat* tomboit entre les mains du *Prince Philibert*, fort affectionné à la Couronne d'Espagne, & qui ne s'y pouvant soutenir que par l'appui des *Espagnols*, seroit toujours à leur dévotion, & y attireroit peut-être le *Duc* son Pere. Cette proposition ayant été goûtée par *Charles Emmanuel*, le *Commandeur Pazero* eut ordre d'aller secrètement à *Mantouë*, où ce mariage fut arrêté, & les articles signés ; il n'y eut que la mort du *Prince Philibert* arrivée quelque tems après qui en empêcha l'exécution.

Pendant que ces affaires se traitoient ainsi entre les Puissances jalouses de la bonne fortune des *Espagnols*, les *Suisses* convoquerent une Diette à *Baden* au commencement de l'année 1622. Après avoir entendu la relation des Députés qui avoient été à *Ensisheim* & à *Milan*, & après avoir connu par leur rapport, que le peu d'intelligence qu'il y avoit

voit parmi la Nation , étoit la cause du peu d'effet que leurs Ambassades avoient produit auprès des Ducs d'*Austriche* & de *Féria* ; ils renouvelèrent leur ancienne amitié , & promirent de se secourir mutuellement dans les cas que la nécessité le demanderoit , en protestant de ne plus se rappeler les sujets réciproques d'une défiance inconsidérée & si nuisible au bien de la République.

De Miron, de Montholon, & de Gueffier reprocherent vivement aux Députés d'avoir connivé au Traité que les *Grisons* avoient fait avec le *Duc de Féria* , & leur imputerent d'en avoir été les spectateurs tranquilles au lieu de s'y être opposé , comme il sembloit , que leur commission l'exigeoit. *Henri de Vallier*, qui porta la lettre des trois Ambassadeurs à la Diette, fut témoin de la sensibilité qu'en marquerent les Députés, mais comme ceux-ci n'avoient rien à se reprocher , & que la conduite qu'ils avoient tenuë à *Milan* étoit conforme à leur instruction , ils répondirent, au rapport de *Stetler*, Qu'ils n'avoient point trouvé d'obstacles pendant leur négociation que le peu de crédit des Ministres de certains Princes auprès des *Grisons* , & l'indolence du Corps Helvétique. Ce que les Lignes ne cachèrent point aux Ambassadeurs François , qui les exhortant à se désister du Traité de *Milan* , reçurent pour réponse ; Que ni de *Gueffier* ni d'autres Ministres n'aïans travaillé comme il

convenoit à faire observer celui de *Madrid*, elles s'étoient vûes forcées de conclure le dernier avec le Duc de Féria pour ne pas tomber absolument sous la domination Espagnole, qu'elles n'auroient point eûté, si elles avoient tardé plus longtems; qu'ainsi leur avertissement venoit trop tard, mais qu'elles avoient eu la précaution de réserver la Couronne de France dans la nouvelle Alliance.

On négotioit pendant ce tems là à Rome l'accommodement de la *Valteline*, dont le Pape Urbain VIII Successeur de Grégoire XV. étoit l'arbitre : La difficulté ne consistoit principalement qu'aux passages que les *Espagnols* vouloient se réserver. Le Commandeur de *Silleri* Ambassadeur de France y aiant trop facilement consenti, fut désavoué & rappelé. Le Roi envôia le Comte de Béthune pour le remplacer, avec ordre de presser l'exécution du *Traité de Madrid* auprès de Sa Sainteté, & de faire restituer aux *Grisons* ce qui leur avoit été usurpé; mais comme le Pape lui fit des propositions, qui jettoient les affaires dans des longueur, qui n'aboutissoient qu'à éluder les desseins de la France, le Roi pressé par le Duc de Savoie & les *Vénitiens* envôia en Suisse, François Annibal d'Estée Marquis de Cœuvres, en qualité d'Ambassadeur, pour tâcher de rétablir les *Grisons* dans la *Valteline*, & d'engager les *Suisses* à favoriser cette entreprise.

Le Marquis trouva dans le pais les mêmes cabales

cabales soutenuës par les Ministres de la Cour d'Espagne, & les peuples par conséquent divisés. Il disposa cependant les *Grisons* à la guerre, & quelques Cantons Suisses à les assister. Sur l'avis qu'il en donna en France, le Roi résolut d'exécuter ce qui avoit été projeté à *Avignon*, & donna la commission au *Cardinal de Richelieu* d'en arrêter les articles avec l'*Abbé de Scalia*, Ambassadeur de Savoie, & avec *Marc Antoine de Morosin*, Ambassadeur de Venise. Ils portoient : Que les Armées de France, de Savoie, & de Venise se trouveroient au rendés - vous le 15. de Septembre. Celle de France en Bresse, Bugei, & Gex. Celle de Venise aux environs de Milan, de la Valteline & des Grisons. Celle de Savoie sur la frontière de Milan & de Gènes. Que l'on tireroit de l'Armée du Roi 1200. hommes d'infanterie & 400. Cavaliers pour envoyer au Marquis de Cœuvres, & que le reste demeureroit sous la conduite du Duc de Lesdiguières, nouvellement fait Connétable de France, qui se joindroit à l'Armée du Duc de Savoie pour entrer dans l'Etat de Gènes & y faire diversion.

Quoique les Confédérés dussent supporter leur part des frais, la guerre ne se faisoit cependant que sous le nom du Roi.

Ensuite de ce Traité, le Marquis de Cœuvres avec ses Troupes entra dans la Valteline. Après s'être saisi des passages de *Steich* & du Pont du *Rhin*, il s'empara des Forts de *Piantamala*,

1625 Sondrio & Tirano, non obstant la résistance du Marquis de Bagni Général de l'Armée du Pape ; l'année suivante 1625. il fit de plus grands progrès par la prise de Morbégno, Travonne, Orbinio, Bormio & Chiavenne. Le Pape s'en plaignit, & fut vivement piqué de ce que Louis XIII. avoit fait prendre des Forts & des Places, qui étoient sous sa garde, & défenduës par les Troupes ; mais il y avoit tant de raisons à dire pour justifier le procédé de Sa Majesté ; que ces plaintes n'aboutirent qu'à une suspension d'armes pour deux mois dans la *Valtelline* ; & c'est ce qui empêcha la prise du Fort de Rive, assiégé par le Marquis de Cœuvres.

Le Roi d'Espagne, à qui la Ligue de France, de Savoie, & de Venise n'étoit plus inconnue, entreprit d'en faire une autre en Italie pour la contre-balancer. Il y engagea le Grand Duc de Florence, les Ducs de Parme, & de Modène, & les Républiques de Gênes & de Luques faisant en outre de grands préparatifs de guerre en Espagne. D'un autre côté, la Trêve qu'on avoit faite dans la *Valtelline*, jeta les Armées dans l'inaction pour quelque tems, & donna au Cardinal François Barberin celui d'aller en France en qualité de Légat Apostolique pour y travailler à la Paix. Mais son entremise ni les expédiens, qu'il proposa au Roi, n'ayant pas été agréés, les Espagnols & le Nonce auprès du Corps Helvétique recommencerent

commencerent à traverser les levées, que le *Marquis de Cœuvres* faisoit faire en Suisse dans les Cantons d'*Uri*, & d'*Underwalden*, & en-voierent le *Comte de Papenheim* avec de nouvelles forces dans les *Grisons*, où il surprit quelques Postes avantageux dans le *Terzo di Sotto* sur les Troupes des *Vénitiens*, qui les gardoient ; mais le *Marquis de Cœuvres* les reprit avec beaucoup de valeur, & le *Duc de Candale* nouvellement arrivé de France dans son Armée, chassa presque en même tems les *Espagnols* de *Chaumont*, sur les quels il ne restoit plus rien à prendre dans la *Valtelline* que le Fort de *Rive*. Mais cette Place forte par son assiete & fortifiée régulièrement ne pouvoit pas être assiégée dans la saison où l'on étoit, c'est à dire au milieu de l'hiver. De sorte que les deux Armées *Françoises* & *Espagnoles* ne purent faire autre chose que de continuer à se fortifier dans le pais pendant que les peuples y souffrant également du côté de leurs biens & de leur liberté, n'aspiroient qu'à jouir du repos, que des intérêts mal entendus leur avoient enlevé.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'au 162
mois de *Mars*, que du *Fargis* Comte de la *Rocheport*, Ambassadeur ordinaire de France, à la Cour d'*Espagne* s'étant abouché à *Monçon* en *Arragon* avec le Comte d'*Olivarés*, Duc de *Saint Lucar*, premier Ministre de Sa Majesté Catholique, sur le sujet de la guerre de la
Hh 5 *Valtelline*

Valteline, il arrêta & signa un Traité entre les deux Couronnes le 5. Mars 1626. par lequel il étoit dit : Que les affaires des Grisons & de la Valteline seroient remises sur le même pied qu'elles étoient avant la guerre de 1617. Qu'à l'avenir la seule Religion Catholique seroit exercée dans la Valteline. Que les Valtelins pourroient élire entr'eux leurs Gouverneurs & leurs Magistrats tous Catholiques, soit Grisons ou Valtelins. Que cette élection seroit confirmée par les Grisons. Que tous les Forts de cette Vallée seroient remis entre les mains du Pape pour être démolis. Que les deux Rois procéderaient en toute sincérité pour procurer la Paix aux Princes, qui leur avoient été alliés durant la guerre, & ne leur donneroient aucune assistance publique ni secrète pour la continuer, sans avoir auparavant recherché les moyens de terminer leurs différens par un accommodement amiable.

Quoique ce Traité eût été fait par le Comte de la Rochepot sans aucun pouvoir du Roi, il ne laissa pas d'être agréé, parce qu'il étoit avantageux à la France, en ce que la Souveraineté de la Valteline demeurait aux Grisons, & les passages de cette vallée à l'entière disposition des François ; ce qui avoit été le sujet de la guerre. Mais le Duc de Savoie considérant qu'il avoit été conclu sans sa participation, qu'on ne lui faisoit aucune raison des Génois, avec qui il étoit actuellement en guerre, & qu'il sembloit, que la France l'eût voulu

voulu abandonner aux *Espagnols*, il s'en offensa. Les *Vénitiens* s'en plaignirent aussi pour leur intérêts particuliers. Le Roi, qui en souhaitoit l'exécution, leur envoya *Châteauneuf*. *Laubespine*, & au Duc le *Marquis de Bullion*, pour les disposer à y donner leur agrément. L'instruction du dernier contenoit entr'autres choses, de faire approuver au Duc le Traité de *Monçon*. De le porter à une suspension d'armes avec les *Génois*, & à convenir des Arbitres pour leurs différens, où sa Majesté promettoit d'embrasser les intérêts de *S. A.*

Le *Marquis de Bullion*, qui avoit de grandes liaisons avec ce Prince, menagea si bien son esprit, que sur cette espérance il vint à bout de lui faire agréer ce Traité, & ensuite le Duc consentit à une suspension d'armes, qui fut publiée en *Piémont*, dans le *Milanois* & dans l'Etat de *Gènes*. Les *Vénitiens* à l'exemple du Duc aiant aussi agréé le Traité de *Monçon*, *Châteauneuf* passa dans les *Grisons* & dans la *Valtelline*, où ces peuples après de grandes difficultés en jurèrent l'observation. De là il vint en *Suisse*, où il le fit approuver par les Cantons Catholiques & Protestans. Ceux-ci le firent avec un extrême regret. Le *Marquis de Cœuvres* & *Dom Gonzalès de Cordova* en exécution de la Paix remirent à *Torquato Conti*, fils du Duc de *Poli*, Général de l'Armée du Pape, les Forts de la *Valtelline*, qui devoient être rasés.

Monçon

Monçon, en Latin *Montio*, ville d'*Espagne* en *Arragon*, du Diocèse de *Valence*, est située sur une colline, qui a la rivière de *Cinca* au pied, & est fortifiée assez régulièrement.

C'est dans cette ville où se termina la guerre, que les *Grisons* s'attirèrent par leur inconsideration, par leur désunion & par une animosité dont ils ne furent plus les maîtres, dès qu'ils eurent prêté l'oreille aux discours enchanteurs des Ministres étrangers, qui en cherchant les avantages de leurs maîtres, ne s'embarassoient guères que la *Rhétie* en fût la victime ou non. Ce fut en même tems à *Monçon*, où les *Suisses* cessèrent d'avoir des intérêts à démêler avec les Puissances voisines ; car dès cette époque la Nation n'eut plus rien à faire d'important ni de bien remarquable avec elles.

Le Traité dont nous venons de parler fut de tems en tems une semence de division ; & le chagrin qu'en eurent plusieurs Chefs dans les trois Liges, réjaillit plus d'une fois sur celles d'entre les familles, qui avoient ou favorisé le parti des Catholiques, par l'introduction des Troupes *Espagnoles*, ou contribué ensuite à ramener le calme d'une manière si peu satisfaisante pour le Gouvernement. C'est ce qui arrive ordinairement, lorsque les Républiques n'ont pas assez de crédit dans leur propre pais pour étouffer les querelles, qui naissent parmi les Citoyens, sans y employer

ier la médiation étrangère. Quoiqu'il en soit, *Louis XIII.* fut si content d'une expédition aussi prompte & aussi glorieuse, que le *Marquis de Cavares* en eut le Bâton de Maréchal de France : A son retour il ne put assés se louer de la bonne discipline, & de la valeur qu'il avoit trouvé dans les trois Régimens, que les Cantons de *Zurich*, de *Berne*, & la République de *Valais* y firent marcher sous ses ordres, & aux quels ils avoient donné pour Colonels *Gaspard Schmid*, *Nicolas de Diesbach*, & *Angelin Preux de Sion*, tous Officiers qu'une longue expérience dans les armes faisoit regarder avec distinction dans leur Patrie.

Il y eut pourtant quelque mécontentement de la part du *Marquis de Cavares* contre le Colonel de *Diesbach* à l'occasion de quelques plaintes que ceux de *Clèves* firent contre son Régiment. L'État de *Berne* députa à ce sujet *Louis d'Erlach*, *Baron de Spietz*, & *David de Buren* pour faire une information sévère sur la conduite de leurs Troupes. Mais lors qu'elle fut éclairée de près, & qu'on eut remis le tout au jugement d'un Tribunal impartial, on trouva leur justification entière dans les bons services qu'elles avoient rendus à la *France* dans le cours de cette guerre.

Pendant ces troubles des *Grisons* la *Maison d'Autriche* eut besoin de tout son bonheur pour se tirer des mains de ses ennemis. Sous

le règne de *Mathias*, *Jean George I. Electeur de Saxe*, voiant que la division se mettoit en *Bohême*, il interposa son crédit, & moïenna une Conférence amiable à *Eger*, entre les deux parties ; mais la mort de l'Empereur étant survenuë, cette Conférence se dissipa, & la guerre se ralluma plus vivement que jamais. Car l'*Archiduc Ferdinand*, à qui l'*Archiduc Albert*, Gouverneur des *Pais-Bas*, frère de l'Empereur, avoit cédé son droit, commença en vertu de l'Élection que l'on avoit faite de sa personne pour être *Roi de Bohême*, à agir effectivement en Roi dans ce pais ; & promit de confirmer tous les privilèges, & même la lettre appelée de Majesté ; mais les *Bohémiens* ne voulurent pas entendre parler de lui ; de sorte que leur aiant causé quelque perte par ses Généraux *de Buquoi* & *Dampierre*, ceux-ci ne prétendirent pas lui rien devoir. Ils attirèrent toute la *Moravie* dans leurs interêts, & le *Comte de Thurn* à la tête de la milice *Bohémienne* alla jusqu'aux portes de *Vienne*, qu'il assiégea même ; mais le *Comte de Mansfeld*, qui commandoit les Troupes, qui étoient restées en *Bohême*, aiant été battu par *Dampierre* & *Buquoi*, le *Comte de Thurn* fut rappelé d'*Autriche*. Au reste le tems de l'Élection de l'Empereur approchoit. Les Directeurs de *Bohême* faisoient tous leurs efforts non seulement pour empêcher que *Ferdinand* fût élu, mais aussi pour se soustrai-

re à son obéissance, & pour révoquer leurs suffrages ; mais ils furent traversés par les Electeurs, & *Ferdinand II.* fut élu *Empereur des Romains*, d'un commun consentement.

Quand les *Bohémiens* & les *Siléfiens*, les *Moraves* & ceux de *Lusace* leurs Confédérés virent, que l'Empereur alloit tomber sur eux avec toutes ses forces, & qu'ils seroient sans doute trop foibles pour lui faire tête, ils se laisserent aller aux dernières extrémités ; & révoquant leur serment de fidélité sur différens prétextes, ils passerent à l'élection d'un nouveau Roi. Comme l'Electeur de *Bavière* & d'autres Princes, à qui ils avoient offert leur Couronne, l'avoient refusée, ils donnerent leurs suffrages en faveur de *Fredéric V. Electeur Palatin*, qui étoit de la Religion Reformée.

Quoique *Fredéric* eût assisté à la Diette de *Francfort*, où l'Empereur *Ferdinand* avoit été élu *Roi de Bohême* ; quoiqu'il l'eût reconnu lui même, & qu'il eût de plus donné sa voix pour cette élection ; que d'ailleurs tous les Electeurs, ses Amis & ses Parens, mais sur tout *Maximilien Duc de Bavière*, lui eussent remontré, qu'il feroit bien de ne pas se jeter dans ces sortes de brouilleries, il ne laissa pas d'écouter les imprudens conseils de ses Ministres ambitieux, & particulièrement de sa femme qui étoit fille de *Jacques Roi d'Angleterre*, & qui souhaittoit passionément de

se voir Reine. De sorte que donnant les mains à son élection, il se rendit à *Prague*, où il se fit couronner Roi de *Bohême*. D'abord il déclara la guerre à l'*Empereur Ferdinand*, & fit marcher l'Armée de *Bohême* encore une fois jusques devant *Vienne*.

Il est vrai, que les Directeurs de *Bohême* avoient engagé dans leur parti *Bethlem Gabor*, Prince de *Transilvanie*, & qu'ils avoient fait alliance avec lui ; en sorte que dans le tems, qu'on attendoit le moins, il fit une irruption dans la *Haute Hongrie*, où il s'empara de *Casbau*, *Villeck*, *Tirna*, *Neutra*, *Neuheusel*, *Presbourg*, & de presque toutes les villes des montagnes de *Hongrie*, & vint joindre l'Armée de *Bohême* devant *Vienne*. Sur quoi tous les Etats de *Hongrie* l'ayant reconnu, il fut déclaré à la Diette Prince de toute la *Hongrie*.

Les choses étoient tellement aigries & les esprits si animés, que les *Bohémiens* irrités ne vouloient plus entendre parler d'accommodement, ni d'interposition des Electeurs, parce qu'ils se croioient déjà au faite de leur bonheur. C'est ce qui engagea l'*Empereur Ferdinand* à mettre tout en œuvre pour être en état de se défendre.

La *Maison d'Autriche* étoit alors dans une pitoiable situation. La *Bohême*, la *Silésie*, la *Moravie*, la *Lusace*, & la *Hongrie* s'étoient ouvertement révoltées. Une bonne partie des Protestans d'*Autriche*, qui étoient en grand nombre

nombre avoient pris le parti des *Bohémien*s. *Vienne* étoit assiégée par les *Bohémien*s & les *Hongrois*, & les conspirations, qui se faisoient au dedans, l'exposoient, ce semble, au dernier danger. Les *Cosaques*, qui étoient venus de *Pologne* au secours de l'Empereur, s'accageoient & détruisoient tout le païs, avec plus de cruauté, que n'auroient fait les ennemis. L'Armée Impériale commandée par *Buquoi* & *Dampierre* étoit foible, mal païée à son ordinaire & mal disciplinée. L'*Union Evangelique*, qui s'étoit tenuë à *Nurenberg*, étoit sur le point de se déclarer pour les *Bohémien*s ; & la Ligue Catholique suivant les apparences étoit indéterminée & bien éloignée de pouvoir remédier à toutes ces révolutions. C'est à peu près dans ces circonstances, & dans celles où le Comte de *Mansfeld* entra rapidement dans l'*Alsace*, que *Jerome Casati*, Comte de *Burglaviazar*, Agent du Roi d'Espagne, se présenta à la Diette de *Baden* au nom des Ducs d'*Autriche*, pour obtenir des *Suisse*s un secours réel en vertu de l'*Union héréditaire*.

Quelques Cantons ne rejetterent pas absolument cette proposition, quoiqu'elle eût déjà été discutée, à la négative dans plusieurs conférences. Celui de *Berne* s'y opposa faisant connoître, que la *Maison d'Autriche* n'avoit jamais pû démontrer, que le mot de *fidèle égard* eût été expliqué par les Ancêtres à fournir des Troupes, & à agir par voie de

fait, mais uniquement à la médiation & à l'interposition auprès des Puissances ennemies de cette Auguste Maison. Ainsi la chose en resta là, & dès lors on ne donna plus d'autres sens au mot de *fidèle égard*.

Il y eût aussi quelques troubles dans le *Vallais* au sujet de la Religion. *Hildebrand Jost*, Evêque de *Sion*, très zélé Prélat ne voulant point souffrir de Réformés dans le pais, fit assembler les Etats, & y proposa l'unité de la Foi. Il y fut résolu de donner un terme aux Protestans, que *Stetler* nomme Evangéliques contre l'opinion du *Grand Théâtre Historique*, qui mêt une différence entre Evangeliques & Réformés, lorsqu'il dit à l'occasion de la guerre, que *Fredéric Electeur Palatin* faisoit à *Ferdinand II. Empereur*, au sujet du Roïaume de *Bobême*. D'ailleurs les Evangeliques étoient jaloux des Réformés, qui vouloient abattre les images, & régler tout à la maniere des Calvinistes. Il fut, dis-je résolu de prescrire un terme aux Réformés pour rentrer dans le sein de l'Eglise, ou pour sortir du pais.

Quelques uns étoient tellement infatués des nouvelles opinions, qu'ils aimèrent mieux abandonner leur Patrie, que d'embrasser la Religion Catholique.

Stetler finit sa Cronique à l'époque de 1626. par l'arrivée de *Henri de Bourbon*, Comte de *Soisson* à *Neufchâtel*, où ce Prince fut magnifiquement reçu par *Jean Hori* en l'absence
de

de *François d'Affri*, Conseiller d'Etat de la ville & République de *Fribourg* dont il fut Avoïer nommé en 1648., & Gouverneur de *Neufchâtel* pour le *Duc de Longueville*, beau-frère du *Comté de Soissons*.

En 1627. le Pape aiant fait raser toutes les^{1627.} forteresses, qui se trouvoient dans la *Valtelline*, & en aiant tiré toutes les munitions de guerre aussi bien que les Troupes, ces peuples s'attribuerent la Souveraineté du pais, malgré les efforts que les *Grisons* firent pour l'en empêcher, mais ils ne purent y réussir, parce que les *Valtelins* se sentoient appuyés du Gouverneur de Milan, qui en imposoit aux trois Liges. *Ferdinand II* même parut être dans les interêts des premiers. Ce Monarque auroit bien voulu conserver les avantages, que sa Maison avoit eus dans les *Grisons*; ce fut à ce dessein, qu'il y fit entrer l'Armée, qu'il avoit assemblée en *Suabe*, & au moïen de laquelle il s'empara de la ville de *Coire* & de tous les passages; mais après avoir ravagé le pais, & y avoir fait beaucoup de mal, les Troupes défilèrent du côté de *Mantoue* sous la conduite du Général *Colalto*.

Louis XIII., qui avoit pris ombrage de cette démarche de l'Empereur, envoya de *Leon Brulart* en *Suisse* pour engager la Nation à marcher au secours des Liges. Mais ce Ministre ne put rien obtenir, parce que les *Suisses* ne se remuoient plus si facilement, de-

puis la dernière guerre. Ils commençoient à connoître, qu'on se servoit d'eux pour les intérêts particuliers de ceux, qui les vouloient faire mouvoir. Cette indolence des Confédérés fut le bonheur des *Grisons*, car après le départ des Troupes Impériales, le Roi de France aiant traité avec eux occupa les passages avec les siennes, & obligea les *Valtelins* de se soumettre à la Domination de leurs anciens maîtres, & ce fut là la dernière révolution, qui rétablit les trois Liges dans l'éclat & dans toute leurs Souveraineté.

A peine fut-on sorti de cet embarras, qu'il en survint un autre entre le Canton de *Zurich* & ceux de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Underwalden* & de *Zug*, vulgairement nommés les cinq Cantons, au sujet de la collation des Cures, & de la judicature concernant les mariages des Sujets Protestans de la *Turgovie* & du *Rheinthal*. Un Article contenu dans la Paix du pais conclue en 1531. portoit : Qu'on pouvoit librement exercer les deux Religions dans ces Provinces. Dès ce tems là les causes matrimoniales des Réformés étoient portées par devant le Consistoire de *Zurich*, pour y être décidées ; & quant aux Collations, il étoit d'usage dans le *Haut Rheinthal*, que lors qu'un Curé étoit décédé, les Paroissiens en nommoient un autre ; ce qui se faisoit en certaines Paroisses sans la confirmation de l'Abbé de *Saint Gal*, dont elles dépendent,

pendent, en d'autres avec la confirmation du Supérieur Ecclésiastique.

Il arriva en 1629., qu'un Protestant sou- 1629
mis à la basse juridiction de l'Abbé de Saint
Gal, voulant épouser une fille de sa Reli-
gion, qui n'avoit d'autres parentée avec lui
que d'avoir été sa Commere, en fut empê-
ché par l'Abbé sous prétexte, qu'il falloit u-
ne dispense de l'Evêque de Constance pour
pouvoir légitimement contracter mariage.
Le Canton de Zurich aiant été avisé de cet ob-
stacle que le Prélat faisoit naître, protesta
solemnellement contre cet attentat, disoit il,
qui étoit absolument contraire à la Paix du pais;
& ne voulut point permettre, que les deux époux
se pourvussent d'une dispense auprès de l'Ordina-
re. Mais dans le tems qu'on discutoit cette 1630
matière, deux autres manans du village
d'Altstetten dans le Rheinthal vinrent au mois
de Janvier 1630. demander au Consistoire de
Zurich une dispense pour le quatrième de-
gré de Parentée. L'Abbé de Saint Gal, qui
désapprouvoit hautement cette démarche du
Consistoire, s'en plaignit aux cinq Cantons,
& obtint d'eux une défense absolue aux
époux de proceder au mariage. Les Zuri-
quois envoierent un ordre contraire au Ballif
du Rheinthal avec une protestation formelle
contre l'entreprise des Cantons, qu'ils accu-
soient d'avoir agi contre la *Paix du pais*; mais
comme le Ballif étoit un Catholique, il pré-

féra d'obéir aux ordres donnés par les cinq Cantons en répondant à celui de *Zurich*, qu'il se croioit obligé de respecter la pluralité des suffrages.

L'Abbé de *Saint Gal* non content de cet avantage priva encore le Ministre d'*Altstetten* de son bénéfice pour avoir assisté les manans de son village par devant le Consistoire.

Bien plus : il fit un mandement, par lequel il régla la conduite, que les Prédicans devoient tenir dans la suite en pareilles occasions. Mais comme ceux ci refuserent de s'y soumettre, aussi bien qu'au mandement, l'Abbé sans autre formalité ferma le Temple, & interrompit l'exercice de leur Religion.

Cet acte de vigueur mit le comble à la désunion dans ces pais. L'affaire fut discutée avec beaucoup d'aigreur, & enfin les Cantons, qui sont Souverains de la *Turgovie* & du *Rheinthal* s'assemblerent en Novembre 1630. à *Frauenfelden*, où l'Abbé forma ces deux points de prétentions : Premièrement, *Que les Protestans de la Turgovie & du Rheinthal, qui étoient soumis à sa juridiction, ne parviroient pour causes matrimoniales que par devant l'Officialité de Constance, comme il étoit d'usage avant la prétendue Réformation.* En second lieu : *Que la collation des Cures Protestantes lui appartiendrait comme celles des Catholiques.*

Les Cantons de *Zurich*, *Glarus* & *Appenzel*
Protestans

Protestans s'opposèrent à cette vaine prétention de l'*Abbé de Saint Gal* priant qu'on laissât les choses sur l'ancien pied, c'est à dire, dans l'état où elles avoient été depuis la Réforme; & ajoutèrent, que cette Diète ne devant point être considérée comme un Tribunal compétant elle ne pouvoit par conséquent pas décider de cette contestation.

Les cinq Cantons ne laisserent pas que de s'assembler en particulier, & de prononcer, que la collation des Cures tant Catholiques que Protestantes appartenoit de droit à l'*Abbé*, & que les Sujets de la Turgovie & du Rheinthal ne paroistroient plus par devant le Consistoire de Zurich, mais à l'Officialité de Constance. Les Cantons Réformés protestèrent contre cette décision, & réclamèrent le *Droit Helvétique* suivant les Alliances : Malgré cette réclamation la sentence des cinq Cantons fut publiée & mise en exécution ; par là les affaires s'embrouillèrent plus que jamais, parce que le Canton de Zurich ne prétendoit pas admettre les *Majora* où la pluralité des suffrages, en ce qui concernoit les matieres de Religion, & en ce qui pouvoit regarder la Paix du pais. Les cinq Cantons soutenoient le contraire disant : Qu'il étoit naturel, qu'entre sept Communautés les suffrages de cinq l'emportassent sur les deux autres.

Mais comme aucune des Parties ne vouloit céder, que l'*Abbé de Saint Gal* s'opiniâ-

troit dans ses prétentions, que les Catholiques se reposoient sur la bonne fortune des armes Autrichiennes, qui triomphoient en *Allemagne* sur les Etats Protestans, & que le decret de l'Empereur *Ferdinand*, qui ordonnoit la restitution des biens de l'Eglise, s'exécutoit par la force, on se prépara des deux côtés à se mettre en campagne.

Dans ces conjonctures les autres Cantons & leurs Alliés intervinrent, & proposèrent dans différentes Diettes tous les moyens convenables pour empêcher une rupture, qui alloit indubitablement exciter une guerre générale en *Suisse*. Mais les esprits étoient si fort prévenus, ou si fort irrités, qu'il étoit à craindre, qu'on en fût venu aux dernières extrémités malgré la médiation des Cantons neutres, si les Armées victorieuses du Grand *Gustave Adolphe Roi de Suede* n'eussent pas fait rentrer les Catholiques dans les sentimens de douceur & de Paix en consentant à un arbitrage soumis à quatre Arbitres, dont deux seroient Catholiques & deux Réformés.

Cette raison que *Jean Rodolphe de Waldkirch* apporte à l'occasion de l'accommodement que l'Abbé de *Saint Gal* & les cinq Cantons firent avec celui de *Zurich*, paroît n'avoir d'autre fondement que dans l'imagination de ce Cronologiste. En effet on a vu dans notre voisinage des révolutions fréquentes, tantôt en faveur d'une Puissance, tantôt

tot en faveur d'une autre sans qu'elles aient eu la moindre influence sur nos affaires intérieures & domestiques ; en sorte qu'on peut hardiment demander à de *Waldkirch* une autre raison de pacification , que celle dont il s'agit. On croit l'avoir trouvée dans la médiation des Cantons impartiaux & dans la Confédération Helvétique , qui indique la manière de se comporter en pareilles occasions.

Ainsi l'arbitrage aiant eu lieu , il s'assembla à *Baden* le 28. d'Août 1632. , & prononça premièrement : Que suivant la Paix du pais la Religion , qui est professée à *Zurich* , devoit être celle qu'exerceront dans la *Turgovie* & dans le *Rheinthal* , ceux qui l'ont embrassée , & qui ne devoient souffrir aucun trouble ni empêchement dans leur service divin. En second lieu , que les *Majora* ou la pluralité des suffrages auroit lieu , comme du passé dans les affaires politiques & du gouvernement ; mais qu'en fait de Religion & de ce qui en dépend , à moins qu'il n'eût été suffisamment éclairci par la Paix du pais , on n'admettroit point les *Majora* , & qu'il ne seroit pas permis de décréter à ce sujet , mais qu'on tâcheroit de s'accommoder amiablement ; & qu'au cas qu'on ne pût pas en venir à bout , la contestation seroit décidée par un arbitrage. Troisièmement , que les causes matrimoniales entre les Protestans seroient portées par devant le Consistoire de *Zurich*. Quatrièmement enfin qu'il se-
roit

voit permis aux Réformés du Haut Rheinthal de se procurer des Ministres dans les Cantons Protestans ; en sorte qu'ils pourroient présenter deux Sujets capables à l'Abbé de Saint Gal, qui en aiant choisi un, lui donneroit l'institution accoutumée. Réservés néanmoins dans ce Traité les droits respectifs, auxquels on ne prétendoit pas préjudicier.

Le Canton de Zurich proposa encore quelques difficultés au sujet de la Religion ; mais les cinq autres ne chercherent qu'à les éluder dans deux Diettes tenues à Baden & à Frauenfelden. Ils opposerent des conventions particulieres, & ne voulurent point convenir du tort prétendu, qu'on faisoit aux Zurichois. Ceux-ci se prévalurent à leur tour du droit de Souveraineté & de la Paix du pais en rejetant les conventions prétendues, auxquelles ils n'attribuoient aucune authenticité. C'est ainsi qu'on se sépara toujours sans rien conclure ; & comme dans la Diette de Baden qui suivit, les Zurichois avoient fait de nouvelles plaintes, & présenté le droit Helvétique en vertu de la Confédération, il se trouva, que les cinq Cantons aiant de différentes instructions sur ce point, on fut obligé de renvoyer cette affaire aux Etats de Schweitz, qui ne s'étant jamais assemblés, laisserent cette contestation indécise.

On est étonné, que Hafner, qui fut Chancelier de Soleure, & qui paroît si exact dans

dans son ouvrage, n'ait fait aucune mention du trait d'Histoire, qu'on vient de rapporter, & qu'il se taise sur le suivant, qui intéresse si fort sa République. *De Waldkirch & Lauffer* rapportent un fait d'assez grande conséquence, qui intrigua fort les deux villes de *Berne* & de *Soleure* vers l'Automne de la même Année 1632. Voici de quoi il s'agit.

Les quatre Cantons Protestans aiant déterminé d'envoier 200. hommes en garnison à *Mulhausen*, *Philippe de Roll*, *Ballif de Bâchburg*, & *Urs Brunner*, *Ballif de Falckenstein* assaillirent, & massacrèrent le contingent des *Bernois*, consistant à 75. hommes, auprès de l'*Ecluse* proche du village de *Balstel*. Une partie de ce détachement fut précipitée dans la rivière & l'autre misérablement assassinée ou prise prisonniere avec l'argent de solde, que la ville de *Berne* avoit donné pour son entretien.

Dès que les *Soloriens* eurent appris cette noire action de leurs Ballifs, ils envoierent des Députés à *Berne*, pour en disculper l'Etat & faire connoître, qu'elle avoit été commise à son insçu, protestant en même tems contre la vengeance que celui de *Berne* pourroit avoir envie de prendre dans cette occasion & renvoiant le tout à la décision absolue du droit Helvétique.

Les *Bernois* de leur côté regarderent l'action des deux Ballifs de *Soleure*, comme un fratricide

fratricide & comme une infraction formelle à l'Alliance. Ainsi ils demanderent I. *La punition des Auteurs.* II *Une réparation convenable.* III. *La restitution de l'argent qu'ils avoient pris.* IV. *Un dédommagement pour les blessés & pour les veuves & les enfans de ceux qui avoient été tués ; déclarant qu'ils verroient ensuite, ce qu'ils auroient à faire.* La ville de Soleure n'ayant pas répondu à cela d'une manière satisfaisante, celle de Berne en fut si fort outrée, qu'elle ordonna un arrêt sur tous les biens & effets appartenans aux *Soloriens*, défendant en même tems l'entrée des vivres dans leur Capitale.

Bientôt les deux parties intéressées mirent des Troupes sur les frontieres. Et comme cette affaire devenoit de jour en jour plus sérieuse, les autres Cantons, qui appréhendoient une rupture entière, convoquerent dans le mois d'*Octobre* une Diette à *Baden*, où le *Duc de Rohan* se trouva de la part de S M T. C. ; mais les représentations de ce Prince au *Corps Helvétique*, n'ayant pas eu tout le succès, qu'on en attendoit, on fit une nouvelle assemblée dans le mois de *Novembre*.

Au milieu de ces troubles les Députés de *de Zurich*, de *Lucerne*, de *Zug*, de *Bâle*, de *Fribourg*, & de *Schafhausen* se rendirent à *Berne* & à *Soleure* pour s'instruire à fond de la question agitée & pour tâcher d'accommoder ces deux villes à l'amiable. *Soleure* auroit été

été charmé, que les Cantons neutres se fussent chargés de la décision, parce qu'ils n'avoient rien plus à cœur ; mais *Berne* s'y opposoit, prétendant *Que c'étoit aux Soloriens à juger eux mêmes les coupables, comme il leur convenoit en vertu des Traités particuliers, qui régloient ces sortes de choses suivant la justice, & comme étant d'ailleurs les Juges naturels des deux Ballifs.* Les Cantons trouverent la demande de celui de *Berne* très équitable, & en conséquence ils obligèrent l'Etat de *Soleure* de prononcer sur le delict, que l'on imputoit à *Philippe de Roll* & *Urs Brumer*.

Après cette décision des Cantons, celui de *Soleure* prononça en effet, mais d'une manière qui ne contentant pas les *Bernois*, ils protestèrent contre cet Arrêt dans la Diette convoquée en *Janvier 1633.* ; & leurs Députés 1633; déclarerent hautement : *Que leurs Souverains Seigneurs alloient déchirer l'Alliance, & renoncer au droit de Combourgeoisie, qu'ils avoient avec la ville de Soleure, la regardant actuellement ipso facto comme leur plus grande ennemie, & la chargeant de tous les malheurs que l'impunité des coupables attireroit sur la Patrie, si cet Etat ne rendoit pas la justice, que le crime des deux Ballifs de Bächbourg & de Falckenstein méritoit.*

Toute foudroiante qu'étoit cette menace des *Bernois*, elle ne fit pas assez d'impression sur l'esprit des *Soloriens* pour les engager à changer

changer leur Arrêt. Ils prièrent les Cantons neutres de décider eux mêmes, & de terminer cette difficulté comme ils le jugeroient à propos ; mais les *Bernois* s'y opposèrent constamment ; & persistant dans leur protestation, ils demandèrent le secours confédéral. Les *Soloriens* en firent de même de leur côté ; & comme par là tout paroissoit se disposer à une sanglante guerre, les Cantons neutres dressèrent un projet sur lequel la ville de *Soleure* devoit se diriger & former la sentence.

Premièrement & par préliminaire, l'Etat de Berne en considération du Roi Très Chrétien & du Corps Helvétique devoit rouvrir les passages & retirer ses Troupes. II. Celui de *Soleure* devoit donner l'éclaircissement suivant à son Arrêt. Savoir, que le Ballif de *Bächbourg* seroit banni pour cent & un an de la Suisse sans espérance de grace. Qu'en cas qu'il fût assez téméraire pour rentrer dans le pais, on le saisiroit, dans quelque endroit qu'il se trouvât, pour être remis au Canton qui le réclamerait, & pour lui faire son procès comme à un meurtrier & à un perturbateur du repos public, à moins qu'il n'obtint son pardon de la générosité du Canton de Berne. III. Que celui de *Falckenstein* comme moins coupable ne seroit exilé que pour six ans ; mais que ses biens seroient adjugés au fisc en faveur de ses Souverains : & qu'au bout de six ans il ne pourroit parvenir à aucun emploi de l'Etat à moins qu'il n'en eût obtenu l'agrément du Canton

de

de Berne. IV. Que le Domestique du Ballif de Bâchbourg seroit banni pour toujours, & en cas qu'il revint, qu'il seroit procédé contre lui suivant le droit Impérial. V. Que les autres Complices seroient châtiés exemplairement après avoir subi la torture ; mais comme on ne satisfaisoit pas à ce point au gré des Bernois, l'Etat de Soleure fut obligé de faire trancher la tête aux plus coupables & aux plus apparens. VI. Que ceux, qui avoient insulté le détachement par des paroles injurieuses & indécentes, seroient forcés à s'en dédire en présence des Députés de Berne. VII. Que quant à la restitution, & à la satisfaction que l'Etat de Berne demandoit, il auroit soin d'en dresser une demande spécifique pour être examinée & réduite ad æquum par les onze Cantons, afin que celui de Soleure s'y conformât en se retenant le provenant des biens confisqués. VIII. Enfin que tous les articles prémiss ne préjudicioient en aucune façon aux droits des deux villes, ni à leurs Confédération, Traité, & Combourgeoisie, non plus qu'à l'estime & à la considération qu'on leur devoit.

L'Ambassadeur de France & ceux des six Cantons aiant vivement appuïé de leur crédit ce Plan de Pacification, les deux villes y donnerent leur consentement, & l'accepterent en tout son contenu, pour en procurer incessamment l'exécution. De sorte que cette contestation se termina aussi agréablement, qu'on pouvoit le desirer dans ces conjonctures

conjonctures critiques, où l'on empêcha heureusement une guerre, qui auroit plongé la Nation dans le dernier désordre. Car quoique les Cantons neutres se fussent portés médiateurs, il est certain, que l'inclination & l'intérêt de la Religion auroient décidé du parti que chaque État eût embrassé en cas que les choses n'eussent pas eu un aussi bon succès par l'entremise du *Duc de Rohan* & de *des Landes*, Ministres du Roi de France, & des Députés des six Cantons, au nombre des quels étoient de la part de *Fribourg* *Jean Daniel de Montenach* nommé *Avoier* en 1653. de la famille de qui on a amplement parlé ; & le Trésorier *Henricher*, homme nouveau dans *Fribourg*, mais d'une extraction considérée à *Zug*, d'où il vint, & d'un mérite qui le conduisit aux premiers grades de la République. Il est mort sans postérité. Sa famille est encore fort distinguée dans son pais natal, où elle occupe les emplois, qui lui sont dûs pour les services importans qu'elle rend à son Canton.

On a déjà dit ci devant que la *Maison d'Autriche* étoit dans un état pitoiable par rapport à la révolte de différentes Provinces qui avoient levé contre elle l'Etendart de la rébellion, mais *Ferdinand II.* ayant réduit les rebelles, & fait la Paix de *Lubec* avec le *Roi de Dannemarc*, la *Maison d'Autriche* y trouva tout son bonheur & la Cour Impériale son plus haut

haut période ; tous ses ennemis étoient domptés & défarmés ; l'Armée de l'Empereur au contraire étoit victorieuse & plus forte que jamais , & tout le *Cercle de la Basse Saxe* rempli de Garnisons Impériales , & à la dévotion de l'Empereur. Ceux , qui auroient eu la tentation de parler sur un ton plus haut , étant épouvantés par le bonheur des armes de *Ferdinand* , & intimidés par les rigoureuses exécution que l'on exerçoit de toutes parts contre ceux , qui avoient eu part aux troubles , & qui s'étoient déclarés contre l'Empereur , se tenoient dans le respect , & n'osoient remuer. Le *Duc de Mecklebourg* fut un de ceux , qui ressentirent les cruels effets de ces sentences , car on lui prit tout son pais , qui fut donné au Général de *Vallenstein* , d'abord comme en dépôt , & enfin comme un bien dont il devint le propriétaire. Le *Margrave Chriflien Guillaume de Brandebourg* , Administrateur du Diocèse de *Magdebourg* , auquel on avoit ôté cet Evêché , ne fut pas mieux traité.

La Cour Impériale voulut que la Religion Romaine se ressentît de ces glorieux avantages , & pour y réüflir on travailla à réformer la *Bohême* , la *Silésie* , la *Moravie* , & l'*Autriche*. L'*Electeur de Bavière* travailla de son côté à ce grand ouvrage dans la *Haute Autriche* & dans le *Bas Palatinat* ; & le Comte

Palatin de Neubourg dans le pais de Juliers & de Bergues.

Enfin on traita cette matiere épineuse de la Religion avec tant de zèle, que par un Edit que l'Empereur fit publier, il fut ordonné, *Que les Evangeliques & les Protestans restitueroient tous les biens Ecclésiastiques, dont ils s'étoient emparés, & qu'ils avoient sécularisés depuis la Paix de Passau, c'est à dire depuis l'ay 1552. contre la teneur du dit Traité: & afin que l'on ne crût pas, que ces Edits de l'Empereur n'étoient que pour la forme, il les fit exécuter incessamment dans tous les lieux où il se trouva le plus fort, & incontinent plusieurs Villes, comme entr'autres Augsbourg, se virent privées de grands biens, & en même tems presque de l'entier exercice de la Religion Protestante.*

Comme ce procédé touchoit au vif les Protestans, parce que la restitution des biens, qu'on leur demandoit, n'étoit pas de peu d'importance, y aiant entr'autres douze Evêchés, & plusieurs grosses Abbaies, dont on vouloit les priver, cela causa dans toute l'Allemagne de grandes plaintes, & bien des murmures. On protesta, on en appella, & l'on s'assembla à Ratisbonne à une Diette Collégiale, pour tâcher de terminer cette affaire à l'amiable; mais on n'y trouva aucun moïen, l'Empereur s'opiniâtrant à vouloir que les Edits fussent exécutés, & n'écoutant
que

que son propre mouvement ; ainsi il ne restoit aux Protestans que l'espérance d'un secours étranger , & de quelque révolution dans les conjonctures présentes ; & que l'Empereur , qui se fioit trop , comme on l'en accuse , sur ses forces & sur son bonheur , permît qu'elle arrivât , pour avoir trop méprisé ses ennemis.

Il s'étoit ému entre le *Duc de Nevers* & l'*Espagne* , à l'occasion de la succession du *Duché de Mantoue* un différend , dans lequel le Roi de France aiant pris parti , on en vint à une guerre. L'Empereur , qui s'intéressoit dans cette affaire , se déclara pour l'Espagne , & envoya en *Italie* , comme nous avons dit , une Armée assés considérable , commandée par *Collalto* , *Galeas* , *Altringer* & *Mérode* ; on fit aussi quelques détachemens pour les *Pais-Bas* sous le commandement du *Comte de Montecuculi*. On envoya outre cela une Armée assés nombreuse en *Pologne* sous la conduite du Général *d'Arnheim* , & on cassa quelques Régimens. D'ailleurs les plaintes augmentant de toutes parts contre la mauvaise conduite de *Vallenstein* , qui avoit agi en Souverain ; & la Cour étant même devenue jalouse de son trop grand pouvoir , on lui ôta le commandement.

L'Armée de l'Empereur étant par ce moyen fort affoiblie , quoiqu'elle fût encore de 49000. hommes , outre près de 30000. que

les Princes Catholiques alliés avoient encore sur pied, & n'aïant point de véritable Chef, *Gustave Adolphe Roi de Suède*, qui avoit fait la paix avec la *Pologne*, & qui songeoit depuis longtems à tirer avantage des désordres de l'*Allemagne*, fut si fort animé à entreprendre quelque chose, qu'il se prêta volontiers aux plaintes des Etats Evangéliques; dans la résolution de faire sa propre affaire de la leur; vû que selon toutes les apparences il y avoit de l'avantage à esperer pour lui de cette guerre, & qu'en cas que les choses ne réussissent pas à son souhait, il n'avoit pas grand chose à appréhender, le *Royaume de Suède* étant si éloigné, & aïant la mer entre deux.

Là dessus s'étant embarqué avec environ 9000. hommes, il alla descendre à l'*Isle de Rugen*, dont il se rendit maître aussi tôt; puis passant en *Poméranie* il prit *Vollin*, *Use-don*, *Divenauw*, & *Penemonde*; & comme *Bogeslas Duc de Pomeranie* étoit d'ailleurs très mécontent des Troupes de l'Empereur, qui avoient presque ruiné tout son pais, il l'engagea à recevoir garnison dans *Stetin*, qui étoit la ville de sa résidence. Les Impériaux, qui étoient en *Pomeranie*, tâcherent, à la vérité, de s'opposer à ces progrès, mais étant & trop foibles, & mal disciplinés, ils ne purent rien faire. Cependant ils eurent le bonheur de faire le Roi prisonnier dès le commencement,

menacement, l'ayant surpris avec une petite Troupe, qui s'étoit avancée pour prendre langue; mais comme ils ne le connoissoient pas, & qu'en même tems un parti *Finois* s'avança à son secours, les *Napolitains*, qui avoient fait cette prise, furent contrains de la relâcher.

Les *Suédois* prirent pour prétexte de cette rupture, en premier lieu *Qu'à la Paix, que l'Empereur avoit faite à Lubec avec les Danois ils avoient été méprisés, & que leurs Ambassadeurs n'avoient pu y être admis*; en second lieu, *que l'Empereur avoit donné des Troupes à la Pologne contre la Suède*; & en troisième lieu, *qu'ils ne devoient pas refuser de secourir des Alliés qui imploroient leur secours, comme entr'autres le Comte Palatin, l'Administrateur de Magdebourg, que l'on avoit déposé, & le Duc de Mechlebourg, que l'on avoit chassé de ses Etats, non plus que de prêter la main aux Etats Evangeliques opprimés en Allemagne.*

Gustave Adolphe sut si bien profiter des premiers avantages, qu'il avoit eus en *Allemagne* après sa descente, qu'il grossit son Armée des *Evangeliques*, qui le vinrent joindre, jusqu'au nombre de 25000. hommes; il réduisit sous son obéissance toute la *Pomeranie*, à quelques petites places près, & battit *Savelli* proche de *Rubnitz*, & l'Armée de l'Empereur près de *Gripswald*, mais ceux-ci eurent leur revanche, en faisant prisonnier pro-

che de *Ratzebourg* le Duc *François Charles* de *Saxe Lauwenbourg* avec ses Troupes. *Gustave* ne fit pas de moindres progrès dans le pais de *Mechlebourg*, & dans la *Marche de Brandebourg*, où il prit d'assaut la ville de *Francfort sur l'Oder*, & obligea l'Electeur à prendre le parti de *Suède*, en lui cédant *Spandau* & *Custrin*; car les Impériaux, qui étoient de ce côté là pour défendre le pais, ne tenoient point devant lui, & s'enfuoient aussi tôt, qu'il paroissoit, ruinant & ravageant dans leur fuite tout le pais par où ils passaient, ce qui les fit hair de tout le monde, & perdit entièrement leur reputation.

Le *Margrave Christien Guillaume* Administrateur déposé de *Magdebourg* avoit eu le bonheur d'entrer subtilement dans *Magdebourg*, & avoit gagné la Bourgeoisie; pour punir les Bourgeois le Comte de *Tilli*, qui à la place de celui de *Vallenstein* avoit le commandement de l'Armée, assiégea la ville avec d'autant plus de chaleur, qu'il avoit une ancienne rancune contre les habitans; ceux-ci eurent recours au Roi, qui leur fit de belles promesses; mais comme l'Electeur de *Saxe* ne se vouloit pas déclarer pour la *Suède*, & qu'il vouloit demeurer attaché à l'Empereur, le Roi n'osa risquer de passer l'*Elbe*, de peur de s'engager; si bien que le secours étant différé de jour en jour, & d'ailleurs les Etats Protestans s'étant assemblés à *Leipsic* malgré la défense

défense de l'Empereur, & n'ayant rien pu résoudre, parce qu'ils vouloient seulement se tenir sur la défensive, *Tilli*, qui pouffoit toujours vigoureusement ses travaux, voyant que la ville ne vouloit entendre à aucune composition, quelque instance qu'il en fit, il donna un assaut général, & les Troupes du Comte de *Pappenheim* étant entrées dans la ville, & ayant été suivies des autres, cette Place, qui fut la plus belle & la plus considérable de toute l'*Allemagne*, fut prise d'assaut. L'on fit main basse sur tous ceux, qui étoient dedans, & la ville fut réduite en cendres. On ne sçait pas, si ce fut par la malice des Soldats, ou par le désespoir des Bourgeois. Quoiqu'il en soit, tout cela fut exécuté en moins de 24. heures; & on y commit de grandes cruautés, comme il arrive dans ces sortes d'occasions.

L'Empereur avoit rappelé les Troupes des *Pais-Bas* & d'*Italie*, ce qui avoit considérablement renforcé son Armée, avec laquelle sous le commandement d'*Egon de Furstemberg*, il contraignit les Etats de *Suabe* & de *Franconie* à casser la résolution de *Leipsic*; en sorte que dans toutes ces contrées, il n'y eut que la *Hesse*, qui demeura sous les armes.

Pour rompre entièrement l'effet de cette résolution de *Leipsic*, *Tilli* s'avança en *Saxe*, prit *Erfort*, & mit toute la *Thuringe* sous

contribution. Il avoit résolu de faire la même chose dans le pais de *Hesse*, mais la bataille, qui se donna à *Leipsic* peu de tems après, lui en ôta le moien ; car les hostilités, qu'il avoit commises en *Saxe*, avoient enfin réveillé l'Electeur, & l'avoient déterminé après s'en être longtems défendu, à se déclarer pour la *Suède*, & à envoyer ses Troupes au Roi.

Sur cela *Gustave* se voiant assuré de toute la *Pomeranie*, de toute la *Marche de Brandebourg*, & de plusieurs Places en *Silésie* ; renforcé par les Troupes que la Reine sa femme lui avoit amenées de *Suède*, par celles qu'il avoit lui même nouvellement levées en *Allemagne*, & par les 8000. hommes d'*Angleterre*, que l'*Eslé* lui amena, il entra en *Saxe*, où l'Electeur, que *Tilli* traitoit en ennemi, lui aiant enlevé toute la *Misnie*, & pris la ville de *Leipsic*, parce qu'il n'avoit pas voulu lui céder le château, ni lui abandonner ses Troupes, lui donna pour sa sûreté la ville de *Vittenberg*. Et comme il étoit bien-aïse, que ces deux Armées ne fissent pas un long séjour sur ses terres, il disposa le Roi à donner une bataille, à laquelle jusqu'ici il n'avoit pas voulu consentir, quoique *Tilli* la lui eût présentée plus d'une fois, parce qu'il se défioit de la meilleure partie de son Armée, & de celle de l'Electeur, qui n'étant composée que de nouvelles levées, non ac-

coutumées

coutumées au feu , pouvoient lui manquer au besoin.

Dans ces circonstances l'Armée Suédoise s'avança , dans la plaine de *Leipsic* , où *Tilli* étoit ; mais il perdit l'envie , qu'il avoit eüe si longtems de se battre , persuadé , que s'il pouvoit différer la bataille , l'Armée ennemie se ruineroit d'elle même dans un pais déjà ruiné , outre qu'il attendoit un renfort , qu'*Altringer* lui amenoit d'*Italie* , & 16000. hommes commandés par le *Duc de Lorraine*. Cependant *Pappenheim* l'y fit refoudre malgré lui , aiant , comme quelques uns disent , commencé la bataille contre l'ordre de *Tilli*.

Les deux Armée étoient chacune d'environ 60000. hommes. *Pappenheim* commandoit l'aile droite de l'Armée Impériale , le *Comte Egon de Furstenberg* commandoit la gauche , & *Tilli* étoit au corps de bataille. L'*Electeur de Saxe* avec *Arnheim* son Lieutenant Général commandoit les Saxons , qui étoient à la gauche de l'Armée Suédoise , & le Roi avec le *Comte de Horn* & le *Baron de Teufel* commandoit les Suédois à la droite. Le combat fut conduit de façon , que les Impériaux enfoncerent d'abord les Saxons , & mirent l'*Electeur* en déroute , en sorte que se croiant perdu , il s'enfuit jusqu'à *Culenbourg* à trois mille du champ de bataille , & en même tems la gauche des Impériaux fut défaite & mise en confusion. Ce fut alors , que

le Roi accourut au secours des Saxons, & *Arnheim* aiant rallié ses Troupes, l'aile droite des *Impériaux*, qui jusqu'ici avoit été victorieuse, fut vaincue, toute l'Armée mise en déroute, & contrainte de prendre la fuite en abandonnant tout le canon. On n'a pû sçavoir au juste la perte des uns ni des autres; quelques uns disent, que les *Impériaux* perdirent 9000. hommes; d'autres disent seulement cinq, & du côté des *Suédois* quinze cens ou deux mille.

Cette victoire, de laquelle dépendoit le maintien de la Religion Protestante, comme le *Roi de Suède* le dit lui même, alleguant par maniere de raillerie, qu'il avoit vû pendant la bataille deux bonnets d'Electeurs voler en l'air, causa une prodigieuse révolution dans toute l'*Allemagne*. *Gustave* victorieux eut envie d'aller en *Bohême* & en *Autriche* attaquer son ennemi jusques au cœur de ses propres Etats; mais à la fin changeant d'avis, il prit le parti de pénétrer dans l'*Empire*, afin qu'on ne crût pas, qu'il cherchoit plutôt son profit particulier, que l'avantage des autres qu'il devoit secourir. Ainsi passant au travers du pais de *Henneberg* il entra en *Franconie*, & obligea toutes les Places de *Saxe* à se rendre, comme *Mansbourg*, *Calb*, *Halberstat*, *Erfurt*, & *Leipsic* où il y avoit garnison Impériale. Il en fit autant en *Franconie* aux villes de *Königshoven*, *Wurtzburg*, *Schweinfurt*,

Schweinfurt, Wertheim, Margentheim, Rotenbourg sur la Tauber, & à quelques autres. Les Evêques, comme ceux de Wurtzbourg, de Maïence & de Worms, s'enfuirent ; d'autres se mirent sous la protection, & nommément l'Evêque de Bamberg. Les Suédois firent de grands butins par tout, & emportèrent de l'Eglise de Wurtzbourg les statues d'argent des douze Apôtres de grandeur naturelle. Il y eut aussi plusieurs escharmouches de part & d'autre ; mais elles furent toutes au désavantage de l'Empereur.

Gustave victorieux de toutes parts poussa ses conquêtes jusque sur le Rhin. Il prit Bobenhaus, Mildembourg, Hanau, Maïence, Manheim, Francfort, Hoxter, tout le Rhingau, & le Bergstrat. Enfin il passa ce fleuve, & obligea Spire, Worms, Oppenheim & tout le pais d'alentour à se rendre, & pour mémoire perpétuelle à la postérité des grandes victoires, qu'il avoit remportées, il voulut faire élever une belle colonne sur le bord du Rhin, & y bâtir une ville qui auroit été appelée Gustavesbourg. Le Landgrave de Hesse profitant de la fortune du Roi, prit Fulda, Minden, & Fritzlar.

Les garnisons, qui se trouverent encore dans la Basse Saxe, privées de l'espérance d'être secouruës, furent obligées de se rendre, & quoique celle qui étoit à *Vismar* fut de 3000 hommes, elle s'étoit rendue à composition

position ; mais sous prétexte d'avoir violé l'accord, on ne lui tint rien de ce qu'on lui avoit promis, & elle fut faite prisonniere de guerre.

D'un autre côté après la bataille de *Leipfic* l'Electeur de Saxe passa en *Bohême*, prit la ville de *Prague*, *Eger* & plusieurs autres. Il prit aussi le *Grand Glogaw* & quelques autres Places en *Silésie* ; mais cette dernière fut entièrement brulée à la réserve de seize maisons. Toutes ces conquêtes se firent avec tant de rapidité, parce que tout se rendoit, que l'on y emploïa que les trois derniers mois de l'année 1631. Ce qui peut avec raison passer pour une merveille, vû qu'en moins d'un an ce Prince conquit la moitié de l'*Allemagne*, à sçavoir depuis la *Mer Baltique* jusques au *Rhin*. Il n'y a rien en cela de plus étonnant que la conquête que nous venons de voir arriver depuis le *Rhin* jusques à deux lieüs de *Vienne en Autriche* dans la même campagne.

Comme la malheureuse bataille de *Leipfic* avoit considérablement terni le lustre & la réputation du Comte de *Tilli*, on n'osa plus lui confier le commandement, & l'on jetta les yeux sur le bonheur de *Vallenstein*, que l'on avoit déposé depuis quelques tems ; mais il ne voulut accepter cette charge, qu'à la condition, qu'il seroit encore plus absolu qu'auparavant ; c'est à quoi aussi la Cour consentit.

consentit. *Vallenstein* mit donc en peu de tems une Armée considerable en campagne ; car comme il donnoit beaucoup de liberté à ses soldats, tout le monde s'enroloit sous lui en foule. *Tilli* rallia aussi ses Troupes & s'étant joint à *Altringer*, il se rendit en *Bavière*, où l'Electeur, qui jusques ici avoit fait semblant de vouloir garder la neutralité, renouvella l'alliance avec l'Empereur, & chassa par ce moïen le *Comte de Horn Général des Suédois* de la ville de *Bamberg* & presque de toute la *Franconie*.

Sur ces entrefaites *Gustave* entra dans la *Bavière* & dans la *Suabe*, s'empara de tout le pais jusqu'à *Ulm*, chassa l'Electeur & *Tilli* du *Leck* & des bois, qui sont aux environs, prit *Kain* & *Augsbourg*, où il rétablit la Religion Protestante, & en chassa absolument tous les Catholiques. Ensuite aiant passé le *Leck*, il assiégea *Ingolstat*, sans pouvoir venir à bout de l'emporter. Il fut même pour la première fois en danger d'être pris à une sortie que firent les assiégés, & même d'être tué, son cheval aiant été jetté par terre d'un coup de canon, & le *Margrave Christophe de Baden Dourlach* aiant été tué à son côté. D'un autre côté *Tilli*, qui avoit été blessé à la jambe d'un coup de canon au passage du *Leck*, mourut de sa blessure à *Ingolstat*, après avoir mené une vie glorieuse & couronnée des faveurs de la fortune, jusques à ces deux der-

nieres

nieres années de sa vie , car ç'avoit été un véritable Heros , & un Seigneur doué de toutes sortes de vertus.

Gustave n'aïant pû rien faire devant *Ingolstat* , s'avança à *Munich* , qui se rendit à lui , & se racheta du feu & du pillage moyennant une somme de 300000. écus ; quoique *Fredéric Comte Palatin* , qui avoit été *Roi de Bohême* , & qui se qualifioit encore de tel , eût mieux aimé la voir réduire en cendres pour se venger ; mais ce malheur fut détourné par *Auguste Comte Palatin de Saltzbach* , & quelques autres. Entre plusieurs riches dépouilles que les *Suédois* emporterent de *Munich* , il se trouva 140. belles pieces de canon , qui avoient été ensoüies dans la terre , & qu'ils retirèrent pour les emmener avec eux.

Si les progrès du Roi alloient toujours en augmentant vers le Midi , il n'en étoit pas de même de ceux de ses Alliés vers le Nord. Le *Comte de Pappenheim* y apporta de grands obstacles dans le Cercle de la basse Saxe avec ses Troupes , & *Vallenstein* reprit *Prague* , *Eger* & quelques autres Places ; chassa les Saxons de *Bohême* , & peu s'en fallut , qu'il ne les taillât en pieces proche de *Leitmeritz* ; mais ce qui les sauva , fut la sainte qu'*Arnheim* fit de vouloir entrer en composition , car l'aïant arrêté par cette ruse , il eut le tems de faire passer l'*Elbe* à son Armée à u-

ne nuit. L'Electeur de Bavière eut aussi le bonheur de reprendre *Ratisbonne*, qui lui servit depuis d'un bon & puissant rampart pendant tout le reste de la guerre.

Mais comme l'Electeur étoit trop foible, pour chasser lui seul le Roi hors de la *Bavière*, & qu'il ne vouloit pas permettre, que l'Armée de l'Empereur entrât sur ses terres avec celle de *Suède*, il s'en alla sur les frontières de *Bohême*, & se joignit à *Vallenstein*, dans le dessein de couper le passage au Roi; mais ce Prince dont l'Armée étoit prodigieusement affoiblie par les divers détachemens, qu'il en avoit fait, ne voulant pas attendre qu'on lui eût joué ce tour, il abandonna promptement la *Bavière*, & se rendit à *Nuremberg*, afin d'être assuré par derrière, aiant cette ville à dos jusques à ce que ses détachemens l'eussent rejoint, pendant que *Vallenstein* & le Duc de Bavière étoient campés au tour de la même ville, sur une haute montagne. Quand tous les détachemens furent revenus, le Roi, qui ne vouloit point perdre de tems, résolut de forcer *Vallenstein* dans ses retranchemens, puisqu'il n'y avoit pas moien de l'attirer à une Bataille; mais cette entreprise ne réussit pas à son gré; & le Roi après s'être battu jusques à la nuit, fut obligé de se retirer avec perte d'environ 4000. hommes. Le Roi avoit accoutumé de dire depuis cette action, que ç'en étoit trop, si c'étoit pour rire, mais trop peu, si c'étoit tout de bon.

Comme le pais d'alentour n'étoit pas suffisant pour entretenir ces deux grosses Armées, dont l'une étoit au moins de 50000. hommes, d'autant plus que le Roi avoit brûlé la ville de *Freistadt*, où étoient les magasins de l'Empereur, elles se séparèrent. Celle de *Suède* décampa la première à la vûe de *Vallenstein*, qui ne se mit pas seulement en devoir de l'incommoder dans sa retraite ; c'est ce qui donna lieu aux *Bavarois* & aux autres de le soupçonner de quelque intelligence. Le Roi marcha vers *Neustat sur l'Aisch* & de là il retourna en *Bavière*, où les *Suédois* sous le *Comte Palatin de Birkenfeld* faisoient un terrible dégât. *Vallenstein* se sépara aussi de l'Electeur, & s'en alla avec ses Troupes en *Saxe*, où il fit le même dégât que les *Suédois* faisoient en *Bavière*. Pour remédier à tous ces malheurs l'Electeur de *Saxe* rappella son Général *Arnheim de Silésie*, & demanda aussi du secours au Roi, qui ne manqua pas de lui en amener aussi. tôt.

Comme depuis la jonction des Troupes *Suédoises* avec les *Saxonnes*, l'Armée de l'Empereur étoit bien plus foible que celle du Roi, *Vallenstein* rappella en diligence *Pappenheim* de la basse *Saxe* ; mais avant qu'il pût être arrivé, *Vallenstein* se trouva près de *Lützen* à deux mille de *Leipsic*, que les *Impériaux* avoient prise, & le Roi l'ayant attaqué dans ce Poste, il l'obligea à en venir à une bataille.

bataille. Le combat fut rude. Les *Suédois* s'emparèrent d'abord du canon de l'Empereur, mais les *Impériaux* l'aïant repris, ils repoussèrent les *Suédois* jusques à leur artillerie, sans cependant pouvoir la prendre. Enfin les *Allemands* commencerent à plier, mais *Pappenheim* étant arrivé avec des Troupes fraîches, le combat recommença, & dura jusques fort avant dans la nuit. La perte fut presque égale de part & d'autre. On comptoit environ 9000. morts sur la place, & les deux armées étoient fortes chacune de 30000. hommes. Quoiqu'il n'y eût point de désavantage pour l'Armée Impériale, *Vallenstein* ne voulut pas attendre jusques au lendemain, de peur de recommencer un nouveau combat, mais abandonnant son canon & son bagage, il décampa la nuit, & se retira à *Leipsic* à la fourdine, & comme en s'enfuiant; delà il passa en *Bohême*, laissant ainsi aux *Suédois* la victoire toute entière avec le champ de bataille. Mais ils n'eurent pas sujet de se réjouir de leur victoire, car ils avoient perdu leur Chef le glorieux & brave *Gustave Adolphe*.

Les Auteurs ne s'accordent pas tout-à-fait touchant les circonstances de sa mort; quelques uns disent, qu'avant la bataille étant allé reconnoître l'ennemi avec deux Ecuyers seulement, il tomba dans un gros de Houslars, que le broüillard lui avoit empê-

ché de voir , & qu'il y fut tué ; suivant le rapport d'un de ces Ecuïers qui fut trouvé encore vivant après la bataille. D'autres disent , qu'au commencement du combat , voulant forcer un poste , & étant lui même à la tête d'un Régiment , il fut tué à côté du *Duc Albert de Saxe Lauwenbourg* d'un coup de mousquet. Il y en a qui croient , que plusieurs Grands de son Armée étoient coupables de sa mort. Le *Baron de Puffendorff* dans son *Histoire de Suède* marque précisément que *Gustave* périt par la main de *François Albert Duc de Lauwenbourg* gagné par les Impériaux. Quelques spéculatifs ont débité , que ce fut par des gens , qu'avoit subornés le *Cardinal de Richelieu*. Cette bataille se passa le 16. Novembre 1632. Son Corps fut foulé aux pieds des chevaux , en sorte qu'il n'étoit plus connoissable , & ensuite porté en *Suède*.

On dit même , qu'il pronostiqua sa mort quelques momens auparavant , lorsqu'il vit malgré lui , que le Peuple des villes , par où il passoit , lui rendit des honneurs presque divins. Le *Comte de Pappenheim* , ce fameux Général des Armées de l'Empereur , fut aussi tué dans cette même action ; il passoit dans l'esprit du Roi pour le plus grand Capitaine de l'Armée Impériale. Quelques mois après *Frederic Comte Palatin* , qui avoit été *Roi de Bohême* & la cause de toutes ces guerres , le suivit en mourant de la peste à *Maïence*.

guerre de *Dannemarc* avoit été un des plus zélés Alliés de l'Empereur, mais qui s'étoit déclaré pour la *Suède*, agissoit de tout son pouvoir ; le *Landgrave de Hesse Cassel* en faisoit autant en *Westphalie*. *Baudis* commandoit sur le *Rhin*. *Bannier* & *Torstenhon* avoient chacun un camp volant , avec lesquels ils se trouvoient par-tout. L'*Electeur de Saxe* avec son *Général Arnheim* étoit retourné en *Silésie*. Tous ces corps d'Armée donnoient bien à faire à l'Empereur, qui n'avoit encore pu se remettre de la perte de la bataille de *Lutzen*. Le *Général Altringer* dont l'Armée avoit été renforcée jusques à 30000. hommes par le *Duc de Féria*, & par *Montesuculi*, avoit à la verité grande envie d'en venir aux mains en *Alsace* avec *Gustave Horn*, qui lui avoit présenté la bataille ; mais comme *Vallenstein* lui avoit absolument défendu de se battre, il fut contraint de se retirer vers la *Bavière*, & d'abandonner l'*Alsace* aux *Suédois*.

- 1633 Pendant ce tems là le *Comte de Horn*, qui vouloit se rendre maître de *Constance* & des Villes Forétières *Waltshut*, *Lauffembourg*, *Seggingen* & *Rheinfelden*, avança en *Septembre* 1633. avec son Armée du côté de la ville de *Stein* au bord du *Rhin*, força cette ville de lui donner le passage pour aller mettre le siège devant *Constance*, mit son quartier général dans le château de *Gottlieben*, & avisa ensuite

ensuite les Cantons Souverains de la *Turgovie* de son entreprise. Le Commandant de *Stein*, nommé *Kilian Kesselring*, étant de la Religion Reformée, fut soupçonné d'avoir introduit les *Suédois* dans la ville & de leur avoir favorisé le passage. Les cinq Cantons Catholiques allarmés de cette conduite en portèrent leurs plaintes à la Cour de *France*, & se déterminèrent sur le champ à envoyer leurs Troupes dans la *Turgovie* pour prévenir le dessein, que les *Suédois* pouvoient avoir de s'emparer de cette Province. *Uri*, *Schweitz*, *Underwalden* & *Zug* envoieient 3000. hommes pour mettre les *Turgovins* à l'abri des insultes, que la Cavalerie *Suédoise* leur faisoit ; & le *Duc de Rohan* aiant en même tems reçu ordre du Roi de se transporter au camp du *Comte de Horn*, il persuada ce Général de lever le siège, qu'il avoit commencé ; mais avant son départ il voulut donner des marques de sa présence en mettant le feu à l'Abbaie de *Creitzlingen*.

Le *Baron de König*, qui fut élu Avoier de *Fribourg* en Suisse en 1648., & qui alors étoit Chambellan de S. M. I. Colonel d'un Régiment Allemand & Gouverneur de *Lindau* au retour du sac de *Mantoue*, où il avoit été avec le *Général Colalto*, avisoit exactement ses Souverains Seigneurs des entreprises des *Suédois*, & leur faisoit un détail de tout ce qui se passoit entre les deux Armées. Ce

que les *Généraux Suisses* ont oublié dès ce tems là. Les avis du Gouverneur de *Lindau* servioient à former les instructions des D^éputés, que l'Etat de *Fribourg* envoioit aux Di^ettes, & à prendre les arrangemens convenables dans les conjonctures. Le *Baron de König, dit de Möhren*, étoit natif de *Fribourg*. Il entra au service de l'Empereur, où il fit une prodigieuse fortune, & où il parvint aux grades militaires les plus distingués. Il s'enrichit à la prise de *Mantouë*, qui se fit le 18. *Juillet* de l'an 1630. par *Colalto Général* de l'Armée de l'Empereur, dont les Soldats y ruinèrent des ouvrages incomparables. Cette ville s'est longtems ressentie de ce pillage, & ne s'est rétablie qu'avec peine. Le Palais du Duc, un des plus magnifiques de toute l'*Italie*, avoit avant cette prise sept différens ameublemens pour chacun de ses appartemens, outre une infinité de tableaux & de statues, des cabinets, des vases d'or & d'argent. On y voïoit une Licorne & une orgue d'albâtre; six tables chacune de trois pieds; la première toute d'Emeraudes, la seconde de Turquoises, la troisième de Hiacinthes, la quatrième de Saphirs, la cinquième d'Ambre, & la sixième de Jaspe. Tous ces trésors furent pillés, & *König* y eut sa bonne part.

La levée du siège de *Constance* n'empêcha pas, qu'on ne fit le procès à *Kesselring*. Il fut pris à *Wil*, & mis à la torture. Le
Canton

Canton de *Zurich* intercédâ pour ce malheureux, mais en vain. Les autres Cantons ne jugerent pas à propos de pardonner un homme, qui étoit coupable du crime de trahison : & quoique les *Bernois* se missent de la partie, ils ne purent pas non plus obtenir son pardon. On le conduisit à *Schweitz*, où aiant été mis sur la sellette, on le condamna à 5000. florins d'amande & à un bannissement perpétuel des terres médiates.

Kesselring se retira à *Zurich*, où il eut l'emploi de *Secrétaire du Consistoire* ; ce qui ne fit pas cesser le soupçon, qu'on avoit de sa connivance au passage des *Suédois* par la ville de *Stein*.

Dans ces conjonctures, où le parti de la Réformation tenoit toute l'*Allemagne* en échec. Les Cantons Catholiques, qui en appréhendoient l'influence dans la *Suisse*, crurent, qu'ils ne devoient pas négliger la proposition que le *Cardinal Infant*, qui étoit dans le *Milanois*, leur fit taire par le *Comte Charles Cassati* envoyé à *Lucerne* pour leur représenter l'avantage, qu'ils trouveroient dans le renouvellement de l'Alliance avec l'*Espagne* au sujet de l'Etat de *Milan*. L'Ambassadeur de France voulut traverser cette négociation, mais il ne réussit pas. Le Traité fut conclu le 30. *Mars* 1634. les points principaux regardoient, la liberté du commerce entre les deux Nations, & la défense du Duché ; pour quel effet les

Cantons Catholiques s'obligeoient de fournir une certaine quantité de Troupe, non plus de 13000. hommes & non moins de 4000. avec une capitulation avantageuse. Ce Traité devoit durer pendant la vie de *Philippe IV. Roi d'Espagne* & de l'*Infant Dom Baltasar Carlos* & cinq années après la mort de l'un & de l'autre. Ce Prince y entra solennellement le 17. *Juin 1664.* par un Concordat particulier, que l'on fit encore à *Lucerne.*

On eut raison de croire, qu'il se tramoit quelques nouveaux troubles dans la *Suisse*; l'on tâcha de les prévenir autant qu'il étoit possible; mais on y travailla en vain dans plusieurs Diettes. Les *Réformés du Comte de Toggenbourg*, qui cherchoient à se soustraire insensiblement à la domination de l'*Abbé de Saint Gal*, se plaignoient de la rigueur avec laquelle on les traitoit, disant: Que l'*Abbé* étoit trop dur à leur égard, & qu'il ne se conduisoit pas suivant l'esprit de la *Confédération Helvétique.* Ces gens prétendoient d'un autre côté ne pas dépendre absolument de l'*Abbaie* à cause du droit de *Bourgeoisie*, qu'ils avoient avec les Cantons de *Schweitz* & de *Glaris*; ajoutant que ce droit les exemptoit des impôts & de la milice; comme aussi d'autres choses que l'*Abbé* exigeoit d'eux; mais surtout ils prétendoient une liberté entière dans l'exercice de leur Religion, & vouloient, qu'à chaque vacance du siège le nouvel

Abbé

Abbé jurât le premier de les maintenir dans leurs franchises ; & que le dernier élu ne l'aient pas observé , on devoit l'y obliger.

Les *Zuriquois* charmés de ce beau Comté , prirent toute la part possible aux plaintes des *Toggenbourgeois Réformés* , & ils en firent leur propre affaire. Ainsi ils écrivirent vivement à l'*Abbé Pie Récher* au nom des quatre villes Protestantes. *Waldkirch* rapporte : Qu'ils n'en purent obtenir aucune réponse , & que la Députation , qu'ils firent à ce Prélat , fut absolument infructueuse ; qu'au contraire les *Toggenbourgeois* aiant été encore plus opprimés qu'auparavant , ceux de *Zurich* en furent tellement offensés , qu'ils firent mettre en séquestre les revenus de l'*Abbé* & de l'*Abbaie* , qui leur appartenoient dans la Seigneurie de *Stammheim* , jusques à ce que la contestation entre le Prince & les Sujets fut vuïdée. Extrémité hors d'usage , supposé qu'on l'eût trouvée dans un Gouvernement politique.

Les cinq Cantons intervinrent & jugeant convenable , que celui de *Zurich* levât le séquestre , ils demandèrent la restitution des biens arrêtés. Les *Zuriquois* alléguèrent les Traités , & prièrent , que la Paix du pais & le Concordat de *Baden* fussent exécutés. Les *Bernois* pénétrant le système du premier Canton , s'emploïèrent avec tant de zèle , que par leur médiation on laissa parvenir à l'*Abbé* & à son *Abbaie* les rentes , qui provenoient

de la Seigneurie de *Stammheim*. Mais cette médiation, comme le sont toutes ces sortes de négociations, bien loin de guérir le mal ne fit que de l'assoupir, puis qu'on l'a vû, & qu'on le voit renaitre avec encore plus de fatalité à tout bout de champ.

On n'étoit pas moins en peine des mouvemens des Armées *Suëdoises* & *Françoises*, qui inquiétoient extrêmement le voisinage de la *Suisse*. Les Cantons Catholiques cherchoient les moïens de prendre les quatre villes Forésiéres sous leur protection, & d'empêcher que ni les *François*, ni les *Suëdois* ne s'en rendissent les maîtres. Les Cantons Protestans étoient embarrassés, comment ils jetteroient du secours dans la ville de *Mulhausen*, afin de la préserver contre une surprise. D'un autre côté 2000. *Lorrains* étoient campés dans le *Klettgau*; & c'est ce qui engagea les *Zuriquois* & ceux de *Schafhausen* à garder leurs frontières. Mais dans cette situation des affaires, rien ne méritoit tant l'attention du *Corps Helvétique*, que la résolution que la *France* avoit déjà formée l'année précédente 1634. de faire la guerre dans la *Valtelline*, & que cette Couronne mit en exécution dans la présente 1635.

Le soin de cette entreprise fut confié au *Duc de Rohan*, qui entra de bonne heure en *Alsace* avec une belle Armée, & pour couvrir la verité du dessein qui le mettoit en campagne

campagne, il s'attacha aux Troupes Impériales, avec lesquelles il en vint souvent aux mains, s'empara d'*Altkirch*, du château & de la ville de *Ruffach*, & prit encore d'autres Places. Le Printems étant arrivé, il envoya en *Grison* le *Baron de Leques* accompagné du Colonel *Ulrich* natif de *Zurich*; ce dernier avoit une connoissance parfaite du pais, & le premier devoit sonder les chefs, pour voir de quelle maniere on recevroit les Troupes Françoises. *Ulric* étant mort de *Leques* se vit seul abandonné à son propre génie. Il s'insinua auprès des Grands, leur confia le sujet de sa commission, & les persuada de se prêter aux intentions de la France. Il donna ensuite avis au Duc de Rohan du succès de sa négociation. Ce Prince ne l'eut pas plutôt appris, qu'il partit avec toute son Armée sur la fin de Mars, & passant sur le territoire de *Bâle* sans saluer la République, il traversa le *Leberberg*, alla passer l'*Arr*, la *Rüß*, & la *Limat*, & continuant son chemin par le Comté de *Baden*, le Canton de *Zurich*, & le *Toggenbourg*, il arriva au commencement d'*Avril* dans les *Grisons* sans aucun empêchement.

Cette arrivée inopinée des François dans la *Rhétie* étonna tous les voisins, & les mit en mouvement. *Ossa*, Commissaire Général Impérial des guerres, qui se trouvoit à *Lindau*, ne sachant si le Duc en vouloit à *Feldkirch*,
à *Guttenberg*

à *Guttenberg* ou à *Brégence*, fit retirer tous les bateaux le long du lac de *Constance* pour les mettre du côté des terres d'*Autriche*, afin que les *François* ne pussent pas s'en servir pour passer le lac ni le *Rhin*. Les *Espagnols* mirent une forte garnison dans le *Fort de Fuentes*, assemblerent leurs Troupes aux environs du lac de *Côme*, & enleverent dans l'instant de nouvelles dans l'Etat de *Milan*. Les *Suisses* mêmes se défioient les uns des autres ne comprenant rien dans la conduite du Ministère de *France*, mais *Blaise de Méliand*, Président au Parlement de *Paris*, qui avoit succédé pour l'Ambassade Helvétique à *Michel Violard de Herces*, qui venoit de mourir à *Solcure*, aiant convoqué une Diette dans cette ville, apprit aux *Suisses* les raisons de cet armement, qui les inquiétoit si fort, en leur communiquant : Que le Roi son maître avoit résolu de s'emparer de la *Valtelline* & des Comtés de *Borinio* & de *Cleven*, de se mettre en possession des passages dans tout le pais des *Grisons*, & de le préserver des surprises de leurs ennemis. Que pour cela il avoit ordre de demander une levée dans les Cantons, Sa Majesté ne doutant pas qu'elle ne lui fut accordée suivant les alliances, puis qu'elle ne devoit être employée que pour le bien des Lignes leurs Alliés, à qui le Roi vouloit faire rendre tous ces pais dont les *Autrichiens* s'étoient mis en possession.

Les *Confédérés*, qui ne connoissoient pas
le

le dessous des cartes, agréèrent la proposition de l'Ambassadeur, & accorderent au Roi de la meilleure grace du monde deux Régimens sous les Colonels *Schmid de Zurich*, & *Wolfgang de Gréder à Soleure*. Ces Troupes partirent de *Suisse* dans le mois de *Mai*, & arriverent en *Juin* dans les *Grisons*, où elles rendirent de très bons services pendant la guerre; car dès que l'Armée Françoisé fut assemblée, & que la Revuë générale en fut faite, le *Duc de Rohan* fit saisir tous les passages, s'empara des Forts le long du *Rhin*; envôia les Colonels *Brügger* & *Jenatsch* à la tête de leurs Régimens dans le *Comté de Bormio*, & la *Lande* Ambassadeur de France auprès des *Grisons*, marcha à *Riva* & à *Cléven*, pendant que le Duc lui même alla s'emparer de *Morbégno* avec 5000 hommes de pied & 400. maitres. Desorte que les François parcoururent tout le pais, s'en rendirent maitres sans coup férir, & y firent les dispositions convenables pour le conserver.

Afin d'y réussir ils tâcherent d'entraîner les Princes d'*Italie* ou la *République de Venise* dans leur querelle. Le Roi promettoit aux premiers d'entretenir 10000. hommes dans la *Valteline*, & 12000. en *Italie* avec 1500. chevaux pendant trois années de suite, s'engageant à ne jamais faire de paix avec l'*Espagne*, à moins que tout ce que cette Couronne auroit pris sur les Alliés ne fût rendu; ajoutant que les conquêtes,

tes, que l'on feroit dans le Milanois, se parta-
geroient entre les Confédérés. On représenta à
la République de Venise, qu'il étoit de leur
convenance de s'emparer des passages de la Valte-
line, suivant les Traités qui avoient déjà été
faits ci devant entre la France & les Vénitiens ;
que pour avoir négligé de s'en saisir ils sentoient
eux mêmes par leur propre expérience, combien
ils avoient souffert, depuis que les Espagnols en
étoient les maîtres. Qu'ainsi ils devoient bien se
garder de commettre la même faute dans le tems,
qu'ils pouvoient en revenir en prenant part aux
conquêtes, qu'on venoit de faire & en joignant
leurs armées à celles du Roi. Mais ni les Prin-
ces d'Italie pour la plus grande partie, ni les
Vénitiens ne voulurent donner les mains à
cette invitation. Ces derniers déclarèrent
tout net : Qu'ils observeroient une neutralité in-
violable, & ils exhorterent les deux Couronnes
à la paix. Les François ne se laisserent point
rebuter par ce refus. Ils crurent vaincre
l'opiniâtreté des Vénitiens en promettant de
leur abandonner Tirano dans la Valteline avec
la liberté du passage dans cette Province, en
consentant qu'ils parvinssent à conclure l'Al-
liance avec les Grisons ; ce qui avoit toujours
fait leur point de vûë. Les Vénitiens furent con-
stans dans leur résolution, quoique la Cour de
France leur offrit encore outre ces avanta-
ges, de leur céder tous les environs du Lac
de Côme & Girad Adda, avec ce qui leur con-
viendroit

viendroit dans ces contrées. Mais ils ne s'opposèrent point au passage des blés, que les *François* avoient achetés en *Albanie* pour leur Armée, & permirent même, qu'ils en tirassent de leurs terres les plus voisines.

Jusques-là le *Duc de Rohan* n'avoit pas vu l'ennemi. Il étoit uniquement occupé à se fortifier dans le pais, & à mettre les passages en sûreté. Il traça le Plan d'une fortification à *Montello* au bord de l'*Adda*; un autre proche de *Morbegno*; & les ouvrages de *Borinio*, de *Cléven*, & de *Riva* furent réparés. Il fit tirer une ligne avec des forts retranchemens dans ce dernier endroit pour empêcher aux *Espagnols* l'entrée de la *Valtelline*. Desorte que si les *François* après ces précautions eussent pénétré dans l'Etat de *Milan* conjointement avec les Troupes de *Savoie* du côté du *Piémont*, il y auroit eu beaucoup à craindre pour le *Milanois*.

La France jalouse des avantages, que la mort du *Roi de Suède*, & le gain de la bataille de *Nordlingen* avoient procuré en *Allemagne* à la *Maison d'Autriche*, & offensée de la prison de l'*Archevêque de Trèves*, qui par la crainte des *Suédois* s'étoit mis sous la protection de la France, étoit sur le point de rompre avec l'*Espagne*; mais avant que d'en venir là, le *Cardinal de Richelieu*, qui en travaillant à l'agrandissement du Roïaume, ne négligeoit pas le sien, & qui par une po-
litique

litique affés commune aux favoris, étoit bien aise de porter la guerre dans les pais étrangers pour occuper les esprits les plus inquiets, & les plus capables de troubler sa fortune, ce Prélat, dis-je, fit renouveler la Ligue avec les *Hollandois* & les *Suédois*; & comme il prétendoit faire une puissante diversion en *Italie*, il entreprit aussi d'y faire une Ligue: Il envoya pour ce sujet auprès des Princes d'*Italie* le *Président de Bellièvre* en qualité d'Ambassadeur extraordinaire pour leur proposer comme on l'a dit. Le dessein que le Roi avoit d'y faire la guerre, afin de diviser les Etats que les Espagnols y possédoient, & dont S. M. T. C. protestoit de ne se vouloir point prévaloir, mais d'accommoder les Princes voisins qui entreroient dans la Ligue, de ce qui seroit à leur bien-séance, se contentant de Pignerol, comme d'une porte d'*Italie* pour venir à leur secours au moment qu'ils seroient attaqués par les Espagnols, leur promettant hommes & argent pour l'exécution de cette entreprise, & leur représentant qu'ils devoient être dans une juste appréhension, que la Maison d'*Autriche*, après tant de signalés progrès en *Allemagne*, ne tournât ses pensées sur l'*Italie*, pour s'assujettir entièrement cette belle Province.

Mais ces insinuations de *Bellièvre* ne firent pas grand effet. Les *Vénitiens* garderent la neutralité, & le Grand Duc de *Toscane* ne voulut pas se détacher de l'amitié de l'*Espagne*.

ne. Il n'y eut que le *Duc de Modène*, qui fit semblant d'entrer dans les propositions de la France. *Odoard Farnèse Duc de Parme* jeune Prince, mais plein de courage & d'ambition, indigné de ce que les *Espagnols* lui avoient demandé *Plaisance* pour en faire une place d'armes, se déclara partisan du Cardinal. La *République de Gènes* demeura dans une espèce de neutralité. *Charles Emmanuel Duc de Savoie* étoit mort le 26. *Juillet* 1630., & *Victor Amedée* lui avoit succédé. Ce Prince eut bien de la peine à se résoudre; vû que cette Ligue étoit l'ouvrage du seul *Cardinal de Richelieu*, qui pouvoit ou mourir, ou être disgracié; d'où il concluoit, qu'il n'y avoit point d'assurance à s'y engager, d'autant plus que ses Etats avoient d'ailleurs besoin de la paix. Les *Espagnols* aiant eu avis de cette négociation, ils proposerent divers partis à Son Altesse pour la faire entrer dans leurs intérêts. Mais comme ils n'y virent point de jour, ils lui persuaderent d'armer sans se déclarer, & lui offrirent secrettement de l'argent, esperant que les *François* en voiant ce Prince sous les armes, n'oseroient pas l'attaquer.

Cet expédient fut le seul, qui fit croire à *Victor Amedée*, qu'on ne le presseroit pas de signer la Ligue, ou que du moins on lui feroit un meilleur parti; mais le *Cardinal de Richelieu*, qui ne pouvoit souffrir que le Duc

lui résistât si longtems, lui fit dire : *Qu'il vouloit ou la Ligue ou la guerre*, & pour l'obliger à s'expliquer, il fit approcher des Troupes sur les frontières du *Piémont*. Ainsi *Victor* contre son inclination, suivant le rapport de *Guichenon*, se vit contraint d'accepter la Ligue. Le *Marquis de Créquy* se joignit à ce Prince & à celui de *Parme* avec les Troupes du Roi, & ils firent ensemble une Armée de 5000. chevaux & 25000 fantassins, avec lesquels ils devoient entrer dans le *Milanais*.

Telle étoit la situation des ennemis de l'*Espagne* & de la *Maison d'Autriche*, lors que cette dernière se mit en état de repousser les *François* de la *Valtelline* & d'en chasser le *Duc de Rohan*; mais tous ses efforts furent inutiles.. Les *Espagnols* eurent cependant le tems de faire venir des Troupes de *Nâples*, & de lever 4000. hommes dans les Cantons Catholiques. Les *Autrichiens* de leur côté assemblèrent leur Armée sous la conduite du Comte de *Ternavont*, & marcherent vers les frontières des *Grisons*, pendant que celle d'*Espagne* se retrancha du côté du *Lac de Côme* aux environs de *Pozzo Madrone* & à la *Francesca*. Les *Espagnols* fortifierent en outre le vieux château de *Musù* au bord du même Lac. De sorte que tout annonçoit une cruelle & sanglante guerre. Le *Duc de Rohan* fit de son côté tout ce qui convenoit à un habile Général pour se maintenir dans le pais, qu'il avoit

voit conquis , & pour résister courageusement à ses ennemis. Les *Grisons* mirent 7500. hommes sur pied en faveur des *François*.

Les Cantons & la République de *Valais* furent non seulement sollicités pour le fidèle égard , mais aussi pour de nouvelles Troupes en cas de nécessité. Les Fortereffes du *Rhin* furent mises sous la garde du *Duc de Bavière* , & on les pourvut de fortes garnisons. Enfin pour ne rien négliger on désarma les *Valtelins* dans la crainte, qu'ils ne se déclarassent de nouveau pour les *Espagnols*.

Les *Impériaux* commencerent les hostilités dans la *Vallée de Moûtier*. Le Colonel *Goltz* avoit pénétré avec quelques mille hommes par l'écluse d'*Ehrenbourg* pour se rendre maître du *Steig de S. Lucie* , & de là entrer dans la basse *Engadine* ; mais son objet étoit de s'emparer du *Pont de Nuders* pour faciliter à l'Armée Impériale l'entrée dans le pais. Les habitans, qui découvrirent son dessein, mirent le feu au Pont , & l'aïant réduit en cendres ils firent échouer l'entreprise. *Goltz* écrivit de *Nuders* au Conseil d'Etat des *Grisons* , demandant passage pour les Troupes Impériales , afin de pouvoir aller attaquer les ennemis de l'Empereur par tout où il les trouveroit ; & pour que sa lettre eût plus d'autorité il fit avancer un corps de 6000. hommes dans la vallée. Quoique cette contrée fût sous la protection de la *Maison d'Autriche*,

il ne laissa pas d'y agir en ennemi , & d'en traiter les habitans avec la dernière cruauté n'épargnant ni âge ni sexe , ni Catholique ni Réformé , mettant au pillage jusques au Couvent des *Capucins* , qui fut d'une pauvre ressource.

Le *Baron de Goltz* alla ensuite camper près de *sainte Marie* , où il se retrancha. Les *Grisons* épouvantés lui envoierent des Députés pour se plaindre d'un traitement si inhumain , pendant que les Communautés s'avancèrent pour aller garder les passages , & tâcher d'empêcher que les *Impériaux* ne pénétraissent plus avant dans leur pais. Mais ceux-ci n'eurent aucun égard aux remontrances qu'on leur fit. *Goltz* décampa , & entra dans la Vallée de *Farel* du Comté de *Borinio* pour se rendre maître du pas de *Scala*. Le Colonel *Brügger* voulut s'y opposer , mais n'ayant pas été secouru par de *Lande* , le passage fut emporté , & les *Impériaux* s'emparèrent de *Borinio* , où ils passerent 600. *François* au fil de l'épée. Le *Marquis de Montausier* , qui étoit dans la Vallée de *Lévine* , fut obligé de se retirer à l'approche des ennemis. Mais *Guler* , *Brügger* & *Jenatsch* marchèrent en toute diligence avec leurs Régimens à *Poschlaß* pour empêcher le *Baron de Goltz* de faire de plus grands progrès dans la *Valtelline*.

Le *Duc de Rohan* ayant appris que le Comté de *Borinio* venoit d'être surpris , il laissa u-

partie de ses Troupes pour faire tête aux *Pagnols*, & avec l'autre il alla pour combattre les *Impériaux*, qu'il rencontra dans la *Vallée de Lubine*. Ce Prince ne voulant pas donner le tems à ses ennemis de se reconnoître, malgré la fatigue d'une longue marche, les attaqua le 17. de *Juin* à la pointe du jour, s'empara des hauteurs, qui couvroient les *Allemands*, en chassa les postes, & tombant ensuite sur le Corps de l'Armée, il mit en déroute avant même qu'elle eût le tems de se ranger en bataille. Ceux, qui s'étoient retirés sur le cimetière, furent poussés dans la rivière. On en tua une grande quantité dans la fuite, & si *Goltz* n'avoit pas eu la précaution de faire couper le Pont, les *François* le chasseroient jusques dans le *Tirol*.

Après cette victoire le Duc détacha le *Ban de Saint André* pour aller donner la chasse aux *Impériaux*, qui étoient dans la *Vallée de Fournio*, & qui ne scachant rien de la déroute des leurs, furent aisément surpris & vaincus. Une partie se sauva néanmoins à l'approche des *François*, l'autre fut faite prisonnière. Les *Engadins* de leur côté les surprirent de la même façon dans la *Poschlaß* - *traas*, & en tuèrent une grande partie.

La grande Armée *Autrichienne* ne laissoit pas d'avancer, malgré les fréquentes défaites qu'avoient souffert les Troupes, qu'elles avoient

détachées pour s'emparer des passages & des postes avantageux dans la *Valtelline*, & dans les *Grisons*. On étoit convenu entre les *Impériaux*, les *Autrichiens*, & les *Espagnols*, que les premiers entreroient dans le *Comté de Bormio* par la partie haute du Comté, & les derniers par la basse sous la conduite du Comte Jean Serbelloni pour surprendre en même tems la *Valtelline*. Mais par bonheur les Régimens Suisses de *Zurich*, de *Berne*, de *Glarus* & de *Soleure* étant arrivés dans ces entre-faites, & aiant occupés les environs du *Steig*, le Duc de Rohan, qui étoit avisé du Plan des ennemis, ne voulut pas en habile Général leur donner le tems de le mettre en exécution. Il marcha à eux dans la *Valtelline*, où il les trouva campés à *Grosetto*. Ceux-ci abandonnèrent leur Camp pour se retirer à *Maltz*, où ils crurent pouvoir attendre les *François* à leur avantage. Le Duc de Rohan ne s'en laissa pas épouvanter, & quoiqu'il fût plus foible que ses ennemis, il les attaqua avec une valeur, qui eut bientôt son heureux succès. Le combat fut rude dans son commencement. Les *Impériaux* tiennent ferme, & se battirent avec beaucoup de bravoure. Mais l'expérience du Général François & la connoissance, que les Troupes Grisonnes avoient de leur propre pais, produisirent l'effet ordinaire dans ces sortes d'occasions. On enveloppa les *Allemands*, & on les prit.

rit par tant de côtés, qu'ils furent enfin contraints d'abandonner la victoire aux plus heureux, & de prendre la fuite, il s'en noia un grand nombre dans l'*Adda*, plusieurs périrent dans la fuite ; une quantité d'autres, qui avoient jetté leurs armes, furent massacrés, & si l'on n'avoit pas rompu le Pont de bonne heure, il n'en seroit pas revenu un seul. De sorte, rapporte *Lauffer*, que de 6000. hommes, qui se trouverent dans cette bataille, il en échappa à peine 1500. qui évirent le *Tirol*. Trois cens *Impériaux* occupoient encore dans le *Comté de Borinio* un poste très avantageux. Le Duc de Rohan pour rendre sa victoire complète, les fit attaquer par le *Marquis de Montausier*, qui après en avoir fait un horrible massacre, resta lui même parmi les morts.

Le Général François regretta ce brave Officier ; mais il ne perdit point de tems. Il avança dans la *Valteline* pour aller livrer combat aux *Espagnols*, qui au nombre de 3000. fantassins & 400. chevaux étoient venus prendre poste à *Sondrio*. *Serbelloni*, qui les commandoit, aiant appris la défaite des *Allemands*, ne jugea pas à propos d'attendre les *François*. Il se retira sous le canon de *Fuentes*, où on le laissa aller. Il ne restoit plus qu'à nettoier la *Vallée de Molétier*. Le Duc y envoya les deux Régimens de *Schmid* & de *Gréder*, qui n'y furent pas plu-

tôt arrivés, que les *Impériaux* remplis de terreur quitterent ce pais, & rentrèrent dans le *Tirol*.

Ferdinand II. sensible à tous ces revers s'en prit au *Corps Helvétique*. Il envoya en *Suisse* le *Comte d'Ems*, qui représenta de la part de *S. M. I.* à la Diette de *Baden*, avec quelle fidélité ce Monarque s'étoit appliqué à observer l'*Union héréditaire*, & combien il avoit raison de se plaindre de la Nation du peu d'attention, qu'elle venoit de faire à ce Traité dans cette rencontre, où elle avoit donné passage aux Troupes *Françoises* pour aller s'emparer de l'*Engadine* au grand préjudice de *S. M. I.* Les *Suisses* répondirent à ces plaintes, Qu'ils n'avoient pas moins d'inclination pour observer l'*Union héréditaire*, & qu'ils en donneroient des preuves dans toutes les occasions, qui pourroient se présenter à l'avenir. Qu'au reste ils ne croioient point avoir mérité le reproche, que *S. M. I.* leur faisoit par son *Ambassadeur*, puis que les *François* aiant passé sans empêchement sur les terres de la Maison d'*Autriche*, ils avoient inopinément & sans leur avertir continué leur route pour se transporter dans l'*Engadine*; que d'ailleurs ils ne les auroient point arrêté, puis que ces Troupes avoient marché au secours des *Grisons* leurs *Alliés* & pour les maintenir dans leur liberté.

C'étoit bien là en effet la pensée des *Suisses*; car ils étoient certainement persuadés, que

que l'entrée de l'Armée Françoisse n'avoit pas d'autre motif, que celui de protéger les *Grisons* dans leur Souveraineté de la *Valtelline* contre les *Espagnols* qui l'infestoient ; mais l'opiniâtre séjour du *Duc de Rohan* & de ses Troupes dans la *Rhétie*, leur fit comprendre, que le Ministère de France avoit d'autres vûes sur ce pais. Les *Grisons* commencerent aussi à s'en inquiéter, & après avoir jugé sainement, que les belles promesses du *Cardinal de Richelieu* ne tendoient qu'à les amuser, ils prirent la résolution de s'affranchir par eux mêmes d'un joug, qu'on leur préparoit ; & voici comment ils s'en prirent suivant le rapport du *Maréchal de Bassompierre*, dont je copie les propres expressions contenues dans le Tome IV. page 235.

Il arriva le même mois (Avril 1637.) deux 1637 affaires importantes. L'une fort préjudiciable à la France ; l'autre à sa perpétuelle gloire & réputation. La première fut la retraite de nos Troupes des *Grisons*, pour ne dire, qu'elles en furent chassées. Dont les commencemens étoient venus, sur ce que le Roi aiant envoyé l'année 1632. Monsieur de Rohan avec une petite Armée au secours des *Grisons*, auxquels les *Espagnols* troubloient la souveraineté de la *Valtelline*, où il réussit si heureusement, qu'il les en chassa premièrement, & puis ensuite la défendit contre eux, lors qu'ils firent dessein de la reconquerir ; & puis songea de s'y établir par des Forts, qu'il

y fit construire ; & ensuite dans les avenues des Grisons , au Steig , & au Pont du Rhin ; les quels il fit garder par les Troupes , qu'il avoit aménées , & avec des Zuriquois , qu'il leva pour le Roi ; assurant néanmoins les Grisons que ce qu'il faisoit , étoit pour leur assûrer la Valteline , & que pour les forts du Steig & du Rhin , ce n'étoit à autre intention , que pour empêcher les ennemis d'entrer en leur pais , auquel le Roi son maitre ne prétendoit autre chose , que la gloire de l'avoir conservé contre ceux , qui le vouloient envahir. Ce que les Grisons crurent , ou feignirent de croire pour quelque tems ; mais voiant que Mr. de Rohan s'y établissoit , & qu'il ne faisoit point d'état d'en sortir , ils commencerent à murmurer , disant : Qu'il n'y avoit plus rien à craindre , & que si le Roi les vouloit remettre dans la Valteline , en leur consignat les forts qu'il y avoit , ils les scauroient bien garder eux mêmes , comme aussi empêcher que leurs ennemis entrassent par le Rhin ou le Steig , sans que les Troupes Françoises y demeurassent perpétuellement. Et qu'ils demandoient que le Roi , suivant sa promesse , leur aiant restitué leur pais , leur en laissât la libre & entière jouissance.

Mr. de Rohan jugea bien qu'ils avoient raison ; mais n'ayant point d'ordre alors de la leur faire , s'avisa d'une ruse , qui depuis fut cause de sa ruine. Il leur répondit donc , que le Roi n'avoit aucun dessein ni intention de s'approprier

prier aucunes de leurs terres ; mais que n'étoit pas sans crainte , que les ennemis n'y eussent leur visée , & que rien ne les retarderoit d'en entreprendre l'exécution , que l'impossibilité qu'ils y rencontreroient par la puissante opposition des Armées de Sa Majesté , des quelles ils attendoient la retraite , pour parvenir à leurs fins ; & que la perte des Grisons étant conjointe à son notable intérêt , il ne pouvoit aucunement consentir de mettre les choses à l'abandon , pendant la guerre ; mais bien faire voir aux Grisons la candeur de son ame , & la sincérité de ses intentions , en mettant dans les forts des Grisons mêmes pour les garder. Qu'à cet effet il feroit lever quatre ou six Régimens , de mille hommes chacun de leurs compatriotes , tant pour s'en servir , s'ils étoient attaqués par les Espagnols , que pour leur confier une partie de ces forts , jusques à ce que les choses pussent être en état de ne rien appréhender. *Cette Proposition contenta les Grisons , & Mr. de Rohan crut , que ce lui étoit un plus grand affermissement , parce qu'il choisit les plus affidés des Grisons au service du Roi , tant aux charges de Colonels , que de Capitaines , les quels il engageoit davantage par ce nouveau bienfait , & qu'il ne les établiroit point es lieux les plus importans , s'il ne vouloit : Ce qui lui réussit pour lors. Mais comme cette levée requeroit pour sa subsistance & sa solde , une grande*
somme

somme d'argent, outre celle que le Roi employoit à l'entretien des autres forces, qu'il avoit au dit païs, & qu'en ce même tems le Roi faisoit de prodigieuses dépenses en plusieurs autres endroits, les païemens n'en furent pas si ajustés, & si certains, qu'il eût été à désirer; de sorte que ceux, qui étoient mis sur pied à dessein de faire taire les autres, furent ceux, qui avec le tems crièrent le plus haut, & qui donnerent le plus de peine à Mr. de Rohan. Les années cependant écouloient, & les Grisons étoient opprimés de nos Troupes. & mal païés de leurs gages; ce qui leur causoit beaucoup de facheries, & de mécontentemens, & qui fit réveiller les Partisans des Espagnols, qui commencerent à semer sous mains divers discours au désavantage de la France, pour émouvoir leurs Compatriotes, leur faisant remarquer le long séjour des Armées Françoises dans leurs païs; les forts qui les tenoient en servitude; les mauvaises paies de leurs Régimens, & finalement qu'ils étoient en pire état, que lorsque les Espagnols occupoient la Valteline; puis que les païs Grisons étoient aussi soumis aux armes Françoises que le reste, par la construction des forts de Steig & du Rhin; & que ce seroit le meilleur, s'ils pouvoient vivre libres & jouïssans de tout leur païs en bonne neutralité. Ce qu'ils s'assuroient, que les Espagnols feroient de leur côté, si les François en vouloient faire de même.

Cette proposition fut approuvée de tous les Grisons, & les Partisans Espagnols eurent permission

sion d'en faire la tentative vers les Espagnols.
 Mr de Rohan ne tarda guère à être averti de
 cette pratique, ni d'en donner avis au Roi, au
 quel il manda; que le seul moïen de l'empêcher,
 étoit d'envoïer de l'argent, tant pour le paiement
 de ce qui étoit dû à ces Régimens de Grisons, qu'il
 avoit levé que pour leur subsistance à l'avenir;
 moiennant quoi il promettoit de contenir ces Gri-
 sons & de rembarrer les ennemis. Le Roi avoit
 envoïé quelques jours auparavant le Sieur Lasnier
 Ambassadeur ordinaire aux Lignes, auquel il a-
 voit donné l'intendance de la justice & des finan-
 ces en l'Armée de Mr. de Rohan, & sur l'avis
 qu'il reçut du Duc, il fit acheminer une voiture
 de soixante & dix mille écus aux Grisons; mais
 dès qu'elle fut arrivée, étant survenue une gran-
 de maladie au dit Duc en la Valteline, les mê-
 mes factionnaires d'Espagne, aiant réhaussé leurs
 brigues, & même gagné quelques-uns des six
 Colonels qui commandoient les Régimens, que le
 Roi avoit levés aux Grisons, ils eurent la puis-
 sance d'envoier des Députés des Lignes aux Mi-
 lanois pour traiter. Ce qu'ayant obligé Mr. de
 Rohan dans l'extrémité de sa maladie d'envoier le
 Sr. Lasnier, qui étoit alors près de lui, à Coire,
 pour réprimer ces Colonels débauchés, & forti-
 fier la faction Françoisse, le dit Lasnier parla aux
 Colonels plus aigrement, qu'il ne devoit, les me-
 naçant de les châtier; & de leur faire & par-
 faire leur procès, & mêmes avec des injures: Ce
 qui acheva de décréditer le parti & de jeter les
 affectionnés

affectionnés de France dans le désespoir. La voiture étoit cependant arrivée, & le Duc de Rohan guéri, s'étant acheminé à Coire, il crut être expédient pour le service du Roi d'improuver les violentes actions de Lasnier : C'est pourquoy il lui fit quelques réprimandes devant les mêmes Colonels ; les quelles ne pouvant souffrir, il y répondit en sorte, qu'il se mit tout-à-fait mal avec ce dit Sieur de Rohan, qui aiant donné quelques ordonnances aux Colonels pour y recevoir de l'argent, Lasnier ne le voulut distribuer ; dont le Duc de Rohan se sentant offensé, envoya enlever la voiture de chez Lasnier, & fit paier les Colonels. Et Lasnier, qui prévoioit l'orage, qui depuis est venu, fut bien aise de prendre le sujet de mécontentement pour s'en retourner. Un jour Mr. de Rohan étant sorti de Coire pour aller au fort de France, les Grisons prirent les armes, & vinrent au devant de lui, comme il s'en revenoit : Ce qui l'aiant fait rebrousser dans le dit fort, qui n'étoit guère muni de vivres, & les Zuriquois, qui étoient les plus forts dedans, peu résolu de se défendre : Voiant aussi toutes les Lignes en armes, les Impériaux & Espagnols sur leurs frontières pour les secourir, le peu d'assistance qu'il pouvoit esperer tant des François que de leurs Alliés, il fit un Traité avec les Grisons de sortir de la Valteline, & de leurs autres terres, pourvu que l'on assurât le retour aux gens de guerre François, qui étoient dans leur pays.

Les *Grisons* n'ayant pas sujet de se fier aux promesses du *Duc de Rohan*, ne voulurent point laisser partir les Troupes Françaises à moins, que lui même & le *Seigneur de Saint Simon* ne se constituassent pour ôtages dans la ville de *Coire*, d'où ils ne partiroient que lors que tous les *François* seroient absolument sortis de la *Rhétie*. Ceux-ci firent difficulté de se mettre en marche sous prétexte, que n'étant point payés ils ne pouvoient pas partir sans argent. Mais le *Marquis de Legnès* Gouverneur de Milan ayant appris la cause de ce délai, il envoya 35000. écus pour enlever cette pierre d'achoppement, pendant que de l'autre côté le *Comte Serbelloni* détacha le *Comte Alexandre de Valence* avec des Troupes pour s'emparer du Pont, que les *François* avoient bâti proche de *Montello*, & pour pénétrer ensuite du côté de *Morbegno*, afin qu'en se rendant maître de cette Contrée, il empêchât les *François* d'en secourir les habitants. Béli à la tête des *Grisons* s'approcha du fort du *Steig*; & comme les Princes voisins, à l'exception de *Venise*, s'interessioient pour la liberté de ces peuples, les *François* furent enfin obligés de regagner leurs pais.

Les *Grisons* ont l'obligation du recouvrement de leur liberté aux soins & au travail du Colonel *Jenatsch*, qui comme un second *Monck* en *Angleterre*, conduisit cette affaire avec toute la prudence & la valeur possible

en faveur de sa Patrie. Mais ce Grand Homme ne jouit pas long tems de sa gloire. Il fut assassiné en 1639. en soupant avec le Colonel *Guler*, le Baron de *Travers*, & le Lieutenant Colonel *Ambroise de Planta*. Trente hommes masqués le surprirent à table environ minuit, & le massacrèrent inhumainement, sans que ceux qui étoient avec lui pussent l'empêcher. On fit toutes les perquisitions imaginables à ce sujet, & l'on eut soin de tenir les portes de *Coire* fermées le lendemain pendant tout le jour; mais toutes ces précautions furent inutiles, & il ne fut pas possible de découvrir les auteurs de ce meurtre détestable.

Si la foide avoit manqué aux Troupes *Suisses*, qui servoient en *Grison*, celles qui étoient en *France* n'étoient pas mieux traitées. On avoit accordé 12000. hommes au Roi, à condition de n'agir que défensivement; cependant on commença par s'en servir séparément, & ensuite on voulut obliger ceux de *Zurich* & de *Berne* à consentir d'être employés en *Lorraine*. L'un & l'autre article étoit contraire aux Alliances: Aussi les Capitaines en aviserent ils leurs Souverains Seigneurs, qui après en avoir conféré avec l'Ambassadeur, leur répondirent de s'opposer à ce qu'on demandoit d'eux; mais que si on les pressoit vivement, ils ne devoient pas refuser de marcher. Ils se conformerent exactement à
cet

cet ordre, & ils se comporterent très bien dans quelques actions, où ils se rencontrèrent en *Lorraine*.

Les Colonels & les Capitaines s'étoient plaint au Roi, de ce qu'on ne les païoit pas, de ce qu'on leur retenoit le vintième denier des héritages, & de ce qu'on leur refusoit encore quelques autres points des Alliances ; ce qui causoit la désertion parmi les Troupes Suisses, & un murmure parmi les Soldats qui préjudiciois extrêmement à son service ; mais comme ils ne furent point écoutés, & qu'on affecta de n'y apporter aucun remède, ils se virent forcés d'avoir recours à leurs Seigneurs. Les Cantons envoierent différentes Députations à ce sujet à *Soleure* auprès du Ministre du Roi pour lui représenter le tort, que cette conduite faisoit non seulement à la Nation, mais encore au service de Sa Majesté ; qu'ainsi ils le prioient d'y faire attention & de prendre des mesures, pour que les Troupes fussent dorénavant mieux païées, qu'on ne les fit point servir séparément, que les Régimens fussent traités suivant leur force, & qu'on leur rendit justice eu égard au vintième denier, à moins de quoi on seroit obligé de rappeler les Troupes.

L'Ambassadeur n'ayant pas répondu au gré des Suisses sous prétexte de l'irruption, que les Impériaux venoient de faire dans le *Duché de Bourgogne* ; on prit le parti d'en

écrire au Roi ; mais la lettre n'eut point son effet. De sorte que les Régimens diminuant de jour en jour, la Cour entra dans une Capitulation avec les Capitaines ; ne garda qu'une Compagnie de chaque Canton, & de quatre Régimens ; qui étoient au service de *France*, elle n'en fit qu'un, dont elle nomma pour Colonel *d'Estavaier Seigneur de Molondens*. Cet écart des Capitaines fut désapprouvé par les Cantons, & on leur fit ressentir la disgrâce Souveraine dans une Diette, que l'on convoqua pour ce sujet à *Baden* en 1637.

Cette conduite du *Cardinal de Richelieu* à l'égard des *Suisses* fut sans doute la cause, qu'ils donnerent une Audiance favorable au *Comte de Cassati*, & qu'ils convinrent ensemble d'une exacte neutralité pour la *Franche Comté*. Dans cette vûë ils firent exactement garder les passages, bien résolus aussi d'empêcher les *François* de repasser sur leur territoire en cas, qu'il leur prit envie de vouloir aller venger l'affront, qu'ils avoient reçu en *Grisons* ; mais ce n'étoit pas là la seule affaire, qui les intriguoit. Les *Suédois* leur donnoient une occupation bien plus sérieuse.

Le *Duc de Weimars* s'étoit emparés des Châteaux de *Zwingen*, de *Pfeffingen*, & d'*Angenstein* dans l'*Evêché de Bâle*, où il mit garnison pour la sûreté de son Armée, qu'il avoit mis en quartier d'hiver dans ce territoire, afin d'être à portée d'entrer dans le
Frickthal,

Frickthal, où il vouloit pénétrer par le côté de *Bâle* pour se rendre maître des Villes Frontières. C'est ce, qu'il exécuta le 18. de Janvier 1638., malgré les représentations du *Corps Helvétique*, qui lui avoit fait connoître le renouvellement de la neutralité, qu'il venoit de conclure avec les Puissances intéressées, & les Alliances qu'il avoit avec la France, dont le Duc étoit Allié lui même.

Weimars fit passer le *Rhin* à une partie de ses Troupes au village de *Munf* pour aller sommer la ville de *Seggingen*, qui étoit dépourvûë de garnison, ne fit pas difficulté de se rendre. Alors ce Général après avoir pris *Lauffembourg*, se replia sur *Rheinfelden*, qu'il assiégea. Il y avoit dans la ville 400. Autrichiens sous le commandement d'un brave Colonel, avec une Bourgeoisie des plus généreuses. Il fallut donc faire le siège dans les formes non seulement par rapport à la forte garnison, mais aussi parce que la Place étoit bien fortifiée. Desorte que les Impériaux après être revenus de la surprise, que la marche inopinée du Duc leur avoit causée, sortirent de leurs quartiers d'hiver, & assemblerent leur Armée aux environs de *Villingen*, en marchant jour & nuit au secours de *Rheinfelden*. *Saxe Weimars* aiant eu avis de l'approche des ennemis, leur alla au devant avec une partie de ses Troupes, laissant l'autre pour faire tête à la garnison. Les deux

Armées se rencontrèrent auprès de la Com-manderie de *Bücken*, appartenant à l'Ordre *Teutonique*, & se livrèrent le 18. *Fevrier* une sanglante bataille, dont le succès fut douteux, suivant *Lauffer*; mais plusieurs autres Historiens en donnent tout l'avantage au fameux *Jean de Wert*, qui commandoit les Troupes Impériales.

Les derniers rapportent cette mémorable action en peu de mots; Voici comment ils s'expriment. Les François eurent les mêmes avantages sur le Rhin, sous le commandement du Duc de Weimars, qui s'empara des Villes For-sières, & assiéga Rheinfelden. Là dessus la Cour Impériale donna ordre à Jean de Wert, à Savelli, Sparreuther, Inckenfort, & Fur-temberg de rassembler toutes leurs Troupes pour secourir Rheinfelden, ce qu'ils firent heureuse-ment, & chasserent le Duc Bernard jusques à Lauffenbourg; mais au moment qu'ils pensoient avoir tout gagné, qu'ils se divertissoient ensemble à Rheinfelden, & qu'ils avoient permis aux Soldats d'aller en maraude, le Duc Bernard re-tourna le lendemain, attaqua le Camp Impérial, qui étoit mal gardé, mit tout en fuite, avant que les Généraux fussent sortis de Rheinfelden, & les fit tous prisonniers; à la réserve de Fur-temberg qui se sauva, & de Savelli, qui trou-va moyen d'échapper de prison. Il fit aussi plu-sieurs autres Officiers prisonniers, avec plus de 2000. Soldats.

Cette

Cette seconde action, où les *Allemands* furent battus, fut un effet de l'habileté du *Duc de Weimars*, qui sut profiter de la fausse sécurité des Généraux de l'Empereur, ceux-ci étant tombés dans la faute assez ordinaire de ceux, qui se reposent inconsidérément à l'ombre de leurs lauriers après une victoire.

Lauffer rapporte cette bataille de la façon suivante. L'aile droite des Suédois commandée par le Général *Tupadels* attaqua la gauche des Impériaux, qui étoit sous les ordres de *Jean de Wert*, ce qu'il exécuta avec tant de valeur, que ce dernier fut entièrement rompu & mis en fuite. En échange le Comte *Savelli* & le Général Major *Sperreuther* à la tête de l'aile droite Impériale chargerent la gauche de l'Armée Suédoise avec tant de bravoure, que l'aïant mise en déroute & forcée de céder le champ de bataille, ils se rendirent maître de huit pièces de canon, en mettant la cavalerie ennemie hors d'état de soutenir son infanterie. Mais comme les *Allemands* avides du pillage, s'amuserent à l'entour des équipages, le *Duc de Weimars* eut le tems de rassembler ses Troupes, & attaquant de nouveau l'Armée Impériale, il reprit quatre canons, & délivra le *Duc de Rohan*, qui aiant été blessé dans le combat, étoit resté prisonnier. C'est ainsi, ajoute *Lauffer*, que la fortune se joïa du sort des deux Armées, & que par cette balance elle rendit la bataille indécise, les *Allemands* aiant gagné le terrain des Suédois, & ceux-ci s'étant

trouvés sur la fin de l'action dans le Camp des Impériaux. La nuit sépara les combattans , Jean de Wert se retira dans Rheinfelden , & le Duc de Weimars à Lauffenbourg. Le Rhingrave y perdit la vie du côté des Suédois , & Jean Louis d'Erlach , qui étoit auprès du Duc Bernard en qualité d'Ambassadeur de la part de la ville de Berne , fut fait prisonnier avec les Colonels Schaféliski & Bernold ; mais les uns & les autres recouvrèrent leur liberté après la reddition de Rheinfelden.

Henri II. Duc de Rohan , Pair de France , Prince de Leon , Comte de Porrbpët , & Colonel Général des Suisses & Grisons choisit Genève pour le lieu de sa retraite après avoir quitté le pais des Grisons. Comme il avoit ordre de la Cour de France de se rendre en Piémont avec les Troupes , qu'il avoit commandées dans la Rhétie , il demanda aux Genevois de les laisser passer sur leur territoire , ce qui lui fut accordé , à condition qu'elles défilassent par Compagnies. Il parti de Genève le 10. Juin 1637. On n'a pu découvrir l'endroit où il se rendit. Ce qu'il a de certain , c'est qu'il ne s'écarta pas de la Suisse , & qu'au mois de Septembre de la même année il étoit de retour à Genève , où il demeura jusqu'au 13. de Janvier de l'année suivante. Alors il quitta cette ville , sur l'ordre qu'il reçut du Roi son maître , de se rendre à Venise. Il souhaita avant son départ de prendre
Congé

congé du Conseil, à qui il temoigna sa haute estime, & son attachement particulier pour la République, & en même tems sa parfaite reconnoissance pour tous les honneurs qu'il y avoit reçus. Ce Duc obtint du Roi, qu'avant son départ pour *Venise*, il lui fût permis d'aller joindre le *Duc Bernard de Saxe Weimars*, dont l'Armée s'emparoit des villes Forétieres. Cette permission lui fut accordée, & il alla chercher la mort à *Rheinfelden*, où il reçut plusieurs blessures. Il se fit d'abord transporter à *Zurich*, & ensuite dans l'Abbaie de *Kunigfelden* dans le Canton de *Berne*, où il mourut étant tombé en foiblesse, lors qu'on lui tiroit une balle de la cuisse. La Duchesse Douairiere souhaita, que le corps de son mari fût enterré à *Genève*. où il repose dans une Chapelle du Temple de *Saint Pierre*.

Le Général Major *Tugadel* poursuivit les Impériaux jusqu'à *Huningue* en deça du *Rhin*, & s'empara du fort 400. autres, qui étoient restés après la bataille, voulurent se retirer à *Brisac* sous la conduite du Lieutenant Colonel de *Lamboi* & passer sur le territoire de *Bâle*; mais malheureusement le Colonel de *Rose* les rencontrant auprès de *Pratelen* les défit entièrement, en prit 150. prisonniers, & chassa le reste bien avant dans les montagnes de *Soleure*. Les Suédois pillèrent ensuite le village d'*Aristorf* dans le Canton de *Bâle*, mar-

quant assez par là le peu de considération qu'ils avoient pour le *Corps Helvétique*. C'est ce qui arrive ordinairement, quand on ne se met pas de bonne heure en état de se faire respecter en garnissant les frontières par un nombre de Troupes, qui en imposent à ceux, qui veulent tenter le passage contre le droit des Alliances & contre les promesses d'une exacte neutralité. L'exemple récent qu'on avoit, de ce qui venoit d'arriver dans les *Grisons*, sous la conduite du *Duc de Rohan*, devoit inspirer aux *Suisses* plus de vigilance contre les entreprises des parties beligerentes, & leur faire comprendre, que les plus belles paroles ne sont la plus part du tems que des pilules dorées.

La mort de *Ferdinand II.* arrivée à *Vienne* le 5. de *Février* 1637. fut le sujet d'un grand deuil en *Allemagne* & d'une grande tristesse pour la *Maison d'Autriche*, pendant que la naissance d'un Prince en *France* regardée comme miraculeuse, causa une joie inexprimable dans tout le Roïaume. Ce fut le 5. *Septembre* 1638. que naquit le *Dauphin* à 11. heures quelques minutes du matin, avec des circonstances qui ne permirent pas à *Louis XIII.* de douter, que ce fils ne lui fut donné de Dieu. Tout ce qui a précédé l'accouchement de la Reine nôtre Epouse, dit-il en écrivant sur cela aux Ambassadeurs, & les autres circonstances qui l'ont accompagné en sont des preuves certaines.

D'un

D'un autre côté les Historiens remarquent, que jamais l'*Empire Romain* n'a eu de Chef comparable à *Ferdinand II.*, tant à cause de sa grandeur d'ame, que de la vive pénétration de son esprit, jointe à la bonté de son naturel, qui lui fit pardonner de bon cœur à ses ennemis, & à tous ceux qui l'avoient offensé ; mais sur tout par rapport au zèle ardent qu'il avoit pour la Religion Catholique, en faveur de laquelle il s'exposa aux dernières extrémités, tandis qu'il n'accorda rien aux autres qu'à la pointe de l'épée.

La mort du *Duc de Weimars* arrivée le 18. Juin 1639. causa bien du changement dans les affaires. Ce Grand Heros perdit la vie à la fleur de son âge, car il n'avoit encore que 35. ans ; & l'on peut dire, que sa trop grande prospérité fut la cause de sa perte ; car comme en faisant Alliance avec la *France*, il avoit réservé, que tout ce qu'il prendroit sur la *Maison d'Autriche* avec les *Troupes auxiliaires* de *France*, seroit pour lui, & lui demeureroit en propre ; la fortune favorisa tellement ses entreprises, qu'il se rendit maître de *Brisac*, qui lui soumettoit toute l'*Alsace*. Ce fut alors qu'au sentiment de quelques Historiens il prit la résolution de former un tiers parti en *Allemagne*, au moien dequoi il auroit fait une paix particuliere avec l'Empereur, & tourné ses armes contre les Etrangers pour les chasser de la *Germanie* : Mais les *François*,
 N n 2 qui

qui s'en apperçurent, en prirent une si grande allarme, que pour prévenir ce coup, & se rendre en même tems maîtres de *Brisac*, qui étoit la clef de l'*Allemagne*, ils devinrent la cause de sa mort suivant l'opinion commune. Au moins est-il certain, que la *France* n'eut pas plutôt appris la mort de ce brave Prince, qu'elle envoya le *Duc de Longueville* pour mettre dans ses intérêts l'Armée de *Weimars* à force d'argent. Par ce moyen ces Troupes, à qui il étoit beaucoup dû de leurs gages, ayant été richement païées de leurs arrérages, se mirent au service de la *France*, en lui rendant *Brisac*, que le Duc avoit désiré que l'on gardât pour un de ses frères, ou au moins pour un Prince d'*Allemagne*.

Jean Louis d'Erlach, qui en étoit Gouverneur, fut confirmé dans son Gouvernement.

Laré, Historien de *Louis le Grand*, parle avec plus de modération de la mort du *Duc de Weimars*. Il ne l'attribue point au Ministère de France, comme il paroît par les expressions ci dessus, que le *Grand Théâtre historique* voudroit l'en faire soupçonner. Le *Duc de Weimars*, dit-il, & le Comte de *Guebriant* s'étoient rendus maîtres dès le printemps de plusieurs places importantes dans la *Franche Comté*. *Louis* & son Ministre, continue cet Historien, toujours ardens à obtenir du Duc la cession de *Brisac*, étoient bien aises de l'occuper à prendre une Province, qu'on projet-

toit

toit de lui offrir comme un dédommagement de ses autres conquêtes. Dès qu'ils eurent appris à Mezières la nouvelle de sa mort, ils chercherent tous les moïens possibles d'attirer ses Officiers & ses Troupes au service de la France. L'argent n'y fut pas épargné. Erlach en qualité de Gouverneur de la Place étoit celui, qu'on devoit ménager avec plus de soin.

Il ne convint à personne de décider sur cette importante question. La France, à ce qu'il paroît, ne devoit rien appréhender du côté du Duc de Weimars, dans quelque état qu'il pût se trouver. Souverain de l'Alsace, & de l'Autriche antérieure, Louis XIII. ne changeoit que de voisin; & comme il avoit le même intérêt de conserver sa Souveraineté contre les armes Françoises, qu'avoit la Maison d'Autriche, ce Monarque n'avoit pas plus à craindre de cette dernière, que du Duc de Saxe Weimars. Ainsi le soupçon, qu'on fait naître de sa mort, paroît tout-à-fait injuste.

Quoiqu'il en soit, il n'est pas moins vrai, que la manière dont le Général Suédois avoit violé le territoire Suisse, indisposoit extrêmement la Nation contre lui, & la mettoit en même tems dans des grandes inquiétudes. Ce fut pour ce sujet qu'on s'assembla à Baden en Février 1638. L'on y convint d'écrire à Ferdinand III., qui avoit succédé à son Pere dans l'Empire, & à l'Archiduchesse Claude, pour

pour les prier de croire , que les Cantons n'avoient eu aucune part au passage des Troupes Suédoises sur leur territoire , & d'être persuadés , qu'ils n'avoient donné aucune atteinte à l'Union héréditaire. Le second point qu'on traita à Baden regardoit les forteresses , que l'on construisoit en si grand nombre dans les Grisons. On croïoit , qu'il seroit plus à propos de les raser , pour empêcher que les ennemis des Lignes ne s'en emparassent tout de nouveau. Mais les Grisons aiant fait connoître , qu'elles ne subsisteroient plus , dès que la concorde seroit véritablement retablie parmi eux , & qu'on n'auroit plus rien à craindre des Etrangers. Les Suisses se contenterent de cette réponse , les avertissant néanmoins de se précautionner contre l'Armée Suédoise , puis qu'on appréhendoit avec raison , que le Duc de Weimars ne cherchât à venger l'affront , que le Duc de Rohan avoit reçus dans leurs pais. Mais la mort l'aïant surpris , on cessa de le craindre.

Il se tint encore plusieurs conférences & Diettes au sujet de cette guerre. L'Empereur faisoit tout son possible pour engager les Suisses à expliquer les mots de *fidèle égard* , contenus dans l'Union héréditaire , dans un sens qui les obligât à prendre les armes en sa faveur , tâchant au moins de les porter à reprendre les Villes Forétieres sur les Suédois. Le Comte d'Enns , & le Baron de Schönau furent

rent envoyés pour négocier cette affaire ; mais les *Suisses* restèrent toujours dans les sentimens d'une exacte neutralité, & dans l'opinion que le sens naturel de l'expression de *fidèle égard* n'exigeoit point d'eux un engagement offensif, & qu'il ne pouvoit pas même souffrir une explication semblable.

Le *Roi de France*, qui de son côté avoit besoin de monde fit proposer aux Cantons de lui accorder une levée de 6000. hommes. L'Ambassadeur de *Méliand* convoqua pour cela une Diette à *Soleure*, où la proposition se fit ; ce Ministre prévoiant que les *Suisses* ne manqueroient pas de former quelque difficulté sur ce point, eu égard au mauvais traitement qu'on avoit fait aux dernières Troupes, qu'on avoit données au Roi, il promit de la part de ce Monarque, qu'à l'avenir la Nation seroit traitée suivant les Alliances. On fit encore entendre à l'Ambassadeur, Qu'avant que de consentir à cette levée, on espéroit, que *S. M.* feroit paier les ar-rérages dûs aux quatre derniers Régimens, qu'on avoit accordés, & qu'il feroit enfin rendre les sommes, qu'on avoit prêtées à la Couronne. De *Méliand* en donna quelque espérance ; & aiant fixé une pension pour les Cantons, qui avoient accordé la levée, on travailla incessamment à la faire. *Lucerne*, *Schweitz*, *Underwalden* & *Zug*, qui étoient inclinés pour l'*Espagne*, ne voulurent point se déterminer là dessus

dessus se contentant d'écouter cette proposition de l'Ambassadeur *ad referendum*.

Les *Suisses* crurent être à l'abri de tout ce qui pouvoit déranger le service de la Nation en *France*, par les Réglemens & les ordonnances qu'ils avoient faites en défendant la levée des Compagnies franches, & les Capitulations que quelques particuliers pourroient faire sans l'aveu des Souverains. Outre qu'ils avoient enjoint par serment à leurs Colonels & à leur Capitaines de ne point souffrir, qu'on les emploiat dans des pais, qui ne sont pas compris dans les Alliances.

De Méliand ne trouva pas ce dernier article à son gré, & il fit connoître, qu'on auroit dû parler de cette condition avant que de permettre la levée. Par cette plainte de l'Ambassadeur on s'apperçut bien, que le Roi avoit envie de faire marcher les Troupes de la Nation par tout, où il feroit aller les siennes propres, & ce fut peut-être là la raison, pour laquelle on n'obligea pas les Officiers à prêter le serment formel, dont on étoit convenu même dans la dernière Diette de *Baden* en 1639.

On reprit encore dans une Diette l'affaire de la neutralité de la *Franche Comté* en donnant l'option ou de la continuer ou de traiter d'une suspension d'armes avec les *Espagnols*. Mais *de Méliand* pour éluder l'un & l'autre, dit : *Qu'il ne reconnoissoit pas Saiave-*
dra

dra pour *Ambassadeur d'Espagne* ; en second lieu qu'il n'entreroit dans aucune négociation au sujet d'une suspension d'armes, qu'il ne vît auparavant un *Ministre* muni d'un plein pouvoir de toutes les *Puissances*, qui avoient les armes à la main contre le *Roi son maître*. *Saiavedra* piqué de cette réponse du *Ministre François*, voulut faire connoître, combien elle étoit mal fondée & engager par là les *Suisses* à prendre les armes pour la défense de la *Franche Comté* en leur alléguant l'époque de l'*Abscheid* de 1578. où les Cantons de *Berne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Underwalden*, de *Zug*, & de *Glaris* avoient promis un secours réel en faveur de cette Province ; sans cependant s'y engager par devoir, mais uniquement par amitié & en qualité de bons voisins.

On comprit parfaitement, ou que l'*Ambassadeur de France* ne trouvoit pas à propos d'entrer dans une négociation, qui ne lui étoit pas commise, ou qu'il ne vouloit pas s'y prêter pour des raisons, qui sont particulières à un *Ministre*, qui appréhende de traiter des choses de cette conséquence. C'est pourquoi les Cantons prirent la résolution d'envoier au *Roi Jean Henri Elmer, Staathalter de Glaris*, qui est la seconde personne du Canton dans la Magistrature.

Cet *Ambassadeur* fut chargé de demander au *Roi* la neutralité entre les deux *Bourgognes*, ou la suspension d'armes entre les *François* & les *Espagnols*

Espagnols en égard à ces deux Provinces : Le paiement de ce que la Couronne devoit aux Cantons & la suppression des impôts , que l'on faisoit paier aux marchands de la Nation habitués à Lion. Le Roi ne satisfit point Emer, par sa réponse ; & le Cardinal Ministre ne voulut pas entrer dans une discussion positive à ce sujet. On se contenta de le renvoyer en le consolant sur l'espérance d'une Paix prochaine ; mais cette consolation ne remédioit point aux infractions , qu'on faisoit aux Traités , & la Paix future n'interessoit en rien les Suisses , pour ce qui concernoit les affaires particulières , qu'ils avoient à démêler avec la France.

1641 Ces négociations continuelles tant dans la Suisse que hors du Corps Helvétique durèrent jusqu'à l'année 1641. A cette époque il y avoit environ vint ans , que les troubles de la longue guerre d'Allemagne inquiétoient la Nation , qui s'étoit vûë très souvent dans la nécessité de faire marcher ses milices pour mettre ses frontières à l'abri des insultes des Puissances. On avoit tenu différentes Diettes , où l'on avoit proposé de former un corps d'armée , afin d'être prêt à tout événement de repousser l'ennemi , qui auroit tenté une irruption , ou qui auroit cherché à violer le territoire. Dans ce dessein on avoit pensé aux moyens d'entretenir ces Troupes , qu'on vouloit continuellement avoir sur pied ;

piéd ; le meilleur, ou pour mieux dire, l'unique expédient que l'on trouva, fut de mettre des impôts sur les peuples, dans la persuasion que la pressante nécessité les feroit envisager comme très nécessaires & par conséquent que personne n'y trouveroit à redire.

Quoiqu'à parler en général on n'eût encore rien décidé sur ce sujet ; les Cantons les plus exposés au danger, & entr'autres celui de *Zurich* avoit déjà taillé leur pais pour le paiement de leurs Troupes. Le Canton de *Berne*, qui par son étendue se trouvoit aussi dans le voisinage de *Frickthal* en voulut faire de même ; & pour en venir à bout il fit un Decret, contre lequel les Paisans de l'*Aargau* & de l'*Emmenthal* se récrièrent en disant : *Que les conséquences de cet impôt étoient à craindre, parce que le Decret n'en marquoit pas la durée ; & comme on obligeoit chaque particulier à déclarer par serment la portée de son bien & de ses dettes, ils ajoutèrent, que cela pourroit être la source d'une infinité d'inconveniens, qui mettroient les propriétaires dans l'impossibilité de trouver de l'argent à emprunter pour les besoins de leur ménage, si l'état de leurs dettes étoit ainsi exposé à la connoissance du public. Ils représentèrent encore, que les Zurichois avoient commencé par de petites tailles ; qu'insensiblement ils les avoient augmentées. & enfin que les Ballifs en agissoient avec eux ; que d'ailleurs le pais*

alloit être rempli d'étrangers, qui prendroient parti dans les Troupes, dont on vouloit former une Armée, & que ces gens là feroient plus de tort à la Suisse par leurs pillages. & par les excès, qu'ils y commettroient, que la crainte qu'on avoit des Suédois & des Allemans ne faisoit de mal.

Gabriel de Watteville fut envoyé dans l'Aargovie pour calmer cette émeute. Quelques Communautés revinrent de leur prévention, d'autres persisterent dans leur sentiment sans en vouloir démordre. Le Ballif de Lentzbourg fit saisir deux des principaux réfractaires, qu'il envoya à Berne, où ils furent mis dans le fond d'une prison, quoiqu'ils fussent réclamés par un pais entier. L'Avoier de Thun fit prendre Nicolas Zimmermann le chef des rebelles. Cette capture souleva tout l'Emmenthal. On vit jusques à 1500. hommes aux portes de la ville armés de pied en cap, pour demander sa délivrance, déclarant : Que si on ne le relâchoit pas, ils iroient eux mêmes l'enlever de vive force. L'Avoier Daxelboffer de Berne se transporta à Thun, accompagné de cinq Députés du Petit & du Grand Conseil. Quand ces Seigneurs partirent, on ne savoit pas encore à Berne l'évasion du rébelle, qui n'étant pas gardé assés soigneusement, avoit franchi les murailles du château, & s'étoit allé joindre aux 1500. hommes, qui tenoient en quelque façon la ville assiégée. Cette suite arrêta la fureur des rebelles, &

ut peut être la cause, que la ville de *Thun* ne périclit pas. Mais on eut bien de la peine à calmer cette révolte. Les Cantons *Protestans* s'assemblerent pour cela à *Arau*, & ils envoierent leur Députés à *Thun*, où après une harangue superbe que l'*Avoyer Daxelboffer* fit aux commis des *Païsans*, on parvint enfin le 20. 1641 *Juin* à tranquiliser les esprits, & à dissiper ce dangereux orage.

Cette même année il y eut plusieurs conférences entre les Cantons, tant au sujet de l'*Evêque de Bâle*, dont le pais étoit très mal traité par les Troupes, qui étoient en *Bourgogne*, qu'au sujet de *Constance* qui étoit menacée d'un siège de la part des *Suédois*. L'*Archiduchesse Claude* desiroit, que les *Suisses* prissent cette ville sous leur protection, & ceux ci appréhendoient, que cette démarche ne les entraînât dans une guerre, qu'ils avoient très sagement évitée par une conduite, qui les avoit conservé en Paix, tant avec les Puissances étrangères, que dans leur propre pais; car il ne conste pas, qu'on ait pris les armes contre les rebelles de *Berne*, ni qu'aucun Canton ait fait autre chose, que d'observer ce qu'on appelle entre les *Suisses*, le *fidèle égard*. Ce fut ce, que les *Bernois* demanderent aux *Fribourgeois*, qui leur firent une réponse si satisfaisante pour ces sortes d'occurrences, que les premiers s'en contenterent, & les remercièrent très affectueusement.

Je crois, que dans ces rencontres tout le monde s'applique à contenir les peuples dans les bornes d'une juste obéissance, en cherchant dans les cœurs de ses sujets le caractère que Dieu y a imprimé pour soutenir l'ordre, la subordination, & la dépendance, qu'il a établie entre le Supérieur & l'Inférieur. C'est, suivant moi, l'unique ressource des Républiques, qui ne sont point armées. Elles ne se soutiennent que par l'amour, que le Gouvernement fait naître par une Régence douce & tranquille; par l'administration de la Justice, & par l'estime, la considération, & le respect qu'elles ont pour elles-mêmes. Car dès que ce dernier article manque, le sujet ne sçauroit avoir une estime, une considération, & un respect, qu'on se refuse à soi même. C'est cependant une réflexion, qui manque à un certain âge, & à ceux, qui ne sont capables d'autre chose que d'une prévention, que la sotte vanité leur inspire. Dans la République chacun s'imagine malgré son imperitie avoir assez d'esprit pour soutenir le droit qu'il a de parler en public, autant qu'il le trouve bon. La démangeaison de parler engendre les *Sophismes*, qui entraînent la pluralité, & qui éblouissant les ignorans font la cause, que les affaires vont souvent du mauvais côté. Un Magistrat consommé dans les affaires pense différemment. Il est persuadé, que celui qui

croit

roit avoir le moins d'esprit, est précisément celui qui en a le plus. C'est peut être cette différence de sentimens, qui a donné lieu à ce fameux Ministre de s'écrier : *O divisio divinitus conservata !* voulant dire par là, qu'il étoit étonnant, que la République subsistât, tandis que les membres qui la composent, sont si peu d'accord entr'eux. Ce défaut n'est toujours celui des Etats Aristocratiques & Démocratiques, quoiqu'en dise le *Président* : *Montesquieu*, qui est si fort porté pour la *Démocratie*. On trouvera dans toutes les Républiques le même sujet d'admiration que *Tellarede Ambassadeur de Savoie* auprès du Corps Helvétique en 1703. trouva dans celles des Suisses. Ce ne sont pas précisément les vices de ce petit nombre de particuliers, qui méritent la constitution d'une République, mais qui en décréditent le Gouvernement ; mais la licence publique de commettre les crimes, & l'impunité quand ils sont commis ; c'est à quoi on ne fait pas assez d'attention.

La tranquillité étant ainsi rétablie dans le Canton de Berne par la prudence & l'éloquence de l'*Avoier Daxelhoffer*, & par la médiation des Députés des Cantons Protestans, on auroit vû avec plaisir en Suisse, que les Armées Impériales, Suédoises & Françoises ne se fussent pas si souvent approchées des frontières.

Les Cantons de *Zürich*, de *Berne*, de *Bâle*, & de *Schaffhausen* souffroient particulièrement à cause du voisinage de l'*Allemagne*. Au commencement du mois de *Mai* les *Impériaux* parurent aux environs de la forteresse de *Hohen Twiel*. Le *Général d'Erlach* étant sorti de *Brisac* avec un corps de 2500. hommes tant Infanterie que Cavalerie, vint jusqu'à *Villingen* pour les reconnoître, & se retira ensuite à *Lauffenbourg*. Le *Colonel de Rose* de son côté étoit continuellement aux prises avec les *Allemands*, qui pénétroient jusques dans le *Frickthal* auprès de *Rheinfelden* pour empêcher la moisson. On crut, que pour réduire ce pais sous son ancienne domination, il falloit faire le siège de *Hohen Twiel*, qui fut résolu en effet sous les ordres d'*Ernest George de Spaar*, *Général d'Artillerie* dans les Armées de l'Empereur. Cette Place empêchoit qu'on ne pût se rendre maître des quatre villes forétieres. Ainsi *Spaar* l'assiéga formellement dans le mois d'*Octobre*. Le *Colonel Widerbold* y commandoit. On tâcha de le corrompre ; mais étant demeuré fidèle au *Comte Palatin*, on fut obligé de commencer le siège & de battre vigoureusement la Place. Tous ces mouvemens furent inutiles. *Widerbold* se défendit comme un Lion dans ce Fort, qui est pour ainsi dire imprenable par sa situation.

Le *Général Impérial* perdant toute espérance

rance d'en faire la conquête, s'avisa de faire proposer une nouvelle neutralité par le moyen de la ville de *Schaffhausen* qui s'y étant prêtée, représenta au *Colonel Widerhold*, que le théâtre de la guerre aiant été porté aux environs de leur ville au grand dommage de tout le pais, & particulièrement de leur Bourgeoisie, qui souffroit une perte infinie dans le *Hégaü*, où elle possédoit les dixmes & beaucoup d'autres droitures, les *Schaffhouisois* esperoient, qu'à l'imitation du *Comte Maximilien de Stulingen*, il ne s'opposeroit pas à une neutralité sous les mêmes conditions, que le *Comte Maximilien* l'avoit accordée, il y avoit environ six ans. Qu'en leur rendant cet important service, il obligeroit en même tems tout le *Corps Helvétique*, & qu'en ce cas là ils se chargeoient de l'obtenir aussi de la part des Impériaux. *Widerhold* ne prit point le change. Il répondit, qu'une proposition de cette nature devoit premierement se faire à ceux, qui étoient au dessus de lui. Que les circonstances étoient bien différentes de celles, où l'on se trouvoit il y a six ans; puisque la neutralité, qu'on demandoit dans ces conjonctures, seroit uniquement à l'avantage des ennemis de son maitre, & au plus grand détriment de ses Alliés. Qu'au reste bien loin d'être réduit à la nécessité de se rendre, il se trouvoit en état de faire la plus belle & la plus vigoureuse défense.

Quant aux maux que la Bourgeoisie de *Schaffhausen* souffroit en *Hégau*, il leur déclara, qu'il n'y avoit aucune part ne souhaitant pas mieux, que de voir une parfaite union entre les Parties belligérentes, & de les convaincre par sa conduite du desir sincère qu'il avoit de conserver avec eux une véritable amitié & un bon voisinage. *Spaar* n'ayant pas réussi dans sa négociation fut contraint de lever le siège, & de mettre son Armée en quartier d'hiver, parce qu'il faisoit déjà un froid excessif. Il laissa néanmoins 600. hommes pour tenir *Hohen Twiel* en espèce de blocus; mais d'*Erlach* & le *Baron Doisonville* les en chassèrent en leur enlevant quatre canons, deux mortiers & toutes leurs provisions. Dès que *Widerbold* se vit dégagé, il mit tout le pais sous contribution; & saisit entre *Stein* & la ville de *Diessenhofen* deux batteaux chargés de marchandises, qui descendoient le *Rhin*, & qui appartenoient aux *Suisses*.

Les affaires n'alloient guères mieux en *Bourgogne*. La suspension d'armes qu'on avoit enfin accordée, étoit très mal observée des deux cotés; & la neutralité, que les *Suisses* espéroient, paroissoit aussi éloignée qu'une Paix constante, parce que ni l'une ni l'autre Partie ne la désiroient dans le fond de leur cœur. Les *Espagnols* se flattoient, que dans l'extrémité les *Suisses* n'abandonne-

roient

roient pas la *Franche Comté*. Les *François* au contraire n'avoient que la conquête de cette Province pour objet, & ils étoient persuadés, qu'ils trouveroient bien des moyens pour appaiser les *Suisses*, quand une fois ils s'en seroient rendus maîtres, comptant que ceux-ci ne se détermineroient jamais à prendre les armes pour les en empêcher.

Avant qu'on eût publié la suspension d'armes, les *Espagnols* avoient surpris le château de *Saint Laurent de la Roche*, ce qui fut très sensible aux *François*. Le *Baron de Cé*, qui avoit succédé en 1642. au *Seigneur de Saint-Martin* dans le Gouvernement de la *Franche Comté*, bloqua *Poligni* dans le mois de *Janvier*, & pourvut les autres villes de vivres & de munitions. Mais le *Comte de Tavanès* étant survenu avec un corps de *Troupes Françaises* contraignit le *Baron de Cé* à se retirer.

De Caumartin, qui avoit relevé de *Méliand* dans l'Ambassade auprès du *Corps Helvétique*, promettoit la neutralité; mais ce n'étoit que pour le *Marquisat d'As sur Tille* & pour le *Comté de Beaumont*, encoré n'étoit ce que dans le dessein d'engager les *Suisses* à lui accorder une levée de 6000. hommes. De sorte qu'on voioit bien, que le feu de la guerre n'étoit pas prêt à s'éteindre. Cette levée & les précédentes furent extraordinairement combattues par les Ministres de la *Cour d'Espagne*, sans cependant pouvoir en empêcher

Effect. Car on vit leyer successivement, & avec toute la célérité que le demandoient les besoins du Roïaume, jusqu'à neut Régimens complets. Celui de *Zurich* en fournit deux sous les *Colonels Robn & Lochman*. Celui de *Berne* confia le sien à de *Watteville*. *Lucerne* à *Pffiffer*. *Fribourg* les deux siens à de *Pravoman & de Reinold*. Les deux de *Soleure* arriverent sous la conduite d'*Arregger*, & de *Roll*; & de *Guy* amena celui de *Neufchatel*. Ces Troupes se trouverent dans toutes les expéditions, qu'entreprirent les Armées du Roi, & dont la plupart furent heureuses, sur tout dans la délivrance de *Casal*, par le *Comte d'Harcourt*, & dans le combat donné près de cette Place en 1640., où les deux Régimens de *Fribourg* se distinguèrent d'une maniere à mériter des applaudissemens en général, & des honneurs particuliers pour les Chefs, qui les commandoient. Les secours de ces Alliés continuerent ainsi, jusqu'à la mort de

643 *Louis XIII.*, qui arriva le 14. Mai 1643. le même jour qu'il avoit commencé de régner. Il eut pour Successeur à la Couronne *Louis XIV.* alors mineur. Ce Prince étoit chaste, bon, juste, pieux, mais timide. Un endroit de la vie de ce Monarque, propre à faire connoître sa pieté, fut l'acte solennel du 10. Février 1638., par lequel il supplia la Sainte VIERGE d'être la Protectrice spéciale de son Roïaume. Il n'y a que *Mada-*

me de Motteville dans toute la *France*, & dans toute l'*Europe*, qui refuse à ce Grand Roi la gloire d'être mort avec l'unique amour pour la Reine sa femme *Anne d'Autriche Infante d'Espagne*.

L'Etat de *Berne*, qui comme les autres Etats de la *Suisse* voïoit, que la *Confédération* tomboit dans l'oubli, & qu'on ne s'en servoit, comme ailleurs, qu'autant qu'on avoit occasion de la rappeler pour son intérêt, cet Etat, dis je, crut devoir entreprendre de la renouveler ; mais n'ayant pû y réussir auprès des Cantons, il s'adressa à la *République de Valais*, où il trouva une disposition telle, qu'il la souhaitoit. L'Alliance fut renouvelée à *Berne* le 22. d'*Août* 1643. ; elle consistoit en 15. Articles, qui n'étoient à proprement parler qu'une confirmation des anciens.

La guerre d'*Allemagne* continuoit à inquiéter le *Corps Helvétique*, après avoir souvent causé de la défiance entre les Cantons. L'Armée *Franco-Suédoise* s'approchant du Lac de *Constance*, & s'étant emparée de la ville de *Bregence*, les *Suisses* mirent 12000. hommes sur pied pour couvrir leurs frontières, & il parut, qu'on étoit assez inquiet sur la destination de ces Troupes. Mais on eut bientôt sujet de se tranquilliser par les avis qu'on reçut, que les Plénipotentiaires traitoient de la Paix à *Munster* & à *Osnabruck*, & qu'ils étoient

étoient prêts à la signer. Ce qui pressa cet important ouvrage, auquel on travailloit déjà depuis l'Année 1642. ; c'est que tandis que le *Général Wrangel* étoit en *Bavière*, le *Comte de Königsmarck* avoit eu ordre d'entrer dans le *Haut Palatinat* avec un camp volant pour y incommoder l'*Electeur de Bavière*. Cette entreprise lui réussit à son souhait. Il prit plusieurs Places, & continua à faire des conquêtes jusques en *Bohême*, où il prit *Falckenaue* & *Glatz*; & aiant été joint par un mécontent appelé *Ottowalski*, qui étoit Capitaine de Cavalerie dans l'Armée Impériale, & qui fut honoré dans l'Armée Suédoise du titre de *Colonel*, il apprit de lui le moien d'exécuter l'entreprise, que le *Général Tontenshon* n'avoit jamais osé hazarder, c'est à dire la prise de la ville de *Prague*, où il comptoit même de surprendre *Ferdinand III* qui y étoit, & qui s'y croioit tout-à-fait en sûreté, parce qu'on s'imaginoit, que l'Armée Suédoise n'étoit pas nombreuse.

Königsmarck crut ce dessein d'autant plus facile à exécuter, que le pont, qui servoit aux travailleurs pour porter les matériaux du côté de la ville, que l'on fortifioit, ne se rompoit pas la nuit, & qu'outre cela on n'y laissoit pas de garde. Ce qui l'anima encore davantage fut le grand butin, qu'il se flattoit de faire dans cette belle ville. Pour y réussir il fit marcher en toute diligence 3000.
hommes

hommes à la fourdine, & y aiant trouvé les choses dans le même état qu'*Ottowalski* lui avoit dit, il entra dans la Place par ce même Pont, & pendant que tout le monde dormoit, il se saisit des portes, & de tout le quartier où étoit le Château Impérial, fort peu de tems après que l'*Empereur* en étoit parti pour *Lintz*. Comme ce côté de la ville étoit celui, où demeuroient tous les grands Seigneurs, qui après s'être sauvés de la campagne avec leurs meilleurs effets; s'étoient réfugiés en cette ville, le pillage dura longtems, & le butin fut inestimable. Le trésor du Comte Coléredo, Commandant de la Place, qui montoit seul 1200000. florins, & tout ce qui se trouva dans le château, fut pour *Königsmarck*, le reste fut partagé entre les Soldats. Mais pendant que ce Général s'amusoit à piller le petit côté de la ville, les *Moldaves*, qui s'en étoient séparés, sonnèrent l'alarme dans la vieille ville, & dans la nouvelle. La garnison avec la Bourgeoisie s'empara si bien de tous les postes, que quoique *Königsmarck* eut été renforcé par *Virtemberg*, & que *Charles Gustave*, Comte-Palatin du Rhin, nouveau Généralissime de l'Armée Suédoise, y fut venu, il lui fut impossible de passer outre; à quoi on peut ajouter, que les *Jésuites* avec leurs Ecoliers ne furent pas d'un petit secours.

Cependant le Duc de *Virtemberg* fit encore
une

nouvelle tentative dans la *Bohême*. Il assiégea la forte ville de *Tabor*, la prit, & battit le *Général Bucheim* près de *Budweï*.

Le danger que la Cour Impériale avoit à craindre par la perte de cette ville capitale, qui jusques au mois de *Novembre* fut attaquée, & défendue avec une opiniâtreté inexprimable, & d'un autre côté les petits progrès que les *Suédois* faisoient en *Bavière*, engagèrent enfin les deux parties à réfléchir tout de bon sur les Traités de Paix, aux quels on travailloit à *Munster* & à *Osnabruck* depuis l'an 1642. comme nous venons de le dire. Avant que d'y être forcé, on dressa ce célèbre *Instrumentum Pacis*, ce fameux Traité, qui termina une guerre dont l'*Allemagne* étoit la victime depuis 30. ans, pendant lesquels elle avoit essuié tous les malheurs & tous les désastres causées par l'épée, le feu, la famine & la peste, compagnes inséparables des longues guerres, & qui pendant tout ce long espace de tems n'avoient pas laissé un seul coin sans y porter la désolation.

Pour ce qui regarde la *France* on attribuoit le retardement de la Paix de *Munster* au Ministère; & l'on accusoit le *Cardinal de Mazarin*, successeur de *Richelieu* mort le 4. *Décembre* 1642., de s'y être opposé. On prétend, qu'il avoit envoié des ordres secrets à l'un des Plénipotentiaires, pour y faire naître des obstacles insurmontables. Il s'étoit

s'étoit écoulé plusieurs années, sans qu'une assemblée si célèbre eût rien produit. Les habiles gens mêmes, au recit de *Larré*, avoient reconnu, il y avoit plus de deux ans, que tout cela n'étoit que pure momerie; mais enfin le péril dont il étoit menacé lui faisant ouvrir les yeux sur la nécessité qu'il y avoit pour lui de faire la Paix avec les Etrangers, afin de pouvoir se défendre contre les ennemis domestiques, les ordres en furent portés à *Abel de Servienn*. C'étoit un des plus habiles hommes, qu'il y eût jamais eu. Celui-ci ayant reçu ses ordres, applanit bientôt toutes les difficultés, qu'il avoit fait naître lui même. Il fit consentir les *Suédois*, qui avoient intérêt à ce Traité, à quantité de choses, contre lesquelles il les avoit roidis lui même auparavant. Et l'*Empereur*, qui étoit aussi pressé que le Cardinal, consentit à démembler l'*Empire* en faveur de la *Reine Christine*, qui étoit alors assise sur le Trône du *Grand Gustave* son Pere. Il ne tint pas à la *France*, que l'on ne fit une Paix générale. Mais les *Espagnols* faisoient des propositions si déraisonnables, qu'il paroissoit bien, qu'ils n'avoient aucun dessein de conclure, & qu'ils ne songeoient qu'à diviser la *France* d'avec ses Alliés. Enfin ils apportèrent tant d'obstacles & formerent tant de difficultés, qu'il fut impossible de rien arrêter. Le dessein de parvenir à la conclusion de la Paix générale n'a-

iant

tant pu réussir, on crut en devoir faire une particulière avec l'Empire, d'autant plus que les armées du Roi en Allemagne ne tendoient qu'à maintenir la *Liberté Germanique*.

Environ ce tems ci le Corps Helvétique se trouva en contestation avec la Chambre Impériale de Spire, qui avoit ci. devant entrepris de juger certains procès contre quelques uns des Cantons, & notamment contre la ville de Bâle, ses Bourgeois & ses Habitans.

1647 Ce fut à ce sujet qu'on envoya Jean Rodolphe Wettstein, Bourguemaitre de Bâle pour veiller aux intérêts de la Suisse dans le Congrès de Paix, & pour y faire ratifier le *Decret Impérial* du 16. Mai 1647., par lequel S. M. I. exempte les Suisses de ce Tribunal & reconnoit la Souveraineté de la Nation indépendante de l'Empire. Voici les expressions tirées du Traité de Paix conclu à Munster.

Cum item Casarea Majestas ad querelas nomine Civitatis Basileensis & universæ Helvetiæ coram ipsis Plenipotentiaris ad præsentem congressum deputatis super non nullis Processibus & Mandatis executivis à Camera Imperiali contra dictam Civitatem aliisque Helvetiorum unitos Cantones eorumque Cives & subditos emanatum, requisita ordinum Imperii sententia & consilio, singulari Decreto die decimo sexto Maji Anno proxime præterito declaraverit, prædictam Civitatem Basileam caterosque Helvetiorum Cantones in possessione vel quasi plenâ libertatis & exemptionis ab Imperio

*Imperio esse, ac nullatenus ejusdem Imperii Dicar-
steriis & judiciis subjectos, placuit hoc idem pub-
lica huic Pacificationis Conventioni inferere, ra-
tūque & firmum manere, atque idcirco ejusmodi
processus unā cum Arrestis eorum occasione quan-
docunque decretis prorsus cassos & irritos esse
debere.*

Ce qui signifie en François. Et comme sa
Majesté Impériale, sur les plaintes faites en pré-
sence de ses Plénipotentiaires Députés en la pré-
sente Assemblée, au nom de la ville de Bâle &
de toute la Suisse, touchant quelques Procédu-
res & Mandemens exécutoires émanés de la Cham-
bre Impériale contre la dite ville & les autres
Cantons unis de Suisse, & leurs Citoyens & su-
jets, aiant demandé l'avis & le Conseil des Etats
de l'Empire, auroit par un Decret particulier
du 16. Mai de l'année dernière, déclaré la dite
ville de Bâle & les autres Cantons Suisses être en
possession d'une quasi-pleine liberté & exemption
de l'Empire, & ainsi n'être aucunement sujets
aux Tribunaux & jugemens du même Empire, il
a été résolu, que ce même Decret soit tenu pour
compris en ce Traité de Paix, qu'il demeure fer-
me & constant, & partant que toutes les Pro-
cédures & Arrêts donnés sur ce sujet en quelque
forme que ç'ait été, doivent être de nulle valeur
en effet.

Les Plénipotentiaires Impériaux sçavoient
Jean Louis Comte de Nassau Catzenellenbogen,
& Isaac Volmar; Les François qui étoient les

Duc de Longueville, le Comte d'Avaux & Abel de Servien ; & les Suédois qui furent Jean d'Oxenstirn & Jean Adler en donnerent des assurances positives, les premiers par un rescrit daté de Munster le 14. les secondes le 29. & les derniers le 30. Septembre 1647. Tous les écrits en différentes Langues contiennent la même chose, & pour éviter la répétition on ne mettra ici que celui des Plénipotentiaires de France conçu dans les termes suivans.

Nous Henri d'Orleans, Duc de Longueville & d'Esfonteville, Pair de France, Prince Souverain de Neuschâtel en Suisse, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en Normandie &c. Claude de Mesmes, Comte d'Avaux, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Commandeur de l'Ordre du Saint Esprit, Ministre d'Etat & Sur-Intendant des finances de France. Abel de Servien, Comte de la Roche des Aubières, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté aux Traités de la Paix générale ; sçavoir faisons, que le Sieur Jean Rodolphe Wettstein, Député de la part de Messieurs des Liges de Suisse, Nous a fait entendre, que la Chambre Impériale de Spire auoit ci devant pris connoissance & entrepris de juger certains procès, contre quelques-uns de leurs Cantons, & notamment, contre la ville de Bâle, ses Bourgeois & habitans, & que pour mettre en exécution ses jugemens la dite
Chambre

Chambre avoit accordé des represailles & donné des Mandemens, en vertu des quels on auroit saisi & arrêté les biens, marchandises & effets appartenans à la dite ville de Bâle, à ses Bourgeois & habitans au préjudice de leur liberté, Souveraineté, & exemption, de quoi Messieurs les Plénipotentiaires de l'Empereur & les Etats de l'Empire aiant été pleinement informés, & à eux représenté les grands désordres & inconveniens qui se pourroient ensuivre des dits attentats, ils auroient donné au dit Député espérance, que S. M. I. à qui les dits Etats s'étoient remis pour y pourvoir, donneroit sur cela une entière satisfaction aux dits Sieurs des Liges, au défaut de quoi le dit Sieur Wettstein Nous auroit prié de prendre cette affaire en main, en vertu de l'Alliance du Roi avec les dits Sieurs des Liges, ce qui Nous auroit obligé d'en faire mettre un Article exprès au projet du Traité par Nous donné à Messieurs les Plénipotentiaires Impériaux, sur lequel Article les dits Sieurs Plénipotentiaires Impériaux ont répondu, & fait la déclaration qui suit. Et quoniam contra quosdam ex tredecim Helvetiæ Cantonibus, quique præterea Corpori ipsorum accensentur, nominatim contra Civitatem Civésque Basileenses à Camerâ Imperiali Spirensi subinde non Processus solum decreti, sed Arresta quoque & executiones tentatæ sint, quibus tamen, utpote contrariis Libertati & Exemptioni omnimodæ totius Corporis Helvetici se submittere,

tere, prætensámve Camerae Imperiali jurisdictionem agnoscere nec voluerunt, nec potuerunt, quin imò ex hac causâ, quam Natio illa universa ut communem amplectitur, motus ingentes oriri facillimè potuissent : Ea propter ad tollenda quævis diffidiorum & diffidentiae semina firmandámque Pacem & tranquillitatem publicam, unanimi S. Cæsar. Majestatis, nec non Imperii Romani Electorum, Principum & Statuum consensu declaratum atque conventum est, ut omnes & singuli contra quempiam ipsorum, in specie Civitatem Civesque Basileenses intentati Processus, sententiæ latæ, & res judicatæ executione qualicunque in perpetuum careant, Arrestis quoque & executionibus earum occasione jam nunc forsan decretis & demandatis planè rescissis atque abolitis. Nec in posterum à Camera Imperiali alióve præsentem vel futuro judicio, contra unum vel alterum Corporis Helvetici membrum, eorúmve Cives, Clientes & subditos, tale quid quacunque ratione, prætextu, vel titulo fiat aut attentetur.

Sur quoi le dit Sieur Wettstein nous a requis, que si l'on ne peut obtenir l'article susdit en la forme, qu'elle a été par nous conçue, Nous voulussions au moins employer l'autorité du Roi à ce que la dite déclaration des Impériaux eût son plein & entier effet, ce que sçachant être de l'intention de sa Majesté, & conforme au desir qu'elle

qu'elle a toujours eu de s'employer pour le bien & l'avantage des dits Sieurs des Liges ; Nous déclarons au dit Sieur Wettstein leur Député, que si l'on ne peut obtenir l'Article susdit dans les termes, qu'il a été par nous couché & inséré dans le Traité, Nous persisterons de la part de sa dite Majesté à ce que pour le moins la déclaration de Messieurs les Commissaires Impériaux ci dessus écrite soit insérée au Traité de Paix qui interviendra, assurant de plus les dits Sieurs des Liges qu'en cas qu'avant la conclusion du dit Traité ils eussent la satisfaction par eux désirée de l'Empereur & de l'Empire, Nous ne laisserons pas de faire valider & confirmer la même chose au nom de S. M. T. C. par une clause générale dans le dit Traité de Paix. En foi & témoignage de quoi Nous à la réquisition du dit Sieur Wettstein, avons dressé le présent Acte, icelui signé de nos mains avec les cachets de nos armes & fait contresigner par le Secrétaire de notre Ambassade, à Munster le vint-neuvième jour de Septembre, mille six cents quarante sept.

L. S. Henri d'Orleans. L. S. De Mesmes.

L. S. Servien.

Par Son Altesse & leurs Excellences. Boulanger.

Vogel avec quelques Auteurs Allemands croit, que l'on eût pu s'énoncer dans le Traité de Paix d'une manière plus déterminée sur un Article aussi essentiel ; quand cette pensée lui est venue, il y a bien apparence, qu'il n'avoit pas consulté la lettre que

Louis XIV. écrivit à l'Electeur de Maience sur ce sujet ; outre que dès ce tems là nous sommes in plena possessione d'une Souveraineté incontestable. Cette lettre est de la teneur suivante.

Mon Cousin, Vous sçavés ce qui a été accordé dans le Traité de Paix fait à Münster & Osna-brug, touchant les Cantons de Suisse anciens Alliés de cette Couronne, sur la prétention que la Chambre de Spire avoit à l'égard du Canton de Bâle, & sur quelques Arrêts qu'elle avoit donnés contre ce Canton là ; mais ces Arrêts, aïant été cassés & déclarés nuls par le Traité, la Chambre de Spire n'a pu légitimement les faire mettre à exécution par la saisie qu'elle a fait faire de quelques Marchandises appartenantes à ceux de Bâle : C'est ce, qui me donne sujet, comme aïant intérêt en l'exécution du Traité de Paix, tant pour ce qui me regarde que mes Alliés, de Vous écrire cette lettre pour Vous prier de faire en sorte que ces marchandises soient au plutôt rendues à ceux de Bâle, comme aïant été arrêtés contre la teneur du Traité, & qu'ils ne soient plus molestés par la Chambre de Spire sous prétexte des prétentions, que l'on m'a fait entendre qu'elle a encore sur eux pour le passé lesquelles ne peuvent subsister avec le Traité de Paix, qui reconnoit que le Canton de Bâle & les autres Cantons sont en possession d'une pleine Liberté & indépendance de l'Empire. Outre que Vous ferez en cela chose juste, équitable & promise par le Traité de Paix,

je tiendrai à plaisir bien agréable le soin que Vous en voudrez prendre à ma recommandation, & le considérerai comme une marque de la continuation de vôtre affection en mon endroit. Priant sur ce Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde : Ecrit à Paris le 2. de Mai. 1651.

Le Decret de Sa Majesté Impériale Ferdinand III. du 16 Mai 1647. qui se rapporte à l'Article du Traité de Paix de Münster, finit ainsi. „ *Wan dan allerhöchst - gedachte*
 „ *Kayserl. Majestät befinden, daß besagte gemein-*
 „ *ne dreyzehn Ort der Eydgnosschafft um so*
 „ *vil lange Zeit und Jahr in possessione vel*
 „ *quali eines freyen und außgezogenen Stands*
 „ *gewesen: Als haben sie obvermeldte Declara-*
 „ *tion Exemptionis allergnädigst, Krafft dises*
 „ *Decreti zu ertheilen verwilliges, und Dero*
 „ *Kayserl. Gesandten anbefohlen, solches besagtem*
 „ *Burgermeister Rudolph Wettstein einzuhändi-*
 „ *gen, und verbleiben allerhöchst - gedachte Kay-*
 „ *serl. Majestät demselben samt und sonders mit*
 „ *Kayserl. Gnaden wohl gewogen.*

Signatum under Ihrer Kayserl. Majestät aufgedrucktem Secret - Insigel zu Wien den 16. May 1647.

Vt Ferdinand Graff Churtz.

L. S.

Iohann Söldner D.

Ces deux preuves doivent enlever tout scrupule à ceux, qui pourroient douter de la pleine & entiere Souveraineté des treize

Cantons Suisses : & l'exercice constant qu'ils en ont eu la démontre encore indubitablement , & plus clairement si cela se peut.

1648 Affin que l'*Auguste Maison d'Autriche* n'eût plus rien à démêler avec les *Grisons* , il se fit cette année 1648. une convention entre l'*Archiduc Ferdinand Charles* & les *Liges Grises* , par laquelle ce Prince moyennant la somme de 75000. florins d'Empire, leur céda généralement tout ce qu'il possédoit dans les huit juridictions de la Ligue des *Dix-Droitures* & dans la basse *Engadine* , en domaine , en fiefs ; en propriété , & en prétentions ; déchargeant tous ceux qui étoient soumis à sa juridiction du serment de fidélité , & les déclarant hommes libres en leur remettant tous les *Documens* , *Titres* , & autres *Papiers* qui concernoient leur dépendance de la *Maison d'Autriche* ; & affin que cette convention fût dorénavant stable, ferme & irrévocable , *Ferdinand III.* en qualité d'*Empereur* & comme Chef de Son *Auguste Maison* , l'approuva , & la ratifia dans tout son contenu.

C'est ainsi que le *Corps Helvétique* & les *Liges Grises* se sont mis en état de jouir tranquillement de leur liberté , qui dès lors ne fut plus troublée par les *Tribunaux* de l'*Empire* , ni inquiétée par les *Princes* de la *Maison d'Autriche*. C'est cette année 1648. que la *Maison d'Autriche Espagnole* déclara , & reconnut les *Etats Généraux des Pais Bas unis* ,
libres

libres & souverains. De sorte que ces deux Augustes branches perdirent pour toujours par la Paix de *Münster* deux Souverainetés très riches ; l'une en argent & l'autre en monde.

Comme la Suisse jouïssoit des avantages de ¹⁶⁵ la Paix de *Münster*, les Cantons Catholiques en voulurent profiter en renouvelant leur Alliance avec Charles Emmanuel Duc de Savoie ; ce qui se fit le 16. Avril 1651. dans les termes suivans. Que la Ligue ne seroit que défensive. Qu'elle dureroit pendant la vie de S. A. R. & quatre ans après son décès. Que si les Etats du Duc étoient attaqués, les Cantons Catholiques seroient obligés de fournir au moins 6000. hommes de pied ou 12000. au plus, & S. A. R. à eux, mille mousquetaires. Que s'il arrivoit désunion & guerre entre les six Cantons Catholiques le Duc en étant prié, pourroit s'entremettre pour les accommoder. Qu'aucun des Confédérés ne pourroit accorder droit de Bourgeoisie, ou protection aux sujets des autres. Que ceux de Genève ne la pourroient point obtenir des Cantons, qu'après que les différens de S. A. R. avec eux, seroient terminés. Qu'il y auroit liberté de commerce entre les Alliés, leurs Pais & Sujets.

Que de la part de S. A. R. étoient compris dans l'Alliance, le Pape, le saint siège Romain, l'Empereur, le Saint Empire, les Rois de France & d'Espagne, & la Seigneurie de Venise. Et de la part des Cantons le Pape, le saint Siège, l'Em-

perceur, le saint Empire, le Roi de France, la Maison d'Autriche, celle de Médicis, & le grand Duc de Toscane.

Il semble, que cette nouvelle Alliance auroit dû en imposer aux sujets de ces Cantons, & les contenir dans leur devoir & dans l'obéissance à l'égard de leurs Souverains. Mais l'esprit de dissension s'étant rendu maître de leurs cœurs ils se plaignirent hautement & avec la dernière insolence. I. *De ce qu'on avoit décrié la monnoie.* II. *De ce que les Souverains avoient pris en main le commerce du sel & de la poudre.* III. *De ce qu'on obligeoit à paier le Droit de sortie :* Enfin ils se récrierent sur les frais exorbitans, que l'on faisoit dans la poursuite des créances. Ce fut là le prétexte, qui leur fit prendre les armes contre leurs Souverains, & qui les porta à lever l'Etendart de la rébellion.

Ceux de l'*Entlibuech* dans le Canton de *Lucerne* furent les premiers, qui parurent en campagne ; Mais auparavant ils s'assemblerent à *Wollhausen*, où ils firent une étroite Alliance entr'eux, & ensuite ils commencerent à se plaindre de la rigueur que leurs Ballifs exerçoient contre le pauvre peuple, poussant la témérité jusqu'à écrire insolamment à la Seigneurie. On tâcha de les ramener par la douceur, & de leur faire comprendre leur tort par les manieres du monde des plus affables ; mais rien ne put tou-
cher

cher ces cœurs rébelles. On employa même l'autorité des Cantons Catholiques, qui envoierent une célèbre Ambassade à *Lucerne* pour travailler à réduire les sujets révoltés de ce Canton. Mais bien loin de rentrer dans leur devoir, ils violerent le droit des gens en la personne des Députés, & poufferent enfin leur rébellion & leur crime jusqu'à mettre le siège devant la ville de *Lucerne*.

Ce mal se communiqua insensiblement dans le *Canton de Berne*, de là dans celui de *Soleure*, d'où il passa au *Canton de Bâle* dans la ville de *Liechstal*, dans le *Comté de Farnspourg* & dans les Balliages de *Hombourg*, *Waldembourg* & *Ramstein*. Celui de *Mönchenstein* demeura fidèle. Le *Canton de Fribourg* n'en fut pas tout à fait exempt. Il y eut dans la ville de *Gruières* quelque commencement de révolte, qu'on assoupit dans sa naissance, mais ce ne fut pas sans peine & sans beaucoup de soins. L'activité dont on se servit dans cette occasion arrêta la contagion, qui commençoit à se répandre dans d'autres Contrées de ce dernier Canton.

Les chefs des rébelles de *Berne*, de *Lucerne*, de *Bâle*, & de *Soleure* s'assemblerent à *Hutweil*, petite ville du *Canton de Berne*, où ils dressèrent les Articles de leur Traité consistant en quatre points. I. Qu'ils s'engageoient à soutenir la primitive Confédération Helvétique. II. Qu'ils se donneroient réciproquement tout le secours.

secours nécessaire pour se délivrer des nouveaux impôts, & qu'ils exigeroient de leurs Souverains la restitution de leurs droits. III. Qu'ils s'opposeroient de toutes leurs forces aux Troupes tant nationales qu'étrangères, qu'on leveroit pour les réduire à se désister de leur projet. IV. Enfin qu'en cas que quelqu'un d'eux fût emprisonné à ce sujet, ils emploïeroient leurs biens, leur sang & leurs vies pour le tirer de prison. Ces quatre Articles composoient leur rébellion, & devoient faire leur unique objet, pendant qu'ils se glorifioient d'ailleurs de leur fidélité, & de leur bon cœur à l'égard de leurs Souverains Seigneurs.

Les Cantons assemblés à *Baden* mirent tout en œuvre pour rappeler les rebelles à leur devoir, en leur présentant même le *Droit Helvétique*, & les invitant amiablement de comparoitre à la Diette; mais ni la douceur de leurs maîtres, ni l'amour pour la Patrie, ni le respect pour la Religion, ni leurs propres intérêts ne purent toucher ces cœurs endurcis dans leur crime. Ils refuserent avec une hauteur insolente tout ce qui venoit de la part de leurs Souverains; desorte qu'ayant juré tout de nouveau à *Huttweil* le 30. *Avril* d'observer leur Traité rébelle, & ayant choisi pour leur chef *Nicolas Löwenberg de Schönboltz* dans le Canton de *Berne* Balliage de *Trafelwald*, il fallut courir aux armes pour ne point laisser enraciner un mal, qui avoit déjà

déjà fait un progrès très à craindre. *Löwenberg* fit ajouter aux quatre premiers Articles les trois suivans. *Premièrement* que le *Traité* seroit lu & renouvelé tous les dix ans. *En second lieu*, qu'aucun des *Conjurés* ne seroit assez hardi & assez téméraire pour donner des conseils ou pour tenir des discours contraires au dit *Traité*, à plus forte raison pour oser s'en désister & l'annuller. *Troisièmement* qu'aucune *Partie* ne s'aviserait de traiter de la *Paix*, ou d'aucun accommodement avec son *Souverain* sans le consentement & le bon vouloir de l'autre.

Dès que ce règlement fut fait, ils commencèrent à agir offensivement. D'abord ils s'emparèrent des passages, en arrêtant les *Couriers* & les voyageurs; ils bloquerent ensuite les deux villes de *Berne* & de *Lucerne*, de même que celle d'*Aarau*, parce qu'elle leur avoit refusé le passage sur l'*Aar*. De plus ils mirent garnison dans *Mellingen*, & couperent la corde au *bach* de *Vindisch* sur la *Rüß*, forçant *Sursès* à leur donner de l'artillerie. *Löwenberg* poussa même l'audace jusqu'à écrire à *Berne* le 5. *Mai* pour déclarer à cet Etat, qu'on eût à leur parler d'une manière plus humble au lieu de se servir d'expressions si dures à leur égard. On ne pouvoit pas porter l'insolence & la rébellion à un plus haut degré. Les *Bernois* au reste n'avoient pas seulement à faire à leurs sujets de l'*Emmenthal*, mais aussi avec le *Land* & *Gericht*;

Gericht ; & par là ils se voïoient attaqués des deux côtés de leur Ville. Les Paisans s'étoient emparé du *Pont de Guimenen*, afin de couper le secours que *Berne* attendoit du *Païs de Vaud*, où le *Colonel Morlot* avoit été envoieé avec le *Capitaine Mai* pour y lever 4000. hommes de pied & 1200. chevaux, avec lesquels il vint camper proche de *Païerne*. Ce *Colonel* demanda ensuite aux *Fribourgeois* la permission de passer au travers de leur Canton pour aller forcer le passage au delà du *Pont de la Singine* en attaquant les paisans du *Land. Gericht*, qui occupoient le village de *Nivenneck*.

L'Etat de *Fribourg* trouva, que cette proposition étoit délicate & en même tems dangereuse, parce qu'il étoit à craindre, qu'on n'attirât le théâtre de la guerre dans le Canton. Les Soldats *Bernois* avoient menacé de laisser de cruelles marques de leur passage ; & les quatre Paroisses craignoient pour leurs effets, & pour les bleds qui étoient sur pied. Ainsi on répondit à la demande du *Colonel Morlot*, qu'il n'y auroit pas de la prudence à la lui accorder dans ces conjonctures. On ne laissa pas de tenir un Corps de mille hommes tout prêts à marcher au secours de *Berne* sous la conduite de *Jean de Reinold, Lands. Oberster*, & dès le moment qu'on apprit, que la ville de *Berne* étoit actuellement bloquée du côté du
Breitenfeld

Breitenfeld par l'Armée de *Löwenberg*, le Colonel de *Reinold* alla occuper les hauteurs de la *Singine* pour y attendre des ordres ultérieurs.

Dans cette extrémité où se trouvoient les *Bernois*, le Ballif de *Laupen*, nommé *Jean Jacques Durheim*, sauva sa Patrie par un trait d'esprit, qui merite d'avoir place dans cette *Cronologie*. Ce Ballif se transporta dans le Camp des Païsans du *Land. Gericht*, & contrefaisant l'homme désespéré, il leur dit : *Que tout étoit perdu, puisque l'Armée de Löwenberg qui assiégeoit la ville de Berne s'étoit soumise au Pape, & qu'elle étoit sur le point d'embrasser la Religion Catholique Romaine.* Cette invention fit une impression si prompte sur l'esprit des rebelles, qu'ils renoncèrent sur le champ au Traité de la révolte en se déclarant pour le Parti de la République ; ils ouvrirent les passages qu'ils gardoient, & donnerent la liberté au Colonel *Morlot* d'aller au secours de la ville avec l'Armée qu'il commandoit. Tant il est vrai, que l'opinion a beaucoup d'empire sur le cœur humain.

Le Général *d'Erlach*, qui étoit à la tête de la Bourgeoisie & des autres Troupes de *Berne*, avisa le Colonel de *Reinold* de l'effet, qu'avoit procuré la fable du Ballif de *Laupen*, ajoutant que puisque les Rebelles du *Land. Gericht* s'étoient dissipés, il n'étoit pas nécessaire, qu'il avançât avec la Troupe qu'il commandoit. En même tems on reçut une lettre de *Berne* par

par laquelle cet Etat demandoit une entrevûe avec les trois villes combourgeoises. On députa de la part de Fribourg Pierre de Reiff, Pierre de Diesbach, & le Land. Oberster Jean de Reinold. Ces Seigneurs rapportèrent, que l'Etat de Soleure ne se trouvoit pas dans la situation de pouvoir secourir celui de Berne, vû que quatre cens de leurs sujets s'étoient joints à Löwenberg avec 800. hommes de l'Entlibuech, qui y faisoit le plus de bruit. Que l'Armée rébelle s'étoit retirée à la nouvelle de la désertion de ses Complices ; que malgré cette retraite l'Etat de Berne leur avoit offert de nouvelles franchises & la somme de 50000. livres Bernoises, pourvu qu'ils remissent le Traité entre les mains du Magistrat pour être annullé & annulé ; mais que ses avances n'avoient été au gout des paisans, que pour ce qu'ils y trouvoient d'avantageux, & nullement par rapport au Traité dont ils ne vouloient pas se désaisir, protestant que bien loin d'y renoncer, ils l'observeroient inviolablement pendant le reste de leurs jours. Que là dessus on avoit pris la résolution de poursuivre les rebelles l'épée dans les reins, parce qu'il étoit de la dernière importance de détruire une Alliance si outrageante à la Souveraineté, & si dangereuse pour ses suites. Qu'au reste on n'attendoit pour ce sujet que la jonction des Troupes Fribourgeoises & des Conseillers de guerre qui devoient suivre l'Armée. Cette affaire aiant été mise en délibération dans la Chambre Souveraine des Deux - Cens,

on fit expédier l'ordre au *Colonel de Reinold* de marcher avec sa Troupe au secours de *Berne*. Mais au moment qu'il étoit prêt à décamper, il s'éleva une mutinerie parmi les Soldats, & plus de 365. refuserent de prendre les armes. *Josse de Diesbach*, qui en vint porter la nouvelle à *Fribourg*, dit : *Que dans la Compagnie de Ligertz il n'y avoit eu que sept hommes, qui eussent voulu obéir.* On avisa l'*Etat de Berne* de cette circonstance fâcheuse, & on ne laissa pas d'ordonner au *Colonel* de marcher avec les 500. hommes, qui lui étoient demeurés fidèles, & avec tous les Officiers de son Régiment, en attendant qu'on pût lui envoyer des recrues pour le rendre complet. C'est ce qui arriva dans peu de jours, & ces nouvelles Troupes se rendirent à *Berthoud* sous la conduite du Capitaine *Than*, & du jeune *de Malliard* qui s'étant offert volontairement, fut d'un grand exemple parmi les soldats, qui augmentèrent leur courage par sa présence.

Malgré ces préparatifs les rebelles continuoient toujours dans leur obstination en formant les prétentions suivantes. I. *Que leur Traité subsisteroit perpétuellement, & seroit ainsi approuvé par les Souverains.* II. *Qu'on convoqueroit tous les dix ans le Lands Gemeind, c'est à dire les Etats, pour y examiner la conduite des Ballifs qui auroient gouverné pendant cet espace de tems ; & qu'en cas qu'ils se trou-*

vassent coupables, ils seroient punis suivant leur mérite. III. Qu'ils ne païeroient ni lettres de rente, ni la dixme, ni les censés directes ni foncières pendant qu'on ne seroit pas d'accord. IV. Qu'après la contestation finie toutes les prétendues Droitures seroient réduites à la moitié. V. Qu'ils ne paroistroient ni à Baden ni dans aucune autre ville pour traiter d'accommodement; mais que si leurs Souverains Seigneurs avoient quelque chose à leur communiquer, ils auroient soin de traiter avec eux en rase campagne.

Ces propositions injustes n'ayant pas pu être agréées par les Cantons, & les païsans de leur côté n'en voulant pas démordre ni accepter une Amnistie ou d'autres conditions équitables, la ville de Zurich & les autres intéressés dans cette rébellion se déterminèrent à repousser la force par la force, & à faire rentrer les révoltés dans l'obéissance les armes à la main. Dans ce dessein les Troupes de Zurich se mirent en campagne le 20. Mai sous les ordres des Généraux Jean Conrad, Jean Rodolphe, & Jean George de Werdmuller, pour aller camper à Schlätten à une lieüe & demie de Zurich où étoit le rendez-vous. Les Glaronois, ceux de Schaffhausen, les Appenzellois, la ville de Saint Gal, & les Turgovins les ayant joints, l'Armée se trouva forte de 8000. hommes. Le Général avoit cependant ordre d'épargner le sang Helvétique, & de préférer un accommodement
amiable

amiable à la gloire d'une victoire. Les cinq Cantons de *Lucerne*, d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Unterwalden*, & de *Zug* avec cinq Drapeaux de l'*Abbé de Saint Gal* campoient d'un autre côté sur les bords de la *Ruß*.

Jean Conrad de Werdmüller s'empara de la ville de *Mellingen* ; & après avoir fait prisonnière la garnison païsane qui y étoit, il la désarma, & la renvoia chez elle en lui pardonnant sa faute. Il vint ensuite camper dans la plaine voisine du village de *Wollenschweil* dans les *Balliages* libres entre *Mellingen* & *Lentzbourg*. Ce Général, suivant les ordres qu'il avoit reçus, fit faire des propositions d'accommodement aux Païsans du Comté ; mais ceux-ci qui n'avoient pas envie d'y donner les mains, chercherent à gagner du tems en attendant le secours qui devoit leur arriver du *Canton de Berne*, & de ceux de *Lucerne*, de *Bâle*, & de *Soleure*.

Dès que *Löwenberg* l'eut amené au nombre de 20000. hommes, ce chef des rebelles attaqua l'Armée Souveraine le 24. *Mai* avec beaucoup de valeur, & en fut reçu de même ; mais avec un succès bien différend.

Löwenberg fut repoussé avec perte, & forcé de se retirer environ les quatre heures après midi. Le village de *Wollenschweil* aiant été embrazé, les païsans en furent allarmés, appréhendant les suites qui pouvoient en résulter. Ainsi *Löwenberg* voyant que la fortune

ne l'abandonnoit , il prit le parti de la soumission , & demanda la Paix , qui lui fut accordée aux conditions suivantes. I. *Que lui & ses partisans mettroient bas les armes , & se retireroient tranquillement dans leurs maisons.* II. *Qu'ils renonceroient à leur Traité rébelle , & en rendroient les originaux.* III. *Qu'on termineroit par le droit , ce qu'il pourroit encore y avoir de litigieux tant de la part des Souverains , que des Sujets , en cas qu'on ne pût pas le finir amiablement.* IV. *Que les Souverains resteroient sous les armes , jusqu'à ce que les Sujets eussent renouvelé leur serment de fidélité & d'obéissance.* Le Bourguemaitre *Waser* & le Statthalter *Hirtzel* de *Zurich* , qui étoient venus au camp pour traiter de la paix avec les quarante trois Commis des rébelles , leur dirent verbalement , que la punition des Chefs de la révolte étoit réservée aux Souverains par le troisième Article , quoi que cela n'y fut pas expressément énoncé.

Ce qui rendit le Traité si facile , fut l'attestation que *Löwenberg* produisit de l'accommodement que l'Armée , qui avoit assiégé *Berne* , avoit obtenu de cette ville au camp de *Muri-Feld* , où effectivement les *Bernois* avoient pardonné leurs sujets par un Traité , qui renfermoit des conditions à peu près semblables à celles , que nous venons de rapporter. Les Paisans de *Berne* , de *Bâle* , & de *Solure* acceptèrent la Paix avec de grandes

grandes démonstrations de joie & de repentir de leur rébellion. Les Généraux firent apporter du vin pour les Commis, & les deux Armées camperent en front de Bannière après avoir fait une salve générale. Les *Lucernois* s'excuserent sur le défaut d'un pouvoir suffisant, & décamperent là dessus; mais ils n'en furent pas plus heureux, car s'étant présenté au passage de la *Rüß à Gyslikhon*, ils y furent défaits par l'Armée des cinq Cantons commandé par le Général de *Zweyer*. Les *Bâlois* en firent autant le même jour 26. de *Mai*, & ils obligerent leurs Paisans rebelles à rentrer dans la légitime obéissance, qu'ils devoient à leurs Souverains.

Les *Bernois* sous le commandement de *Sigismond d'Erlach*, s'étoient avancés du côté de *Wangen*, d'où ils marcherent à *Langenthal* pour déraciner le reste de la rébellion, & exterminer les rebelles qui n'étoient pas compris dans le Traité de *Muri-Feld*. Un Corps de 2000. de ces malheureux aiant appris la marche des *Bernois*, prit d'abord la résolution de les attaquer; mais quand ils n'en furent plus qu'à un quart de lieüe de distance, ils changerent de dessein, & trouverent plus à propos de se jeter dans le village de *Hertzogenbuchsi*, où ils pouvoient se défendre avec avantage dans un cimetière, qui ressemble à peu près à ceux de *Flandres*. *Sigismond d'Erlach* les suivit à la tête de sa

Cavalerie, avec ordre à son infanterie de doubler la marche. Il rencontra à quelque distance du village une espèce de Poste, composée de six Païsans armés de hallebardes. Il leur demanda, ce qu'étoient devenu les rebelles, & comme on lui répondit, qu'ils étoient presque tous dispersés, il poussa en avant pour en apprendre la vérité par lui-même; mais il essuya bientôt un feu épouvantable de mousqueterie, qui, lui ayant fait connoître à qui il avoit à faire, l'obligea à se retirer & à attendre l'Infanterie pour faire sa disposition. Il la partagea en deux Corps, & la Cavalerie composant le troisième, il espéra qu'en faisant semblant de les attaquer par trois différens endroits, il les engageroit à se rendre sans être obligé de répandre du sang; mais les Païsans ne l'entendoient pas ainsi. Comme ils étoient appuyés d'un bois, qui leur couvroit le flanc, & qu'ils pouvoient se battre de haie en haie pour gagner *Hertzogenbuchsi* qu'ils avoient en face, ils prirent effectivement ce parti, faisant leur retraite en gens désespérés, mais qui sçavent bien se défendre. Dès qu'ils eurent atteint le village, ils mirent le feu aux premières maisons afin d'arrêter l'Armée ennemie; mais *d'Erlach* ne prit pas le change; il poussa au travers des flammes, & chassa les rebelles de maison en maison jusques dans le Cimetiere, où il les attaqua en les obli-

geant

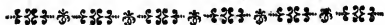
geant à se précipiter des murs, & à se sauver par un autre chemin dans la forêt qu'ils venoient d'abandonner. La perte fut considérable de la part des Païsans, sans compter soixante des leurs, qui tomberent entre les mains des vainqueurs, & cette défaite mit fin à la rébellion. *Jean Rodolphe de Werdmuller Major Général de l'Armée Zurichoise* étant venu à *Langenthal* trouva, que conformément au *Traité de Mellingen* on auroit pû épargner le sang, qu'on venoit de répandre ; puisque suivant sa pensée, le dit *Traité* avoit terminé la guerre & la révolte en tous lieux ; mais *d'Erlach* lui aiant fait comprendre, que les rebelles, qu'il venoit de défaire, y avoient contrevenus, il fut satisfait, & on n'en parla plus.

Dès que le *Colonel de Reinold* eut appris cette victoire, il en donna avis à ses Souverains Seigneurs ; & comme il y avoit encore quelques mouvemens du côté de *Hutweil* & de *Rohrbach*, il leur demanda, s'ils ne jugeoient pas à propos, qu'il passât par l'*Emmenthal* pour tomber dans l'*Endlibuoch* avec son Régiment. Il écrivit deux jours après, qu'il avoit reçu ordre de décamper de *Muri* où il étoit alors pour marcher avec sa Troupe & 50. maîtres du côté de *Thun*, afin de forcer les *Stäffisburger* à désarmer ; & que de là il devoit passer à *Brientz* & à *Oberhoffen* pour y réduire les rebelles de cette Contrée, qui tenoient encore ferme. Les

Les *Fribourgeois* auroient souhaité, que l'*Etat de Berne* eût joint quelques Troupes à celle de *Fribourg* pour entreprendre cette expédition, parce qu'en bons politiques on auroit du partager sinon le danger, au moins le ressentiment des vaincus; mais comme cette idée ne fut pas goûtée, de *Reinold* se chargea lui seul de cette entreprise, qu'il exécuta si heureusement & avec tant de gloire, qu'il rétablit la tranquillité en forçant les *Stäffisburger*, les *Brientzois* & les *Oberhofser* à rentrer dans l'obéissance due aux *Bernois* leurs légitimes Souverains par un serment nouveau de fidélité, qu'ils prêterent entre ses mains, & qu'il reçut au nom de la République de *Berne*. Il n'est rien de plus obligeant, ni de plus glorieux pour le mémoire de ce vaillant Capitaine, que la lettre de remerciement que les *Bernois* écrivirent à l'*Etat de Fribourg*, en date du 13. Juin 1653. par laquelle ils s'expriment entr'autres en ces termes. *Cum* par la grace de Dieu, & au moyen de la punition des chefs des rebelles, la dangereuse révolte a fait place au repos & à la tranquillité de la chere Patrie, & que nous sommes occupés à réformer une partie de nos Troupes, aussi bien qu'à laisser partir le secours que vous nous avez envoyé, nous ne devons pas manquer de vous en donner avis par cet exprès, & en même tems vous faire connoître la satisfaction & le contentement que nous ont donnés vos Trou-

pes par la valeur & la conduite qu'elles ont fait paroître en cette occasion, & par la réputation que le Colonel & ses Officiers ont justement méritée par leur bravoure & par les grands services qu'ils nous ont rendus en bons & fidèles Confédérés &c.

En effet les deux fameux rebelles Schybi & Lövenberg reçurent la punition de leur crime. Le premier eut la tête tranchée à Zoffingen. Lövenberg eut le même sort à Berne avec cette différence, que son Corps fut écartelé après sa mort & exposé sur la grande route de la ville en quatre endroits différens. Sa tête avec l'Alliance rebelle fut clouée à la potence. A Fribourg on fit couper la tête à celui, qui avoit ému la mutinerie au camp de la Singine; & comme il étoit d'une Famille notable, on déroba son exécution au public, en le faisant mourir dans la Tour, appelée le Belluar.



LIVRE HUITIEME.

Victor Amedée, qui mourut le 7. d'Octobre 1637. âgé de 50. ans & quatre mois, renouvella contre les Huguenots les mêmes Edits, que Charles Emmanuel son Père avoit déjà fait emaner contre eux. Emmanuel Philibert quoique fort zélé

Qq 5

Catholiques.

Catholique, avoit cependant été obligé par plusieurs considérations politiques de souffrir ces habitans des vallées de *Luzerne*, de *Saint Martin*, d'*Angrogne* & de la *Pérouse*, qui ont fait tant de bruit dans l'*Europe*. Ceux qui jusqu'à présent ont traité cette matière aiant suivi ou leur passion ou leur intérêt, il me paroît d'autant plus nécessaire d'en rapporter l'origine, que ces troubles sont presque contemporains au moins par une tradition du Père au fils, qui est dans sa 80. année, & qui aiant atteint son âge mûr pourra juger, si ce que ma plume écrit d'après *Guichenon* est conforme à ce qu'il en aura appris.

Ces gens, qu'on appelloit *Barbets* par dérision, furent tolérés par *Charles Philibert* dans l'exercice de la *Religion Reformée*, dont ils faisoient profession, sous la réserve qu'ils bâtiroient un Fort à la *Pérouse*, le Duc aiant projeté d'en construire un autre au *Villars*, pour contenir ces peuples dans l'obéissance, en attendant qu'ils reconnussent leur aveuglement; on réserva en même tems que la sainte Messe se diroit dans toutes ces vallées.

Après la mort de ce Prince les grandes occupations de *Charles Emmanuel* ne lui donnerent pas le loisir d'en faire réparer les contraventions, auxquelles ces peuples se portèrent avec d'autant plus de facilité, que le *Comtétable de Lesdiguières*, qui étoit de la même Religion, aiant fait quelques progrès
sur

sur les frontières du *Piémont*, les maintenoit dans leur insolence. Mais après que le Duc eut repris toutes les Places occupées par ce *Général François*, & particulièrement le *Fort de Mirebouc*, ils vinrent la corde au col en 1596. demander pardon à S. A. R. se soumettant à toutes les Loix les plus rigoureuses que l'on voudroit leur imposer ; sur quoi il leur fut ordonné de bâtir deux Forts à leur dépens dans les endroits qui leurs seroient marqués, & que l'exercice de la Religion Catholique seroit rétabli dans tous les lieux, d'où elle étoit bannie. Mais ces ordres ne furent pas exécutés, parce que S. A. R. se contenta en 1602. de leur défendre entr'autres choses d'acquérir des fonds au delà de la *Rivière de Pelice*, sous peine de se voir condamnés à paier de grosses amandes ; leur ordonnant en même tems de vendre dans un certain terme fixé ceux qu'ils avoient achetés, & de se retirer dans les endroits, où on leur avoit permis de demeurer ; prétendant en outre que la Sainte Messe se célébrât partout. Il arriva cependant, que l'exécution de ces ordres fut suspendue par une Déclaration de S. A. en 1603. Singulièrement pour ce qui concernoit les fonds acquis au delà de la *Pelice*, & le retour des *Barbets* dans leurs anciennes habitations.

En 1617. cette Déclaration fut révoquée ; mais on ne se mit point état de faire valoir
les

les premières ordonnances. Il est vrai que sur quelques insolences qui se commirent dans ces vallées, au mépris du Souverain & de ses Edits, il y eut des procédures criminelles, qui furent suivies d'une condamnation de 6000. Ducatons d'amande. Malgré cette punition les *Barbets* ne voulurent point se résoudre à obéir, ni à souffrir la Religion Catholique à *Angrogne*, *Villars*, *Bobbio* & *Rorata*, comme il leur avoit été ordonné. De sorte qu'en 1622. *Charles Emmanuel* y envoya le *Veader Taffin* avec 3000. hommes pour faire démolir leurs Temples, & venger tous ces attentats; ensuite de quoi la Religion Réformée fut entièrement chassée de la vallée de *Suze* & de celle de *Barcelonette*.

Victor Amedée n'eut pas plutôt succédé à la Couronne, qu'il renouvella les mêmes Edits, chassa les *Barbets de Champillion*, établit une Mission de Religieux réformés de *Saint François à la Tour*, & par les soins du Comte *Rigui Roëro*, Grand Hospitalier de l'Ordre de *Saint Maurice* & de *Saint Lazare*, & du Pere *Bonaventure Recollet*, personnage d'une singulière piété, il essaya de réintroduire la Religion Catholique dans ces vallées & d'en chasser entièrement la prétendue Réforme. comme il avoit fait dans le *Marquisat de Saluces*. Mais le zèle de ce grand Prince, ni les efforts de ceux qui le secundoient, n'eurent pas le succès que l'on attendoit.

Après

Après la mort *Madame Roiale*, *Chrétienne de France*, mère du jeune Duc *François Hiacinthe*, n'avoit que cinq ans, lorsqu'il succéda à son Père *Victor Amedée*, étant entré dans la Régence, malgré les grands troubles qui agiterent l'Etat, elle ne laissa pas de faire publier les mêmes Edits touchant l'habitation des *Barbets* dans les lieux où on les avoit cantonnés, & fit faire le procès au *Ministre Leger*, le plus factieux & le plus remuant des vallées ; comme il avoit été convaincu de plusieurs crimes, il se sauva à *Genève*, mais il n'évita pas la condamnation à être pendu en effigie. *Madame Roiale* rétablit encore la Messe dans des lieux où de mémoire d'homme elle n'avoit pas été célébrée. En 1646. cette Princesse acheta des maisons & des fonds pour y construire des chapelles & y loger des Religieux. Mais ceux d'*Angrogne* & de *Bobbio* brûlerent les maisons, & ceux du *Villars* aiant défendu au commencement la vente du bois, & des autres choses nécessaires à la vie, même l'usage des eaux de la fontaine à ceux, qui venoient de la part de *Madame Roiale*, ils suivirent quelques années après l'exemple de leurs Confrères, & en 1653. ils brûlerent la maison de la Mission, & l'Eglise où se disoit la Messe.

Cette impiété porta le Duc déjà déclaré Majeur à y envoyer le Comte *Todesque Colonel de Cavalerie*, avec 600. hommes pour châtier

châtier les Auteurs de ce sacrilège ; mais au moment de son départ, les pluies causerent un débordement si grand de la *Pelice*, qu'étant arrivé proche du *Villars*, il ne put exécuter ses ordres. Néanmoins la crainte du châtiment qu'on leur préparoit aiant touché ces peuples, le Comte les disposa à consentir au rétablissement de la Messe, à réparer les dommages, & à demander pardon à S. A. R., qui sur la fin de l'année 1653. le leur accorda avec la confirmation de leurs Privilèges sous certaines modifications, & à la charge : *Qu'à l'avenir ils ne recevroient point d'étrangers dans leurs vallées, soit pour y habiter, soit pour y passer, sans la permission de S. A. R. Qu'ils ne feroient aucun exercice de leur Religion hors des anciennes limites. Qu'ils ne causeroient aucun empêchement aux Peres de la Mission. Et qu'en cas de contravention, tous leurs Privilèges, graces & concessions, demeureroient absolument nulles.*

1654. L'Année 1654. commença cependant, sans que ces peuples se missent en devoir d'obéir. Il arriva au contraire deux choses dans ces vallées, qui offensèrent sensiblement Leurs Alteffes Roïales. L'une fut l'assassinat commis en la personne & dans la maison du *Curé de Fenil*, village au delà de la *Pelice*. L'autre, que le jour de Noël, ceux de la *Tour* pour se mocquer de la Fête, firent promener un âne pendant tout le jour au
son

son des Tambours & des Flutes , & en pouffant de grands cris. C'est ce , qui déterminâ enfin Leurs Alteſſes Royales à faire exécuter leurs Edits , puis que l'indulgence irritoit plutôt ſes peuples que de les adoucir. Outre qu'elles appréhendoient avec juſte ſujet , que cette ſecte ne ſe répandît plus avant dans le *Piémont* , puis que les *Barbets* s'étoient déjà émancipés de s'établir & d'acheter des fonds dans le territoire de *Briqueras* , qui ne dépendoit jamais de ces Vallées.

Ainſi S. A. R. par la participation de *Ma-* 1655
dame Royale , & de l'avis de ſes Miniſtres , commanda à *André Guafſtaldo* , *Auditeur de la Chambre des Comptes de Turin* le 25. Janvier , d'aller ſur les lieux , & d'ordonner à ceux de *Briqueras* , & des vallées de *Luzerne* & d'*Angrogne* , qui avoient des fonds en delà de la *Pelice* , de les vendre en païant , & de ſe retirer dans trois jours , ſous peine de la vie , à *Villars* , *Bobbio* , *Angrogne* & *Rorata* , dont on leur avoit toléré l'habitation avec l'exercice de leur Religion. Le même commandement fut fait à ceux de *Saint Jean* & de la *Tour* , quoiqu'ils ne fuſſent pas compris dans les anciennes défences qu'on avoit faites de tenir des biens au delà de la *Pelice* & d'y habiter ; mais cet ordre leur fut intimé , parce que ces deux derniers endroits avoient plus formellement contrevenu aux Edits de S. A. R. , ceux de *Saint Jean* pour

y avoir toujours fait prêcher malgré les défenses, qui leur en avoient été faites ; & à ceux de la *Tour*, pour avoir fait les mêmes choses hors de leurs limites ; & tous ensemble pour avoir acquis des fonds des Catholiques contre l'expresse teneur de leurs Privilèges & des Edits, qui portoient commination de confiscation & de la vie, tant à l'égard des acheteurs que de ceux qui servoient d'entremetteurs.

Les *Barbets* obéirent ponctuellement à l'ordonnance de *Guaftaldo*, & recoururent à S. A. R. pour la supplier de la révoquer. On leur fit connoître : *Que quoiqu'ils n'eussent pas sujet de s'en plaindre ; néanmoins parce qu'ils avoient obéi, on s'en relâcheroit, s'ils vouloient observer ce qui auroit été convenu avec eux, & s'ils envoioient des Députés avec des pleins-pouvoirs pour le promettre.* Le Comte *Christophe de Luzerne* eut ordre de leur dire, *Que S. A. R. se disposeroit à les souffrir à Saint Jean, & à la Tour, pourvu qu'ils abandonnassent les autres Endroits.* Si ces peuples eussent voulu, il leur étoit facile de se prévaloir de la clémence du Prince ; mais le peu d'inclination qu'ils avoient à lui obéir, leur fit refuser l'ouverture de leur repos : car comme ils étoient en usage de tirer avantage de toutes les concessions Souveraines, quant aux articles qui leur étoient favorables & de se dispenser de les exécuter, eu égard aux points qui leur paroissoient

paroissoient onéreux, ils demeurèrent long-tems avant que d'envoier leurs Députés, & ceux, qui le furent, n'apportèrent d'ailleurs aucun pouvoir valable, afin qu'on fût toujours en état de les désavouer. Les Ministres de S. A. R., qui connoissoient parfaitement le génie & la façon d'agir de ces sectaires, jugerent, qu'il étoit de l'interet de l'Etat, & de la dignité de leur Maître de ne rien conclure avec eux, qui ne fût ferme & solide, & dont on ne pût avec justice leur demander l'observation.

Dans ces entrefaites les plus séditieux écrivirent à *Genève* pour demander avis de ce qu'ils avoient à faire, croiant que si on leur conseilloit de désobéir à leur Souverain, on feroit par ce moïen engagé à les assister dans leur rébellion. Mais les Ministres de *Genève*, à qui cette lettre fut adressée, répondirent avec beaucoup de modération, qu'il falloit recourir à S. A. R. pour obtenir d'elle la révocation de l'ordre de *Gustaf*, & que si leurs instances ne pouvoient pas la leur procurer, il falloit absolument se soumettre à la volonté du Souverain. Ils écrivirent en même tems aux *Cantons Protestans* pour leur recommander leurs interêts. Ceux-ci furent plus soigneux que les Ministres de *Genève*. Ils envoierent à *Turin*, suivant *de Waldkirch* & *Lauffer*, *Weis* Major de ville de *Berne*, avec ordre de représenter à Son Altesse

tesse, Que si l'on étoit absolument déterminé à extirper les *Barbets*, & à ne vouloir écouter aucune intercession amiable en leur faveur, on étoit intentionné de la part de la Suisse Reformés de leur prêter aide & assistance, & de poursuivre leurs persécuteurs à toute outrance. De *Waldkirch* ajoute, que le *Marquis de Caracène*, Gouverneur de *Milan*, qui n'étoit pas en bonne intelligence avec la Cour de *Turin*, n'auroit point été fâché de voir cette entreprise, aiant même ses Emissaires à *Zurich*, à *Berne*, & à *Genève* pour attiser ce feu qui sembloit prêt à éclore. *Guichenon* dit, que l'on répondit au Colonel ou Major *Weis*, Que l'on avoit mal informé les Cantons, & que l'on ne demandoit autre chose que l'obéissance, que les sujets doivent à leur Souverain.

Au reste les *Barbets* continuoient leur instances à *Turin* en vûe de faire révoquer l'ordre de *Guastaldo*, & ils envoïerent de nouveaux pouvoirs plus défectueux que les premiers ; mais en même tems ils firent une assemblée, où se trouverent ceux des vallées de *Saint Martin* & de la *Pérouse* ; & quoi-qu'elles n'y fussent aucunement intéressées, ils ne laisserent pas d'être les auteurs de la téméraire résolution, qui y fut prise, de s'en retourner dans les endroits qu'ils avoient quittés, & sans avoir égard à aucune défense, ni à aucune négociation, de maltraiter tous ceux d'entr'eux qui voudroient se faire Catholiques ; de
faire

faire excommunier par leurs Ministres ceux qui vendroient des fonds aux Catholiques, & de prendre les armes par un mépris insupportable pour l'autorité Souveraine.

A cette nouvelle S. A. R. commanda au Marquis de Pianezze de partir avec 200. chevaux & 500. hommes de pied pour s'emparer de Saint Jean & de la Tour, où les Barbets étoient revenus. Cette démarche ouvrit le théâtre de la guerre de la manière, qu'on peut le voir dans Guichenon : Elle fut poussée avec beaucoup de vigueur, & le Cardinal de Mazarin promit d'abord à l'Ambassadeur de Savoie toute sorte d'assistance, pour mettre S. A. R. en état de réduire facilement les vallées à un point de soumission, que ses Prédécesseurs n'avoient jamais espéré. Cette Eminence voioit bien par cette émotion générale, que d'une affaire d'Etat, on en faisoit une de Religion ; car non seulement Weis fut à Turin, comme on l'a dit, mais Cromwel ce fameux Tiran d'Angleterre envoya aussi Moreland son parent pour faire de vives instances de sa part en la faveur des Barbets ; & à cet exemple les Etats des Provinces Unies des Pais-Bas députèrent de leur côté, comme s'il avoit été question du renversement entier de leur Religion.

Le Cardinal témoin de cette révolution qui paroissoit devenir commune à tous les Potentats & à tous les Républiques qui s'y

intéressoient , considéroit d'ailleurs , que si S. A. R. continuoit la guerre, elle seroit obligée de partager ses forces destinées contre le *Milanois* ; que *Cromwel* étoit sur le point d'abandonner l'*Espagne* pour rechercher l'amitié de la *France*, & qu'il étoit dangereux de l'irriter ; ainsi non seulement il pressa S. A. R. de terminer cette affaire à quelque prix que ce fût ; mais il fit encore connoître aux Religioneux, que ce que les Troupes de S. M. avoient fait dans cette guerre , étoit arrivé sans sa participation. Le Roi même en écrivit sur ce ton , & le *Duc de Lesdiguières*, Gouverneur du *Dauphiné*, en fit la déclaration.

Enfin *Servien*, Ambassadeur de France à la Cour de Savoie , aiant sollicité plusieurs fois Leurs Alteesses Royales de finir cette guerre , & les Cantons Protestans y aiant envoyé leurs Ambassadeurs , sçavoir de *Zurich* *Salomon Nyessel*, de *Berne* *Charles de Bonstetten*, Baron de *Vaumarcus*, de *Bâle* *Benoit Socin*, & de *Schaffhausen* *N. Stockart*, ces puissantes intercessions procurerent enfin l'Assemblée de *Pignerol*, où *Servien* se rendit le dernier de *Juillet*, & de la part du *Duc de Savoie* *Truschy*, Avocat Patrimonial, le Sénateur *Perrachin*, & le Restreudaire *Tarquin*. Les *Barbets* députerent de leur côté les Ministres *Legers*, *Freres*, *Jean Michel* & quelques autres Particuliers. Chacun exagéra les intérêts de son Parti avec beaucoup de chaleur, & *Truschy* par un discours éloquent

éloquent aiant expliqué les raisons, qu'avoit eûes Son Altesse Roïale de soutenir sa dignité, & de maintenir ses sujets dans l'obéissance, il fit voir la fausseté des accusations & des plaintes des *Barbets*. Les *Ambassadeurs Suisses* convaincus de cette vérité, & persuadés d'ailleurs par le *Baron de Gresy*, qui avoit eu ordre de S. A. R. de les accompagner, & qui par les relations qu'il avoit avec ceux de cette Nation, s'étoit acquis une grande estime parmi eux, ménageant fort adroitement leurs esprits; les *Ambassadeurs Suisses*, dis-je, consentirent aux Patentes du 18. d'*Août* dressées par *Trucchy* de concert avec le *Marquis de Pianezze*, qui lui expliquoit les intentions de LL. AA. RR., & agréées par l'*Ambassadeur de France*, qui dans cette conjoncture ne négligea rien pour témoigner l'empressement qu'il avoit à faire réussir cette conférence suivant les desirs de sa Cour.

Voici la teneur de ces Patentes : Comme il n'est pas moins glorieux à un bon Prince d'user de clémence envers ceux, qui reconnoissent leurs fautes, en demandant pardon avec soumission, que d'assujettir les ennemis par les armes, & de contenir ses sujets dans l'obéissance, par la rigueur des châtimens, ceux de la Religion prétendue réformée des Vallées de Luzerne, de Saint Martin, de la Pérouse, de Rocapiata, Saint Barthelemi, & de Panistin, aiant un sensible déplaisir d'avoir désobéi aux ordres de S. A. R.

Et pris les armes, ont recouru à sa bonté, la
 suppliant très humblement de leur pardonner leur
 crime, de les rétablir dans ses bonnes grâces, Et
 de leur permettre l'exercice de leur Religion,
 comme avoient fait ses Prédécesseurs. Sur quoi
 S. A. R. afin de témoigner l'amour qu'elle a pour
 ses sujets, quand ils se rangent à leur devoir, Et
 l'attention singulière qu'elle fait à l'entremise de
 S. M. T. C., aux soins de son Ambassadeur, Et
 aux prières de Madame Royale, usant de clémence,
 leur accorde un pardon général, Et remise
 sion de tous leurs crimes, en leur confirmant les
 mêmes grâces Et concessions portées par les Ordon-
 nances du 2 Et 4. de Juin Et 29. de Décembre
 1653, à la charge qu'ils abandonneront les mai-
 sons Et les biens, qu'ils ont au delà de la rivière
 de Pelice, qui ont été le sujet de la guerre, les
 quels ils peuvent vendre; Et en cas qu'il ne se
 trouve point d'acheteurs S. A. R. leur en fera pa-
 ser la juste valeur, ainsi qu'il leur a toujours été
 offert; bien entendu que les vignes de Luzerne
 ne seront pas comprises dans cet article. Il est
 ordonné de plus, qu'à présent ni à l'avenir ils ne
 pourront posséder aucuns biens à Luzerne, Lu-
 zernetto, Bubbiano, Fenil, Campillan, Gar-
 filave, ni à S. Second, Briqueras ou autres
 lieux des Etats de S. A. R., mais qu'ils se range-
 ront dans leurs anciennes possessions, Et qu'ils
 pourront demeurer à Saint Jean avec les Catho-
 liques, sans toute fois y avoir aucun Temple,
 ni faire des Prêches. Que Saint Jean demeu-

vera séparé de la Communauté de Luzerne.

Qu'en tous les endroits des vallées, sans exception quelconque, se fera l'exercice public de la Religion Catholique (ce que jusqu'alors les Barbets avoient empêché) & que celui de leur Religion prétendue réformée leur sera permis dans les lieux accordés. Que ceux qui ont abjuré cette Religion, pour embrasser la Catholique pendant ces mouvemens, & qui l'ont quittee dès lors n'en pourront être aucunement recherchés par les Officiers de la Cour. Et finalement S. A. R. declare, qu'en consideration des maux par eux soufferts, Elle les decharge pour quelques années du logement des gens de guerre & des autres impôts.

Ce sont là les principaux articles de ce Traité. Les Ambassadeurs Suisses demanderent avec beaucoup de chaleur la démolition des fortifications du Bourg de la Tour, & S. A. R. la leur accorda à condition, qu'il construïroit un Fort au vieux Château que le Duc de Lesdiguières à la priere des Barbets avoit détruit, pendant qu'il étoit maître de ces vallées. Les Ambassadeurs surpris de cette réponse, essaierent par toutes sortes de moyens de détourner S. A. R. de cette résolution, ou au moins de la suspendre; mais n'ayant rien pû obtenir, ils passerent des prières aux menaces & aux protestations d'avoir été surpris, ajoutant que leurs maîtres n'en seroient pas satisfaits, & qu'ils seroient contraints eux mêmes de se retirer mécontents. Ceux des

vallées connoissoient bien le désavantage ; que ce nouveau Fort leur causeroit ; mais S. A. R., qui ne s'embarrassoit pas plus des inquiétudes de ceux-ci, que des menaces des Suisses, fit jetter les fondemens du Fort avec tant de diligence, qu'avant l'hiver la place fut mise en état de défense, & l'année suivante la fortification s'acheva par la vigilance du *Marquis de Senantes*, que S. A. R. choisit pour Gouverneur de ces vallées.

Cependant *de Waldkirch* & *Lauffer* font un trophée des avantages que le *Traité de Pignerol* procura aux *Barbets*. Ils les font sonner fort haut, & ils en parlent comme d'une négociation, qui fait honneur aux Ambassadeurs des *Cantons Protestans* par la fermeté & le courage, qu'ils firent paroître dans cette conférence. Je ne prétens point ici diminuer la gloire, que les uns ou les autres acquirent dans cette occasion. Ce qu'il y a à mon avis de plus certain, c'est que les conjonctures obligerent le *Duc de Savoie* à traiter gracieusement ses sujets, & qu'une politique secrète, qui fomentoit cette guerre, ayant été découverte & démasquée par la pénétration de *Madame Royale*, elle porta le Prince son fils à en prévenir les conséquences par une Paix, qui mit les Etats du Duc en sûreté.

1656. Pendant que les *Suisses* travailloient pour le repos des Religioneux des vallées, il se préparoit

préparoit dans leur Pais une discorde , qui y excita la guerre en 1656. , entre les *Cantons de Zurich & de Berne* d'un côté , & ceux de *Lucerne , d'Uri , de Schwitz , d'Underwalden , & de Zug* de l'autre. *Lauffer* , qui cherche toujours du merveilleux dans les événemens mêmes les plus simples , & qui en font les plus destitués , en trouve la cause dans la spéculation suivante. Sur la fin de 1655. , dit-il , la discorde parut dans la *Suisse* au moment qu'on s'y attendoit le moins , quoiqu'elle eût déjà mitonné quelque tems avant que de se produire : Avant que d'en rapporter les effets , il n'est pas inutile d'en apprendre la raison. La haine implacable , continue cet Historien , que la différence de Religion nourrissoit entre les Cantons contribuoit aussi à faire naître des mécontentemens entre celui de *Zurich* & les cinq *Catholiques* au sujet du Gouvernement des Seigneuries médiates , les *Zuriquois* s'imaginant , que ces derniers ne cherchoient qu'à y détruire la Réforme. Les *Catholiques* d'un autre côté croïoient , que le *Canton de Zurich* étendoit dans ces pais la corrégence au delà de son pouvoir en faisant émaner des ordres & des Décrets qui diminuoient l'autorité , que les cinq Cantons y pretendoient exercer avec autant de Souveraineté & de despotisme que les *Zuriquois*. Les *Catholiques* en général concurent une certaine défiance

contre les *Réformés*, parce que pendant la guerre d'*Allemagne* ils avoient fortifié leurs Capitales ; ce qui paroissoit contraire à la confiance, qui devoit regner parmi les Cantons, & qui marquoit une défiance manifeste de ses voisins, ou une véritable envie de les subjuguier. Ils disoient, que les Ancêtres pour procurer la liberté & la franchise de la *Suisse* n'avoient pas crû en pouvoir donner un témoignage plus authentique qu'en démantelant & en détruisant toutes les Fortereses, qui étoient en si grandes quantité dans le pais. Que la bonne intelligence que l'*Angleterre*, & la *Hollande* avoient établie il y avoit peu de tems avec les Cantons *Protestans*, étoit une vraie épine dans l'œil des *Catholiques*, aussi bien que la Paix qu'ils négotioient entre les *Etats Réformés*, & sur tout ce qu'ils avoient fait en faveur des *Barbets* leurs Confrères. Les Cantons *Catholiques*, poursuit *Lauffer*, en marquerent leur ressentiment dans la Diette de *Baden*, & crurent prévoir, que les *Protestans* ne souhaitoient le renouvellement de la *Confédération*, que parce qu'ils y trouvoient leur avantage ; mais les Religionaires, ajoute-t-il, n'apprehendoient pas moins l'Alliance que les sept Cantons venoient de conclure avec le *Duc de Savoie*, & l'*Evêque de Bâle* ; & le renouvellement du *Guldene Bund*, dans le tems qu'on étoit occupé à chercher les moyens de renouvel-
veller

veller la *Confédération Helvétique*. Ils n'ignoroient pas, que la *Catholicité* étoit en faveur à la *Cour d'Espagne*, & par conséquent cette Couronne se porteroit toujours à la secourir en cas de nécessité; & ils se rappelloient les paroles du *Grand Cromwel*, qui disoit, que *comme l'Espagne & la Cour de Rome sollicitoient une guerre de Religion, il pourroit fort bien arriver, que les Cantons Protestans seroient les premiers, qu'on voudroit réduire.*

Il est certain, qu'en matière de Religion la différence est trop grande pour pouvoir réunir les cœurs des *Suisses* dans une même foi. Dans notre Patrie comme ailleurs, il est impossible de combiner ensemble deux choses diamétralement opposées; mais les intérêts politiques ne doivent pas y avoir part. La fortification des Capitales n'a jamais été regardée comme nécessaire dans les Cantons où le Souverain peut compter sur le cœur de ses sujets; & les bonnes intelligences entre les Puissances n'étant que journalières, on ne devoit appréhender celles, dont *Lauffer* parle, que pendant que la *Franche Comté* & l'*Alsace* étoient entre les mains de la *Maison d'Autriche*; outre que *Cromwel*, Prince sans vertus & Tiran sans vices, avoit assez à faire dans sa nouvelle République, pour n'avoir pas le tems de penser à ce qui arriveroit à la *Suisse* par rapport à la guerre de 1656. Ce qui est sans contredit le plus à craindre

à craindre dans le *Corps Helvétique* ; ce sont les Traités , que l'on fait les uns contre les autres ; & c'est là dessus que *Lauffer* raisonne avec beaucoup de prudence.

Ce fut néanmoins la différence de Religion qui causa cette guerre. Quelques Familles dans le Bourg d'*Arth* au Canton de *Schweitz* , qui consistoient en 35. personnes tant hommes que femmes , prévariquerent , & firent abjuration publique de leur Sainte Foi pour embrasser le *Zwinglianisme* à *Zurich* le 14. Septembre 1655. ; mais comme il falloit vivre , & que la nouvelle Religion , qu'ils venoient de professer ne leur en donnoit pas les moyens , ils insterent auprès du Magistrat pour le prier d'intercéder auprès de celui de *Schweitz* afin qu'on leur laissât parvenir les biens , qu'ils possédoient à *Arth* ; c'est à quoi les *Suisses* ne voulurent point donner les mains ; & regardant la prévarication de leurs Combourgeois comme un crime , ils confisquerent leurs biens. *De Waldkirch* rapporte , qu'ils firent contre les Patens des prévaricateurs diverses perquisitions , qui déplurent extrêmement aux Cantons Protestans , vû qu'on les maltraita , & qu'on vouloit , pour ainsi dire , les rendre comptables du péché d'autrui. Les *Zuriquois* convoquerent à ce sujet une Diette générale à *Baden* , où l'Ambassadeur de France , *Jean de la Barde* , Comte de *Marolles* se rencontra. Ce Ministre prêcha

prêcha la Paix, mais n'y trouvant aucune disposition, parce que *Zurich* prétendoit, que les *Suisses* laissent parvenir les biens aux Renégats, tandis que ceux-ci demandoient, qu'on les leur livrât pour en faire une punition exemplaire, il fut obligé d'abandonner les deux Cantons au torrent, qui les entraînoit à la guerre.

Il se tint une deuxième Conférence, qui n'eut pas un meilleur succès. Les Députés de *Zurich* la quitterent brusquement, voyant que ceux de *Schweitz* refusoient constamment le *Droit Helvétique*, qu'on prétendoit pour terminer cette affaire. On courut aux armes de tous côtés, & les cinq Cantons Catholiques, qui ne s'abandonnent jamais, s'emparèrent de *Baden*, de *Bremgarten*, & de *Mellingen*. Les *Zuriquois* se jetterent dans le *Keller-Ambt*, mirent garnison dans la ville de *Frauenfelden*, & aiant fait le Ballif prisonnier de guerre, ils reçurent l'hommage des *Turgovins*. Ils se rendirent ainsi maîtres de *Rheinau*, de *Clingnau*, de *Zurzach* & de *Kaiserstuhl*, pendant que la grande Armée commandée par le Général de *Werthmüller* marcha devant *Rapperschweil*, qu'elle assiégea. *Werthmüller* donna le 24. Janvier 1656. trois assauts de suite; mais il fut toujours repoussé avec perte. Les cinq Cantons de leur côté tomberent sur le Canton de *Zurich*, où ils pillèrent & brûlerent la Seigneurie de *Wädischweil*;

Wedischtweil ; & les *Zuriquois* pour ne rien laisser sans vengeance mirent le feu aux villages de *Büslickhon* & de *Nottickhon* ; en sorte que le prélude de cette guerre n'annonçoit rien que de cruel & de sanglant.

Dans ces circonstances les *Bernois* avoient assemblé une Armée de 8000. hommes, qui se trouva suivant *Lauffer* le 10. de *Janvier* 1656. dans la plaine de *Lentzbourg*, où le *Général d'Erlach*, qui la commandoit, la passa en revue. Le 12. elle alla se poster sur une éminence entre les villages de *Dotsicken* & de *Haglingen*, où elle étoit très avantageusement campée. Les Soldats du *Pais de Vaud* mirent le feu à ces deux villages, & y brulerent 28. maisons, sans qu'on pût y apporter aucun secours, parce que les habitans s'étoient jettés dans l'Armée des *Lucernois*. Le 13. l'Armée de *Berne* marcha en neuf colonnes de *Meyen Grün* à *Vilmergen* ; la marche dura tout le jour, & cette Armée n'arriva au camp que bien avant dans la nuit. *D'Erlach* donna une fauve garde pour le Château de *Hilfikon*, appartenant au Colonel de *Zweyer*, qui commandoit les Troupes d'*Uri*. Dans la suite cela donna occasion de soupçonner cet Officier de quelque intelligence avec les ennemis, ces sortes de politesses n'étant pas encore trop en usage dans ce tems là.

On crut, que les *Bernois* ne faisoient ce mouvement

mouvement que dans le dessein d'entreprendre le siège de *Bremgarten*, ou celui de *Lucerne*. La plupart néanmoins étoient persuadés, qu'il ne s'étoit fait que pour accélérer la Paix en donnant de l'ombrage aux Députés des Cantons neutres, qui la négocioient à *Lucerne*. Le 14. *Janvier*, suivant le vieux Calendrier, l'Armée s'approcha de très grand matin du village de *Vilmergen*, où elle arriva en assez mauvais ordre, & campa de même fort inquiète par rapport à l'ennemi dont elle n'avoit aucune nouvelle. Les Chefs étoient encore en partie dans le Château de *Lenzbourg* & les autres dans leurs bons logemens à cause du grand froid.

Les *Lucernois* n'étoient pas si indifférens sur le sort de cette journée. Après avoir assemblé leur Armée forte d'environ 4200. hommes, ils marcherent par les hauteurs à couverts des forêts, qui se trouvent dans ces Contrées, & aiant remarqué sur la rapport des leurs espions, qu'on pouvoit attaquer les *Bernois* en toute sûreté eu égard à leur situation, ils conclurent dans le conseil de guerre de marcher droit à eux sans perte de tems. Environ le midi quelques soldats d'*Arau* étant sortis du camp rapporterent, que les *Lucernois* étoient actuellement en marche, & qu'on alloit les avoir en peu de tems sur les bras. On envoya pour reconnoître; mais le *Général de Pfef*

fer aiant fait alors un mouvement, qui le déroboit à la vûe de ceux, qu'on avoit envoieé à la découverte, on demeura tranquille dans l'Armée des *Bernois*. Vers les deux heures les *Lucernois* parurent. Ils se posterent sur une petite éminence, aiant devant eux un chemin creux, qui les couvroit.

Pfeiffer reçut dans ce moment là une lettre de son Souverain, par laquelle on lui mandoit de ne point attaquer l'Armée ennemie, parce qu'on étoit sur le point de faire un accommodement. Mais ce Général n'étant pas d'humeur de laisser échaper la victoire qui lui tendoit les bras, il répondit à l'estafette en mettant la lettre dans sa poche, qu'il avoit une occupation plus sérieuse que celle de lire les dépêches, qu'il lui apportoit. En même tems marchant à l'ennemi, il l'attaqua avec un si grand feu, qu'au rapport de *Lauffer*, la crainte saisit d'abord les *Bernois*. Les Officiers voulurent mettre de l'ordre dans leurs Troupes; mais les Généraux ne paroissant point, le Soldat commença à entrer en soupçon & ensuite à perdre courage. Un quart d'heure de tems finit cette bataille. Ceux du *Pais de Vaud* plièrent les premiers. La Cavalerie attendit à peine les premiers coups de canon, & ceux qui se défendirent le firent avec beaucoup de bravoure, pendant qu'ils eurent de quoi faire feu, mais à la fin manquant

quant de poudre & de plomb ils prirent la fuite comme les autres, & ce fut alors, où le plus grand massacre se fit. Le Corps de réserve voyant l'entière déroute de l'Armée se retira aussi sans coup férir. Mais les *Bernois* avoient posté sur une hauteur un Corps de 2000. hommes presque tous Piquiers pour favoriser la retraite. Ces braves gens tinrent ferme ne voulant pas imiter la fuite de leurs Camarades. Le *Général Pfeiffer*, qui de son côté ne vouloit pas vaincre à demi, les fit attaquer, & après un combat très opiniâtre & parfaitement bien soutenu des deux parts, il les chassa de leur poste, & finit ainsi l'action bien avant dans la nuit par cette dernière défaite des ennemis.

Lauffer attribue la perte de cette Bataille aux Officiers, qui n'avoient pas fait leur devoir. Le *Maréchal de Gui*, qui étoit à *Wohlen* avec son Régiment, & les Capitaines *Tjcludi* & *Prestenberg*, qui se trouvoient à *Meyen-Grün*, regarderent le combat avec une tranquillité admirable, & donnerent pour réponse, au reproche qu'on leur fit de n'avoir pas marché à l'ennemi, qu'ils n'en avoient reçu aucun ordre. C'est la faute ordinaire d'un Officier de milice, qui n'ose rien prendre sur lui, parce que l'expérience lui manque.

Les Historiens parlent différemment du nombre des morts, *Lauffer* les fait monter

à 573. avec 396. blessés & 66. prisonniers. *De Waldkirch* prétend, qu'il n'y eut que quelques cens hommes tués de la part de *Bernois*. *Haffner* assure, que l'on compta 2200. morts sur le champ de bataille sans comprendre ceux qui moururent de leurs blessures, qui furent trouvés sous la neige & dans les bois, ou massacrés ou gelés. Les *Bernois* perdirent dix canons, neuf Drapeaux, la Chancellerie militaire & toutes les munitions. Les *Lucernois*, suivant *Lauffer*, laissèrent 189. morts sur la place, & après avoir resté trois jours sur le champ de bataille à la façon des anciens *Suisses* pour constater leur victoire, ils décamperent.

Je sçai bien, que dans le siècle où nous sommes, on fait souvent tort à l'expérience & à l'art militaire, que d'attribuer le gain des batailles à l'assistance des Saints; aussi me tairai-je là dessus, sans rapporter ce que *Haffner* & *Lauffer* même disent de la protection visible, que les *Lucernois* reçurent de la très Sainte VIERGE dans cette occasion. Il suffit, que l'on trouve cette circonstance imprimée à *Constance* quelques années après cette journée, & vérifiée par la déclaration même des prisonniers *Bernois*.

La défaite de l'Armée de ces derniers n'ayant fait qu'aigrir davantage les Esprits à *Berne*, on y chercha les moyens de pouvoir réparer la perte qu'elle avoit soufferte, & à ce
sujet

sujet on fit marcher de nouvelles Troupes destinées à venger la République. Les *Lucernois* les attendoient de pied ferme, & comme vainqueurs ils ne s'embarassoient guères de la colère de leurs ennemis ; mais les Cantons neutres assemblés à *Lucerne*, qui étoient uniquement occupés à prévenir les maux, que la continuation de la guerre préparoit au *Corps Helvétique*, n'en pensoient pas de même. Ils emploierent tous leurs soins pour procurer une Paix entre les Parties, & pour finir une dissension qui tendoit à la ruine totale de la Patrie. Ainsi étant secondés par *de la Barde Ambassadeur de France*, par le *Lord Morland*, & le *Chevalier Pell Envois d'Angleterre*, par celui de *Hollande N. d'Ommern*, & par le *Baron de Gresy*, que le *Duc de Savoie* avoit envoyé en *Suisse*, ils parvinrent enfin le 26. *Février 1656.* à conclure cette Paix. Par le second Article il est stipulé, que les parties sous l'arbitrage des Juges impartiaux pourroient exiger les frais de la guerre suivant justice & équité ; le troisième porte, Que toutes les Places, dont on s'étoit emparées tant d'un côté que de l'autre, seroient restituées, & la *Turgovie* renduë à ses anciens possesseurs. Il paroît, que cet exemple auroit du être suivi à la Paix de 1712., afin de rétablir le *Corps Helvétique* dans son ancienne splendeur & dans un état de tranquillité, qui lui manque par ce défaut.

Il ne faut pas dérober la gloire dûe aux familles, dont les Ancêtres furent employés à cette médiation. C'est une consolation pour elles de sçavoir, que de *Glaris* les Députés étoient *Balthasar Müller*, *Landamman*, & *Antoine Cleric*, *Staatthalter*. De *Bâle* *Jean Rodolphe Wettstein*, *Bourguemaitre*, *André Burckhard*, & *Jean Rodolphe Burckhard*. De *Fribourg* *Pierre Gottrau Seigneur de Billens*, qui fut ensuite *Avoier*, & *Jean Rodolphe Vonderweid* du *Conseil privé*. Cette Famille a fourni de grands Magistrats & en 1730. un *Avoier* en la personne de *Jean Henri Martin*. De *Soleure* *Jean Frédéric Stockhar*, *Trésorier*, & *François Haffner*, *Chancelier*, qui est l'Auteur du *Théâtre Historique*. De *Schaffhausen* *Jean Jacques Ziegler*, *Bourguemaitre*. Et d'*Appenzel* *Barthelemi Naff*, *Landamman* du *Roden Intérieur*, & *Jean Rechsteiner*, *Landamman* du *Roden extérieur*. On renvoie le Lecteur au sujet des prononciations des Arbitres à *Jean Rodolphe de Waldkirch*, qui les rapporte tout au long dans la seconde partie de son *Histoire de la Suisse* page 555. signé *Murat*, *Secrétaire de l'Hôpital de Fribourg*; les Articles de la Paix sont marqués à la page-548.

Le Comte de *Marolles* de la part du Roi son Maître, & le Baron de *Grosy* de la part du Duc de *Savoie*, avoient nettement déclaré aux *Zuriquois*, & aux *Bernois*, Qu'ils seroient obligés en vertu des Alliances de faire marcher des
Troupes

Troupes au secours des Cantons Catholiques, s'ils continuoient à vouloir poursuivre la guerre. Lauffer croit, que la menace de l'*Ambassadeur de France* n'avoit pour objet que d'épou-
 venter les *Protestans*, n'étant pas naturel que le Roi eût voulu rompre avec les Cantons Réformés dans le tems que ce Monarque étoit en négociation pour renouveler l'Alliance avec eux. Quant au *Duc de Savoie*; ce Prince procedoit en bonne forme. Il avoit fait approcher les Régimens de *Bouchard* & de *Cordéro* des frontières du *Pais de Vaud* avec ordre au *Marquis de Lullins*, Gouverneur du *Chablais*, de courir avec toutes ses forces au secours des Catholiques en cas qu'ils en eussent besoin. *Champois*, Baron de *Prell*, Colonel d'un Régiment de Cavalerie Espagnole en *Franche Comté*, avoit offert ses services & sa Troupe aux *Fribourgeois*.

De sorte qu'on auroit lieu d'être étonné, que ce Canton n'ait pas brâlé, non plus que celui de *Soleure*, vû qu'en prenant les armes ils auroient, ce semble, tenu le *Pais de Vaud* en respect, & empêché une guerre, qui a eu des suites si funestes; mais il faut considérer qu'un feu si général dans la *Suisse* l'auroit entièrement consumée, & qu'une sage médiation étoit d'autant plus à préférer, que les Cantons de *Bâle*, de *Schaffhausen* & d'*Appenzel* gardoient aussi une exacte neutralité en cette occasion. Il est vrai, que le *Guldene-*

Bund en a souffert ; mais il y a des conjonctures dans le Gouvernement politique , qui ne permettent pas de remplir certains devoirs, dont l'observation paroît plus désavantageuse qu'utile au bien public , & même à l'autorité Souveraine, comme on l'a expérimenté dans la seconde bataille , où l'on n'a pas osé vaincre dans la crainte de perdre cette autorité. Je parle de la deuxième journée de *Villmergen* en 1712.

1712 Cette guerre, comme la précédente , eut dans le fond son commencement & sa cause dans la contestation , qu'eurent les Catholiques & les Réformés au sujet de la Religion. Ce fut toujours là le premier mobile , quoique l'on veuille persuader , que l'oppression dans laquelle on tenoit les Sujets du *Toggenbourg* en général en soit le véritable fondement , comme on peut le voir dans le manifeste des *Zuriquois* & *Bernois* dans *Waldkirch* page 816. partie II. Elle ne fit que de changer d'objet , la première eut sa source dans le *Bourg d'Arth* , & la seconde dans le *Comté de Toggenbourg*. *Zurich* & *Berne* prirent les armes pour soutenir les Sujets Protestans contre l'*Abbé de Saint Gal* leur Souverain ; Les cinq Cantons armerent en faveur du Prélat , & des deux côtés les Armées parurent en campagne.

Le Comte du *Luc* Ambassadeur de France & le Comte de *Trauttmansdorf* Ambassadeur de S. M.

S. M. I. s'acquiterent de leur ministère. Le premier exhorta d'abord les *Suisses* à l'union ; le second déclara de la part de l'Empereur son maître , *Que ce Monarque ne permettrois pas , que l'Abbé de Saint Gal contractât avec les Zuriquois , les Bernois , & ses Sujets rebelles au préjudice des droits , que S. M. I. & l'Empire avoient sur le Comté de Toggenbourg. Quasi contre attente cela arrivoit , S. M. I. étoit déterminée à casser & à annuler tel Traité.*

Le Comte du Luc , ajoin de *Waldkirch* , parla autrement par la bouche du Secrétaire , qu'il envoia à *Berne* , où aiant eu audience par devant les Deux Cens , il dit de sa part : *Qu'en cas que les cinq Cantons Catholiques ne voulussent pas écouter des propositions de Paix raisonnables , le Roi son maître promettoit au Canton de Berne un secours suffisant contre les Puissances étrangères , qui s'intéressoient pour la cause de l'Abbé de Saint Gal. Mais comme les Bernois , continue le même Historien page 825. partie II. , pouvoient se passer des Troupes du Roi , ils remercièrent poliment le Secrétaire d'Ambassade ; & écrivirent au sujet de la déclaration du Comte de Trauttmansdorf au Cercle assemblé à Ratibonne , en lui envoiant un détail circonstancié des troubles de la Suisse par une personne affidée , & d'une capacité reconnuë.*

Le Canton de *Zurich* sous prétexte de faire comprendre le Corps Helvétique dans la

Paix, qui se traitoit entre les Puissances Belligerentes au Congrès d'*Utrecht*, convoqua une Diette à *Baden* pour le 3. *Avril*. Les Députés de *Fribourg* furent *Pierre Emmanuel Fegeli*, *Avoier*, & très digne Chef de la République, & *François Nicolas Vonderweid*, Conseiller d'Etat.

On connut aisément par le discours du Comte du *Luc* Ambassadeur de France, que cette conférence n'avoit pas pour son unique motif celui pour lequel on s'étoit assemblé. Les troubles du *Toggenbourg* étoient prêts à éclore, & ce fut à ce sujet, que le Ministre François fit ce discours remarquables par ces expressions : Il faut donc, Magnifiques Seigneurs, vous exposer les motifs, qui m'amènent vers vous, afin que si mes conseils jusqu'à présent ne vous avoient point paru conformes à vos véritables intérêts, je puisse les rectifier sur vos idées, parce que S. M. désire toujours que mes démarches n'aient en vûe que votre prospérité, Seroit-il possible M. S., que je me fusse trompé, en vous disant que la parfaite Union des Loïnables Cantons est la pierre fondamentale de votre conservation ? Je n'ai encore pû me persuader, que la politique moderne fût capable de faire imaginer quelque autre base, qui méritât d'obtenir la préférence.

Toute l'Europe sçait, que la valeur de vos Ayeux a eu la première part à votre liberté ; mais elle n'auroit tenté qu'inutilement votre délivrance.

ce, si les Louables Cantons avoient songé à mettre entr'eux une différence d'intérêt. Votre Ennemi commun habile à profiter des moindres conjonctures, n'auroit pas manqué de vous désunir. Et peut être compteroit-il aujourd'hui vos Ancêtres parmi les peuples inquiets, qui ont porté la peine de leur infidélité, par un exiliment dû à la félonie. Seriez-vous plus en sûreté maintenant, si vos discordes intestines ne finissoient bientôt ? pouvez-vous croire, que de simples Traités soient capables de vous mettre à couvert des entreprises d'une Maison, qui par ses démarches vous prouvent aujourd'hui plus que jamais, qu'elle ne cherche qu'à faire revivre sur vous ses plus injustes prétentions ? pensez-vous que des Puissances éloignées, qui n'ont rien à craindre de votre abaissement, ni rien à espérer de votre élévation, voudroient dans la suite rentrer en guerre pour des intérêts détachés des leurs, Et exposer leur Pais pour garantir le vôtre ? Non, M. S. les hommes instruits dans la saine politique savent, que les Alliances ne subsistent que par le besoin réciproque des Etats, Et ne sont constamment sûres, qu'autant que les Parties y trouvent un avantage mutuel.

Je vous l'ai déjà dit, M. S. Et je ne puis trop vous le répéter : Vous n'avez d'ennemis véritablement redoutables que vous mêmes. Voulez-vous voir cesser vos craintes ? faites cesser vos divisions. Il paroît jusqu'ici que le différend du Toggenbourg en est la principale cause. Chacun croit avoir raison, nul ne doute que la jus-

rice ne soit de son côté, & dans cette situation on pense, on agit avec une entière sécurité, au grand étonnement de tous ceux qui envisagent les choses sans partialité & sans passion.

Votre Alliance, M. S. pourra-t-elle se maintenir, si ce différend subsiste toujours, & que pour le terminer vous trouviez bon d'y faire entrer les Etrangers ? Quand même contre toute vrai-semblance, une des Parties parviendrait à faire insérer cet article dans la Paix générale qui se traite, celle en faveur de qui la question seroit décidée auroit-elle lieu d'être tranquille ? & pouvez-vous penser, que tout ce qui se réglera hors de chez vous, & par des voies obliques puisse être de longue durée ? Il faut que la justice soit le premier motif de vos déterminations. Il faut de plus, qu'elle se prennent par vous & parmi vous.

Naïfs donc point recours, M. S. à des remèdes, qui au lieu de guérir vos maux, ne feroient que les augmenter. Jettés les yeux sur ces personnes d'une capacité & d'une droiture, si fort reconnûes qu'elles puissent juger dans leur propre cause. Vous seriez à plaindre, si dans l'étendue de vos Etat, il ne se rencontroit pas un petit nombre de gens de bien. C'est à vous à les choisir tels. Une fois que vous y serez parvenus, ordonnés qu'on les instruisse, exigés, qu'ils n'écourent que le bon droit, chargés en leur conscience ; & qu'elle que puisse être leur décision, déterminés vous enfin à la faire observer religieusement.

sément. C'est, M. S. le conseil que Sa Majesté vous donne par ma bouche. Je souhaite qu'il ait un meilleur sort que ceux que vous avez déjà reçus de sa part sur le même sujet &c.

L'*Abscheid* de cette Diette rapporte, que les Cantons en général furent sensibles au discours du Comte du Luc, & qu'ils lui firent leurs remerciemens en lui recommandant les intérêts de la Suisse. Cependant de *Waldkirch* ose dire, que de quelle façon qu'on pensât sur cette proposition du Ministre de France, les Cantons Catholiques ne voulurent pas entendre parler des affaires du Toggenbourg, qu'ainsi on se sépara le 9. & le 10. d'Avril assez froidement.

Il ne paroît pourtant pas par les faits, que les Catholiques aient été si fort contraires aux vûes de S. M. T. C. ; car le 12. du même mois, deux jours après la séparation de la Diette, les deux Cantons de Zurich & de Berne aviserent celui de Fribourg, Qu'ils étoient intentionnés de mettre quelque peu de Troupes sur leurs frontières pour la consolation des Toggenbourgeois opprimés, & afin d'arrêter les troubles ; mais nullement dans le dessein d'agir offensivement contre aucun des Loüables Cantons, pas même contre l'Abbé de Saint Gal, & qu'ils esperoient, qu'on n'en penseroit pas autrement. On répondit à ces lettres, Qu'on étoit très surpris, & qu'on apprenoit avec une sensible douleur, qu'ils eussent pris les armes avec tant de vélocité, sans avoir

avoir tenté auparavant un accommodement amiable, à quoi on les exhortoit, & à quoi on se prêteroit de toute sa force de la part de l'Etat.

On vit ensuite arriver le 15. une Ambassade, que la ville de Berne envoya à Fribourg. Gabriel Thorman, Trésorier du Pais Allemand, & Jean Henri Steiger, ancien Avoier de Berthoud, furent les Députés, qui parurent dans l'Assemblée des Deux Cens. Le premier dit de la part de ses Souverains Seigneurs, Qu'on devoit être persuadé & convaincu, que la marche des Troupes de Berne sur les frontières du Toggenbourg n'avoit d'autre but, que de tirer les sujets de ce Comté de l'oppression où ils gémissaient, de les maintenir dans leurs anciennes franchises, & de terminer une fois pour toujours une affaire si disgracieuse en mettant fin à toutes les contestations. En sorte que bien loin de penser à faire de la peine à aucun Canton ni à exciter le moindre trouble, les Bernois étoient au contraire tout disposés à accepter une médiation & un accommodement amiable. Qu'ainsi ils osoient espérer, qu'on n'attribueroit point d'autre vûe à cet armement, & qu'on voudroit bien persévérer dans la bonne intelligence & le bon voisinage, qui avoit toujours régné entre les deux Etats.

Ces protestations des Députés de Berne ne firent rien changer par rapport à la réponse, que l'Etat de Fribourg avoit résolu de faire aux deux lettres, dont on vient de parler. Au contraire on prit occasion d'en entretenir
les

les Députés, & de leur faire connoître poliment les intentions qu'on avoit, & les réflexions qu'on faisoit à *Fribourg* sur les démarches des deux Cantons si opposées à l'ancien usage établi parmi les *Suisses*.

Mais pendant que le *Trésorier Thorman* affûroit les *Fribourgeois* de la pureté & de l'innocence des intentions de les maîtres, les *Zuriquois*, dont les desseins n'étoient pas cachés, firent attaquer le 14. *Avril* un Pont, que de *Waldkirch* ne nomme pas page 819. partie II., ils emploierent pour cela les *Toggenbourgeois* révoltés contre l'*Abbé de Saint Gal*, qui s'en emparèrent sous la conduite de *N. Nabholtz*, leur citoien. L'Officier, qui y commandoit, fut fait prisonnier avec une partie de son détachement. Cet acte d'hostilité fut regardé comme le prélude de la guerre. Les *Lucernois*, qui à l'exemple des *Bernois* & des *Zuriquois* avoient aussi marché vers leurs frontières, n'eurent pas plutôt appris cette irruption de *Nabholtz*, qu'ils mirent garnison dans les villes de *Baden*, de *Bremgarten* & de *Mellingen*; afin d'empêcher la jonction des *Bernois* & des *Zuriquois*, ce qui auroit été un coup de partie, si l'on y avoit réussi. De leur côté les *Zuriquois* mirent garnison dans *Frauenfelden*, & se firent prêter hommage par les *Turgovins*; sur quoi de *Waldkirch* ne se récrie cependant point, quoique *Glaris*, *Fribourg* & *Solure* aient part

au Gouvernement de la *Turgovie*, & que ces trois Etats ne fussent point intéressés dans la guerre; tandis qu'il trouve mauvais, que les *Lucernois* se fussent emparé des trois villes, qu'on vient de nommer, parce que *Zurich*, *Berne* & *Glaris* y ont aussi part à la Souveraineté.

Les *Bernois* aiant fait marcher de nouvelles Troupes pour renforcer les premières & pour se mettre en état de pousser vigoureusement la guerre, la ville de *Bâle* pour tâcher d'en prévenir les suites proposa aux Cantons neutres une Diette, qui fut convoquée le 2. de *Mai* à *Olten* & à *Arbourg*; les *Bernois* n'ayant pas voulu se rencontrer à *Baden*, à moins que la garnison *Lucernoise* n'en fut sortie; & c'est à quoi celle-ci ne voulut pas consentir. *François Philippe de Lanthen*. *Heid*, Seigneur de *Cugi*, *Vesin* & *Aumont*, Chevalier de *Saint Michel*, & *Avoër* y fut envoyé de la part du Canton de *Fribourg* avec *François Nicolas Vonderveid*, Conseiller d'Etat; mais cette Conférence aiant été infructueuse, tant à cause des inconveniens qui se présentèrent, qu'en égard à l'absence des Députés du Canton de *Schweitz*, elle fut transférée dans le mois de *Juin* à *Arau*.

Les *Soloriens* insisterent de leur côté, pour qu'on envoyât les Conseillers de guerre dans leur ville comme on en étoit convenu, afin d'y traiter conjointement entre les trois Cantons Catholiques

de Lucerne, Fribourg & Soleure, & la République de Valais, de ce qui pourroit être utile & nécessaire dans ces conjonctures pour le bien général & particulier de la Suisse, & pour chercher les moïens propres à prévenir tous les maux, que cette fatale guerre alloit attirer au Corps Helvétique. Jean Jacques Joseph Baron d'Als, Sgr. de Prévondavaux, Chevalier de l'ordre de Saint Maurice & de Saint Lazare, ancien Trésorier & Conseiller d'Etat, fut nommé pour cette Ambassade par le Canton de Fribourg. Et dès que de Courten, Capitaine général du Pais de Valais, fut arrivé, ils partirent ensemble le 3. de Mai pour leur destination.

Les cinq Cantons en attendant faisoient tout leur possible pour empêcher la jonction des Armées de Berne & de Zurich. Ils envoïerent pour cela des Troupes dans le village de Virelingen sur le bord de la Rûß dans le Comté de Baden ; mais comme il importoit extrêmement à leurs ennemis de passer cette Riviere & de joindre leurs forces, le Général de Tscharnier, dont la Famille est une des plus distinguées de Berne, aiant fait marcher le 25. Avril un Corps considérable avec douze canons, il passa à la faveur du grand feu, qu'il fit faire pour chasser les Lucernois, qui étoient de l'autre côté, & se joignit aux Zuriquois. La victoire suivit dès lors ses pas. Kingnau, Kaiserstuhl & Zurzach se rendirent. Will fut emportée ; Gossau, Rosach, & l'an-

cien

cien Patrimoine de l'*Abbé de Saint Gal* tombèrent entre les mains des *Zuriquois* ; le Prélat aiant été obligé de se sauver en *Suabe* avec les meilleurs effets de son Abbaie & tous les Religieux.

Dans l'*Ergovie*, la garnison que les cinq Cantons avoient mis dans *Mellingen*, abandonna cette ville, & y laissa entrer les *Bernois*, qui s'en mirent en possession pour marcher ensuite le 26. *Mai* vers *Bremgarten*, malgré la neutralité qu'on demandoit pour cette ville & pour les Balliages libres. Le Général de *Tschärner* avec son Armée forte de 8000. hommes, étant arrivé à quelque distance de la forêt de *Bremgarten*, fit faire halte, & envoya le *Major de Villading* & *Portefaix* avec 500. Grenadiers pour reconnoître les ennemis. Dès que l'Armée fut rangée en ordre de bataille, elle marcha pour les attaquer. L'avant Garde commandée par le Colonel de *Vatteville* & par le Baron de *Lassarras* fut d'abord malmenée & obligée de se replier en désordre. Le Général accourut, & rallia les Troupes avec le secours du Colonel de *Manuel* du Lieutenant Colonel de *Gingin* & des autres Officiers, qui montrèrent beaucoup de conduite. Alors on marcha en bon ordre, & l'on attaqua avec beaucoup de valeur les Catholiques, qui ne se défendirent pas avec moins de bravoure. Le combat dura pendant deux heures avec assez d'égalité ; enfin
ces

ces derniers furent contraints d'abandonner leur poste avantageux , & de sonner la retraite. La perte fut considérable de leur côté ; mais elle ne fut pas petite de la part des *Bernois* , quoi qu'en dise *de Waldkirch* , qui ne la fait monter qu'à 60. hommes. Le *Baron de Laffarras Colonel de Dragons* , le *Lieutenant Colonel de Gingin* , & *de Roveray Cornette* demeurèrent sur le champ de bataille. Le *Général de Tscharnier* fut blessé à la main. Le *Capitaine Frisching* & *Beat Louis de May* reçurent chacun un coup de feu. Les fruits de cette victoire furent la reddition des villes de *Bremgarten* & de *Baden*. Le Commandant de cette dernière ne se fit pas honneur dans la molle défense qu'il fit avec 1500. hommes de garnison , qu'il avoit dans le château , sans parler d'une nombreuse artillerie & de quantité de munitions de guerre & de bouche. Le château fut démoli , & les portes de la ville enlevées. Les *Badennois* furent désarmés , privés de leurs droits & de leurs archives , & enfin exécrés comme des Rébelles. On ne pouvoit pas traiter ce peuple d'une manière plus dure , quoiqu'il n'eût pas commis un plus grand crime que la *Turgovie* , qui comme *Baden* avoit été obligée de céder à la force des armes.

Des progrès si prompts & si heureux. dit *de Waldkirch* , eurent le pouvoir d'abaisser la trop grande fierté de l'*Abbé de Saint Gal* , &

des cinq Cantons *Catholiques*. Ceux de *Fribourg* & de *Soleure* aussi bien que l'*Evêque de Bâle* en conçurent une furieuse jalousie, & ils avoient bonne envie d'en venir aux mains avec les *Bernois*; mais comme ces derniers couvroient leur Païs d'un camp volant contre les *Fribourgeois*, & que *Bâle*, *Schaffhausen*, & les *Grisons* s'étoient mis en posture de venir au secours des *Zuriquois* & des *Bernois*, ils n'osèrent en hazarder l'entreprise, se contentant de rester dans la neutralité, & de faire céder le zèle aveugle de la Religion à une sage prévoyance de l'avenir. Leçon admirable que de *Waldkirch* mêle d'un reproche piquant pour ces trois Etats. Cependant ils n'étoient pas dans une aussi grande indolence, que cet Historien le prétend. L'Etat de *Soleure* ayant envoyé deux Députés à *Fribourg*, ils y restèrent, pendant que le *Trésorier d'Alt* & le *Commissaire Général Vonderweid* étoient en *Valais* pour prendre avec cette République les arrangemens convenables en cas, qu'on fut obligé de faire la diversion, que les Cinq Cantons demandoient avec instance; & si la Paix à laquelle on travailloit de toutes ses forces, n'eût pas été conclue à *Arau* le 18. Juillet 1712. Il est bien sûr, qu'on auroit fait quelques mouvemens fort embarrassans pour les *Bernois*, qui alors n'avoient point encore ce camp volant, dont parle de *Waldkirch*; mais ils firent approcher environ 3000. hommes, quand

quand ils eurent appris par leurs espions, que le *Trésorier d'Alt* avoit trouvé un passage pour se joindre aux *Valaisans*, & pour faire cette diversion qui auroit peut être changé la face des affaires au moins dans les négociations de la Paix ; & pourquoi pas dans celles de la guerre ?

Le *Baron d'Alt* étoit très capable de conduire cette entreprise. Les preuves qu'il a données de sa bonne conduite dans le métier pendant les guerres de *Flandres* sous *Louis XIV.* sur tout à la Bataille de *Senef* en 1674 ; où il a mérité les éloges publics du Grand Prince de *Condé*, & ses attentions font son Apologie, & enlèvent le soupçon qu'on peut concevoir, de ce que le fils rapporte de son Pere. *D'Alt* commandoit dans cette Bataille le Régiment du *vieux Pfeiffer*, aujourd'hui *Vigier*, & pour l'absence du Brigadier, la Brigade sur la fin de l'action, où il reçut trois blessures en soutenant tout l'effort des ennemis qui se fit du côté, où il étoit jusqu'à la nuit que les Armées se séparèrent.

De *Waldkirch* attribue la conclusion de la Paix à l'approche que les *Zuriquois* firent de la ville de *Rapperschweil*, & au poste que les *Bernois* prirent à *Muri*, d'où ils envoierent un fort détachement pour s'emparer du pont de *Seiß*. Il ajoute, que ces deux mouvemens firent entendre raison aux cinq Cantons, qu'ainsi l'*Abbé de Saint Gal* abandonnant ses

propres intérêts consentit enfin à conclure & à agréer les articles de la Paix sur le pied, qu'on les trouve dans cet Auteur page 830. partie II. dont le premier comprend le tout en adjugeant aux deux premiers Cantons *Zurich* & *Berne* tout ce, que nous appellons aujourd'hui les Païs conquis, y réservé néanmoins le libre exercice de la Religion tant d'une part que de l'autre sans empêchement; & par respect pour l'*Ambassadeur de France* & pour les Cantons médiateurs les deux dits Cantons veulent bien passer sous silence les frais de la guerre, qui paroissent cependant bien payés par la possession des belles Provinces, qu'ils ont en échange.

Les Députés des Cantons intéressés n'avoient réservé dans le Traité que le consentement de leurs Souverains respectifs. Ceux de *Zurich* & de *Berne* étoient bien persuadés, que leur négociation seroit approuvée. Elle étoit trop brillante pour ne le pas être. Mais ceux des autres Cantons, qui n'y voioient pas autant de lustre, appréhenderent avec raison, ce qui arriva, c'est à dire un désaveu. En effet il n'y avoit jusques là aucune raison pressante pour faire une Paix aussi désavantageuse que celle qu'ils propofoient à leurs maîtres. La perte de *Baden*, de *Bremgatten*, de *Mellingen*, des *Balliages libres* & de la *Turgovie* ne mettoit point encore les cinq Cantons dans l'absoluë nécessité de s'abandonner
au

au désespoir. La journée de *Bremgarten* n'avoit pas été si fort décisive, qu'on n'en n'eût pas pu disputer la gloire, au moins étoit on en état de réparer par une seconde action dont la victoire n'étoit ni assurée ni promise aux deux Cantons ; & le fort qu'elle auroit eu, auroit seulement alors décidé des articles de la Paix. C'est ce que les Cantons d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Underwalden*, & de *Zug* sentirent à merveille. Ils regarderent cette Paix comme injurieuse à leurs armes, & à leur réputation. Ils envoierent leurs Députés à *Lucerne* pour déclarer à cet Etat, qu'ils ne pouvoient pas recevoir les articles de la Paix d'*Aarau*, qu'ainsi ils prioient, qu'on refît cause commune, & qu'on marchât sans délai aux ennemis. Ces Députés demanderent à être renvoïés par devant la Bourgeoisie assemblée, où ils avoient ordre de paroître & non par devant le Petit & le Grand Conseil. Cette proposition étonna moins le Magistrat de *Lucerne*, que la révolution qu'on apprit, qui se tramoit parmi les Paisans du Canton, qui saisissant cette occasion pour ne point quitter les armes, conqurent la vaine espérance de pouvoir par ce moïen parvenir à leur tour au Gouvernement Démocratique. La quantité de têtes qu'on fit sauter après la guerre en est une preuve bien convaincante. De sorte que de *Waldkirch*, qui n'a pas pû ignorer cette mémorable circonstance, a bien mauvaise grace de dire page 849. partie II.

que les Bernois & les Zuriquois n'ont pas voulu se laisser endormir par une raison, qui leur a fait gagner la Bataille de Vilmergen, comme on le verra.

Personne n'avoit lieu de douter, continue de *Waldkirch*, que la Paix ne fût parfaitement cimentée. Les trois Cantons de *Schweitz*, d'*Unterwalden*, & de *Zug* n'y devoient pas être un obstacle, parce que aiant un terme pour se déclarer & y accéder, les deux Cantons de *Zurich* & de *Berne* à ce défaut auroient bien trouvé les moyens de les réduire à leur bon plaisir, puisque que *Lucerne* & *Uri* promettoient une exacte neutralité, & qu'ils ne vouloient pas se charger de leur iniquité. Néanmoins qu'elle surprise? lorsqu'on apprit, que le *Colonel Munier*, qui commandoit au Pont de *Seiß*, avoit été surpris dans son poste & si entierement défait, qu'à peine restoit-il quelques hommes de 1400 qu'il avoit sous les ordres.

La Paix étant plus éloignée que jamais; les Bernois décamperent de *Muri* pour venir occuper le camp de *Vilmergen*. Les cinq Cantons les suivirent sous la conduite de l'*Avoüer Schwitzer de Lucerne*; & ce fut le 25. Juillet que les deux Armées se trouverent en présence. Rien de plus fier que leur contenance, & rien de plus animé à sa propre destruction. On commença à se canonner environ les six heures & demi du matin, ce qui continua jusqu'à

9. heures sans qu'aucune Partie voulût quitter son avantage. Les *Bernois* étoient avantageusement campés aiant la Riviere de *Bünsc* à leur gauche & les haies vives à dos. Les Catholiques occupoient les hauteurs, & avoient de grandes forêts, qui les couvroient par derriere. De sorte que les deux Camps aiant un égal avantage personne ne vouloit abandonner le sien. Enfin les Troupes d'*Uri*, de *Schweitz*, d'*Underwalden* & de *Zug* se mirent en mouvement, & marcherent à l'ennemi avec cette fierté que donne la confiance en sa bonne cause. Le *Brigadier de Pfeiffer* ne branla point avec ses *Lucernois*, il resta spectateur de cette attaque, qui se fit avec tant de valeur, que les *Bernois* après un combat très opiniatre furent obligés de plier, & furent mêmes poussés jusqu'aux haies vives, où le désordre fut si grand, que sans deux événemens l'*Armée Bernoise* étoit entierement défaite. Le *Brigadier de Pfeiffer* demeura immobile avec le Corps qu'il avoit sous lui, & n'aiant pas osé achever la victoire crainte de perdre son Etat, il étonna si fort les vainqueurs que restant eux-mêmes dans l'inaction, ils donnerent le tems aux vaincus de se reconnoître, de se rallier, & de les battre à platte couture. Le second événement fut l'admirable présence d'esprit des Officiers *Bernois*, qui pendant que le *Géntral Frisching* tâchoit de ranimer les Troupes, s'appuierent à la haie
vive

vive & l'épée & le sponton à la main arrêtant les fuyards, ils les ramenerent au combat, où aiant repris courage ils attaquèrent leurs vainqueurs avec tant de bravoure, qu'ils les mirent en confusion & peu après entierement en fuite. On ne convient pas trop du nombre des morts. On l'adoucit des deux côtés. *De Waldkirch* met celui des cinq Cantons à 2000., & de la part des Bernois à 230. Si cet Historien y avoit encore ajouté mille, on ne pourroit pas l'accuser de partialité. Les Fils de l'*Avoïer de Schuitzer* & du *Brigadier de Pfeiffer* restèrent sur la place aussi bien que *Crivelli d'Uri*. De la part de Berne on trouva parmi les morts le *Quartier-Maitre de Tschanner*, les *Colonels Feschi* & de *Métrai* avec *Jenner Capitaine de Dragons*. Les *Généraux de Diesbach* & de *Sacconex* furent du nombre des blessés. Les *Catholiques* y perdirent sept canons, huit Drapeaux & la fameuse corne d'*Uri*.

J'ai donné la relation de cette Bataille, comme je l'ai apprise par les *Officiers de Berne*, qui me l'ont racontée. Voici comme les *Zuriquois* & les *Bernois* l'ont donnée au public. *Après que les ennemis eurent surpris nos gens à Seisse le 20. du passé [Juillet] notre Armée alla camper de Muri à Wohle. Les ennemis aiant rassemblé toutes leurs forces, se mirent aussi en marche, pour nous chasser des Balliages libres, nous donnant de continuelles allarmes dans*
le

le Camp ; mais ils n'osèrent jamais descendre des hauteurs, qu'ils occupoient. Enfin reconnoissant qu'ils nous vouloient couper les vivres, que nous tirions de Lentzbourg, nous fîmes partir le 25. du Camp de Wohle les gros Bagages & l'Artillerie sous une bonne escorte, qui les conduisit à Meyengrün. L'Armée suivit en ordre de bataille jusqu'auprès de Vilmergen, où il fallut passer un mauvais défilé devant l'Armée ennemie. Notre avant garde & le Corps de bataille l'avoient passé, lorsque les ennemis commencèrent à nous canonner avec deux pieces de canon, qui ne nous firent pas grand mal, quoique nous fussions tout à découvert sur une colline, qui forme le défilé d'un côté. A la faveur de cette batterie ils se formèrent sur deux colonnes, & descendirent dans cet ordre vers le village de Vilmergen, qui est dans un fond. Cependant nos Généraux mirent un Bataillon aux avenues, par où les ennemis devoient passer pour nous attaquer. Ce Bataillon favorisa la marche de l'artillerie & des Dragons, qui passerent le village, & le Bataillon les suivit en bon ordre. Dès que nous fûmes dans la plaine, qui est fort belle, on mit l'Armée en bataille, la faisant marcher au petit pas vers Me-jengrün ; & elle n'eut pas fait 5. ou 600. pas, qu'on remarqua, que la plaine s'élargissoit beaucoup. Les Ennemis, qui nous suivoient de près, nous canonnerent encore avec 4. pieces de canon, qui nous tuerent 5. ou 6. hommes. L'Armée se tourna alors vers eux, & nous les fîmes saluer.

avec 3. pieces de canon, qui dérangerent un peu leur ordre de bataille. Le Corps des ennemis, qui nous suivoit de si près, pouvoit être de 6. à 7000. hommes, & nôtre Armée de 8. à 9000. Après qu'on se fut canonné de part & d'autre, les ennemis vinrent à nous avec une bonne contenance, & nous allâmes à eux de même. Dès que nous fûmes à 80. pas d'eux, nos gens firent une belle décharge, qui leur tua beaucoup de monde. Ils y répondirent, mais ils ne nous tuèrent ni blesserent personne, parce qu'ils tiroient trop haut. Cependant nos gens firent un mouvemens, qu'il falut redresser, & on les ramena à la charge. Alors l'ennemi commença à tourner le dos. Nous les poursuivîmes & poussâmes chaudement dans un bois, où il y a un Étang extrêmement grand & profond. Les ennemis s'y jetterent en grand nombre, de même que dans une Riviere qui est un peu plus éloignée, & il s'en noia une grande quantité par desespoir. (expression nouvelle) Tous cela se passoit à la gauche de l'Armée, dont la droite étoit occupée à recevoir un Corps de Troupes ennemies aussi nombreux que le premier. Comme la gauche étoit à poursuivre les fuyards, elle reçut un exprès de M. de Sacconnai Lieutenant Général, qui lui demandoit du secours, parce que ses gens étoient fort pressés par l'ennemi descendu de la montagne. Mais on ne put y arriver assez tôt, pour empêcher cette alle de s'ébranler : Elle donna dans le secours, & y mit quelque désordre, dont les ennemis ne purent néanmoins profiter.

faute

faute de Cavalerie. Nos gens se laisserent enfin ramener à la charge par les Officiers, qui firent depuis le premier jusqu'au dernier des efforts prodigieux de conduite & de valeur pour retablir ce désordre. L'ennemi, qui se trouva dans la plaine, privé de l'avantage des Hauteurs, ne put soutenir notre feu. Il regagna la montagne pour y joindre un troisieme Corps aussi fort qu'un des premiers, que nous voïons d'assés loin descendre des montagnes du côté de Samirsdorf pour venir à nous. Mais deux Bataillons, que nous avions sur les hauteurs les plus proches, le reçurent si bien, qu'il fut obligé de faire le tour du bois pour descendre & venir à nous. Il ne fut pas moins bien reçu de ce côté là que de l'autre; ce qui l'obligea à se jeter dans le bois, d'où il fit un grand feu sur nous. Ce fut là que se passa la quatrième action plus sanglante que les autres. La valeur de nos Troupes y triompha de l'opiniatreté de l'ennemi, qui résista extraordinairement. Deux Compagnies franchirent la haïe du bois, en chassèrent les ennemis avec beaucoup de valeur, & les poursuivirent. Etant entièrement défaits on les poussa l'épée aux reins pendant plus d'une demi-lieue. À la premiere action on leur prit 4. pieces de Canons & ensuite 3. outre 8. Drapeaux, 2. cornes de Bœuf d'Uri, garnies d'argent, dont ce Canton se sert pour assembler ses Troupes, sonner l'alarme, & publier la guerre. On leur prit aussi environ 100. hommes. Suivant le rapport d'un Tambour, envoïé par M. l'Avoïer & Général

néral Schwitzer de Lucerne, pour demander la permission d'enterrer ses morts, l'armée ennemie étoit de 18000. hommes avant la bataille, dont il y en eut plus de 2000. tués sans compter les noyés. Notre Armée n'étoit que 8 à 9000. hommes, & notre perte ne monte qu'à 100. tués & environ 400. blessés.

Cette victoire rendit la conclusion de la Paix encore plus difficile; les articles en devinrent plus amers pour les cinq Cantons, & la magnanimité aiant fait place au juste ressentiment, qu'on croioit devoir marquer dans cette occasion, on fit sentir la supériorité, qu'on avoit acquise par cette bataille en rendant les conditions du Traité plus dures, & sans se rappeler ce que dit Montesquieu dans son *Esprit des Loix*: Qu'il est contre la nature de la chose, que dans une Constitution fédérale un Etat confédéré conquière sur l'autre.

On convient néanmoins donc le 9. & 10. d'Août. Que la Paix du 18. Juillet conclue entre Zurich, Berne, Lucerne, & Uri resteroit dans toute sa force. II. Que la ligne de séparation dans les Balliages libres seroit tirée plus haut, sçavoir depuis Longhoffen tout droit à Fahrvangen, ce qui renfermoit trois ou quatre villages de plus que la précédente en faveur des deux Cantons. III. Que l'Etat de Berne auroit part au Gouvernement de tous les Pais conquis, comme aussi à la Turgovie, au Rheinthal, & au Comté de Sargans, où auparavant cette République n'avoit au-

cun

un droit de cette nature. IV. Les trois Cantons d'Uri, de Schwitz, & d'Underwalden cédèrent les droits qu'ils avoient sur la ville de Rapperschweil. V. Le Canton de Schwitz abandonna en son particulier le village de Hurden proche du Pont de cette ville; VI. Enfin il fut dit, que les Catholiques remettroient entre les mains des deux Cantons de Zurich & de Berne l'instrument original de la Paix conclue en 1531.

Reboulet Primicier de l'Université d'Avignon, dans son Histoire de Clement XI. page 37. Tome II. donne cette raison des divisions intestines, qui desoloient la Suisse. „ La guerre civile y étoit allumée, dit-il, & desoloit tout le Pais. Les Cantons de Berne & de Zurich avoient pris les armes contre les Cantons de Lucerne, d'Uri; de Schwitz, d'Underwald & de Zug. Les dissensions s'étoient élevées au sujet des limites du Comté de Tokenbourg. Les Protestans voisins de ce Comté disoient, que Leodegard Burgusser Abbé de Saint Gal, avoit usurpé sur leur territoire, & que non content du tort qu'il leur faisoit à cet égard, il les inquiétoit encore dans l'exercice de leur Religion. Sur ces sujets de mécontentement ils avoient appelé à leurs secours ceux de Berne & de Zurich Protestans comme eux. Les cinq Cantons Catholiques, dont nous avons parlé, avoient armé pour tirer de l'oppression l'Abbé de Saint Gal, qui ne convenoit aucunement.

„ cunement des usurpations , qu'on lui repro-
 „ choit ; & qui prétendoit au contraire ; que
 „ c'étoit les Protestans eux mêmes , qui les
 „ premiers avoient entrepris de troubler les
 „ Catholiques au sujet de leur Religion.

„ Cet Auteur ajoûte , „ Que comme cette
 „ guerre interressoit la Religion , & pouvoit
 „ tourner à son désavantage , les Catholiques
 „ s'adresserent au Pape. *Clement* se prêta à
 „ leur besoin. Il leur envoia d'abord tout
 „ l'argent , que le *Saint Siège* avoit ramassé
 „ du produit des Bénéfices du *Milans* ven-
 „ dant la vacance des Eglises. On les avoit
 „ laissé accumuler pendant un grand nombre
 „ d'années , & ils montoient à une très grosse
 „ somme. Il leur envoia peu après de nou-
 „ veaux secours en argent , qu'il prit dans
 „ les coffres de la Chambre , & ces deniers
 „ faisoient une somme aussi considérable que
 „ celle , qu'il leur avoit d'abord envoié.

„ *Reboulet* continue „ Comme leur défaite
 „ ne venoit que de leur division *Cle-*
 „ *ment* leur écrivit de nouveau & en leur en-
 „ voiant du secours pour la troisième fois ,
 „ il les exhorta encore plus fortement à se
 „ réunir , & à défendre à l'avenir avec plus de
 „ fermeté , & avec plus de zele les Droits de
 „ leur Pais & ceux de leur Religion opprimée.
 „ Il chargea principalement du soin de reta-
 „ blir la concorde parmi eux , *Jacques Car-*
 „ *raccioli* , Archevêque d'*Ephèse* son Nonce auprès
 „ du

„ du *Corps Helvétique*. Il s'adressa de nou-
 „ veau aux Princes Catholiques auxquels il
 „ demanda des secours contre les Protestans :
 „ Enfin ne pouvant rien retirer d'eux, il s'a-
 „ dressa aux Cardinaux. Il les assembla en
 „ Consistoire, où leur aiant représenté torte-
 „ ment les besoins de ces Peuples, & les dan-
 „ gers où la Religion étoit exposée parmi
 „ eux, il n'y eût aucun de ces Prélats, qui
 „ ne se taxa selon ces moïens, & tous sans
 „ exception contribuerent à les secourir, en
 „ donnant bien au-delà de ce qu'on pouvoit
 „ attendre d'eux.

Cette libéralité n'est connuë que de cet Hi-
 storien, qui veut faire honneur au *Saint Siè-
 ge* & au *Sacré Conclave*, & qui en donne une
 idée telle, qu'on auroit dû s'y attendre. Si
 les Cantons Catholiques avoient perçû ces
 prodigieuses sommes d'argent, il est à présu-
 mer, que la guerre auroit eût un succès plus
 heureux pour eux, parce qu'on l'auroit pouf-
 sé avec plus de vigueur & avec plus de metho-
 de. Dans nos Pais cette circonstance est par-
 faitement ignorée, au moins elle n'est jamais
 parvenuë à ma connoissance : L'*Europe* l'an-
 née 1712. se trouvoit dans un Epoque si cri-
 tique, & dans un épuisement si profond, qu'il
 semble pour nôtre malheur, qu'il a fallu cet-
 te situation pour nous faire oublier, que les
Suisses ne peuvent rien esperer pour leur gloi-
 re & pour leur bien-être, que de l'union &
 de la concorde entr'eux,

Cette

Cette Paix, dont on a parlé plus haut, fut le fruit de l'ambition Démocratique, que le voisinage nourrit dans le-cœur des peuples, qui en voudroient profiter, & qui n'est pas tellement éteinte, qu'elle ne sorte de tems en tems de son assoupissement pour causer de nouvelles inquiétudes même dans les Provinces, qui devroient en être le moins susceptibles. Car onze ans après cette victoire *Jean Abraham Daniel Davel*, fils d'un *Ministre de Culli* dans le *Pais de Vaud*, forma ce fameux & criminel projet de soustraire tout le *Pais de Vaud* à la domination de l'Etat de *Berne*, dans la vûë d'en former un quatorzième Canton. Dans sa jeunesse il avoit pris le parti des armes. Après avoir été Secrétaire de la Compagnie d'*Aubrécam* en *Piémont*, il eut un Drapeau. En *Hollande* il fut *Capitaine-Lieutenant* de la *Colonelle de Sacconay*, *Quartier-Maitre & Aide-Major*, & finalement il servit en *France* dans le Régiment de *Spaar* en qualité de *Capitaine Réformé*. Aiant quitté le service en 1711. il eut occasion d'être très utile à sa Patrie dans la guerre de 1712. ; & il s'y distingua surtout dans l'affaire du *Pont de Seiß*, où il favorisa par sa belle défense la retraite des *Bernois*, qui échappèrent au glaive ennemi. Il ne donna pas de moindres preuves de son courage & de sa capacité dans la bataille de *Vilmergen* le 25. *Juillet*. L'Etat pour lui té-

moigner

moigner qu'on étoit content de sa conduite, lui donna une pension annuelle, affranchit ses terres, le fit un des quatre Majors, qui sont établis dans le *Pais de Vaud*, pour exercer de tems en tems la milice, & Capitaine d'une Compagnie des Elections. Cela ne l'empêcha point de concevoir un dessein très pernicieux à ses Bienfaiteurs, non point par un principe d'ingratitude, mais par une suite d'une prétendue révélation, qu'il disoit avoir eue à l'âge de 18. ans, & qu'il avoit peut-être fortifiée à l'exemple des *Païsans de Lucerne* dans la même bataille, où il s'étoit si bien comporté. Quoiqu'il en soit, le 31. *Mars* 1723. il se rendit à *Lausanne* avec 500. hommes d'Infanterie, 50. Grenadiers, & 12. Dragons à cheval, qui ignoient tous, quelles étoient ses vûes. Le Conseil aiant été assemblé pour l'oûir, il lui fit part de son projet, qui étoit de s'emparer du *Pont de Gaimenen* à trois lieues de *Berne*, & de tenir par là en échec tout le *Pais Allemand* de ce Canton, d'engager celui de *Fribourg* à entrer dans son dessein, & la République de *Genève* à demeurer neutre. Il croïoit, qu'avec ces précautions, si *Mrs. de Lausanne* le secundoient, il pourroit sans coup férir parvenir au but, qu'il s'étoit follement mis en tête. Ensuite il lut un long Manifeste, où il articuloit tous ses griefs contre le Gouvernement, & où il censuroit vivement

la conduite des Ballifs, des Receveurs & des Commissaires; il touchoit aussi la signature du *Consensus*, & du serment d'association, signature qu'il condamnoit hautement. Le Conseil frappé d'un dessein si criminel, & si bizarre, prit le parti le plus sage, que de prudents, de graves & de fidèles Magistrats pouvoient prendre dans ces circonstances délicates: Ils renouvelèrent leur serment de fidélité au Souverain, pendant que le Major attendoit le résultat de la délibération. Ensuite comme on en étoit convenu, on fit semblant d'approuver son projet; on lui donna des membres du Conseil pour l'accompagner par tout, sous prétexte de lui faire honneur; on fit partir en diligence un Conseiller pour *Berne*. On dispersa les Troupes de *Davel* dans la ville. On fit venir soudainement toute la milice des environs de *Lausanne*, & enfin on arrêta le Major, & on le conduisit au château, où il fut toujours gardé à vue. Dès qu'ils se vit prisonnier, il comprit aisément, qu'il étoit perdu, mais sans s'effraier il dit: *Je vois bien, que je serai la victime de cet affaire, mais il n'importe, il en reviendra quelque avantage à ma Patrie.* L'Etat députa incessamment le Trésorier de *Vattemille*, Commandant du Pays de *Vaud*, qui arriva le 2. Avril à *Lausanne*, où tout étoit pacifié par les bons ordres qu'on avoit donnés. Ce Seigneur remit à *Mrs. du Conseil de Lausanne*

Lausanne une lettre très gracieuse de LL. EE. par laquelle on approuvoit, & louoit leur zèle, leur prudence & leur fidélité. Ensuite il eut une longue conférence avec le prisonnier, qui ne paroissoit avoir d'autre chagrin, que celui de n'avoir pas réussi. Jusques au 5. Avril il sembloit, que le *Majordave* n'avoit été porté à concevoir son malheureux dessein que par des raisonnemens humains; mais alors il fit comprendre, qu'il se regardoit comme l'exécuteur des ordres de Dieu. Et il prétendoit avoir eu à se sujet diverses révélation, ajoutant qu'une inconnue: qui avoit servi dans leur maison, lui avoit tracé à l'âge de 18. ans, toute la suite de sa vie. Pour montrer qu'il s'appuioit sur une révélation divine; il disoit: Qu'il avoit négligé à cause de cela toutes les règles de la guerre, qui ne lui étoient pas inconnues; qu'il n'avoit pris que peu de monde, sans poutre ni plomb, Et sans avoir communiqué son dessein à qui que ce fut, ce qu'il n'auroit pas fait s'il avoit cru agir simplement en homme. On ne peut pas douter de son fanatisme par le nombre & la nature des visions, qu'il récita en différentes rencontres; il y avoit cependant quelque chose de fort extraordinaire, & de très circonstancié. S'il devoit être cru sur sa parole, une vertu miraculeuse l'accompagnoit par tout. On l'appliqua plusieurs fois à la question pour l'engager à découvrir ses complices, s'il en avoit.

Il soutint & tous ces tourmens avec une fermeté une patience , qui étonnoient & touchoient jusqu'au fond de l'ame ses Examineurs , sans se démentir jamais dans ce qu'il avoit d'abord avancé , *qu'il étoit seul dans son projet , & qu'il n'avoit agi que par la suite d'une vocation céleste.* Cette pensée qui ne l'abandonna pas , même à l'heure de la mort , quoiqu'on pût lui objecter , jointe à une vie toute chrétienne qu'il avoit toujours menée de l'aveu de tout le monde , le soutenoient & le consolent si puissamment dans ses chaînes , qu'il étoit plus tranquille , que tous ceux qui l'approchoient , comme tous ses discours & ses démarches le faisoient connoître. Le 16. Avril l'Etat de Berne ordonna à *Mrs. de la rue de Bourg de Lausanne* de juger le *Major Davel.* Quoiqu'on ne dût pas s'attendre à cet ordre , puisque c'étoit un criminel d'Etat & renfermé dans les prisons Souveraines , on obéit , & la pluralité condamna le coupable à avoir le poing coupé & la tête tranchée. La sentence fut portée à Berne , où , malgré la requête de la Parentée du *Major* , le Souverain ordonna , que le criminel auroit la tête tranchée , & qu'ensuite elle seroit clouée à la potence. Lorsqu'on annonça au *Major* , quel devoit être son supplice , il écouta cette nouvelle avec beaucoup de tranquillité & de joie , *se regardant* , disoit-il , en suivant toujours son préjugé , *comme une victime dont la mort seroit utile à sa Patrie.*

Le jour de l'exécution étant venu, savoir le 24. *Avril*, il garda jusqu'à la fin cette sérénité, cette joie, cette fermeté & cette présence d'esprit qu'il avoit toujours marqués. Rien n'étoit plus sensé, que ce qu'il répon-
dit aux Pasteurs, qui l'accompagnoient, & bien loin d'avoir besoin de leurs consolations, il leur inspiroit une fermeté, que la compassion leur faisoit perdre. Sur l'échafaut il fit un long discours au peuple dans lequel il censura plusieurs défauts, sur tout la fureur des procès & le mépris de la Religion soit dans les Ministres & les Etudians, soit dans le peuple; il déclara hautement, qu'il se soumettoit avec joie à la sentence, comme à un ordre divin, & qu'il n'avoit aucun ressentiment contre ceux, qui l'avoient fait arrêter. On ne veut pas critiquer l'auteur, mais ceux, qui furent présens à sa mort, assûrent, que le bruit des tambours empêcha, qu'on n'entendit un seul mot de ce prétendu beau discours de *Davel*, qui mourut à l'âge de 54. ans ou comme un fanatique pour consoler ceux qui y prennent intérêt, ou comme un criminel, qui ne meritoit pas un autre sort. *Jean Daniel de Crousaz* découvrit le dessein de ce malheureux *Davel*, & marqua par là sa fidélité à son Souverain.

Dès qu'on apprit à *Fribourg* la révolution, qui venoit d'arriver à *Lausanne*, on écrivit sur le champ à *Berne* pour en apprendre les particularités, & pour se mettre en état de prêter à cette ville les secours de *Combour-*

geois. Les Bernois en remercièrent leurs Alliés, & leur marquerent par une lettre du 4. Avril 1724 Qu'ils avoient actuellement nommé une Députation, qui devoit partir le même jour pour venir demander l'exécution des Traitez, mais qu'ayant eu avis, qu'il n'y avoit plus rien à craindre, la rebellion ne consistant qu'en la seule personne de Davel, on avoit jugé son départ inutile.

On ne veut pas parler de la révolution arrivée à Berne en 1749; elle est si récente, que tout le monde en sçait les particularités, aussi bien que de la façon admirable, avec laquelle le Souverain s'en est tiré.

Benoit XIV. a enfin terminé la contestation, dont on a parlé page 170., au sujet de la nomination du Prévôt de Saint Bernard en separant les deux Monasteres; le Saint Pere adjuge tous les biens, que l'Hôpital de Saint Bernard possédoit riere les Etats du Roi de Sardaigne, à ce Souverain, lui permettant d'en disposer à son gré; & en consequence le Monarque a fait offrir par l'Evêque de la Val d'Aoste à chaque'un des Religieux de ce lieu 500 livres de Piémont pour la pension annuelle & alimentaire de chaque'un d'eux, s'ils veulent accepter la sécularisation. Le Prévôt à Saint Bernard sera nommé suivant les anciens Statuts. Voici ce qu'on mande de Rome, à ce sujet: *Causa jam remanet contestata, & absoluta per Breve Sanctissimi Domini*

et nostri, in qua demandatur divisio, ac separatio bonorum; erigendo in Commendas ea qua sunt citra montes, & cetera relinquendo Monasterio Montis Jovis; in quo Superioris electio fiet ad formam statutorum. C'est là ce fameux *mezzo termino*, que le Ministère a enfanté, mais qui auroit rendu la Paix aux Chanoines Réguliers du Mont Joux, & la tranquillité à la République de Valais; si la Bulle, qui a suivi, étoit conforme à ce qu'on écrit de Rome. Il seroit à souhaiter, que cet Etat put aussi l'acquiescer en égard à l'élection de son Evêque, qui fait aujourd'hui le point de la méintelligence, qui y regne. Anciennement les Evêques de Sion étoient élus par le Chapitre & de leur Corps independamment de la République; ces Prélats ainsi élus étoient Comtes, Prévôts, & Chefs du Païs; c'étoient eux, qui se choisissoient toutes les charges de l'Etat, & obligeoient les Officiers, qui en étoient revêtus, même le Grand Ballif, de leur prêter à genoux le serment de fidélité. Mais dans la suite on a peu à peu attaqué ces Droits des Evêques, particulièrement du tems que Calvin avoit commencé à introduire sa doctrine dans le Valais, & qu'il en avoit infecté plusieurs d'entre les Principaux. Ils portèrent dans ces commencemens la main si violemment à l'encensoir, qu'ils exilerent Jossé de Silenen, qui siégeoit alors, & forcèrent ce Prélat de se réfugier à Rome; à son

retour dans le païs, il n'y fut reçu qu'en cédant à l'Etat plusieurs Droits de l'Evêché, ce qui continua toujours jusqu'à nos jours. A la mort du dernier Evêque le Chapitre a protesté pour ses propres Droits & pour ceux de l'Evêché, qu'il cherche à faire revivre en prétendant élire son Prélat indépendamment de l'Etat & sans son concours : Les Dixains, au moins la pluralité dans les Dixains, ne veut point entendre cette proposition du Chapitre, qu'à condition que si les Chanoines nomment leur Evêque sans le concours de l'Etat, qu'il n'aura alors plus séance dans les Diettes, ni à se mêler des affaires de la République, mais uniquement de la jurisdiction spirituelle ; au lieu qu'en y appelant le concours de l'Etat, on en regardera l'Evêque comme membre & un des Chefs, assis à la droite du Grand Ballif en Diette & partout ailleurs ; qu'il aura le premier suffrage, qu'au cas d'égalité de voix il aura la prépondérance, & enfin que les premières instances dans les plaidoirs seront faites chez lui. Les Chanoines de leur côté, jusqu'à présent, ne veulent pas consentir à ce que la République exige d'eux ; mais ils s'opiniâtrent à la restitution entière des anciens Droits & de l'Evêché & du Chapitre.

La nouvelle maniere d'élire l'Evêque, & celle dont la République désire la continuation, est, que le *Chapitre de Sion* s'assemble d'abord

dabord après la mort du Prélat, & faite l'élection de quatre d'entre eux pour les présenter à l'Etat, qui en choisira un pour être Evêque ; le Chapitre nommera alors l'élu son *Vicaire Capitulaire & Général* avec la juridiction spirituelle dans le Diocèse en attendant la confirmation de Rome ; ensuite le Préconisé assis dans un fauteuil posé sur le marche-pied du maître Autel, recevra conjointement & des mains du Grand Doïen de la part du Chapitre, & du Grand Ballif de celle de l'Etat le g'aive de *Saint Théodule*, par lequel on le met en possession de la juridiction temporelle étant reconnu membre & un des Chefs du Pais : Après quoi les Chanoines & les Grands lui aïant baïsé la main, & aïant chanté le *Te Deum laudamus*, il sera conduit par eux tous au Palais Episcopal, à l'entrée duquel on lui en remet les Clefs dans un bassin d'argent ; ainsi qu'il s'est pratiqué encore dans l'élection du dernier Evêque

Une autre raison qui arrête sa nomination est la conteste, qui s'est formée pour la préséance entre les Dixains de *Sion* & de *Consche* ; les mémoires, qui paroissent à ce sujet, sont donnés au public ; la ville & Dixain de *Sion* a répondu à celui de *Consche*, le tems nous apprendra ce qu'il aura produit.

Les principales Familles du *Valais* sont :
De Riedmatten, de Kalbermatten, Am-Byel, Wolff, du Fay de la Valla, An-den-matten,

Torrante, Kuentschen, de Courten, Prehn, de Chastenois, Werra, Zen Ruffinen, Roten, de Sepibus, Burgener, Blatter, Stockalper, Wegener, Schiner, de Montheis, Carteri.

L'Etat Souverain du *Valais* est composé de sept Dixains, & chaque Dixain est composé de plusieurs Paroisses, qui font autant de surveillance. Les Chefs de ces Dixains sont choisis par toutes les Paroisses, soit Communautés, qui composent les Dixains. Ces Chefs sont qualifiés de *Grands Bannerets, Grands Capitaines, Grands Châtellans, &c.* lesquels comme Députés des susdites Communautés s'assemblent dans les Diettes pour les affaires de la République, & représentent l'Etat : Néanmoins ces Chefs ne peuvent rien régler en Diette, ni hors des Diettes, ni décider, ni statuer, ni ordonner que de concert, du consentement, & avec l'approbation des Communautés ; en sorte que tout ce qu'ils statuent dans la Diette générale est cassé ou confirmé par les Communautés ; de là vient, que les Seigneurs de *Valais*, qui dependoient uniquement de l'Evêque, pendant qu'il jouïssoit de ces anciens Droits, sont obligés de dépendre aujourd'hui des Païsans, desquels ils sont très souvent peu respectés. Il faut espérer, que l'Assemblée du *Corps Helvétique* tranquilisera cette République ; pour cet effet on a convoqué une Diette à *Baden* en *Avril 1753*, contre le sen-
timent

timent néanmoins de l'Etat de *Zurich*, qui souhaitoit que les Cantons plus particulièrement alliés avec le *Valais* le chargassent d'accommoder les contestations, qui partagent les Dixains; cette dispartite a opéré l'offre de la médiation; on doit croire, que la République elle même s'attendoit à quelque chose de plus.

Avant que je passe à l'Alliance de 175. par où je veux finir mes réflexions sur l'*Histoire Ecclesiastique & profane de la Suisse*, il me paroît, que je ne dois pas oublier quelques événemens, qui ont intéressé le *Corps Helvétique*, & que je ne puis me dispenser de placer ici pour leur convenance

Mellaréde Envoïé extraordinaire de S. A. R. de Savoïe avoit obtenu en Suisse la levée d'un Régiment pour le service du Prince son maître *Victor Amadée*. Ce Régiment fut accordé suivant l'Alliance, que les *Cantons Catholiques* ont avec le Duc, & fut confié à la conduite de *Joseph Protain d'Als Seigneur de Prévondavaux, de Château, Goumoëns, de Bialez*. Il fut d'abord employé au fameux siège de *Verruë*, où il se comporta fort bien, & encore mieux à *Crescentin*, d'où il fit la retraite aiant l'arrière garde de l'Armée, avec toute la conduite & la contenance, qu'on peut attendre d'un Officier, qui sait son métier. Malgré ces services le Duc de Savoïe, dont les trésors commençoient à s'épuiser par la durée

durée d'une guerre dispendieuse, lui proposa par un esprit d'économie & contraire à la capitulation, qu'il avoit faite avec les Cantons, de servir sur le pied du *Régiment de Guith*, qui étoit réduit à la basse paie. Le *Baron d'Alt* s'y opposa, ne pouvant pas consentir à une proposition, qui l'auroit perdu dans son Pays, s'il avoit eu l'imprudence d'y donner les mains. Il aima mieux se sacrifier personnellement que de donner une atteinte aux Traités en rentrant dans une Capitulation nouvelle si défavorable au service de la Nation. *Victor Amédée* estima la fermeté du Colonel, mais il n'incorpora pas moins son Régiment dans celui de *Guith* sous prétexte du non-complet, comme en effet il ne pouvoit pas l'être après une campagne si vive & un siège si meurtrier, outre que les passages étant occupés par les Armées de France, il étoit impossible de faire arriver les recrues au premier besoin.

Tottemps, Secrétaire de *Mellarède*, donna avis à LL. EE. de *Fribourg* de cette incorporation par une lettre datée de Berne le 7. *Avril* 1706; & en même tems on en reçut une du Colonel d'Alt, dans laquelle il faisoit un détail exact de ce qui lui étoit arrivé, & de la manière dont il avoit été obligé de souffrir, que son Régiment fut incorporé, comme nous venons de le dire, malgré ses oppositions & contre la teneur du Traité de la Capitulation.

Capitulation. On loua sa conduite, & on l'approuva dans son entier. On projeta ensuite une lettre pour S. A. R. afin de faire connoître à ce Prince l'irrégularité de cette incorporation, & pour lui demander en même tems le retour des Troupes qu'on lui avoit accordées. Cette lettre fut envoyée à *Turin* par un exprès, qui avoit ordre de la remettre au *Colonel d'Alt*, afin que celui-ci eût l'honneur de la présenter lui-même au *Duc de Savoie* accompagné de *de Musi Major de son Régiment*. Mais ce Prince n'y ayant pas voulu faire attention, on fit de ce refus une affaire générale, qu'on porta à la Diette de *Lucerne*, où l'on alloit s'assembler pour renouveler le *Capitulat* avec *Philippe V. Roi d'Espagne* au sujet du *Milanois*.

Les Cantons Catholiques entrèrent dans le juste ressentiment de celui de *Fribourg*. Ils y étoient portés par leurs propres intérêts, & surtout pour l'avantage du service, que cette maniere d'agir de la part du *Duc de Savoie* avilissoit extrêmement ; Ainsi comme on ne vouloit point se séparer dans cette occasion importante, on décréta à *Lucerne* une seconde lettre pour S. A. R., qu'on trouva nécessaire de lui envoyer par un Ambassadeur de la part du Corps Catholiques des Suisses. *Denis Techterman* fut nommé pour cette Ambassade. On pouvoit se reposer sur sa conduite & sur sa capacité ; mais soit accident, soit

dessein prémédité, *Techtermann* en voulant joindre le *Duc de Savoie*, qui marchoit à la tête de son Armée, tomba dans un gros de Houffards, dont l'un lui donna un coup de ca binne au travers du corps, dont il mourut deux heures après, sans avoir pû faire sa commission, quoiqu'on l'eut transporté dans le logement du Duc, où il exposa presque en expirant, le linjet de son voïage. Ce Prince parut fort sensible à l'état, où il voïoit le Délégué; mais la chose en resta là, & l'on regarda cette mort comme un accident sans remède.

Le *Duc de la Feuillade*, qui commandoit les Armées du Roi en *Piémont*, arrêta le *Colonel d'Alt* à *Casal* pour le faire entrer dans le service de *France*; mais comme au bout de quelque tems il lui fit connoître, que cela ne se pouvoit pas, il s'en revint à *Fribourg*, où il a achevé tranquillement sa vie.

Quant au *Baron de Diebach*, que l'heureuse étoile a toujours conduit, plus il essuioit de disgrâce, plus il s'approchoit de la grande fortune qu'il a faite. Il s'étoit très bien comporté au siège de *Lille* en 1708. ; & y avoit acquis de la réputation. Au bout de quelques années voïant que certains Officiers, qui avoient servi à côté de lui dans ce siège, étoient honnorés du grade de *Colonel*, il crut, que ses services méritoient la même récompense. Ainsi il proposa au *Duc*

du Maine, Général des Suisses, cette alternative, ou qu'il plut à sa Majesté de lui accorder le brevet de Colonel ou son congé. Le Prince lui aiant dit ; *Diesbach y avés vous bi-n pensé ?* & celui ci lui aiant repondu qu'oüi ; *Eh bien ! j'en parlerai au Roi*, répliqua S. A. S.

Je fus curieux d'apprendre le bon plaisir de Sa Majesté, car j'y étoit. J'entendis au retour du couché du Roi, que le Duc du Maine dit au Baron de Diesbach, qui s'étoit approché de la chaise du Prince, que sa Majesté lui accordoit sa demande. Diesbach fit ses remerciemens dans la persuasion, que c'étoit le brevet dont on le gratifioit, mais le Duc le reprenant lui dit : Ne vous y trompez paas ! c'est vötre congé que le Roi vous donne. Je ne suis pas moins obligé à sa Majesté répondit-il : & il partit de Versailles pour se rendre en Suisse ; de là il passa en Hollande, où les Etats Généraux des Provinces unies lui accorderent un Régiment sur le pied Suisse ; & il vint le lever à Constance. Le Comte du Luc, soit de son propre mouvement, soit par les intrigues de quelqu'un, comme on l'a prétendu, s'en plaignit à l'Etat de Fribourg comme d'une infraction faite à l'alliance. Ce procédé du Ministre François parut dur à tous ceux, qui comprirent la conséquence de cette démarche ; aussi eut on bien de la peine à venir à bout de faire exclure le Baron de Diesbach du nombre des Membres de l'Etat. On y réussit cependant

en y intéressant certaines personnes qui y trouvoient leur avantage particulier, & en donnant à cette levée un caractère de repro-
 bation pour avoir capitulé avec les *Hollan-
 dois* sans l'agrément de son Souverain. Cet-
 te dernière raison avoit ses partisans dans la
 justice ; cependant on auroit pu la conci-
 lier avec l'*Union héréditaire*, puisque ce Ré-
 giment étoit employé dans le *Milanois* pour
 le service de la *Maison d'Autriche* ; mais on
 ne cherchoit déjà alors dans le *Canton de Fri-
 bourg* que l'unique service de *France* ; & l'on
 y est parvenu d'autant plus aisément que
 l'*Empereur* aiant réformé en 1717. les Régi-
 mens de *Diebach* & de *Tillier*, qu'il avoit
 à son service dans les *Villes forétieres*, il ne
 fut plus possible à ce Monarque de mettre
 les *Fribourgeois* dans ses intérêts, quelques
 mouvemens que se soit donné pour cela le
Marquis de Prié son Ambassadeur. Toutes
 spéculations à part, il n'est pas décidé, si
 l'on a bien fait ; ou si S. M. I. n'eût pas mieux
 trouvé son compte dans la suite en conser-
 vant deux Régimens, qui l'avoient servie a-
 vec tant de bravoure & de réputation dans
 les deux sièges de *Brisac* & de *Fribourg en
 Brügau*.

Quoiqu'il en soit, les *Bernois* aiant
 fait un Traité d'union avec les *Etats Généraux*,
 comme on l'a marqué dans ce dixieme Tome,
 les *Cantons Catholiques* penserent de leur côté
 à se pourvoir d'une alliance capable de con-

trebalancer un Concordat, qui quoiqu'en apparence ne fût pas fait contr'eux, ne laissoit pas de pouvoir attirer une puissante Nation dans la Suisse à la réquisition du *Canton de Berne*, ou du moins une somme considérable en argent qu'on n'avoit pas tort d'en appréhender l'arrivée, puisque suivant le Proverbe ordinaire, *l'argent est le nerf de la guerre.*

Le *Comte de Luc* voulant avoir le gloire de cette Alliance, la pressoit extrêmement. *Louis XIV.* approchoit de sa fin. Un Roi mineur faisoit craindre les révolutions de la minorité; & dans ces conjonctures on sçavoit par expérience, qu'on s'étoit bien trouvé en *France* du service & de la fidélité de la *Nation Helvétique*, aussi bien que de son attachement unique pour la Personne sacrée du Roi. De sorte que ces considérations aiant fait entamer les négociations à *Lucerne* en 1713. & 1714., ce Ministre sçut tellement persuader les *Cantons Catholiques* d'un avantage réel dans le renouvellement de l'Alliance, qu'ils ne purent se refuser au bien qu'on leur dépeignoit avec des couleurs si vives. D'ailleurs la *Paix d'Arau* leur pesoit si fort sur le cœur, qu'ils crurent par ce moyen trouver un soulagement, après lequel ils soupirerent encore aujourd'hui. Ainsi après y avoir donné leur consentement, ils la signerent, & la jurèrent à *Soleure* le 9. Mai 1715.

Mais avant que de l'exposer ici, comme étant en la place, on voudra bien me permettre auparavant de faire connoître l'effet, qu'elle fit à *Fribourg* au sujet du *Prince Edoïard* fils du *Prétendant d'Angleterre*, qui réside à Rome. Le *Marquis de Courteille*, *Ambassadeur de France*, écrivit de *Soleure* le 21. Juin 1748. la lettre suivante au Conseil de la ville de *Fribourg*.

Magnifiques Seigneurs

Le *Prince Edoïard*, fils de *Jacques Stuart* d'Angleterre, aïant fait connoître au Roi l'envie, qu'il avoit de s'éloigner du Roïaume, & de passer en Suisse, pour y fixer son séjour. S. M. souhaiteroit fort, qu'il vous fût agréable de lui accorder un azile dans votre ville, persuadé, qu'il y seroit avec d'autant plus d'agrément & de sûreté, que c'est un Prince, qui lui est cher, & qu'elle ne voit qu'avec regret s'éloigner de ses Etats. Cette complaisance de votre part, *Magnifiques Seigneurs*, Nous seroit d'autant plus agréable, que nous sommes convaincus, que votre cœur y auroit autant de part, que vos dispositions à obliger toujours notre Nation, ce qui seroit encore pour nous un nouveau motif de désirer de pouvoir participer aux avantages de votre Loïable Canton, & de vous donner en particulier les preuves les plus éclatantes de notre bonne volonté. Je prie le Tout Puissant, qu'il vous maintienne dans la prospérité de tout ce qui peut vous être le plus avantageux. Votre &c.

LL. EE. du Conseil privé firent cette réponse le 25. Juin.

M.

Ayant considéré combien Nous avons toujours eu à cœur le desir de remplir exactement les devoirs de l'Alliance, que Nous avons avec S. M. T. C., & n'ayant cherché constamment qu'à en donner des preuves convaincantes, autant que les constitutions de notre Etat Nous le permettent; Nous avons non seulement reçu agréablement la proposition que votre Excellence Nous fait par sa lettre du 21. du présent de la part de Sa Majesté, afin que Nous agréions l'arrivée du Prince Edoïard, fils de Jacques Stuart prétendant Roi d'Angleterre, dans notre ville, mais Nous pouvons assurer V. E., que Nous verrons ce Prince avec plaisir, & que Nous Nous étudierons avec empressement à lui témoigner, autant qu'il dépendra de Nous, tout ce qui pourra lui rendre son séjour agréable, ne desirant pas mieux que de marquer notre zèle dans toutes les occasions où il s'agira de plaire au Roi; & de convaincre V. E. du vrai desir que Nous avons de lui rendre service. Nous &c.

La Cour avoit préféré le séjour de Fribourg pour le fils du Prétendant à celui des autres villes de la Suisse, par la raison, à ce qu'il paroît, qu'on y est plus françois qu'ailleurs, si on en veut croire Marc Lescarrot, qui en parlant de Fribourg dans son Poëme du Tableau de la Suisse s'exprime page 6. comme suit :

Xx 2

Si bien

*Si bien que si Fribourg étoit en beau païs
Je le surnommerois l'abregé de Paris.*

Le Prince Edoïard n'en a pas crû le Poëte ; en cela il a sans doute raison , & aucun de nous n'est assez téméraire pour en imaginer la comparaison. *Lauser* dans son *Histoire Helvétique* nous donne une description des mœurs & du génie des Bernois , qui me semble fort bonne & très vraie ; je me trouverois embarrassé d'en faire une de mes Combourgeois ; car si elle est trop flattée , on me soupçonnera de m'écarter des bornes d'un Historien impartial ; d'un autre côté je ne saurois en dire du mal. Desorte que je ferai mieux d'en laisser le jugement à ceux , qui ont intérêt de nous connoître , & avec lesquels nous sommes liés , ils sçauront bien nous rendre la justice que nous méritons.

Milord Bolingbroke mort en 1751. dit dans son discours de l'exil , qu'on a mis dans le *Mercur* de France en Mars 1752. *Que le Héimrée est une maladie particuliére aux Suisses , qui semblent n'avoir été faits que pour leurs montagnes , comme leurs montagnes pour eux.* Il est vrai , que les *Fribourgeois* y sont plus sujets que ceux des autres Cantons ; ce mal cependant n'est pas épidémique , comme la consommation ne l'est pas en Angleterre ; mais ce qu'il y a de particulier , est , que ces montagnes de la Suisse sont les délices des *Milords* , qui viennent s'y former , ce qui prou-

ve, que les *Suisses* ont leur mérite dans leurs montagnes ; & ce qu'on a vû dans le cours de leur Histoïre prouve, qu'ils n'en manquent pas lors qu'ils en sortent.

On attendoit avec plaisir l'arrivée du *Prince Edoïard*, & avec d'autant plus d'empressement qu'on obligeoit par là un Grand Roi avec lequel on a l'honneur d'être si étroitement allié. On n'étoit pas fâché en même tems de voir la satisfaction, qu'en auroit le *Marquis de Courteille* dans son Ambassade ; & comme il n'y avoit rien dans cette démarche que de fort innocent, ni rien qui pût offenser aucune Puissance soit dans les expressions de la réponse qu'on fit à l'Ambassadeur, soit dans la chose en elle-même, on eut lieu d'être extrêmement surpris de la lettre désobligeante qu'on reçut le 8. *Septembre* de *Berne* de la part de *M. Burnaby Résident ou Agent du Roi de la Grande Brétagne*. La voici.

Magnifiques Seigneurs.

Aiant appris en son tems, la proposition qui vous fut faite à *Arberg*, de la part de *M. l'Ambassadeur de France*, mon devoir ne me permit point de la laisser ignorer au Roi. J'ai eu soin d'informer aussi *S. M.* de la réponse que vous jugeâtes à propos de faire rendre à *M. l'Ambassadeur* par *Mrs. vos Députés* en lui notifiant : Que le *Loüable Canton de Fribourg* consentoit à recevoir & donner azile au fils aîné du *Prétendant*, le traittant dans cette réponse d'*Altesse Roïale*.

Le Roi a eu bien de la peine dans le commencement à y ajouter foi, mais je vous laisse à juger de sa surprise extrême, lors qu'en même tems, que j'eus l'honneur de remettre à Sa Majesté la lettre du Liable Corps Helvétique en date du 31. Juillet, je me suis donné celui de confirmer mes précédens avis. En effet il me passe, moi qui suis sur les lieux, que sans me consulter, ni m'en faire la moindre communication, vous aïez voulu prêter l'oreille aux bruits artificieusement répandus dans le public, comme si le Roi consentoit, ou eût jamais songé à consentir que ce jeune homme établît sa Résidence en Suisse. Il faut, Magnifiques Seigneurs, que vous n'aïez point réfléchi dans ces momens, que ni S. M. le feu Roi de glorieuse mémoire, ni S. M. la Reine Anne n'ont jamais voulu permettre en tel cas, que ce fut ni à tel Prince que ce fut, en amitié avec la Couronne de la Grande Bretagne, de donner protection ou azile de ce jeune Italien dans aucuns de leurs Etats en deçà des Alpes. A plus forte raison S. M. glorieusement régnante qui vient de sauver l'Europe des fers qu'on lui forgeoit, & qui est actuellement prête à lui faire rendre la Paix à des conditions justes & honorables, est en droit de se promettre qu'après tous ses généreux efforts pour soutenir les Etats libres, mais chancelans, dans leur indépendance; qu'après avoir consacré des trésors si immenses au rétablissement du repos public, ni vous M. S. ni aucun des Liables Cantons de la Suisse, ne voudroit recevoir, protéger, ni donner azile à la

à la personne qui prétend à sa Couronne, ni à qui que ce soit de ses descendans. Race odieuse à tous ses sujets, & proscrire par les Loix de la Grande Bretagne; une pareille démarche de vôtre part sans la participation de vos Co-Alliés feroit une conteste assez bisarre avec les expressions cordiales, Helvétiques & remplies de reconnoissance contenues dans vôtre lettre toute fraîche ici incluse, sur laquelle je vous prie de réfléchir sérieusement, de même que sur le contenu de la mienne que je vous adresse par ordre exprès du Roi. Et afin qu'il n'y ait point de méprise dans une matière si importante & si délicate, je dois vous demander une réponse formelle, souhaitant qu'elle soit telle, qu'elle puisse engager S. M. à s'intéresser vivement, comme par le passé dans tout ce qui peut vous être utile.

Magnifiques Seigneurs.

signé

Votre très affectionné à vous servir Burnaby.

LL. EE. du Conseil Privé répondirent le 10. Septembre 1748. de la manière suivante.

Monseigneur.

La lettre que vous avez pris la peine d'adresser à Nôtre Petit & Grand Conseil le 8. du courant Nous a paru si peu mesurée en ses expressions & si peu convenables envers un Etat Souverain, que Nous ne jugeons point devoir y répondre, d'autant plus que la façon dont elle s'énonce ne sauroit, Monsieur, Nous induire à vous consulter sur les constitutions de Nôtre Etat & de sa Souveraineté.

Monseigneur.

Monsieur.

signé

*Les très affectionnés à vous servir l'Avoier
& Conseil de la République de Fribourg.*

Cette réponse ne fit pas plaisir à *M. Burnaby*, comme sa lettre n'en avoit pas fait non plus à la République. Si ce Ministre avant que d'aviser le Roi son maître eût consulté la vérité du fait, il se seroit épargné cette petite mortification, & n'eût point écrit sur des fondemens imaginaires. *S. E.* . . . voulu l'en consoler, mais l'événement a fait voir que la dague lui étoit demeurée dans le cœur; car il est parti de Berne fort irrité de ce que sa fausse démarche l'avoit rappelé en *Angleterre*. Rien n'égale le respect qu'on a à *Fribourg* pour Sa Majesté Britannique, c'est de quoi on la supplie très humblement d'être persuadée; mais aussi rien n'approche du zèle qu'on y a à remplir tout ce, qui a rapport à l'Alliance avec Sa Majesté Très Chrétienne. Les Articles sont contenus dans le Traité suivant,

Au nom de la Très-Sainte TRINITE.

Comme ainsi soit, que pendant la Diète tenue à Lucerne au mois de Decembre 1713. par les LL. Cantons Catholiques & la L. République de Valais, Messrs. les Deputés auroient meurement reflechi sur l'état present de l'Europe, sur

sur celui du LL. Corps Helvétique en général, & sur le grand malheur arrivé à la France, par la mort de feu Monseigneur le Dauphin; Et considéré, que par cette perte l'Alliance conclue en 1663. avec très Excellens, & très Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Gennes &c. glorieusement regnant, se trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après son decez. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance est utile tant à la Couronne, qu'à tous les membres, qui composent le LL. Corps Helvétique; Et en même tems reconnu le bien, qui en resulteroit, en la portant le plus loin qu'il seroit possible; Ils crurent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs idées à son Excellence Monsieur le Comte du Luc Ambassadeur du Roi en Suisse, qui les ayant goûtées, convint, qu'il en rendroit compte à Sa Majesté, & eux à Leurs Supérieurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde, a voulu que Sa Majesté, les Cantons, & la République de Valais, aiant également agréé les mêmes Idées, ensorte que le Roi d'une part, & les Cantons de Lucerne, Uri, Schweitz, Underwalden haut & bas, Zug avec les Offices extérieurs, Glaris Catholique, Fribourg, Soleure, Appenzel Catholique, République & Pais de Valais de l'autre part, aiant donné leurs pouvoirs reciproques

qui ont été communiqués & trouvés en bonne forme, après avoir invoqué le saint nom de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent, pour la seureté, defense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Roiaumes, Duchez, Principautez, Villes, Pais, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, tels qu'ils soient, que nous avons & possédons, aurons ou posséderons tant deçà que delà les monts.

I. On declare expressement, que quoi que tous les Cantons & Etats qui composent le Corps Helvétique ne soient pas compris & denommés dans le present Traité, l'intention est de les inviter (autant qu'il sera convenable) à l'accepter n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leurs avantages, ils n'y donnent volontiers les mains, puisqu'il est également glorieux à tous, & absolument nécessaire pour le maintien de la République en general.

II. Que les Traittés de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci - devant conclus, seront regardés comme la base de celui - ci, & comme une preuve constante de l'ancienne union entre les deux Nations, mais le tems apportant du changement en toutes choses, & pouvant arriver, que par des variations inevitables, ou par des explications differentes, les anciens Traittés ne soient pas religieusement observés dans tous leurs points, nous avons trouvé bon, de ratifier de nouveau par la presente Alliance tous les Traitez ci - devant faits, & nommement la Paix perpetuelle.

*petuelle, les Alliances des Années 1521. & 1663.
& toutes les lettres annexes.*

III. *L'expérience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Christien, pour mieux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveler la présente Alliance, pour être continuée avec le Sérénissime Dauphin héritier presomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté, à condition, qu'après le decez du premier Roi Successeur de sa dite Majesté, les autres Rois Très-Christiens qui se succéderont, aussi bien que les Cantons, République & Etats, jureront & ratifieront l'exacte observation de la présente Alliance dans tous ses points, & remédieront au cas qui n'auront pas été preveus dans ce Traité, ou auxquels le laps du tems auroit apporté quelque alteration, ce qui se fera à chaque changement de Regne, par les Ambassadeurs pourvus des Plein-Pouvoirs nécessaires, & par les Deputez munis du Plein-Pouvoir de chaque Canton de la Suisse, République & Etat, qui seront compris dans la présente Alliance. Cette precaution aiant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à present.*

IV. *Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage reciproque des parties contractantes, & comme le Roi d'une part; & les LL. Cantons, la République de Valais, & autres Alliez.*

Alliés compris dans le Corps Helvétique de l'autre, ont vu par une longue expérience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime; & que l'inclination mutuelle des peuples soumis à Sa Majesté & au Corps Helvétique, fait envisager le bénéfice qui en doit résulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidélité reciproque, avec laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, on convient ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663. Que si (à Dieu ne plaise) le Roiaume étoit attaqué intérieurement soit par des forces étrangères, ou par des divisions intestines, le Corps Helvétique en ces deux cas accordera sans aucun délai dix jours après avoir été demandée une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de seize mille hommes: Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par terre, & non sur mer, conformément à l'Article 7. de l'Alliance de 1663. Cette levée se fera aux dépens du Roi alors regnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, République & Etats, dont on prendra le monde. Lors que Sa Majesté aura tiré des dites Troupes les services desirés, elle les renverra chez eux par des routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui pourront leur être dues, jusqu'à leur arrivée dans leurs maisons.

V. *Que si en échange le Corps Helvétique, ou quelque Canton ou Etat en particulier étoit attaqué par quelque Puissance étrangère, ou qu'il fut*

soit troublé intérieurement ; au premier cas Sa Majesté les aidera de ses forces , suivant que la nécessité le demandera , & que les Cantons en pri-
ront Sa Majesté. Et dans le second cas , com-
me Ami & Allié commun , Sa Majesté , ou les
Rois ses Successeurs emploieront sur la requisition
de la partie molestée & grevée toute sorte d'offi-
ces amiables , pour porter les parties à se rendre
une reciproque justice ; & si cette voie n'avoit pas
tout l'effect desiré , Sa Majesté , ainsi que les Rois
ses Successeurs , sans rien faire , qui détruise la
présente Alliance : Et au contraire , pour l'exécu-
ter dans son véritable sens , emploiera à ses pro-
pres depens les forces que Dieu lui a mises entre
les mains , pour obliger l'agresseur de rentrer
dans les regles prescrites par les Alliances que les
Cantons & Alliés ont entre eux. Sa Majesté &
les Rois ses Successeurs se declareront garants des
Traittés , qui pourront se faire entre les LL.
Cantons , supposé que Dieu permit , qu'il arri-
vât quelque division entre eux.

VI. Les Officiers, Soldats, & autres atta-
chés au militaire & à la solde du Roi seront
exempts de toutes taxes faites, ou à faire, soit
capitation, dixième, ou autres impositions, quel-
que nom qu'on puisse leur donner, par rapport
à leurs appointements, ou à leur solde.

Si les susnommés ont acquis, ou s'ils possèdent
des biens fonciers en France, sans examiner, s'ils
les tiennent d'eux, de leurs femmes, ou autre-
ment, ils en jouiront leur vie durant, aussi bien
que

que leurs veuves pendant leur viduité, & en la même manière que peuvent en jouir les Commensaux, ou les Nobles, en sorte que les Suisses sus-nommez n'aurent à supporter que les taxes, ou charges attachées à la nature du bien, qu'ils possederont.

Mais si les dits Soldats, quoi qu'au service, entreprennent, par eux, ou par leurs femmes, de faire quelque commerce, ou d'exercer un metier, lequel mettier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de Sa Majesté, en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourront pretendre d'autres prerogatives, que celles dont les sujets du Roi jouiront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'interieur du Roiaume, ou dans les places frontieres, jouiront de toutes les franchises, mais sans abus, & pour les prevenir, on reglera suivant les anciens Traitez & usages, ce que les Vivandiers pourront entrer dans les Villes par rapport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, sçavoir en vin, viande, tabac, eau de vie, & d'autres denrées nécessaires à leur subsistance, & si les dits Vivandiers Suisses en abusoient, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soumis à la confiscation de ces vivres, & à la justice Suisse, pour être châtiés deüement.

VIII. La solde soit de guerre, soit de paix, subsistera sur le pied qu'elle est établie presentement,

ment, ſçavoir en tems de guerre, lors que les Regimens ſeront deſtinés pour ſervir dans les Armées, & marcher en campagne, 17. liv. 8. ſ. par homme par mois, & 1960. liv. pour l'Etat Major auſſi par mois, & en tems de paix, ou lors qu'ils ſeront deſtinés pour demeurer pendant la campagne entiere dans les Garniſons éloignées de la frontitiere ou la guerre ſe fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000. liv. pour l'Etat Major, auſſi par mois, à la reſerve du Regiment des Gardes Suiffes. Mais ſi les Troupes Suiffes, qui n'auroient pas été deſtinées à ſervir en campagne, ou dans les places voisines de la guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles ſeroient païées, comme ſi elles y avoient été deſtinées au commencement de la campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 175. hommes effectifs, ſeront reputés complets, & jouiront de 27. hommes de gratification, ainſi qu'il eſt porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie ſera au deſſous de 175. hommes, le Capitaine perdra de ſa gratification, ſuivant l'uſage qui s'obſerve dans les Troupes de la Nation, qui ſont actuellement au ſervice de Sa Majeſté.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes conſiderables par des ſièges ou des deſenſes de Places, & par des Batailles, Sa Majeſté leur donnera un
 tems

tems raisonnable de 4. ou de 5. mois, suivant qu'elle l'estimera juste pour reparer leurs pertes, pendant lequel tems leur paiement sera ordonné, & le decomppte leur sera fait sur le pied de la première revue, qui sera faite après le dit tems de 4. ou de 5. mois expirez.

XII. Les Capitaines seront paiez regulierement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'Année, moïennant quoi ils seront obligez de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de paier toutes les hautes païes de la Compagnie comme le Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. liv. argent de France par Compagnie de deux cents hommes, & cette somme sera deduite sur la solde dans les six derniers mois de la première année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux Recrues des Estappes à la sortie de frontieres de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & supposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des Estappes jusques aux frontieres de la Suisse.

XV. Lors qu'il vacquera des Compagnies qui auront été levées avec consentement du Canton, d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront, & si le Capitaine mort a des parents, qui soient Officiers & capables, Sa Majesté les preferera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle

qu'elle soit en faveur des sujets capables d'exercer les charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis & continuera de permettre les Recrues pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors que les emplois des subalternes seront vacants, les Capitaines proposeront des sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats, malades, prisonniers, ou absents pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des certificats valables, seront bonifiez dans les revues.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer ses Soldats Suisses de Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton, & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec sa Compagnie, ses dits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcés de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergents menant des Recrues, sont obligés de passer dans différents Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers subalternes par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchant les Soldats, en sorte qu'il ne reste Personne des dites Recrues, ou très peu, au grand prejudice au service, & en même tems des Capitaines, il est convenu, que l'Officier qui conduira une Recrue, prendra en partant de son

Canton un certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton différent où il passera, afin qu'il trouve la Protection convenable, & si malgré cette précaution, on ne laissoit pas d'user de violence, & de debaucher la dite Recreüe, en ce cas le Canton, où la chose sera arrivé, en rendra le Bailif ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX. En conformité du 8. Article de la Paix perpetuelle le Roi ne permettra point, qu'aucun de ses sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvétique, ses confederes, sujets, terres, païs & Seigneuries, & si les sujets de sa Majesté contrevenoient à cet Article, ils seront rappelez diligemment, & punis selon leurs demerites.

Tout de même les Cantons, ni leurs sujets ne pourront servir aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Roi, son Roïaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Chateaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets qu'il possede presentement, ou possedera à l'avenir, & si les sujets des dits Cantons y contrevenoient, ils seront rappelez diligemment & punis selon leurs demerites.

XXI. Lors que sa Majesté, Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs commanderont en Personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront selon l'exemple de leurs Ancestres, & en conformité de l'Article 6. de l'Alliance de 1663. qui porte : Que s'il ave-

noit

noit durant la guerre que Sa Majesté Très-Chrétienne, ou son Successeur se trouvât, ou voulût se trouver en propre Personne en quelque lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ses ennemis, elle, ou son dit Successeur, pourra lever à ses despens, tant de Capitaine & Soldats qu'elle voudra, & que bon lui semblera.

XXII. *En conformité de l'Article 22. de l'Alliance de 1663. conçu en ces termes : Et d'autant que les dites terres & Seigneuries possédées par nôtre grand Oncle en l'An 1521. ne sont en notre Possession, cependant nous des Lignes refuserons tous secours, faveur, assistance, & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient ce requérir.*

Il est convenu expressement que si le Roi, Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la Possession des Pais, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres, stipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire conclüe en 1521. le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance, & aide sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requérir les dits secours & assistance.

XXIII. *Si l'arrivoit que le Roi, Monseigneur*

neur le Dauphin, les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvétique jugeassent pour le bien des parties; devoir faire la guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'ennemi commun; & lors qu'une fois la guerre sera ouverte on s'oblige reciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Treve, ou Suspension d'armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui ne soit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvétique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles, & comme tels seront exempts du droit d'aubaine dans les Roiaumes & Etats de l'obeissance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Pais avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationaux, & s'ils ont quelque métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourveu qu'ils se soumettent aux régles établies dans les lieux, où ils eliront leurs domiciles. Jouiront aussi de l'exemption du droit foraine pour les effets des Successions de ceux de leur Nation decedez en France, pourveu qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux, suivant les Regles & usages ordinaires, & seront traittez en tout comme les propres sujets de sa Majesté.

Quant aux Suisses qui la servent actuellement dans ses Troupes, à ses Gages & Solde, ils seront exempts de toutes Charges, & n'en supporteront d'autres, que celles qui seront attachées à

la nature des biens qu'ils pourront acquérir comme les Nationnaux dans les Roïaumes & Etats de l'obéissance du Roi, jouïssant au surplus de tous les privilèges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predecesseurs de sa Majesté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes privilèges & exemptions sont accordez à ceux de la Nation Suisse, qui auront été dans les Troupes de Sa Majesté à ses Gages & Solde, pourveu qu'il y aient servi pendant trois années consecutives, & qu'ils en soient sortis de l'agrement, & par un congé en bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les sujets du Roi pourront aussi succeder en Suisse par Parentées, Testaments, donations, ou toutes autres Actes usitez, & seront protegez par les Magistrats & Juges établis, en sorte qu'ils ne seront soumis à aucun droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens; mais pour ce qui est des biens Suisses, qui leur pourroient écheoir par mariages, successions, Testaments, donations, ou autres actes usitez dans le pais, ils y seront maintenus de même que les Suisses; reservées pourtant les regales & autres droits usitez.

Les Marchands, Negociants, messagers, pelerins & autres pourront trafiquer negotier seulement, & sans aucun empêchement en corps & en biens, librement & à leur volonté, aller, venir, sejourner, & demeurer en Suisse, sans fraude, ni deception, ainsi qu'il est expressement

porté dans l'Alliance de 1663. Article vingtième.

XXVI. Jouisront ceux de la Nation Suisse sur le fait de leur commerce dans le Roïaume, de tous les privileges qui leur ont été accordez par les Rois Predecesseurs de Sa Majesté, & par Elle, ainsi qu'ils sont enoncez dans les Traitez de Paix & d'Alliance, & qu'ils en ont deu jouir en consequence des dits Traitez ; dans lesquels privileges Sa Majesté les confirme de nouveau, & veut, qu'ils soient confirmez, & maintenus sans aucun trouble ni empêchemens. Les Marchands & Negotians de part & d'autre pourront transporter l'or & l'argent monnoïé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs marchandises, pourveu qu'ils en fassent leurs declarations, & qu'ils prennent les passeports necessaires, afin d'éviter les abus

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance est, de veiller reciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Allié, il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le 8. article de la Paix perpetuelle, & dans le 14 de l'Alliance de 1663. que de part & d'autre l'on ne souffrira point les ennemis de son Allié, qu'on ne leur permettra aucun passage, soit en armes, ou sans armes, & qu'on ne leur donnera aucune assistance directe ou indirecte ; & s'il arrivoit que des criminels d'état, assassins, & perturbateurs du repos public declarés tels par le Roi à l'égard de
ses

ses sujets, ou par les Cantons à l'égard des leurs, vinssent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la première requiſition, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis, d'examiner, si le requérant sera bien ou mal fondé, prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet article ne soit jamais mal interprété & eludé.

XXVIII. S'il arrivoit aussi, que des voleurs se réfugiassent en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution; & si ces voleurs étoient domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux, où les vols se seront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre en conformité du 14. article de l'Alliance de 1663. d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, soldats, armes, équipages, qui iront pour la défense des États, païs, places, villas, châteaux & Seigneuries appartenants à l'une des dits Parties, & même pour le secours & assistance des Alliés & Amis d'une des dits parties, qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de son dit allié & ami, à condition, que dans ces passages il sera observé de paier régulièrement, & de n'apporter aucun dommage aux peuples & aux lieux par où l'on passera; & pour le maintien d'une bonne police & correspondance, il sera établi des Commissaires des dits lieux, qui regleront le prix des denrées, & pourvoiront tant à la sûreté des

passants, qu'à celle des païs & peuples où la route sera marquée, bien entendu, que les parties seront convenues de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi bien que de la route, qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive, que les particuliers des deux Nations contractent des sociétés, obligations, & alliances, par mariages, acquisitions, ou autrement, & qu'il en peut resulter dans la suite des contestations, procez, & litiges, il est convenu, que toutes les fois que deux parties de Nation différente auront quelques difficultés, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le demandeur sera tenu de rechercher sa partie par devant ses Juges naturels, à moins que les deux parties ne fussent présentes dans le même lieu, ou que par leurs accords, sociétés, ou contrats, elles n'eussent convenu des juges, par devant lesquels elles se seroient obligées discuter les contestations qui pourroient naître dans leurs sociétés.

Le Roi, & le Corps Helvétique s'obligent réciproquement de faire rendre bonne & brieve justice à celui, ou à ceux des deux Nations, qui auront recours à sa Majesté, ou au Corps Helvétique.

XXXI. De plus sa Majesté d'une part, & le Corps Helvétique de l'autre veulent, que les jugements rendus en dernier ressort par des juges des Cours supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, soient exécutés dans les États dependans
de

de sa Majesté, ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le païs, où le condamné se trouvera après le jugement, en sorte que si un François, pour frauder ses Créanciers ou Crediturs, se refugioit en Suisse, il y sera pour suivi, & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prevenir toutes interpretations, qui pour roient affoiblir la teneur du present Article, on se promet de part & d'autre de s'en rapporter à la simple declaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du jugement rendu, & sur lequel on agira contre le defaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contracts, & Obligations dont on est convenu dans les Traités, Actes particuliers, & lettres Annexes, seront continuées, & se paieront regulièrement tous les ans, ainsi que de coûtume, dans la ville de Soleure, & en especes aiant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, reservez.

Et de la part de nous des Cantons & Republique & Païs de Valais sont reservez, le Pape, le St. Siége Apostolique, le Sacré Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicin; aussi bien que toutes nos franchises & libertez, tous droits

de Bourgeoisie, & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes lettres & sceaux, Contrac̃ts, Intelligences, & Confederations, que nous avons entre nous, qui ont été reservez dans l'Alliance de 1663., & qui ne regardent que nous; & s'entend la dite reserve, au cas que quelqu'un d'entre nous les dites deux Parties voulût endommager, envahir, ou molester par guerre les dits reservez.

XXXIV. Et si aucuns des Reservez des dites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par guerre ou autrement, directement ou indirectement l'une ou l'autre Partie dans les Roiaumes, États, Païs, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, qu'elle tient, possède, & a droit, tiendra, possedera, & aura droit, lors l'autre partie sans égard, & sans consideration, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molestant, ou assaillants, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXXV. Et d'autant que la presente Alliance est la plus ancienne, les dits Cantons déclarent, qu'elle est, & sera toujours purement & expressément reservee & preserée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent posterieures à l'An 1521. depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient les dits Princes & Potentats,

Et quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur le très Excellent Et très Puissant Prince Et Seigneur Louis XIV. Roi très Chrétien de France Et de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Asi, Seigneur de Gennes &c. Et les Cantons Et Republique Et Pais de Vallais ci-dessus mentionnez ont accepté, conclu Et arrêté cette susdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré Et promis, jurent Et promettent par la presente, pour eux Et pour leurs dits Successeurs, de l'observer Et executer de parole Et d'effect, fermement Et inviolablement en tous ses points, Et Articles, comme ils sont écrits ci-devant.

En foi de quoi nous l'Ambassadeur du Roi, Et les Deputez des Cantons Et Republique ci-dessus mentionnez, avons signé le present Traité fait double en François Et en Allemand Et y avons apposé les cachets de nos armes, après avoir promis que les Ratifications de sa Majesté Et celle des dits Cantons Et Republique seront fournies en bonne Et deüe forme, Et échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du sus dit Traité, Et après être tombé d'accord que le Roi pourra dans 5. ou 6 mois, ou plutôt à sa volonté, declarer ceux qu'il lui plaira de reserver de sa part, pour être ensuite inserez dans l'Article 33. Fait à Soleure le 9. Mai 1715.

(L. S.) Le Comte du Luc.

De

De Lucerne, (L. S.) *Laurent François de Fleckenstein*. (L. S.) *Beat François Balthasar*. (L. S.) *Antoine Leger Keller*. d'Uri. (L. S.) *Joseph Antoine Pündtner*. (L. S.) *Charles Alphonse Beßler*. (L. S.) *Charles François Schmid*. De Schwitz. (L. S.) *G. Christophle Schorno*. (L. S.) *Joseph François Mettler*. (L. S.) *Nicolas Imfeld*. D'Underwalden. (L. S.) *Conrad de Flue*. (L. S.) *Beat Jacques Leuw*. (L. S.) *Jean Jacques Ackermann*. De Zug. (L. S.) *Beat Jacques Zurlauben*. (L. S.) *Christophle Andermath*. (L. S.) *Clement Damien Weber*. De Glaris. (L. S.) *Jacques Galluti*. (L. S.) *Gaspar Joseph Freuler*. De Fribourg. (L. S.) *Jean Pierre de Boccard*, Sgr. de Grangettes & Fuyens, (L. S.) *François Nicolas Vonderweid*. (L. S.) *François Nicolas Fegeli*, de Seedorff. De Soleure. (L. S.) *Jean Louis Baron de Roll d'Emmenholtz*. (L. S.) *Frédéric Baron de Roll*. (L. S.) *Jean Jacques Joseph Glutz*, Banneret. (L. S.) *Jérôme Sury*, Trésorier. (L. S.) *Pierre Joseph Besenval de Bronstat*. (L. S.) *Pierre Joseph Rheinhardt*. D'Appenzel. (L. S.) *Guiguer*, Land-Amman. (L. S.) *Sutter*, Land-Amman. De Vallais. (L. S.) *Bourgener*. (L. S.) *E. Courten*.

On répandit dans le public, que la Cour avoit envoyé à Soleure la Tournelles Gentil-Homme du Roi, pour empêcher cette Alliance, ou au moins pour la retarder dans la vûe d'en négotier une générale avec tout le

Corps

Corps Helvétique ; c'est en effet ce qui conviendrait le mieux pour l'avantage des uns & des autres ; mais comme il arriva trop tard, on procéda à la solemnisation de ce Traité le 9. Mai 1715. & il subsiste encore.

Quant à l'*Arcanum*, j'avoüe à ma confusion, que je ne le connois pas. *De Waldkirch* le hazarde en huit Articles, dans la seconde Partie de son *Histoire Helvétique*, page 900. Il en fait ensuite une distribution risible déstituée de toute vraisemblance. Tout ce que j'en sçai, c'est, que j'ai oûi dire, qu'il étoit cacheté dans les Archives de *Lucerne*, où je souhaite, qu'il demeure dans un oubli éternel, & que ni le *jus armandi*, ni le *jus armorum*, ne réveille jamais l'Ambassade de *Genève*, afin qu'aucune Puissance n'en vienne lever le sceau.

Néanmoins, si on en croit le public, un de ces articles de l'*Arcanum* doit être la restitution des Pais conquis en 1712 pour préliminaire de l'Alliance générale, en cas qu'on y pense encore. Ce qui paroît assés vraisemblable, si on fait attention à ce qu'on a publié l'année 1751., lors qu'on croïoit que *M. de Villading* travailloit à cette importante affaire avec *M. le Marquis du Paulmy* Ambassadeur du Roi ; Ce grand Ministre disoit ouvertement : Que ce Traité ne pouvoit avoir lieu que sur le pied des précédens, lorsque la Suisse se trouveroit dans son ancienne position, & que Sa Majesté pourroit

pourroit être assurée d'une parfaite union dans le Corps Helvétique. Néanmoins ce travail entre le Ministre & *M. de Villading* ne produisit que la Capitulation pour le Régiment de *Jenner*, comme suit.

Art. I. Les 12. Compagnies, dont le Régiment de *Bettens* est actuellement composé, seront distribuées à l'avenir de maniere, qu'il y en ait toujours au moins 9. remplies par des Bourgeois de *Berne* capable du Gouvernement, & 3. au plus par des sujets du Canton, qui veut bien y consentir, quoique le dit Régiment ait été dans son origine attribué en entier à ses Bourgeois, au moyen de quoi le Canton avoüe dès - à - présent toutes les Compagnies du Régiment, qui sont actuellement possédés par quelqu'un de ses Bourgeois ou sujets, & il en sera de même des autres Compagnies du même Régiment à mesure qu'elle seront pareillement données à des Bourgeois ou sujets de *Berne*, fournissant à toutes les Compagnies ainsi avoüées les Recrues nécessaires pour les compléter sur tel pied qu'il plaira à sa Majesté d'en régler la force, pourvu néanmoins qu'elles ne seront pas portées au delà de 200. hommes.

Art. II. Pour parvenir à ce que toutes les Compagnies du Régiment de *Bettens* deviennent *Bernoises* à mesure qu'il en vaquera dans le Régiment de celles, qui ne sont point possédées par des Bourgeois ou sujets de *Berne*, & sur lesquelles d'ailleurs aucun autre Canton ni aucune Famille ne pourront former des prétensions legitimes,

Sa

Sa Majesté les conferera à des Bourgeois de Berne, ou à des sujets du Canton, elle voudra bien même pour plus de facilité nommer aussi-tôt, qu'il sera possible des Bourgeois & sujets de Berne aux Compagnies, qui vaqueront dans les autres Régiment successifs, qui sont à son service, lesquelles ne se trouveront aff. étées à aucun autre Canton, ni à aucune famille, auquel cas ces Compagnies passeront dans le Régiment de Bettens, & seront remplacées dans les Régimens dont elle seront sorties pour celle du Régiment de Bettens, qui sont possédées par des Capitaines autres que du Canton de Berne, le tout jusqu'à ce que le Régiment de Bettens soit entierement composé de Compagnies Bernoises dans les promotions ci-dessus expliquées.

Art III. Les Compagnies du Régiment de Bettens ainsi conférées à des Bourgeois ou sujets de Berne demeureront toujours entieres sans pouvoir être divisées, ni passer en d'autres mains, que celles des Bourgeois ou sujets du même Canton, ni être incorporées dans un autre Régiment sinon du consentement du Canton.

Art. IV. Elles ne pourront non plus être sentées attachées à aucune famille, & encore moins héréditaires, mais en cas de vacance le Roi voudra bien en disposer en faveur des Officiers, qui les mériteront le mieux par leur ancienneté, & leurs services.

Art. V. Le Régiment & la Majorité seront dorsenavant toujours conférés à des Bourgeois de Berne capable du Gouvernement.

Art.

Art. VI. *Aucune Compagnie du Régiment sera licentée ni reformée en entier, ainsi longtems qu'il conviendra reciproquement de laisser subsister le dit Régiment.*

Art. VII. *La Capitulation du 14. Août 1671. ainsi que les Lettres & Traités, auxquelles elles se referent en tant qu'ils y ont raport, subsisteront en tous les points & articles, auxquels il n'est pas déroïé par la presente Convention, à la reserve cependant des differences qui ont été établies depuis à l'égard de la solde & des autres changemens, qui sont à present generalement reçu par toutes les Troupes Suisses au service de sa Majesté, auquel le Louable Canton soumet le dit Régiment, bien entendu, que si le Roi veut bien par la suite accorder aux Troupes Suisses à son service quelque traitement plus favorable que celui, dont ils jouissent, le present Régiment en jouira pareillement &c.*

Suit la Capitulation pour la Levée du Régiment Zuriquois.

I. *Le Régiment sera composé de 12. Compagnies, dont le Collonel & Capitaines seront toujours & constamment Bourgeois de Zurich.*

II. *On donnera au Capitaine 6000. liv. pour la levée, laquelle somme sera retenuë les derniers six mois de la premiere année.*

III. *Le Roi donnera aux Capitaines la gratification de 30. liv. par homme, comme cela a été usité dans les dernieres levées.*

IV. *Cette levée étant d'autant plus onereuse pour*

pour les Capitaines que les 6000. liv. avancées seront d'abord retenues dans la première Année, le Roi leur accordera pour compléter leurs Compagnies un terme de 12. mois, & pour les soulager en quelque façon, ils jouiront dans cet intervalle de l'avantage de passer la Revue avec le quart de leurs Compagnies comme en aiant la moitié, avec la moitié comme en aiant les trois quarts, les trois quart comme étant complets.

V. Aucune Compagnie du Régiment ne sera licenciée ni reformée en entier pendant les 20. premières années à compter du jour de la signature de cette Capitulation, après ce tems on conviendra reciproquement de ce qu'on trouvera convenable à cet égard.

VI. Les Compagnies seront conférées toutes à des Bourgeois de Zurich, Officiers de ce Régiment, & demeureront toujours entieres sans pouvoir être divisées ni passer en d'autres mains, que celles des Bourgeois de ce Canton, ni être incorporées dans un autre Régiment, elles ne pourront non plus être cédées attachées à aucune famille, & encor moins héréditaires, mais au cas de vacance le Roi voudra bien en disposer en faveur des Officiers, qui le mériteront le mieux par l'ancienneté de leurs services.

VII Ce Régiment aura son rendez - vous en Alsace ou dans la Lorraine: Quand les Compagnies seront à moitié complètes, elles jouiront de la moitié de la gratification, & quand elles seront à deux tiers, elles jouiront de la gratification entière. Tome X. Zz VIII.

VIII. Si une Compagnie vient à être ruinée pendant une campagne, y étant entrée complète, on accordera au Capitaine un terme raisonnable pour remettre sa Compagnie, pendant lequel tems il sera toujours payé complet.

IX. Quant au paiement aussi bien de l'Etat Major que des Compagnies les gratifications & autres avantages, dont les Troupes Suisses au service de Sa M. sont actuellement en Possession, ce Régiment sera en tout traité sur le même pied, & si dans la suite le Roi veut bien accorder aux Troupes Suisses à son service quelque traitement plus favorable que celui, dont elles jouissent actuellement, ce Régiment en jouira pareillement.

X. Ce Régiment jouira des mêmes Exemptions, Privilèges & Benefices, soit pour le libre exercice de la Religion, justice particuliere, & autres avantages dont le Régiment du L. Canton de Berne est en possession.

XI. La retenue des quatre deniers par livre n'aura lieu dans ce Régiment, mais elle sera employée à composer un nombre de pensions, qui seront distribuées aux anciens Officiers & Soldats, qui se sont dans le cas d'obtenir les invalides.

XII. Ce Régiment ne servira contre la teneur des anciennes Alliances ni contre l'Empire, la Maison d'Autriche, & la Capitulation faite avec la Hollande en 1748. ; il ne servira non plus par sur, mais il jouira aussi à ces égards des mêmes exemptions, que le Régiment du Canton de Berne.

XIII. Le Canton de Zurich se flatte en outre, que

que S. M. T. C. voudra bien au cas qu'une Compagnie dans le Régiment des Gardes, qui n'est affectée à aucun Canton ni à une famille particulière, viendra à vaquer, avoir de la considération pour un de ses Bourgeois, afin de le faire jouir des mêmes honneurs & prerogatives, dont jouissent les autres Cantons.

J'ai remarqué par les discours, que tiennent les Cantons, qui ne sont pas compris dans l'Alliance de 1715., que le peu d'envie qu'ils ont d'entrer dans une Alliance générale, provient de la forte appréhension, qu'elle ne sera pas observée au pied de la lettre & dans son sens naturel & intrinseque, si je puis me servir de ce terme en fait de Traité; ils allèguent beaucoup d'Epoques, comme par exemple du tems de Louis XI. de Henri IV., & même ils prétendent, que l'observation de celle de 1715. n'est pas dans toute sa régularité; qu'on donne des représentations continuelles de la part des Commerçans Suisses, que les Intendans des Provinces & les Fermiers Généraux cherchent à éluder non obstant le soin des Ministres à procurer autant qu'il est en eux, l'exécution de ce Traité. Ces idées vraies ou fausses paroissent retarder cet grand ouvrage, & le renvoyer peut être aux Calandes Grecques.

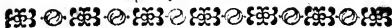
Fin du dixième & dernier Tome, que j'espère avoir achevé, autant qu'il m'a été possible, au contentement de ceux, qui ne sont

pas fâchés d'avoir une connoissance de leur Patrie. Je l'a leur ai donnée vraie avec impartialité & désintéressement dans tous les points. suivant les Auteurs, Historiens, & Manuscripts, que j'ai marqués dans le cours de cette Cronologie Historique, desquels je ne me suis jamais écarté : Mon unique objet aiant été de faire connoître les Suisses, tels qu'ils ont été dans les premières siècles, & tels qu'ils sont aujourd'hui pour la Religion & pour la politique. Je me suis transporté dans tous les Pais voisins, & même au delà lors que je l'ai cru nécessaire pour remplir l'Histoire en lui donnant l'intelligence, qui m'a paru indispensable pour ne rien laisser désirer à ceux, qui font l'honneur à mon ouvrage de le lire. *M. de Bâle* a donné dans le sien l'ancienneté de l'Histoire de la Suisse. C'est un prodige de science & de recherches. *M. le Baron de Zurlauben* a fourni le militaire de la Nation ; on ne peut pas mieux remplir l'objet qu'il s'est proposé ; & *M. le Trésorier Leu* en composant son Dictionnaire met la Suisse au jour dans toutes ses parties avec un travail infini. De sorte qu'on a l'Histoire de la Suisse complète dans ces différens ouvrages ; car comme dit fort bien *Amelot de la Houssaie* :

Quis tot sustineat, quis tanta negotia solus ?

F I N.

APOLOGIE



A P O L O G I E.

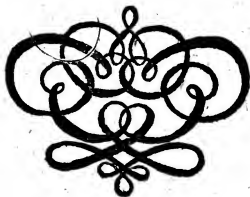


N ne cesse de repéter, que cet ouvrage renferme trop de faits étrangers ; qu'il falloit abréger de la moitié, & qu'il seroit mieux intitulé par ces termes : *Mémoires pour servir à l'Histoire des Suisses*.

J'ai crû avoir suffisamment édifié les délicats à ce sujet dans le *IX. Tome page 119.*, & je me flatte d'en avoir apporté la solide raison ; nôtre Histoire ne peut pas se contenter du *per transennam* ; aussi peu que s'en est contenté *Fleuri* dans son *Histoire Ecclésiastique*, où il raporte des faits encore plus étrangers eu égard à son intitulation ; je lis tous les jours d'autres Histories, où je trouve le même défaut, dont on m'accuse : Ce sont des modernes ; par exemple, les *Mémoires de Brandebourg* ; l'*Histoire de Clement XI. par Reboulet* ; d'*Allmagne par le P. Barre* ; celle de *Sixte V.* ; les *Révolutions d'Angleterre par le P. d'Orleans* ; l'*Histoire du Peuple de Dieu* & tant d'autres, qui toutes s'égarent comme moi donnent néanmoins à l'Histoire l'intelligence nécessaire & utile pour instruire le Lecteur par des faits étrangers à l'intrinsèque de l'objet principal qu'elles présentent ; mais dont on ne sauroit se passer à moins de mu-

tiler l'ouvrage , & le rendre absolument obscur & défectueux ; à quoi bon parler de la création du Monde , du Déluge , de la Cour de Pése , de celles de Médie , & d'Assirie , de leurs guerres , de leurs intrigues ; ces traits auroient dû être retranchés , suivant les critiques ; il auroit suffi de dire , que les Juifs étoient esclaves à Ecbatane , à Persépolis , & dans Babilone , & de ne commencer l'ouvrage que par la naissance d'Abraham ; alors le P. Berruyer , qui a si bien écrit , ne couroit pas le risque de subir le reproche , qu'on me fait , ni celui d'avoir mal à propos intitulé son livre *l'Histoire du Peuple de Dieu*. Si j'eusse planté 10.000. Suisses dans les Armées du Roi en Flandres ; 10000. autres dans celle de l'Empereur , & autant dans le service d'un autre Prince Allié de la Nation , & que je n'en eus pas dis davantage ; qu'auroit on dit ? Voilà une plantation bien sèche ! Ors j'ai prévenu mon Lecteur dans la Préface , & je l'ai préparé à voir ces traits étrangers , dont il se plaint ; j'en apporte la raison dans le troisième Paragraphe ; desorte que je ne l'ai point trompé ; il devoit s'y attendre , & prendre patience en lisant *l'Histoire Helvétique* si fort mêlée avec celle de l'Empire , de France , d'Italie , & de Savoie : On m'a fait sentir ces faits étrangers , comme trop abondants , mais j'y a toujours résisté par les raisons que je viens d'avancer , & par celle , que je suis charmé ,

charmé, que l'on trouve dans mon ouvrage tout ce qui s'est passé de plus intéressant dans l'*Europe* ; le livre en est plus chargé, je l'avoue, mais il n'en est pas moins utile, ni moins à rechercher pour ceux qui aiment à savoir sans avoir besoin de recourir à tant de Bibliothèques. C'est encore un bien. J'ai rompu la glace, quelqu'un pourra suivre, comme je l'invite dans ma Préface, & mieux faire. Au reste je ne suis pas comparable des Errata ; moins de maladie à l'Imprimeur, & des garçons plus habiles dans l'Imprimerie les auroient évité.



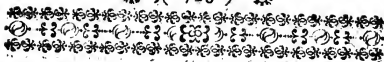


TABLE DES MATIÈRES TOME X.

A.

Action (belle) de *Florins Sprecher* & *Salomon Buel* dans les Grisons. 283.

Albe (le Duc d') se vante de ses cruautés contre les *Flammans*. 223.

Aldobrandin (le Cardinal) se mêle d'accommoder *Henri IV.* & le Duc de Savoie, & ses manœuvres 79. & suiv

Alliance entre *Henri IV.* & les Suisses. 101. entre le Dauphin & les Suisses en 1444 104. avec *Charles VII.* 115. séparée entre ce Roi & les Cantons Cath. 119. entre *Henri IV.* & les 12. Cantons jurée à Paris. 124 & suiv. entre *Louis XIV.* & les Suisses en 1653. 131. entre les Cantons Cath & l'Espagne. 536 entre les Cantons Cathol. & le Duc de Savoie. 601. de 1715. entre S. M. T. C. & les Cantons Cathol. 636.

Alt (Jean Jacques Joseph Baron d') est envoyé à Soleure en qualité de Conseiller de guerre. 655. de là en Valais. 658. Joseph Protain leve un Régiment pour la Savoie, est reformé & pourquoi. 683.

Ambassadeur

Ambassadeur de France *preche la concorde entre les Suisses & pourquoi.* 378 *sa politique.* 389. *leur représentation aux Grisons.* 452. *leur réponse à la demande des Villes Protestantes.* 460. *refuse audience aux Ambassadeurs des Suisses.* 469 *reprochent aux Député Suisses leur conduite au sujet du Traité de Milan.* 485.

Ambassadeurs (les) *se mêlent dans les affaires de Grisons.* 286. *de la guerre des Suisses* 646.

Anonyme de Genève *communiqué les raisons des troubles de sa ville à l'Auteur.* 179.

Apologie *avant la table.* 725.

Airérage dû aux Troupes Suisses par la France. 39.

Arrêt du Parlement de Paris, *comment il veut maintenir la couronne* 6. *qui deconcerte les Espagnols.* 7

Autriche (la Maison) *n'est point alarmée des préparatifs de guerre de Henri IV* 119. *tombe dans le Prétigou* 464 *s'empare de la Rhétie* 469. *son bonheur la tire des mains de ses ennemi.* 493 *& suiv.* 512. *se remet par la mort du Roi de Suède & du gain de la bataille de Nordlingen.* 543 *reconnoit la Souveraineté des Suisses & Grisons.* 600.

B.

Bandits infestent le Milanois & la Suisse ultra-montaine. 47.

Bassompierre *cause de la jalousie au Connétable de Luines.* 433. *sa négociation avec ce Ministre.*

434. les suites. *ibid.* sa relation au sujet de la sortie des François du païs des Grisons. 553. Bataille de Molina. 422. de Tirano. 423. de Lipsic. 521. de Nuremberg. 527. de Lutzen. 528. de Lubine 529. de Maltz. 550. de Rheinfelden. 563. de Villmergen. 637. de Bremgarten. 656. de Villmergen en 1712. suivant l'Auteur. 662. suivant les deux Cantons de Zurich & de Berne. 664.

Barbets, ce que c'est & leur histoire. 617. & suiv.

Benoit XIV. termine la contestation de la nomination de Mont Joux. 678.

Bernois en agissent généreusement avec les Franco-Comtois. 27. belle reception qu'ils firent à l'Archiduc d'Autriche. 54. prudence de leurs Députés à la Diette de 1744. au sujet du compliment qu'on voulut faire au Roi Louis XV. à Strasbourg. 149. écoutent tranquillement les Députés de Venise. 266. de même ceux des Grisons, 269. arment pour la défense du Païs de Vaud. 329. se plaignent des Cantons, & à la Régente de Varenne son Envoïe. 336. traitent avec la Savoïe & à quel sujet. 342. avec la Hollande. 351. envoient une députation à Fribourg au sujet des Balliages médiats. 379. envoient des Troupes dans la Valteline. 419. sont en contestation avec les Soloyiens. 507. veulent renouveler l'amitié entre les Suisses. 587. sont en guerre contre leurs sujets rebelles. 602. & suiv. proposent des articles de

de Paix. 608. remercient les Fribourgeois de leur secours. 616. envoient le Major Weis à Turin en faveur des Barbeta. 625.

Biron (le Maréchal de) fait des conquêtes en Bourgogne. 20. se déclare contre Henri IV. au Duc de Savoie. 64. sa réponse aux Genevois. 77.

Bochat (Louis de) a fait l'histoire ancienne de la Saïff. 724.

Bollinbrooke (Milord) badine les Suisses sur leurs montagnes & sur le Heimvée. 692.

Bouillon (le Maréchal de) se retire à Berne, 181. se comporte mal. 208. 242. se raccommode avec son Roi, & cede Sedan. 243. & suiv.

Bourgogne sujette à différentes révolutions. 584.

Brandis (le Comte de) defend mal Monmeillan est soupçonné de connivance avec le Roi de France ; sa lâcheté & sa prison. 69. & suiv.

Brifac (le Comte de) est fait Gouverneur de Paris 12. traite avec Henri IV. pour lui remettre cette ville. 13. la lui remet. 14. & suiv.

Burnabi Ministre d'Angleterre se plaint du séjour que les Fribourgeois accorderent au Prince Edouard dans leur ville. 693.

C.

Cantons Catholiques piqués du début de Theamus de Schavensstein & les suites. 191. répondent sèchement à l'Ambassadeur de France. 194. pourquoi. 195. leur réponse aux Députés de Zurich

Zurich sur le renouvellement de la Confédération helvétique. 200 menacent les Grisons 409, battent les Engadins & ne savent pas profiter de leur victoire. 440. leur réponse aux Agens du Duc de Féria. 450. sont en contestation avec celui de Zurich. 501. & suiv. sont allarmés au sujet du siège de Constance par les Suédois, 533. font alliance avec l'Espagne. 535. cherchent les moyens de prendre les villes frontalières sous leur protection 538.

Capitulat renouvelé en 1702. 121.

Capitulation du Régiment de Berne avec la France 718 & de celui de Zurich. 720.

Castella (Jean de) Ambassadeur pour l'alliance de 1663. 149. cette Maison sort de Chamberi. 150.

Cause de la guerre entre les Suisses. 636. suivant Reboulet. 669. de ce que l'alliance générale entre la France & les Suisses n'a pas lieu. 723.

Cérémoniel observé en jurant l'alliance à Paris entre la France & les Suisses. 145. & suiv.

Charles Emmanuel Duc de Savoie est mal satisfait des Espagnols. 29. signe le Traité de Bourgoïin. 30. qui n'a pas lieu & pourquoi. ibid. & suiv. s'emploie à la conversion de ses sujets du Chablais. 46 n'avoit point renoncé à ses prétentions sur Genève. 47 part pour Paris, dans quelle intention, & ce qu'il y fait. 54. & suiv. en repart résolu de ne point tenir le Traité qu'il y fit. 64. son indolence & les malheurs

- malheurs qu'elle lui attire. 65. & suiv. veut
surprendre Genève, mais ne réussit pas. 154.
& suiv. veut justifier l'escalade de Genève au-
près des Bernois, mais ne réussit pas 163. il
entreprend une seconde fois de surprendre Ge-
nève. 303. & suiv. se tourne du côté de la
France. 506. lui prend encore envie de s'em-
parer de Genève & du Pais de Vaud. 326.
& suiv. il continue ses prétentions. 337. ses
negociations pour le Mantouïan. 338. elles le
determinent à ceder le Pais de Vaud. 343.
prend un Corps de Bernois à son service. 344.
capitulation. 345. sa conduite dans la guerre
de la Valteline. 482. & suiv. sa mort 545.
Cœuvres (le Marquis de) est fait Maréchal de
France & pourquoi. 493.
Conduite (sage) d'une partie des Ambassadeurs
Suiſſes à la célébration de l'alliance de 1663.
149.
Conspiration contre Henri IV. 55.
Comboursier (Louis de) se laisse gagner par
le Duc de Savoie pour surprendre Genève. 303.
à la tête tranchée. 304. son épitaphe. 305.
Couronnement de la Reine cause la mort tra-
gique d'Henri IV. 320
Croufaz (Jean Daniel de) découvre le dessein
criminel de Davel. 677.

D.

- Davel** ; sa rebellion & sa punition. 672.
Daxelhoffer (l'Avoier) calme la revolte des
Païsans de Thun. 578. Dics,

Diesbach (Jean Jacques de) envoié à *Henri IV.* sa négociation. 48. *negocie avec ce Prince en faveur des Bernois.* 122. le Ba on quitte le service de France. 686.

Dissertation sur les différens Gouvernemens. 395.

Diette de Soleure, où *Silleri* veut empêcher la levée, que le Duc de Savoie demandoit des Cantons. 2. & la Paix entre ce Prince & Genève. 17. de Baden où les affaires de *Mülhausen* furent discutées 40 & suiv. de Baden où les affaires des Grisons sont traitées avec l'Ambassadeur de France. 193. & suiv. d'Arar pour la même chose. 247. 275. 284. 293. 204. de Baden au sujet des affaires de *Mülhausen*. 300. de Soleure où de Refuge demande une levée. 310. de Baden où on traite des Traités entre la Savoie & Berne. 331. de Baden, où l'indifférence des Cantons achmina la Paix entre la Savoie & Berne. 337. de Soleure, où le Roi demande une levée. 385. de Baden, où les exilés des Grisons demandent un Tribunal neutre. 408. de Baden, où il fut propose une Ambassade des Cantons neutres pour pacifier les Grisons. 426. de Lucerne 449. pourquoi on n'y fit rien. 451. de Baden au sujet de l'invasion de l'Archiduc Léopold dans le Comté de Cleven 466. de Baden à ce même sujet. 470. de Baden, où le Suisses connoissent le sort, que leur fit leur désunion. 484. de Baden, où le fidèle égard est expliqué. 497. de Soleure, où les Suisses accorderent deux Ré-

gimens

giment au Roi pour aller dans la *Valteline*.
 540. de *Baden*, où l'Empereur fait des re-
 proches aux *Suisses*. 552. de *Baden*, où l'on
 traite la résolution de faire raser les fortif-
 cations dans les *Grisons*. 571. de *Soleure*, où l'on
 traite différens points avec la *France*. 573.
 de *Baden*, au sujet des troubles de la *Suisse*.
 604. de *Lucerne*, où on fit la *Paix* entre les
Cantons. 743. de *Baden*, où l'on vouloit faire
 comprendre le *Corps Helvétique* dans la *Paix*
 d'*Utrecht*. 647. d'*Arau*, où l'on fit la *Paix*
 de 1712 658 de *Baden*, où l'on traita les
 affaires de *Valais*. 682 de *Lucerne*, où il
 s'agit de la réforme du *Régiment d'Alt*. 685.
Droits de Souveraineté, que la *Maison de Sa-*
voie prétend sur *Genève* suivant un *Anonyme*
François. 164.
Durheim (*Jean Jacques*) *Ballif de Lœpau*
saute sa patrie par un trait d'esprit. 607.

E.

Elisabeth Reine d'Angleterre contribue beau-
 coup à maintenir les troubles dans les *Pais* -
Bas. 215.
Elmet (*Jean Henri*) envoyé au Roi. 575. n'est
 pas content de sa négociation. 576.
Empereur (*I*) demande en vain des *Troupes*
 aux *Suisses*. 18 exige le contingent pour la
 guerre contre les *Turcs* à la ville de *Mülbau-*
sen. 39. & suiv. veut apaiser les troubles des
Pais Bas. 224. se croit *Juge naturel* des af-
 faires

faïres de la succession des Duchés de Juliers & de Bergh, 314. desapprouvent l'alliance entre Venise, de Berne, & de Zurich. 382.

Epoque de la stabilité du service en France. 381. de laquelle les Suisses n'eurent plus rien à démêler avec les Puissances étrangères. 492. de celle où la Souveraineté des Suisses fut reconnue par l'Empereur & l'Empire. 592.

Erlach (le Général d') commande les Troupes de Berne contre les sujets. 607. bat les rebelles. 613. perd la bataille de Villmergen. 627.

Escalade de Genève par le Duc de Savoie avec toutes ses circonstances. 154. & suiv.

F.

Faute des Ambassadeurs Suisses en célébrant l'Alliance de 1664. 148.

Fegeli (Jacques de) envoyé à la Diète de Baden par Louis XIII. 38. Pierre Emanuel pour les affaires du Toggenbourg. 648.

Ferdinand Archiduc d'Autriche nommé Roi des Romains. 316. sa guerre contre le Roi de Suède, 6. & suiv. reproche aux Suisses leur partialité pour la France. 557.

Feuillade (le Duc de la) fait espérer un Régiment au Colonel d'Alt. 686.

Fribourgeois demandent aux Bernois le partage des Balliages médiats. 91. redemandent le partage des Balliages médiats avec aussi peu de succès. 184. envoient une députation à Berne pour le même sujet, 379. agréent avec Bernois. 579.

accordent deux Régimens pour la France. 586.
vont au secours des Bernois. 606. pourquoi ils
sont restés dans l'inaction pendant la guerre en-
tre les Cantons. 645. reçoivent avis des des-
seins des deux Cantons de Zurich & de Ber-
ne. 651. n'ambitionnent que le service de Fran-
ce. 668. écrivent à Berne, & se mettent en
état de prêter le secours confédéral. 677. ac-
cordent le séjour dans leur ville au Prince
Eloüard. 691. leur réponse à la lettre trop
vive de Burnaby. 695.

Fuentes (le Comte de) s'irrite du Traité en-
tre Henri IV. & le Duc de Savoie. 94. suite.
96. cause la guerre entre les Grisons. 187.
fait construire un Fort. 190. recherche la mai-
son de Malepine. 201. ne respecte pas le Trai-
té de Madrid. 444.

G.

Gal (l'Abbé de Saint) se sauve en Suabe. 656.
Genève ne goute pas le plan de pacification que
les Bernois firent entr'eux & le Duc de Savoie.
17. favorisée par Henri IV. 74. & suiv. re-
butés par ce Prince 99. sa belle défense con-
tre l'escalade du Duc de Savoie. 154. & suiv.
cherche à faire une paix stable avec le Duc.
176 & la font. 177. causes de leurs broüille-
ries. 178. Genève. 181. évite la domination
Françoise. 209. évite une nouvelle entreprise.
303. prudence de leurs Ministres dans l'affai-
re des Barbeta. 625.

Goumoëns (Château) possédé par d'Affri. 71.
Granvelle (le Cardinal de) a part au Gouvernement des Païs-Bas 215. sa conduite odieuse l'en prive. 216.

Grisons ; leurs guerres & par qui causées. 186.
& suiv. continuation. 266. & suiv. s'accommodent pour un tems entr'eux. 295. sont priés par les Bernois & Zuriquois de donner passages aux Troupes qui alloient au secours de Venise. 383. continuation de leurs guerres. 388.
& suiv. son gouvernement. 391. ses inquiétudes. 445. ce qui cause la révolution dans leurs païs. 448. leur réponse aux Ambassadeurs de France. 454. leur Apologie. 456. sont pacifiés par le Traité de Monçon. 492. arment en faveur de la France. 547. obligent les François de sortir de leur païs. 553. & suiv. leur Souveraineté est reconnue. 600.

Guerre des rebelles en Suisse. 602. & suiv. entre les Cantons. 632. entre les mêmes en 1712. 646.

Gustave-Adolphe Roi de Suède entre dans l'Allemagne, est pris, ses conquêtes. 516. & suiv. bat Tilli. 521. court risque de la vie. 525. est battu près de Nuremberg. 527. est tué. 529.

H.

Heid (François-Philippe de Lanthen) envoie en 1712. à la Diette pour traiter la paix entre les Cantons. 654.

Henri

Henri IV. ne peut pas empêcher une conférence avec le Duc de Maienne. 2. ses réflexions sur le moyen d'être Roi de France. 5. fait espérer sa conversion. *ibid.* surquoi fondée. 6 se fait instruire de la Religion Catholique. 7. conférence qu'il eut à ce sujet. 8 son abjuration & sa façon de la faire. 9. pense à se rendre maître de Paris. 12. ce qui arrive. 15. arrive à Bourgogne au secours de ses Troupes, & à quelle occasion. 21. bat le Connétable de Castille. 22. entre en Franche Comté. 23. va à Lion pour s'accommoder avec le Duc de Savoie. 27. fait le Traitté de Vervins. 42. & suiv. s'empare des Etats du Duc en deça les monts. 65. & suiv. favorise les Genevois. 74. sa réponse à Théodore de Beze. 76. fait raser le fort sainte Catherine. 77. Epouse Marie de Médicis. 78. fait alliance avec les Suisses. 101. sa réponse à l'Audier Sager. 130. sa politique à l'égard des Genevois. 173. se mêle des affaires des Grisons. 195. & suiv. veut engager les Genevois à souffrir, qu'il bâtit un arsenal dans leur ville. 209. manque de périr dans la Seine. 246. sa politique eu égard aux affaires des Grisons. 247. 263. s'emploie inutilement pour les affaires de Mülhausen. 300. son système pour humilier la Maison d'Autriche. 306. le prétexte qu'il saisit. 310. son armement. 318. sa mort. 320. & suiv. son portrait 325. **Henricher** homme nouveau dans Fribourg est médiateur de la part de cette République 125.

Hochen. Twiel assiégé & négociation à ce sujet. 582.

Hollandois veulent emprunter de l'argent des Cantons Protestans. 210. établissement de leur République. *ibid.* & suiv. à quelle cause ils portent la besace dans leurs armes. 218. la conclusion de leur liberté. 260. & suiv. sont reconnus en pleine Souveraineté par la Maison d'Autriche. 600.

Hugénots tombent d'accord, qu'on peut faire son salut dans toutes les Religions. 7. 9.

I.

Jenatsch (le Colonel) sauvé sa Patrie. 556. est assassiné 560.

Impériaux (les) commencent les hostilités dans la Valteline, leur conduite & leur défaite. 547. & suiv.

Impressions avantageuses, que les Ambassadeurs des Suisses laisserent à la Cour de Henri IV. 128.

Inquiétudes causées par l'incertitude des affaires de Savoie. 48.

Inquisition établie dans les Pais. Bas. 214.

Interrêts des Princes d'Allemagne impliqués dans l'affaire de la succession des Duchés de Juliers & Bergh. 315. que le Traitté de Madrid ne fut point observé. 449.

Jonction des Armées de Berne & de Zurich par le Général Tscharnier. 655.

K.

- Kesselring (Kilian) est soupçonné d'avoir laissé passer le Comte de Horn par la ville de Stein. 533. on lui fait son procès. 535.
 König (le Baron de) avise les Fribourgeois des opérations militaires de l'Armée Suédoise. 533.
 Königsmarck (le Comte de) s'empare de Prague , & y fait un butin immense. 588.

L.

- Lauffer & Stettler expliquent la conversion d'Henri IV. politiquement. 9. son idée sur l'effet du Capitulat. 198. sur l'affaire de Mühlhausen. 200. ses commentaires sur les Grisons. 392. ses réflexions sur les desseins de la Maison d'Autriche. 463. cause qu'il donne à la guerre entre les Suisses. 633. à quoi il attribue la défaite des Bernois. 641.
 Lauvenbourg (le Duc de) accusé d'avoir tué Gustave-Adolphe. 530.
 Légat veut détourner les Curés de ne pas conférer avec Henri IV. , & veut les excommunier 7. part de Paris de mauvaise grace. 16.
 Léopold Duc d'Autriche armé en faveur des Espagnols. 446. & se fâche contre les Grisons. 447. veut se justifier de l'invasion dans les Grisons. 465. envoie à la Diète de Baden Christian Schmidlein. 471.
 Lettre annexe en faveur des Bernois 122. de Henri

Henri IV. aux Genevois après l'escalade manquée par le Duc de Savoie. 171

Leu (le Trésorier) fait le Dictionnaire des Familles Suisses. 724.

Liberté de conscience est la cause de la guerre dans la Valteline. 407. massacre qu'elle y cause. 415.

Louis XIII, Roi de France se mêle des affaires des Grisons. 427. 433. 436. 446. rappelle son Ambassadeur de Rome & pourquoi. 486. envoie Annibal d'Estree en Suisse, ibid. fait exécuter le Traité d'Avignon. 487 approuve le Traité de Monçon. 490. prend ombrage de la marche des Troupes Impériales dans les Grisons. 499. envoie ses Armées s'emparer de la Valteline. 538. ses propositions aux Princes d'Italie & à la République de Venise. 541. ne réussit pas dans ses desseins sur la Valteline. 553. sa mort. 586.

Louis XIV. succède. 586. écrit à l'Electeur de Mayence en faveur de la Souveraineté des Suisses. 598.

Louis XV. demande aux Fribourgeois le séjour dans leur ville pour le Prince Edouard par son Ambassadeur. 690.

Löwenberg (Nicolas) chef des rebelles Bernois. 604. ses opérations. 605. est battu. 611. traite avec les Généraux Zuriquois. 612. a la tête tranchée. 617.

Luines (Connétable de) succède au Maréchal d'Ancre. 427. & regarde les affaires des Grisons

sons sur un autre pied. ibid. jaloux de Bassompierre. 433. est obligé de céder le Ministère. 434.

Luc (le Comte du) *sa conduite pendant la guerre entre les Cantons. 646. son discours à la Diète. 648. persuade les Cantons Cath. à l'Alliance. 689.*

M.

Maïenne (le Duc de) *fait son Apologie, qu'en effet elle a. 1. & suiv. sa présence retient les Parisiens dans l'obéissance; mais par sa faute il perd cette ville. 12. ne regrette pas la mort du Duc de Nemours & pourquoi. 20. ses affaires vont en décadence. ibid.*

Maillard (le jeune de) *se comporte avec valeur, dans la guerre des rebelles. 609.*

Manège de la Cour de France avec celle de Turin au sujet du Traité de Bourgouin. 30. & suiv.

Mantoüe (le Cardinal de) *prend possession de ce Duché, & à quel sujet. 339.*

Mantoüe (sac de) 534.

Maximilien Duc d'Autriche s'intéresse pour les Bannis de Mülhausen. 297.

Mazarin (le Cardinal) *succède au Cardinal de Richelieu. 590. retarde la paix, ibid. presse la paix entre le Duc de Savoie & les Barbets. 627.*

Médiation des Cantons neutres entre Zurich & les cinq Cantons. 504. entre Berne & Soleure 508.

Mécontentement contre le Collonel de Diesbach
justifié. 493.

Mellaredo, son idée sur la République. 581.
obtint une levée en Suisse. 683.

Meunier, sa défaite au Pont de Seiß 662.

Meyer (l'Avoier de) est député à Henri IV.
24. est arrêté par les François. 25. est relâché
26. député pour le partage demandé des Bal-
liages médiats. 91.

Monçon ville en Arragon. 492.

Montausier (le Marquis de) est tué. 551.

Montenach (Jean Daniel de) est médiateur de
la part du Canton de Fribourg entre les Ber-
nois & les Soloriens. 512.

Mülhausen éconduite des séances Helvétiques.
49. 84. 199. nouvelle difficulté au sujet des
Fininger. 296.

N.

Négociations au sujet de Genève. 10. du Duc
de Nevers avec le Pape à celui de la conversion
d'Henri IV. 11.

Nemours (le Duc de) fait des mouvemens aux
frontières de la Suisse. 386.

Nom des médiateurs entre le Sénat & le peu-
ple de Genève. 178. de ceux qui furent tués à
la bataille de Tirano. 424. de ceux qui ont
signé l'Alliance de 1715.

Nombre des morts à la bataille de Villmergen.
642.

O.

Objet des Alliances entre la France & la Suisse. 152

Odoard Farnése Duc de Parme se déclare pour les François. 545.

Orange (le Prince d') chef des revoltés dans les Pays-Bas. 216. amasse des Troupes pour combattre le Duc d'Albe. 221. est battu ibid. est pris pour Gouverneur des villes Hollandaises. 222. ravage le Brabant. 223.

Oxenstirn (le Comte d') prend le commandement de l'Armée Suédoise après la mort du Roi 531.

P.

Paix de Münster & d'Onabruck. 590. la Souveraineté du Corps Helvétique & son indépendance y est reconnue. 592. & suiv. celle des Grisons. 600. entre les Suisses. 643.

Pape est choisi pour arbitre entre le Roi de France & le Duc de Savoie. 45. s'intéresse dans les affaires des Grisons. 483. & suiv.

Pappenheim (le Comte de) est tué à la bataille de Lutzen, ce qu'en disoit le Roi de Suède. 530.

Parlement de Dole député en Suisse au sujet du fidele égard, & ce qui en suit. 35. & suiv.

Passage refusé aux Zuriquois & Bernois par Metzingen. 419.

Païsans du Canton de Berne se recrient sur le décret de leurs Seigneurs au sujet de l'Armée, qu'ils vouloient mettre sur pied. 577 602.

Philippe II. Roi d'Espagne est la cause de l'établissement de la République Hollandoise par la sévérité de son Gouvernement. 210. & suiv.

Pithon (le Trésorier) est député pour demander le partage des Balliages médiats. 91. Jean député à Paris pour l'Alliance avec Henri IV. 131. Antoine pour celle avec Louis XIV. en 1663. 148.

Politique des Espagnols & du Pape entre Henri IV. & Charles Emmanuel. 72. & suiv. du Cardinal de Mazarin. 190. qui fait faire la paix entre le Duc de Savoie & les Barbets. 632.

Praroman (Nicolas de) député à Paris pour l'Alliance avec Henri IV. 131.

Prétexte de la guerre du Roi de Suède contre l'Empereur. 517. suite de cette guerre après la mort de ce Prince. 531. & suiv.

R.

Ravaillac tue Henri IV. 323. 324.

Reflexions de Stettler sur la conduite du Comte de Castille. 27. sur le refus du secours actuel au sujet du fidèle égard. 37. sur le tems où les Colonels Suisses venoient en Diettes rendre compte de leurs négociations. 38. sur les Bandits, qui infestoient la Suisse ultramontaine. 48. de Stettler & de Lauffer sur le procédé de Henri IV. au sujet des affaires de Savoie. 65. sur le Traitté entre Henri IV. & le Duc de Savoie au sujet des péages sur le Rhône. 79. & sur la conduite du Roi avec les Genevois.

vois. 91. sur la décision des Cantons au sujet du
démelé entre Berne & Fribourg pour le parta-
ge des Bâlliages médiats. 93. Sur les deux Mai-
sons d'Autriche & de Bourbon. 93. sur la po-
sition des Suisses de ce tems là. 94. sur la paix
entre Henri IV. & le Duc de Savoie. 98. sur
la négociation de Jean Jacques de Diesbach.
123 sur les alliances avec la France en général
& sur la dernière levée de Zurich 148. & suiv.
sur la prétention des Ducs de Savoie sur Genève.
170. sur le discours que de Vic tint aux
Genevois. 175. sur l'arrivée du Vic, Comte de
Turenne & des enfans de l'Amiral de Chatillon
à Berne. 183. de Stettler sur les broüilleries des
Suisses. 201 sur l'établissmens des Républiques
de Suisse & d'Hollande. 229. sur le Traitté
entre Berne & les Etats Généraux. 241. sur
la conclusion de la liberté des Hollandois. 265.
sur les révolutions populaires. 284. sur la mort
d'Henri IV. 285. sur le Traitté entre le Roi
de France & l'Evêque de Bâle. 363. 374 de
Stettler sur les fréquentes négociations. 380.
sur les Commentaires de Lauffer. 395. sur les
pratiques du Duc de Féria. 417. sur les trou-
bles des Grisons. 432. sur la politique de l'Ar-
chiduc Léopold. 472. sur le Traitté de Monçon
& des médiations des Princes. 492. de Wald-
kirch sur les contestations des Zévrois & des
cinq Cantons 504. sur la violation du terri-
toire Suisse. 568. sur la révolution que causa
en Suisse le dessein d'avoir une Armée sur pied

582. sur la cause que donne Lauffer à la guerre des Suisses. 635. de Waldkirch sur la victoire de Bremgarten. 657. sur deux vers de Marc Lescarbot au sujet de Fribourg. 692.

Regente prend parti pour Genève & Berne. 321.

Régiment des Gardes Suisses formé en 1616. 381.

Reinold (Jean de) est envoyé au secours des Bernois. 606. occupe les hauteurs de la Singine 607. marche à Berthoud. 609. ses opérations. 651.

Réligion Evangelique n'est pas la Protestante. 498.

Requesens (Louis) succede au Duc d'Albe au Gouvernement des Pais Bas. 224.

Révolution causée en Suisse par le dessein d'avoir une Armée sur pied. 576. & suiv. 602.

Richelieu (Cardinal de) succede au Connétable de Luines. 434. est soupçonné d'avoir fait tuer le Roi de Suède 530 renouvelle la ligue avec les Hollandois & les Suédois. 544. envoie Bellièvre auprès des Princes d'Italie. 543. force le Duc de Savoie à entrer dans la ligue. 545. en agit mal avec les Suisses. 562. sa mort. 590.

Rohan (le Duc de) s'empare de la Valteline. 538. ses opérations. 539 & suiv. fortifie quelques Places. 543. sa conduite & ses victoires. 564. & suiv. est obligé de sortir de la Valteline. 553. & suiv. sa mort. 566.

S.

Sager (Rodolphe) Avoier de Berne harangue Henri IV. 128. Schauenstein

Schauenstein (Thomas de) *Député vers les Suisses débute mal.* 191.

Soloriens *en contestation avec les Bernois.* 507.
 & suiv. *demandent des Conseillers de guerre.* 654.

Souveraineté des Suisses & Grisons *reconnue par l'Empereur & les Princes d'Empire.* 592.

Stanian Ministre d'Angleterre, *ce qu'il pense de la fertilité de la Suisse* 205.

Succession du Duc Jean Guillaume *extrêmement litigieuse.* 311.

Suisses, *leur vûes différentes à la Diette de Soleure.* 4. *précedent le Roi dans la prise de Paris.* 16. *accordent des munitions de guerre à l'Empereur.* 19. *intercedent auprès d'Henri IV pour la Franche-Comté.* 24. & suiv. *leur conduite à l'égard des Franc-Comtois.* 35. & suiv. *ne sont pas contents d'Henri IV.* 38 *sont avisés de la paix de Vervins.* 45. *mouvements qu'ils donnent pour apaiser les Grisons.* 191. *envoient aux Grisons leurs Députés.* 272. *se conduisent mal en égard aux Grisons.* 296. *sont compris dans le système d'Henri IV.* 309. *accordent dix mille hommes à ce Prince.* 310. *prenent part à la mort d'Henri IV.* 326. *envoient une Députation au Duc de Savoie.* 332. *en repos depuis la paix avec la Savoie.* 376. *accordent six mille hommes à la France.* 380. *envoient une seconde Ambassade dans les Grisons.* 427. *leur division au sujet de l'irruption des Espagnols dans les Grisons.* 445. & suiv. *envoient*

envoient leur Ambassadeurs au Duc de Férta. 473. leur mauvaise intelligence cause la méditation étrangere. 483. ne sont plus si aisés à mouvoir. 499. leur inquiétudes sur la prise de la Valteline par les François. 540. leur réponse aux reproches de l'Empereur. 552. leurs Troupes ne sont pas payées en France. 560. leurs plaintes point écoutées par le Ministère de France. 561. & suiv. veulent avoir une Armée en Suisse. 576. ce qui l'empêche. 577. & suiv. accordent neuf Regimens pour le service de France 586.

Sulli (le Duc de) oblige le Comte de Brand à rendre Montmeillan. 69. favorise les Genevois. 75. sa réponse au Roi. *ibid.*

T.

Techterman (Denis) est envoyé au Duc de Savoie, pourquoi, est tue par un Houffart. 685. Tilli à la tête des Troupes Imperiales. 518. est battu proche de Leipsic. 521. meurt de sa blessure. 525.

Tournelles envoyé à Soleure pour empêcher l'alliance de 1715. 716.

Traité entre Henri IV. & le Comte de Brisac pour entrer dans Paris. 13. entre le Vicomte de Silleri & le Baron d'Harmance à Bourgoin 29. entre Henri IV. & le Duc de Savoie eu égard à la Bresse & au Marquisat de Salusses 88. séparé entre Henri IV. & les Cantons Cath. 119. de paix entre la Savoie & Geneve

177. d'union entre Berne & la Hollande. 230
entre le Duc de Savoie & Berne. 345. entre
Berne & la Hollande. 351. entre le Roi de
France & le Prince & Evêque de Bâle. 364.
369. de Madrid. 435. entre la Ligue Helve
& l'Espagne 437. son effet. 438. entre les
trois Ligues Grisonnes. 442. d'Avignon. 487.
de Monçon. 490 entre Berne & Soleure. 510.
des Cantons Cath avec l'Espagne. 536. des re-
belles Suisses. 609. des Etats avec les rebelles.
612. entre le Duc de Savoie & les Berbets. 629.
entre les Cantons belligerens de Suisse. 650.
668.

Troubles en France 384. en Valais au sujet de
la Religion. 498. entre l'Abbé de saint Gal &
les Zuriquois. 501. & suiv. 536. & suiv.

U.

Urbain VIII. Pape successeur de Gregoire XV.
484.

V.

Vallais, contestation entre les Dizains, pourquoi,
son Gouvernement & les Familles. 679.

Vallenstein reprend le commandement des Ar-
mées Imperiales. 525. bat le Roi de Suede. 527.
est soupçonné d'intelligence avec ce Monarque.
528.

Valteline. 413. est reduitte sous la domination
des Grisons. 500.

Vaque (Isaac) mediateur entre le Duc de Savoie
& les Bernois. 344. Vénise

Vénise ; ce qui y arriva d'interressant pour les Républiques. 249. & suiv.

Velaſco (le Connétable de) arrive en Bourgogne avec une Armée 20. chass- les François de la Franche Comté. 21. est battu près de Fontaine. François. 22. sa fusse demarche. ibid. écrit durement aux Suisses & pour quoi. 27.

Verneüil (la Marquise de) su douleur à la nouvelle du mariage d'Henri IV. avec Marie de Medicis. 56. se rejoït aux depens de la Reine. 246.

Vervins (la Paix de) n'est pas estimée solide par les Politiques. 46.

Vic (de) Ambassadeur de France represente aux Suisses les consequences de la conduite des Espagnols avec les Grisons. 193. veut prouver la contrariété des Traittés. 196.

Victor Amedée succede à Charles Emmanuel, & est en negociation avec le Cardinal de Richelieu. 545. sa mort. 617.

Villes (les) Protestantes s'assemblent à Arau au sujet des Grisons. 203. causent la tranquillité en égard au passages des Troupes étrangères. 205. intercedent pour le Maréchal de Bouillon. 208. refusent de prêter de l'argent aux Hollandois. 210. s'inquietent sur le sort des Grisons. 402. s'assemblent à Bremgarten en faveur des Grisons. 458. leur demande à l'Ambassadeur de France. 459. acceptent le Traitté de Madrid. 462. envoient leurs Ambassadeurs à Turin en faveur des Barbeta. 628.

Vonderweid (Jean Rodolphe) envoie à la
Diette pour traiter la paix entre les Cantons.
644. Jean Henri Martin Avoier. ibid. Fran-
çois Nicolas en 1712. pour le même sujet. 654.

W.

Waldkirch (de) & Lauffer font trophée du
Traitté de Pignerol. 632.

Wartensée (Jacques Christophe de) Evêque
de Bâle donne dans le travers avec les Bernois,
ce qui est redressé par les Cantons de Fribourg
& Soleure. 50. & suiv.

Weck (Rodolphe Avoier de Fribourg , de-
puté à Baden pour terminer les contestations a-
vec la France au sujet des arrérages dûs aux
Troupes Suisses. 39.

Weimars viole le territoire Suisse. 561. est bat-
tu & bat les Imperiaux. 564. sa mort. 569.
ses desseins au sujet de ses conquêtes. 569.
suspçon qu'on en a sur différentes personnes. 570.

Werdmüller (Jean Conrad de) bat les rebel-
les Suisses. 611. traite avec eux. 612. est re-
poussé devant Raperschweil. 637.

Wettstein (Jean Rodolphe) est envoyé au Con-
grès de Münster & d'Osnabrug. 592.

Z.

Zurlauben (le Baron de) a fait l'Histoire Mi-
litaire des Suisses. 724.

Zuriquois ne sont point compris dans l'Alliance
Tome X. Bbb

avec Henri IV. 122. entrent dans l'Alliance avec la France. 377. envoient des Troupes dans la Valteline. 419. leur reponse ferme à l'Archiduc Leopold. 465. en contestation avec les cinq Cantons 501. & suiv. commencent les hostilités en 1712. 653.



ERRATA.

Tome IX. page 493. lignes 5. 14. & 26.
de Croufaz lists de Croufaz.

Il est à remarquer qu'on ne s'est pas étendu sur cette Famille, comme non plus sur bien d'autres par la raison que la plupart des maisons se trouvent dans le Dictionnaire de M. Leu, où on renvoie le Lecteur, & par la raison qu'on n'a pas fourni à l'Auteur les documens nécessaires à ce sujet.



22
23
24
25
26
27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50



